



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

16^e Législature — 3^e session

Vol. 2 — Séances du 18 février au 24 mars 1926

1926

Texte établi par France Rochefort et Josée Levasseur

Orateur : l'honorable Joseph-Napoléon Francoeur

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

16e Législature - 3e session

Vol. 2 - Séances du 18 février au 24 mars 1926

1926

Séance du jeudi 18 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 69 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company à la corporation municipale de Saint-Vincent-de-Paul.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 75 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill 92 autorisant le conseil de la cité de Québec à fixer, pour une période d'années, l'évaluation de l'immeuble appartenant à la compagnie dite Quebec Apartments Limited, et connu sous le nom de Château Saint-Louis, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

**Loi du Barreau,
article 22**

M. Fortier (Beauce) demande la permission de présenter le bill 148 modifiant l'article 22 de la loi du Barreau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 94 concernant la municipalisation du service de la traverse sur la rivière Saguenay, entre la ville de Chicoutimi et le village de Sainte-Anne.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

27 janvier 1926

Ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative l'informant que le Conseil législatif consent à se joindre à elle pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives, tel que demandé, et que le comité nommé pour surveiller les impressions du Conseil durant la présente session est composé des honorables MM. Amyot, Bryson, Garneau, Martin, Miles, Paradis, Perron, Roberge, Robillard, Tourigny et Turgeon.

Questions et réponses:

**Chemin de la
municipalité de Yamachiche**

M. Lortie (Soulanges): 1. Le gouvernement a-t-il construit en sable et glaise un chemin dans la municipalité rurale d'Yamachiche en 1922?

2. Quel est le coût total de cette construction?

3. Combien a-t-elle coûté au gouvernement?

4. Combien à la municipalité?

5. Quel est le mode d'entretien?

6. Quel a été le coût total d'entretien: a) en 1923; b) en 1924; c) en 1925?

7. Combien y a-t-il eu de plaintes contre l'état dudit chemin: a) en 1923; b) en 1924; c) en 1925?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. \$15,950.30.

3. \$7,975.15.

4. \$7,975.15.

5. Entretien en régie.

6. a) En 1923, \$1,071.15; b) en 1924, \$2,061.84; c) en 1925, \$1,787.40.

7. a) En 1923, une; b) en 1924, aucune; c) en 1925, deux.

Contributions scolaires

M. Pellerin (Maisonnette): Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées par les contribuables et payées par le gouvernement: a) en 1923-1924; b) en 1924-1925?

L'honorable M. David (Terrebonne): a) En 1923-1924: par les contribuables, 80 %; par le gouvernement, 20 %; b) en 1924-1925, pas encore de rapport.

Contravention à la loi des liqueurs

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Québec-Comté (M. Bastien) a inscrit une interpellation sur l'ordre du jour, demandant les noms de personnes qui ont été trouvées coupables dans la province de Québec pour contravention à la loi des liqueurs depuis le 1^{er} janvier 1924. En vertu de l'article 575, le gouvernement peut refuser de répondre à une interpellation sans motiver son refus, mais nous n'avons pas d'objection à dire pourquoi nous ne voulons pas donner les renseignements demandés. Il serait injuste de jeter dans le public les noms de ces personnes. Si elles ont fait des erreurs et ont été punies, il n'est pas dans l'intérêt public que leurs noms soient discrédités.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il me semble que la question mériterait réponse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): D'après le règlement, la chose ne se discute pas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est bien dans l'esprit du gouvernement.

M. l'Orateur: Les règles de la Chambre ne permettent pas au député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) de faire des commentaires sur la décision qui vient d'être prise.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne): Lorsqu'une commission scolaire a des propriétés à vendre, elle doit les offrir à l'enchère. Le but du projet est de permettre les ventes de gré à gré.

M. Renaud (Laval): J'approuve ce projet, mais on devrait obliger la commission à donner quand même un avis dans les journaux.

L'honorable M. David (Terrebonne): Alors, ajoutons en amendement l'obligation d'insérer des avis dans les journaux.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) demande si la loi est suffisamment explicite dans certaines de ses parties.

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous allons référer le bill au comité des bills publics et nous pourrions l'étudier plus en détail.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que le bill 35 soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

Examen préalable

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demande de documents:

Élévation des droits sur les produits agricoles venant des États-Unis

M. Lortie (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant

cette Chambre copie de toute correspondance, etc., échangée entre le ministre de l'Agriculture et le gouvernement fédéral au sujet de l'élévation des droits sur les produits agricoles des États-Unis entrant au Canada, depuis le 1^{er} janvier 1924.

Le but de ma motion est de connaître quelles ont été les demandes tentées par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) auprès du gouvernement fédéral en vue d'obtenir plus de protection pour les cultivateurs de la province de Québec.

Il est important de savoir si notre ministre a employé toute l'influence dont il dispose auprès de ses amis d'Ottawa afin d'empêcher le marché domestique d'être envahi par les produits des fermes américaines.

J'ai lu avec un vif intérêt dans le *Bulletin des agriculteurs*, si je ne me trompe, une lettre adressée en mars 1925 par le ministre de l'Agriculture au secrétaire d'un cercle agricole qui, plus heureux que les 368 autres associations du même genre qui sont disparues depuis 1917, existe encore.

Cette lettre déclare que le ministre de l'Agriculture a fait de nouvelles démarches en 1925 auprès des autorités fédérales afin d'obtenir en faveur des cultivateurs l'élévation des droits sur les produits agricoles des États-Unis entrant au Canada, afin de protéger le cultivateur canadien au même degré que le cultivateur américain l'est par le tarif Fordney. Elle regrette aussi que ces démarches aient misérablement échoué.

Il est intéressant de connaître quelle a été la nature, l'étendue, la multiplicité, la persistance des démarches du ministre de l'Agriculture. Notre épistolier national, selon la jolie expression du chef de l'opposition, a sans doute beaucoup de lettres à son crédit sur cette question.

Partisan de la réciprocité en cette Chambre sur les tréteaux politiques, le ministre dit, dans sa lettre au secrétaire du cercle agricole, qu'il réclame d'Ottawa l'élévation des droits sur les produits agricoles des États-Unis. Il s'agit de savoir comment il concilie ces deux doctrines tarifaires. Cependant, je suis à peu près certain qu'il s'en est bien tiré parce qu'il est un épistolier émérite, ayant fait ses preuves dans des lettres fameuses à *L'Événement* et au sénateur Landry, et que sa façon a même été imitée dans le ministère qu'il dirige, pour ne citer que la lettre de son secrétaire, M. Narcisse Savoie, aux agronomes de la province, et le non moins fameux questionnaire qui l'accompagnait au sujet de la vie privée des cultivateurs.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le député de Soulanges (M. Lortie) paraît friand de mettre publique la correspondance d'un cercle agricole. Il est probable que, si la reproduction d'une lettre de caractère officiel eût été de la sorte utilisée par nous pour les fins politiques, nos honorables amis en eussent été profondément scandalisés. Qu'ont-ils fait? Ils ont tiré tout le parti possible d'une correspondance qui devait rester dans les documents d'un cercle agricole, et ils l'ont produite sur tous les tréteaux. Celui qui s'en est servi est un secrétaire conservateur qui ne s'est pas gêné pour faire une campagne à même des papiers de son cercle. Ainsi font nos adversaires. La lettre dont on parle faisait suite à des déclarations antécédentes, et on sait fort bien que je la subordonnais à la question de la réciprocité. J'ai dit qu'il n'y aurait pas de mal à élever des droits sur les produits agricoles aussi longtemps que nous n'aurions pas la réciprocité telle que demandée en 1911. Cela ne veut nullement dire que je sois pour la protection outrée. Je n'ai jamais caché mon opinion là-dessus; il y a plus de 20 ans que je prêche la réciprocité.

Je n'ai jamais eu l'intention, dans la lettre en question, d'exprimer une opinion absolue. J'ai voulu dire que la hausse de certains droits pourrait avoir du bon. Je n'ai jamais prétendu que ce fût là un remède à la crise agricole, mais je ne suis pas un tenant de la même réciprocité que prêchait récemment l'ancien voisin du chef de l'opposition.

M. Plante (Beauharnois): Très bien, très bien.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Cela ne veut pas dire que je suis partisan de la protection et cela ne justifie pas l'ancien voisin de l'honorable chef de l'opposition, M. Patenaude, d'avoir répandu cette lettre dans des circulaires dont l'impression coûtait \$10,000 par jour.

Des voix de l'opposition: Oh! Oh!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Cette opinion, je l'ai émise à la Chambre, mais je suis avant tout partisan de la réciprocité sur les produits naturels du sol avec les États-Unis. On a exagéré à plaisir, durant la dernière campagne, les effets de la protection. On a produit des chiffres qui auraient demandé une analyse. On a dit qu'il entrerait pour 149 millions de dollars de produits agricoles au Canada. De ce montant, il n'y en a que 59 millions qui venaient des États-Unis, et il faut compter les fruits

que nous importons parce que notre climat ne nous permet pas d'en cultiver; le statisticien fédéral fait entrer dans les produits agricoles importés le caoutchouc, le sucre, les liqueurs, les fruits exotiques. Peut-on prétendre que les légumes importés l'hiver le soient au détriment de nos cultivateurs? Il arrive parfois aussi qu'en hiver nos productions soient épuisées, et l'importation américaine, loin de nous faire dommage, nous vient en aide. Quand on songe à la valeur totale de la production canadienne, on admet que la concurrence américaine n'a pas l'importance qu'on lui a prêtée.

D'ailleurs, en 1920, alors que régnaient à Ottawa les amis de nos adversaires, les importations agricoles des États-Unis étaient évaluées à \$220,000,000. Que n'ont-ils commencé eux-mêmes à appliquer le remède qu'ils proposent aujourd'hui? J'ai parlé de protection des produits agricoles. J'approuve la question en principe et je crois que ça pourrait être une mesure opportune. Mais je n'ai jamais voulu critiquer l'administration d'Ottawa. Dans tout ceci, je répète que je n'ai aucune opinion à cacher et que je trouve injuste l'emploi que l'on a fait de la question contre le gouvernement d'Ottawa, quand on sait que le régime précédent était en présence de résultats plus alarmants. Je ne crains pas qu'on puisse me mettre en contradiction avec moi-même. J'aime à envisager la question sous toutes ses faces et je serais peut-être d'opinion que, pour certaines choses, on dût élever quelque peu le tarif. Est-ce à dire que je suis partisan de la protection outrancière du Parti conservateur? Décidément, non, car cette politique nous ferait plus de tort que de bien. Je suis généralement un partisan de la politique d'échange de produits naturels du sol entre les États-Unis et le Canada. J'aimerais que l'on tienne compte, une fois pour toutes, de cette expression d'opinion.

La proposition est adoptée.

Ville de Noranda

M. Authier (Abitibi) propose que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 81 constituant en corporation la ville de Noranda soient maintenant lus une seconde fois.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je m'oppose à la partie du projet qui exempte de taxes toutes les propriétés de la compagnie de la mine de Noranda jusqu'en 1939, et surtout au fait que, sur simple résolution du conseil, les propriétés de la compagnie pourraient être exemptées de taxes, du

moment que cette dernière paiera une somme annuelle de tant, au lieu de tomber sous la loi générale. C'est un pouvoir trop étendu et injuste envers les autres contribuables. La compagnie Noranda sera le plus grand propriétaire de la nouvelle ville. Le maire et les échevins seront évidemment de ses employés et, dans ces conditions, la compagnie n'aura qu'à commander pour que ses volontés s'accomplissent. Et ce seront les petits propriétaires qui porteront tout le fardeau des taxes. Il s'oppose à cette façon trop fréquente et trop libre de commuer les taxes des grandes compagnies.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne suis pas le parrain du projet, mais je veux soumettre à la Chambre les faits qui nous ont été exposés au comité. Le projet original, au comité des bills privés, assurait l'exemption pure et simple pour certaines propriétés de la compagnie. Il était basé sur la loi d'Ontario. Je suis en faveur de l'application de la loi générale qui prescrit l'impôt, mais il peut se produire des cas exceptionnels. Celui de Noranda en est un. Dans ce cas particulier, il est nécessaire de faire des concessions. D'ailleurs, pour faire face aux circonstances nouvelles, le gouvernement a jugé bon, il y a deux ans, de changer la loi des mines de façon à ce qu'elle ne diffère pas trop de la loi ontarienne.

Voilà une mine située à 600 milles de Québec, éloignée des grands centres et voulant se développer dans un pays non encore ouvert à la civilisation. La compagnie qui l'exploite a dépensé un million et demi en travaux de recherche. Lorsque le chemin de fer sera construit, la compagnie bâtera des usines de réduction qui coûteront quatre à cinq millions, et elle emploiera environ 1,200 hommes. Dans ce projet, on nous demande de constituer en corporation la ville de Noranda, dont les limites comprennent exclusivement les terrains qui appartiennent à la compagnie, soit 1,500 ou 1,600 acres. On demande d'incorporer les terrains en ville; c'est une excellente chose, et d'ailleurs, il y a des précédents. La compagnie va y organiser une ville à ses frais. C'est elle qui paiera pour la construction des services d'aqueduc, d'égout, pour toutes les améliorations nécessaires dans une ville modèle. Elle bâtera des maisons, installera un service électrique.

Puisque la compagnie paie tout pour fonder sa ville, il me semble qu'il est juste que nous lui assurons une certaine exemption de taxes dans une municipalité qui lui appartient en entier. La ville sera intéressée à ce que les taxes soient payées et à ce qu'elle soit bien administrée, elle n'abusera donc pas du pouvoir qu'elle a de commuer.

Mais il y a encore une considération générale. Ne devrions-nous pas traiter ces compagnies minières de la même façon qu'on les traite dans l'Ontario? Serait-il juste qu'elles soient plus taxées dans la province de Québec? Si l'on veut que le développement minier s'opère sans encombre, il importe que le traitement soit le même. Deux à trois mille prospecteurs sont à la recherche de mines dans notre province, et des capitalistes ont l'intention de venir s'installer chez nous. Mais l'Ontario est toujours un concurrent. Là aussi sont de vastes terrains miniers encore inexploités. Si les conditions y sont meilleures, le capital ira là de préférence. La Chambre a décidé que les propriétés seraient exemptées de taxes jusqu'à 1939, et le Conseil législatif a ajouté en amendement que la compagnie pourrait être exemptée de taxes en payant un montant fixe, qui sera déterminé par le conseil municipal.

Je répète que, dans l'Ontario, la loi exempte de taxes toutes les compagnies minières qui ont fait la richesse de la province; à quelques milles du terrain qui commence à se développer, les propriétés minières ne sont pas imposables. Les promoteurs demandent simplement d'être traités comme ils le seraient dans l'Ontario. N'est-il pas équitable d'accorder, nous aussi, un traitement de faveur aux compagnies qui assurent le développement de nos richesses minières? Le Conseil législatif veut permettre au conseil municipal de Noranda d'accorder, s'il le juge à propos, une commutation de taxes; c'est une simple délégation de pouvoir et non une commutation déterminée par la Législature. Est-ce que ça n'est pas ce conseil qui pourra le mieux juger? La ville reste maîtresse de faire l'entente qu'elle voudra. Il est donc dans l'intérêt de la ville de Noranda de voter l'amendement proposé. J'espère que la Chambre approuvera le projet tel qu'amendé.

M. Plante (Beauharnois): Après tout, l'Ontario a du bon.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'Ontario a certainement du bon.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) rappelle ce qui s'est passé antérieurement au comité des bills privés. Le bill nous revient comme il était originellement, dit-il. Je suis opposé encore aux exemptions de taxes comme celles-là. Je les trouve dommageables à l'intérêt public, et je crois que l'on exempte de payer ceux qui en ont le plus le moyen. L'exemption ne profite jamais qu'aux grandes compagnies. Il est vrai que, dans le cas présent, il est question de

commutation et non d'exemption, mais cela ne revient-il pas au même? Si notre loi des mines n'est pas bonne, qu'on la change, mais qu'on traite toutes les compagnies et toutes les entreprises minières de la même façon. Je ne suis pas prêt à concourir dans les amendements proposés. Qu'on mette tout le monde sur le même pied. C'est de la justice élémentaire.

Il est énergiquement opposé à tous ces bills d'exemption de taxes qui viennent devant la Législature, tous les ans. L'État de New York a interdit ces exemptions et cela ne l'a pas empêché de devenir le plus grand État du continent.

M. l'Orateur: La motion sera-t-elle adoptée?

Des voix de l'opposition: Vote, vote.

M. l'Orateur: Appelez les membres.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bertrand, Caron, Charbonneau, Daniel, Delisle, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Grant, Hamel, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden Moreau, Moreault, Morin, Nicol, Oliver, Paquet, Perrault, Phaneuf, Philips, Pilon, Richard, Roy, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thériault, Thurber, Tourville, 43.

Contre: MM. Bastien, Beaudoin, Bouchard, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Pellerin, Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, Tétreau, 21.

Ainsi, la proposition est adoptée.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Taxes à payer par la Montreal Island Power Company aux commissaires d'écoles des Écores

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company aux commissaires d'écoles des Écores soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission métropolitaine de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 107 modifiant la charte de la Commission métropolitaine de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Charte de Saint-Lambert

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 105 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Adopté.

En comité:

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce qu'il y a eu des objections?

M. Thurber (Chambly): Il n'y a aucune objection¹.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Est-ce que le projet a été approuvé par les contribuables en nombre et en valeur?

M. Thurber (Chambly): Certainement.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Thurber (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Sherbrooke

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 115 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté.

En comité:

Des voix ministérielles: "Explain".

M. Crépeau (Sherbrooke): L'an dernier, la Législature a changé la date des élections municipales et les a fixées au 15 avril. Mais on n'a pas changé la date pour le paiement des taxes et le but du projet est de modifier la date du paiement des taxes en accordant un délai jusqu'au 15 mars au lieu du 8 décembre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça fait mieux l'affaire des échevins comme cela?

M. Crépeau (Sherbrooke): C'est pour la bonne administration de la ville.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Crépeau (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Moniales Dominicaines contemplatives de Berthierville

M. Sylvestre (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 111 constituant en corporation les Moniales Dominicaines contemplatives de Berthierville.

Adopté.

En comité:

Des voix de l'opposition: "Explain".

M. Sylvestre (Berthier): Je sais que ce sont des religieuses qui demandent l'incorporation de leur communauté pour faire de bonnes œuvres. Je vous avoue que je n'en sais pas davantage.

M. Plante (Beauharnois): Très bien, très bien.

M. Sylvestre (Berthier): J'ajoute que le projet a reçu l'appui de Sa Grandeur Mgr Forbes et je serai enchanté si la Chambre l'adopte.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Sylvestre (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Chemin entre Yamachiche, Saint-Barnabé et Charette

M. Lortie (Soulanges): 1. Les municipalités d'Yamachiche, de Saint-Barnabé et de Charette ont-elles demandé que le grand chemin de communication entre les stations du C. N. R. à Charette et du C. P. R. à Yamachiche, et reliant la route Montréal-Québec, soit classé comme régional et entretenu aux frais de la province?

2. Dans l'affirmative, quand ces demandes ont-elles été faites?

3. Qu'a répondu le gouvernement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. En 1923 et en 1925.

3. La question est à l'étude.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour le *Journal d'agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Langlais (Témiscouata) critique le journal dans lequel on trouve à son gré trop de choses qui ne concernent aucunement la classe agricole.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) remarque que le député de Témiscouata (M. Langlais) n'est pas en communauté d'idée avec son chef, qui reconnaissait hier que le journal était bien fait.

M. Langlais (Témiscouata): On y trouve trop d'articles d'employés du département qui se confinent à faire l'éloge du gouvernement, comme d'ailleurs tous les conférenciers du département.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) croit que le député de Témiscouata ne doit pas lire le journal bien souvent, car il y verrait des collaborateurs qui n'appartiennent pas au département.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) répète ce qu'il a dit la veille, que le *Journal d'agriculture* est imprimé par un journal ministériel qui injurie les membres de l'opposition.

Il lit un extrait d'un rapport du correspondant du *Canada* à Québec, le compte rendu de la séance du 16 février, séance au cours de laquelle il avait voulu faire habiller les modèles nus de l'École des beaux-arts.

Certains articles ne sont pas exacts et sont de nature à faire passer le chef de l'opposition pour tout autre, en dénaturant ses paroles. Voilà l'oeuvre qu'accomplit ce journal avec les bénéfices du *Journal d'agriculture*! C'est de l'argent obtenu sous de faux prétextes! Il reproche au *Canada* d'injurier la gauche en retour des sommes que lui verse le gouvernement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes), M. Bray (Montréal-Saint-Henri) et M. Langlais (Témiscouata) se plaignent que les dépenses du rédacteur du *Journal d'agriculture*, M. Armand Létourneau, soient trop élevées.

M. Langlais (Témiscouata): Puisque l'impression faite à Montréal exige un va-et-vient continuel du rédacteur, pourquoi ne la confie-t-on pas au *Soleil*? Ce serait une bonne chose.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Que nos amis le proposent eux-mêmes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement devrait demander des soumissions, autrement il ne peut affirmer qu'il ne paie pas trop cher. On devrait exiger que l'imprimeur rendit un compte exact des recettes des annonces.

On fait trop de profits avec l'argent du gouvernement. On aurait tort de croire que ceux qui impriment ne retirent que les \$27,000 que paie le gouvernement. Le journal leur rapporte plus de \$75,000.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

L'impression ne nous coûte annuellement que 27 cents par abonnement. Si nous prenions la chose nous-mêmes, ce serait \$1.50. En outre, bien que le chiffre exact des recettes d'annonces ne puisse être livré, le ministère conserve là-dessus un contrôle suffisant.

L'imprimeur doit nous rendre compte, chaque mois, du prix qu'il a demandé en moyenne pour chaque ligne agate, en sorte que nous savons à peu près tout. Enfin, le propriétaire de l'imprimerie a déclaré sous serment que ses profits par l'annonce ne dépassaient pas \$10,000 par année. Des soumissions ont été demandées, il y a une dizaine d'années, et le gouvernement s'est rendu compte que personne ne pouvait faire un prix plus bas que celui du *Canada*.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous ne voulons pas faire augmenter le prix d'abonnement et les ministres ne pourront pas dire dans la prochaine campagne électorale que nous avons voulu empêcher les cultivateurs de recevoir le *Journal d'agriculture* à 37 cents par année. Si, par suite du revenu des annonces, le gouvernement pouvait faire imprimer le journal pour \$7,000, il fait perdre à l'agriculture \$20,000. Nous demandons des comptes au gouvernement. Nous faisons une besogne assez ennuyeuse. La Chambre a droit d'avoir les renseignements nécessaires à ce contrôle et, si l'on ne peut les avoir, les sessions sont tout simplement inutiles.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Vous avez pourtant l'air de vous amuser.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre me trouve peut-être trop violent? Il n'a qu'à me demander de retirer mes paroles.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Retirez-les de bon gré.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): *Le Canada* et *Le Soleil* diront demain que le ministre a confondu l'opposition à un tel point que nous avons tout retiré.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Retirez-les et nous verrons à ce qu'ils ne le disent pas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En somme, M. l'Orateur, le ministre le plus renseigné du cabinet...

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Vous allez dire cela de tous mes collègues.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre le plus renseigné n'est pas suffisamment renseigné et il ne peut nous dire quel profit réalise le journal qui imprime le *Journal d'agriculture*. Le ministre de l'Agriculture mérite cependant d'être félicité parce qu'il n'est pas directeur de la compagnie du *Canada*. D'autres ministres, à sa place, le seraient ou voudraient l'être, car ils considèrent qu'un ministre doit être riche ou s'enrichir. La mentalité du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) est autre, heureusement. C'est le ministre contre lequel on trouve le moins à redire, et pourtant ses comptes ne sont pas clairs. Que faut-il penser des autres?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Mon honorable ami jouit d'une bonne santé. Il en abuse et il se fatigue. Nous avons un contrat avec l'imprimeur du *Journal d'agriculture* et, une année, comme il a eu plus de profit avec les annonces que le contrat n'en permettait, l'imprimeur nous a remis l'argent.

Il admet que le tirage du journal a diminué considérablement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) veut savoir si c'est dû à l'émigration des cultivateurs.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

ne croit pas que ce soit là la raison. Il ajoute que les conditions selon lesquelles *Le Canada* imprime le *Journal d'agriculture* sont telles que la *Gazette* de Montréal a refusé de lui faire concurrence pour l'obtention du contrat.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Il me semble que les dépenses de voyage sont considérables dans le département. Elles s'élèvent à près d'un demi-million, \$300,000, sur un budget de \$1,721,000. Les inspecteurs, les agronomes ont des dépenses. Une économie pourrait certainement être réalisée dans ce domaine.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Tous les comptes de dépenses sont contrôlés par un officier spécial qui les approuve avant qu'ils soient soumis au sous-ministre. Beaucoup d'officiers du département, les agronomes, les inspecteurs, etc., voyagent presque constamment - il y en a qui voyagent 10 mois par année et ils nous font des comptes de \$150 par mois - et les frais de transport et

d'hôtellerie sont aujourd'hui plus élevés qu'ils ne l'étaient autrefois. Tous cela est fait dans l'intérêt de la classe agricole. C'est la même chose ailleurs en Ontario, les dépenses sont bien plus élevées qu'à Québec. Il en est de même pour les inspecteurs chargés de la surveillance de l'industrie laitière. Toutes ces dépenses sont faites pour l'éducation des cultivateurs; elles sont au minimum. Le plus grand contrôle est exercé.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Ces employés dépensent plus que le montant de leur salaire en frais de voyage.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Rien d'étonnant à cela. Un employé qui gagne \$125 par mois et qui voyage pendant 25 jours dans le mois peut dépenser plus qu'il ne gagne.

M. Langlais (Témiscouata) croit que les voyageurs de commerce des maisons d'affaires voyagent à beaucoup moins de frais que les officiers du département.

M. Dufresne (Joliette) demande comment rapportent les annonces.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Les annonces ne nous appartiennent pas. Elles contribuent à la réduction du coût du journal et nous permettent de le distribuer à un prix minime à une foule de cultivateurs.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Crédits du ministère de l'Agriculture

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que nous allons prendre les crédits de l'agriculture ce soir?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si ça va aussi bien que cet après-midi, oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand ça va mal, le gouvernement lâche?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On lâchera quand le chef de l'opposition commencera à perdre sa belle humeur.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 9 heures

Association des chimistes professionnels de Québec

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 87 constituant en corporation l'Association des chimistes professionnels de Québec.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession Tourville

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 96 modifiant la loi concernant la succession Tourville.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lemieux (Gaspé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): explique qu'il s'agit des mêmes dépenses et des mêmes octrois. L'on n'a pas demandé, du reste, d'augmentation d'octrois.

M. Plante (Beauharnois) renouvelle la demande qu'il avait faite l'an dernier, au ministre de l'Agriculture, d'augmenter l'octroi à l'exposition de Valleyfield.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'exposition a fait des progrès considérables, mais je n'ai pas voulu faire d'augmentation, l'an dernier, afin de ne pas créer de précédent.

Je puis assurer à mes honorables amis que, s'il est possible, nous augmenterons les octrois. Le député de Beauharnois (M. Plante) sait combien je le tiens en estime.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) demande combien d'octrois le gouvernement a accordés à l'exposition d'Argenteuil?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est là une exposition de comté qui ne concerne pas l'item dont il est question.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) espère que le ministre trouvera le moyen d'augmenter l'octroi à cette exposition. C'est un comté où l'on trouve des troupeaux d'animaux de race comme on n'en trouve pas ailleurs, et la société d'agriculture du comté mérite certainement cet encouragement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Assurément, la demande étant faite d'une façon si aimable et avec une figure si souriante, je n'oublierai pas votre demande.

M. Langlais (Témiscouata): Est-ce que ma figure ne revient pas au ministre?

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le ministre a eu des plaintes à l'effet que l'exposition de Québec avait des déficits. Il en a été question durant les élections municipales.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Je ne m'occupe pas des questions municipales, mais il n'y a eu aucune plainte de cette nature au département. J'ai vu qu'on avait discuté cela dans des assemblées, mais je n'ai aucune information personnelle.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je comprends que le gouvernement ne s'occupe jamais des élections municipales de Québec.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il y a des élections plus intéressantes que celles-là.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour la Société d'industrie laitière de la province de Québec, S. R. Q., 1925, chapitre 61, et arrêté ministériel no 75 du 24 janvier 1891, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre a-t-il l'intention d'étendre les pouvoirs de la Société?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous croyons que ses pouvoirs sont suffisamment étendus.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'École de laiterie de la province de Québec, Saint-Hyacinthe, S. R. Q., 1925, chapitre 62, travaux de la ferme et laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quinze mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y a-t-il quelque chose de nouveau là-dedans?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En est-il sûr?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le rapport contient un état détaillé des activités de ceux qui ont passé par l'école et qui en sont sortis.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est du nouveau, ça!

Il rappelle les demandes qu'il a faites à ce sujet. Il est heureux que l'on se soit rendu à ses suggestions. Il est satisfait de la politique de l'opposition d'aider les diplômés des grands collèges d'agriculture à aller sur les fermes afin qu'ils puissent démontrer par l'exemple les avantages qu'ils retirent de la formation scientifique qu'ils ont reçue au collège. L'établissement d'un expert diplômé sur une ferme dans chaque comté serait une bonne chose pour tous les cultivateurs, puisque cela leur permettrait de constater de visu les bienfaits de l'instruction. Il était temps de déterminer les bienfaits que nous apportent les collèges d'agriculture, après 75 ans d'existence.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

On ne peut s'attendre à trop à la fois. Les fermes de démonstration, dans diverses parties de la province, font un bon travail en fait d'instruction. Il parle de l'école moyenne d'agriculture qui a été établie à Rimouski et il dit que, même si on ne peut classer les résultats de cette école dans une classe définie, ses bienfaits se font sentir, et que, si les attentes la concernant sont satisfaites, le gouvernement en ouvrira d'autres. Toutefois, cela ne veut pas dire que les collèges d'agriculture sont inutiles.

Pour nous, de Québec, c'est évidemment l'école de Sainte-Anne-de-la-Pocatière qui nous intéresse particulièrement. Tout voyageur qui descend vers l'est, par la voie du C. N. R., ne peut s'empêcher de remarquer, bâtie au flanc d'une petite montagne boisée, cette magnifique école du bas-Québec, où étudient, chaque année, nombre de futurs agronomes et de jeunes fils de cultivateurs avides d'améliorer leurs méthodes de culture. L'influence de cette maison peut n'être pas visible à tous, mais il est certain qu'elle existe, qu'elle agit et que beaucoup de progrès accomplis depuis quelques années lui sont dus. On a dit qu'il n'en sortait que des fonctionnaires. C'est faux. Il s'y donne des cours pratiques pour ceux qui désirent s'établir sur une terre et travailler le sol de leurs mains.

On pourrait citer tel ou tel élève qui, grâce aux expériences acquises à Sainte-Anne, sont en train de devenir prospères et de donner à leur entourage des exemples qui produiront infailliblement des résultats bienfaisants. On pourrait

en dire autant des écoles Macdonald et d'Oka. On n'a qu'à visiter les fermes de démonstration pour se rendre compte des progrès accomplis par l'enseignement de ces maisons. Elles ont introduit dans la province la culture scientifique.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) craint que l'on déracine non seulement des jeunes gens, mais aussi des jeunes filles. Il se demande quand on se décidera à ouvrir l'école d'agriculture de Rimouski, promise depuis plusieurs années. Il blâme le projet de Rimouski, disant que les institutions existantes suffisent amplement aux besoins.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

L'école moyenne d'agriculture de Rimouski sera ouverte l'automne prochain, on la termine actuellement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait des remarques sur les agronomes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Nous allons maintenant étudier le crédit de l'économie domestique. Nous portons le montant de \$40,000 à \$50,000 cette année.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'informe de ce que l'on enseigne dans les écoles ménagères.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

énumère tout ce que les élèves apprennent dans les écoles ménagères.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait une dissertation sur les poulaillers froids, moins froids, presque chauds.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas trente cinq mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'apiculture et l'industrie du sucre d'érable, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre est un expert en apiculture?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Non, je n'ai pas cette prétention, mais j'ai le souvenir lointain d'avoir gardé des abeilles pendant deux ans, au moment où j'allais entrer dans la vie publique. Je goûtais tout le charme de cette industrie. Malheureusement, éloigné de ma ferme par mes devoirs de député, il y a longtemps, il fallut vendre les ruches, et je le regrettai.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il me semble que le premier discours prononcé en Chambre par l'ancien député de L'Islet était sur l'apiculture. L'honorable ministre s'intéresse depuis longtemps au sucre d'érable?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Sait-on que mon premier discours en Chambre fut sur le sucre d'érable et sur le trèfle?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'était en 1903 ou en 1904?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Non, en 1902.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comme le temps passe vite!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Ah! Oui.

Il énumère les bienfaits de la propagande faite par les sucreries-écoles, les conférences et les diverses démonstrations données dans tous les districts, par les experts du gouvernement. Il dit un mot du marché du sucre et du sirop d'érable. Les marchés européens, dit-il, sont difficiles à gagner. Il n'y a pas de marché en France, très peu en Angleterre, et le climat de l'Australie est trop chaud pour la consommation du sirop. L'important est de cultiver Montréal et l'Ouest canadien, qui sont de bons débouchés.

Il y a fort à espérer du goût que développe l'Ouest pour le sirop. Du moment que le producteur saura bien classer son produit et éviter les

contrefaçons, il s'assurera des profits considérables pour l'avenir.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 50.

NOTE

1. Dans *L'Événement*, on rapporte que M. Thurber répond à M. Gault en anglais.

Séance du vendredi 19 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Progrès de la session

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand allons-nous connaître les mesures ministérielles?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Bientôt.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Sont-elles importantes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y en aura qui sont importantes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) manifeste sa surprise que le gouvernement ait encore tant de mesures à présenter. Il espère que les principales ne resteront pas pour les derniers jours de la session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) assure que le gouvernement ne présentera aucune mesure importante dans les derniers jours de la session. Les projets de loi du gouvernement sont tous prêts et seront tous inscrits au feuillet de la semaine prochaine.

Contestations d'élections

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 32 modifiant la loi des cités et villes relativement aux contestations d'élections.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Usurpations de charges publiques

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 49 modifiant le Code de procédure civile relativement aux usurpations de charges publiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

École d'industrie des sœurs de la Charité de Québec

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 47 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de Québec, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans leur école d'industrie.

Adopté.

Institut des petites sœurs franciscaines de Marie et The Sun Trust Company Limited

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 46 ratifiant un acte de transport et un acte de fiducie entre l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie et The Sun Trust Company Limited, auxquels le gouvernement de la province est partie intervenante.

Adopté.

**Succession
Christopher McEvoy**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 104 concernant les biens de la succession de feu Christopher McEvoy et ceux que possède dame Anne Ephime Thomson, veuve de Christopher McEvoy, actuellement interdite pour aliénation mentale.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Conventions entre la paroisse de Saint-Joachim,
comté de Montmorency, et la Ste Anne Power
& Paper Company Limited**

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 114 ratifiant certaines résolutions du conseil municipal et des commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency, et conventions entre les mêmes et la Ste Anne Power & Paper Company Limited.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte d'Outremont

M. Tourville (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 75 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Tourville (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Rivières à saumon

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Combien y a-t-il de rivières pour la pêche au saumon dans la province de Québec?

2. Combien de rivières sont louées à des clubs?

3. Quels sont les noms de ces clubs et les rivières qu'ils ont louées?

4. Quel est le montant annuel payé par chaque club?

5. Quels sont les clubs dont la majorité des membres sont résidents de cette province?

6. Quels sont les clubs dont la majorité des membres ne résident pas dans cette province?

7. Quels sont les noms des rivières qui ne sont pas encore louées et où sont-elles situées?

8. Les citoyens de cette province ont-ils un droit à payer pour pêcher dans ces rivières non louées?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Il y a 37 rivières à saumon dans la province, en outre de celles qui sont situées dans les seigneuries ou qui appartiennent à des particuliers.

2. 15.

3. (Voir la liste ci-dessous)

St. Marguerite Salmon Club...	Riv. Sainte-Marguerite (Saguenay)
Laval Fishing Club	Riv. Laval
Waimahigan Club	Riv. Mistassini
	Riv. Bec-Scie
Labrador Fish and Game Club	Riv. Natashquan, partie
Restigouche Salmon Club	Riv. Restigouche, partie
Matamajaw Salmon Club	Riv. Matapédia et tributaires : Humqui et Causapsal
Cascapedia Club	Riv. Grand Cascapédia
Little Cascapedia Club	Riv. Petite Cascapédia
Bonaventure Salmon Club	Riv. Bonaventure
Grand Pabos Fish and Game Club	Riv. du Grand Pabos
St. John Salmon Club	Riv. Saint-Jean (Gaspé)
York River Fishing Club	Riv. York

4. (Voir la liste ci-dessous)

St. Marguerite Salmon Club	\$ 1,600.00
Laval Fishing Club	750.00
Waimahigan Club	750.00
Labrador Fish and Game Club	3,200.00
Restigouche Salmon Club	1,200.00
Matamajaw Salmon Club	1,560.00
Cascapedia Club	12,300.00
Little Cascapedia Club	900.00
Bonaventure Salmon Club	5,000.00
Grand Pabos Fish and Game Club	1,500.00
St. John Salmon Club	4,000.00
York River Fishing Club	3,150.00

5. Waimahigan Club; Little Cascapédia Club; Grand Pabos Fish and Game Club.

6. St. Marguerite Salmon Club; Laval Fishing Club; Labrador Fish and Game Club; Restigouche Salmon Club; Matamajaw Salmon Club; Cascapédia Club; Bonaventure Salmon Club; St. John Salmon Club; York River Fishing Club.

7. (Voir la liste ci-dessous)

Petite Mécatina.....	Côte-Nord
Grande Mécatina.....	"
Saint-Augustin.....	"
Coxipi ou Léandre.....	"
Napétipi.....	"
Saint-Paul ou Les Esquimaux.....	"

8. Non, il n'y a aucun droit à payer pour la pêche à la ligne. Les pêcheurs pour fins commerciales doivent obtenir une licence.

Octrois aux colons de Sainte-Marie-de-Blandford

M. Dufresne (Joliette): 1. Le gouvernement a-t-il accordé quelque octroi pour des colons dans la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, comté de Nicolet: *a)* en 1923; *b)* en 1924; *c)* en 1925?

2. Dans l'affirmative, quelle somme a été octroyée: *a)* en 1923; *b)* en 1924; *c)* en 1925?

3. À qui cette somme a-t-elle été distribuée chacune de ces trois années et qu'a reçu chacun de ceux qui en ont bénéficié?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. *a), b)* et *c).* Oui.

2 et 3. *a)* \$2,521.01 au conseil municipal de Sainte-Marie-de-Blandford, pour chemins et ponts.

\$63.00 comme primes de défrichement aux colons suivants: Napoléon Morissette, \$20; Alfred Cormier, \$4; Albert Provencher, \$3; Alphonse Provencher, \$4; T. Morissette, \$14; Lucien Léon, \$14; P. Noël, \$4.

b) \$1,349.01 pour travaux de chemins, sous la direction d'Achille Lavigne, Arsène Paquin, Alex Beaudet et Hector Beausnesne.

\$100 pour achat de graines de semence distribuées par M. l'abbé J.-N. Despins aux colons Pierre Beaulieu, Arthur Gagnon, A. Lafrance, M. Beaulieu, Arthur Paquin, Edgar Mainville, Joseph Baril, B. Thibaudeau, H. Thibodeau et Raoul Croteau.

\$111 comme primes de défrichement aux colons: Arthur St-Louis, \$4.50; Alfred Cormier, \$9; Edgar Mainville, \$21; Alphée Soucy, \$30; Joseph Baril, \$30; R. Croteau, \$16.50.

c) \$700 au conseil municipal, pour chemins.

\$617 comme primes de défrichement aux colons suivants: J. Larivée, \$20; R. Turgeon, \$16; S. Turgeon, \$16; Napoléon Morainville, \$32; Adélard Jacques, \$32; Édouard Beausilliers, \$14; Alfred

Cormier, \$8; Alfred Cormier, \$12; Alfred Cormier, \$18; Adélard Paquet, \$30; Henri Chamberland, \$6; Chs Beaudoin, \$6; Albert Provencher, \$14; Arthur Paquin, \$6; M. M. St-Louis, \$24; Edgar Mainville, \$40; Pierre Picher, \$26; Joseph Boucher, \$8; Wilfrid Rheault, \$38; Louis Longchamps, \$40; Nil Soucy, \$8; Philéas Noël, \$36; Joseph Baril, \$12; Narcisse Beaulieu, \$11; Conrad Monpas, \$40; Pierre Beaulieu, \$40; Willie Beaulieu, \$8; Omer Thibodeau, \$20; Alfred Thibodeau, \$36.

Routes régionales et routes en régie

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Est-il vrai que le gouvernement a l'intention de ne déclarer régionales à l'avenir que les routes en régie par le ministère de la Voirie?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La question est à l'étude.

Représentations concernant un projet de loi accordant une allocation aux mères et aux orphelins

M. Sayer (Montréal-Saint-Laurent): 1. Des représentations ont-elles été faites au gouvernement relativement à l'adoption d'une loi accordant une allocation aux mères et aux orphelins dans la province de Québec?

2. Cette question est-elle à l'étude?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1 et 2. Oui.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour impression, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi ces \$30,000?

L'honorable M. David (Terrebonne): Pour l'impression et la reliure des statuts refondus. Pas les statues dont nous avons parlé l'autre jour.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et qui ont fait dépenser du sel au *Canada*, du sel faux².

L'honorable M. David (Terrebonne): Je n'ai pas lu *Le Canada*.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien coûte cet organe?

L'honorable M. David (Terrebonne): Les dépenses sont de \$45,792.87 par année, les revenus de \$63,001.64, ce qui laisse le gouvernement avec un profit de \$17,208.17 pour son entreprise journalistique, ce qui équivaut à 37.14 %. Mais n'allez pas croire que le gouvernement fait un profit avec les annonces, car la publicité mise au compte de l'État s'élève à \$82,000.

Il fait observer que l'on est à étudier l'item de \$30,000 pour l'impression des statuts refondus.

M. Plante (Beauharnois): Les annonces coûtent trop cher dans la *Gazette officielle*.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ne sait-on pas que les annonces de certains grands journaux coûtent encore plus cher? Tous les journaux ont d'ailleurs augmenté leur tarif d'annonces.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les journaux ont le droit d'augmenter le prix de leurs annonces, mais le gouvernement n'a pas le droit de pressurer le peuple. Voilà encore un exemple de taxes indirectes que les libéraux ont tant dénoncées.

Il suggère que, puisque le gouvernement resserre continuellement l'étau sur les journaux de la province, il aurait peut-être avantage à les nationaliser tous, ayant fait un si grand succès de celui qu'il a publié.

M. l'Orateur: Adopté?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non. Les extras de la *Gazette officielle* ont-ils coûté cher depuis un an?

L'honorable M. David (Terrebonne): Les extras sont chargés à ceux qui en réclament la publication au taux régulier et qui apparaît à la première page de la *Gazette*.

M. Plante (Beauharnois): Pourquoi la *Gazette officielle* est-elle imprimée par *Le Soleil* depuis 1897, année qui correspond à l'accession au pouvoir du Parti libéral dans cette province? Est-ce qu'on ne pourrait pas encourager d'autres journaux, d'autres imprimeries? Pourquoi ne demande-t-on pas des soumissions pour les impressions?

L'honorable M. David (Terrebonne): L'Imprimeur du roi a déclaré l'an dernier au comité des comptes publics que l'impression de la *Gazette officielle* ne paierait pas un autre imprimeur au prix que nous payons au *Soleil*.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi cela?

L'honorable M. David (Terrebonne): Parce que *Le Soleil*, ayant à faire les travaux pour un contrat à long terme, garde certaines matières debout, ce qui lui permet d'économiser sur la main-d'œuvre. Pour qu'un imprimeur fasse du profit en publiant la *Gazette officielle de Québec*, il faudrait un contrat à long terme. Si l'on demandait des soumissions tous les six mois ou chaque année, les imprimeurs ayant obtenu le contrat auraient à s'en charger, ce qui voudrait dire des coûts beaucoup plus élevés. En plus, il leur serait impossible de soumissionner à un prix aussi bas que celui qui est chargé en ce moment pour le travail.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Pour combien d'années est le contrat d'impression de la *Gazette officielle*?

L'honorable M. David (Terrebonne): Le contrat a été renouvelé il y a six ans, pour 10 années.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, nous ne pourrions pas briser ce contrat?

L'honorable M. David (Terrebonne): On peut toujours briser... en violant un contrat.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi ne pas laisser une chance à des journaux indépendants comme *La Patrie*, *Le Devoir* et d'autres?

M. Plante (Beauharnois): Pourquoi ne pas donner la chance à *L'Action catholique* de Québec?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, non, jamais. Pourquoi? Ce journal est trop indépendant. Toute cette affaire a mal paru aux yeux du public. Si les libéraux étaient dans l'opposition, où ils seront

très prochainement, ils dénonceraient le gouvernement pour une telle attitude. Ils diraient qu'il s'est agi d'un cas grave de favoritisme et d'abus de pouvoir.

Bien entendu, je sais que le secrétaire de la province (l'honorable M. David) n'ose pas répondre. Vous, qui dénoncez les conservateurs parce qu'ils ont donné de petits contrats à *La Minerve*, qui avez attaqué si méchamment feu l'honorable M. Nantel et qui avez traité nos chefs actuels de voleurs, qu'avez-vous à dire maintenant?

Les ministres n'osent pas se lever. Vous avez dénoncé mes amis, mon parti, quand ils étaient moins coupables que vous ne l'êtes en ce moment. Ils ont employé toutes les violences qu'ils pouvaient trouver dans leur vocabulaire libéral.

On a reproché à nos amis des choses beaucoup moins graves. On n'a pas le droit d'employer de l'argent qui appartient à la province pour favoriser un journal qui rapporte des fortunes à quelques-uns de ses directeurs qui sont des chefs de parti.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)³: M. le président, je suis obligé de vous demander de rappeler mon honorable ami à l'ordre. Le chef de l'opposition devrait s'adresser au président et non pas au secrétaire de la province personnellement. Avec de tels excès, vous finirez par abréger vos jours.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah! Je savais bien qu'ils se lèveraient... Ça chauffe trop.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je me demande qui est le plus échauffé en ce moment. D'ailleurs, je crois rendre un service au chef de l'opposition en l'arrêtant. M. l'Orateur, je vous prie de rendre votre décision. Les règles parlementaires se doivent d'être observées par souci de politesse.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) exprime son humble gratitude pour la leçon. Je n'en ai pas à recevoir, ajoute-il.

M. l'Orateur: Je demanderais aux honorables députés de ne pas se servir d'un langage trop violent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) résume sa position avec quelques remarques au président, dans lesquelles il réitère que la façon dont a été donné le contrat d'impression de la *Gazette officielle de Québec* est scandaleuse.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je l'ai fait observer⁴ à mes honorables amis tout à l'heure. Nous avons parlé de la *Gazette officielle* quand il est question de voter les crédits pour l'impression des statuts refondus. Comme nous avons assez longuement parlé de la *Gazette*, nous pourrions voter les deux subsides⁵.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) sourit, mais ne consent qu'à laisser passer les \$30,000 pour les statuts.

L'honorable M. David (Terrebonne): Très bien, alors. Nous reprendrons l'item de la *Gazette* la prochaine fois.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Brefs commentaires avant l'ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si j'avais eu le bouquet de fleurs stériles qui ornait le pupitre du président de la galerie de la presse, alors absent, je l'aurais adressé au chef de l'opposition, avec mes compliments pour son discours également stérile.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le soleil, poursuivant sa carrière, versait des torrents de lumière sur ses obscurs blasphémateurs⁶...

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain.

Adopté.

La séance est levée à midi quarante minutes.

NOTES

1. Dans *L'Événement*, on dit qu'il n'y a que 25 députés à la Chambre.
2. Fait référence à l'article du *Canada* du 17 février, où le journaliste se demandait si le chef de l'opposition serait devenu pudibond.
3. Dans *L'Événement*, on dit que le premier ministre jette son lorgnon sur son pupitre et bondit.
4. Mais, à ce moment, on s'aperçoit que l'on discute sur la *Gazette officielle* quand l'item à l'étude a trait à l'impression des statuts refondus.
5. Le vote sur l'item de la *Gazette* est refusé par le chef de l'opposition, qui ne consent qu'à voter sur l'item "impression".
6. *Le Canada* mentionne que M. David cite l'extrait d'une ode de Lefranc de Pompignan, poète français du XVIII^e siècle.

Séance du lundi 22 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Code civil,
article 981o**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 40 modifiant l'article 981o du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Enquêtes municipales

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 29 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement aux enquêtes municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des véhicules automobiles**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 42 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droits de propriété relatifs
aux véhicules automobiles**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 43 concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des liqueurs alcooliques**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 44 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des licences**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 145 modifiant la loi des licences.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Inspection
des hôtels**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 146 modifiant la loi de l'inspection des hôtels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droits sur certaines mutations
de propriétés**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 45 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriétés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Fonds des
écoles élémentaires**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 15 modifiant la loi de l'instruction publique relativement au fonds des écoles élémentaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Officiers et employés
du gouvernement¹**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 26 concernant les officiers et employés du gouvernement de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Nombre d'exploitations
agricoles de 1922 à 1925**

M. Dufresne (Joliette): Quel était le nombre des exploitations agricoles dans la province: a) en 1922; b) en 1923; c) en 1924; d) en 1925?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le dernier recensement fédéral est de 1921.

Taxes payées par la municipalité de Saint-Eustache-sur-le-Lac

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. La municipalité de Saint-Eustache-sur-le-Lac a-t-elle payé un droit, une taxe ou une commission au gouvernement pour ses emprunts en vertu de la loi 13 George V, chapitre 65, section 581, depuis 1923?

2. Si oui, quel montant a-t-elle payé pour cette taxe ou droit au gouvernement et pour quel montant emprunté?

3. De qui la municipalité a-t-elle emprunté cet argent et à quel taux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. Honoraires, \$90.20; emprunt, \$15,000.

3. Obligations vendues à Versailles, Vidricaires & Boulais, avec intérêt à 5½ %.

Vente d'obligations par Saint-Joseph d'Alma

M. Duranleau (Montréal-Laurier): 1. Des soumissions ont-elles été demandées pour la vente de \$245,000 d'obligations 5 %, échéant de 1926 à 1935, de la ville de Saint-Joseph-d'Alma ou la vente a-t-elle été faite de gré à gré en vertu des statuts refondus, 1925, chapitre 102, section 585, dernier paragraphe?

2. Si la vente a été faite de gré à gré, pour quelle raison?

3. À qui?

4. Quand?

5. Pour quel prix?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Des soumissions ont été demandées pour \$190,000 et refusées, et la vente de \$245,000 a été faite de gré à gré.

2. La plus haute soumission publique reçue avait été de \$93.40. Le conseil a cru devoir refuser; et plus tard, une offre de \$95 ayant été faite, le conseil l'accepta.

3. Le Crédit Canadien.

4. Le 18 janvier 1926.

5. \$95.

Policiers et détectives à l'emploi de la Commission des liqueurs et du procureur général

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) pour M. Faucher (Québec-Centre)²: 1. Combien la Commission des liqueurs a-t-elle: a) de policiers; b) de détectives à son emploi?

2. Même question pour le département du procureur général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Le gouvernement l'ignore, mais comprend que les policiers et détectives à l'emploi de la Commission des liqueurs varient constamment.

2. a) 53; b) 13.

Balances nettes de la dette consolidée et non consolidée, de 1905 à 1925

M. Dufresne (Joliette): Quelles étaient les balances nettes de la dette consolidée et non consolidée au 1^{er} juillet de chacune des années 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924 et 1925 respectivement?

L'honorable M. Nicol (Compton): Voir les *Comptes publics* pour chaque année.

Passif et actif de la province en 1925

M. Dufresne (Joliette): D'après les pages 146 et 147 des *Comptes publics* 1925, il apparaît que le passif de notre province serait de \$98,856,759.77 et l'actif de \$47,411,272.01, soit un déficit de \$51,445,487.76 de l'actif sur le passif. Ces chiffres sont-ils exacts?

L'honorable M. Nicol (Compton): Les chiffres contenus aux *Comptes publics* sont exacts, mais les *Comptes publics* ne contiennent pas, à l'actif de la province, les terres de la couronne, les forces hydrauliques, les ponts, les mines, les ressources naturelles et autres richesses.

Salaires des juges de la Cour des sessions et des recorders de Montréal

M. Sayer (Montréal-Saint-Laurent): 1. Quel est le traitement payé aux juges de la Cour des sessions de Montréal?

2. Par qui sont-ils payés?

3. Quel est le traitement payé aux recorders de Montréal?

4. Par qui sont-ils payés?

5. Qui fixe le salaire des recorders?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Le juge en chef, \$7,000; les juges puînés, \$6,000.

2. Par la province.

3, 4 et 5. Voir les divers statuts relatifs aux recorders de Montréal qui sont tous payés par la cité de Montréal.

Juridiction concurrente de la Cour supérieure à Sainte-Scholastique

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement a-t-il fini d'étudier la demande faite par une délégation de citoyens du comté des Deux-Montagnes relativement à la juridiction concurrente de la Cour supérieure à Sainte-Scholastique?

2. Si oui, quelle est la décision prise par le gouvernement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1 et 2. Le gouvernement, pour le moment du moins, ne croit pas qu'il y ait lieu de donner juridiction concurrente de la Cour supérieure à Sainte-Scholastique.

Enquêtes municipales

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 29 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement aux enquêtes municipales.

Adopté.

Rétributions scolaires

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 relatif à certaines rétributions scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Fonds des écoles élémentaires

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 15 modifiant la loi de l'instruction publique relativement au fonds des écoles élémentaires.

Adopté.

Droits sur certaines mutations de propriétés

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 45 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriétés.

Adopté.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 44 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Adopté.

Officiers et employés du gouvernement³

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 26 concernant les officiers et employés du gouvernement de la province.

Adopté.

Emprunts des corporations scolaires

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux résolutions

concernant les emprunts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est un amendement peu important. Si l'honorable chef de l'opposition a des objections, nous en ajournerons l'étude. L'opposition n'est pas en nombre, mais en valeur⁴.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le but de cet amendement est le suivant: lorsque le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Taschereau) jugera qu'un emprunt fait par une commission scolaire est trop élevé, il pourra demander la diminution du montant emprunté. Une corporation scolaire pourrait décider d'emprunter, disons, \$30,000 et s'apercevoir que \$25,000 suffisent. En ce moment, les commissions scolaires doivent recommencer tout le processus de l'emprunt.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La commission devra se soumettre à cette décision?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Loi électorale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il est possible qu'il y ait des choses à dire des deux côtés, en ce qui concerne ces modifications, mais je propose que nous référions ce projet au comité des bills publics, où nous pourrions mieux l'étudier. Le gouvernement n'est aucunement intéressé à ces modifications et je désire qu'elles soient discutées librement devant le comité où je serai heureux de recevoir toutes les suggestions qu'on voudra me faire à ce sujet.

Il y a trois amendements. Par le premier, nous voulons supprimer le talon du bulletin de vote, qui est inutile. Le talon du bulletin de vote disparaît complètement. Jusqu'à présent, le sous-officier rapporteur était tenu de mettre ses initiales sur le talon du bulletin et il est arrivé souvent que le vote de tout un poll soit annulé à cause d'un oubli de sa part, et, dans certains cas, les juges devant lesquels ces cas de contestation étaient entendus ont exprimé des doutes quant à savoir s'il fallait rejeter ou accepter ces bulletins. C'est pour éviter pareil inconvénient que le gouvernement abolit le talon.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il ne faudrait pas supprimer le bulletin aussi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami désirerait peut-être supprimer le bulletin, mais nous ne voulons pas, nous.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous pourriez peut-être en ajouter, des bulletins.

M. Faucher (Québec-Centre) suggère que les élections soient tenues à date fixe.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le deuxième amendement fera disparaître, pour un candidat, l'obligation de publier ses dépenses. On nous représente que ces comptes d'élection sont souvent incomplets et nous croyons devoir faire disparaître cette formalité. On m'a informé à l'effet que ces relevés de compte ne sont pas toujours publiés dans le but pour lequel ils devraient l'être. Le but de la loi était excellent, mais il a rarement été atteint. Le secrétaire d'une élection peut faire beaucoup de dépenses sans que le candidat s'en doute, et la loi devient inopérante.

Le troisième amendement a pour but de permettre à l'officier rapporteur d'ouvrir des bureaux de votation là où il n'y a pas de liste électorale ou là où les municipalités ne sont pas encore formées.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) suggère que, dans les grands centres comme Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, la votation se continue une heure plus tard le soir, afin de donner à tous la chance de voter. Il veut aussi que la nomination dans le comté de Gaspé ait lieu huit jours plus tôt que dans les autres. De cette façon, le scrutin serait pris partout en même temps.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): S'il y a quelque avantage, nous n'aurions pas d'objection. Nous étudierons la suggestion de mon honorable ami au comité. Non seulement dans les villes, mais partout la votation pourrait être prolongée d'une heure. Il se pourrait que le résultat de certains centres fût connu avant la fin de la votation dans les autres. Mais c'est là une question qui pourra être discutée devant le comité. Le gouvernement a même songé à décréter un demi-congé général et obligatoire le jour d'une élection.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement en signe de deuil

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, depuis que nous nous sommes séparés vendredi, l'Église de Québec a été frappée d'un nouveau deuil par la mort de Mgr Roy. Monseigneur l'archevêque de Québec a suivi de très près dans la tombe son prédécesseur, Son Éminence le cardinal Bégin, dont le discours du trône rappelait la mémoire vénérée, et je suis sûr d'être l'interprète de tous les députés de cette Chambre, à quelque religion qu'ils appartiennent, en exprimant les très vifs regrets que nous ressentons.

Mgr Roy disparaît dans toute la maturité de son talent et dans le plein épanouissement de sa carrière sacerdotale remplie de dévouement, d'œuvres charitables, d'amour de son pays. À une vie sainte et laborieuse qu'il a consacrée au bien de ceux dont il était le pasteur, il a vu venir la fin avec la sérénité et la résignation qu'illumine et adoucit la certitude d'une vie meilleure.

Pendant de longues années, il lutta avec courage contre le terrible mal qui l'a terrassé, mais le jour de l'échéance est arrivé et, samedi soir, l'ange de la mort est venu le réclamer.

Au nom de cette Chambre, j'offre l'hommage de notre sympathie à monseigneur l'administrateur, au clergé et aux fidèles du diocèse de Québec, ainsi qu'à monseigneur Roy, recteur de l'Université Laval, frère du défunt.

Nous nous associons de tout cœur à leur deuil, nous partageons leur chagrin auquel toute notre population prend part et, comme marque de respect pour la mémoire du regretté archevêque, je propose que la Chambre s'ajourne maintenant et je demande à l'honorable chef de l'opposition de bien vouloir seconder ma motion.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je me joins sincèrement au chef du gouvernement pour dire combien grand est le deuil causé à notre province par la mort de Mgr P.-E. Roy. Si le chagrin peut être plus vif chez ceux qui ont eu l'avantage de le connaître personnellement, la perte n'est pas moins ressentie des rives de l'Ottawa à la côte du Labrador et même chez les esprits les plus éclairés de l'Atlantique au Pacifique. Car la vie du défunt est un actif national pour tout le pays dont l'histoire redira les talents remarquables, le patriotisme si vrai, la foi apostolique si vive, le génie oratoire, la force de caractère, la bonté chrétienne qui le faisaient considérer et admirer comme un grand Canadien et un grand évêque.

Saint-Augustin dirait de lui: *Solo tuo creatore inferior es*. En effet, l'éminent apôtre de l'Église catholique au Canada ne fut vraiment inférieur qu'à Dieu. Nous le pleurerons deux fois: l'une pour l'œuvre qu'il lui restait à compléter, l'autre pour le bien qu'il avait fait. Les souffrances indicibles de sa maladie ont montré la sainteté de son âme et la place qu'il occupe sous la présence de Dieu. Si l'Église catholique du diocèse de Québec subit une perte particulièrement vive, elle saura, nous n'en doutons pas, se donner un successeur digne de ceux qui l'ont illustrée.

M. l'Orateur déclare la motion d'ajournement du premier ministre, secondé par le chef de l'opposition, adoptée à l'unanimité.

Adopté.

La séance est levée à 4 heures.

NOTES

1. Le procès-verbal de l'Assemblée fait état que le bill 9 modifiant la loi des compagnies de Québec a été présenté en première lecture immédiatement avant le bill 26. Ceci s'avère faux, car le bill 9 a bel et bien été présenté le 1^{er} février 1926. La confirmation nous en est donnée par la date inscrite sur la copie officielle dudit projet de loi.

2. Dans *L'Événement*, on dit que c'est M. Faucher qui remplace M. Houde.

3. Lors de cette séance, le projet de résolutions relatif au bill 26 est en fait renvoyé une deuxième fois en comité général, puisque ledit projet de résolutions avait fait l'objet d'une motion similaire lors de la séance du 1^{er} février. Mais le lendemain, soit le 2 février, la Chambre n'avait pas procédé à l'étude du projet de résolutions. La motion du 1^{er} février devenait donc caduque.

4. Le journaliste de *L'Événement* rapporte que M. Sauvé et le Dr Faucher sont les seuls députés présents à gauche.

Séance du mardi 23 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Contrats entre la ville de Drummondville
et la Canadian Celanese Ltd.**

M. Laferté (Drummond) propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. Lemieux), que les règles 510, 511 et 516 des règlements soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter une pétition de Canadian Celanese Ltd., qui demande l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions du conseil municipal de la ville de Drummondville et du bureau des commissaires d'écoles de cette ville et certains contrats qu'ils ont passés avec Canadian Celanese Ltd., ainsi que le bill basé sur ladite pétition. Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Canadian Celanese Ltd., qui demande l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions du conseil municipal de la ville de Drummondville et du bureau des commissaires d'écoles de cette ville et certains contrats qu'ils ont passés avec Canadian Celanese Ltd., est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 154 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 95 constituant en corporation Stanley Presbyterian Church;

- bill 113 ratifiant certains emprunts et certaines résolutions de la fabrique de Saint-Jérôme, de Terrebonne.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 67 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Rodolphe Monette au nombre de ses membres, après examen.

Et, avec des amendements, le bill 57 constituant en corporation New Beth Jehuda Synagogue.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial du comité d'agriculture. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni sous la présidence du député du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau) et a étudié les questions suivantes:

1. La mise en garde des cultivateurs contre certains agents au sujet de l'achat de leur crème.

2. Primes pour achat de pasteurisateurs.

3. Coopération des départements de l'Agriculture et de la Colonisation, relativement à la protection des moutons, dans certaines zones, contre les loups et les ours, et reconsidération de la loi de protection des ours.

4. Tuberculisation des animaux.

5. Suggestions à être faites aux cultivateurs dans *Le Journal d'agriculture*, au sujet de la tuberculisation des animaux.

**Disparition d'une question
au Feuilleton**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève une question de privilège. Une question du député de Québec-Comté (M. Bastien), qui se trouvait inscrite au *Feuilleton* du 18 février courant, est disparue dudit *Feuilleton* sans que les journaux de cette Chambre contiennent aucune mention justifiant cette disparition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'interpellation ayant été jugée irrégulière, nous avons cru que l'interpellation ne devait pas être inscrite au procès-verbal, car c'était une injustice de publier ces noms. Mais nous nous soumettrons à la décision du président.

M. l'Orateur: Je crois que la réponse du gouvernement à l'interpellation en question ayant été faite verbalement, il n'y a rien devant le greffier. Mais j'examinerai la question et je rendrai une décision.

Questions et réponses:

Détenteur des limites à bois près de la rivière aux Pins

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Quel est le détenteur des limites à bois situées dans le territoire baigné par les lacs et la rivière aux Pins?

2. Quelle est l'étendue de ces limites?

3. À quelles dates ce détenteur a-t-il fait l'acquisition de ces limites?

4. Ce détenteur a-t-il un moulin ou usine dans la province?

5. Quel montant annuel de droit de coupe a été payé pour les années 1915 et 1926?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. The Menjobagues Lumber Co. Limited.

2. 36 milles carrés.

3. Par transfert de Harold Kennedy, en date du 7 décembre 1923.

4. Oui, plusieurs.

5. Si cette demande se rapporte au territoire mentionné à la question no 1, il est impossible d'y répondre vu que les rapports des coupes de bois sont faits pour l'ensemble des concessions que cette compagnie détient dans cette région et qu'elle exploite comme un tout.

Revenus retirés par le gouvernement de Montréal en vertu de la loi de l'assistance publique

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Quels ont été les revenus que le gouvernement a retirés de la cité de Montréal en vertu de l'article 51 de la loi de l'assistance publique, chaque année, depuis la sanction de cette loi jusqu'à date?

L'honorable M. David (Terrebonne):

Du 1 ^{er} septembre 1921 au 30 juin 1922	\$ 177,459.16
En 1922-1923	680,226.67
En 1923-1924	323,331.90
En 1924-1925	565,811.71
Du 1 ^{er} juillet 1925 au 16 février 1926	<u>136,925.17</u>
	\$1,883,754.61

Montants versés par le gouvernement aux institutions d'assistance publique de Montréal

M. Thériault (L'Islet): Quel est le montant total versé par le gouvernement de la province de Québec aux institutions reconnues d'assistance publique de la cité de Montréal chaque année, depuis la sanction de cette loi jusqu'à date?

L'honorable M. David (Terrebonne):

Du 1 ^{er} septembre 1921 au 30 juin 1922	\$ 212,447.31
En 1922-1923	522,412.41
En 1923-1924	752,175.87
En 1924-1925	724,106.22
Du 1 ^{er} juillet 1925 au 16 février 1926	<u>391,282.96</u>
	\$2,602,424.77

Travaux d'arpentage autorisés par mandat spécial

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand ont été faits les travaux d'arpentage pour lesquels le lieutenant-gouverneur en conseil a, par mandat spécial du 20 juin 1925, autorisé la dépense de \$150,000?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Durant les exercices financiers 1923-1924 et 1924-1925.

Étendue des limites à bois contrôlées de la Donnacona Paper Co. Ltd.

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Quelle est l'étendue des limites à bois contrôlées par la Donnacona Paper Co. Ltd.?

2. Dans quels cantons et comtés ces limites sont-elles situées?

3. À quelles dates a-t-elle fait l'acquisition de ces limites.

4. Quel montant annuel de droit de coupe a été payé par cette compagnie pour les années: a) 1921; b) 1922; c) 1923; d) 1924; e) 1925?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): 1. 526 milles carrés sous permis de coupe émis par le département des Terres et Forêts, au nom de la Donnacona Paper Ltd.

2. Dans le territoire non organisé des comtés de Québec et de Montmorency.

3. Aux dates suivantes: a) par transport: 1. le 30 août 1912, 187 milles carrés; 2. le 10 juillet 1919, 297 milles carrés; b) à l'enchère du 3 août 1921, 80 milles carrés dont 28 milles carrés ont été depuis transportés à Price Brothers & Co. Limited.

4. Nous ne pouvons répondre exactement à cette question du fait que l'année fiscale commence le 1^{er} juillet d'une année pour se terminer le 30 juin de l'année suivante. Les droits de coupe payés par cette compagnie pour les opérations de 1920-1921: \$110,297.83; opérations de 1921-1922: \$11,633.53; opérations de 1922-1923: \$17,072.09; opérations de 1923-1924: \$64,736.77.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 révisant et refondant la loi des accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur, je crois qu'il est de mon devoir de donner à la Chambre quelques explications.

Jusqu'en 1909, il n'existait pratiquement, dans ce pays et dans cette province, aucune législation véritable du travail. Notre province a été la première à adopter les lois pour la protection de l'ouvrier. Autrefois, on disait qu'il ne saurait y avoir de responsabilité sans faute. L'ouvrier, blessé à son travail, tombait sous le coup de la loi générale et le fardeau de la preuve retombait sur lui entièrement. Les procès étaient nombreux et duraient une éternité. On allait de juge en juge, de tribunal en tribunal, et l'ouvrier ne pouvait toujours suivre son patron dans cette longue et coûteuse course juridique. Bien des causes étaient abandonnées en chemin, et, bien souvent, le travailleur, après avoir gagné, était obligé d'abandonner une partie de son indemnité aux mains de ses procureurs. Aussi, sur 100 réclamations, en voyait-on alors à peine 35 qui étaient maintenues par les tribunaux. Dans ce temps-là, pourtant, l'industrie était considérablement développée déjà, les accidents étaient nombreux et devenaient de plus en plus sérieux. Mais les législateurs ne s'étaient pas encore occupés de son sort. Il y avait, en Europe, un embryon de droit industriel, mais rien, ni aux États-Unis, ni au Canada.

Les lois intéressant la classe ouvrière ont toujours été, comme on sait, un de nos premiers soucis. Le Parti libéral en ce pays et en cette province, particulièrement, s'est toujours identifié à la cause ouvrière. Le progrès de la classe ouvrière a toujours été intimement lié au progrès du Parti

libéral, au Canada et dans la province de Québec. Je ne me rappelle pas de législation ouvrière et populaire qui ne soit l'œuvre du Parti libéral. Il n'est que juste de rappeler que c'est le Parti libéral qui a accompli quelques-unes des plus grandes réformes judiciaires ou administratives que réclamaient les ouvriers. Même si on remonte jusqu'à l'établissement du scrutin secret, on constate que c'est le gouvernement libéral de Sir Antoine-Aimé Dorion qui a créé le scrutin secret. Autrefois, les ouvriers allaient au poll un peu comme des esclaves. Aujourd'hui, nous avons donné un droit de vote de façon à faire de tous des citoyens libres et indépendants, et la réforme est due à un bon et authentique libéral. C'est au premier ministre actuel du Canada, M. King, que nous devons les bureaux de conciliation. C'est l'honorable M. Rodolphe Lemieux¹ qui a établi l'enquête obligatoire. C'est Sir Wilfrid Laurier qui a fait voter à Ottawa la loi des salaires équitables. Et combien d'autres mesures sont dues à de grands chefs de notre parti!

À Québec, les œuvres du Parti libéral pour la classe ouvrière sont aussi dignes de mention; à Genève, on y a référé souvent. Ce code se compare favorablement à tous les autres qu'ont pu produire les civilisations d'outre-mer. Tous les représentants de la classe ouvrière des divers pays à la conférence de Genève se sont maintes fois inspirés de notre législation.

En 1907, on fixait de 12 à 14 ans l'âge obligatoire des enfants au travail; 1908: salaires équitables aux ouvriers exécutant des contrats pour l'État; 1910: création de bureaux de placement pour les ouvriers; 1912: maximum de 55 heures par semaine pour le travail des femmes et des enfants dans les filatures; 1912: abolition des frais dans les poursuites judiciaires n'excédant pas \$25. En 1912, on nommait un représentant de la classe ouvrière dans le bureau des écoles techniques de Québec et Montréal; la même année, on passait la loi "One man, one vote" - un homme, un vote - faisant cesser ainsi le vote plural qui favorisait les grands propriétaires aux dépens de l'ouvrier; 1914: loi des habitations salubres; 1918: loi garantissant un jour de repos par semaine pour les employés des hôtels et des restaurants. En 1919, on formait la commission du salaire minimum des femmes; en 1921 venaient des lois des grèves et contre-grèves, des électriciens, des échafaudages... L'énumération serait interminable s'il fallait la faire complète. Il a fallu l'arrivée au pouvoir des libéraux pour qu'un tel progrès s'opérât. Toutes ces lois sont justes, sages, humaines et humanitaires. Ce ne sont pas des lois à

base démagogique. Nous avons longuement consulté les associations industrielles, les manufacturiers, et nous accepterons encore des suggestions d'où qu'elles viennent, pourvu qu'elles soient heureuses et qu'elles visent au bien-être de la masse du peuple. Nous avons également étudié la législation des provinces voisines et notamment de l'Ontario. Mais l'Ontario avait peu de choses à nous apprendre sous ce rapport et c'est chez nous que nous avons pu trouver la base des réformes nécessaires.

Je pourrais citer encore la création du ministère du Travail, les subventions aux écoles du soir, les écoles des arts et métiers, de coupe et les écoles techniques; nous avons créé encore le bureau des inspecteurs de manufactures, un tribunal d'arbitrage et de conciliation, sous Sir Lomer Gouin; nous avons protégé la santé et assuré le bien-être de ceux qui travaillent dans les fabriques.

En matière d'accidents du travail, la province de Québec se devait de donner l'exemple. Il sera toujours à l'honneur du premier ministre actuel d'avoir créé notre loi des accidents du travail en 1909, alors qu'il était ministre des Travaux publics et du Travail. Cette loi, elle est encore bonne. Bien des personnes prévoyantes et de bonne foi nous conseillent même de la garder telle qu'elle est. Aujourd'hui, il y a indemnité dans tous les cas, sauf lorsqu'il y a mauvaise foi. Elle a apporté des rayons de soleil, de la joie et de la consolation dans bien des foyers qui autrement auraient connu la misère.

Quand la présente loi a été votée, on avait prédit que l'industrie en pâtirait, mais ce n'est pas ce qui s'est produit et, pour l'employeur, le changement s'est limité au paiement des primes d'assurance. Il fallait du courage pour dire au patron qu'il devait donner à ses employés au moins autant d'attention qu'il en apporte à ses machineries. C'est grâce à cette première loi si le patron reconnaît aujourd'hui que l'ouvrier appartient à l'usine autant que la machine. Si l'industrie prévoit des frais d'entretien et de réparation pour la machinerie, ne doit-elle pas avoir certains égards pour l'ouvrier? Il fallait dire au chef d'entreprise qu'il lui incombait de faire soigner son ouvrier blessé et indemniser la famille de celui qui aurait été frappé à mort en accomplissant son devoir. Depuis, la loi a rendu de grands services aux patrons et aux ouvriers en fixant la limite de leurs responsabilités. Elle a protégé certains petits entrepreneurs en appelant à son service l'assurance qui les met à l'abri des pertes trop lourdes.

La loi n'a ni obéré ni entravé l'industrie. C'était une loi sage. Elle a même aidé l'industriel à entretenir de meilleures relations avec ses ouvriers.

Des compagnies d'assurances se sont offertes pour couvrir la responsabilité patronale contre les accidents. La loi a été souvent amendée dans l'intérêt des ouvriers et ces derniers ont voulu changer la rente qui leur était accordée en capital. Les patrons y ont consenti. Il est admis aujourd'hui que l'indemnité doit entrer dans le coût de revient de l'industrie et l'application de la loi n'est plus, en général, qu'une affaire de prime à payer. Le fardeau n'est pas lourd. La loi atteint presque toutes les industries. Il n'est plus question de savoir de qui un accident est la faute. L'ouvrier ne peut réclamer que s'il y a mauvaise foi de sa part et ses héritiers ne peuvent se prévaloir de la loi que dans un cas de suicide. L'ouvrier obtenait, par notre première loi, une plus grande mesure de protection. Depuis la première adoption, l'indemnité avait été accrue, de même que le salaire de l'ouvrier qui pouvait réclamer en vertu de la loi. D'autres provinces ont trouvé que notre législation était bonne, puisqu'elles ont généralement cherché à l'imiter.

Mais, depuis quelques années, bien des pays ont adopté des lois d'accidents du travail. Des conférences ont été tenues, à Genève surtout, et l'on a fait des suggestions au sujet de ces lois. Il fallait une réforme plus complète encore pour satisfaire toutes les exigences de l'époque. Les patrons se sont joints aux ouvriers pour demander d'étendre l'action de la loi. Les conditions de travail ne sont plus les mêmes.

Il y a un an, nous avons nommé une commission chargée de rechercher le meilleur système de protection et composée de cinq membres, présidée par un avocat distingué, devenu depuis un juge, l'honorable juge Ernest Roy, qui honore le banc de la Cour supérieure. Les patrons et les ouvriers y étaient représentés par un égal nombre de membres: deux ouvriers représentant les deux grandes unions de la province et deux représentants des employeurs. La commission a fait un travail magnifique, un travail pratique et sérieux et fort utile à la population de cette province; elle a entendu tous les témoins nécessaires et fait un rapport tout à fait digne de la question. Nous avons basé le projet de loi que nous présentons à la Chambre sur les conclusions des commissaires, les décisions du conseil international ouvrier à Genève, des lois de la France qui sont parmi les meilleures sur la matière et notre propre expérience. Parmi les lacunes et les imperfections de la loi existante, on déplore la longueur et le coût de la procédure, et nous voulons faire disparaître cette lacune. Nous ne voulons plus que les ouvriers aillent de nouveau de juridiction en juridiction quand leurs

réclamations sont évidentes; nous voulons simplifier les procédures et les rendre moins onéreuses, et même gratuites, car un ouvrier pourra se présenter lui-même devant le juge ou un magistrat sans qu'il lui en coûte quoi que ce soit pour loger sa plainte.

Nous avons préparé un projet de loi que nous croyons le meilleur possible et qui a pour but de protéger le plus possible l'ouvrier de notre province, tout en tenant compte de la nécessité de ne pas nous éloigner trop des conditions dans les autres provinces.

Ouvriers et patrons sont tombés d'accord sur plusieurs points. Ils ont différé spécialement sur la question du tribunal à qui l'application de la loi doit être confiée. Les ouvriers voulaient l'établissement d'une commission, tandis que les patrons demandaient que la loi fût confiée aux tribunaux déjà existants. Nous avons jugé qu'il valait mieux, en effet, adopter ce dernier parti.

L'ouvrier qui réclamera, en vertu de la loi, ou ses héritiers, n'auront plus le choix entre une somme principale et la rente de ce principal. Il ne sera plus accordé que la rente. L'expérience a démontré que trop souvent le bénéficiaire ou les bénéficiaires ne jouissaient pas longtemps de ce qui leur était accordé. Le capital disparaît vite. Le cas est particulièrement malheureux quand il s'agit d'une veuve ou d'orphelins. La loi veut protéger le mieux possible l'ouvrier et ses dépendants. Les patrons et les ouvriers étaient d'accord sur ce point.

Les patrons devront assurer tous leurs ouvriers contre les accidents ou fournir au gouvernement une police de garantie suffisante pour le nombre d'ouvriers qu'ils emploient. Par là, les petits industriels sont protégés au même degré que les ouvriers.

Les patrons auront à leur charge tous les frais de médecin, de décès, d'hospitalisation, etc. L'ouvrier ne pourrait suffire à cette dépense. C'est là une suggestion des deux parties intéressées. Nous donnons un sens plus précis aux mots "salaire annuel" en déclarant que ce salaire sera d'au moins \$1,000 et d'au plus \$2,000. Pour l'excédent, l'ouvrier qui gagne plus de \$2,000 peut se protéger par ailleurs. L'intermédiaire est supprimé et la procédure est tellement simplifiée que l'ouvrier pourra même se dispenser des services d'un avocat. En s'adressant à un juge, il pourra obtenir une décision tout comme s'il s'adressait à une commission chargée spécialement de l'application de la loi. Il n'y aura plus d'appel, sauf sur les questions de droit, et l'avocat n'aura alors droit qu'aux frais taxés et c'est le patron condamné qui les paiera. Nous faisons des distinctions plus claires des divers cas d'incapacité et

nous déterminons le montant exact des sommes à percevoir par la famille. Le capital de la rente sera augmenté, pouvant aller jusqu'à 66⅔ % comme en Ontario. La veuve touchera la moitié de la rente jusqu'à son second mariage ou sa mort, et l'on subviendra aux besoins des enfants jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 16 ans.

Nous préférons les tribunaux existants à une commission, pour la bonne raison que la justice est répandue partout en cette province et que nos juges, vu leur expérience et leur connaissance de la loi, sont parfaitement qualifiés pour rendre un jugement rapide à la satisfaction de tout le monde. La loi actuelle s'est largement inspirée de la loi française et aussi des lois des autres provinces. En laissant l'application de la loi aux tribunaux ordinaires au lieu de créer une commission comme les ouvriers le demandaient, le gouvernement croit rendre service aux ouvriers comme aux patrons. Une commission donnerait-elle les mêmes garanties? Elle devrait se déplacer ou demeurer dans un centre quelconque. Dans le premier cas, elle ne fonctionnerait qu'à grands frais; dans le second cas, elle occasionnerait des lenteurs dans les causes dont les intéressés vivent dans les régions éloignées. Ontario a une commission qui lui coûte environ \$250,000 par année et qui exige une nuée de fonctionnaires avec toutes les lenteurs auxquelles cela peut donner lieu. Ce capital devra être économisé chez nous au profit du patron et de l'ouvrier. Comme avocats, nous avons assez confiance à nos tribunaux pour affirmer que les ouvriers auront toujours justice devant les tribunaux.

Nous avons dispensé les ouvriers des services d'un avocat non pas pour manquer de respect au Barreau, mais parce que nous croyons que nous pouvons confier la cause des ouvriers aux tribunaux qui ont toute notre confiance, toute la confiance de la province.

Le gouvernement a voulu aussi, jusqu'à un certain point, étendre la loi aux établissements commerciaux où l'on a des ateliers et des machines. Les personnes travaillant dans ces ateliers ou préposées à ces machines bénéficieront de la loi nouvelle. Par convention écrite avec leurs employés, tous les employeurs pourront mettre leurs industries sous le coup de la nouvelle loi.

Celle-ci impose des charges un peu lourdes aux industriels qui ne sont cependant pas sans comprendre qu'il est de leur intérêt comme de l'intérêt de la communauté en général qu'il n'y ait pas trop de miséreux à la charge du public. Les patrons sont bien disposés et ils reconnaissent qu'il faut faire un pas en avant.

Voilà les grandes lignes de notre projet. La nouvelle loi est le résultat d'un effort sincère et loyal. On reconnaîtra qu'elle constitue un progrès considérable. La presse y a fait bon accueil. Le gouvernement présente son projet, mais en même temps il est prêt à recevoir toutes les suggestions qu'on pourra lui faire. Nous voulons que cette loi soit la loi de la Législature et démontre aux ouvriers que des avocats sont capables de leur rendre pleine justice. Il ne s'agit plus d'une question politique, mais d'une question d'intérêt général, et chacun doit y apporter sa contribution. J'espère qu'on recevra ce projet dans le meilleur esprit du monde et que la Chambre l'accueillera aussi bien qu'il a été accueilli au dehors.

(Applaudissements)

M. Plante (Beauharnois): À la fin de son discours très plausible, l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail a dit qu'il était prêt à accepter toutes les suggestions. Nous verrons jusqu'à quel point il joindra l'acte à la parole quand le temps sera venu d'adopter certains changements que nous proposerons. J'aime mieux ses dernières paroles que ses premières, car il a attribué à son parti tous les bienfaits dont les ouvriers ont bénéficié par la législation ouvrière adoptée par ce Parlement; c'est envisager la question d'un point de vue politique. C'est fausser la vérité. Il faut être juste. En repassant l'histoire de cette Législature, on constate que l'opposition fait souvent des propositions qui, d'abord rejetées, ont été dans la suite reconnues nécessaires et adoptées par le gouvernement. Donnerais-je des exemples?

À la lumière de l'histoire, l'honorable ministre aurait dû se rappeler que la loi des accidents du travail n'a pas été faite seulement par le Parti libéral, mais que les députés conservateurs ont suggéré les meilleures réformes qui sont aujourd'hui dans la loi.

La diminution des heures de travail, entre autres, fut proposée, en 1909, par un député de la gauche. Et, ici, permettez que j'évoque un souvenir personnel. C'est votre humble serviteur, alors député, qui présenta une motion pour faire cesser un état de choses dommageable à la santé des femmes et des enfants au travail, et je me rappelle, M. l'Orateur, que l'honorable M. Weir, alors ministre des Travaux publics et du Travail, riait de ma proposition. Et pourtant, mon but était d'améliorer le sort des ouvriers, des pauvres enfants qui sont obligés de travailler pour gagner le pain de leur famille. À la session suivante, il revint à la charge et, comme l'on n'était pas loin des élections, l'on se rendait à cette suggestion par une loi spéciale qu'aujourd'hui le Parti libéral réclame comme absolument sienne.

Il y a mieux encore. L'honorable ministre a attribué au Parti libéral le "one man, one vote". Mais, le 8 mars 1911, je faisais adopter une résolution par cette Chambre, condamnant le vote plural et réclamant le "one man, one vote", qui est bien la loi de la plus saine démocratie. Le grand propriétaire, le jour du vote, se promenait dans sa somptueuse limousine et votait aux quatre coins de la ville de Montréal, tandis que l'ouvrier n'avait qu'un seul vote à déposer dans la boîte à scrutin. Les libéraux n'avaient encore rien fait à ce sujet. C'est donc l'opposition conservatrice qui a encore suggéré cette réforme et l'a vue enfin adoptée par le gouvernement. En ne mentionnant pas ces faits exactement, on a fait un oubli devant l'histoire.

Tout ce que je vous dis, M. l'Orateur, est inscrit dans les procès-verbaux de la Chambre. L'opposition joue ici un rôle qui avant longtemps sera apprécié par l'électorat de cette province. S'il fallait que les oppositionnistes suivent l'exemple des députés ministériels, il ne se ferait jamais une seule critique des mesures proposées par le gouvernement. L'administration de la province y gagnerait-elle? L'opposition a un rôle souvent ingrat. Mais il ne faut pas lui enlever tout mérite. Elle est à l'origine de bien des mesures salutaires. Il est tout juste qu'on lui en fasse crédit. Il ne faudrait pas croire que, lorsque le lieutenant-gouverneur sanctionne une loi qui a subi les trois lectures aux deux Chambres, l'opposition n'y a pas eu son mot à dire. Si cette loi est bonne, les membres de l'opposition peuvent aussi en avoir le mérite.

À propos de l'indemnité dans la loi des accidents du travail, il rappelle qu'il a suggéré autrefois d'élever l'indemnité de \$2,000 à \$3,000 et les membres du gouvernement actuel se sont prononcés contre la proposition.

Il regrette que la Chambre n'ait pas eu plus de temps pour prendre connaissance de la nouvelle loi. Il n'est pas en mesure de discuter à fond la loi qui est actuellement présentée. Si elle a vraiment pour but de protéger davantage l'ouvrier, l'opposition sera heureuse de l'appuyer. À ce propos, vu qu'il est question des avocats dans certaines parties de la loi, il fait remarquer qu'il s'est créé dans le public une légende au sujet du Barreau et de la loi des accidents du travail. Dans ma carrière professionnelle, dit-il, je n'ai pas rencontré de cas où un avocat avait retiré des bénéfices des causes des ouvriers. Certes, il y a eu des avocats qui ont déshonoré le Barreau, des sujets indignes, des moutons noirs, des mauvais sujets, comme dans toutes les autres professions qui comptent de nombreux membres, mais je suis

heureux de dire qu'en général les avocats ont toujours bien défendu les ouvriers et sans leur charger de frais considérables. Ce sont des exceptions et, quand ils sont dénoncés au Barreau, celui-ci agit en conséquence. Les avocats ont toujours cherché à protéger les ouvriers et n'ont jamais cherché à retirer des honoraires indus pour les défendre devant les tribunaux. Il exprime le vœu que l'on travaille à détruire ce préjugé trop accrédité dans le public.

Je félicite l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) de son remarquable exposé et j'espère que la Chambre étudiera son projet et que, comme il l'a dit, les députés feront des suggestions pour l'améliorer si la chose est possible. L'opposition veut étudier la loi à son mérite, l'améliorer, si possible, et la rendre aussi digne que possible de la grande classe ouvrière de cette province.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Acquisitions et aliénations d'immeubles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Construction de chemins

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 autorisant les municipalités à contribuer à la construction de certains chemins en dehors de leurs limites soit maintenant lu une deuxième fois.

Je dois dire que certains journaux ont dit que nous voulions obliger les municipalités à payer pour la construction de routes en dehors de leurs limites. C'est inexact. Nous donnons le droit aux municipalités de contribuer, mais nous ne les forçons pas.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 34 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose:

1. Que le traitement du commissaire des mines, nommé en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, soit fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais que ce traitement ne doive pas excéder la somme de six mille dollars par année, payable à même le fonds consolidé du revenu.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse faire modifier ou abroger le tarif des déboursés et honoraires dans les affaires soumises audit commissaire des mines.

Dans un projet de loi qui sera bientôt présenté, il est dit: Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un officier appelé "le commissaire des mines". Il doit être avocat, ayant pratiqué au moins 10 ans comme membre du Barreau de la province de Québec. Il pourra agir comme avocat ou conseil dans toute cause se rapportant à des titres, droits, privilèges ou intérêts conférés par autorité de la loi des mines de la province. Le traitement de ce commissaire sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais il ne doit pas excéder \$6,000 par année.

Le commissaire jugera des litiges à l'exclusion de tout autre tribunal. Mais si, dans les 10 jours qui précèdent l'étude de la cause, l'une des parties exprime le désir de soumettre le cas à la Cour supérieure, on pourra accéder à ce désir après certaines formalités requises. Sauf dans les cas autrement prévus spécialement, il y a appel à la Cour du banc du roi de toutes les décisions finales du commissaire, pourvu que cet appel soit pris dans les 30 jours de la date du jugement.

La commission n'est nommée que pour rendre les jugements plus expéditifs et ne pas entraver, par des procédures trop longues, le développement de nos régions minières. Le

commissaire siégera dans le Témiscamingue et l'Abitibi, à Amos et Ville-Marie. On pourra facilement l'atteindre et régler aisément les problèmes qui, autrement, prendraient des années à trouver leur solution. Les plaintes devront être faites au département ou à l'un des bureaux d'enregistrement des mines pour être immédiatement transmises au commissaire qui avisera les parties de la date et du lieu où il pourra entendre leur cause.

Je crois qu'il existe un besoin pour ce genre de poste, et l'expérience de l'Ontario en prouve la pertinence.

M. Plante (Beauharnois): Où résidera ce commissaire?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je l'ignore parce que je ne sais pas qui sera nommé commissaire. Les plaintes devront être faites soit au département, soit à Amos et à Ville-Marie. Le commissaire se transportera alors sur les lieux mêmes.

M. Smart (Westmount): Cette mesure est certainement désirable. Le développement minier de la province nécessite la nomination d'un commissaire, qui deviendra un expert en la matière et sera plus en mesure de donner satisfaction aux parties intéressées qu'un juge ordinaire. J'ai fait la suggestion déjà, en 1921, et je suis enchanté que l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries ait fait cette proposition, que j'approuve entièrement.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 34 modifiant la loi des mines de Québec.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Ne pourrions-nous retarder un peu l'étude en détail?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Certainement. À ce soir?

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

M. l'Orateur: Comité général au cours de la prochaine séance.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour le Conseil d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'honorable chef de l'opposition m'a demandé la liste des dépenses de voyage des membres du Conseil. La voici. Les membres du Conseil ont dépensé de \$25 à \$75 pour venir assister aux séances.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce ne sont pas des dépenses de voyage en Europe?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oh! non!

M. Sauvé (Deux-Montagnes) veut savoir quel a été le travail accompli par le Conseil d'agriculture dans la province.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le Conseil voit au programme des expositions agricoles dans la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne veux pas critiquer injustement le Conseil de l'agriculture, mais je voudrais savoir si celui-ci s'occupe des maux dont nous souffrons, comme par exemple l'émigration des nôtres, de l'immigration même. On nous dit bien combien les membres du Conseil ont dépensé pour leurs voyages, mais on ne nous dit pas ce qu'ils ont fait. Le Conseil devrait être composé de personnalités en dehors de la politique et non exclusivement des partisans du gouvernement.

Il suggère de faire de ce Conseil une chambre d'agriculture dont les membres seraient les aviseurs du ministre. Il reproche au gouvernement de n'avoir pas nommé de conservateurs dans ce Conseil. Il trouve qu'il y a trop de politique dans la distribution des honneurs du Mérite agricole.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'admire la critique, quelquefois pleine de railleries, de l'honorable chef de l'opposition. L'an dernier, il nous reprochait de faire du Conseil de l'agriculture un serviteur, un valet. Cette année, il prétend que le ministre ne s'occupe pas du travail de ce Conseil. La vérité est que le Conseil est un corps consultant, qui avise le département. L'honorable chef de l'opposition dit que le Conseil de l'agriculture devrait s'occuper à l'émigration et à l'immigration. Ce sont des questions fédérales. Mon honorable ami dit que nous ne devrions pas nommer seulement des libéraux. S'il était au pouvoir, il ne nommerait pas de libéraux.

M. Plante (Beauharnois): Pourquoi pas?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Si l'honorable député de Beauharnois suggérait à son chef de nommer des libéraux, son chef ne l'écouterait pas.

Les membres actuels du Conseil d'agriculture sont des gens parfaitement qualifiés, libres et qui savent faire des suggestions qu'ils jugent à propos. Sont-ils plus mauvais parce qu'ils sont libéraux? Plusieurs des membres actuels sont des décorés du Mérite agricole.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) serait en faveur de la présence de quelques agronomes dans le Conseil d'agriculture. On doit en faire des personnalités dans la province, et ce serait un moyen de reconnaître leur importance.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre a été charmant. Il nous a donné des renseignements si complets que nous allons voter cet item.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour médecine vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Renaud (Laval): Je reviens à la charge pour demander au gouvernement d'intervenir auprès des autorités municipales pour que les lois soient uniformes et qu'on ne permette pas l'entrée de la province à des animaux qui contaminent les troupeaux de nos cultivateurs.

M. Lamoureux (Iberville): Je crois que le gouvernement devrait faire son possible pour indemniser les cultivateurs qui perdent des troupeaux.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Est-ce que les médecins vétérinaires inspectent les étables des cultivateurs?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, et ils désinfectent les étables quand la désinfection est nécessaire.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Je crois que l'inspection des étables devrait être plus sévère.

M. Renaud (Laval): Je suis bien de l'avis de l'honorable député de Saint-Jacques, mais, d'un autre côté, il faut admettre que les plus belles étables sont souvent les moins propres, car ce sont les gentlemen-farmers qui perdent le plus de troupeaux.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je puis assurer à mes honorables amis que nous prenons leurs suggestions en bonne considération. Quant à payer des primes, comme je l'ai déjà dit, Ottawa en paie et il ne serait pas juste d'en faire payer par le gouvernement de Québec.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Refuge Notre-Dame-de-la-Merci

M. Fortier (Beauce) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Richard), que l'article 498 du règlement soit suspendu sans frais

additionnels, et que le bill constituant en corporation le Refuge Notre-Dame-de-la-Merci puisse être examiné, imprimé et présenté comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement.

Adopté.

Décisions de l'Orateur:

Disparition d'une question au *Feuilleton*

M. l'Orateur: Au sujet de la question de privilège que l'honorable chef de l'opposition a soulevée au commencement de la séance, je crois que, régulièrement, la question du député de Québec-Comté (M. Bastien) n'aurait pas dû disparaître du *Feuilleton*.

Sans doute, le rédacteur du *Feuilleton* a pensé que, après la déclaration de l'honorable premier ministre, le député de Québec-Comté (M. Bastien) n'insisterait pas pour avoir une réponse écrite, retirait sa question. Mais, du moment que le député de Québec-Comté (M. Bastien) insiste pour avoir une réponse, cette question devrait être établie sur le *Feuilleton*, et le gouvernement, s'il refuse de donner une réponse comme c'est son droit, devrait mettre sa déclaration par écrit et la déposer sur le bureau, afin que le greffier puisse l'enregistrer aux *Journaux*.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 45²

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabasba) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 34 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

En comité³:

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

L'article 6 est ajouté et se lit comme suit:

"6. L'article 32 de ladite loi est modifié en remplaçant le mot "quinze", dans la cinquième ligne du premier paragraphe, par le mot "trente"."

L'article 6 est adopté.

L'ancien article 6 est devenu l'article 7.

L'article 7 est adopté.

L'article 8 est ajouté et se lit comme suit:

8. Les articles suivants sont insérés après l'article 45 de ladite loi:

"45a. Le ministre peut refuser des certificats de mineur à toute personne reconnue coupable de contravention à la présente loi.

"45b. Le certificat de mineur de toute personne qui obtient ou tente d'obtenir la reconnaissance de claims miniers par fraude ou fausses représentations peut être annulé par le commissaire des mines, de sa propre initiative, ou à la réquisition du ministre ou de toute autre partie intéressée."

L'article 8 est adopté.

L'article 9 est ajouté et se lit comme suit:

9. L'article 48 de ladite loi est modifié en ajoutant avant les mots "tout porteur", dans la première ligne, les mots suivants: "dans les terrains non arpentés".

L'article 9 est adopté.

L'ancien article 7 est devenu l'article 10.

L'article 10 est adopté.

L'ancien article 8 est devenu l'article 11.

L'article 11 est adopté.

L'ancien article 9 est devenu l'article 12.

Le comité étudie l'article 12 qui se lit comme suit:

"12. Ladite loi est modifiée en y insérant, après l'article 53, le suivant:

"53a. Lorsqu'un claim a été reconnu par erreur ou sous de fausses représentations, il peut, sur requête du ministre ou de toute autre partie intéressée, être annulé par le commissaire des mines."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"Ladite loi est modifiée en y insérant, après l'article 53, le suivant:

"53a. Lorsqu'un claim a été reconnu par erreur, il peut, dans les soixante jours qui suivent, être annulé par le commissaire des mines, sur requête du ministre ou de toute autre partie intéressée.

"Lorsqu'un claim a été reconnu par fraude ou, sous de fausses représentations, il peut, en tout temps sur requête du ministre ou de toute autre partie intéressée, être annulé par le commissaire des mines."

L'article ainsi amendé est adopté.

L'article 13 a été ajouté et se lit comme suit:

"13. L'article 58 de ladite loi est amendé en retranchant, dans la sixième ligne du premier alinéa, les mots "et mars", et les remplaçant par les mots suivants: "mars, avril et décembre"."

L'article 13 est adopté.

L'ancien article 10 est devenu l'article 14 qui se lit comme suit:

"14. L'article 61 de ladite loi est modifié:

"a. En y ajoutant après le mot "ministre", dans la troisième ligne du paragraphe 2, les mots: "S'il a été émis par erreur ou sous de fausses représentations, il peut, à la requête du ministre ou de toute autre partie intéressée, être annulé par le commissaire des mines."

"b. En y ajoutant après le mot "seulement", dans la cinquième ligne du deuxième alinéa du paragraphe 4, les mots: "et à la condition que l'arpentage soit fait conformément aux dispositions de l'article 27"."

L'article ainsi amendé est adopté.

L'ancien article 11 est devenu l'article 15.

L'article 15 est adopté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

Cet article traite de la cession de lots enregistrés à l'origine comme lots miniers pour construction, et qui stipule que chaque propriétaire d'une concession minière qui subdivise le tout ou la partie de sa terre en lots pour construction doit faire approuver la subdivision par le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) avant d'en disposer, et doit lui payer, en plus du prix payé pour la concession minière, la somme de \$25 pour chaque lot n'excédant pas 5,000 pieds carrés de superficie qu'il vend, cède ou transfère.

Il explique que cette clause a été rajoutée au bill pour empêcher que des intéressés ne se procurent des lots miniers pour une somme nominale et que, plus tard, en découvrant que le lot ne pourrait servir à l'exploitation minière, ils ne s'en départissent en les vendant comme lots pour construction. Si ces gens tirent profit de ces lots en les utilisant dans un autre but que celui qui leur a été assigné, il n'est que juste qu'ils aient un montant supplémentaire à payer.

La première partie du bill est pour permettre au gouvernement de baser les profits d'une compagnie sur les prix du marché des mines et non sur ses propres factures.

Souvent, un prospecteur se rend à Amos ou à Ville-Marie et fait enregistrer un claim en déclarant

faussemment qu'il a fait le piquetage quand c'est un prospecteur de bonne foi qui a piqueté. Je suggère que le commissaire des mines soit autorisé à annuler le permis d'un prospecteur qui se rend coupable de pareille fraude.

M. Smart (Westmount): Je reconnais que dans un camp minier, et particulièrement s'il est nouveau, il y a beaucoup de trafic illégal de liqueurs et que c'est devenu plutôt sérieux dans les nouvelles régions minières du Québec, où d'autres pratiques illégales ont également lieu. Il s'agit d'une affaire particulièrement difficile à mener, mais je pense que des dispositions devraient être prises pour assurer une meilleure protection policière dans ces districts miniers.

Il n'y a que deux policiers dans cette région et, s'ils procèdent à une arrestation, ils doivent conduire leur prisonnier jusqu'à la civilisation et, ce faisant, ils doivent laisser le camp sans aucune protection pour bon nombre de jours. Ces deux constables ne peuvent pas s'occuper d'une communauté comptant plus de 2,000 personnes, parmi lesquelles tous ne sont pas respectueux des lois du pays.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Certainement. Il y a toujours des difficultés lorsqu'un nouveau camp minier s'établit.

M. Authier (Abitibi): Il n'y a pas eu de plus grands scandales à Rouyn que dans les nouveaux camps miniers établis ailleurs. Mais la situation s'améliorera beaucoup dès que les communications seront plus faciles et les ennuis signalés par l'honorable député de Westmount disparaîtront. Je dois dire que les communications deviennent plus faciles grâce au chemin que construit l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries. Avec la construction du chemin de fer, l'état de choses actuel sera grandement amélioré, et criminels et délinquants pourront facilement être traduits devant les tribunaux ordinaires.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): À l'avenir, les propriétaires de claims miniers devront planter des poteaux en fer en plus des poteaux en bois pour fixer leurs bornes.

Le comité étudie l'ancien article 12 devenu l'article 16 qui se lit comme suit:

"16. Ladite loi est modifiée en y insérant, après l'article 101, les suivants:

"101a. Nulle personne ne peut empêcher ou limiter l'exploitation d'usines de fonte (smelters), affineries ou autres usines à minerais par voie d'injonction ou d'autres procédures légales. Le seul recours de toute personne lésée par telle exploitation, quand ce recours existe, en est un en dommages-intérêts.

"101b. Nul propriétaire, locataire, occupant de terrain dans le canton de Rouyn et les cantons adjacents, et nul porteur de permis de coupe de bois dans ces cantons ne peut réclamer de dommages causés par les gaz et fumées délétères produits au cours des opérations d'une usine de fonte (smelter), érigée dans le canton de Rouyn, sur un emplacement choisi ou approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, pourvu toutefois que les plans et devis de cette usine de fonte aient été au préalable approuvés par le surintendant des mines.

"Cette disposition s'applique à tous les terrains déjà occupés, concédés ou patentés dans ces cantons comme terrains miniers."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"16. Ladite loi est modifiée en y insérant, après l'article 101, les suivants:

"101a. Nulle personne ne peut empêcher ou limiter l'exploitation d'usines de fonte (smelters), affineries ou autres usines à minerais construits dans le canton de Rouyn et les cantons adjacents, par voie d'injonction ou d'autres procédures légales. Le seul recours de toute personne lésée par telle exploitation, quand ce recours existe, en est un en dommages-intérêts.

"101b. Nul propriétaire, locataire, occupant de terrain dans le canton de Rouyn et les cantons adjacents, et nul porteur de permis de coupe à bois dans ces cantons ne peut réclamer de dommages causés par les gaz et fumées délétères produits au cours des opérations d'une usine de fonte (smelter), érigée dans le canton de Rouyn, sur un emplacement choisi ou approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, pourvu toutefois que les plans et devis de cette usine de fonte aient été au préalable approuvés par le surintendant des mines.

"Cette disposition s'applique à tous les terrains déjà occupés, concédés ou patentés dans ces cantons comme terrains miniers."

L'article ainsi amendé est adopté.

M. Grant (Champlain) trouve que la clause relative aux limites forestières va loin, refusant aux propriétaires tout recours en dommages contre la compagnie qui établira des smelters et des usines minières.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il s'agit d'une région où il n'y a encore rien autre chose que des camps miniers. Il vaut mieux poser cette loi tout de suite, car, de cette façon, ceux qui s'établiront là sauront d'avance à quoi s'en tenir. Quant aux entreprises forestières, les dommages aux arbres par les fumées et les gaz ne se feront que graduellement. Le chemin de fer ne sera pas construit avant l'automne prochain, d'O'Brien à Rouyn; quant au smelter, il ne sera pas en opération avant l'automne de 1927. Les dommages aux arbres des environs ne se produiront ensuite que graduellement. Les locataires de limites ont donc tout le temps voulu pour enlever leur bois. Selon la loi, ils ont cinq ans pour le faire et, par conséquent, il n'y a pas lieu de prétendre que quelque dommage matériel que ce soit puisse être causé à n'importe quel intéressé engagé dans le projet en ce moment.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y a-t-il un grand nombre de compagnies dans le canton de Rouyn? Sur quoi l'honorable ministre base-t-il ses espérances de développement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y a un grand nombre de compagnies et je crois que nous pouvons nous attendre à un grand développement lorsque nous voyons des hommes d'affaires dépenser des millions. Une de ces compagnies a déjà dépensé un million et demi en recherche. Le smelter qui sera construit servira à toutes les compagnies qui exploitent des propriétés. Ce smelter coûtera quatre ou cinq millions de dollars. Les compagnies feraient-elles de tels sacrifices de capitaux sans savoir où elles vont? Naturellement, le développement n'entrera dans sa phase vraiment active que le jour où sera terminé le chemin de fer qui reliera Rouyn au Transcontinental. Alors les intéressés pourront réaliser leurs projets.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si je m'informe, c'est que l'on vend déjà des parts de différentes compagnies qui prétendent qu'il y a des mines très riches. Nos compatriotes achètent de ces parts. On leur dit qu'on a fait des trouvailles. Nous en avons fait des trouvailles ici. Nous avons trouvé, M. le Président¹, qu'il y avait un chemin de fer en construction là-bas. Je serais enchanté que cette région de ma province fût aussi riche qu'on le dit, mais nous devons y aller avec prudence. Il s'agit de protéger le public contre les vendeurs d'actions. Je ne demande pas mieux que de voir prospérer cette nouvelle industrie, mais, par contre, il faut éviter

autant que possible que le public soit exploité par des vendeurs de titres sans valeur. Un smelter est peut-être nécessaire à une région minière, mais ça n'est pas le smelter qui fait le minerai. Il y a quelques années, un certain nombre de nos compatriotes ont voulu établir une usine de ce genre en Ontario, et leur entreprise a été un échec notoire. Il ne faudrait répéter cette expérience dans notre province.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Depuis deux ou trois ans, notre ministère n'a cessé de mettre le public en garde. Je l'ai dit moi-même. J'ai dit qu'il fallait être prudent, qu'il fallait dépenser beaucoup d'argent dans une mine avant de pouvoir en tirer profit. Nous avons mis notre population en garde contre les parts de mines que l'on vend. Je crois que ceux qui n'ont pas beaucoup d'épargnes ne devraient pas risquer d'argent dans les mines. Il y a des compagnies qui ont fait plus de travail que d'autres. Je ne veux pas les nommer. Mais tout ce que je tiens à dire à nos compatriotes, c'est que l'or ne se ramasse pas à la pelle dans le canton de Rouyn et que l'on doit être prudent. Dans le nord du Québec, les mines ne produiront pas avant que des travaux considérables aient été accomplis. Le public, avant d'acheter, devrait attendre que les résultats soient à peu près sûrs. Quant à la compagnie qui établira le smelter, elle ne fera rien à la légère, car une telle entreprise coûtera des millions.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): À propos du smelter. On nous propose d'enlever aux personnes qui pourraient subir des dommages le recours par injonction que leur confère le droit commun. Je me demande si nous ne devrions pas laisser les tribunaux décider des dommages et ne pas changer la loi. Je pense que tout cela pourrait engendrer une situation très sérieuse.

De plus, le premier paragraphe de cet article s'applique à toute la province et non pas seulement à la région de Rouyn.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) répond qu'il est prêt à limiter cette dérogation à la loi générale au canton de Rouyn et aux cantons avoisinants. L'établissement d'un smelter coûtera environ \$4,000,000, et il est évident que la compagnie qui s'en chargera ne voudra pas être exposée à payer constamment des dommages ou encore à voir arrêter ses opérations par un bref d'injonction. Nous ne touchons pas au recours en dommages, si dommages il y a. Mon honorable ami sait qu'un particulier peut demander une injonction dans un simple but de chantage. On ne lui exigera

qu'un cautionnement de \$500 et l'injonction, arrêtant les travaux, pourra causer des dommages incalculables. D'ailleurs, la région où le smelter s'établira est actuellement inhabitée et il vaut mieux prévenir les gens qui voudraient aller s'y établir. Quant au smelter, il est absolument indispensable pour le développement de l'industrie minière dans le nord du Québec. Il ne faut pas songer à transporter le minerai au loin pour le traiter. Le smelter sera probablement établi à Rouyn, mais il servira pour traiter le minerai de toute la région. Nulle aide n'a été accordée par le gouvernement au smelter et, jusqu'ici, aucun arrangement n'a été préparé selon lequel le smelter s'occuperait des autres compagnies qui voudraient que leur minerai y soit traité.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je suis content que l'honorable ministre ne donne ce droit que pour le canton de Rouyn, mais on ne m'a pas convaincu de la nécessité de faire cet accroc au Code de procédure civile. La nouvelle loi est pratiquement copiée sur la loi des mines d'Ontario.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous avons accordé le même privilège à des industries de la pulpe, et on croit que les entreprises coûteuses comme les smelters devraient être protégées par tout, sauf la ligne générale de l'action en dommages.

M. Smart (Westmount) veut savoir quels sont les arrangements auxquels le gouvernement a procédé pour s'assurer du traitement équitable des compagnies indépendantes par le smelter autorisé à Rouyn et contre lesquelles, d'après le nouveau bill, aucune action en dommages ne peut être prise en ce qui concerne les effets de la fumée, etc.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) réplique que l'affaire en est une à cause de la compagnie du smelter et d'autres questions à régler entre eux. Le projet du smelter entraînera des dépenses de millions de dollars, et l'usine sera la seule dans la région, et servira à tous pour toute manutention du minerai.

M. Smart (Westmount) veut que le gouvernement protège aussi bien les compagnies indépendantes et les petites entreprises. Il peut s'en trouver parmi celles-ci qui voudront établir leur propre smelter. Le gouverneur en conseil le leur permettra-t-il? Il existe deux sortes de minerai qui doivent être traitées dans un smelter parce qu'elles contiennent de l'or, de l'argent, du cuivre, du plomb

et du zinc, mais il y a aussi le minerai qui contient de l'or en solution, et celui-là doit être traité par un processus de cyanure. J'aimerais bien voir le gouvernement assurer une protection quelconque à ceux qui exploiteront des mines dont le minerai contient de l'or en solution.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les compagnies indépendantes n'ont jamais demandé quoi que ce soit au gouvernement.

Dans la région de Rouyn, il y a quelque 2,000 prospecteurs, lesquels sont tous susceptibles d'avoir besoin des services du smelter. Des routes seront construites pour faciliter l'accès et aussi pour aider l'extraction du minerai.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Pourquoi ne pas donner au commissaire des mines le pouvoir de régler les cas où une injonction serait nécessaire?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous ne pouvons permettre au commissaire des mines d'arrêter les travaux.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je vois qu'en cas de maladie, d'absence ou d'incapacité d'agir du commissaire, c'est le surintendant des mines qui le remplacera?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, et le surintendant des mines, M. Théo. Denis, est très compétent. Il connaît très bien la loi des mines.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): On accorde un salaire de \$6,000 à ce commissaire et on lui permet de continuer à exercer sa profession comme auparavant. Il me semble que l'on devrait le soumettre à peu près aux mêmes conditions qu'un magistrat. Il devrait lui être interdit de faire autre chose. Il a des pouvoirs très étendus; il possède, à l'exclusion de tout autre tribunal, le pouvoir d'entendre et de décider de tout litige, question, réclamation, contestation, avant ou après l'émission des lettres patentes, dépendant ou découlant des droits, privilèges ou intérêts conférés sous l'autorité de la présente loi. Il peut, en outre, donner tous les ordres qu'il juge nécessaires pour rendre effectifs ses jugements. De tels pouvoirs peuvent être assimilés à ceux d'un magistrat. De plus, l'importance de sa fonction devrait nous faire considérer plus sérieusement la question de son remplaçant en cas de maladie. On dit que le surintendant des mines, dans ce cas, le remplacera. Ne serait-il pas mieux d'en agir autrement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voulez-vous nommer un assistant commissaire?

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je crois qu'en cas d'incapacité d'agir du commissaire le lieutenant-gouverneur en conseil devrait nommer un commissaire suppléant. Il n'y a pas de doute que la nomination d'un commissaire s'impose, mais je veux que les intéressés sachent qui les jugera.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): À mon avis, c'est un détail qui n'a pas autant d'importance que cela. Ce n'est pas une innovation, toutes les provinces ont des officiers et, en l'absence du commissaire, ce dernier peut parfaitement être remplacé par le surintendant des mines. Nous avons un surintendant des mines, M. Théo. Denis, qui est compétent; il s'y entend parfaitement dans toutes les questions minières. Il connaît à la fois le côté légal et le côté pratique de la question. Il ferait un excellent commissaire, mais il nous faudrait alors un nouveau surintendant et il serait difficile de remplacer M. Denis. Dans les autres provinces, en l'absence du commissaire des mines, c'est le sous-ministre qui le remplace. Je n'aurais pas d'objection à mettre dans la loi qu'en l'absence du commissaire le surintendant "ou toute autre personne désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil" pourra agir à sa place.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. Denis est-il avocat?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il n'est pas avocat, mais il connaît la loi des mines mieux que bien des avocats.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Ne pourrions-nous pas ajouter qu'avis devrait être donné 10 jours avant l'instruction des causes, du changement de commissaire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il faudrait alors que le commissaire nous annonce 10 jours d'avance qu'il va être malade.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Non, mais les parties sauront alors qui va les juger.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Laissons l'article comme cela. Nous verrons à la troisième lecture.

L'ancien article 13 est devenu l'article 17.
L'article 17 est adopté.

L'article 14 est devenu l'article 18.

Le comité étudie le paragraphe 4 de la clause 127a de l'article 18 qui se lit comme suit:

"4. En cas de maladie, d'absence ou d'incapacité d'agir, le surintendant des mines peut remplacer le commissaire."

Ce paragraphe est amendé et se lit comme suit:

"4. En cas de maladie, d'absence ou d'incapacité d'agir, le surintendant des mines ou toute autre personne désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil peut remplacer le commissaire."

Le paragraphe ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de la clause 127b de l'article 18 qui se lit comme suit:

"*b*. À l'existence, la validité, la déchéance, l'invalidation de certificats de mineur, de claims miniers, de permis d'exploitation, de concessions minières avant ou après l'émission des lettres patentes, ou aux droits, privilèges ou intérêts qui en découlent."

Ce sous-paragraphe est amendé et les mots suivants sont retranchés: "avant ou après l'émission des lettres patentes".

Le sous-paragraphe ainsi amendé est adopté.

Les clauses 127c à 127o sont adoptées.

Le comité étudie la clause 127p qui se lit comme suit:

"127p. 1. Le commissaire, en rendant la décision finale, adjuge en même temps sur les frais et indique la partie ou les parties qui doivent les payer. Il peut ordonner le paiement d'une somme globale aux lieu et place des frais."

La clause ainsi amendée est adoptée.

La clause 127q est adoptée.

Le comité étudie la clause 127r qui se lit comme suit:

"127r. Sauf dans les cas autrement spécialement prévus, il y a appel à la Cour du banc du roi de toutes les décisions finales du commissaire, pourvu que cet appel soit pris dans les trente jours de la date du jugement."

Cette clause est amendée et les mots "de la date du jugement" sont remplacés par "de l'avis donné aux parties en vertu de l'article 127q".

La clause ainsi amendée est adoptée.

La clause 127s est adoptée.

L'ancien article 15 est devenu l'article 19.

L'article 19 est adopté.

L'ancien article 16 est devenu l'article 20.

L'article 20 est adopté.

L'ancien article 17 est devenu l'article 21.

L'article 21 est adopté.

L'article 22 a été ajouté et se lit comme suit:

"22. L'article 91 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier paragraphe par le suivant: Tout requérant, comme susdit, peut aussi, en s'adressant au commissaire des mines et en payant la compensation que ce dernier jugera juste et raisonnable de fixer, obtenir des propriétaires voisins et autres le droit de passage sur leurs terres avec chevaux et voitures, le droit d'y construire ou installer des tramways, chemins de fer ou lignes électriques, le droit d'y déposer des déchets et stériles, et le droit d'y exécuter les travaux nécessaires pour y faire passer l'eau dont il a besoin pour exploiter plus avantageusement son terrain minier; pourvu, toutefois, qu'il ne demande rien qui ait l'effet de détourner un cours d'eau, une rivière ou un ruisseau, de manière à priver les propriétaires riverains inférieurs d'en faire usage."

L'article 22 est adopté.

L'ancien article 18 devient l'article 23.

L'article 23 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Renaud (Laval) propose, en amendement, appuyé par le représentant de Soulanges (M. Lortie), que tous les mots après "que", dans la motion de discussion, soient remplacés par les suivants: "Cette Chambre est prête à donner son concours au gouvernement en vue d'enrayer le fléau de la tuberculose au moyen de l'hygiène, du dispensaire, d'hôpitaux, etc., mais elle est d'opinion qu'il est aussi de son devoir:

"a) de combattre le régime de vie exposant de plus en plus notre jeunesse au mal qui affecte gravement notre vie nationale;

"b) d'éviter la dépense de deniers publics pour des organisations inefficaces et nuisibles, grossissant le nombre de favoris ou de fonctionnaires privilégiés;

"c) de demander au gouvernement fédéral une loi de tuberculisation uniforme pour toutes les provinces, de manière que les animaux, vendus pour fins de boucherie ou de laiterie et expédiés d'une province à une autre, aient été soumis auparavant à l'épreuve de la tuberculine."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, 18.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bouchard, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, David, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Grant, Guillemette, Hamel, Lafond, Lahaie, Laperrière, Lapiere, Lemieux (Wolfe), Madden, Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Miljours, Moreau, Moreault, Morin, Nicol, Perrault, Phaneuf, Pilon, Richard, Roy, Saurette, Sylvestre, Taschereau, Thériault, Thurber, 41.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et **M. Saint-Jacques (Argenteuil)** demandent s'il y a beaucoup de mandats spéciaux au ministère de l'Agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il y en a très peu.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) blâme le gouvernement d'émettre trop facilement des mandats spéciaux pour autre chose que des choses absolument

urgentes. Il dénonce la façon de dresser les comptes publics qui, dit-il, sont fort mal faits, ne donnent aucune satisfaction et sont pour embrouiller les députés.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Il a été apporté, pourtant, de grandes améliorations dans la façon de dresser les comptes publics, améliorations apportées spécialement pour satisfaire les membres de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) prétend que la façon de faire la comptabilité est de nature à tromper le public sur la véritable situation financière de la province. Il est de plus en plus urgent de faire une enquête sur la façon de procéder du gouvernement, sur la façon de dresser les comptes. On a fait cette enquête au Nouveau-Brunswick et l'on a découvert des méthodes que l'on a condamnées. Il y a des abus intolérables et cela se manifeste surtout dans la multiplicité des mandats spéciaux. Il y a imprévoyance ou une méthode que nous ne pouvons tolérer davantage.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Aujourd'hui, il est plus facile de prévoir les sommes à dépenser que durant les années passées. Notre revenu est extraordinairement élastique et nous ne pouvons souvent avoir d'autre alternative que de nous faire voter des mandats spéciaux. Nous n'avons nullement l'intention de tromper la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'informe si on a bien encouragé les industries de conserves alimentaires.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

répond qu'il a accordé de nombreux octrois aux industries, octrois payables annuellement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) rappelle alors une réponse du ministre à une interpellation et dit que le gouvernement devrait répondre plus au point.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

riposte que le gouvernement répond la vérité aux questions de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande à l'honorable M. Caron d'encourager davantage les industries de conserves alimentaires.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée à 11 h 45.

NOTES

1. Dans *Le Canada*, on mentionne le nom d'un certain Sir William Mullock et celui d'Honoré Mercier.
2. À la séance du soir, c'est le vice-président Hector Laferté qui préside.
3. Sous la présidence de M. Hector Authier.
4. Dans *L'Événement*, on dit que c'est M. Thériault qui est au fauteuil.

Séance du mercredi 24 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 35.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande aussi de prolonger au 12 mars courant inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Adopté.

M. Bullock (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition du Refuge de Notre-Dame-de-la-Merci (à responsabilité limitée) demandant l'adoption d'une loi précisant ses droits et pouvoirs, et a trouvé que les avis n'ont pas été donnés, mais les raisons alléguées dans la pétition à l'appui de cette demande semblent si favorables que votre comité est d'opinion de recommander à votre honorable Chambre la suspension des dispositions du règlement qui ont trait à la publication des avis.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 12 mars courant inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement le promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Adopté.

Refuge Notre-Dame-de-la-Merci

M. Fortier (Beauce) demande la permission de présenter le bill 118 constituant en corporation le Refuge Notre-Dame-de-la-Merci.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 1092**

M. Fortier (Beauce) demande la permission de présenter le bill 147 modifiant l'article 1092 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

**Rapport du bibliothécaire
de la Législature**

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre le treizième rapport du bibliothécaire de la Législature de Québec, janvier à décembre 1925. (Document de la session no 25)

Questions et réponses:

**Coût de la
tonne d'amiesite**

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Combien la tonne le ministre de la Voirie a-t-il payé les 50,578.15 tonnes d'amiesite qu'il a achetées pour les routes de la province?

2. Ce prix comprend-il les frais de transport?

3. Dans la négative, quelle est la somme globale de ces frais de transport?

4. Quels sont les noms des directeurs de l'Amiesite Asphalt Ltd.?

5. La Saint-Jean Amiesite Asphalt Ltd., la Quebec Amiesite Ltd. et l'Amiesite Asphalt Ltd., ayant son siège principal à Montréal, sont-elles une seule et même compagnie?

6. Dans la négative, quels sont les directeurs: a) de la Saint-Jean Amiesite Asphalt Ltd.; b) de la Quebec Amiesite Ltd.?

7. Pour quelle raison les sommes dues par le gouvernement à l'Amiesite Asphalt Ltd. sont-elles toutes payées tandis que les comptes d'autres compagnies ne le sont pas?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. En 1924, \$9; en 1925, \$8.

2. Non.

3. \$29,319.99.

4. MM. Hugh Quinlan, A. W. Robertson et Alban Janin.

5. Le gouvernement l'ignore.

6. Réponse donnée par la réponse à la question 5.

7. Le matériel fourni par l'Amiesite Asphalt Ltd. a été payé sur instructions des différents entrepreneurs qui l'ont employé, et ce, parce que le département avait en mains des fonds revenant à ces entrepreneurs, suffisants pour payer telles réclamations. Le gouvernement ne connaît qu'une seule réclamation non payée pour laquelle le réclamant a obtenu jugement et a pris une saisie-arrêt entre les mains du ministre de la Voirie. Cette saisie-arrêt est notée et le montant du jugement sera payé si l'entrepreneur gagne les sommes nécessaires pour couvrir la réclamation.

Nombre d'arrêtés en conseil depuis le 13 février 1925

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien d'arrêtés en conseil ont été pris par le gouvernement:

a) depuis le 13 février 1925 jusqu'au 13 février 1926; b) depuis le 13 février 1926 jusqu'à ce jour?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

a) 2,243; b) 92.

Nombre de passages aux frontières de 1915 à 1925

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quel est le nombre d'automobiles de touristes qui ont traversé les lignes à différents endroits de la province: a) en 1915; b) en 1916; c) en 1917; d) en 1918; e) en 1919; f) en 1920; g) en 1921; h) en 1922; i) en 1923; j) en 1924; k) en 1925?

2. Quel est le nombre de citoyens de la province de Québec qui ont traversé les lignes dans différents endroits de la province: a) en 1915; b) en 1916; c) en 1917; d) en 1918; e) en 1919; f) en 1920; g) en 1921; h) en 1922; i) en 1923; j) en 1924; k) en 1925?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. a) En 1915, 3433; b) en 1926, 7581; c) en 1917, 9,427; d) en 1918, 9,177; e) en 1919, 18,105; f) en 1920, 31,918; g) en 1921, 41,957; h) en 1922, 95,163; i) en 1923, 130,099; j) en 1924, 199,008; k) en 1925, 259,959.

2. Le gouvernement l'ignore.

Entretien et amélioration de chemins par mandat spécial

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand et sur quels chemins ont été faits les travaux d'entretien ou d'amélioration pour lesquels le lieutenant-gouverneur en conseil a, par mandat spécial du 20 juin 1925, autorisé la dépense de \$187,500?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. L'entretien fait du 15 mai au 30 juin 1925 sur les routes provinciales et régionales ci-dessous mentionnées:

Montréal-Sherbrooke; Montréal-Québec; Lévis-Saint-Lambert; Montréal-Malone; Beauce-Jonction-Sherbrooke; Lévis-Rimouski; Beauceville-Sherbrooke; Montréal-Ottawa; Édouard VII; Lévis-Sherbrooke; Montréal-Mont-Laurier; Saint-Hyacinthe-Rougemont; Sherbrooke-Derby Line; Montréal-Rouses Point; Québec-Saint-Siméon; Richmond-Yamaska; Hull-Aylmer; Rivière-du-Loup-Edmunston; Trois-Rivières-Grand'Mère; Montréal-Valleyfield; Joliette-L'Assomption; Sherbrooke-Norton Mills; Lévis-Jackman; Saint-Vallier-Saint-Camille; Lacolle-Knowlton; Montréal-Toronto; Iberville-Saint-Alban; Hull-Maniwaki; Rimouski-Matapédia; Saint-Hyacinthe-Melbourne; Rawdon-L'Assomption; Victoriaville-Woburn; Beauharnois-Saint-Jean; Drummondville-Annville; Waterloo-Newport; Marieville-Cowansville-Victoriaville-Sainte-Angèle, Grande-Baie- Saint-Bruno; Tour du Lac-Saint-Jean; Rimouski-Sainte-Anne-des-Monts, et Stations Centrales.

2. Entretien en régie du 15 mai au 30 juin 1925 sur les chemins municipaux suivants:

Arthabaska: Arthabaskaville; Avenue des Érables; Bagot: Saint-André-d'Acton: Chemin Roxton; Beauharnois: Saint-Stanislas-de-Kostka; Montée Laroque, du Village, 5e rang ouest; Saint-Timothée paroisse: Chemin du fleuve, chemin Sainte-Marie Est, Saint-Joseph-Est, Saint-Joseph-Ouest, Saint-Louis de Gonzague paroisse: Chemin des 40, rang du 5; Sainte-Cécile paroisse: Montée Laroque, rang Double, Nouveau-Salaberry village: Chemin du fleuve; Berthier: Saint-Barthélemy: route du 1er au 2e rang, Grand Saint-Jacques, Petite Route de l'Église, route du Canadien National; Chambly: Conseil comté de Chambly: Montée Sabourin; Saint-Antoine-de-Longueuil: Avenue Saint-Louis, Boucherville paroisse: 5e rang, descente d'en bas, chemin du lac; Champlain: Saint-Tite ville: rue Lebourdais, rue Notre-Dame; Sainte-Thècle village: Route de la Station; Sainte-Geneviève de Batiscan: Chemin sud de la rivière; Charlevoix: Saint-Étienne-de-la-

Malbaie paroisse: Chemin Nord Est Rivière Malbaie; Pointe-au-Pic village: Côte Terrebbonne; Châteauguay. Sainte-Clothilde paroisse: Chemin de l'Église, chemin de la Station, chemin de la rivière, Montée Marcil; Très-Saint-Sacrement paroisse: East English River Road; Saint-Malachie paroisse; Ormstown Side Road; Châteauguay ville; Chemin de la Station, chemin de la Commune, chemin Bassin Nord, chemin Caughnawaga; Sainte-Martine paroisse: Rue 310; Saint-Jean-Chrysostome paroisse: Chemin Riv. des Anglais, chemin Bas Saint-Chrysostome; Sainte-Philomène paroisse; Rang Sainte-Marguerite sud; Montée de l'Église; Compton: Scottstown ville; Chemin Victoria; Deux-Montagnes: Sainte-Scholastique paroisse; Côte des Anges, Côte Saint-Vincent, chemin Belle-Rivière-Sud; Chemin Belle-Rivière-Nord, Montée Saint-Cimon, rang Saint-Cimon; Saint-Eustache paroisse: Chemin Riv. Sud, Montée du Domaine, Chemin de la Grande Côte, Montée Lauzon, Côte du Lac; Saint-Placide paroisse; Côte Saint-Vincent, route Saint-Étienne, Chemin des Éboulis, chemin de la Baie; Sainte-Scholastique village: Rue Saint-Jacques, rue Saint-Vincent, rue Saint-Jean-Baptiste, rue Saint-François; Saint-Eustache village: Rue Saint-Louis, Rue Saint-Lambert, rue Saint-Elmire, rue Phobée, rue Saint-Nicolas, rue Saint-Belair, rue Saint-Narcisse, rue Sainte-Virginie, rue Sainte-Marie, rue Saint-Denis, rue Mignonne; Drummond: Saint-Cyrille village: Chemin du 4e au 5e rang; Huntingdon; Saint-Anicet: Lake Shore East, Dundee Road, Plank Road, Saint-Charles Road, Cooper Side Road, Quesnel Side Road; Godmanchester canton: New Erin, 5e et 6e Road, Ridge Road; Hinchinbrooke canton: Huntingdon to Province Line to Atheslton, River road to Dewittville, Rockburn to Dewittville South, Hemmingford canton N.Y. to Sherrington North, N. Y. to Sherrington South; Hemmingford village: Depot Sainte-Barbe paroisse: Rang de l'Église-Chemin Plank; Elgin Canton: 3e Concession; Jacques Cartier: Senneville village, Chemin Principal; Lasalle Ville: Chemin Lasalle; Laval: Saint-Vincent de Paul: Rue Saint-Philippe, Chemin Haut Bord de l'Eau, rue Desnoyers, route Auclair, Montée Bisson, chemin Bas Saint-François, Chemin Haut Saint-François, rang Saint-Elzéar, rue du Pénitencier; Sainte-Dorothée, Chemin Bord de l'Eau, Montée Gravel, rang Saint-Antoine, Montée Paquet, Rang Saint-Antoine Est; Saint-François de Sales: Chemin Île Jésus; Sainte-Rose paroisse: Montée Champagne, Montée Madore, Chemin Grande Côte; L'Abord-à-Plouffe, ville; Chemin Haut Bord-de-l'Eau, Boulevard de Paris, Saint-Joseph, Rivière des Prairies, Chemin Principal; Corporation

du comté de Laval: Chemin Masson Saint-Martin, paroisse; Chemin Bord de l'Eau, Chemin Bas Saint-Martin, Chemin Trait Carré en haut, Montée du Collège, Rang Saint-Elzéar en haut, rang Saint-Elzéar en bas, Montée des Côtes; Saint-Elzéar paroisse: Rang Saint-Elzéar, Montée Dorval, Rang Grande Prairie, Saint-Léonard ville, Chemin Saint-Michel, Saint-Léonard paroisse: Chemin Saint-Léonard, Montréal-Est, rue Notre-Dame, Pointe aux Trembles, Montée rivière des Prairies, rue Notre-Dame; Lévis: Charny ville: rue Poirier, rue Saint-Jean, chemin Dussault; Saint-Romuald paroisse, rue de la Fabrique, route Wade, Chemin du Sault, route des 40 arpents, Sainte-Hélène de Breakeyville paroisse: Chemin Saint-Augustin, route Sainte-Hélène; L'Islet: L'Islet paroisse: Route de la Station; Bonsecours village, Route de la Station; Mégantic: Bernierville. Chemin Gosford; Somerset Sud Canton: Route Mailhot; Montmagny: Cap-Saint-Ignace paroisse; Chemin de Front 2e rang, route Fraser, route de l'Église, route Blanchette, rue Jalbert, route Fournier, route Guimond, chemin neuf, chemin des Perdrix, chemin de la Savanne, route de l'Anse à Gilles; Montmorency: Beaulieu village: Chemin Saint-Pierre; Napierville: Saint-Édouard paroisse: Chemin Nord de la Rivière; Saint-Patrice de Sherrington paroisse: Chemin Saint-Patrice; Laprairie: Saint-Mathieu: Chemin de la rivière Sud; Portneuf: Saint-Basile paroisse: Route de la Station, rang Saint-Georges, Cap-Santé paroisse: Chemin Saint-Joseph et Pincourt; Saint-Casimir village: Chemin Saint-Ubalde, chemin Principal, Chemin Saint-Alban; Pont route village, route Panet, chemin Principal et Capsa; Saint-Marc-des-Carrières ville: Chemin 3e rang Ouest; Saint-Augustin paroisse: Route Centrale; Québec: L'Ancienne-Lorette: Route Bureau de l'Église, 2e rang, chemin Grand Désert, chemin Saint-Charles Sud et Côte Saint-Paul, chemin de l'Ornière, Petite-Rivière, Chemin Saint-Charles-Sud; Québec-Ouest ville, Saint-Charles Nord, Loretteville village, Route Valcartier, rue principale, route Fond, Janis, Saint-Ambroise paroisse: Chemin de l'Orne, route Fond, Janis, chemin de l'Ornière, Charlesbourg paroisse; Chemin Saint-Pierre; Chemin Saint-Joseph; Charlesbourg Village; Chemin Charlesbourg, Notre-Dame-des-Laurentides, par.; Chemin Traverse de l'Église, chemin du Lac Beauport, chemin Charlesbourg à Stoneham; Beauport ville: Route Giffard Montmorency; Richmond: Shipton Canton: Chemin Asbestos; Stanstead; Barnston Canton: Valley et Market Road; Saint-Maurice: Sainte-Anne Yamachiche; Chemin Grand Ruisseau; Terrebbonne: Sainte-Thérèse paroisse, Chemin Bas Grande Côte,

chemin bas Sainte-Thérèse; Saint-Louis de Terrebonne; Chemin de la côte de Terrebonne; Sainte-Agathe-des-Monts ville: Route Tour du lac; Sainte-Agathe-des-Monts paroisse: Chemin du Lac Brûlé, chemin Sainte-Agathe via Belisle Mills; Vaudreuil, Sainte-Jeanne de l'île Perrot; Chemin de Brucy, chemin Pincourt, chemin de la Pointe, Montée Prégent, Comeau Est Village: Chemin Principal, route Vaudreuil, Pointe Fortune; Verchères: Saint-Mathieu de Beloeil; Montée du Moulin, chemin Bord de l'eau (bas), Route des Trente, Beloeil Ville: rue Richelieu; Varennes paroisse: Descente Sainte-Julie; Saint-Marc paroisse: Descente du Moulin; Chemin Bord de l'eau; Sainte-Julie paroisse: Rang de l'Église Nord-Est, route des 42, chemin Belle rivière; Verchères Village, chemin du village.

3. Pour couvrir les balances des comptes de la saison 1924, sur les chemins suivants:

Arthabaska: Maddington Canton: Pont, canal sur Rivière Bécancourt; Arthabaskaville: Amélioration de la Côte Stein; Bagot: Saint-Pie paroisse: Route de l'Espérance et d'Abbotsford; Bellechasse: Saint-Cajetan d'Armagh: Amélioration des chemins; Berthier: Sainte-Geneviève de Berthier: Chemin Rivière Bayonne; Champlain: Saint-Tite paroisse; Chemin Rang Sud et Grand Rang; Compton: Ditton canton: chemin Chesham; Deux-Montagnes: L'Annonciation paroisse: Achat de Calcium; Dorchester: Saint-Bernard paroisse: Chemin Saint-Henri; Frontenac: Sainte-Cécile de Whitton: Route Centrale; Hull: Bouchette Canton: route Hull-Maniwaki. Huntingdon: Godmanchester Canton: Chemins Arnold, Swamp et Smellie; Iberville: Saint-Alexandre paroisse: Chemin Grande Baie; Jacques-Cartier: Saraguay village: Chemin sur ruisseau Bertrand; Joliette: Saint-Ambroise de Kildare paroisse; Pont Mulo; Montcalm: Saint-Esprit, Pont Clément; Papineau: Notre Dame de Bon-Secours: Chemin du village Fasset; Pontiac: Briston Canton: Chemin Hull-Chapleau; Onslow Canton: Chemin Hull-Chapleau; Onslow Sud; Chemin Aylmer Chapleau Est et charroriage de gravier; Quyon village, Charroriage de gravier; Québec: Québec-Ouest ville: route Sainte-Claire et chemin des Commissaires; Rouville: Saint-Hilaire paroisse: Gravier; Saguenay: Sacré-Cœur paroisse: Côte Deschernes; Shefford: Ely Canton partie Nord: chemin 5e rang partie nord; Stanstead: Barford Canton: Divers Chemins; Beebe Plain village: Chemin Villeneuve; Saint-Hyacinthe: La Présentation paroisse: Chemin Grand Rang et Bas des Étangs; Vaudreuil Sainte-Justine de Newton: chemin du 3e rang et Dalhousie: Sainte-Marthe paroisse; Chemin Haut du rang Sainte-Marie, Saint-Michel: Côte Double.

Loi du Barreau, article 22

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 modifiant l'article 22 de la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil, article 981o

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 modifiant l'article 981o du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fabrique de Saint-Jérôme de Terrebonne

M. Daniel (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 113 ratifiant certains emprunts et certaines résolutions de la fabrique de Saint-Jérôme de Terrebonne.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Daniel (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Rodolphe Monette

M. Hamel (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 67 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Rodolphe Monette au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Hamel (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission métropolitaine de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 107 modifiant la charte de la Commission métropolitaine de Montréal.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le préambule qui se lit comme suit:

Loi modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Attendu que la Commission métropolitaine de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt, ainsi que dans l'intérêt des municipalités auxquelles s'étend son action, que les lois 11 George V, chapitre 140, 12 George V, chapitres 123 et 124, 13 George V, chapitre 105, 14 George V, chapitre 107, et 15 George V, chapitre 115, soient modifiées et que des pouvoirs plus étendus lui soient accordés pour rendre son action plus efficace; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): La Commission métropolitaine est une cause d'ennuis, un fardeau pour toutes les municipalités de l'île de Montréal; elle coûte \$100,000¹ par année, elle ne lui rapporte rien qui vaille, et je crois que le gouvernement devrait en proposer l'abolition. Cette Commission coûte trop cher. Il est temps que le gouvernement rappelle la loi qui l'a établie. Le premier ministre n'a-t-il pas reçu de nombreuses requêtes de municipalités soumises à la Commission et qui demandent d'être annexées à Montréal? Il faut en finir et donner à l'île de Montréal une administration convenable. On devrait laisser Montréal les administrer toutes; si elle est capable de payer, elle est aussi capable d'administrer. Il se passe, à la Commission métropolitaine, des choses que les députés connaissent et qu'il n'est même pas besoin de rapporter.

On reproche à certains conseils municipaux de ne pas se réunir. La Commission métropolitaine est supposée se réunir au moins une fois par mois. Elle n'a tenu aucune séance le mois dernier. Les conseils municipaux qui lui sont soumis suivent tout simplement le mauvais exemple. Et puis les conseillers, une fois élus, se rendent compte qu'ils n'ont rien à faire et ils ne veulent pas se décourager pour rien. C'est la Commission qui veut tout faire pour eux.

Il suggère au premier ministre de remettre l'étude du bill de la Commission métropolitaine jusqu'au moment où le bill de Montréal sera considéré. Les deux sont connexes et il conviendrait de les étudier en même temps.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): M. le Président, je soulève un point d'ordre. Je ne crois pas que l'honorable député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) ait le droit de proposer l'abolition de cette Commission lorsque nous étudions ce bill destiné à lui donner de nouveaux pouvoirs.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Je crois que je suis dans l'ordre, car je parle d'après le titre même de l'amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous avez demandé tout de même l'abolition de la Commission?

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Je demanderais simplement que l'on réfère la question au comité des bills privés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous pouvons aussi bien en traiter quand le bill de Montréal sera présenté devant le comité la semaine prochaine, si le député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) croit qu'on devrait l'abolir.

Le point d'ordre de l'honorable député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) est bien pris, mais l'honorable député de Saint-Henri ne devrait pas insister sur sa proposition d'abolition de la Commission métropolitaine. La chose se produira avant longtemps. La Commission métropolitaine ne sert que d'intermédiaire entre le régime actuel et le régime qui vient. Un mouvement se manifeste actuellement à Montréal en faveur du système des "boroughs". D'ici à la prochaine session, peut-être sera-t-il assez fort pour que le gouvernement agisse. La Commission métropolitaine a bien fait et elle a fait du bien; elle a relevé le crédit des municipalités autour de Montréal. Elles paient leurs intérêts et il n'y a plus d'ennuis de ce côté-là. Maintenant que la situation est améliorée, le gouvernement ne demandera pas mieux que de se rendre au désir de la population de Montréal. Si elle n'est pas satisfaite de la Commission métropolitaine et qu'elle souhaite une autre forme d'administration, elle pourrait l'avoir. Auparavant, toutefois, il faut permettre à la Commission de terminer ce qu'elle a si bien commencé, en lui accordant les pouvoirs nécessaires.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Je n'ai pas réclamé l'abolition immédiatement de la Commission métropolitaine. J'ai dit et je répète que cette Commission est un fardeau pour les municipalités et devrait disparaître. Le premier ministre se contredit lui-même. Dans une déclaration antérieure, il avait dit que la Commission ne fait augmenter ses pouvoirs que pour l'administration des municipalités en banqueroute et qui, incapables de rencontrer leurs obligations, sont secourues. S'il est des municipalités en faillite, la Commission n'a donc pas amélioré la situation autant que le prétend le gouvernement.

N'est-ce pas que des municipalités ont demandé l'annexion?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Une seule, Montréal-Nord.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): C'est une des principales.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que Montréal désire ces annexions?

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Cette ville veut l'annexion de toutes les municipalités qui sont sous la Commission.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le bill de Montréal viendra la semaine prochaine devant le comité et, si Montréal et Montréal-Nord s'entendent, nous l'annexerons.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est une intéressante déclaration, en vérité, que vient de nous faire le premier ministre. Quel motif l'a poussé? Il compte sans doute sur la presse pour que la population de Montréal apprenne ses bonnes dispositions à son endroit. Mais, à cause de cela même, la députation ne devrait-elle pas s'opposer à ce que des pouvoirs nouveaux soient accordés à la Commission? Pourquoi des pouvoirs si extraordinaires à une Commission qui bientôt n'existera plus? L'opposition s'est toujours prononcée contre telle commission, et la déclaration que vient de faire le premier ministre n'est pas pour changer son attitude. À plus d'une reprise, nous avons exprimé nos vues, et nous sommes logiques de nous opposer à ce bill qui nous est présentement soumis. La Commission métropolitaine, avec ses pouvoirs exorbitants, ses abus de pouvoir en pressurant les contribuables, a mécontenté tout le monde. Son passé administratif est déplorable. Les pouvoirs que lui avait conférés, dans le passé, la majorité de la Chambre ont causé assez de tort que l'opposition refuse de lui en accorder d'autres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il ne peut être question d'abolition de la Commission avant la prochaine session.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand aurons-nous la prochaine session?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Douze mois après celle-ci.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Supposons que le premier ministre n'est plus le même en cette Chambre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne sais si je serai encore premier ministre et qui le sera, mais je sais que ça ne sera pas vous.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre a déjà fait des prophéties et il a nié les avoir faites. Les ministres peuvent se croire tout puissants, mais il y a quelqu'un de plus puissant que nous sur la terre et c'est lui qui décide de l'avenir. Il y a des gens qui se croient éternels. Je me demande si ses prophéties s'accorderont avec celles des nouveaux riches, des Crésus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne me crois pas éternel, mais je crois que l'honorable chef de l'opposition sera encore là longtemps.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Revenons à la Commission métropolitaine. L'opposition a combattu le principe de cette Commission et, le jour où on nous annonce qu'elle sera abolie, la Chambre ne devrait pas lui donner de pouvoirs additionnels. Elle a abusé de son pouvoir et a empiété sur l'autonomie des municipalités.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) suggère au gouvernement d'aller plus rondement, en statuant, par exemple, que les conseils municipaux, dans les villes concernées, disparaissent complètement et qu'ils soient remplacés par la Commission métropolitaine. Ce serait plus simple et non moins complet.

Dès le début, l'opposition a dénoncé le principe de la Commission métropolitaine parce que c'était un empiétement sur l'autonomie des municipalités de l'île de Montréal. La Chambre a passé outre. On avait dit d'abord que cette autonomie serait sauvegardée, que le seul but du gouvernement, en créant la Commission, c'était de secourir les municipalités financièrement embarrassées. Depuis, à chaque session, et même à deux reprises dans une même session, nous avons vu ses administrateurs venir nous demander de nouveaux pouvoirs. Nous avons dit qu'il vaudrait autant que la Commission se substituât aux conseils municipaux pour administrer les municipalités.

Le procureur de la Commission admettait lui-même que le conseil d'une municipalité n'a pas siégé depuis six mois. La Commission a outrageusement fait sentir son contrôle sur les finances des municipalités; elle est responsable d'une foule de difficultés. Elle a d'abord eu le droit d'emprunter au nom des municipalités, mais avec leur consentement; plus tard, la Commission a pu se dispenser de leur consentement; elle a obtenu le droit d'engager et de congédier à sa guise les fonctionnaires, d'imposer des

taxes, de faire des travaux, de poursuivre pour les municipalités. Voici que l'on demande que la Commission soit simplement substituée aux conseils municipaux élus. Le principe de la Commission métropolitaine était faux et l'on en perçoit maintenant toutes les fâcheuses conséquences.

Grâce à la Commission métropolitaine, des faiseurs, des "schemers" ont pu réaliser des fortunes; la Commission a pu emprunter au nom des municipalités et faire des travaux d'améliorations qui ont augmenté considérablement la valeur de certains terrains possédés par les "schemers" en question. Il y a longtemps que le gouvernement aurait dû songer à trouver un autre mode d'administration. Des fortunes se sont édifiées aux dépens des municipalités que l'on disait aidées. Des politiciens haut placés ont même réalisé des fortunes grâce aux agissements de la Commission. Le gouvernement aurait dû protéger les municipalités au lieu de les laisser aller tomber en banqueroute.

Le préambule est adopté sur division.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article suivant est ajouté après l'article 9a de la loi 13 George V, chapitre 105, tel qu'édicte par la loi 14 George V, chapitre 107, article 4:

"9b. Aucun immeuble ne peut être acquis à l'amiable ou par expropriation par une municipalité aidée sans l'autorisation de la Commission et sans que cette dernière soit partie à l'acte d'achat ou aux procédures en expropriation.

"Au lieu d'autoriser telle municipalité à cette fin, la Commission peut acquérir elle-même en son nom, soit à l'amiable ou par expropriation pour le compte et aux frais de la municipalité intéressée, et ensuite passer titre à cette dernière.

"Aucun immeuble ne peut être vendu par une municipalité aidée sans le concours de la Commission dans l'acte."

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): On veut maintenant que nous donnions le droit à la Commission métropolitaine de vendre des propriétés d'une municipalité. Je trouve que c'est là une injustice criante. On devrait se contenter d'autoriser les conseils à agir. La Commission est dirigée par son président, le maire d'Outremont. On y fait du patronage. Je crois que cet article devrait être biffé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

On semble oublier qu'il ne s'agit ici que des municipalités aidées ou banqueroutières et dont les obligations sont remplies par les autres municipalités. Le tuteur, qui est la Commission, vient nous demander de nouveaux pouvoirs pour remplir la fonction que nous lui avons assignée, et je crois que nous devons les lui accorder. C'est le droit que possèdent tout curateur et tout tuteur. Elle veut administrer les municipalités en banqueroute. Je ne comprends pas bien le sens de la discussion que l'on nous engage. L'opposition semble vouloir prendre une attitude nouvelle sur ce projet. Le comité des bills privés l'a étudié. Pourquoi l'opposition fait-elle tant de façons? Pourquoi discuter âprement chaque ligne? Les explications nécessaires ont été données et les députés de l'opposition ont paru satisfaits. L'avocat de la Commission, le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau), a donné toutes les explications, tous les renseignements. Dans ces conditions, je crois que la Chambre devrait adopter les décisions du comité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'opposition exerce un droit incontestable en discutant ce projet, et l'honorable premier ministre ne doit pas donner à notre attitude le sens qu'elle n'a pas. La Chambre devrait-elle se considérer définitivement engagée par le vote du comité des bills privés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) n'a pas cette prétention, mais il veut que l'opposition ne se fasse pas du capital politique aux dépens de la Commission métropolitaine.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Je demande le rejet de cet article.

Des voix ministérielles: Non, non.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): L'honorable premier ministre devrait discuter la question à son mérite. En vertu de la loi, aucune municipalité ne peut acheter quoi que ce soit sans le consentement de la Commission. Voilà qui protège tout le monde. Pourquoi alors donner ce nouveau pouvoir? On ne peut justifier cette mesure. On veut simplement se substituer aux conseils sans raison.

L'article 2 est adopté sur division.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. La Commission a en outre le pouvoir d'intenter en justice, au nom et aux frais de toute municipalité aidée par elle, toute action qu'elle croira utile ou nécessaire dans l'intérêt de cette municipalité, sans être obligée d'obtenir le consentement de cette dernière ni de constater son refus."

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Voilà encore un privilège exorbitant auquel nous nous objectons. Voilà une loi dont le premier ministre ne devrait pas être fier, et je suis surpris que la droite en fasse une question de parti quand il s'agit d'une question municipale. Cette disposition est absolument arbitraire, et, dans ce cas, la Commission se substitue aux conseils municipaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quand un homme est en banqueroute, c'est son curateur qui agit pour lui. Nous sommes en présence d'une municipalité en banqueroute. La Commission fait l'office de curateur. Celle-ci, chargée de payer ses obligations, veut avoir le droit de prendre les procédures qui seront nécessaires au nom de la municipalité. Si elle a un bon recours en loi, n'est-ce pas dans l'intérêt des contribuables qu'elle intente l'action? Nous n'enlevons pas le droit à la municipalité de prendre des procédures elle-même quand il y aura nécessité.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Il y aura le danger que deux actions soient intentées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est le cas d'un tuteur qui administre.

L'article 3 est adopté sur division.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. Lorsque le conseil d'une municipalité aidée néglige ou refuse de siéger pendant deux mois consécutifs, la Commission est substituée de droit au dit conseil et elle peut ensuite exercer tous les pouvoirs de ce dernier sans être obligée de donner l'avis de 30 jours requis par les articles 9 et 12 de la loi 14 George V, chapitre 107. Le conseil en défaut ne peut ensuite recouvrer l'exercice de ses pouvoirs qu'avec la permission de la Commission."

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) dénonce les pouvoirs arbitraires dont le bill revêt la Commission.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) dénonce les pouvoirs arbitraires dont le bill revêt la Commission. Il ne croit pas qu'on puisse assimiler le cas de la Commission à celui d'un curateur ordinaire.

L'article 5 est adopté sur division.

Les articles 6 et 7 sont adoptés.

M. Renaud (Laval): Je veux proposer un amendement disant que, durant les 20 années qui suivront la sanction de la loi, les terres des cultivateurs de la ville Saint-Michel, en culture ou affermées, ne pourront être évaluées à plus de \$100 l'arpent si les terres contiennent une superficie d'au moins 15 arpents. Mon but est de protéger les cultivateurs contre les taxes trop élevées. Je crois qu'on devrait faire une évaluation raisonnable.

Il propose qu'après l'article 7 on insère l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. L'article 522 du chapitre 102 des statuts refondus de Québec, 1925, est remplacé pour la ville Saint-Michel par le suivant:

"522. Durant les vingt années qui suivront la sanction de la présente loi, nulle terre en culture ou affermée, ou servant au pâturage des animaux, de même que nulle terre non défrichée ou terre à bois, ne pourra être évaluée à plus de \$100 l'arpent si elle contient une superficie d'au moins quinze arpents.

"La susdite évaluation comprend les granges, écuries et autres bâtiments desservant ladite terre, de même que les chevaux, bêtes à cornes et autres animaux et volailles de la ferme, et aussi les carrosses, voitures d'hiver et d'été de tous genres, instruments agricoles et, généralement, tous leurs meubles en usage pour l'exploitation ordinaire de la ferme; elle comprend également la maison d'habitation à l'usage personnel au cultivateur, pourvu qu'elle soit d'une valeur n'excédant pas \$3,000, mais ne comprend ni la maison d'habitation qui excède cette valeur ni les autres maisons érigées sur la ferme."

Je crois qu'on devrait faire une évaluation raisonnable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si vous n'y croyez pas, prenons le vote².

M. le président: Ceux qui seront en faveur de l'amendement voudront bien se lever.

L'article 8 est adopté.

L'ancien article 8 est devenu l'article 9.

L'article 9 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

New Beth Jehuda Synagogue

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 57 constituant en corporation New Beth Jehuda Synagogue.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Stanley Presbyterian Church

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 95 constituant en corporation Stanley Presbyterian Church.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Smart (Westmount) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Démission de William Stavert comme membre de la Commission des liqueurs

M. Duranleau (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la lettre de démission de Sir William Stavert

comme membre de la Commission des liqueurs, et de l'accusé de réception, ainsi que toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre le gouvernement ou la Commission des liqueurs et Sir William Stavert ou toute personne se rapportant directement ou indirectement à ce départ ou à cette démission.

Adopté.

Affaire de la barge Tremblay et démission du général Panet

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. L'Archevêque), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre le procureur général, l'assistant procureur général ou tout fonctionnaire ou employé du département du procureur général ou entre la Commission des liqueurs de Québec et le général Panet, au sujet de l'affaire de la barge Tremblay et aussi concernant sa démission comme chef du service secret ou du service des détectives de la Commission des liqueurs.

Adopté.

Chef de police de Paris

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) prie le président d'appeler une motion du chef de l'opposition. Laquelle? dit-il.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 44 ou 45.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pour 45, je ne suis pas prêt parce qu'il s'agit de l'administration de la police et mon sous-ministre est absent depuis au-delà d'un mois. Je pourrais avoir besoin de ses lumières.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh! Je veux tout simplement savoir si l'honorable premier ministre s'est occupé de faire venir un chef de police de Paris.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je vous donnerai tous ces renseignements.

Commissariat de la province et son agent à Londres

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement

et toute personne, depuis le 1^{er} août 1924 jusqu'à ce jour, relativement au commissariat de la province et de son agent de Londres.

Je n'ai aucun reproche à faire au nouvel agent, nommé récemment, peut-être au grand déplaisir de quelqu'un qui n'est pas éloigné du premier ministre. Je veux simplement des renseignements sur le fonctionnement de ce bureau pour lequel la province paie des sommes considérables. Aucun rapport n'a jamais été fait par les agents qui nous ont représentés là-bas. La dépense est-elle justifiée? Il en a été question l'an dernier, et le premier ministre a annoncé qu'il était en train de modifier considérablement l'organisation de ce bureau. Cette organisation doit être complétée, mais aucun rapport n'est encore venu.

Il exprime le souhait de découvrir, pour son information personnelle et celle des gens qu'il représente, si le bureau du commissariat provincial à Londres vaut le montant d'argent pour lequel on demandera à la Chambre de voter cette session. Cette information s'avère plus nécessaire que jamais, puisqu'il est dans l'intention du gouvernement de demander à l'Assemblée de voter en faveur d'une somme beaucoup plus importante qu'avant pour le même service.

Nous pensions qu'on nommerait là un homme compétent. On parlait de fromage, fromage de la province et non du gouvernement. La nomination est faite. On a nommé le shérif de Montréal. Je n'ai rien à dire contre lui, mais je trouve qu'il a été chanceux. Nous ne voulions pas perdre un des membres du cabinet, mais un homme dont tout le monde parlait aurait eu la compétence pour faire de la propagande pour notre fromage et notre beurre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous l'avons gardé pour vous faire plaisir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre sait de qui je veux parler. Je n'insiste plus.

On va doubler les dépenses de ce bureau de Londres. Aurons-nous alors un rapport de ses activités, un rapport à la Chambre? Maintenant qu'il est réorganisé, va-t-il s'occuper de la vente en Angleterre de nos produits laitiers et de tous nos autres produits? Malgré son agent londonien, la province ne figurait pas à l'exposition de Wembley, les produits avaient été mélangés avec ceux de toutes les autres provinces du dominion. Peut-être est-ce dû à l'inaction de l'officier représentant le Québec, ou encore est-ce imputable au gouvernement provincial, qui a failli à sa tâche de faire les représentations qu'il

fallait aux personnes qu'il fallait. J'ai entendu des critiques à ce sujet. Si le bureau de la province à Londres ne donne pas de meilleurs résultats, pourquoi ne pas se contenter du commissariat canadien qui pourrait prendre en charge les intérêts généraux du pays? S'il faut en croire les rumeurs, tout ne serait pas au mieux dans la capitale britannique, pour notre province. Il y aurait des frictions entre notre bureau et celui du dominion. J'espère que le nouveau bureau fera mieux et qu'il sera mieux organisé. S'il est juste qu'il y en ait un, nous devons avoir un rapport complet de ses activités.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le chef de l'opposition veut savoir ce qui se passe chez notre commissaire de Londres. Il demande si nous faisons la réorganisation promise. Il voudrait s'enquérir des dépenses. La réorganisation du bureau de Londres est en cours. Cette année, on demandera à la Chambre d'y affecter un subside beaucoup plus considérable. La province de Québec n'est pas la seule à avoir un agent à Londres. Toutes les autres font de même. L'Ontario dépense \$75,000³ annuellement pour ce commissariat. La raison pour laquelle on demande de voter plus d'argent pour ce bureau, c'est que les autres provinces dépensent beaucoup plus pour leurs agences. Avons-nous de bons résultats? Sans aucun doute. Le chef de l'opposition n'a qu'à lire les journaux canadiens de Londres pour se rendre compte que notre province est mieux connue que jamais en Grande-Bretagne, et cela grâce à notre agent là-bas.

La province n'a pas exposé à Wembley, n'ont plus qu'aucune autre province.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Nous avons demandé le droit d'exposer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

À cette exposition, aucune des provinces n'exposa séparément, car aucune n'en obtint l'autorisation. C'est le gouvernement fédéral et les compagnies de chemin de fer qui se sont chargés d'exposer les produits canadiens, y compris ceux de la province de Québec. Ceux-ci étaient exhibés au milieu de tous les autres du pays. À qui la faute? Assurément pas à la province de Québec. Malgré tout, les produits de chez nous ont fait, là-bas, très bonne figure. Le chef de l'opposition demande des rapports. Nous allons le satisfaire en mettant devant lui une correspondance volumineuse venue de notre commissariat. Il verra que l'on y fait un excellent travail.

Pendant la maladie de feu l'honorable M. Pelletier, les affaires du bureau de Londres ont été un peu négligées, et cela se comprend. Il avait été malade pendant plusieurs années avant de revenir au Canada en congé exceptionnel, et même après son arrivée au pays il a encore connu une mauvaise santé pendant plus d'un an. Dans ces conditions, il était seulement naturel que, malgré toute la bonne volonté du commissaire, les affaires du bureau de Londres n'aient pas été menées aussi efficacement qu'on aurait pu le désirer. Et c'est dans ce but qu'il a été jugé nécessaire de procéder à des changements et à des améliorations, et pour cela des fonds supplémentaires sont requis. Depuis la nomination de M. Lemieux, nous sommes en train de gagner beaucoup de terrain sur le marché de Londres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le docteur Lemieux s'occupe de la partie commerciale?

J'aimerais savoir si le nouvel agent va s'occuper de faire marcher les affaires, faire en sorte d'établir de meilleures relations et de plus grandes possibilités d'affaires entre Londres et le Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

C'est M. Dent Harrison qui s'occupe de la partie commerciale. Il a très bien réussi. La vente de nos produits en Angleterre, fromage, miel, etc., a décuplé. On croit que l'Égypte deviendra un excellent centre d'exportation pour les produits de la province de Québec. Lorsque le docteur Lemieux est venu au Canada, dernièrement, il nous a dit qu'il espérait trouver de nouveaux marchés pour les produits de la province de Québec et nous sommes certains qu'il réussira. Nous allons accorder au bureau d'autres octrois, et l'on pourra faire assez de propagande pour profiter plus amplement du marché anglais. Des rapports nous seraient envoyés au besoin et le nouvel agent contribuerait indubitablement à une importante amélioration des relations d'affaires entre la province et la mère patrie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se lève.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Un mot au sujet de l'insinuation de l'honorable chef de l'opposition qu'un membre du cabinet devait être nommé commissaire à Londres. Je connais mon honorable ami et il a voulu me viser. Le sourire narquois, parfois méprisant du chef de l'opposition veut souvent en dire long. Je déclare que jamais, ni de près ni de loin, ni directement ni indirectement, je

n'ai demandé cette position. Ni de près, ni de loin, ni directement, ni indirectement, on ne me l'a offerte et, si on me l'avait offerte, je l'aurais refusée. Je ne tiens pas à émigrer à Londres. Je veux rester dans la province de Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis content d'apprendre que l'honorable ministre de l'Agriculture entend mourir dans la province de Québec.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Le plus tard possible.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Eh bien, je ne peux que féliciter le ministre de l'Agriculture et lui souhaiter de vivre 50 autres années ou plus.

J'espère que la correspondance démontrera que cette agence est utile, car nous n'avons reçu aucun rapport des activités de notre représentant à Londres et il est juste que la Chambre, appelée à voter des subsides pour cette représentation, sache ce qu'elle rapporte à la province.

La proposition est adoptée.

Dépôt de documents:

Achat de débentures par la cité de Trois-Rivières

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 15 février 1926, pour copie de toute correspondance, etc., entre le département du trésorier de la province et celui des Affaires municipales, et aussi copie de toute correspondance, etc., entre le département des Affaires municipales et la cité de Trois-Rivières, concernant l'achat de débentures par la cité pour ses fonds d'amortissement. (Document de la session no 43)

Élévation des droits sur les produits agricoles venant des États-Unis

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 18 février 1926, demandant la production de copie de toute correspondance échangée entre le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) et le gouvernement fédéral au sujet de l'élévation des droits sur les produits agricoles des États-Unis entrant au Canada, depuis le 1^{er} janvier 1924. (Document de la session no 44)

Voyage de l'assistant procureur général aux États-Unis

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 17 février 1926, pour copie de toute correspondance échangée entre l'assistant procureur général de la province et toute personne au sujet de son voyage aux États-Unis, à la veille de la clôture de la session, en décembre 1922. (Document de la session no 45)

Ligue de survivance française et usage de la langue française

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 février 1926, pour copie de toute correspondance échangée entre le département du trésorier de la province et la Ligue de la survivance française depuis six mois au sujet de l'usage de la langue française. (Document de la session no 47)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Demain après-midi, à 2 h 30, aura lieu la translation des restes de Sa Grandeur Mgr Roy. La Chambre est invitée à y assister. Nous serons de retour ici vers 3 h 15 ou 3 h 30.

La Chambre s'ajourne à demain, à 3 heures.

La séance est levée.

NOTES

1. Dans *La Patrie*, on mentionne \$300,000.
2. Dans *Le Soleil*, M. Renaud s'attendait à des résistances, il n'en eut nulle part. Les ministres accueillirent sa littérature avec un large sourire.
3. Dans *L'Événement*, on parlait de \$35,000.

Séance du jeudi 25 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 50.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Enquêtes
des douanes**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avant de passer à l'ordre du jour, M. l'Orateur, je désire attirer l'attention de l'honorable premier ministre sur le fait que son nom a été mentionné par un témoin à l'enquête des douanes. Une dépêche d'Ottawa, publiée dans *La Presse* de mercredi, portait qu'un certain M. Sparkes avait nommé le procureur général de la province de Québec. Est-ce que l'honorable premier ministre a l'intention de faire une déclaration à ce sujet?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le témoin en question, M. R. P. Sparkes, a déclaré qu'il était venu me voir. C'est exact. Il est le secrétaire de la Commercial Protective Association. Il m'a dit que les lois des douanes ne protégeaient pas suffisamment le commerce et l'industrie de Montréal. Je lui ai dit d'aller à Ottawa pour obtenir des amendements aux lois des douanes. Le gouvernement provincial non plus que le bureau du procureur général n'ont rien à y voir. Si l'honorable chef de l'opposition veut proposer une motion demandant la correspondance, je crois qu'il y a eu des lettres d'échangées et nous les produirons avec plaisir.

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 68 constituant en corporation Shaare Zion Congregation.

Loi des terres et forêts

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 36 modifiant la loi des terres et forêts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Voitures d'hiver

M. Fortier (Beauce) demande la permission de présenter le bill 144 modifiant la loi concernant les voitures d'hiver.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Contraventions
à la loi des liqueurs**

M. Bastien (Québec-Comté): 1. Quels sont les noms et adresses des personnes qui ont été trouvées coupables dans la province de Québec pour contravention à la loi des liqueurs, depuis le 1^{er} janvier 1924 jusqu'à date?

2. Pour quelle contravention chacune de ces personnes a-t-elle été condamnée depuis le 1^{er} janvier 1924 jusqu'à date?

3. Quels sont les noms et adresses de toutes les personnes qui ont été condamnées depuis le 1^{er} janvier 1924 jusqu'à date et quelle a été la condamnation dans chaque cas?

4. Quels sont le nom ou les noms des personnes qui ont purgé leur peine en entier, depuis le 1^{er} janvier 1924 jusqu'à date?

5. Quels sont les noms et adresses des personnes qui, bien que condamnées, n'ont subi aucune peine, depuis le 1^{er} janvier 1924 jusqu'à date?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement ne croit pas qu'il soit juste d'insérer dans les journaux de cette Chambre les noms des personnes qui, ayant satisfait aux condamnations prononcées contre elles, ont droit de ne pas se le faire répéter publiquement.

Eugène Marquis

L'ordre du jour appelle la considération de la question suivante.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri)¹: 1. Le gouvernement de cette province a-t-il à son emploi un nommé Eugène Marquis, E.E.D.?

2. Dans quel département est-il employé?

3. Quel est son salaire?

4. Depuis quand est-il à l'emploi du gouvernement de cette province?

5. Combien d'heures d'ouvrage donne-t-il chaque jour?

6. Ce monsieur Eugène Marquis est-il le même Eugène Marquis qui a fait la campagne dans le comté de Bonaventure, aux élections de l'automne 1924?

7. Est-il le même que celui qui a fait la campagne pour le Parti libéral, lors des dernières élections fédérales?

8. Dans l'affirmative, pendant son absence de Québec, a-t-il continué de toucher son salaire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) soulève un point d'ordre et objecte que, contrairement à l'article 560 du règlement, la question contient des énonciations de faits qui ne sont pas indispensables pour rendre la question intelligible. Un membre n'a pas le droit de faire des insinuations ou des accusations lorsqu'il soumet une question à la Chambre. Si le député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) veut simplement savoir si, oui ou non, M. Marquis est un employé du gouvernement et quel salaire il reçoit, il peut recevoir cette information, mais il ne peut demander si le même M. Marquis a participé activement à la campagne électorale. J'en appelle à l'Orateur.

M. l'Orateur décide que la question est irrégulière parce que contraire aux prescriptions de l'article 560 du règlement.

M. Bray, qui a posé la question, étant absent en ce moment, je rendrai ma décision au cours de la séance.

Dépenses pour travaux à l'École des beaux-arts de Montréal

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Depuis la réponse du 27 février 1925, d'autres sommes ont-elles été dépensées: *a)* pour le terrain; *b)* pour la construction; *c)* pour l'aménagement de l'École des beaux-arts de Montréal?

2. Dans l'affirmative, lesquelles dans chacun des cas?

3. Depuis la construction de cette école, des réparations ont-elles été faites?

4. Dans l'affirmative: *a)* lesquelles; *b)* quand; *c)* par qui?

5. Quel en a été le coût?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1 et 5. *a)* Rien; *b)* Rien; *c)* \$3,525.

2 et 3. Transformation du logement du directeur en ateliers.

4. *a)* Nouveaux ateliers; *b)* juillet et août et septembre 1925; *c)* Collet & Frères.

Dépenses pour travaux à l'École des hautes études commerciales

M. Pellerin (Maisonnette): 1. Depuis la réponse du 24 mars 1925, d'autres sommes ont-elles été dépensées: *a)* pour le terrain; *b)* pour la construction et les réparations; *c)* pour l'aménagement de l'École des hautes études de Montréal?

2. Dans l'affirmative, lesquelles dans chacun des cas?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1 et 2. Non.

Banquets donnés par la Commission des liqueurs

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Combien de grands dîners ou banquets ont été donnés par la Commission des liqueurs au Pied-du-Courant pendant les deux dernières années?

2. Ces banquets sont-ils donnés pour aplanir des différends politiques parmi les libéraux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Aucun.

2. Quand il s'en donnera, ce sera pour célébrer la bonne entente. (Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève un point d'ordre et objecte que cette réponse est irrégulière en tant qu'elle ne se limite pas aux points touchés dans la question. M. l'Orateur, je crois que cette réponse est hors d'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si la réponse est hors d'ordre, la question l'était.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre n'a pas le droit de faire de commentaires dans une réponse à une interpellation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si l'honorable chef de l'opposition ne veut pas avoir de réponse comme cela, qu'il ne nous pose pas de question comme celle qu'il nous a posée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je demande la décision de l'Orateur.

M. l'Orateur: Il me semble que la réponse est dans l'ordre. Quant à la question 7 posée au début de la séance, je constate qu'elle réfère à une question de fait et je maintiens l'objection.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) remarque que l'article 576 des règlements semble donner raison au député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) sur l'interpellation du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde). Selon moi, dit-il, cet article signifie que la réponse à une question peut comprendre uniquement la simple réponse à la question, sans aucun commentaire de quelque ordre que ce soit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) ajoute que, si l'Orateur maintient que la réponse du premier ministre est conforme à la loi, il en appellera à la Chambre du jugement du président.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si la réponse est illégale, la question l'est à plus forte raison.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La réponse contient une malice.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Pas du tout, c'est la question qui est malicieuse.

M. l'Orateur: Puisque le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) attire mon attention sur l'article 576, je rendrai ma décision au cours de la présente séance.

**Code de procédure civile,
article 1092**

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 modifiant l'article 1092 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Examen préalable

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 154 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le bill soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

Demandes de documents:

**Taux de l'énergie électrique de
la Cedars Rapids et de la
Montreal Power Co.**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le vendredi 17 février courant: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, résolutions, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et le conseil municipal de la cité de Valleyfield au sujet des taux et de la disponibilité de l'énergie électrique dont la Cedars Rapids et la Montreal Power Co. disposent pour des fins industrielles.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

L'honorable député de Beauharnois nous a dit que l'Algonquin Pulp and Paper Co. s'était établie à Ogdensburgh, N.Y., au lieu de s'établir à Valleyfield. Mon honorable ami a attribué cette décision de la compagnie Algonquin aux prix de l'électricité fournie par une compagnie canadienne, la Cedars Rapids. Ces prix, dit-il, sont plus élevés au Canada qu'aux États-Unis. Je n'ai pas les taux officiels, mais je prends la parole de mon honorable ami. La raison de l'établissement de l'Algonquin Pulp and Paper Company à Ogdensburgh n'est pas celle que mon honorable ami nous a dite. Il y avait déjà une pulperie à Ogdensburgh et la compagnie qui en est propriétaire avait un terrain et une fabrique qui ne lui servaient pas. L'Algonquin est justement une filiale de cette compagnie et il est tout naturel que, réflexion faite, les directeurs de l'Algonquin aient décidé d'aller aux États-Unis.

Il n'admet pas que l'électricité produite dans la province de Québec par la Cedars Rapids soit vendue meilleur marché aux États-Unis qu'à Valleyfield. La Cedars Rapids fait affaire avec une filiale, la St. Lawrence Transmission Co., qui est elle-même une filiale de l'Aluminium Company. La St. Lawrence achète de l'énergie un peu partout, même aux États-Unis. Il est certain, cependant, que pas un cheval-vapeur de l'énergie produite dans la province de Québec n'est exporté à Ogdensburgh par cette compagnie.

Quant aux prix, le député de Beauharnois (M. Plante) prétendait que la Cedars Rapids vendait l'énergie à la St. Lawrence à raison de \$12.50 du cheval-vapeur. Sans avoir vu les contrats, je suis convaincu que l'information du député de Beauharnois est erronée. Pour une certaine quantité d'énergie, la St. Lawrence paie \$23 du cheval-vapeur et, pour une autre quantité, \$29, ce qui donne un prix moyen de plus de \$25. La St. Lawrence Transmission Co. fournit ce pouvoir électrique à la Massena au taux de \$23 le cheval-vapeur. Il est vrai toutefois qu'une certaine partie du surplus d'énergie de la Cedars Rapids est vendue à la St. Lawrence Co. au prix de \$16, mais avec la condition de non-garantie de livraison. C'est-à-dire que la compagnie qui achète ce surcroît de pouvoir n'est pas sûre de pouvoir toujours l'obtenir à bon marché. En tout temps, la Cedars Rapids peut discontinuer ce service. Cette énergie est vendue comme produit secondaire. Le fait n'est pas extraordinaire.

L'énergie électrique se vend meilleur marché dans la province de Québec qu'en n'importe quel endroit de l'État de New York. En certains endroits, à cause de la grande quantité vendue et de conditions spéciales, les prix sont au-dessous de \$16. Au Lac-Saint-Jean, la nouvelle compagnie vend sa force au-dessous de \$10 à son voisinage immédiat et, dans un rayon de 50 milles du territoire de la Quebec Development Co., elle la vend bien au-dessous de \$25. Sur le Saint-Maurice, sur l'Ottawa, à Trois-Rivières, à Shawinigan, on vend du pouvoir à des taux beaucoup plus bas que ceux d'Ogdensburgh.

Le gouvernement a jugé dans le passé que le pouvoir exporté se vendrait plus cher et, cette année, nous allons présenter une loi empêchant l'exportation en dehors du Canada. La Chambre peut être assurée que tous les efforts du gouvernement tendent à garder l'énergie dans notre province, pour le bénéfice de nos citoyens et le développement industriel.

M. Plante (Beauharnois): Je suis content des explications de l'honorable ministre, bien que,

dans mon opinion, elles soient imparfaites. Je n'ai présenté cette motion que pour être en état de donner des explications au conseil municipal de Valleyfield, étant sûr d'avance que le gouvernement n'aurait jamais permis une anomalie comme celle qu'on lui avait signalée.

Adopté sur division.

Dépôt de documents:

Taux de l'énergie électrique de la Cedars Rapids et de la Montreal Power Co.

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 25 février courant, pour copie de toute correspondance, résolutions, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et le conseil municipal de la cité de Valleyfield au sujet des taux et de la disponibilité de l'énergie électrique dont la Cedars Rapids et la Montreal Power Co. disposent pour des fins industrielles.

Demandes de documents:

Rachat des rentes seigneuriales

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le vendredi 17 février courant: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, documents se rapportant au rachat définitif des rentes seigneuriales.

Adopté sur division.

Motions des députés:

Inspection des écoles rurales

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il est désirable que le système d'inspection des écoles rurales de cette province soit modifié de manière à en obtenir un résultat plus efficace pour les élèves, plus avantageux pour les corporations scolaires, plus équitable pour les officiers préposés à l'inspection, et aussi en vue de suppléer autant que

possible au manque d'instituteurs dans nos campagnes ainsi qu'au manque d'expérience, dans certains cas. Que l'inspecteur ou principal devrait avoir sous sa juridiction moins d'écoles, afin qu'il puisse leur accorder le temps et l'attention que requièrent les institutrices et les élèves.

Cette motion, dit-il, est un des articles du programme adopté à la convention de l'opposition provinciale en 1922, à la suite d'un débat que j'avais provoqué à ce sujet à la session de la même année. Cette motion démontre l'intérêt pratique que porte l'opposition à l'enseignement dans nos écoles rurales. Elle s'attache aux premiers besoins de l'école rurale: l'efficacité de l'enseignement, afin que l'élève y trouve la formation dont il aura besoin dans les activités de sa vie et que la corporation scolaire n'y perde point ses deniers.

Plus que jamais ces conditions s'imposent, car une solide formation à l'école primaire est de plus en plus nécessaire. C'est là que doivent se dessiner et se développer les aptitudes et même les vocations. C'est là que le cultivateur et l'ouvrier en herbe doivent puiser les éléments d'instruction dont ils auront besoin dans l'accomplissement de leur devoir civique et dans la direction de leurs exploitations. L'éducation, la formation valent mieux que l'instruction, valent mieux que la multiplicité des matières.

Je répète ce que je disais ici en 1916: Savoir bien lire pour savoir parler convenablement, savoir écrire très lisiblement et assez correctement, savoir analyser, savoir compter pour tous les besoins généraux relatifs aux négociations ou aux marchés ordinaires, savoir un bon résumé de notre histoire, posséder son catéchisme, voilà ce qui s'impose d'abord. Savoir par cœur, mais surtout raisonner l'ensemble et connaître la source des renseignements supplémentaires, savoir l'importance des événements et des actes, voilà encore ce qui s'impose. Pour cela, il faut, chez le professeur, du goût, de l'aptitude, de l'expérience.

Nos écoles rurales sont dirigées par des institutrices de 18 à 23 ans. Il est constaté que l'institutrice ne se fait pas de l'enseignement une carrière. Elle y consacre quelques années de sa jeunesse avant la fondation de son foyer. Elle ne donne donc pas à l'enseignement sa vie, son temps, son attention, son âme. Ses aspirations portent ailleurs son cœur et sa pensée. L'institutrice a des qualités que nous devons apprécier; elle rend des services à notre jeunesse. Aussi, ma motion n'a pas pour but d'ignorer ses mérites, mais de lui donner l'assistance dont elle a généralement besoin. L'exception ne peut diminuer l'importance pratique de ma motion.

L'instituteur se fait de l'enseignement une carrière. Tout le porte à se perfectionner dans l'enseignement; il sait que sa compétence peut être le succès de sa vie et la prospérité de son foyer. Mais il n'y a plus d'instituteurs laïques dans nos campagnes et il est impossible d'avoir des religieux enseignants dans toutes les municipalités scolaires. Le salaire d'un instituteur laïque compétent et d'expérience est d'au moins \$1,200.

C'est un malheur que les instituteurs soient disparus, car ils ont joué un grand rôle dans la formation. Je connais des membres de cette Chambre qui ont été formés par les vieux instituteurs de nos campagnes et je les admire souvent dans les débats.

Je me rappelle avec émotion qu'un vieil instituteur me disait: "J'ai enseigné l'an dernier dans Gaspé; cette année, je suis ici et je ne sais pas où je serai l'an prochain." Il avait raison car, ayant eu maille à partir avec un enfant, il fut congédié.

Le moral du professeur influe beaucoup sur son enseignement. Il importe donc que l'instituteur soit à l'abri de ces misères qui font mépriser le métier ou la profession que l'on exerce. L'instituteur doit être considéré comme l'une des personnalités les plus respectées de la paroisse. Pour cela, il lui faut une situation enviable qui lui permette un régime de la vie convenable et d'exercer des activités nécessaires.

La corporation scolaire de la campagne n'a pas les moyens de payer un salaire raisonnable à un bon instituteur. Les revenus du cultivateur et du villageois ne permettent pas cette augmentation de dépenses. Les obligations de nos municipalités sont déjà trop lourdes. Les inspecteurs d'écoles peuvent-ils remplacer les instituteurs d'autrefois? Je ne le crois pas. Ils ne peuvent combler la lacune qui aggrave le problème scolaire, ayant actuellement sous leur juridiction une moyenne de 8,000 élèves et de grandes distances à parcourir pour visiter leurs écoles. Ils font deux courtes visites par année. L'inspection scolaire coûte par année \$150,000 et elle n'est pas pratique. Elle est insuffisante, inefficace ou nulle dans un trop grand nombre de cas. Elle ne donne aucune assistance à l'institutrice et aucun service aux élèves. La maîtresse d'école, laissée à sa seule expérience, est exposée à n'avoir aucun résultat, et la commission scolaire dépense de l'argent inutilement. Cependant, il y a là aussi de belles exceptions.

Le remède est dans une inspection plus complète, un inspecteur ou deux par comté, avec mission et obligation de faire toutes les visites que nécessiteraient les conditions de l'école. Si, dans telle école, il est nécessaire que l'inspecteur fasse pendant

un certain temps une visite tous les mois et y reste une journée, il remplira ce devoir jusqu'à ce qu'il y ait amélioration. L'inspecteur devrait être un "principal" ayant la direction et la responsabilité de l'enseignement dans un certain nombre d'écoles.

Une réforme s'impose. Il y a longtemps que je la réclame. L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) ne refusera pas de me reconnaître ce mérite. La réforme à réaliser, c'est d'améliorer l'inspection. L'inspecteur devrait diriger les travaux des écoles.

Si l'inspecteur était mis dans une meilleure situation, il pourrait obtenir de très beaux résultats. On pourrait nommer un principal dans les comtés qui seconderait l'inspecteur. Cette réforme coûterait de l'argent, mais ce serait de l'économie. L'inspecteur ou le principal deviendrait une personnalité et le problème des instituteurs serait réglé.

Je lis dans *l'Enseignement primaire*, no 5 du mois de janvier, une page (277) qui définit bien le rôle que devraient jouer tous les inspecteurs s'ils en avaient ou le temps, ou la compétence, ou les moyens.

J'arrive à l'improviste dans une école de filles: - Que faisiez-vous en ce moment, mademoiselle l'institutrice? - Je... Je... J'allais faire une petite dictée. - Et après? - Après, monsieur l'inspecteur, c'est la page d'écriture. Et après? - Après, ce sera l'heure de la sortie. - Eh bien, mademoiselle, veuillez continuer tranquillement votre classe, je vous écoute. Et la maîtresse, reprenant peu à peu son sang-froid que mon arrivée inopinée lui avait fait perdre, cherche dans un recueil la dictée libératrice et, lentement, très lentement, égrène tous les mots du texte, puis on change de cahier et l'on corrige par l'épellation interminable des moindres particules. Cela se fait trop rarement.

C'est bien le rôle que jouerait le principal visitant ses écoles. Il aurait l'autorité, l'ascendant que donnent la science, le jugement, la bienséance, la compétence.

M. Breton, instituteur, écrit aussi dans *l'Enseignement primaire*:

"L'autorité dans l'enseignement est un des sujets les plus graves que l'on puisse aborder, car c'est de l'autorité que découlent toute instruction, tout progrès, toute formation virile, enfin c'est avec elle que l'on s'achemine vers le but suprême: l'éducation."

"Les éducateurs à tous les degrés, dit un auteur, M. Keeffer, prétendent suppléer les parents dans l'exercice de leurs responsabilités et de leurs droits, dans l'exercice de leur autorité. Eux aussi communiquent de la vie ou du moins ils éveillent des

germes de vie, ils surveillent et guident leur développement. Ils participent donc à l'autorité des parents, et ils doivent exercer cette autorité comme eux, de concert avec eux, pour mener à bien l'œuvre de l'éducation.

"Toutes les méthodes raisonnables, entre les mains de gens habiles, dit Lacordaire, sont à peu près d'une égale efficacité, faisant ressortir par là l'importance du facteur personnel chez chaque éducateur, et ce facteur personnel est constitué principalement par les dispositions que l'éducateur apporte à l'exercice de sa profession.

"Les dispositions chez l'éducateur doivent correspondre à des dispositions favorables dans l'enfant, et l'éducateur doit mettre tout en œuvre pour développer ces dispositions favorables."

M. Kieffer ajoute: "Celui qui commande, par contre, doit avoir ce même sentiment qu'il fait partie d'un tout, que ses intérêts se confondent avec ceux de l'ensemble; il doit sympathiser avec le tout et n'imposer son autorité que pour rendre service. Oui, c'est bien le mot exact: l'autorité est un service; *Dei enim minister est in bonum*, (ép. de Saint-Paul aux Romains, XIII, 4) serviteur de Dieu, se surbordonnant au bien de ses dirigés."

N'est-ce pas l'inspecteur que je propose qui pourrait jouer ce rôle? C'est aussi ce "principal" qui pourrait faire l'éducation des enfants sur l'hygiène et sur une foule de réformes sociales qui s'imposent chez nous. C'est lui qui pourrait donner des leçons de civisme, former ce sentiment national qui pousse à bien connaître notre pays, qui fait admirer ses institutions et ses richesses naturelles, qui le fait plus aimer, qui fait mieux apercevoir et accepter les devoirs envers lui.

Faisons du principal de l'école rurale un apôtre dans nos campagnes. Accordons-lui un traitement et une latitude dignes de sa position, il accomplira avec efficacité des œuvres pour lesquelles nous avons dépensé déjà sans bénéfice et dans lesquelles nous voulons dépenser encore des centaines et des centaines de millions de dollars.

En rendant plus utiles nos écoles normales qui coûtent cher à la province, nous honorerons ses élèves tout en donnant aussi à nos écoles primaires et rurales l'aide la plus efficace et la plus salutaire, et toute l'importance et l'utilité qu'elles devraient avoir pour le bien de notre population.

L'honorable M. David (Terrebonne): Est-ce que mon honorable ami voudrait réunir plusieurs districts en un seul et nommer plus d'inspecteurs ou choisir les districts qui existent?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je crois que l'on devrait nommer tout simplement plus d'inspecteurs et créer ce poste de principal qui dirigerait plus attentivement le travail des institutrices. Je crois que l'honorable secrétaire provincial connaît assez bien la situation pour reconnaître que ma suggestion est pratique. Si l'éducation s'améliore dans nos campagnes, nous aurons de meilleurs citoyens dans notre province. Les dirigeants d'un pays ont besoin d'un peuple éclairé. Le principal, dont je suggère la création, pourra jouer le rôle d'éducateur dans nos campagnes. (Applaudissements)

L'honorable M. David (Terrebonne): Quand on parle de la petite école, il faut penser que le secrétaire de la province n'est, en cette Chambre, que le porte-parole du Conseil de l'instruction publique.

La question de l'inspection scolaire a toujours été une de nos premières préoccupations. On ne peut demander à une jeune fille de 20 ans ou moins de devenir une compétence du jour au lendemain, de donner à l'école qui lui est confiée une impulsion extraordinaire, de porter tout de suite son enseignement à un haut degré de perfection. C'est le rôle de l'inspecteur de compléter l'œuvre de l'institutrice, et pour avoir de bons inspecteurs, il faut les bien payer ou les mieux payer. J'admets que beaucoup des observations de l'honorable chef de l'opposition sont justes et méritent sérieuse considération. Ainsi, il demande que les inspecteurs puissent visiter plus souvent les écoles, et c'est raisonnable. Il serait plus efficace s'il lui était loisible d'aller dans les écoles à volonté. Cependant, le gouvernement s'est efforcé d'améliorer l'inspection. D'abord, il a porté le salaire minimum de \$1,400 jusqu'à un maximum de \$2,000, et il a accordé \$500 pour dépenses de voyage. La moyenne des écoles à visiter pour chacun des inspecteurs a été diminuée de 150 à 125. C'est un progrès. Le gouvernement se rend compte de la nécessité d'une bonne inspection.

Il est regrettable de constater que l'inspecteur est presque complètement disparu de nos écoles rurales. Cela tient peut-être à une autre cause que celle qu'indique le chef de l'opposition, à l'augmentation du nombre des religieux enseignants dans notre province. Les ordres religieux et les congrégations qui assument la dure responsabilité de labourer, de cultiver les cerveaux. Mais le fait n'en est pas moins que les commissions scolaires rurales aiment mieux payer \$1,500, \$2,000 ou \$3,000 pour trois instituteurs religieux que \$4,000, \$5,000 ou

même \$6,000 pour trois instituteurs laïques. Le nombre des congrégationnistes enseignants a considérablement augmenté dans notre province depuis quelques années. En 1914-1915, nous avions 1,590 frères enseignants et 2,077 en 1925.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle a été l'augmentation dans les villes et dans les campagnes?

L'honorable M. David (Terrebonne): En 1914 et 1915, nous avions 297 instituteurs laïques brevetés et 69 non brevetés. En 1925, nous en avions 700 brevetés et 61 non brevetés.

Je n'ai aucun reproche à adresser aux institutions religieuses qui, dans nos campagnes, rendent les bienfaits de l'instruction. J'admire leur œuvre, mais il est incontestable que le bon marché de leur enseignement a produit un effet sur le salaire des instituteurs auxquels elles font concurrence. Elles sont sans doute une des causes de l'exode de l'instituteur de nos campagnes. On ne peut s'empêcher de regretter la disparition de ces personnages distingués qui, après 30 ou 40 ans d'enseignement, étaient un exemple de probité, de savoir et de dévouement. Je ne veux pas dire que les instituteurs disparaissent entièrement. M. l'abbé Desrosiers, principal de l'école normale Jacques-Cartier, disait, dans un rapport récent, que la plupart des diplômés de cette institution devenaient des professeurs de carrière. Ils étaient employés partie à la ville, partie à la campagne, même dans l'Ouest canadien. Mais il semble que l'offre commence à dépasser la demande. La concurrence faite par les institutions religieuses est en train de faire décroître la profession chez les laïques. Cette disparition est regrettable car l'instituteur laïque a rendu, autrefois, de signalés services. L'abbé Desrosiers, à ce sujet, déclarait que les mauvais jours d'autrefois pouvaient renaître pour l'instituteur. L'école normale continuera sans doute à répondre à sa mission. Outre les instituteurs qu'elle a fournis à la province, elle a même formé des hommes d'élite pour toutes les professions et pour la Législature.

C'est à de modestes instituteurs de campagne que plusieurs des hommes qui ont illustré notre race ont dû leur formation. La carrière d'instituteur est l'une des plus nobles qui soit et qui peut former des hommes remarquables. Cette carrière, d'ailleurs, ne mène-t-elle pas à tout, même au parlement? Un normalien n'a-t-il pas été élu récemment membre de cette Législature? J'espère que nous aurons le plaisir de l'entendre parler de cette question et nous faire des propositions dans l'intérêt de notre jeune

génération. Je voudrais que le titre de normalien ait, dans la province de Québec, la même valeur qu'il a en Europe. J'espère que, dans ce débat dépourvu d'acrimonie, ce normalien distingué soit le dernier qui ait fait le choix de la carrière politique. Les débats sur l'instruction publique doivent être dépourvus d'acrimonie.

Pour revenir au sujet, je remarque que le chef de l'opposition se plaint de ce que les territoires des inspecteurs sont trop grands. Depuis 1914-1915, le nombre des inspecteurs a été porté de 39 à 52. Pendant ces 10 années, 13 nouveaux districts d'inspection ont été établis. Par le fait, les territoires à visiter ont été rapetissés. Il faut accorder au gouvernement le mérite d'avoir compris la nécessité de ce que demande le chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que cette augmentation n'est pas due aux progrès de la colonisation, à la création de nouvelles paroisses?

L'honorable M. David (Terrebonne): Que mon honorable ami soit assuré que le jour où nous pourrions faire davantage et augmenter le nombre des visites, nous le ferons avec empressement. Cette augmentation a réduit le nombre des écoles que les inspecteurs ont à inspecter. En 1914, chaque inspecteur avait 150 écoles sous sa juridiction; aujourd'hui, il en a 123 ou 125.

Mais je concours dans les remarques de l'honorable chef de l'opposition quand il a dit que les inspecteurs pourraient faire plus de deux visites aux écoles. Si le gouvernement trouve de nouvelles sources de revenus, j'entends bien continuer dans cette direction et avancer ainsi la cause de l'instruction publique.

Le député de Deux-Montagnes a fait allusion aux programmes des petites écoles. Il fait bien de s'y intéresser. C'est un problème de première importance. Je me demande si, dans les écoles rurales surtout, on ne devrait songer à établir, grâce à un enseignement normalien rationnel, une année entière sans aucun livre. Au cours de cette année préparatoire, la maîtresse ou l'instituteur tâcherait de développer le sens de l'observation chez l'enfant et former le raisonnement et le jugement. Cela rendrait plus faciles, dans la suite, la lecture et l'écriture, car, jusqu'à son insu, le raisonnement se forme dans l'esprit même d'un enfant de sept ans. On veut enseigner trop vite à l'enfant la lecture et l'écriture. Le développement de certaines facultés, pour ce qui est de l'éducation, ne doit-il pas passer avant l'instruction pure et simple?

Dans certains milieux, on devrait moins bourrer les crânes et s'appliquer plutôt à donner une instruction proportionnée aux besoins du rôle futur de l'enseigné. Il faut avant tout une moyenne d'éducation pour la masse. Ensuite, certains esprits d'élite pourront poursuivre plus loin leurs études et aller jusqu'aux professions.

Tous les enfants ne peuvent aspirer à la supériorité intellectuelle. Ce qu'il faut enseigner d'abord, c'est un minimum de connaissances. Après la quatrième ou la cinquième année, instituteurs et institutrices devraient être capables de faire une sélection parmi les élèves pour diriger vers les écoles complémentaires seulement ceux qui peuvent en bénéficier. Quant aux autres, il importe de leur apprendre la lecture, l'écriture, le calcul, suffisamment d'histoire de notre pays, la géographie, et surtout le catéchisme. Cette somme de connaissances est suffisante pour les besoins d'une vie modeste et heureuse. Ce développement rendrait plus facile l'enseignement et préparerait le petit cerveau au jugement. Je sème cette idée après bien d'autres.

Des voix de l'opposition: Très bien, très bien.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je crois qu'on ne doit pas apprendre aux enfants trop vite. Il faut les préparer à l'enseignement avant de la leur donner. Je ne pose pas au pédagogue, mais c'est là mon opinion que je me suis faite après avoir beaucoup écouté.

(Applaudissements)

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Le bon esprit qui a présidé à ce débat m'invite à y ajouter quelques mots. Je ne voudrais pas que l'honorable secrétaire provincial fasse un reproche aux écoles normales de laisser partir leurs élèves et les conduire au parlement. Le secrétaire de la province (l'honorable M. David) m'a mis dans l'embarras en parlant aussi favorablement des normaliens. Je ne sais si c'est mon titre de normalien qui m'a valu le bonheur - si c'en est un - d'être élu député. Je tiens à déclarer que je ne suis pas le premier normalien à faire partie de la Législature. Les écoles normales nous ont donné un ancien gouverneur, Sir Évariste LeBlanc, un juge éminent de la Cour d'appel, M. le juge Rivard, plusieurs personnalités qui ont fait honneur à notre province. Je crois même que l'École normale de Québec a donné à cette Chambre son distingué président, l'honorable M. Francoeur.

L'honorable secrétaire provincial réalise - et je l'en félicite de tout cœur - que notre système d'inspection est insuffisant. Si l'on me permettait de m'arrêter sur le rapport de l'inspecteur de mon district, M. Désormeaux, ce rapport est bien fait; il est fait d'une façon très intelligente. M. Désormeaux a 142 écoles sous sa juridiction dans les comtés d'Argenteuil, de Terrebonne, Papineau et Labelle. Comment peut-on espérer que cet inspecteur fasse même deux visites à ses écoles?

L'inspecteur d'école est un collaborateur essentiel à l'instruction primaire de notre province. Il ne faut pas que l'inspecteur visite chaque école une ou deux fois par année et à la grande terreur de la maîtresse. Il faut que celle-ci le considère comme un ami, un collaborateur sur lequel elle peut constamment compter dans l'accomplissement de sa tâche.

Le système actuel d'inspection des écoles ne donne pas le rendement qu'il devrait parce que chaque inspecteur a un territoire trop grand. Le rapport du surintendant de l'Instruction publique indique que pas un inspecteur n'a moins de 140 ou 150 écoles à visiter. Avec une année scolaire de 185 jours environ, croit-on qu'il est possible que ce fonctionnaire fasse plus de deux visites?

L'honorable secrétaire provincial nous a dit que c'est son intention d'augmenter le nombre de ses inspecteurs. Si le gouvernement trouve des revenus, j'espère qu'il paiera aux inspecteurs des traitements en rapport avec l'importance de leurs fonctions. L'inspecteur est moins bien jugé chez nous que dans l'Ontario. Il devrait être mieux traité que cela. J'appuie cette motion, que l'honorable secrétaire provincial a accueillie avec tant de bienveillance, et j'espère que l'on assurera aux inspecteurs d'écoles le traitement qu'ils méritent.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Hamel), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 10 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;

- bill 14 relatif à l'île d'Anticosti;

- bill 24 modifiant la loi des syndicats professionnels;

- bill 25 modifiant la loi des architectes;

- bill 31 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à l'exercice de certaines fonctions publiques;

- bill 33 modifiant la loi des cités et villes et le Code municipal relativement au recouvrement des taxes;

- bill 72 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie;

- bill 77 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Brunet à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen.

Taxes à payer par la Montreal Island Power Company à la corporation municipale de Saint-Vincent-de-Paul

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 69 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company à la corporation municipale de Saint-Vincent-de-Paul.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

Refuge Notre-Dame-de-la-Merci

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 constituant en corporation le Refuge Notre-Dame-de-la-Merci soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Décisions de l'Orateur:

Banquets donnés par la Commission des liqueurs

M. l'Orateur rend ainsi qu'il suit sa décision sur le point d'ordre soulevé par le chef de l'opposition à une réponse que l'honorable premier ministre a faite à une question posée par le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), au commencement de la séance.

La réponse "2. Quand il s'en donnera, ce sera pour célébrer la bonne entente", est étrangère au point touché dans la question du député de Montréal-Sainte-Marie et, par conséquent, irrégulière. D'ailleurs, si l'on avait attiré mon attention sur cette question avant qu'elle fût posée, je l'aurais déclarée elle-même irrégulière, car elle ne se rapporte aucunement à une affaire d'intérêt public.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il est encore temps.

M. l'Orateur: En effet, il faut la déclarer hors d'ordre. La question de M. Bray étant hors d'ordre, elle doit être également rayée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 7 h 30

Demandes de documents:

Élevage du renard

M. Hamel (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Richard), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, documents entre le gouvernement et l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) et toute personne concernant l'élevage du renard dans la province de Québec.

Je suis d'avis qu'il faut encourager cette industrie par une organisation pratique. Des milliers de dollars sont engagés annuellement dans l'élevage du renard argenté, et ils ont démontré que, dans les centres bien organisés, les profits sont considérables. Quelques expériences faites dans notre province, il est vrai, n'ont pas été très heureuses. Mais à quoi tiennent ces insuccès? Ils tiennent à ce que bien des cultivateurs se sont livrés à cette industrie sans avoir l'expérience nécessaire. Faute de connaissances pratiques, ils ont encouru des pertes. Il serait possible de prévenir cela par une bonne propagande, par l'association, en lançant une campagne d'éducation en faveur de cette industrie, afin de fournir tous les renseignements nécessaires à ceux que la chose intéresse.

Un ou deux experts en la matière devraient être chargés de visiter les renarderies et de donner aux éleveurs les conseils dont ils ont besoin.

La question de l'enregistrement des renards a été trop négligée. Les inspecteurs fédéraux passent trop tard pour leur inspection régulière et ils empêchent ainsi nos éleveurs de vendre leurs sujets pour fins de reproduction. L'élevage du renard a pris assez de développement pour mériter toute notre attention. Avec un effort concerté et des encouragements, il nous est possible de rivaliser avantageusement avec l'Île-du-Prince-Édouard, mais il faut pour cela donner à tous les éleveurs l'aide et l'encouragement dont ils ont besoin.

M. Bastien (Québec-Comté) dit que l'élevage du renard noir argenté, dont l'Île-du-Prince-Édouard avait jusqu'à quelques années le monopole, a pris un essor considérable dans la province de Québec depuis 10 ans. Chose extraordinaire, les premiers sujets qui ont produit cette grande quantité de renards à l'Île-du-Prince-Édouard venaient de la province de Québec, pays par excellence pour la fourrure, à cause du climat très froid. À cause du climat, le renard de la province de Québec est supérieur à celui d'ailleurs.

On a compris enfin, dans notre province, que l'élevage du renard est une industrie. Tandis qu'en 1923 il y avait dans cette province 211 établissements d'élevage, nous en comptons 295 en 1924, dont 277 consacrés exclusivement au renard, et il est certain que le nombre est destiné à augmenter encore.

Le dernier *Annuaire statistique* de la province note une diminution alarmante des revenus bruts dérivés de l'agriculture; de \$460,462,000 qu'ils étaient en 1920, ils sont tombés à \$318,216,000 en 1921, à \$266,357,000 en 1922, à \$241,842,000 en 1924. Les revenus dérivés des récoltes ont diminué, ainsi que les revenus dérivés des animaux de la ferme, des produits laitiers, des fruits et des légumes, des volailles et des œufs, du tabac, de la graine de foin et de trèfle. Il n'y a que deux augmentations, pour les dérivés de l'érable et l'élevage des animaux à fourrure. De \$40,000 qu'ils étaient en 1920, ils sont passés à \$117,000 en 1921, à \$168,000 en 1923 et à \$178,000 en 1924.

Celui qui est le plus à même de faire l'élevage des renards est bien le cultivateur. Il est aussi facile, en effet, d'élever le renard que la volaille et les autres animaux de la ferme, lorsqu'on a les renseignements nécessaires; l'élevage du renard n'est pas plus difficile que tout autre élevage et beaucoup plus rémunérateur, quand on sait comment le faire.

Un cultivateur peut avoir de 10 à 12 couples de renards sans être obligé d'augmenter sa main-d'œuvre. Deux heures de travail supplémentaire par

jour lui suffiront à leur donner tous les soins qu'ils réclament, pourvu, sans doute, qu'il ait les connaissances requises et que le gouvernement s'intéresse à lui fournir toutes les informations et l'aide nécessaires. Au contraire, un éleveur de renards qui n'a pas de ferme est obligé de s'acheter un terrain, d'ériger des bâtiments et de retenir les services d'un gardien.

Je crois donc qu'il serait à propos que le ministre de l'Agriculture s'occupe de cet élevage et assigne quelqu'un de compétent qui pourrait fournir tous les renseignements utiles et nécessaires à nos cultivateurs qui sont déjà intéressés et qui s'intéresseront sûrement à cet élevage.

Le renard argenté n'existe plus à l'état sauvage et il est une richesse nationale, richesse qu'il faut conserver en encourageant l'élevage.

À l'Île-du-Prince-Édouard, il s'est organisé une association dont le but est l'enregistrement des renards. Les règlements sont excessivement sévères et aucune ferme, qui fait partie de l'association, ne peut mettre sur le marché, pour fins de reproduction, un animal qui ne remplit pas les conditions voulues par les règlements.

Cette association a été légalisée par le gouvernement fédéral et, à Ottawa, on a nommé des officiers spéciaux qui s'occupent de cet enregistrement. Malheureusement, on semble s'occuper seulement des fermes de l'Île-du-Prince-Édouard. Celui qui fait partie de l'association ne peut mettre sur le marché aucun renard qui ne soit passé à l'enregistrement. Les ventes se font généralement vers la fin de l'été. Les acheteurs désirant avoir des renards enregistrés, et comme on ne peut les leur livrer qu'après l'enregistrement - chaque renard enregistré a été poinçonné à l'oreille - voici ce qui arrive: les officiers qui font ces opérations, avant de venir dans la province de Québec, vont à l'Île-du-Prince-Édouard faire les enregistrements et, lorsqu'ils attendent encore quelque temps avant de venir dans la province de Québec - on dirait volontairement - le temps des ventes est passé. L'année dernière, ils ne sont venus qu'en décembre dans la province de Québec, alors que tous les renards de l'Île-du-Prince-Édouard avaient été enregistrés en août et en septembre, alors que les fermes de l'Île-du-Prince-Édouard avaient pu vendre et livrer des renards inférieurs à ceux de la province de Québec. Et nous, de la province, nous avons les mains liées et nous ne pouvions vendre. La province de Québec ne pourrait-elle former une association distincte de celle de l'Île-du-Prince-Édouard, contrôlée par le gouvernement provincial et semblable à l'association fédérale? Si la

chose est possible, nous, de la province de Québec, nous pourrions lutter avec avantage contre les éleveurs de l'Île-du-Prince-Édouard. En effet, l'enregistrement dans notre province devrait être apprécié autant que l'enregistrement au gouvernement fédéral. D'autant plus, comme je le disais, que nos renards sont supérieurs à n'importe quels autres, parce qu'ils sont élevés dans un climat excessivement froid, à l'endroit où ils sont nés.

L'objection à l'effet qu'avec cet encouragement et cette campagne il y aurait trop de fermes d'élevage dans notre province ne tient pas debout. Lors des dernières grandes enchères de fourrures qui ont eu lieu à Montréal, en 1924, 1925 et 1926, les peaux de renards ont été achetées en grande partie par des Français et des Allemands, malgré la dépréciation de leur monnaie sur notre marché. Qu'en serait-il si la monnaie française et allemande était à prime au Canada?

À la vente de janvier 1926, le renard argenté s'est vendu 20 % plus cher qu'en 1925. C'est donc à dire que l'élevage du renard dans notre province offre de magnifiques avantages, présente de grandes possibilités et devrait être encouragé, de façon pratique et efficace, par le ministère de l'Agriculture. J'irai plus loin, M. l'Orateur, on en est arrivé à ce point où il va falloir faire l'élevage de nos animaux sauvages si nous ne voulons que les espèces s'éteignent; sans référer aux statistiques, nos animaux à fourrure sont en train de disparaître, spécialement le castor, le vison et la loutre.

Il lit une lettre parue dans le *Chronicle Telegraph*, qui traite de l'importance de l'industrie de la fourrure dans la province de Québec. Il demande au gouvernement d'encourager l'élevage du renard noir et argenté au Québec par tous les moyens possibles.

Il parle des dommages causés par les loups à tous les animaux à fourrure de la province, et des récentes expéditions de chasse ayant pour but d'abattre les loups dans les parcs nationaux.

Pour résumer, M. l'Orateur, j'inviterais le gouvernement à encourager l'élevage du renard chez les cultivateurs, par tous les moyens possibles, et je demande aussi au ministre de l'Agriculture d'étudier avec soin la question de l'enregistrement du renard dans notre province.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) félicite le député de Québec-Comté (M. Bastien) pour l'intéressant travail qu'il vient de présenter à la Chambre. Son ministère s'intéresse à l'élevage du renard, qui se fait maintenant sur plus de 600 fermes, réparties dans 69 comtés. Cet élevage se pratique surtout dans les comtés de Portneuf et de Charlevoix.

Très peu de nos éleveurs - 65 environ - font partie de l'association dont le député de Québec-Comté a parlé, et qui, jusqu'à tout récemment, était contrôlée par le ministère fédéral de l'Agriculture. Comme conséquence, il n'y a jamais eu qu'un seul inspecteur pour toute notre province, un M. Martinette. Les éleveurs disent que celui-ci passe trop tard, et M. Martinette prétend que ce sont les éleveurs qui ne sont jamais prêts assez tôt. Alors, j'ai fait des représentations à Ottawa, et là on m'a répondu que c'étaient les éleveurs qui n'étaient pas prêts à l'inspection au temps voulu. Plus tard, on a répondu à d'autres de nos représentations que le ministère de l'Agriculture cesserait de nommer les inspecteurs pour laisser ce soin à l'Association des éleveurs. Dans ce cas, il me semble que les éleveurs devraient tous entrer dans l'Association pour obtenir un plus grand nombre d'inspecteurs. On sait que les renards vendus avec profit sont exclusivement ceux de l'Association, car eux seuls ont des certificats d'enregistrement. Quoi qu'il en soit, l'Association est devenue indépendante. Il n'y a pas de doute que l'élevage du renard se pratique maintenant sur une grande échelle dans la province. Ce qui a nui jusqu'ici au développement de cette intéressante industrie, c'est l'insuffisance d'inspections.

Le moyen d'y remédier, je le répète, est de faire partie de l'Association. Quand on songe que nos éleveurs sont au nombre de 600, on conçoit l'influence qu'ils exerceraient en s'unissant. Fonder une association indépendante pour nos éleveurs, la chose est possible, évidemment, mais serait-ce bien à notre avantage? Une association fédérale, comme celle de l'Île-du-Prince-Édouard, aura toujours avantage sur une association provinciale auprès des acheteurs de l'étranger.

Toutefois, ce sont les éleveurs qui sont les meilleurs juges dans leur propre cause et, s'ils veulent absolument s'unir indépendamment des autres provinces, nous ferons de notre mieux pour leur prêter secours.

Nous avons d'autres branches de cette industrie des fourrures chez nous, entre autres celles du vison et du chat sauvage. Ces deux espèces deviennent considérables sur les ranches de la province. Il faudra s'en occuper.

Le député de Québec-Comté (M. Bastien) a parlé des ravages que feraient les loups parmi nos animaux à fourrure. Le gouvernement s'efforce de combattre ces animaux en offrant une prime de \$15 pour chaque tête de loup abattu. Cette année, le département a payé \$8,000 en primes, quand l'an dernier il avait payé seulement environ \$2,500 pour toute l'année. Nous ne négligeons rien pour combattre les loups. Il y a quelque temps, on nous rapportait que ces bêtes faisaient des ravages dans le parc des

Laurentides. Immédiatement, j'ai permis l'expédition d'un groupe de chasseurs pour aller les déloger. Mais, après plusieurs jours, ils sont revenus bredouilles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Était-ce la police provinciale?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Telles sont les quelques suggestions que j'avais à faire, après les discours du député de Portneuf (M. Hamel) et du député de Québec-Comté (M. Bastien). Les éleveurs peuvent compter sur notre appui le plus entier. Il leur appartient de nous démontrer quelle est l'association qui ferait le mieux leur affaire. Le gouvernement est d'accord pour faire tout ce qui est en son pouvoir pour encourager l'industrie de l'élevage du renard et considérera toujours favorablement toutes les suggestions pour aider et assister ceux qui s'intéressent à ce métier passionnant que l'on pourrait maintenant facilement considérer, dans certaines régions de la province, comme une branche profitable de l'agriculture.

La motion est adoptée.

Collège d'optique de Québec

M. Thériault (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que, vu que le bill 88 constituant en corporation le Collège d'optique de Québec a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour les écoles primaires élémentaires et primaires complémentaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille huit cent cinquante-deux piastres et 40 centins soit accordé à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions protestantes en vertu des S. R. Q., 1925, chapitre 133, article 464, et chapitre 134, articles 3 et 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour McGill University, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour Bishop's College, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordé à Sa Majesté pour high schools, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour le maintien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal et cours professionnels, S. R. Q. 1925, chapitre 136, article 2, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour Montreal Technique Institute, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-dix mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour traitement d'un inspecteur des écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'éducation protestante dans la province, pour être appliquée tel que recommandé par une résolution du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, (paiement sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour écoles des sourd-muets et des aveugles: Institut catholique pour garçons, Montréal, vingt-cinq mille piastres; Institut catholique pour filles, Montréal, vingt-cinq mille piastres; Institut Nazareth, Montréal, vingt-cinq mille piastres; Montreal Ass'n for the Blind, cinq mille piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTE

1. M. Bray est absent, c'est M. Bastien qui le remplace.

Séance du vendredi 26 février 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Demandes de documents:

**Cour à charbon de la Montreal Light,
Heat & Power Consolidated**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre un groupe de citoyens des quartiers de Saint-Eusèbe et Sainte-Marie ou toute personne et le gouvernement ou aucun de ses membres au sujet de la cour à charbon de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated située près des rues Bercy et Ontario.

J'ai déjà attiré l'attention du gouvernement sur la situation faite à notre population par le trust du gaz domestique, de l'énergie électrique et du transport électrique qui porte le nom de United Securities et dont fait partie la Montreal Light, Heat & Power Consolidated.

J'envisageais alors surtout le côté matériel de la question, mais le côté hygiénique, qui est autrement important, m'engage à signaler à cette Chambre jusqu'où peuvent aller les abus d'un trust de cette nature.

M. l'Orateur, de novembre 1925 à février 1926, pendant 3 mois, un immense amas de charbon appartenant à la compagnie Montreal Light, Heat & Power Consolidated, situé dans un district populeux de Montréal, a été en combustion. Le 12 décembre, cette combustion devenant plus intense et rendant la situation intenable pour les résidents du district par la grande quantité de gaz délétère qui s'en dégageait, un comité de citoyens se formait pour faire signer des requêtes, protestant contre cet état de choses auprès des autorités de Montréal.

Celles-ci intentèrent des poursuites, le 13 janvier, et l'on procéda, le 20 janvier, devant la Cour du recorder, la cause se terminant par un aveu de culpabilité de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated. Voici la déclaration que le comité de citoyens faisait, dans *La Patrie* du 21 janvier, au sujet de la manière dont les choses se sont passées en cour:

"La cause des plaignants avec la Montreal Light, Heat & Power Consolidated a pris son rôle en Cour du recorder, à 10 heures ce matin, le 20 janvier, à la suite d'une vingtaine de causes de chiens sans licence. Nous, les plaignants et des témoins de la cause de nuisance publique, nous sommes vus remis à 2 h 30 l'après-midi. Dans l'après-midi, à notre arrivée, à l'heure précise, nous n'avons pas été peu surpris d'apprendre que la cause était terminée. La Montreal Light, Heat & Power Consolidated s'avouait coupable, nous avons été condamnés à respirer encore du gaz jusqu'au 3 février 1926 et, à cette date, si la condition ne s'est pas améliorée, nous aurons recours à nous plaindre de nouveau.

"Nous nous sommes retirés non satisfaits et indignés d'avoir vu absorber à la cour, tout le temps de la cause, par 20 causes de chiens, 10 causes de regrattiers, quelques causes de pesées de charbon et de vendeurs sans licence, et d'avoir vu traiter si indignement la question si humanitaire de la santé publique."

Les membres insistent sur le fait que cette affaire intéresse le corps législatif parce qu'elle concerne la santé publique et le droit des citoyens de vivre à l'aise.

Je me demande si les pouvoirs de la Commission des services publics ne devraient pas être étendus de façon à ce qu'elle puisse elle-même prendre l'initiative, quand la santé publique est ainsi menacée, sans attendre qu'une plainte soit formulée par les citoyens qui, pour un grand nombre, ignorent même l'existence de la Commission des services publics. Ce cas était de notoriété publique puisque les journaux en étaient remplis et les membres de la Commission n'ont pas manqué d'en prendre connaissance. Rien ne servira au gouvernement de dépenser des sommes importantes pour l'hygiène si les services publics exposent la santé de la population.

Le 22 janvier, soit le lendemain du rapport de *La Patrie* que j'ai lu tantôt, le *Star* publiait le rapport financier de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated pour l'année dernière, indiquant un profit de 10 % sur son capital mouillé de \$64,000,000. Comme on sait que ce capital a été quadruplé depuis quelques années par l'émission de "stock dividends", cela veut dire un profit de 40 % sur le capital réel versé. C'était une manière un peu dérisoire de répondre aux plaintes de la population dont elle menaçait la santé.

Un sentiment existe dans le public que ces compagnies peuvent agir à leur guise et commettre tous les abus, et que l'influence de leurs directeurs dans le domaine politique et financier servira à les tirer d'embarras. Le *Star* du 21 janvier 1926 se faisait l'écho de ce sentiment dans un éditorial commentant l'élection de Monsieur J. W. McConnell comme directeur de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, et qui se lit comme suit: "If the Legislatures and City Aldermen had in the past been honest in the discharge of their duties and determined not to capitulate to the stock speculators, the use of our streets by utility companies would for all time bring our citizens an equitable return. It is notorious that legislature and city councils have been bribed to defraud the citizens out of their rights¹."

L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) aura beau dire qu'il y a avantage pour le public et qu'il ne voit pas d'inconvénients à ce qu'un ministre de la couronne fasse partie des bureaux de direction de compagnies qui reçoivent leurs avantages de la Législature, le public a payé trop cher jusqu'ici pour ces associations entre des services publics et des ministres de la couronne pour ne pas se rendre compte de l'influence néfaste de cette collaboration.

Cette nuisance d'amas importants de charbon, qui prennent feu de temps à autre, existe depuis près de 20 ans sans que ni le gouvernement ni la Commission des services publics n'aient jugé à propos d'intervenir. Les propriétés de ces quartiers sont dépréciées énormément. La santé publique a continuellement été exposée et, puisqu'une plainte semble nécessaire pour que la Commission des services publics intervienne, je la fais publiquement, de mon siège en Chambre, pour que cette Commission fasse enquête et détermine immédiatement une fois pour toutes quelles mesures de précautions devront être prises afin que la Montreal Light, Heat & Power Consolidated prenne à l'avenir les moyens nécessaires pour que ces amas de charbon ne menacent plus la santé publique et ne soient plus une cause de dépréciation pour les propriétés des environs.

La laideur et la malpropreté des cours à charbon situées au beau milieu de quartiers populeux sont des désavantages suffisants pour qu'on s'empresse de supprimer ceux qui sont intolérables et dangereux et qu'il est indispensable de faire disparaître sur l'heure.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) aurait dû donner plus de précisions, ce qui m'aurait

permis d'en avoir plus moi-même. Je lui ai demandé avant aujourd'hui des précisions, qu'il a refusé de me donner, de façon à ce que le gouvernement sache à quoi s'en tenir.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ce qu'affirme le premier ministre n'est pas exact. Quand l'honorable premier ministre m'a demandé des renseignements, je lui ai répondu que je ne savais pas encore ce que j'allais dire sur la motion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est pas mal la même chose. La semaine prochaine, le gouvernement va présenter des amendements de nature à étendre les pouvoirs de la Commission des services publics et même le droit de contrôler certains taux. Il y aura peut-être là un remède au mal dont se plaint le député de Montréal-Sainte-Marie. Alors, mon honorable ami pourra proposer les amendements qu'il voudra et nous les discuterons. Je ne crois pas que le procureur général ou la Commission doive se substituer au conseil de ville de Montréal et de son bureau d'hygiène, qui ont tous les pouvoirs pour mettre fin aux ennuis dont on se plaint. Je puis assurer que nous avons à cœur le confort de la population de la ville de Montréal et que, s'il est possible, avec les lois actuelles, de faire quelque chose pour aider à la suppression de ces inconvénients, nous le ferons. Nous y regarderons à deux fois avant de nous substituer aux autorités de Montréal et de violer ainsi l'autonomie municipale. On nous a si souvent, sans motifs sérieux, reproché de vouloir attenter à l'autonomie de la cité de Montréal que nous ne voudrions sûrement pas, même à la demande de nos adversaires, intervenir dans une affaire locale et leur donner raison pour une fois. La chose se comprend d'ailleurs facilement, c'est au conseil de Montréal qu'il appartient d'y voir. Le cas a été jugé devant la Cour du recorder, et ce n'est pas notre faute si la plainte a été renvoyée.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): La plainte n'a pas été renvoyée. La compagnie a confessé jugement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas ce qu'a dit le député de Sainte-Marie.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Oui, c'est ce qu'il a dit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est peut-être ce qu'il a voulu dire. (Rires)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): J'ai été très clair. L'honorable premier ministre a fait semblant de ne pas entendre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Sainte-Marie est clair seulement quand il veut parler, mais il ne veut pas toujours.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il reproche au gouvernement de se désintéresser de ces questions, mais de porter intérêt quand il s'agit de protéger de ses amis. Il croit que les dispositions des règlements de Montréal comportant une amende de \$40 sont ridicules dans un cas comme celui-là. La Commission des services publics pourrait imposer des sanctions autrement plus sévères. La Commission a, dans son opinion, les pouvoirs d'agir dans un cas semblable sur plainte du procureur général ou d'une municipalité. C'est pour permettre au procureur général d'intervenir qu'il a porté plainte de son siège en Chambre. Les articles du statut qui concernent la Commission couvrent le cas et il a confiance que le procureur général prendra des mesures pour mettre fin à ces abus dont se plaignent de nombreux contribuables de Montréal. En Cour du recorder, la compagnie s'en libère par une amende d'une trentaine de piastres et tout est dit. Ce n'est pas satisfaisant. Il déclare que la compagnie Montreal Light, Heat & Power ne devrait pas pouvoir se moquer du public.

La motion est adoptée.

Questions et réponses:

Chemins de colonisation faits en vertu d'un mandat spécial

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand et où ont été faits les chemins de colonisation pour lesquels le lieutenant-gouverneur en conseil a, par mandat spécial du 20 juin 1925, autorisé la dépense de \$175,000?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pendant l'exercice financier 1924-25 dans les comtés de l'Abitibi, Arthabaska, Berthier, Bonaventure, Champlain, Chicoutimi, Charlevoix et Saguenay, Compton, Frontenac, Gaspé, Hull, Iberville, Lac Saint-Jean, Labelle, L'Islet, Lotbinière, Maskinongé, Matane, Matapédia, Mégantic, Montmagny, Nicolet, Papineau, Portneuf, Richmond, Témiscamingue, Témiscouata et Wolfe.

Coût des chemins d'hiver en 1925

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien ont coûté les 429.29 milles de chemins d'hiver que le département de la Colonisation a ouverts pendant le dernier exercice?

2. Combien ont coûté les 392.10 milles de chemins de roulage qu'il a parachevés pendant le dernier exercice?

3. Combien ont coûté les réparations qu'il a faites sur 782.41 milles de chemins pendant le même exercice?

4. Combien ont coûté les 19,706 pieds de ponts et ponceaux qu'il a construits pendant le même exercice?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. (Voir la liste ci-dessous)

1.	\$ 386,541.00
2.	\$ 509,630.00
3.	\$ 160,810.26
4.	\$ 108,380.00
Total :	\$1,165,361.26

Demandes de documents:

Exposition internationale de Montréal

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Pellerin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne, depuis 1910, au sujet de l'Exposition internationale de Montréal et d'un octroi à être accordé à ladite exposition par le gouvernement.

Adopté.

Boisson saisie sur la barge Tremblay

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre la Commission des liqueurs ou aucun de ses membres et le ministère fédéral des Douanes, au sujet de la boisson saisie sur la barge Tremblay et aussi au sujet de l'offre qui aurait été faite par ladite Commission au même ministère pour l'achat de cette boisson.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour Alexandra Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph, Sœurs grises, rue Cathédrale (antérieurement asile, rue Bonaventure), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordé à Sa Majesté pour asile de Nazareth, pour les enfants abandonnés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordé à Sa Majesté pour asile Saint-Vincent de Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour Catholic Sailors' Club, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordé à Sa Majesté pour Church Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit accordé à Sa Majesté l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordé à Sa Majesté pour Montreal Dispensary, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour Montreal

Sailors' Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour Old Brewery Mission, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour les Petites Sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour Prisoners' Aid Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour Refuge des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordé à Sa Majesté pour St. Patrick's Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordé à Sa Majesté pour Sheltering Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'Union Nationale Française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'Association des dames charitables de l'orphelinat catholique de Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour le Club des marins catholiques, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit accordé à Sa Majesté pour dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'Hôpital général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordé à Sa Majesté pour les malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour Quebec Seamen's Institute, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordé à Sa Majesté pour malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour maternité, sous les soins des sœurs du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'Oeuvre du patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'ouvroir des sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit accordé à Sa Majesté pour le Patronage Laval, 40, ave Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit accordé à Sa Majesté pour Salvation Army, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordé à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit accordé à Sa Majesté pour Young Women's Christian Association, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hôpital de Beauceville, (Beauceville), comté Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Joseph, comté Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Valleyfield, (Valleyfield), comté Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Valleyfield, (Valleyfield), comté Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Bernard, (Saint-Damien), comté Bellechasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Lanoraie, comté Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades (Longueuil), comté Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots (Baie

Saint-Paul, comté Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice Youville de Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour Drummondville Hospital (Drummondville), comté Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hôpital de la Providence (Chandler), comté Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-Cœur de Hull (Hull), comté Hull, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'Hôpital général de Maniwaki (Maniwaki), comté Hull, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph de Lachine, Lachine, comté Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour Lachine General Hospital (Lachine), comté Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Eusèbe (Joliette), comté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour le jardin de l'enfance Saint-Joseph (Joliette), comté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'orphelinat de la Providence Sainte-Élisabeth, comté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Saint-André, comté Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice Saint-André-Avellin (Saint-André-Avellin), comté Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour St. Michael's Hospital (Buckingham), comté Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit accordé à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence (Mont-Laurier), comté Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice de Laprairie, comté Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence (L'Assomption), comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence (Saint-Henri-de-Mascouche), comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine (Saint-Lin), comté L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour maison de la Providence (Saint-Vincent-de-Paul), comté Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice

Guay (Lauzon), comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance (section orphelinat), comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, comté Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Édouard, comté Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité (Saint-Jean-Deschaillons), comté Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Ursule (Louiseville), comté Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour Children's Hospital (Black Lake), comté Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph (Thetford Mines), comté Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour Bedford Hospital (Sweetsburg), comté Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Élisabeth-de-Farnham (Farnham), comté Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

73. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Célestin, comté Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

74. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu (Nicolet), comté Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

75. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Casimir (Saint-Casimir), comté Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

76. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix (Marieville), comté Rouville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

77. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hôpital de Saint-Hyacinthe (Saint-Hyacinthe), comté Saint-Hyacinthe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

78. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hôpital de Magog (Magog), comté Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

79. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Famille (Ville-Marie), comté Témiscamingue, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

80. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour Brehmer Rest (Sainte-Agathe-des-Monts), comté Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

81. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice Drapeau (Sainte-Thérèse-de-Blainville), pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

82. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hospice des dominicaines du Rosaire, comté Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

83. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'hôpital

Saint-Victor (Belœil), comté Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Taxes à payer par la Montreal Island Power Company à la corporation municipale de Saint-Vincent-de-Paul

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company à la corporation municipale de Saint-Vincent-de-Paul soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain.

Adopté.

La séance est levée à midi cinquante minutes.

NOTE

1. Si les directeurs de compagnies de services publics savaient réellement ce qu'ils doivent aux citoyens pour les privilèges monopolistiques dans les rues, une politique publique régnerait. Si les corps législatifs et les conseillers municipaux de la ville avaient été honnêtes dans le passé en ce qui concerne l'accomplissement de leurs tâches et déterminés à ne pas céder aux spéculateurs de titres,

l'usage de nos rues par les compagnies de services publics rapporterait un bénéfice équitable aux citoyens. Il est bien connu que les corps législatifs et les conseils municipaux ont été soudoyés pour escroquer les gens en leur enlevant leurs droits. (Traduction)

Séance du lundi 1^{er} mars 1926**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Les projets de loi déposés
par le gouvernement**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève une question de privilège. Le gouvernement nous annonce plusieurs mesures sur l'ordre du jour aujourd'hui. Est-ce qu'il y en a encore beaucoup? Le gouvernement aura-t-il de nouvelles mesures à présenter jusqu'à la fin de la session? Et, en agissant ainsi, craindrait-il une étude trop approfondie?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons remis au greffier, vendredi dernier, presque toutes les mesures que nous avons l'intention de soumettre à la Chambre au cours de la session.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'il y en aura d'autres?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne sais s'il y en aura d'autres. Je connais trop mon honorable ami pour croire que, si nous présentons d'autres mesures, il les laissera passer sans les étudier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je connais assez l'honorable premier ministre pour avoir peur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Un homme averti en vaut deux. Vous saurez faire face à tous.

**Conflit entre les douanes et la
Commission des liqueurs**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève une question de privilège. J'attire l'attention sur un article de *La Presse* où il est rapporté, d'Ottawa, qu'il y aurait des frictions entre le service fédéral des douanes et la Commission des liqueurs de la province de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Il ne faut pas tout croire cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment, le premier ministre ne croirait pas en M. Boivin ni en *La Presse*?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Évidemment, j'y crois, et le chef de l'opposition aussi ajoute foi en *La Presse* et même en M. Boivin. Il ne saurait être question de chicanes entre les douanes et la Commission. Il y a eu certaines difficultés au sujet de la saisie de la barge Tremblay, par exemple. Les autorités fédérales sont venues la saisir après nous, ensuite un M. Bisaillon est intervenu, et un petit malentendu est survenu. Rien de plus. Ce sont là de légers conflits qui peuvent se produire n'importe où et n'importe quand.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Souriant) Je n'ai aucun intérêt là-dedans.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh! Je sais bien. Mais l'honorable chef de l'opposition sait qu'il y a eu conflit alors entre les officiers des douanes et les officiers de la Commission des liqueurs au sujet de la saisie de la boisson que transportait la barge.

**Projet de loi accordant un
subside au chemin de fer de Rouyn**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition nous a demandé tout à l'heure s'il y avait d'autres mesures du gouvernement à présenter. Je vois que l'une de nos mesures n'apparaît pas sur le feuillet. C'est un projet de loi pour accorder un subside au chemin de fer de Rouyn.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que ce sera un chemin de fer national?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce sera un chemin de fer essentiellement québécois.

**Création d'un
fonds éducationnel**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 155 pourvoyant à la création d'un fonds éducationnel à même les ressources naturelles de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Écoles techniques
ou professionnelles**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 156 relatif à certaines écoles techniques ou professionnelles de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Possession et transport
des liqueurs alcooliques**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 137 modifiant la loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) informe les journalistes qu'il ne s'agit du transport que de la bière. Dans certaines municipalités, des abus ont été commis et, pour éviter qu'ils se renouvellent, la Commission aura le droit de restreindre le transport de cette boisson. Le gouvernement s'est rendu compte que l'opinion publique est absolument opposée au changement.

Il fait remarquer que les heures de vente des liqueurs, dans les hôtels et les tavernes, contrairement à des dispositions antécédentes, restent inchangées.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la chasse

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 138 modifiant la loi de la chasse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi du régime
des eaux courantes**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 140 modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des cités et villes,
échevins**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 141 modifiant la loi des cités et villes relativement aux échevins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,
articles 408 et 644**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 142 modifiant les articles 408 et 644 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Conflagration
à Terrebonne**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 143 modifiant la loi autorisant la garantie d'un certain emprunt pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 1^{er} décembre 1922, dans la ville de Terrebonne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Travaux sur un édifice gouvernemental
de la rue Sainte-Julie, à Québec**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels sont les travaux urgents et imprévus qui ont été faits au nouvel édifice de la rue Sainte-Julie, à Québec, et pour lesquels le lieutenant-gouverneur en conseil a, par mandat spécial du 20 juin 1925, autorisé la dépense de \$193,802.24?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Travaux nécessaires au parachèvement de l'édifice.

**Dimensions de certains
édifices gouvernementaux**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quelles sont la longueur, la largeur et la hauteur, ainsi que la grandeur en pieds cubes: *a)* de la nouvelle aile du parlement; *b)* du nouveau palais de justice de Montréal; *c)* de la nouvelle aile du palais de justice de Québec; *d)* de l'École des beaux-arts à Montréal; *e)* de l'entrepôt de la Commission des liqueurs de Québec; *f)* du nouvel entrepôt de la Commission des liqueurs au Pied-du-Courant, à Montréal?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
a) Bâtisse principale, longueur 301.9 pds, largeur 60 pds, hauteur moyenne 81 pds. Passage souterrain, longueur 53.6 pds, largeur 8.6 pds, hauteur 9 pds. Viaduc, longueur 36 pds, largeur 12 pds, hauteur 17 pds, 1,413,877 pieds cubes; *b)* 224 pieds sur la rue Notre-

Dame, 223 pieds sur la rue Saint-Vincent, 226 pieds sur la Sainte-Thérèse, 244 pieds sur la rue Saint-Gabriel. Hauteur, rue Notre-Dame, 80 pieds, rue Sainte-Thérèse, 91 pieds, 4,600,000 pieds cubes. *c)* 210 pieds de longueur, 50 pieds de largeur, moyenne, 85 pieds de hauteur, 892,500 pieds cubes. Bâtisse de forme irrégulière; *d)* 100 pieds de longueur, 56 pieds de largeur, 70 pieds de hauteur, 392,000 pieds cubes; *e)* corps principal, 176 pieds de longueur, 147 pieds de largeur, 72 pieds de hauteur. Annexe, 72 pieds de longueur à deux étages, 1,550,430 pieds cubes; *f)* 283 pieds de longueur, 115 pieds de largeur, 70 pieds de hauteur, 2,133,600 pieds cubes. Bâtisse de forme irrégulière.

Pièces tapissées de Spencer Wood

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Quelles sont les pièces de Spencer Wood qui ont été tapissées en 1924, en même temps que le grand salon?

2. Quand chacune des pièces avait-elle été tapissée?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. L'entrée principale, les corridors du premier et du second étage, l'escalier conduisant du premier au second étage, le boudoir, le vestiaire et la salle à manger.

2. En 1915-1916.

Services rendus par G.-C. Piché

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Quels services G.-C. Piché a-t-il rendus pour les \$2,400 qu'il a reçus en 1924-1925 en sus de son traitement régulier?

2. Quel est son traitement actuel?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Pour services rendus comme inspecteur général des enseignements forestiers et de la papeterie; comme directeur général des stations ou laboratoires de recherches forestières, des travaux de reboisement et de la pépinière de Berthierville, et aussi pour la protection des forêts.

2. \$6,000 par année.

Rédaction des nouveaux statuts

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement, la Commission ou aucun des membres du gouvernement ou de la Commission a-t-il reçu des communications, des représentations ou des lettres d'appréciation au sujet de la rédaction des nouveaux statuts?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non.

Terrain de l'ancienne prison de Sainte-Scholastique

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. À qui appartient le terrain sur lequel est bâtie l'ancienne prison de Sainte-Scholastique?

2. Des propositions ont-elles été faites au gouvernement au sujet de l'acquisition de ce terrain et tout son immeuble?

3. Le gouvernement a-t-il fait lui-même ces propositions?

4. Si oui, quelles sont ces propositions et quelle a été la décision du gouvernement?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Au gouvernement.

2, 3 et 4. Non.

Coût de différents travaux à la prison de Bordeaux

M. Renaud (Laval): 1. Combien ont coûté:

a) la réparation au char no 1 de la prison de Bordeaux; *b)* la réparation des bouilloires; *c)* l'introduction du système de chauffage à l'huile; *d)* les travaux d'électricité; *e)* les travaux de menuiserie; tel qu'il appert à la page 3 du dernier rapport du ministre des Travaux publics?

2. À qui a été confié chacun de ces travaux ou contrats?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1

et 2. *a)* \$563.67, Montreal Tramways Co.; *b)* \$634.73 pour le matériel, ouvrage exécuté par les employés de la prison; *c)* voir à la page 94 des comptes publics de 1922-1923; *d)* \$92.96 pour le matériel, ouvrage exécuté par les employés; *e)* \$720.61 pour le matériel, ouvrage exécuté par les employés.

Coût des travaux aux ailes B et D de la prison de Bordeaux

M. Renaud (Laval): 1. Combien ont coûté à la province la réfection à neuf des bases de la couverture des ailes B et D de la prison de Bordeaux, et celle de la partie nord-est de la bâtisse de l'administration de la prison, faite au cours de 1924-1925, tel qu'il appert d'après le rapport du ministre des Travaux publics?

2. Qui a obtenu ce contrat de réfection?

3. Quand la construction de chacune de ces bases avait-elle été terminée?

4. Combien avait-elle coûté?

5. L'aménagement intérieur des ailes B et D de la prison de Bordeaux est-il terminé?

6. Dans l'affirmative, ces deux ailes servent-elles maintenant à l'internement des prisonniers?

7. Combien ont coûté à date: *a)* Le terrain; *b)* la construction; *c)* la réparation de la prison de Bordeaux?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. \$5,100.

2. Daniel Kochenburger.

3. Quand la prison elle-même a été construite.

4. Le coût était compris dans le prix global du contrat.

5. L'aile B est terminée, mais il reste à finir l'intérieur des ailes C et D. (C'est par erreur qu'il a été répondu, le 23 mars 1925, que l'aile B n'était pas terminée.)

6. Toutes les ailes servent à l'internement des prisonniers, excepté les ailes C et D.

7. *a)* \$34,908.04; *b)* et *c)* \$3,664,391.43.

**Travaux à
Spencer Wood**

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Quels importants travaux de restauration et d'entretien ont été faits à Spencer Wood, au cours de l'année 1924-1925, tel qu'il appert à la page 3 du dernier rapport du ministre des Travaux publics?

2. Combien ont coûté chacun de ces différents travaux de restauration et d'entretien et qui a exécuté chacun d'eux?

3. Combien le renouvellement du verre des serres de Spencer Wood, en 1924-1925, a-t-il coûté et à qui le contrat en a-t-il été confié?

4. Combien ont coûté l'amélioration des terrains et le traitement des arbres de Spencer Wood en 1924-1925?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Peinture sur les édifices, réparations aux voitures, réparations aux trottoirs, du système d'égout, du tennis, du système de chauffage et de l'éclairage, plantation d'une haie, réfection du plancher du grand salon en bois dur, installation d'un filtre.

2. Haie, Mathias Barbeau, \$2,103.05; plancher du grand salon, ouvrage exécuté par nos employés; pour le reste, voir les réponses faites ce jour concernant Spencer Wood.

3. \$394.20, coût du verre, travail fait par nos employés.

4. Travail d'amélioration des terrains fait par nos employés; pour le traitement des arbres, \$329.25.

**Contrats avec la Compagnie
Adélarde Deslauriers ltée**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quand la Compagnie Adélarde Deslauriers ltée a-t-elle obtenu son premier contrat du gouvernement, et quelle en était la somme?

2. Quand a-t-elle reçu le premier versement et de combien était-il?

3. Quel est le montant des contrats, y compris les "extras", que ladite compagnie a obtenus du gouvernement et qu'elle a exécutés à date?

4. Quelle somme a été payée jusqu'à date pour ces contrats et ces "extras"?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. 10 août 1922, \$22,987.

2. 22 novembre 1922, \$2,000.

3 et 4. La réponse à ces questions est consignée aux procès-verbaux de cette Chambre, à la date du 17 février 1926.

**Appareils téléphoniques
de Spencer Wood**

M. Pellerin (Maisonnette): Pour combien d'appareils téléphoniques en usage à Spencer Wood le gouvernement a-t-il payé \$498.42 en 1924-1925?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Un système d'échange intérieur et trois autres lignes.

**Marchandises sèches
à Spencer Wood**

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. À qui ont été payés les \$5,409.63 que le gouvernement a dépensés en 1924-25 pour marchandises sèches à Spencer Wood?

2. Quel est le montant dans chacun des cas?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1 et 2. Bell's Galleries, \$835; Dubuc, T.-D., \$3.40; Faguy, Lépinay & Fils, \$54.75; Garneau ltée, 42,193.51; Garneau N. & Cie, 410; Jeanne-d'Arc, \$55.43; Laliberté, J.-B., \$136.50; Matte, T., \$24.50; Morin, M. Michel, \$4,413; Myrand & Pouliot ltée, \$44.16; Morgan Henry & Co., \$329.94; Paquet, La

Compagnie, \$11.30; Syndicat de Québec, 456.00; Bégin & Frères enr., \$254.43; Fisher & Sons, \$640.38; Paradis, Jos., \$232.53; Talbot, René, 4115.20.

Chauffage de Spencer Wood

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Combien le gouvernement a-t-il acheté: *a)* de tonnes de charbon; *b)* de cordes de bois avec les \$5,884.20 qu'il a payés pour le chauffage de Spencer Wood?

2. À combien la tonne de charbon?
3. À combien la corde de bois?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
1. *a)* 363 tonnes et 1,225 livres; *b)* pas de bois.
2. 253 tonnes et 1,410 livres à \$16.25, 106 tonnes et 1,815 livres à \$15.75, 3 tonnes à \$15.40.
3. Réponse par 1, *b)*.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On a plus chaud à Spencer Wood que dans les froides régions de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je n'aurais pas cru qu'on eût si froid de votre côté.

Vaisselle et argenterie de Spencer Wood

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. À qui ont été payés les \$8,361.10 que le gouvernement a dépensés en 1924-1925 pour vaisselle et argenterie à Spencer Wood?

2. Quel est le montant dans chacun des cas?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1 et 2. Henry Bell, \$108; Henry Birks & Sons, 492; Cassidy Ltd., \$7,675.69; Galvanoplastie Canadienne ltée, \$39; Gale, H.-J. \$358.75; Renaud & Cie, \$13.50; Thomas & Co. Ltd., \$50.66; Seifert & Sons, \$23.50.

Achat de quincaillerie pour Spencer Wood

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. À qui ont été payés les \$2,696.64 que le gouvernement a dépensés en 1924-1925 pour quincaillerie à Spencer Wood?

2. Quel est le montant dans chacun des cas?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1 et 2. Brousseau & Frères, 483.38; Cantin & Fils, \$66; la Compagnie Chinic, \$515.24; Edgar Derome enr., \$1,284.74; Jos. Dion & Cie, \$86.85; La Compagnie F.-X. Drolet, \$17.45; Arthur Frenette enr., \$18.40; Frost & Wood Co., 410.58; Jos.-E. Lemieux enr., \$308.23; La Compagnie Martineau, 4126.95; D. O'Sullivan, \$33.90; Charles Thomassin, \$95; Herman Young & Co., \$49.85.

Meubles de Spencer Wood

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. À qui ont été payés les \$2,854.53 que le gouvernement a dépensés en 1924-1925 pour meubles à Spencer Wood?

2. Quel est le montant dans chacun des cas?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
1. et 2. G.-L. Bourne, \$100; I.-P. Déry & Fils ltée, \$147; Henri Duclos, \$2,553.53; Louis Guérard, \$16; Office Specialty, \$38.

Bois de construction livré à Spencer Wood

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): De qui a été acheté le bois de construction livré à Spencer Wood, en 1924-1925, pour lequel le gouvernement aurait payé \$690.22?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
O. Chalifour inc., Cour à Bois de Construction du Pont Drouin, Jos. Lefrançois enr., La Compagnie Jos. Lefrançois ltée.

Dépenses diverses pour Spencer Wood

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): À qui a été payée la somme de \$1,037.96 incluse sous l'item "Divers" "Spencer Wood", aux pages 284 et 285 des comptes publics 1924-1925?

2. Quelle a été la somme payée dans chacun des cas?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1 et 2. J.-Alleyn Ltd., Brunswick Bulke Collender Co., \$58.30; Beaconsfield Golf Club, \$211; Charles Côté, \$2; Canadian Pacific Railway, \$69.39; Collet & Scott, \$46.80; Canadian National Railways, \$55.81; Colley, A.-W., \$24.28; Canadian National Express,

\$20.74; Elzéar Dion, \$39.25; M. Desrosiers, \$17.25; Foster Pottery, \$29; Geo. Fleury, \$31; Arthur Gagnon, \$140.40; Imperial Oil Ltd., \$18.69; Morgan Trust Co., \$105.50; E.-R. Mercier, \$10; A.-S. Pfeiffer & Co., \$80; D.-B. Papineau, \$15; Quebec Cartage, \$6; Jos. Rousseau, \$24.30; Sanatorium Vétérinaire, \$6.75.

Éclairage de Spencer Wood

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. À qui ont été payés les \$1,753.19 que le gouvernement a dépensés, en 1924-1925, pour l'éclairage de Spencer Wood?

2. Quel est le montant dans chacun des cas?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1 et 2. Quebec Power Company pour le tout.

Travaux de plomberie, maçonnerie et peinture effectués à Spencer Wood

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Quels travaux de plomberie ont été exécutés en 1924-1925, à Spencer Wood, et pour lesquels le gouvernement a payé \$2,626.60?

2. Par qui ces travaux ont-ils été faits?

3. Quels travaux de maçonnerie ont été exécutés, en 1924-1925, à Spencer Wood et pour lesquels le gouvernement a payé \$1,222.64?

4. Par qui ces travaux ont-ils été faits?

5. Quels travaux de peinture ont été exécutés en 1924-1925, à Spencer Wood, et pour lesquels le gouvernement a payé \$3,184.77?

6. Par qui ces travaux ont-ils été faits?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1. et 2. D.-A. Lamontagne, T.-T. Martineau, O.-Picard & Fils enr. Achat et installation d'un filtre (\$650), diverses réparations aux réservoirs, changements dans les tuyaux d'alimentation de l'eau, nouveaux raccords intérieurs, réparations aux appareils du système de protection contre l'incendie, installation de nouveaux calorifères, réparations ordinaires aux baignoires, aux éviers, aux poêles des cuisines et aux conduites d'eau sur le terrain, réparation au luminaire.

3 et 4. Ignace Bilodeau ltée, Victor Giguère, G.-I. Lachance ltée, Quebec Sand & Trading Co., J.-B. Vézina, Webster & Son Ltd. Réparations aux trottoirs et dans la remise aux voitures, réparations à un ponceau, au tennis et aux égouts. La somme de

\$1,222.64 représente presque totalement le coût du matériel employé, les travaux ayant été exécutés par le personnel du département.

5. et 6. Devarences & L'Hérault; Eugène Gervais enr., Marier & Tremblay ltée; Louis Morency; La Maison Morency; Honoré Robitaille, Verret & Cie enr. Peintures des couvertures du château et des dépendances, achat de verre double pour les serres, achat de tapisserie, de peinture, réparations à la peinture et au vernis des voitures.

Propriété de la prison de Bordeaux

M. Renaud (Laval): Pour quelles fins une propriété a-t-elle été achetée pour la prison de Bordeaux, à raison de \$4,650 alors que le terrain a coûté déjà la somme de \$30,258.04?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Pour fins d'agrandissement et pour avoir libre accès à la ligne de chemin de fer.

Avance de \$35,000 à la Commission de refonte des statuts

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. L'avance de \$35,000 à la Commission de refonte des statuts généraux de la province, et qu'il appert à la page 472 des comptes publics 1924-1925, a-t-elle été faite au président, M. Charles Lanctôt?

2. Dans la négative, à quel membre ou à quel employé de la Commission?

3. Quand cet argent a-t-il été avancé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1, 2 et 3. 31 juillet 1924, avance de \$20,000 par chèque payable à la Commission de refonte des statuts; 12 juin 1925, avance de \$10,000 par chèque payable à J.-A. Hudon, commissaire pour la refonte des statuts; 11 février 1925, avance de \$5,000 par chèque payable à Charles Lanctôt, président de la Commission de refonte des statuts.

Dépôts pour enchérir à l'affermage de limites à bois

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien de personnes, sociétés ou compagnies ont fait des dépôts en vue d'enchérir à l'affermage de chacune des limites à bois qui devaient être mises aux enchères le 13 du courant?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Six compagnies ont fait des dépôts en vue des enchères du 13 février dernier.

Ponts à péage**M. L'Archevêque (Montréal-Mercier):**

1. Combien existe-t-il actuellement dans la province de ponts de péage: *a)* qui sont la propriété du gouvernement; *b)* qui ne sont pas la propriété du gouvernement?

2. Combien a rapporté chacun des ponts qui sont la propriété du gouvernement chaque année depuis qu'il a été ouvert régulièrement au trafic jusqu'à date?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. *a)* 3; *b)* connus du département des Travaux Publics et du Travail: 7.

2. Pont Batiscan, sur route Québec-Montréal: 1922, \$10,658.33; 1923, \$15,691.68; 1924, \$16,561.93; 1925, \$28,113.55. Pont Taschereau, entre Vaudreuil et l'île Perrot, route Montréal-Toronto: 1924, \$18,395.84; 1925, \$33,663.84. Pont Galipeault, entre Sainte-Anne et l'île Perrot, route Montréal-Toronto: 1925, \$21,994.71.

**École technique
de Trois-Rivières**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 139 concernant l'École technique de Trois-Rivières.

Adopté.

**Possession et transport
des liqueurs alcooliques**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le député du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 137 modifiant la loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques.

Adopté.

**Subvention à la National Transcontinental
Railway Branch Lines Company****L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)**

propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 136 concernant une subvention à The Rouyn Mines Railway Company.

Adopté.

**Création d'un
fonds éducationnel****L'honorable M. David (Terrebonne)**

propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 155 pourvoyant à la création d'un fonds éducationnel à même les ressources naturelles de la province.

Adopté.

**Écoles techniques
ou professionnelles****L'honorable M. David (Terrebonne)**

propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 156 relatif à certaines écoles techniques ou professionnelles de la province.

Adopté.

Subsides**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Nous allons continuer l'étude des subsides de l'agriculture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y a pas beaucoup de députés du côté de la droite.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Souriant) Nous pourrions vous rendre le même compliment².

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. l'Orateur: L'honorable M. Nicol propose que je quitte le fauteuil.

Adopté.

En comité³:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-cinq mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, statuts refondus, 1925, chapitres 63 et 64, pour l'année financière finissant le 30 juin 1927.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment avez-vous dépensé les \$80,000 de mandats spéciaux qui apparaissent dans les comptes publics?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le détail en est donné dans les comptes publics. Une partie a été employée pour l'industrie laitière.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dénonce la méthode de comptabilité du gouvernement. Les comptes publics sont établis de telle façon que les députés ne peuvent comprendre cette tenue de livres et ne peuvent trouver les renseignements nécessaires. Les ministres mêmes ne s'y retrouvent pas. L'audition des comptes publics ne peut être complète, et l'auditeur ne les contrôle pas tous.

M. Crépeau (Sherbrooke) intervient.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Les comptes publics ont été sensiblement améliorés et ils sont plus faciles à étudier maintenant qu'on leur a ajouté une table de matières.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les comptes publics sont faits de telle manière que la tenue des livres est incompréhensible.

L'auditeur de la province, à l'enquête que nous avons tenue sur les comptes publics, a admis qu'il était très embarrassé avec les comptes des divers ministères.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'étais présent lorsque l'auditeur a rendu témoignage. Je crois qu'il a admis être embarrassé non par les comptes des ministères, mais par l'honorable chef de l'opposition qui l'a criblé de questions et lui a fait subir un de ces interrogatoires serrés dont il a le secret. Mon honorable ami peut embarrasser un

témoin facilement, mais l'auditeur vérifie tous nos comptes et il en a le détail complet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai entendu des plaintes de cultivateurs qui demandent que l'inspection et l'épreuve du lait soient faites autant que possible par l'inspecteur des fabriques pour chaque district. J'ai lu plusieurs plaintes se rapportant au paiement du lait suivant sa richesse. Je pourrais citer un cas du comté de Berthier. Un cultivateur soumit deux échantillons de lait provenant de la même traite et de la même vache et, à l'épreuve, ces échantillons donnèrent un rendement différent. Ce fait mérite d'être pris en considération.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je suis obligé de répéter que l'honorable chef de l'opposition puise ses renseignements dans un journal rédigé par des gens qui prêchent la ruine, la désolation et les préjugés. Ce journal et ses collaborateurs ont fait une campagne infâme contre le paiement du lait suivant sa richesse, à tel point qu'on a songé à modifier la loi et abandonner ce système. Mais, aujourd'hui, j'entends tenir cette loi en vigueur, en dépit de toutes les doléances des braillards du journal⁴ et de ses amis, car je la crois nécessaire au progrès de l'industrie laitière.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au ministre d'être plus juste envers le *Bulletin des agriculteurs* et de considérer la question à son mérite, sans préjugé contre le rédacteur de ce journal et ses collaborateurs.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

**Shaare Zion
Congregation**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 68 constituant en corporation Shaare Zion Congregation.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 4 h 45.

NOTES

1. Dans *L'Événement*, on rapporte qu'il n'y a que 25 députés.

2. Dans *L'Événement*, on rapporte qu'il y a 16 députés ministériels et 4 oppositionnistes.

3. Sous la présidence de M. Laferté.

4. Dans *L'Événement*, on cite le *Bulletin des agriculteurs*.

Séance du mardi 2 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Taxes à payer par la St. Regis Paper Company of Canada Ltd. à la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge

M. Hamel (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Richard), que les articles 510, 511 et 516 des règles de la Chambre soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition et le bill de la St. Regis Paper Company of Canada, Ltd., demandant l'adoption d'une loi pour autoriser le conseil municipal de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge de fixer, pour une période d'années, l'évaluation des immeubles lui appartenant, pour les fins de son industrie, dans les limites de ladite paroisse, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la St. Regis Paper Company of Canada, Ltd., demandant l'adoption d'une loi pour autoriser le conseil municipal de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge de fixer, pour une période d'années, l'évaluation des immeubles lui appartenant, pour les fins de son industrie, dans les limites de ladite paroisse, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 30 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;

- bill 147 modifiant l'article 1092 du Code de procédure civile;

- bill 149 relatif à certaines rétributions scolaires.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 35 modifiant la loi de l'instruction publique.

Le bill 148 modifiant l'article 22 de la loi du Barreau est rejeté.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité spécial permanent d'agriculture, d'immigration et de colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni sous la présidence du député du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau) et a discuté d'une manière générale la question de colonisation, et en particulier sur les avantages qu'il y aurait d'augmenter la prime de défrichement.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Chute à Caron Power Company Ltd. et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville d'Arvida.

Votre comité est d'opinion que la pétition de Canadian Celanese Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions du conseil municipal de la ville de Drummondville et du bureau des commissaires d'écoles de la ville, et certains contrats qu'ils ont passés avec ladite compagnie, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que cette Chambre concoure dans le dix-septième rapport du comité permanent des règlements présenté à cette Chambre.

Adopté.

**Contrat entre la ville de Drummondville
et la Canadian Celanese Limited**

M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 119 ratifiant certaines résolutions de la corporation et des commissaires d'écoles de la ville de Drummondville, et les contrats qu'ils ont passés avec Canadian Celanese Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ville d'Arvida

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) demande la permission de présenter le bill 117 constituant en corporation la cité d'Arvida.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Recettes, paiements et emprunts
pour l'exercice en cours**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. À quels chiffres se sont élevés la recette ordinaire et les paiements ordinaires et extraordinaires pour les six premiers mois de l'exercice en cours?

2. À quels chiffres se sont élevés les recettes et les paiements de toutes sortes pour la même période?

3. Le gouvernement a-t-il fait des emprunts depuis le 1^{er} juillet 1925? Dans l'affirmative, quelles sommes a-t-il empruntées, et à quel taux d'intérêt ont été faits ces emprunts?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Recettes ordinaires, \$12,618,233.66; paiements ordinaires, 413,345,498.45; paiements extraordinaires, \$240,273.22.

2. Recettes, \$19,054,888.11; paiements, 421,680,939.16.

3. Oui, emprunts temporaires, à savoir: 4 novembre 1925, \$2,000,000 pour 2 mois à 5 % par année; 4 novembre 1925, \$3,000,000 pour 3 mois à 5 % par année.

**Dépenses de la Commission des liqueurs
pour le compte du gouvernement**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quelles sommes la Commission des liqueurs a-t-elle dépensées pour le compte du gouvernement depuis qu'elle existe?

L'honorable M. Nicol (Compton):
\$1,777,374.10.

**Revenus provenant de la Commission
et de la loi des liqueurs**

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Quel est le montant total provenant des ventes de la Commission des liqueurs de Québec, du 1^{er} mai 1924 au 1^{er} mai 1925?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il perçu des brasseries, en droits, impôts, etc., durant le même exercice fiscal?

3. Quel montant ont rapporté dans la même période les licences de taverne, d'hôtel, de restaurant, de club, etc.?

4. Quel est le montant des amendes perçues, en 1924-1925, en vertu de la loi des liqueurs?

5. Quel montant ont rapporté les saisies, en 1924-1925, en vertu de la loi des liqueurs?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Le montant est donné à la page 9 du dernier rapport annuel de la Commission des liqueurs de Québec.

2. Les droits sur les bières ne sont pas perçus par le gouvernement.

3. \$770,185.03.

4. \$96,279.40.

5. \$87,929.59.

**Construction et
réfection de chemins**

M. Renaud (Laval): 1. Qu'a coûté: a) au gouvernement; b) aux municipalités, la construction des 6,684 milles de chemins améliorés de la province?

2. Combien de milles de ces chemins ont dû être refaits?

3. Combien ont dû être réparés?

4. Qu'a coûté la réfection: a) au gouvernement; b) aux municipalités?

5. Qu'a coûté la réparation: a) au gouvernement; b) aux municipalités?

6. Qu'a coûté l'entretien de ces 6,684 milles de chemin: a) au gouvernement; b) aux municipalités?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. a) \$49,230,822.31; b) Emprunts, \$4,195,361.08; travaux subventionnés, 42,883,404.86.

2. \$870.16.

3. Tous les chemins ainsi construits ont été réparés ou entretenus.

4. a) \$3,480,678.81; b) \$889,780.95.
5 et 6. a) \$6,300,333.62; b) \$1,529,034.55.

Voitures d'hiver

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 modifiant la loi concernant les voitures d'hiver soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 17 révisant et refondant la loi des accidents du travail.

Adopté.

En comité¹:

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) veut examiner le bill de façon générale, avant la discussion, clause par clause. Je regrette que le gouvernement n'ait pas jugé à propos d'accorder aux ouvriers certaines réformes qu'ils réclament. Il est à remarquer, dit-il, que les unions internationales, les syndicats catholiques nationaux, les unions nationales, la fraternité des employés de chemins de fer et les unions locales indépendantes sont unanimes à réclamer la création d'une commission, comme on peut le constater à la page 9 du rapport de la commission d'étude ainsi que dans une lettre, datée du 26 février 1926, adressée au ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault). Cette lettre, signée par le Congrès des métiers et du travail du Canada, par la Fédération canadienne du travail, par la Confédération des travailleurs catholiques et par les employés du service des trains et locomotives, réclame la formation d'une commission dès le début de la lettre et insiste davantage en terminant. Je constate de plus, dans *La Presse* du 29 janvier dernier, une résolution de la jeunesse libérale de Hull demandant à Québec d'adopter l'acte des compensations ouvrières d'Ontario, qui, on le sait, comporte une commission.

Devant l'unanimité des demandes ouvrières pour la formation d'une commission, le gouvernement aurait dû adopter leur point de vue plutôt que de laisser subsister l'obligation pour les ouvriers de recourir aux tribunaux.

Cette commission aurait pu former des comités, composés de patrons et d'ouvriers, pour la prévention des accidents, dont tous les intéressés auraient grandement bénéficié. Rien dans le présent bill ne m'indique que le gouvernement ait songé à s'occuper des moyens de prévention des accidents.

Le gouvernement aurait pu décréter l'assurance d'état obligatoire, réduisant ainsi et considérablement le taux d'assurance et supprimant du coup les frictions qui surgissent trop souvent entre le patron ou l'ouvrier et la compagnie d'assurances, qui, dans bien des cas, se montre récalcitrante et plaide sur des technicalités contenues dans des clauses ambiguës des polices qu'elle émet. La commission eût été l'organisme tout trouvé pour administrer cette assurance d'État obligatoire.

Un bureau médical, greffé sur la commission, aurait pu, à part ses autres attributions et sans préjudice pour un patron en particulier, déterminer qu'un ouvrier souffre de maladie professionnelle et a droit à une compensation. Les industries comportant des risques de cette nature auraient payé un tarif un peu plus élevé que les autres, et les ouvriers de ces industries auraient été protégés de façon plus efficace.

Rien dans ce projet de loi que nous avons devant nous n'indique que le gouvernement ait songé à protéger les ouvriers de ces industries dangereuses pour la santé de ceux qui y sont employés.

Le gouvernement dégagerait énormément l'assistance publique, quant aux locaux affectés, en payant directement une pension aux vieillards nécessiteux ainsi qu'aux veuves sans ressources et à leurs orphelins. La commission servirait d'intermédiaire entre le gouvernement et les intéressés pour l'administration de toute loi de ce genre que le gouvernement pourrait juger à propos de passer.

Car, en somme, non seulement la veuve et les enfants de l'ouvrier qui tombe sous le coup de la loi ont besoin du secours d'une législation comme la présente, mais également la veuve et les orphelins de celui qui ne tombe pas sous le coup de la loi des accidents du travail et qui, dans bien des cas, sont encore plus à plaindre et ont besoin de plus de secours que les dépendants d'un ouvrier qui occupe une position lorsqu'il subit un accident.

Le présent projet de loi n'accorde du secours qu'aux familles d'ouvriers de quatre enfants et moins. L'indemnité touchée par 10 orphelins ne pourrait être plus considérable que celle qui est accordée à quatre. L'industriel ne peut guère faire davantage et, si la loi l'obligeait à pourvoir aux besoins de familles encore plus nombreuses, il pourrait être tenté de n'engager que des chefs de famille ayant quatre enfants et

moins. Mais l'État devrait payer lui-même une pension égale à celle que détermine la loi aux enfants de moins de 16 ans non compris dans la loi. Il ne faut pas oublier que le capital humain est le plus précieux de tous, et il n'est pas juste que les familles nombreuses ne reçoivent que le même montant et le même encouragement que celles qui ont moins d'enfants. Ici encore, une commission pourrait administrer cette pension que l'État verserait aux familles plus nombreuses que celles qui sont couvertes par la loi.

La commission pourrait aussi émettre des certificats comportant que le patron a pourvu aux exigences de la loi relativement à l'assurance obligatoire, et ces certificats pourraient être affichés bien en vue à l'atelier, à l'usine ou sur le chantier, évitant ainsi à l'ouvrier la nécessité d'enquêter pour savoir si son patron respecte cette clause de la loi.

Jusqu'ici, le gouvernement a consacré bien peu d'argent à la classe ouvrière. Le budget du travail se chiffre à \$100,000 par année, ce qui représente 10 sous par ouvrier de cette province, par année.

Le budget de l'agriculture comporte au-dessus d'un million chaque année, celui de la colonisation près de \$1,500,000. Le gouvernement a souscrit quelques millions aux universités, accordé des octrois aux collèges classiques, fondé des bourses d'études en Europe et construit des écoles des beaux-arts. Il pourrait aujourd'hui contribuer davantage au bien-être de la classe ouvrière, tout en apportant de l'aide à l'industriel. Comme l'industrie traverse une période difficile, le gouvernement pourrait, il me semble, lui aider en prenant à sa charge 16 2/3 % des 66 2/3 % de rentes qui sont accordées par la présente loi, laissant aux industriels une participation de 50 %. L'ouvrier a droit à sa pension de 66 2/3 % et, si le gouvernement ne juge pas à propos de soulager l'industriel, ce dernier devra nécessairement subir le coût total. Mais, si le gouvernement le voulait, il pourrait, aux moins temporairement et jusqu'à ce que les affaires s'améliorent, prendre à sa charge la proportion de 16 2/3 % de la rente qui est accordée dans le présent bill, par l'entremise d'une commission ou autrement.

Les industriels souffraient peut-être un peu des répercussions que l'augmentation des indemnités pourra avoir sur leur commerce. Pendant la période d'adaptation aux nouvelles conditions, ils constateront que cet article de leur budget augmente; mais, en définitive, le rajustement finira par se faire et le coût de leur marchandise sera augmenté, comme d'habitude, de façon à faire supporter par la masse les déboursés supplémentaires qu'ils auront eu à faire.

Si le gouvernement se rendait au désir unanime des ouvriers en créant une commission, les avocats de cette Chambre et du dehors verraient le rêve de leur vie se réaliser, puisque tous deviendraient des avocats consultants au service des nombreux accidentés et leurs dépendants, qui ne manqueraient sûrement pas d'avoir recours à leurs lumières pour indiquer la meilleure et la plus efficace façon de faire valoir leurs justes et légitimes revendications auprès de la commission. J'aurai l'occasion de proposer un amendement dans le sens des suggestions que je viens de faire.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

J'ai déjà exposé la mesure dans ses grandes lignes lors de la deuxième lecture; je n'y reviendrai donc pas. Lors de la présentation du bill en deuxième lecture, j'ai demandé aux membres de la Chambre de faire les suggestions qu'ils jugeraient à propos. Au fur et à mesure que le projet sera discuté, on discutera des dispositions. Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) annonce un amendement qu'il a préparé. Il lui sera loisible de le présenter. Il avait parlé des avocats que l'on n'a pas voulu priver des avantages de la loi des accidents du travail. Lors de la discussion du bill, il pourra se rendre compte que les avocats du Parlement ont pu se montrer généreux à l'endroit des ouvriers.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Je félicite le gouvernement pour ce qu'il a fait pour la classe ouvrière en soumettant ce projet à la Chambre. Cette mesure est un grand pas vers la réalisation du rêve des classes laborieuses et dans le sens de la solution des questions sociales. Le ministère s'est sans doute inspiré de vraies compétences en matière sociale, et je le félicite. Il est regrettable cependant que le gouvernement ne présente qu'une demi-mesure. Il aurait dû offrir une mesure complète. La rédaction du bill étant très claire, les amendements seront faciles à insérer. Il faut que la justice soit gratuite et complète relativement aux accidents du travail.

À la lecture du projet de loi, on se rend compte cependant du grand pas que le gouvernement a fait dans la bonne voie. Les patrons voulaient faire régler les cas d'accidents par les tribunaux. Les ouvriers réclamaient une commission. Le gouvernement l'a refusée. On devrait référer tous les accidents du travail à une commission qui les réglerait sans frais et sans appel. Par cette mesure, l'accidenté sera encore exposé à encourir des frais judiciaires. On s'est inspiré de la loi française, mais

on devrait s'en inspirer davantage et permettre aux ouvriers de faire les réclamations sans aucun frais, *informa pauperis*, sans même payer les timbres judiciaires. En France, l'accidenté qui est dans le besoin peut recourir à l'assistance judiciaire.

Le Barreau et la magistrature ont des traditions d'honneur dont ils ne s'éloignent pas, mais ça n'a pas empêché le gouvernement de créer la commission des utilités publiques et de soustraire aux tribunaux des litiges qui relevaient d'eux. On pourrait avoir une commission des accidents du travail dont les décisions seraient ratifiées par les tribunaux, sans frais. Ce serait un moyen de satisfaire les deux côtés.

Je suis aussi d'avis qu'on crée une assurance d'État obligatoire, par groupe d'industries, administrée par une commission. Autrement, les chefs d'industries seront exposés à payer des primes d'assurance considérables aux compagnies d'assurances, sans contrôle. En France, l'État ne fait pas d'assurance, mais, advenant une faillite des compagnies d'assurances, c'est l'État qui paie, à même un fonds qu'il s'est assuré par une taxe légère. L'ouvrier blessé ne doit pas courir le risque de perdre son indemnité.

Je suis également en faveur de la mise sur un pied d'égalité des accidents du travail et des maladies professionnelles. En Suisse, en Angleterre et en France, par sa loi du 25 octobre 1919, toutes les maladies occasionnées par le poison du mercure et du plomb et de leurs composés sont protégées par la loi des accidents du travail; 20 % des ouvriers qui travaillent dans le plomb deviennent phthisiques.

Aujourd'hui, les caractères des maladies dites professionnelles sont précis. Qui ne connaît pas la colique du plomb, etc.? Ces ouvriers sont également intéressants et ne devraient pas être laissés à leur propre sort. Au congrès de Genève, on a recommandé la réhabilitation des blessés du travail. Les soldats blessés sur le champ de bataille ont été soumis à la réhabilitation, rééduqués dans un métier nouveau. On devrait faire la même chose pour les victimes des accidents du travail.

(Applaudissements)

M. Crépeau (Sherbrooke): Je veux exprimer à la Chambre les opinions que m'ont transmises les syndicats des ouvriers de Sherbrooke quant à la nouvelle loi des accidents du travail. Tout en admettant qu'il y eu un progrès sensible dans les modifications apportées sous le rapport des indemnités, il prétend que l'on ne rencontre pas encore les désirs de la classe ouvrière dans le mode

d'appliquer la loi. Dans la cité de Sherbrooke, les Syndicats catholiques nationaux se composent d'au moins 10 branches différentes. Le conseil central de ces syndicats a transmis au ministre du travail copie d'une résolution exprimant l'espoir que l'on accordera une commission indépendante et permanente, telle que réclamée au congrès ouvrier des Trois-Rivières, en 1925.

Outre les Syndicats nationaux, les délégués de divers conseils affiliés à l'Union internationale, dans la ville de Sherbrooke, lui ont représenté que tous les ouvriers faisant partie de leur association étaient également unanimes à réclamer une commission.

Une telle commission serait également dans l'intérêt des industriels, parce que les taux d'assurance, réclamés dans les provinces où fonctionne une commission du travail, sont plus bas que ceux de la province de Québec où l'on doit s'adresser aux tribunaux pour faire régler les réclamations. Dans les circonstances, il est de mon devoir de réclamer cette commission.

Je me réserve le droit de discuter les différentes clauses de la loi à mesure qu'elles seront appelées, mais je tiens à établir d'abord que toute cette loi devrait être rédigée avec l'idée qu'elle sera administrée par une commission permanente.

(Applaudissements)

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Les amendements à la loi des accidents du travail que le gouvernement présente actuellement étaient demandés depuis longtemps par le travail organisé. Ils constituent pour moi une garantie. J'ai lu attentivement ce projet et je remercie le gouvernement des amendements qu'il propose à la loi des accidents du travail. Il a fait un beau geste et la classe ouvrière lui sera reconnaissante. J'ai rencontré nombre d'ouvriers qui m'en ont exprimé leur satisfaction. Je ne dis pas que tout est parfait, mais nous, les ouvriers, nous sommes accoutumés d'attendre. Ce qui rendrait la loi plus avantageuse, c'est la création d'une commission, et j'espère que le gouvernement amendera sa loi en nous donnant cette commission. Je suis un industriel moi-même et je crois que, si nous avions une commission, les patrons et les ouvriers en bénéficieraient et les assurances coûteraient meilleur marché. Espérons que le gouvernement nous la donnera.

(Applaudissements à gauche et à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) croit qu'il serait probablement mieux de reporter l'entrée en

vigueur de la loi jusqu'à la prochaine session de la Chambre. La situation, dit-il, mérite une étude des plus attentives.

Il craint l'effet de la loi qui attend aujourd'hui les petites industries de la province.

Le Devoir a dit que je favorisais la création d'une commission dans un but intéressé. Je dois dire aux messieurs du *Devoir* que, si j'étais intéressé à la création d'une commission, je ne parlerais pas aujourd'hui. J'affirme que ce journal s'est mépris sur mes intentions, car les raisons ne manquent pas à l'appui du système que je veux défendre.

Je suis intéressé moi-même dans quelques petites manufactures, chez nous...

M. Plante (Beauharnois): Écoutez, écoutez.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ...et je crois que le moyen de protéger nos petites manufactures, c'est de créer une commission qui serait dans l'intention du patron et de l'ouvrier. Dimanche dernier, les principaux manufacturiers de Saint-Hyacinthe se sont réunis et ont discuté de la question. Ils en sont venus aux mêmes conclusions que moi-même.

Il y a deux classes de manufacturiers: les grands et les petits. Les grands manufacturiers, par le fait qu'ils peuvent porter eux-mêmes leurs assurances, verront disparaître les désavantages du système actuel, un désavantage qui reste pour les petits. L'assurance obligatoire ferait disparaître cela.

Il établit des comparaisons entre les taux d'assurance industrielle dans les différentes provinces.

Il n'y a plus que deux provinces canadiennes - sans compter l'Île-du-Prince-Édouard qui n'a pas d'industries - qui soumettent la loi des accidents du travail aux tribunaux ordinaires: le Québec et la Saskatchewan.

Quoique la loi ontarienne soit de cent pour cent plus onéreuse pour l'industrie que celle du Québec, les taux d'assurance sont beaucoup moins élevés en Ontario qu'ici.

Je crois qu'avec une commission les ouvriers touchent plus d'argent. Dans l'État de la Pennsylvanie, où il n'y a pas de commission, les manufacturiers ont payé \$80,000,000 en frais pour payer aux ouvriers une somme de \$30,000,000 en compensation d'accidents du travail. Dans Ontario, où il y a une commission, les frais n'ont coûté que 4 % du montant payé aux ouvriers. Dans l'Ontario, l'assurance est de 20 cents par \$100; dans Québec, elle est de 70 cents par \$100.

La loi, telle qu'amendée, est une amélioration sensible et elle rendra d'immenses services aux patrons et aux ouvriers. Pour moi, nous en viendrons fatalement à créer une commission. La loi va faire augmenter les taux d'assurance des patrons. Les modifications proposées seront en force au mois de janvier 1927. Si l'on retardait cette échéance de quelques mois, l'on rendrait service à tous, car l'on permettrait aux compagnies d'assurances de faire connaître leur taux avant que la loi soit en vigueur. On éviterait de mettre l'industrie dans une situation difficile. Les actuaire les fixeront et nous verrons ce qu'il en coûtera comparativement à Ontario. Les taux actuels sont déjà élevés. Si nous augmentons la responsabilité patronale, ils augmenteront encore. Nous pourrions voir le résultat définitif de la loi et épargner aux industriels des sommes considérables. Si les taux d'assurance étaient trop élevés, le gouvernement pourrait changer le principe de la loi; si, au contraire, ils étaient favorables à l'industrie, on pourrait maintenir le principe actuel.

Ontario a payé \$6,000,000 à des ouvriers accidentés l'an dernier, et il lui en a coûté \$250,000 pour sa commission. Il va sans dire que ces frais ont été payés par les manufacturiers. Mon but est d'empêcher les patrons d'avoir à payer trop cher. En retardant l'application de la loi de quelques mois, nous saurons ce qu'il en coûtera aux industriels et alors nous verrons s'il n'est pas nécessaire de changer le principe de cette loi. Il faut bien considérer s'il n'est pas dans l'intérêt de la province qu'une autre session soit tenue avant la mise en vigueur de la loi.

La grande compagnie J. R. Booth est en faveur d'une commission; la Pontiac Lumber Company l'est aussi, et cette compagnie, qui a des établissements sur les confins des deux provinces d'Ontario et de Québec, est à même de juger lequel est le meilleur de notre système ou de celui de la province voisine. Les industriels qui sont établis près des limites de l'Ontario sont en faveur d'une commission parce que, en comparant les taux de l'Ontario avec ceux de Québec, on constate que l'application de la loi dans la province voisine est moins coûteuse.

Il y a des progrès considérables, mais la loi ne rend pas encore assez de justice aux ouvriers et aux industriels. Avec le système demandé par les ouvriers, on éviterait beaucoup de dépenses aux petits industriels.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne sais pas si la discussion qui se poursuit n'est pas prématurée. Nous ne discutons pas le principe,

mais des détails. Le gouvernement est enchanté d'avoir des suggestions. Il n'y a pas de loi plus difficile à étudier, car les patrons et les ouvriers sont en conflit. C'est le désir de cette Chambre de faire la loi la plus parfaite possible. Nous avons en vue à la fois les intérêts du patron et ceux de l'ouvrier. Qu'on n'oublie pas les difficultés de la tâche. Certains députés considèrent que la loi devrait se préoccuper davantage des familles nombreuses; d'autres voudraient qu'elle couvre les maladies industrielles.

On nous a dit que nous n'allions pas assez loin pour les ouvriers, et les petits industriels nous ont représenté que la loi serait très onéreuse pour eux. Nous avons à cœur de donner toute la protection possible à la petite industrie qui vaut la grande. C'est elle qui peut être disséminée un peu partout dans les campagnes et qui peut créer la prospérité à tous les coins de la province. Ontario doit une bonne partie de ses succès à ces petites industries. Il faut donc satisfaire la classe ouvrière sans nuire à aucune industrie. Je crois que nous y réussissons parfaitement avec le présent projet.

En réclamant une commission, on nous donne Ontario en exemple. Sait-on que, dans le Canada, c'est Québec qui a donné l'exemple, en 1909, à toutes les autres provinces dans la législation ouvrière? Qui peut se prévaloir de nous donner des leçons là-dessus? Les autres provinces ont fait des lois après nous et elles ont créé des commissions pour juger des causes d'accidents du travail.

Il me semble que nous jouons sur les mots. Nous allons avoir tous les juges comme commissaires. Les modifications à la loi simplifient la procédure autant que possible. L'ouvrier victime d'un accident ne sera même pas obligé de prendre un avocat; il pourra conduire sa cause lui-même. Pourquoi créer une commission spéciale? Où siégera-t-elle? À Montréal ou à Québec? À Hull? On a dit que nous devrions avoir une commission ambulante. Faudrait-il autant de commissions qu'il y a de centres dans la province? Sera-t-elle un camp volant qui se transportera du jour au lendemain de Pontiac à Gaspé et à Rouyn, lorsque le chemin de fer sera construit, pour juger le cas d'un seul ouvrier? Que de frais et de retards inutiles en de telles circonstances! Y aurait-il des médecins attachés à cette commission qu'il leur faudrait aussi voyager. Ce serait autant de frais.

Avec la décentralisation judiciaire que nous avons - et que, je l'espère, nous garderons longtemps - nous pouvons avoir justice partout. Une commission? Mais tous les juges de nos tribunaux seront des commissaires, et ces commissaires ne coûteront pas un centin à la province puisque c'est le

gouvernement fédéral qui les paie. Supposons que nous créons une commission. Si les ouvriers n'obtiennent pas justice, on dira que c'est la faute des commissaires nommés par le gouvernement. Vous voyez tout de suite la politique s'en mêler. L'ouvrier, pas toujours satisfait, ne trouvera pas sa compensation suffisante. Il en rejettera la faute sur le gouvernement. Et les politiciens ne manqueront pas de lui dire: "C'est la commission du gouvernement qui vous traite ainsi."

Le député de Saint-Hyacinthe nous a donné des chiffres pour nous dire que le tarif des assurances en Ontario coûte moins cher que dans Québec. Je n'ai pas sous la main les documents nécessaires pour vérifier ces données, mais le témoignage de notre honorable ami s'accorde peu avec celui de M. Beatty, président du C. P. R., qui a lu notre loi, et il me disait que ça coûte au C. P. R. 30 %² plus cher dans Ontario que dans Québec, pour la loi actuelle des accidents du travail. D'ailleurs, comment une commission serait-elle plus économique puisque celle d'Ontario coûte un quart de million chaque année, alors que nos tribunaux ne nous coûteront rien?

Rien ne sert de s'entêter pour le moment. Nous allons mettre à l'essai le système proposé, et si, dans deux ou trois ans, il n'a pas donné satisfaction, si la loi nouvelle a pour résultat d'augmenter considérablement les taux d'assurance, nous verrons s'il n'est pas nécessaire de créer une assurance d'État ou de subventionner une assurance. Nous ne sommes pas mariés avec ce projet. On trouvera moyen d'empêcher que l'industrie soit exploitée.

Et puis n'allons pas oublier que cette loi est entièrement tirée du rapport d'une commission spéciale, nommée il y a deux ans, qui a étudié tous les détails du problème. Elle est un juge d'une compétence non douteuse, et il ne serait probablement pas sage de nous substituer à elle. Son rapport est contre la création d'une commission permanente. Allons-nous le mettre de côté? La Législature va-t-elle maintenant déclarer que ce rapport ne vaut rien? Le bill qui est présenté ne prévoit pas la création d'une commission permanente; elle établit cependant des commissaires-juges.

J'espère que la Chambre étudiera notre projet sans esprit de parti, que l'on nous fera des suggestions pour l'améliorer, si possible, et pour nous permettre de réaliser notre ambition qui est de rendre justice aux patrons et aux ouvriers. Mettons-nous à l'étude et sachons voir l'intérêt général avant tout. Il faudrait que notre loi des accidents du travail continue à servir de modèle.

(Applaudissements)

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Il me semble que, puisque les autres provinces ont trouvé le moyen de faire fonctionner leur commission, Québec ne devrait pas être embarrassé.

Il ne voit pas comment on pourrait inclure les maladies industrielles sans une commission médicale.

M. McDonald (Pontiac): Est-ce que la loi protège les ouvriers qui travaillent dans les forêts?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): La loi protège les ouvriers employés à l'exploitation forestière. Nous pourrions peut-être préciser davantage³.

M. Plante (Beauharnois), M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) et M. Saint-Jacques (Argenteuil) demandent ce que signifie tel ou tel article.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) répond aux questions.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Supposons le cas où un ouvrier veut poursuivre le gouvernement. Sous la loi générale, il doit demander la permission au gouvernement avant d'intenter ses poursuites. Sera-t-il obligé de demander encore cette permission?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je ne suis pas certain s'il pourra poursuivre sans pétition de droit. Je vais examiner le texte.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Loi des terres et forêts

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 modifiant la loi des terres et forêts soit maintenant lu une deuxième fois.

Lorsqu'un citoyen loue un terrain du gouvernement, en vertu de la loi actuelle, s'il veut poursuivre ceux qui pourraient refuser de lui céder ce terrain ou qui commettraient des empiétements, il doit demander au gouvernement de poursuivre. Le but du projet est de donner au locataire le droit de poursuivre lui-même.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Code municipal, articles 408 et 644

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 modifiant les articles 408 et 644 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 45

Enquêtes municipales

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 29 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement aux enquêtes municipales.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse édicter un tarif des honoraires des avocats des parties à l'enquête tenue en vertu de la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales

(statuts refondus, 1925, chapitre 107), telle que modifiée par la loi qui accompagne la présente résolution, ainsi que pour toute procédure ou chose qui se rapportent ou sont incidentes à ladite enquête, et que, à défaut de tel tarif, celui des avocats et celui de la Cour supérieure en vigueur pour les actions de première classe devant cette cour s'appliquent, en y faisant les changements nécessaires.

Il expose que, présentement, lors d'une enquête municipale, il n'y a pas de tarif établi, l'avocat prépare son compte le mieux qu'il peut et est obligé de poursuivre pour se faire payer. La résolution autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à établir un tarif. Le gouvernement consulera le Barreau avant de prendre action à ce sujet.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 29 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement aux enquêtes municipales.

Loi des compagnies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi des compagnies de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Asiles d'aliénés

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 modifiant la loi des asiles d'aliénés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Écoles de réforme

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 modifiant la loi des écoles de réforme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Écoles d'industrie

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 modifiant la loi des écoles d'industrie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conflagration à Terrebonne

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 modifiant la loi autorisant la garantie d'un certain emprunt pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 1^{er} décembre 1922, dans la ville de Terrebonne, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Coût de l'exposition d'art français en 1924 ou 1925

M. Faucher (Québec-Centre): Combien a coûté au gouvernement jusqu'à ce jour l'exposition d'art français qui a été tenue à Québec et à Montréal en 1924 ou 1925?

L'honorable M. David (Terrebonne): \$9,815.68.

Dépenses pour l'École technique de Montréal

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Depuis la réponse du 27 mars 1925, d'autres sommes ont-elles été dépensées: *a)* pour le terrain; *b)* pour la construction et les réparations; *c)* pour l'aménagement de l'École technique de Montréal?

2. Dans l'affirmative, lesquelles dans chacun des cas?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. *a)* Non; *b)* non; *c)* oui.

2. *a)* Rien; *b)* rien; *c)* \$14,785.35 pour installation, achat de l'outillage pour cours d'imprimerie.

Institutions reconnues d'assistance publique de Montréal

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Sur le montant total versé par le gouvernement de la province de Québec aux institutions reconnues d'assistance publique de la cité de Montréal, tel qu'il appert d'après la réponse du gouvernement en date du 23 février 1926, quelle a été la part: *a)* du gouvernement; *b)* de la cité de Montréal en vertu de l'article 29 de la loi de l'assistance publique, chaque année depuis la sanction de cette loi jusqu'à date?

L'honorable M. David (Terrebonne): *a)* \$671,500.01; *b)* \$671,500.01.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous avons discuté depuis quelque temps les crédits de l'agriculture. Nous l'avons fait dans l'intérêt de la province et de l'agriculture. Le gouvernement est resté sourd à nos propositions, mais cela ne nous a pas empêchés de continuer à prêcher nos idées, même en dehors de la Chambre. Nous continuerons à préconiser ces idées et à les consigner dans nos statuts. On a dénoncé l'opposition en disant que nous n'avions pas de programme. Nous avons un programme qui a été formulé l'an dernier et que nous exprimons par des motions. On verra, par la motion que nous allons présenter tout à l'heure, que nous pouvons apporter à la Chambre des articles bien définis. Il y a longtemps que je demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) d'établir les agronomes sur des fermes de démonstration, afin qu'ils puissent donner non seulement un enseignement théorique, mais un enseignement pratique.

Là-dessus, on a fait courir le bruit que nous étions contre les agronomes, contre ces jeunes gens qui sont chargés d'instruire les cultivateurs. C'est une accusation gratuite. Nous respectons l'institution de l'agronomie et nous estimons l'enseignement qui se donne dans nos écoles d'agriculture. Nous recherchons les meilleurs moyens d'aider la classe agricole. Et, comme conclusion des remarques et des représentations que nous avons faites depuis quelques années, j'ai l'honneur de proposer l'amendement suivant:

Je propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Duranleau), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants: Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais,

Attendu que les écoles d'agriculture de la province ont été fondées et subventionnées dans le but d'y propager la science agricole, de la faire appliquer par des cultivateurs modèles, gradués;

Attendu que, d'après le dernier rapport du directeur de l'Institut agricole d'Oka, 1925, de tous les élèves diplômés sortis de cette école, de 1911 à 1925, 15 seulement sont cultivateurs et un seul est jardinier-maraîcher;

Attendu que, d'après le dernier rapport du directeur de l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, 1925, des 191 diplômés sur 900 inscriptions depuis 1912, il n'y a que 23 bacheliers qui sont ou cultivateurs ou régisseurs de fermes, ou éleveurs, pour leur compte ou le compte d'autrui, sans qu'il soit fait mention du nombre de cultivateurs modèles;

Attendu que les écoles d'agriculture ont coûté à la province, depuis 25 ans, en octrois du gouvernement, la somme de \$670,734.20, sans compter la somme de \$724,850 payée par le gouvernement fédéral, de 1912 à 1924;

Attendu que le gouvernement a dépensé depuis cinq ans:

a) \$114,129.10 pour des fermes de démonstration, des vergers de démonstration et des champs de démonstration chez des favoris politiques, au moins généralement;

b) \$1,198,811.97 pour des agronomes, malheureusement plus obligés d'obéir aux ordres du ministère de l'Agriculture (entre autres pour des enquêtes sur la conduite politique des cultivateurs) qu'aux dictées de leur compétence;

Attendu que, depuis quelques années, les écoles ont servi plutôt à augmenter considérablement le nombre des fonctionnaires du gouvernement, au point que le seul ministère de l'Agriculture en comptait 610 au cours du dernier exercice;

Attendu que, des \$1,721,200 dépensés pour l'agriculture en 1924-1925, \$416,493.86 ont été dépensés en salaires et \$469,373.22 en voyages, sans compter les \$124,696.23 de traitement des fonctionnaires supérieurs du ministère de l'Agriculture;

Attendu que l'abus du fonctionnarisme est considéré comme une plaie dans les administrations gouvernementales;

Attendu que le gouvernement, reconnaissant les mérites et la valeur des élèves sortant de ces écoles, aurait pu requérir les services d'un certain nombre pour des spécialités dignes de leurs études, et accorder à tous une protection et un encouragement plus profitables à notre province;

Cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas fondé dans nos comtés ruraux, au moyen d'un crédit agricole, des fermes modèles acquises, dirigées et exploitées par des gradués de nos écoles d'agriculture, en vue de démontrer la valeur et la nécessité de ces institutions, de leur enseignement, de leur méthode de formation ainsi que les avantages de l'application de la science dans le rendement et l'administration d'une ferme.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau Faucher, Houde, Lafleur, Lortie (Soulanges), Pellerin, Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Tétreau, 16.

Contre: MM. Authier, Bergeron, Bernard, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Guillemette, Laferté, Lafond, Lafrenière, Lahaie, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Morin, Nicol, Perrault, Phaneuf, Reed, Richard, Saurette, Sylvestre, Taschereau, Thériault, Thurber, 39.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-quinze mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour encouragement de l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration, pour l'année financière finissant le 30 juin 1927.

Des députés de l'opposition font remarquer que les dépenses de voyage des employés du département de l'Agriculture sont considérables. Ils demandent de les réduire.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) insiste sur ce point.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Mon département a remarqué cette augmentation des dépenses, mais je n'y peux rien, sinon exercer un sévère contrôle. Les frais de voyage ont augmenté partout et le département de l'Agriculture doit se soumettre aux conditions générales.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait allusion aux fermes de démonstration et reproche au gouvernement provincial de ne pas coordonner suffisamment ses efforts avec ceux d'Ottawa. Par exemple, il voudrait que le ministre de l'Agriculture, avant d'accorder des octrois pour des fermes de démonstration ou des vergers, s'entende avec le département de l'Agriculture d'Ottawa. (Il élève la voix.) Le gouvernement veut ignorer le programme de l'opposition.

M. Lemieux (Wolfe): Première scène.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La scène de l'opposition vaut bien celle du député de Wolfe. Et, si ce dernier n'a pas le courage de dire en Chambre ce qu'il dit au dehors, qu'il reste donc chez lui. D'ailleurs, nous lui rendrons ce service aux prochaines élections.

M. Lemieux (Wolfe): On se bat à deux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous ne sommes pas venus ici pour nous battre à deux. Le député de Wolfe a un mandat qu'il doit remplir non pas en lançant des injures, mais en discutant les lois que l'on présente en cette Chambre.

M. Lemieux (Wolfe): Vous avez fait pire, des fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je serai meilleur prince que le député de Wolfe et je lui rendrai service en ne parlant plus de lui.

M. Lemieux (Wolfe): Quel service me rendez-vous?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En ne parlant plus de vous. Voilà donc l'esprit et la mentalité de ces députés qui viennent en cette Chambre sans vouloir travailler, qui sont prêts à voter à l'aveugle toutes les mesures du gouvernement. Ils ne viennent ici que pour chercher leur chèque, puis ils iront sur les estrades en temps d'élection dire qu'ils ont bien travaillé pour leur province.

D'ailleurs, je connais le ministre de l'Agriculture et je sais à qui il accorde raison en ceci. Je n'insisterai pas sur cette insulte que je reçois avec mépris. Il continue les remarques sur les fermes de démonstration.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Mon département coopère avec le département de l'Agriculture fédéral. Jamais une ferme de démonstration n'est établie sans que le département provincial s'enquière des gestes agricoles du département fédéral dans la région où l'on projette d'établir cette ferme. Votre idée de l'agronome-agriculteur n'est prouvée ni pratique ni raisonnable. Les fermes de démonstration actuelles, données à des agriculteurs ordinaires, sous la surveillance étroite des agronomes, constituent une leçon de chose autrement plus efficace. Le cultivateur sera plus porté à critiquer un fonctionnaire instruit, faisant de la culture à même le gouvernement, qu'un homme du sol semblable à lui-même et réussissant à produire plus parfaitement en suivant les instructions de son agronome.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) intervient.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Sous la présidence de M. Laferté.
2. Dans *Le Devoir*, on cite "66.6 %, alors qu'ils ne sont que de 50 % dans Québec".
3. Dans *L'Événement*, on dit que la Chambre étudie la loi Galipeault dans tous ses détails. M. Galipeault conduit l'étude du projet.

Séance du mercredi 3 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Horaire de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. le Président, je crois que nous pourrions changer notre procédure cette semaine en siégeant vendredi après-midi à la Chambre, car, vendredi matin, le comité des bills privés pourra probablement terminer son travail.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que toutes les mesures du gouvernement sont présentées à la Chambre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Toutes les mesures importantes sont sur l'ordre du jour. S'il survient quelque chose de nouveau, ce sera peu important.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) intervient.

**Three Rivers and
Central Railway Company**

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Delisle), que toutes les dispositions du règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés, ainsi qu'à l'examen préliminaire et à la présentation des bills privés soient suspendues, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'honorable J.-A. Tessier, Edmond-M. Bourassa, Harold L. Clifford et François Lajoie, de Trois-Rivières, et René Boisvert, de Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Three Rivers and Central Railway Company, que cette pétition soit immédiatement lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 constituant en corporation Three Rivers and Central Railway Company.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de l'honorable J.-A. Tessier, Edmond-M. Bourassa, Harold L. Clifford et François Lajoie, de Trois-Rivières, et René Boisvert, de Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Three Rivers and Central Railway Company, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Three Rivers and
Central Railway Company**

M. Mercier (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 121 constituant en corporation Three Rivers and Central Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 130 concernant l'Église-Unie du Canada.

M. Bullock (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de la St. Regis Paper Company of Canada Limited, demandant l'adoption d'une loi pour autoriser le conseil municipal de la paroisse Saint-Félix-du-Cap-Rouge de fixer, pour une période d'années, l'évaluation des immeubles lui appartenant, pour les fins de son industrie, dans les limites de ladite paroisse, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Adopté.

**Taxes à payer par la St. Regis Paper
Company of Canada Limited à la paroisse de
Saint-Félix-du-Cap-Rouge**

M. Hamel (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 120 autorisant le conseil municipal de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge à accorder une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la St. Regis Paper Company of Canada Limited, pendant une période d'années.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Bois coupé dans Témiscouata

M. Langlais (Témiscouata): 1. Le département des Terres et Forêts a-t-il un rapport démontrant, pour le comté de Témiscouata, la quantité de bois coupé: *a)* dans les seigneuries; *b)* dans les limites à bois proprement dites; *c)* sur les lots patentés; *d)* sur les lots sous billets de location?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les quantités de bois coupées sur chacune desdites propriétés, et l'espèce de bois?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1 et 2. Les rapports que nous avons au ministère des Terres et Forêts montrent: 1) globalement, les bois coupés tant dans les seigneuries que sur les lots patentés et sur les lots sous billets de location, tous terrains considérés comme terrains privés; 2) les bois coupés dans les concessions forestières.

Les statistiques compilées des rapports reçus des exploitants et marchands de bois donnent les chiffres suivants, pour l'année 1923-1924: 1) 40,187,819 P.M.P. provenant de concessions forestières; 2) 52,081,350 P.M.P. provenant de lots patentés et non patentés; 3) 16,585,553 P.M.P. provenant des seigneuries.

Séparer les uns des autres les bois provenant de lots patentés et de lots sous billets de location serait une tâche longue qui exigerait beaucoup de temps. Il en serait de même pour différencier les espèces de bois de même que les diverses catégories de produits forestiers.

**Limites de bois
de la rivière Malbaie**

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Combien de cordes de bois de pulpe ont été coupées sur les limites de la rivière Malbaie, Charlevoix, pendant la saison 1924-1925?

2. Les droits de coupe sur ces bois ont-ils été payés?

3. Les règlements des bois concernant le diamètre des arbres ont-ils été observés dans cette coupe de bois?

4. Sinon, quel montant d'argent y a-t-il eu d'exigé comme amendes?

5. Ces amendes ont-elles été payées? Sinon, pourquoi?

6. S'il y a eu entente entre le gouvernement et les licenciés, ces derniers ont-ils rempli leurs obligations?

7. Sinon, qu'est-ce que le gouvernement a fait contre eux?

8. Les licences 1925-1926 ont-elles été émises pour ces limites?

9. Le gouvernement a-t-il annulé ou a-t-il l'intention de annuler ces licences?

10. Dans l'affirmative, a-t-il l'intention de revendre ou d'affirmer de nouveau ces limites?

11. Combien de bois a été fait sur ces limites depuis 10 ans, d'après les rapports assermentés fournis par les licenciés?

12. Le gouvernement connaît-il la possibilité de croissance annuelle sur ces limites?

13. Le gouvernement permet-il à ces licenciés, en général, de couper plus que les forêts poussent annuellement?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. 62,015 et 111-128 cordes.

2. Oui.

3. Oui, alors que permission a été donnée d'exploiter environ 1,500 cordes de bois sur promesse de la compagnie de faire faire l'inventaire de toutes les concessions qu'elle possède.

4, 5, 6 et 7. Aucune réclamation n'a encore été faite, la compagnie devant prochainement commencer les travaux d'inventaire promis.

8. Oui.

9 et 10. Non.

11. 88,721,695 pieds mesure de planche et 8,786 pieds cubes.

12. Non.

13. Le gouvernement ne permet pas d'exploiter plus que la possibilité annuelle des forêts inventoriées dont le plan d'aménagement lui a été soumis. Dans les autres cas, les concessionnaires sont obligés de suivre les règlements fixant les diamètres minima auxquels il leur est permis d'exploiter. Le gouvernement n'a aucun pouvoir, dans ces cas, pour limiter le chiffre des coupes annuelles aussi longtemps qu'on suit les règlements.

**Revenus provenant des poursuites
faites par la Commission des liqueurs**

M. Dufresne (Joliette): 1. Quel est le revenu global retiré par le gouvernement de cette province, provenant des poursuites faites par la Commission des liqueurs de Québec: *a)* en 1924; *b)* en 1925?

2. Quel a été le revenu pour chaque district: *a)* en 1924; *b)* en 1925?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Le revenu provenant des poursuites n'est pas retiré par le gouvernement, mais est utilisé par la Commission des liqueurs de Québec pour l'aider à défrayer une partie de ce que coûte le service de surveillance.

2. Même réponse que pour la question no 1.

**Actifs de la
Commission des liqueurs**

M. Dufresne (Joliette): 1. Quel est l'actif immobilier de la Commission des liqueurs de Québec?

2. Quel est son actif mobilier?

3. Quelle est la valeur en dollars des boissons fortes que la Commission a actuellement en entrepôt ou dans ses magasins?

4. Même question pour les vins.

5. Même question pur les boissons fortes que la Commission a achetées ou commandées et qui ne lui ont pas encore été livrées.

6. Même question pour les vins.

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Aucun.
2. Sommes en caisses et en banque, comptes recevables, liqueurs alcooliques en entrepôt et dans les magasins, matériaux et fournitures, ameublement, installation, outillage et automobiles.

3. \$2,603,870.

4. \$1,735,840.

5. \$603,565.

6. \$226,549.

**Lot 14 du 1^{er} rang
du canton d'Addington**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le lot 14 du 1^{er} rang du canton d'Addington a-t-il été révoqué?

2. Dans l'affirmative, pourquoi?

3. Par qui ce lot avait-il été acheté?

4. Le propriétaire avait-il fait régulièrement ses paiements?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1 et 2. Non.

3. Joseph Charland.

4. Oui.

**Code de procédure civile,
article 1092**

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 147 modifiant l'article 1092 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Fortier (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Rétributions scolaires

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 149 relatif à certaines rétributions scolaires.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Contrats entre
la ville de Drummondville
et la Canadian Celanese Limited**

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 ratifiant certaines résolutions de la corporation et des commissaires d'écoles de la ville de Drummondville, et les contrats qu'ils ont passés avec Canadian Celanese Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ville de Barkmere

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général

pour étudier le bill 76 constituant en corporation la ville de Barkmere.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le préambule qui se lit comme suit:

Attendu que messieurs Albert Richard Whittall, manufacturier; le docteur Herbert J. Silver, commissaire, tous deux de la cité de Westmount; Christopher H. Goulden, marchand, de la ville de Montréal-Ouest; Arthur Reeve, gérant, de la cité d'Outremont; Feaforth D. MacNab, surintendant de laboratoire d'expérimentation, de la cité de Montréal; Ernest A. Bulley, mécanicien-dentiste, de la cité d'Outremont; Thomas Stansfield Worthington, ingénieur, des cité et district de Montréal, et La Maison de L'Immaculée Conception, corporation légalement constituée ayant son bureau principal en la cité de Montréal, agissant aux présentes et représentée par son recteur et président, le révérend Téléphore Filiatrault, et son secrétaire-trésorier, le révérend F.-E. Labelle, tous deux prêtres de l'Ordre des jésuites, tous du district de Montréal, ont représenté, par leur pétition:

Que la congrégation religieuse susmentionnée et un grand nombre de familles de la cité de Montréal et d'ailleurs possèdent des propriétés à Bark Lake, dans les cantons d'Arundel et de Montcalm, dans le comté d'Argenteuil, dans les limites des municipalités rurales d'Arundel et de Weir;

Que ces propriétés sont occupées par leurs propriétaires pendant la saison d'été;

Que l'organisation municipale actuelle ne suffit plus à leurs besoins et qu'il est devenu nécessaire de prendre de plus amples mesures pour l'administration dudit territoire;

Qu'il est de l'intérêt public que tout le territoire, décrit dans la section 2 de la présente loi, soit constitué en municipalité de ville, sous le nom de La ville de Barkmere, conformément aux dispositions du chapitre 102 des statuts refondus, 1925, la loi des cités et villes;

Qu'il est aussi de l'intérêt public que l'on accorde à ladite municipalité le pouvoir de contrôler les eaux du lac Bark, comprises dans les limites du territoire décrit, et le nombre, la forme, les dimensions et les fins des bâtisses et des habitations à ériger ou à occuper dans les limites de ladite municipalité;

Et qu'en outre les dispositions de l'article 7 du chapitre 83 des statuts refondus de Québec, 1925, sont déclarées ne pas s'appliquer audit territoire;

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à la demande à cet effet contenue dans ladite pétition;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Il y a deux ans, l'on présenta un projet de loi pour créer cette ville de Barkmere et le comité des bills privés le renvoya parce que le rapport n'était pas satisfaisant et que les renseignements étaient contradictoires. Mon prédécesseur, le député d'Argenteuil, M. Hay, s'y est opposé et les raisons qui militaient alors contre son adoption existent encore aujourd'hui. Aujourd'hui, on revient devant les Chambres avec le même bill, presque pas changé. C'est toujours le même projet de fonder une ville dans une même région agricole sans donner aux municipalités d'Arundel et de Montcalm - dont Barkmere fait partie - les garanties d'entretien des chemins et autres travaux nécessaires. Toutes deux prétendent que l'incorporation leur causerait un grave préjudice. Les municipalités ont soumis leurs griefs au premier ministre. On laisse aux deux municipalités le lourd fardeau et Barkmere n'aura rien à payer.

Le territoire en question comprend 40 maisons en outre de la maison de l'Immaculée-Conception. En décembre dernier, les mêmes promoteurs ont tenté un autre effort. Le seul changement que comporte le bill est l'abandon de quelques lots qui ne sont pas inclus dans la nouvelle loi. Deux municipalités ont envoyé des résolutions s'opposant à la loi. Elles invoquent que la délimitation que l'on propose est arbitraire; elle inclut 10 fermes de colons, dont quelques-unes sont habitées et toutes en culture, qui seront exposés à être taxés comme s'ils avaient des propriétés de ville. Les gens qui vont en villégiature à cet endroit se plaignent qu'ils n'ont pas de chemin pour se rendre au canton de Weir, et c'est pour cela qu'ils demandent l'incorporation de la ville. Le canton Montcalm aura surtout à souffrir de cet état de choses. Il a déjà été morcelé pour la formation du village du lac des Seize Îles, et le territoire qui reste est si petit que les résidents ne sauront que faire si l'incorporation est accordée. Le chemin restera à leur charge et ils seront incapables de voir à son entretien.

Il dénonce le principe du bill. Il croit qu'on incorpore ainsi trop souvent des villes qui n'ont aucun sens commun.

S'il s'agissait de créer une nouvelle paroisse sous l'autorité du Code municipal, la question se discuterait moins, car alors on prendrait des informations plus précises et la topographie des lieux serait mieux établie. Mais il s'agit ici de la fondation d'une ville qui ne contiendra une population quelconque que pendant deux mois de l'année. Parce qu'il a plu à une trentaine de citoyens de la cité de Montréal de choisir ce lieu comme résidence d'été, le gouvernement se croit obligé d'ériger en ville ce regroupement estival du lac des Écorces, sans s'occuper si l'intérêt public est lésé ou non par cette fantaisie de villégiature ensoleillée. J'espère que la Chambre refusera l'incorporation. L'an prochain, il y aura peut-être moyen de faire disparaître les griefs et d'accorder aux requérants ce que nous ne pouvons leur donner maintenant.

M. Thurber (Chambly): Je ne comprends pas comment les intérêts de Montcalm et d'Arundel pourraient être lésés par la constitution de cette ville de Barkmere, puisque les requérants de cette législation ont acheté tous les terrains autour du lac des Écorces et ne laissent derrière eux aucune créance envers les municipalités dont ils se détachent. Le bill a été étudié au comité, et aucun intéressé n'est venu le combattre. L'honorable député d'Argenteuil a été seul à s'y opposer. Je crois donc que nous ne causerons aucun préjudice en adoptant le projet.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je soumetts humblement que 40 ou 50 personnes qui se sont bâties sur le bord d'un lac ne devraient pas pouvoir faire incorporer une ville au détriment des propriétaires de fermes situées à côté. Si nous adoptons ce principe, nous aurons avant longtemps des petites villes parsemées à travers nos districts ruraux et les cultivateurs en souffriront.

L'honorable M. Nicol (Compton): Les résidents de Barkmere sont dans une situation bien singulière. Ils paient leurs taxes au canton de Montcalm qui ne peut rien faire pour eux. Ils réclament l'incorporation de leur ville afin de pouvoir faire des améliorations. Mon honorable ami d'Argenteuil nous a dit qu'on allait englober 10 terres. Il me semble que les promoteurs du bill nous ont déclaré qu'il n'y avait que trois lots en culture et que deux de ces lots étaient abandonnés. Le propriétaire du seul terrain concerné dans les limites de cette ville sera le premier bénéficiaire de la nouvelle loi. Je ne crois pas que les citoyens

d'Arundel et de Montcalm souffrent de cette incorporation. Le bill n'est pas le même que le précédent qui accordait à Barkmere un territoire beaucoup plus étendu. Le député d'Argenteuil fait erreur quand il affirme qu'il n'y aura que 30 ou 40 familles résidant en ces lieux durant les étés. Rien que les établissements de jésuites recevront 200 ou plus de leur personnel, à part un très grand nombre de touristes de la classe la plus aisée. Les requérants de cette loi nouvelle désirent surtout garantir leurs propriétés de toute façon, y établir un service d'hygiène parfait, une bonne police, des chemins et des routes convenables pour accommoder leurs visiteurs et leurs résidents.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Une protestation adressée au premier ministre était signée par 12 cultivateurs dont 10 habitent sur ces terres et les deux autres les cultivent. Je me demande même si les 38 ou 40 personnes qui habitent sur le bord du lac des Écorces ont un titre bien clair pour leurs propriétés. Je suis porté à croire que le gouvernement est propriétaire des lots qu'ils occupent et pourrait, un jour, faire déguerpir ceux qui ont des maisons de campagne sur le bord du lac pour rendre la jouissance de ce beau lac aux cultivateurs de la région. Je remercie l'honorable trésorier de sa bienveillance pour la Compagnie de Jésus et je puis l'assurer que l'incorporation de cette ville n'offrira aucun avantage aux jésuites. On ne devrait pas morceler ainsi les territoires de deux municipalités rurales contre leur gré, surtout quand on leur laisse tous les chemins à payer.

M. Thurber (Chambly): Je crois que les jésuites sont au nombre des requérants qui demandent l'incorporation.

M. Langlais (Témiscouata): Dans mon opinion, si nous adoptons ce projet, nous créons un principe dangereux au point de vue rural.

L'honorable M. Nicol (Compton): Nous ne créons pas de principe nouveau. Il y a, près de Sherbrooke, une municipalité semblable. Les résidents de Barkmere croient qu'ils contribuent à la richesse de cette partie d'Argenteuil. Mais ils se plaignent qu'ils paient des taxes et ne peuvent obtenir aucune amélioration en retour. On nous a représenté, au comité, que les résidents de Barkmere achètent des produits des cultivateurs. Ils contribuent à la prospérité de la région. Pourquoi ne pas leur donner le droit de s'incorporer et de faire des améliorations à leur localité?

M. Crépeau (Sherbrooke): L'honorable trésorier a fait allusion à la municipalité du lac Magog. Il y avait là un cas spécial. La municipalité s'est érigée en ville pour obtenir la lumière électrique dans ses rues.

L'honorable M. Nicol (Compton): Tantôt c'est une raison, tantôt c'est une autre.

Le préambule, étant mis aux voix, est adopté par 27 voix contre 16.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Les habitants et les contribuables du territoire compris dans les limites ci-après décrites sont, par la présente loi, constitués en corporation de ville, sous le nom de La ville de Barkmere.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je propose en amendement à la première clause que les lots en culture soient détachés du territoire de la nouvelle ville. On n'a pas le droit d'englober dans cette ville les propriétés des cultivateurs qui ne veulent pas en faire partie.

L'honorable M. Nicol (Compton): Mon honorable ami nous demande de tout enlever. Si nous avons voté pour l'incorporation de la ville, nous devons lui donner un certain territoire.

L'amendement, étant mis aux voix, est rejeté par 24 voix contre 17.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. La corporation constituée par la présente loi est régie par la loi des cités et villes (statuts refondus, 1925, chapitre 102), sauf les articles qui y dérogent."

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je propose un nouvel amendement pour que la ville soit soumise à la juridiction du conseil de comté pour toutes fins municipales.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Chambre s'est prononcée en faveur de l'incorporation de Barkmere en ville. Je crois qu'il faut être logique...

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je veux montrer... Je dirai la folie qu'il y a à ériger des territoires ruraux en ville quand on pourrait parfaitement les ériger en village. Et je veux que l'autonomie des cultivateurs qui ne veulent pas entrer dans cette ville soit respectée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Chambre, à tort ou à raison, a incorporé Barkmere en ville et nous ne pouvons soumettre une ville à la juridiction d'un conseil de comté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. La ville est séparée des cantons d'Arundel et de Montcalm et des municipalités rurales d'Arundel et de Weir, pour les fins municipales."

M. Saint-Jacques (Argenteuil) fait alors observer que, dans les territoires désignés dans le bill, on dit que la nouvelle ville sera bornée par la municipalité de Weir. Il n'y a pas, dit-il, de municipalité de Weir dans Argenteuil.

L'honorable M. Nicol (Compton): (Souriant) Alors, si nous faisons de la correction, nous allons modifier le texte du projet.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je ne demande que de la correction de justice. Nous érigeons une ville en englobant des territoires appartenant à des citoyens qui ne veulent pas entrer dans cette ville.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 20 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 21 qui se lit comme suit:

"21. L'article 7 du chapitre 83 des statuts refondus de Québec, 1925, ne s'applique pas au dit territoire aussi complètement et aussi effectivement que si ledit article ne s'était jamais appliqué."

L'article est retiré et remplacé par le suivant:

"21. La ville sera tenue de payer sa part des dettes actuelles de la corporation de la paroisse de Saint-Georges de Clarenceville, au prorata de l'évaluation actuelle des terrains détachés de ladite

paroisse, suivant la valeur actuelle telle que constatée au rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité lors de la mise en vigueur de la présente loi, et le règlement de ladite dette entre les parties se fera suivant les dispositions des articles 50 et suivants du Code municipal de Québec."

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je propose un amendement pour que la nouvelle ville soit tenue responsable pour sa part des dettes des corporations de Montcalm et Arundel.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"21. La ville sera tenue de payer sa part des dettes actuelles de la corporation des cantons de Montcalm et d'Arundel, au prorata de l'évaluation actuelle des terrains détachés desdits cantons, suivant la valeur actuelle telle que constatée au rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité lors de la mise en vigueur de la présente loi, et le règlement de ladite dette entre les parties se fera suivant les dispositions des articles 50 et suivants du Code municipal de Québec."

L'amendement est adopté.

L'article 21, amendé, est adopté.

Les articles 22, 23 et le préambule sont adoptés.

M. Langlais (Témiscouata): Il me semble qu'on a oublié une chose. Cette ville ne pourra avoir ni maire ni échevins car on n'a pas mis de provision spéciale pour déroger à la loi générale qui dit que le maire et les échevins doivent résider dans la municipalité. Comme tous les citoyens de cette ville n'y résideront qu'en été, on ne pourra élire ni maire, ni échevins.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Thurber (Chambly) propose que le bill soit lu une troisième fois.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): J'ai combattu ce projet, M. l'Orateur, en comité et je crois que la Chambre ne devrait pas l'adopter, car il est préjudiciable aux intérêts des électeurs d'Argenteuil et de Montcalm.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Bray), que tous les mots après "lu", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants: "dans six mois".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaudoin, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau Faucher, Houde, Lafleur, Lahaie, Langlais, Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Lortie (Soulanges), Plante, Saint-Jacques, Sauvé, Tétreau, 17.

Contre: MM. Baillargeon, Bercovitch, Bernard, Bissonnet, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Delisle, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Gault, Lafrenière, Laperrière, Lapiere, Lemieux (Gaspé), Létourneau, Marchand, McDonald, Mercier (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreault, Morin, Nicol, Oliver, Pellerin, Perrault, Phaneuf, Philips, Pilon, Reed, Richard, Smart, Sylvestre, Taschereau, Thériault, Thurber, 42.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill 40 modifiant l'article 981o du Code civil.

Acquisitions et aliénations d'immeubles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 30 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 35 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Emprunts des corporations scolaires

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux résolutions concernant les emprunts soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 17 révisant et refondant la loi des accidents du travail.

Adopté.

En comité:

M. Smart (Westmount) prétend que le gouvernement aurait dû présenter le bill devant la Chambre beaucoup plus tôt. Rien n'a justifié ce délai. La commission, créée pour étudier la question l'an passé, a présenté son rapport il y a près d'un an, et le gouvernement n'a proposé cette mesure devant l'Assemblée que peu avant à la fin de la session.

J'ai écouté avec intérêt le discours de l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault), lorsqu'il nous a présenté sa loi, et les remarques de tous les députés. Je crois que le principal point en discussion est celui-ci: devons-nous avoir une commission pour les accidents du travail ou non? Les ouvriers ne reçoivent pas assez dans cette province, en proportion de ce que reçoivent les patrons. Les manufacturiers ont refusé la commission parce qu'ils n'avaient pas suffisamment étudié la question. Les patrons sont traités plus justement dans Ontario. Le gouvernement a beaucoup tardé pour présenter sa mesure; le rapport de la commission d'enquête est prêt depuis longtemps. Comment le premier ministre peut-il déclarer que les taux d'assurance industrielle sont plus élevés - de 30 % - en Ontario qu'ici? C'est le contraire qui est vrai.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) n'a pas fait cette déclaration lui-même, mais il a dit que le président du C. P. R., M. Beatty, lui avait déclaré cela.

M. Smart (Westmount) cite des chiffres qui semblent indiquer, selon lui, que, dans les États où la commission du travail existe, les assurances, en cas d'accidents, coûtent moins cher aux manufacturiers.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il ne faut pas perdre de vue que 75 % des patrons ne sont pas assurés et ne paient pas de primes, ce qui diminue d'autant le coût total.

M. Smart (Westmount): Comment expliquer cela, alors que la loi ontarienne accorde aux ouvriers des compensations beaucoup plus élevées que la loi québécoise? Notre province ne pourrait-elle prendre exemple sur l'Ontario? Ce qui ne veut pas dire que l'on doit suivre l'Ontario en tout et partout. Mais le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries n'a-t-il pas calqué la loi des mines sur celle de la province voisine?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Les industriels d'Ontario trouvent que la loi provinciale leur coûte cher.

M. Smart (Westmount): Ils sont satisfaits de la loi.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je n'en suis pas si sûr que cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Oh! La bonne vieille province d'Ontario.

M. Smart (Westmount): L'honorable premier ministre cite souvent l'exemple d'Ontario. Je crois que ce projet de loi, qui a été présenté en retard, devrait être suspendu et que le gouvernement ne devrait pas insister, afin que la Législature ait le temps de l'étudier à loisir.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'honorable député de Westmount dit que notre projet est en retard et il voudrait en retarder l'adoption. Ce n'est pas logique. Si le projet n'est pas venu l'an dernier devant la Chambre, c'est parce que le rapport de la commission n'a été soumis qu'au cours de la session. Mon honorable ami se dit partisan de la commission dans l'intérêt des manufacturiers. Depuis que ce projet est à l'étude, j'ai reçu plusieurs délégations de manufacturiers. Pas un seul ne m'a demandé la création de cette commission. M. Smart parle des patrons. A-t-il beaucoup d'autorité pour le faire, lui qui n'est plus patron? Les idées ont évolué.

On ignore que le gouvernement, dans l'étude du projet, a consulté des personnes de toutes les conditions, de toutes les classes. Il a eu affaire à des ouvriers, à des patrons et à des experts en ces sortes de questions. Le rapport de la commission chargée de cette étude renfermait l'opinion de tous. Patrons et ouvriers se sont entendus sur la plupart des points, mais les patrons ont réclamé le maintien des tribunaux pour juger les causes d'accidents. Et puis, est-ce que les ouvriers sont aussi unanimes qu'on veut le faire croire? Il n'y a pas si longtemps, les syndicats catholiques repoussaient l'idée d'une commission. Ils y voyaient donc des inconvénients.

Mon honorable ami dit que notre loi est plus onéreuse pour l'industrie que celle d'Ontario. Je regrette de ne pouvoir accepter cette affirmation car l'expérience a démontré le contraire. Je puis affirmer sans crainte d'être démenti que les manufacturiers d'Ontario paient plus cher que les nôtres pour le fonctionnement de la loi ontarienne. Des chefs d'entreprise eux-mêmes ont été les premiers à déclarer que notre province faisait peser moins d'impôts sur eux que nos voisins. Mon honorable ami a cité des chiffres de compagnies d'assurances pour tenter de démontrer que notre tarif est plus élevé que celui des autres. Qu'est-ce que cela prouve, sinon que les compagnies établissent un tarif d'une grande diversité, selon les cas et selon les industries visées? Cette différence n'est pas justifiable, mais c'est aux

patrons de voir à se protéger. Cela ne veut pas dire que la loi du travail coûte plus cher à nos industriels. Quand les taux sont plus bas, cela dépend de nos industries qui sont moins bien organisées que celles de la province voisine. Je possède, moi aussi, des chiffres qui pourraient tout aussi bien prouver le contraire des données du député de Westmount. Pourquoi, par exemple, celui-ci ne nous dit-il pas la raison qui fait que les compagnies font payer \$3.12 pour le flottage du bois, en Ontario, et \$4.25 dans le Nouveau-Brunswick? En outre, il a cité New York en exemple. Or, New York a une commission et une assurance d'État...

M. Smart (Westmount): Je ne crois pas.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Oui, c'est vrai, et je dirai que New York paie beaucoup plus cher. Les chiffres donnés par notre honorable ami ne prouvent donc rien.

L'honorable député de Westmount a parlé des bienfaits de la commission. Il ne faut pas créer de légende autour de cette commission. Les ouvriers n'ont pas plus de protection d'une commission qu'ils n'en ont des tribunaux. Dans Ontario, les choses ne vont pas aussi bien qu'on le dit. Souvent, l'accidenté reste loin et ne communique que difficilement avec les commissaires, dont les décisions sont parfois injustes envers les ouvriers. La commission siège à Toronto et, quand les causes se présentent dans les districts éloignés, il s'accumule, dans ces dossiers, un grand nombre de correspondances, rapports et témoignages qui retardent le jugement pendant des mois. Qui paie, sinon le patron? En 1923, quand la commission ontarienne n'avait que \$4,000,000 à administrer, elle comptait déjà 75 employés et ses dépenses en salaires s'élevaient à \$196,648. L'année dernière, le nombre des employés s'élevait à 100, et les salaires, à \$250,000. Avec un quart de million de piastres, on en paie des primes d'assurance! Dans quelques années, la dépense sera d'un demi-million. Qui paie? N'est-ce pas encore le patron? Dira-t-on, après cela, que la commission ne coûte rien à l'industrie? Et le gouvernement, croit-on que la commission ne lui coûte rien? Les commissaires reçoivent \$23,000 en salaire. Cette commission entraîne des dépenses considérables que le gouvernement a voulu éviter. La justice est assurée aux ouvriers gratuitement. Dans mon opinion, nos juges sont les mieux qualifiés pour juger les réclamations des ouvriers. Nous allons profiter de leur expérience et pratiquer une économie considérable. Les ouvriers n'auront pas de frais à payer.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Est-ce que l'honorable ministre est assez renseigné pour affirmer que l'ouvrier n'aura rien à payer quand il aura une réclamation à faire valoir en vertu de la loi des accidents du travail?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Telle est l'intention du gouvernement. Si la loi n'est pas assez claire sur le point de l'indemnisation, nous préciserons davantage, et nous sollicitons vos suggestions. Qu'on nous aide à la rendre plus précise. Notre désir est de laisser aux ouvriers toutes leurs indemnités sans qu'il leur en coûte un sou de frais. Nous voulons que l'application de la loi soit gratuite et nous croyons qu'il est plus facile d'y arriver devant nos tribunaux que devant une commission. Nous voulons aussi protéger l'industrie. Ses représentants dans la commission nous ont demandé la plus grande partie des amendements proposés. Nous avons pris leurs suggestions; nous y avons ajouté notre expérience.

On parle de taux d'assurance. Les compagnies d'assurances ne sont pas toutes satisfaites du projet. Mais, qu'importe, peut-être aurons-nous avant longtemps l'assurance d'État. Le gouvernement est prêt à recevoir toutes les suggestions qu'on voudra lui faire.

L'honorable député de Westmount dit: "Ce qui est bon pour Ontario devrait l'être pour Québec." Mais il devrait savoir que ce ne sont pas les industriels qui ont choisi ce système; il leur fut imposé. Nous n'avons pas la même mentalité que dans Ontario. Nous nous inspirons du droit français. Nous créons l'outil, mais nous laissons à l'initiative privée le soin de s'en servir.

Pour revenir à la commission, il faut tenir compte qu'il lui faut un local et des compensations diverses. Qui paie tout cela? C'est le patron. Notre province n'est inférieure en rien à Ontario et, sur les questions du travail, nous n'avons absolument rien à envier à cette province. Nous avons été les premiers à légiférer sur les accidents du travail. Quant vint cette première loi, plusieurs patrons nous exprimèrent leurs craintes, mais à peine avait-elle fonctionné quelque temps que tous s'y ralliaient et en reconnaissaient les bienfaits. Aujourd'hui, nous apportons des perfectionnements à cette loi et nous concilions tous les intérêts. Nous en sommes venus à la conclusion, après une longue étude du rapport présenté, que ce serait rendre un mauvais service aux patrons et aux ouvriers que de leur donner une commission; ce serait nuire à l'industrie que d'augmenter le fardeau des charges qu'elle est appelée à payer.

Les compagnies d'assurances vont-elles augmenter sensiblement leur tarif? Je ne le crois pas. Elles n'ont aucune raison pour ce faire. Il est vrai que les compensations aux ouvriers sont plus élevées, mais, comme l'assurance est partout obligatoire, les dépenses de l'agent peuvent être simplifiées de beaucoup. En outre, si le patron a une prime un peu plus forte à donner, il pourra toujours se dire qu'il n'aura pas à faire face aux frais considérables d'une commission.

Les assurances sont loin d'être satisfaites du projet de loi, parce qu'elles estiment que le gouvernement se dirige vers l'assurance d'État.

Le gouvernement n'aurait pas d'objection à étendre davantage l'entrée en vigueur de la loi afin de permettre aux patrons de se constituer en compagnie d'assurances. Les patrons reconnaissent la sagesse de notre législation, bien qu'ils s'attendent à ce qu'elle soit plus onéreuse pour eux. Mais pourquoi augmenter le fardeau en créant une commission très coûteuse?

Nous en sommes venus à la conclusion que nous ferons mieux que nos voisins de l'Ontario, après une longue étude de la loi française, où la valeur du corps humain est considérée comme un actif précieux et où la compensation pour les accidents du travail est établie sur la base de cet actif, sans le secours d'aucune soumission, que je sache, mais avec l'aide des magistrats les plus éclairés et les plus intègres. Ici, dans la province de Québec, nous ferons de même. Mais, encore une fois, je sollicite nos amis de la gauche des suggestions utiles et pratiques, afin de rendre cette loi la meilleure possible.

M. Smart (Westmount): Êtes-vous prêt à nous accorder une commission comme dans Ontario? Si le ministre est si accessible aux suggestions, pourquoi il ne considère pas l'établissement de cette commission que l'opposition réclame?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non, pas ça, je l'ai déjà dit. Ce ne sera peut-être pas aussi beau que dans Ontario, où tout est parfait, mais mon honorable ami aura la chance d'aller vivre un jour en Ontario... Nous croyons que notre loi est bonne. Nous allons la mettre à l'essai et, s'il y a des amendements à faire, nous n'hésiterons pas, car nous voulons rendre justice à tout le monde. Pour tout résumer, disons que, en laissant nos tribunaux juger des accidents du travail, nous rendons service à tous les intéressés. Cette loi dans ses dispositions générales a été étudiée partout avant de venir devant les Chambres. Le député de Westmount aurait pu faire valoir ses objections au comité des bills privés. Vu que cette question de commission a été mise de

côté quand le comité siégeait, il n'est plus question d'y revenir pour faire plaisir au député de Westmount, qui désire de plus en plus copier la législation d'Ontario. Nous avons d'autres vues et d'autres moyens. Laissons Ontario faire comme elle le désire et légiférons pour la plus grande somme de bien public. Si Ontario plaît tant à l'honorable député de Westmount non seulement sur ceci, mais sur toute autre chose, j'espère qu'il finira par aller y demeurer. Nous allons essayer l'application de la loi nouvelle, mais, si l'an prochain on s'aperçoit qu'elle n'est pas parfaite, je n'aurai quant à moi nulle fausse honte de revenir devant la Chambre et de proposer les amendements qui conviendront.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Si la commission d'étude s'était prononcée de façon plus catégorique, si elle avait été aussi opposée à la commission que le dit le ministre des Travaux publics et du Travail...

M. Smart (Westmount) croit que les employeurs reviendront d'ici environ un an demander la création d'une commission.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Un article du *Soleil* à propos de la mine Abana

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) soulève une question de privilège. M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège. Je lis dans le *Soleil* d'aujourd'hui: "Abana. Cette mine est extraordinaire. Bancs solides de métaux. \$75.00 à la tonne. Nouvelle Noranda. Actions déjà rendues à 50¢. \$2,000,000 de métaux de sondés. Actions rares et capitalistes se les arrachent. L'honorable Perrault souscrit 1,200 actions. J'ai quelques actions à vendre. Albert Tardif, 109, Massue, Québec, téléphone 2-6065." Je n'ai pas l'honneur de connaître ce M. Albert Tardif, de la rue Masson, à Québec, mais je dois déclarer que cette annonce constitue une tentative d'un genre rare pour exploiter le public. Je tiens à opposer un démenti formel et catégorique à cette affirmation. Je n'ai jamais souscrit et ne souscrirai jamais d'actions dans cette mine, ni directement ni indirectement. Je dois même ajouter que les rapports faits à mon département ne justifient aucun des avancés qui sont tellement exagérés qu'à leur face même ils paraissent faux. Un rendement de \$75 par tonne de minerai traité, c'est fantastique. Il n'y a rien dans les rapports qui fasse voir que cette

mine soit aussi riche qu'on dit. Je crois qu'il est temps de mettre le public en garde contre ces annonces alléchantes qui induisent le public en erreur. Il ne faut pas que le public se laisse tromper par l'appât de fortunes qui n'existent pas.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 34 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 73 modifiant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie.

Loi des mines

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 34 modifiant la loi des mines de Québec.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 73 modifiant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Dépôt de documents:

Prison et cour de justice à Sainte-Scholastique

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 8 février 1926, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne concernant l'ancienne prison de Sainte-Scholastique, une cour de magistrat à Sainte-Scholastique, et la juridiction concurrente de la Cour supérieure, à l'ancien chef-lieu du district de Terrebonne, depuis le 1^{er} janvier 1925. (Document de la session no 48)

**Pont interprovincial entre Cross Point,
Québec, et Campbellton, Nouveau-Brunswick**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 17 février 1926, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement de la province de Québec et le gouvernement de la province du Nouveau-Brunswick et aussi le gouvernement du Canada, concernant la question d'un pont interprovincial entre Cross Point, Québec, et Campbellton, Nouveau-Brunswick. (Document de la session no 49)

**Rachat de
rentes seigneuriales**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 17 février 1926, pour copie de toute correspondance, documents se rapportant au rachat définitif des rentes seigneuriales. (Document de la session no 50)

**Nomination d'un successeur à
feu M. E. Valiquet, du bureau montréalais
des examinateurs des ingénieurs**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 17 février 1926, pour copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres, particulièrement le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault), et l'International Union of Steam & Operating Engineers ou toute autre personne, au sujet de la nomination d'un successeur à feu M. E. Valiquet, membre du bureau des examinateurs des ingénieurs stationnaires pour le bureau de Montréal. (Document de la session no 51)

**Cour à charbon de la Montreal Light,
Heat & Power Consolidated**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 février 1926, pour copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre un groupe de citoyens des quartiers de Saint-Eusèbe et Sainte-Marie ou toute personne et le gouvernement ou aucun de ses membres, au sujet de la cour à charbon de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, située près des rues Bercy et Ontario. (Document de la session no 52)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 9 h 15

**Droits sur certaines mutations
de propriétés**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 45 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriétés.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: Que le registrateur de toute division d'enregistrement auquel sera présentée, pour enregistrement, une mutation de propriété faite en la manière indiquée à l'article 2 de la loi des droits sur certaines mutations de propriétés (statuts refondus, 1925, chapitre 28) soit tenu d'en donner avis dans les 15 jours au contrôleur du revenu de la province, indiquant les nom, prénom et adresse de l'acquéreur, le prix d'achat et la description de la propriété, et que le registrateur ait droit à un honoraire de deux dollars pour cet avis, payable par le bureau du revenu.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): S'agit-il d'une nouvelle taxe?

L'honorable M. Nicol (Compton): Non. Cet honoraire était payable par le shérif et nous voulons qu'il soit payé par le percepteur du revenu.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) laisse entendre qu'une mesure particulière a été mise en place dans le but de trouver certains liquidateurs qui ont dissimulé des renseignements à la couronne. Il déclare avoir eu des informations au sujet d'une correspondance abondante du shérif de Montréal en rapport avec cette affaire, et il dénonce la possibilité que le gouvernement ait prévu de se dissocier de ces liquidateurs intéressés, au cas où le pot aux roses serait découvert.

L'honorable M. Nicol (Compton) dit n'être absolument pas au courant de ces événements intéressants.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le procureur général a aussi participé à cette correspondance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) réplique brusquement.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) déclare qu'il pourra en dire davantage à ce sujet en temps opportun et que, lorsqu'il parlera, le procureur général n'en sera pas très heureux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) invite le député de Montréal-Sainte-Marie à passer à l'attaque dès qu'il lui plaira.

L'honorable M. Nicol (Compton): Lorsque cet emprunt a été fait, l'argent était cher. Alors la corporation a emprunté pour cinq ans. Il s'agit de permettre un nouvel emprunt à plus long terme pour rembourser les \$200,000 empruntés à cinq ans.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Depuis combien de temps les obligations sont-elles en souffrance?

L'honorable M. Nicol (Compton): Elles ne sont pas en souffrance; elles ont été payées à échéance, en juillet, je crois.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 45 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriétés.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriétés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École technique de Trois-Rivières

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 139 concernant l'École technique de Trois-Rivières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Que, afin de rembourser l'emprunt contracté au moyen d'obligations par la corporation de l'École technique de Trois-Rivières, le premier septembre 1920, au montant de deux cent mille dollars, pour cinq ans, en vertu du droit conféré à ladite corporation par l'article 5 de la loi 8 George V, chapitre 42, telle que modifiée par les lois 10 George V, chapitre 44, section 2, et 12 George V, chapitre 52, section 2, ladite corporation soit autorisée à le renouveler par un nouvel emprunt, pour un montant n'excédant pas ladite somme de deux cent mille dollars, au moyen d'obligations payables en la manière, aux temps et endroit et au taux d'intérêt qu'elle déterminera, et garanties, tant en ce qui regarde le capital que l'intérêt, par le gouvernement de la province.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir le paiement du capital et des intérêts dudit nouvel emprunt, n'excédant pas deux cent mille dollars, mentionné dans la résolution no 1, aux conditions qu'il trouvera convenables.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation de ce nouvel emprunt, puisse autoriser le trésorier de la province à avancer, à même les deniers publics non autrement affectés, la somme nécessaire pour rembourser l'emprunt de deux cent mille dollars en premier lieu mentionné dans la résolution no 1, le produit du nouvel emprunt devant être dans ce cas

en premier lieu employé à rembourser le gouvernement des avances faites par le trésorier de la province en vertu de l'autorisation qui lui est conférée par les présentes résolutions, et que, dans le cas où le produit de la vente des obligations du nouvel emprunt ne serait pas suffisant pour couvrir le montant total des avances que le trésorier de la province pourra ainsi être autorisé à faire, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le paiement de la différence requise à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 139 concernant l'École technique de Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi du régime des eaux courantes

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 modifiant la loi du régime des eaux courantes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des terres et forêts

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 36 modifiant la loi des terres et forêts.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 17 révisant et refondant la loi des accidents du travail.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) présente quelques amendements: En cas d'un nouveau mariage, le conjoint continuera à retirer la rente pendant 12 mois après son mariage.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose deux ans.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) considère que 12 mois suffisent. Il présente l'amendement suivant: Les frais médicaux et d'hospitalisation ne devront pas excéder \$200. La victime aura aussi droit à son transport à l'hôpital aux frais du patron.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Lorsque le choix du médecin est fait par les patrons, les frais devraient être entièrement à la charge de ce dernier.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 11 h 35.

Séance du jeudi 4 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 25.

Questions et réponses:**Prière.**

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Frais de voyage
et honoraires
alloués aux sous-ministres**

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 108 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Combien chacun des sous-ministres a-t-il reçu à même les fonds publics, depuis le 1^{er} juillet 1925, en plus du traitement que lui alloue l'article 658 des statuts refondus de 1909: *a)* pour frais de voyage; *b)* pour honoraires; *c)* pour autres traitements, gratifications, allocations ou autres rémunérations?

L'honorable M. Nicol (Compton): (Voir le tableau ci-dessous).

	<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>			
	Frais de voyage	Honoraires	Autres traitements	Gratifications	Allocations	Autres rémunérations
Charles Lanctôt	\$890.00	\$6,100.00	\$1,750.00 (Président, Com. de Ref. des Statuts)	Rien	Rien	Rien
F.-X. Lemieux	425.00	Rien	Rien	"	"	"
J.-L. Boulanger	994.75	"	"	"	"	"
C.-J. Simard	735.00	"	"	"	"	"
J.-A. Grenier	50.35	"	"	"	"	"
J.-A. Métayer	235.00	"	"	"	"	"
L.-A. Richard	200.00	"	"	"	"	"
Oscar Morin	800.00	"	"	"	"	"
A. P. B. Williams	15.00	"	"	"	"	"
J.-N. Miller	54.00	"	"	"	"	"
L. Bergeron	212.00	"	"	"	"	"
G. W. Parmelee	351.50	"	"	"	"	"

Loi de la chasse

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 138 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

**Charte
Montréal-Est**

M. Richard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 98 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est.

Adopté.

En comité:

M. Renaud (Laval): Montréal-Est étant dans mon comté, j'ai pris la peine de consulter mes électeurs. Ils appuient le bill et je voterai pour.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'an dernier, la municipalité de Montréal-Est est venue devant la Chambre où l'Imperial Oil s'était alors engagée à verser \$40,000 par année pendant 20 ans, sujet à ratification par les électeurs. Ce règlement de commutation de taxes a été approuvé par 88 contribuables.

Un seul a voté contre. Il est vrai que la majorité des électeurs non-résidents de la municipalité ne s'est pas présentée pour voter, mais la quasi-unanimité de ceux qui sont venus au poll ne laisse aucun doute sur le désir des contribuables.

L'exemption ou commutation des taxes ne portera pas sur les fins scolaires, qu'il s'agit de protéger. On nous demande maintenant de ratifier l'entente conclue entre la ville et la compagnie. La Législature peut difficilement se déjuger et je crois qu'elle devrait voter le bill.

Je ne suis pas très enthousiaste de ces commutations de taxes, mais il faudrait qu'Ontario et Québec s'entendent pour les refuser. Souvent une industrie nous dit: "Nous avons obtenu une exemption ou une commutation de taxes dans Ontario. Si vous nous donniez les mêmes avantages, nous viendrions dans Québec." L'an dernier, la Chambre a autorisé cette commutation; les contribuables l'ont approuvée et on nous demande de ratifier cette décision. Dans les circonstances, j'approuve ce projet de loi.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Il y a un grand nombre d'industries qui sont établies à Montréal et qui ont obtenu le privilège que demande l'Imperial Oil. Montréal-Est retirera \$40,000 de taxes de l'Imperial Oil.

Le pourcentage payé par cette compagnie est encore supérieur à celui que paient les compagnies à Montréal. Et d'ailleurs, la Chambre se déjugerait en réglant ce projet.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): C'est aussi mon opinion, bien que je n'aie aucune sympathie pour l'Imperial Oil. Je ne redoute pas que la majorité des électeurs soit favorable à la mesure et, vu que la Chambre a ratifié, l'an dernier, le compromis, je crois devoir voter en faveur cette année. La Chambre ne peut pas se déjuger.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): La Chambre ne se déjugera pas. L'an dernier, nous avons tout simplement soumis l'affaire aux contribuables de Montréal-Est. La majorité n'ont pas voté et, par conséquent, ils n'ont pas approuvé la commutation de taxes. Je propose donc que la clause 6 du bill¹ soit biffée.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis d'opinion, moi aussi, que la Chambre ne se déjugera pas. La compagnie bénéficiera d'une exemption de taxes pendant 30 ans, alors que la loi veut qu'une exemption ne soit jamais pour plus de 10 ans. L'Imperial Oil est plutôt une entreprise commerciale qu'une industrie; elle emploie relativement peu d'ouvriers, comparativement à son évaluation. Cette institution est puissamment riche et en mesure de payer ses taxes, comme le plus humble des contribuables.

M. Plante (Beauharnois) déplore le nombre sans cesse croissant des demandes de cette sorte. Ne vaudrait-il pas mieux suivre la loi générale?

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): L'Imperial Oil a fait plus de tort que de bien à Montréal-Est, avec ses émanations pestilentielles. Si cette ville n'a pas progressé davantage, c'est la faute de l'Imperial Oil Company qui a éloigné par ses déchets et par la senteur qui se dégage de ses huiles les gens qui auraient pu s'établir dans ses limites. Des propriétés d'une valeur de \$15,000 à \$20,000 sur lesquelles les propriétaires paient de fortes taxes sont inoccupées en raison de ce fait. La compagnie prévoit l'avenir; elle sait que, tôt ou tard, ce territoire sera annexé à la ville de Montréal, et c'est pour cela qu'elle veut s'assurer une commutation de taxes pour 20 ans. Je ne crois pas que ce soit une législation que la Législature devrait adopter. Montréal-Est paie déjà \$4,800 pour aider les municipalités en banqueroute et on exempt de taxes la seule compagnie qui puisse lui aider à payer.

M. Richard (Verchères): Montréal-Est recevra \$10,000 de plus par année, pour 20 ans, en vertu de cette commutation. Celle-ci ne couvre que les terrains actuels de la compagnie et son évaluation ne saurait donc augmenter. L'Imperial Oil Company emploie, à Montréal-Est, au-delà de 600 personnes qui y gagnent leur vie, et cette circonstance milite en faveur de l'adoption de la loi.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

5. L'article 224 de ladite loi est remplacé, pour la ville, par le suivant :

"224. Il ne doit pas être donné de bulletin de vote à une personne qui a refusé de prêter le serment ou de faire l'affirmation mentionnée aux articles 222 ou 223, ou qui, l'ayant prêté ou l'ayant faite, n'a pas répondu ainsi que le prescrivent ces articles, ni à un électeur qui n'a pas remis au sous-officier rapporteur l'avis que, conformément aux dispositions de l'article 196, il a reçu de l'officier rapporteur."

Le comité ajoute, après le deuxième paragraphe, ce paragraphe qui se lit comme suit:

"Il doit être donné un bulletin de vote à tout électeur qui a prêté le serment ou fait l'affirmation mentionnée aux articles 222 ou 223, même si cet électeur ne remet pas au sous-officier rapporteur l'avis que lui a adressé l'officier rapporteur."

Ce paragraphe est adopté.

L'article 6 est adopté.

Le comité ajoute l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. Nonobstant l'article 3 de la résolution ratifiée par l'article 6 de la présente loi, les évaluateurs devront porter au rôle d'évaluation, pour fins de taxation scolaire, la valeur réelle des biens de l'Imperial Oil Limited, ses successeurs ou ayants droit, et l'évaluation spéciale mentionnée audit article 3 de la résolution ratifiée devra être inscrite en ajouté et n'exister que pour fins municipales, et mention devra en être faite au rôle en l'indiquant par les mots: "pour fins municipales seulement."

"Tout corps public intéressé au point de vue scolaire pourra contester cette évaluation pour fins scolaires suivant la loi et les délais pour se plaindre ou pour instituer l'actionnement censé ne pas exister à cette fin."

Le deuxième paragraphe de l'article 7 est retiré et est remplacé par le suivant:

"Cette évaluation est sujette à contestation suivant la loi et avis spécial du dépôt du rôle doit être donné aux commissions scolaires intéressées."

L'article ainsi amendé est adopté.

L'ancien article 7 est devenu l'article 8.

L'article 8 est adopté.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) propose la suppression de la clause concernant la commutation de taxes.

L'amendement étant mis aux voix, est adopté par 37 voix contre 9.

Il propose un amendement décrétant que la commutation de taxes ne s'appliquera pas aux taxes scolaires, mais seulement aux taxes municipales. Ainsi, une somme additionnelle de \$12,000 à \$14,000 tombera dans le fonds scolaire. J'espère sauver ainsi une douzaine de mille dollars à la Commission scolaire de Montréal, dit-il.

L'amendement est adopté.

Le préambule est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Richard (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Église-Unie du Canada

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 130 concernant l'Église-Unie du Canada.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bullock (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 106 modifiant la charte de Les sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal;
- bill 115 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec des amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 112 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec & Chibougamau.

**Compagnie de chemin de fer
Québec & Chibougamau**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec & Chibougamau.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ville d'Arvida

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 constituant en corporation la cité d'Arvida soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Three Rivers and
Central Railway Company**

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 constituant en corporation Three Rivers and Central Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Taxes à payer par la St. Regis Paper Company
of Canada Limited à la paroisse de
Saint-Félix-du-Cap-Rouge**

M. Hamel (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 autorisant le conseil municipal de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge à accorder une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la St. Regis Paper Company of Canada Limited, pendant une période d'années soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Loi des
véhicules automobiles**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton): Nous voulons définir les mots pour éviter toute ambiguïté à l'avenir. On sait que certaines automobiles sont la propriété absolue de celui qui prend licence et que d'autres restent la chose du vendeur, même après la vente. La raison de cette définition apparaîtra dans un projet de loi qui suivra celui-ci. La deuxième clause a pour but de déterminer ce qu'est un véhicule de commerce. Nous présentons un autre bill pour mettre les autobus sous le contrôle de la Commission des services publics et nous ne voulons pas atteindre les véhicules qui ne sont pas des véhicules de commerce tels que voitures d'hôtels, taxis, véhicules appartenant à des clubs sportifs ou à des compagnies de tramways. La troisième clause a pour but d'obliger les parties à un transport d'automobile d'en donner avis au bureau des revenus. Les autres clauses sont de même nature et ont encore pour effet de prévenir les vols d'autos. Citons celle-ci, par exemple.

"Il est défendu à toute personne de faire, pour elle-même ou pour une autre, aucun des changements suivants à un véhicule automobile, savoir:

- "a) Remplacer l'engin par un autre;
- "b) Remplacer un châssis par un autre;
- "c) Remplacer la caisse par une autre;
- "d) Changer la couleur du véhicule en une

autre,

"À moins que demande n'en soit faite au bureau du revenu et que permission n'en soit accordée par ce dernier."

M. Saint-Jacques (Argenteuil) demande si la version française pourrait être traduite en bon français.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) déclare que la version anglaise n'a pas plus de sens.

L'honorable M. Nicol (Compton) explique que la raison de cette mesure est d'établir qu'aussi longtemps qu'une voiture est en votre possession, vous en êtes légalement propriétaire, que vous l'avez payée en totalité ou non.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des cités et villes, échevins

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 modifiant la loi des cités et villes relativement aux échevins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 17 révisant et refondant la loi des accidents du travail.

Adopté.

En comité:

M. Plante (Beauharnois): Je crois que le projet de loi proposé par l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) améliore sensiblement le sort des ouvriers. Je ne regrette qu'une chose, c'est qu'on n'ait pas décidé de créer une commission.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande que, lorsque le capital servant à la computation de la rente sera inférieur à \$500, la somme globale puisse être versée au lieu de la rente.

Il demande de biffer du bill les dispositions permettant au patron, avec l'autorité écrite des employés, de payer les primes à même leurs gages. Le patron pourra faire subir un examen médical à ses employés pas plus d'une fois par mois, et à ses dépens. Il renouvelle son plaidoyer en faveur de la commission spéciale pour administrer la loi et proteste contre le maintien, dans la loi, de la procédure actuelle.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 55

Droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Les assurances contre le vol des automobiles ont augmenté considérablement en ces dernières années.

Dans Montréal seulement, les vols de machines se sont élevés à 800 en une seule année. Il se peut que le système proposé coûte quelque chose aux propriétaires, mais leur bien sera mieux protégé, et la loi aura pour effet de baisser le tarif des compagnies d'assurances.

Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 43 concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse faire modifier et révoquer un tarif des honoraires que le bureau pourra exiger pour faire l'examen d'un véhicule automobile, en vérifier les titres, constater ou vérifier les moyens d'identification, inscrire un bordereau, émettre un certificat, ou pour copies, ou extraits fournis, conformément au bill qui accompagne la présente résolution.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois, une seconde fois sur division et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 43 concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 43 concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles.

Adopté.

En comité:

Une voix de l'opposition fait remarquer que le lieutenant-gouverneur en conseil pourrait bien faire comme il l'entend, peu importe le contenu du bill.

L'honorable M. Nicol (Compton): Je suppose que oui.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri), M. Duranleau (Montréal-Laurier), M. Saint-Jacques (Argenteuil) et M. Gault (Montréal-Saint-Georges) interviennent.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) veut qu'on donne aux propriétaires d'automobiles et aux députés le temps de prendre connaissance du bill.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande que la licence pour le véhicule-moteur servant au transport des produits de la ferme porte sur la pesanté du châssis seulement, soit 1,500 livres au lieu de 2,000. Les cultivateurs ont été beaucoup ennuyés à ce sujet, dit-il, à cause des différentes interprétations qu'on donne à la loi. On a refusé de remettre à certains cultivateurs le montant qu'ils avaient payé de trop. Il demande qu'on traite avec plus de justice les cultivateurs.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 17 révisant et refondant la loi des accidents du travail.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 2 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 25.

NOTE

1. Dans *L'Événement*: la clause de la commutation de taxes.

Séance du vendredi 5 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 2 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 118 constituant en corporation le Refuge Notre-Dame-de-la-Merci.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 71 autorisant Octave Dionne à vendre de gré à gré un terrain substitué sous certaines conditions;

- bill 116 ratifiant certaines résolutions des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Édouard de Fraserville et les syndicats de la corporation scolaire dissidente de Fraserville, et conventions entre les mêmes et The Warren Company Limited.

**Loi des cités et villes,
article 524**

M. Mercier (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 160 modifiant l'article 524 de la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) appelle le no 84 de l'ordre du jour.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) demande que la troisième lecture de ce bill n'ait pas lieu avant mardi prochain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) acquiesce. La deuxième lecture seule se fera aujourd'hui.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 108 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.
Adopté.

En comité¹:

M. Duranleau (Montréal-Laurier): La Commission scolaire demandait un nouveau pouvoir d'emprunt de \$3,500,000. Le gouvernement, ayant décidé de nommer une commission d'étude pour examiner le problème scolaire de Montréal, le comité des bills publics a cru ne devoir accorder que \$1,500,000 pour cette année. La Commission disposant encore de \$700,000, sur ce qui lui a été accordé l'an dernier, elle a suffisamment de fonds pour les prochains 12 mois. Le comité, cependant, ne veut pas laisser croire qu'il est hostile à la Commission scolaire et qu'il ne croit pas à l'existence des besoins qu'elle signale.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**Droits de propriété relatifs
aux véhicules automobiles**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 43 concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) concède que certaines clauses du bill sont plutôt radicales. Cependant, les conditions n'ont guère changé au cours des dernières années, ce qui a rendu nécessaire la création de lois exceptionnelles, voire même draconiennes. En général, ce bill peut sembler à la Chambre s'écarter des grands principes de loi, étant

donné qu'il va sensiblement au delà de la procédure habituelle suivie dans les cas de vol ordinaires. L'arrivée de l'automobile a nécessité bien des changements qui auraient été considérés seulement quelques ans auparavant comme radicaux, voire même dangereux.

Il fait remarquer que, deux ans auparavant, le gouvernement a adopté des lois dans l'espoir de mettre un frein aux activités des voleurs d'automobiles, mais ces mesures ne se sont pas montrées aussi efficaces que prévu et, malheureusement, le commerce des automobiles volées se fait encore sur une grande échelle. Sans l'adoption des mesures énergiques, tel qu'énoncé plus avant dans la nouvelle loi, dit-il, il pourrait être très difficile de mettre fin à la situation dans un avenir prochain.

L'ancienne loi stipulait que ceux qui vendaient des automobiles devaient au préalable obtenir une autorisation et fournir des garanties, de sorte que l'acheteur était protégé s'il advenait que l'automobile avait été volée, et ceux qui achetaient des voitures de vendeurs qui ne possédaient pas d'autorisation le faisaient à leurs risques. L'unique but de la nouvelle loi, explique-t-il, est de protéger le propriétaire légitime d'une automobile.

Nous avons une loi, dit-il, mais ce que nous tentons maintenant de faire, c'est de renforcer le pouvoir de cette loi. Les policiers auront la permission d'inspecter et de saisir des automobiles, mais, soyez sans crainte, ces policiers n'iront pas saisir les automobiles d'honnêtes citoyens. De légers désagréments pourraient parfois se produire, mais les hommes responsables des opérations seront experts dans leur domaine et très consciencieux.

L'homme honnête qui achète une automobile et qui obtient un permis provincial a droit à toute protection que la loi puisse lui procurer, et c'est dans un effort pour fournir cette protection que cette nouvelle législation est présentée à la Chambre.

Je suis confiant que tous ceux que l'industrie de l'automobile concerne, aussi bien que les propriétaires d'automobiles, feront un effort avec le gouvernement pour réduire le nombre d'automobiles volées et pour donner la protection nécessaire à ceux qui possèdent une automobile.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) demande que la troisième lecture soit retardée un peu,

certaines associations d'automobiles, certaines parties concernées par l'industrie de l'automobile et par le tourisme ayant demandé à se faire entendre à ce sujet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) consent à cet ajournement.

Affaires municipales

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 37 concernant les affaires municipales.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse établir et modifier, abroger et remplacer à sa discrétion le tarif des droits et honoraires payables à l'occasion de tout acte qui doit être fait et de tout document qui doit être émis ou certifié par le ministre des Affaires municipales, par le département qu'il préside ou par un officier de ce département, de même que par le lieutenant-gouverneur ou par une personne quelconque, en vertu de toute loi concernant les municipalités ou corporations scolaires, et que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse également décréter que les droits et honoraires exigibles devront être payés au préalable dans les cas qu'il déterminera.

L'an dernier, nous avons soumis les emprunts scolaires à l'approbation du ministre des Affaires municipales. Le but de ce nouveau projet est de mettre les emprunts scolaires sous une loi semblable à celle des emprunts de municipalités, qui sont sujets à un droit.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois, une deuxième fois sur division et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 37 concernant les affaires municipales.

Possession et transport des liqueurs alcooliques

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité général, d'un projet de résolution relative au bill 137 modifiant la loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que l'ordre soit révoqué.
Adopté.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que la résolution soit retirée.
Adopté.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill 137 modifiant la loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

L'amendement que nous apportons à la loi des liqueurs a pour but d'exercer un certain contrôle sur les abus qui peuvent se commettre dans le transport et la distribution de la bière. De nombreux abus ont été commis. Dans les années dernières, les épiciers vendaient et faisaient transporter de la bière en dehors de leurs localités et même dans des endroits où la prohibition existe. D'aucuns, pour mieux exercer ce commerce, avaient même fondé des compagnies de messageries qui se répandaient au loin. De nombreuses plaintes nous sont parvenues à ce sujet. C'est pourquoi le présent projet stipule que le transport devra se faire par les chemins de fer et les compagnies de navigation à vapeur. Le projet empêchera le transport de la bière par véhicules, sauf lorsque la Commission donnera des permis. En outre, les vendeurs devront se pourvoir, chaque année, d'un permis de la Commission des liqueurs, et les brasseurs eux-mêmes devront se soumettre à cette formalité.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Pourquoi les brasseurs seront-ils soumis à la loi?

L'honorable M. Nicol (Compton): Je n'y vois aucun inconvénient. Le bill ne nuira pas aux brasseries. Les brasseurs devront simplement faire une demande de permis qui leur sera accordé gratuitement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Remarquons que les permis ne coûteront pas un sou. Nous ne les prescrivons que pour permettre de contrôler les abus que l'on nous a signalés. Quand des régions auront été, comme par le passé, inondées de bière, la Commission aura le droit d'intervenir.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Contestations d'élections

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 modifiant la loi des cités et villes relativement aux contestations d'élections soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous voulons simplifier les procédures de contestations. Avec le système actuel, un avocat assez habile peut faire durer le procès assez longtemps pour que le maire et les échevins fassent leur terme de deux ans, même quand ils n'en ont pas le droit. Nous allons permettre des procédures expéditives. Il y aura une action sommaire qui aura préséance sur toutes les autres en Cour supérieure. Même s'il y a appel, le premier jugement devra être exécuté. En d'autres termes, si un conseiller est déchu de sa charge, le fait de porter sa cause en appel ne lui permettra pas de rester en fonction. Cependant, il appartiendra toujours à la Cour d'appel, division des cinq juges, de révoquer ou de confirmer le premier jugement. Un article limite aussi l'appel à la Cour du banc du roi.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Est-ce une expérience récente qui a inspiré cette loi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Des expériences récentes, mais aussi des expériences anciennes. Je ne veux pas toucher au cas récent, auquel d'ailleurs la loi ne s'appliquera pas, mais il est important que ces choses ne se répètent pas.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Achat d'automobiles par la Commission des liqueurs

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien d'automobiles la Commission des liqueurs a-t-elle achetées depuis qu'elle existe et combien ont coûté ces automobiles?

2. De qui les a-t-elle achetées?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 32; \$122,182.54.

2. McLaughlin Motor Car Co.; G.-N. Clermont; France Can. Auto Company; U. H. Dandurand; Dr. A. H. Desloges; Madame A. Milville; Harley Davidson Sales Company; F.-X. Saint-Charles; International Harvester; Maple Lead Mfg. Co.; Eastern Canada Motor Company; Jarry Frères; Packard Motor Company.

Usurpations de charges publiques

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant le Code de procédure civile relativement aux usurpations de charges publiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) explique que ce bill est le complément du précédent qui décrétait aussi que les contestations n'étaient possibles que par action ordinaire. Il édicte que le *quo warranto* ne s'appliquera désormais qu'aux

causes de contestation où l'on invoque que le candidat n'a pas la qualification voulue pour occuper sa charge. L'autre mesure pourvoyait à la procédure, pour l'annulation de l'élection pour fraude ou autre cause de cette nature, et celui-ci restreint le *quo warranto* à la qualification même du titulaire.

Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pont entre Montréal et Longueuil

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 27 relatif à la construction d'un pont entre Montréal et Longueuil.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose:

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la cité de Montréal, de la région de Montréal et de toute la province de construire un pont reliant la cité de Montréal à la rive sud du fleuve Saint-Laurent, à Longueuil;

Attendu que, par la loi du Parlement du Canada 14-15 George V, chapitre 58, la corporation des commissaires du havre de Montréal a été autorisée à construire ce pont et revêue de certains droits et pouvoirs à cette fin;

Attendu que cette autorisation, ces droits et ces pouvoirs doivent, en autant que les droits et la

compétence de la Législature de cette province sont concernés, être confirmés par l'autorité provinciale;

Attendu que la corporation des commissaires du havre de Montréal s'est déclarée prête à construire ce pont;

Attendu que, pour assurer la construction dudit pont, il est nécessaire d'avoir le concours de la province, de la cité de Montréal et de la corporation des commissaires du havre de Montréal;

Attendu que la cité de Montréal et la corporation des commissaires du havre de Montréal sont toutes deux prêtes à contribuer pour un tiers à la construction et à l'entretien de ce pont, pourvu que la province y contribue elle-même pour l'autre tiers;

Attendu que le coût probable dudit pont sera d'environ 10 millions de dollars et que les charges annuelles se répartissent comme suit: intérêt à quatre et demi pour cent sur \$10,000,000, \$450,000; amortissement d'un pour cent pendant 40 ans, \$100,000; entretien, \$50,000; soit un total de \$600,000;

Attendu que ce pont sera un pont de péage et que le revenu annuel probable est estimé à environ deux cent cinquante mille dollars, laissant une balance de trois cent cinquante mille dollars à laquelle il devra être pourvu par la province, la cité de Montréal et la corporation des commissaires du havre de Montréal, pour un tiers chacune, soit cent seize mille six cent soixante-dix dollars et soixante-six centins;

Attendu toutefois qu'avec le développement de Montréal et de sa région les revenus ne pourront qu'augmenter, mais que, au début, il est nécessaire de pourvoir à l'imprévu, et qu'une somme de cent cinquante mille dollars par année, payable respectivement par la province, la cité de Montréal et la corporation des commissaires du havre de Montréal, peut être nécessaire;

Attendu qu'il y a lieu d'accorder à la corporation des commissaires du havre de Montréal l'autorisation et les pouvoirs nécessaires pour construire et entretenir ce pont;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir au paiement de la part contributoire du gouvernement de cette province;

1. Que l'autorisation accordée à la corporation des commissaires du havre de Montréal de construire, posséder, entretenir, gérer, exploiter et utiliser un pont entre la cité de Montréal et la ville de Longueuil, ainsi que les autres droits et pouvoirs accordés à cette fin par la loi du Parlement du Canada 14-15 George V, chapitre 58, soient, en autant que les droits de la province et la compétence

de la Législature sont concernés, confirmés, ratifiés, pourvu que ceux de ces droits et pouvoirs qui relèvent de l'autorité législative de cette province soient exercés suivant ses lois et conformément à la procédure qu'elles prescrivent.

Adopté.

2. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) à faire, pour et au nom du gouvernement de cette province, un contrat avec la corporation des commissaires du havre de Montréal et la cité de Montréal, pour pourvoir à la construction, à l'entretien et à l'exploitation d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, entre la cité de Montréal et la ville de Longueuil.

Adopté.

3. Que, pour assurer la construction, l'entretien et l'exploitation dudit pont, le gouvernement puisse, par ledit contrat, pourvoir à la contribution, par la province, d'une somme n'excédant pas cent cinquante mille dollars par année, pendant 40 ans, cette somme annuelle réductible toutefois proportionnellement aux revenus provenant dudit pont.

Adopté.

4. Que les plans et devis dudit pont doivent être soumis au lieutenant-gouverneur en conseil et recevoir son approbation.

Adopté.

5. Qu'il doive être stipulé dans le contrat ci-dessus mentionné que la province ne sera tenue au paiement de cette somme annuelle qu'en autant que le pont sera pont de péage pendant toute la durée du contrat, que le tarif des taux de péage sera approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil et qu'il ne pourra être modifié sans son autorisation.

Adopté.

6. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse décréter l'insertion dans ledit contrat de toutes autres conditions, non incompatibles avec la présente loi, qui pourraient assurer la construction du pont, son entretien, son exploitation et en même temps mieux protéger et garantir la province à raison des obligations qu'elle assume en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Adopté.

7. Que les contributions stipulées ci-dessus soient payées à qui de droit par le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol), à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du ministre des Travaux publics et du Travail déclarant que les conditions du contrat ont, jusqu'à date, été observées, et spécifiant le montant dû.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

À cause du développement de Montréal, ce pont devient une nécessité. Il sera encore plus nécessaire quand la construction en sera terminée, dans trois ans. On sait que toute la région de Montréal, surtout la rive sud du Saint-Laurent, s'intéresse à la construction d'un pont qui reliera Montréal et Longueuil. Bien des délégations ont été envoyées, bien des négociations ont eu lieu pour en venir à un arrangement. L'entente est la suivante. La Commission du port de Montréal y contribuera pour un tiers, la ville de Montréal pour un tiers, et le gouvernement provincial pour un tiers. Le pont coûtera \$10,000,000. L'intérêt sur le capital, le fonds d'amortissement et l'entretien coûteront \$600,000 par an. Ce sera un pont de péage. On s'attend à \$250,000 de recettes, de sorte qu'il faudra que nous payions le tiers sur \$350,000. C'est une contribution assez importante, mais la province en tirera des bénéfices.

Le nouveau pont procurera de nombreux avantages à la ville de Montréal et à toute la région. On peut même dire que la province entière en bénéficiera. La circulation augmentant sans cesse et Montréal étant appelé à se développer considérablement, nul doute que les revenus perçus de droit de péage s'accroîtront et que nos obligations diminueront en proportion. Le gouvernement de Québec est heureux de coopérer à cette œuvre nécessaire et d'une utilité incontestable. J'espère que la Chambre approuvera notre projet.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je n'ai pas besoin de dire que les députés du côté de cette Chambre approuvent la construction de ce pont nécessaire au développement de la rive sud. Celui-ci servira non seulement les gens de Montréal, mais aussi ceux de la rive sud. Nous pouvons différer d'opinion avec le gouvernement dans les détails du projet, mais nous nous accordons parfaitement sur le principe.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je regrette que le député de Chambly (M. Thurber) ne soit pas à son siège. En son nom, je me permets d'exprimer ma satisfaction pour son comté. Je suis, moi aussi, en faveur du projet et je suis confiant que ce pont sera d'une grande utilité pour Montréal et les environs, mais je me demande si le gouvernement possède tous les renseignements nécessaires. Je me demande si on se rend compte de l'étendue des obligations que l'on assume au nom de la province. Il me semble que l'on n'a pas de certitudes quant au coût exact du pont, aux revenus et aux charges annuelles. Nous donnons en quelque sorte un blanc-seing au ministre des Travaux

publics et du Travail. Je ne suis pas opposé au principe du bill, mais je crois que le préambule n'est pas assez clair.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Les ingénieurs disent que le pont coûtera \$10,000,000. Mon honorable ami d'Argenteuil croit que nous donnons carte blanche au ministre des Travaux publics. Non. Nous limitons notre contribution à un tiers si les charges ne dépassent pas \$600,000; nous fixons même le maximum de notre contribution à \$150,000. En outre, les revenus sont assurés par les droits de péage. Le jour où l'on cesserait ce péage, nos obligations seraient par le fait périmées. Nous obligeons la Commission du port à nous soumettre ses taux. Nous ne donnons pas carte blanche au ministre. Si le coût du pont est plus élevé que \$10,000,000, la Commission du port de Montréal devra y pourvoir elle-même. Nous ne pouvions, il me semble, faire un meilleur contrat que celui-là.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je ne crois pas que ce soit le moment opportun pour la construction d'un pont aussi dispendieux. Il faudrait penser davantage à économiser et à bien dépenser les fonds publics. Le pont Victoria et le vieux pont du C. P. R. peuvent faire l'affaire, pour moins de la moitié du coût du nouveau pont.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il faut prévoir pour l'avenir. Montréal grandit prodigieusement et sera appelée à se développer très rapidement dans le futur. Le pont ne sera prêt que dans trois ans et le trafic aura augmenté alors beaucoup, plus encore qu'aujourd'hui. Il serait malavisé d'attendre que cette augmentation soit à son maximum avant de fournir les ressources nécessaires pour qu'elle continue de croître. Rien ne devrait entraver le développement de Montréal. Je suis certain que le pont Victoria ne suffit pas au trafic.

J'espère que les prochains ponts dont nous devrions nous occuper seront les ponts de Lachine et de Caughnawaga, et nous pourrions alors aller voir les électeurs de Châteauguay et d'Argenteuil. Je crois qu'il est possible de s'entendre avec le C. P. R. Nous pourrions construire une passerelle le long du pont du C. P. R. pour se rendre à Châteauguay.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): (Souriant)

Est-ce que cette passerelle serait construite pour permettre au député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) de se rendre plus vite à Montréal et de s'y établir en permanence?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Souriant) C'est la première fois que l'honorable député d'Argenteuil me consulte sur les intentions de mon collègue, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils). Ce sera pour lui permettre de visiter plus facilement ses électeurs.

M. Pellerin (Maisonneuve): Les taux seront-ils les mêmes que sur le pont Victoria?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ils devront être au moins les mêmes, si nous voulons qu'il y ait compétition; ils seront peut-être un peu plus bas.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) voudrait savoir cependant si les piétons auront à payer pour traverser le nouveau pont.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si on établissait un taux de péage selon le poids des piétons, le député de Montréal-Saint-Henri pourrait se plaindre². Le montant à payer pour traverser le pont ne sera qu'une bagatelle et ne sera certainement pas un fardeau pour personne.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) demande que les taux, sur le nouveau pont, soient réguliers et qu'on assure le droit de passage gratuit aux personnes résidant dans les municipalités environnantes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

exprime l'opinion que cette suggestion a du bon.

M. Thurber (Chambly): Je tiens à remercier le gouvernement de sa généreuse contribution à la construction de ce pont que réclament les citoyens de Montréal et de la rive sud, depuis 40 ans, et qui contribuera beaucoup au développement de la région de Montréal. Sa construction sera la réalisation du désir légitime de toute la population de la région de Montréal. Au nom des électeurs de mon comté, je remercie le gouvernement.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

Ajournement**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 15.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle, député de Chicoutimi.

2. Dans *Le Soleil*, on confirme l'arrivée du député de Chambly (M. Thurber) en Chambre.

Séance du mardi 9 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 141 modifiant la loi des cités et villes relativement aux échevins;

- bill 119 ratifiant certaines résolutions de la corporation et des commissaires d'écoles de la ville de Drummondville, et les contrats qu'ils ont passés avec Canadian Celanese Limited.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 150 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement au Barreau de la province de Québec.

Le bill 152 modifiant la loi des dentistes de Québec a été rejeté.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-unième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 129 constituant en corporation la Holy Trinity Greek Orthodox Congregation of Montreal.

**Indemnités et évaluations
selon le Code municipal**

M. Hamel (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 134 modifiant le Code municipal relativement à certaines indemnités et évaluations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Écoles protestantes
de Montréal**

M. Bullock (Shefford) demande la permission de présenter le bill 135 modifiant la loi 15 George V,

chapitre 45, concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la voirie

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 133 modifiant la loi de la voirie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Travaux de voirie dans les
concessions forestières**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 158 modifiant la loi des terres et forêts relativement au transfert des lots, à l'exportation du bois et à certains travaux de voirie, et modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demandes de documents:

**Automobiles à la
disposition des agronomes**

M. Dufresne (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Plante), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Quel est le nombre d'automobiles que les agronomes ont eues à leur disposition: *a)* en 1922; *b)* en 1923; *c)* en 1924; *d)* en 1925. 2. Quel prix a été payé pour chacune de ces automobiles. 3. De quelles maisons elles ont été achetées. 4. Combien ont coûté l'entretien et la réparation de chacune de ces automobiles: *a)* en 1922; *b)* en 1923; *c)* en 1924; *d)* en 1925.

Adopté.

Questions et réponses:

Actions contre des fabricants de beurre

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Le gouvernement a-t-il intenté ou fait tenter des actions contre des fabricants de beurre dans cette province depuis le 1er janvier 1924?

2. Dans l'affirmative: a) combien d'actions ont été prises; b) dans quels comtés et combien par comté?

3. Quelle était la nature des plaintes?

4. Le gouvernement s'est-il désisté dans certains cas?

5. Dans l'affirmative, combien d'actions ont été retirées?

6. Dans quels comtés et combien par comté?

7. Quand?

8. Pour quelles raisons?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Non.

**Arsène Denis,
employé au gouvernement**

M. Renaud (Laval): Combien M. Arsène Denis a-t-il reçu du gouvernement (somme globale) en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage ou autrement, depuis qu'il est au service du gouvernement jusqu'à date, pour les divers emplois qu'il a occupés?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): \$12,654.67, pour les divers emplois qu'il a occupés depuis 29 ans.

**Permis pour
la vente de narcotiques**

M. Lortie (Soulanges): 1. Combien le gouvernement a-t-il émis de permis pour la vente de narcotiques en 1924-1925?

2. Combien de permis ont été refusés durant ce temps?

3. Combien y a-t-il eu d'infractions à la loi régissant la vente de narcotiques pour la même période?

4. Quelle a été la nature de chaque offense et quelle en a été la pénalité?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 3.

2. Aucun.

3. Aucune.

4. ...

**État des droits perçus en vertu
de la loi des successions**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour quelles raisons l'état des droits perçus en vertu de la loi des

successions, qui est inséré dans les comptes publics, ne donne-t-il pas, comme par le passé, le nom des successions atteintes par l'impôt et le montant payé par chacune?

L'honorable M. Nicol (Compton): Parce que le gouvernement considère que ce n'est pas nécessaire.

**M. Fougerat,
de l'École des beaux-arts**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. M. Fougerat est-il encore directeur de l'École des beaux-arts?

2. Si non, depuis quand a-t-il cessé de l'être?

3. Son engagement avait-il pris fin quand il a quitté la direction de l'École?

4. Pour quelle raison a-t-il quitté la direction de l'École?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Non.

2. Mai 1925.

3. Oui.

**Acres de terre
ensemencés en 1925**

M. Lortie (Soulanges): Combien d'acres de terre ont-ils été ensemencés dans la province de Québec en 1925?

L'honorable M. David (Terrebonne): 6,828,700 acres.

Loi de la voirie

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (l'honorable M. Lapierre), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 133 modifiant la loi de la voirie.

Adopté.

**Pont entre
Montréal et Longueuil**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède à la considération ultérieure de la résolution relative au bill 27 relatif à la construction d'un pont entre Montréal et Longueuil, rapportée le 5 mars courant du comité général, laquelle résolution est adoptée.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 27 relatif à la construction d'un pont entre Montréal et Longueuil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai lu les remarques de l'honorable premier ministre au sujet de ce nouveau pont. Je constate avec surprise que le pont de Longueuil sera un pont de péage. Non seulement le gouvernement consent à contribuer sans avoir connu les plans et devis à fond, examiner davantage les contrats et les conditions de l'entreprise, sans savoir quels seront les entrepreneurs, les ingénieurs, sans connaître au juste quel sera le coût des travaux, et fournir aussi à la Chambre plus de renseignements à ce sujet, mais il prête son concours à un pont de péage.

J'avoue que ce pont sera d'un grand secours aux populations des comtés agricoles de la rive sud et même pour Montréal, bien que certains pensent que la métropole y perdra. Il est nécessaire pour décongestionner le pont Victoria. Il me semblait que tout le monde ne favorisait pas ce projet de pont. On se rappelle que M. Médéric Martin s'est plus d'une fois opposé à la construction de ce pont, parce qu'il prétendait qu'une telle entreprise provoquerait un courant d'exode des citoyens de Montréal vers la rive sud. Un passé outre à cette opinion d'un conseiller législatif, qui, autrefois, parlait comme maire de la métropole.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que vous voulez que le gouvernement soit de son avis?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Personnellement, j'approuve le principe du bill, mais je m'étonne que l'on revienne à l'ancienne politique des péages. Il n'y a pas longtemps, un des articles les plus importants du programme libéral était l'abolition des péages. On disait alors: "Il est dans les principes libéraux de ne pas imposer de taxes à la circulation." Le premier ministre, qui est de vieille souche libérale, doit s'en souvenir. Cette politique d'abolition des taux de péage tant vantée de 1908 à 1920, même avant que le gouvernement ait aboli les taux de péage sur le pont de Saint-Eustache. Le premier ministre était alors ministre des Travaux publics et ministre des Ponts, et

nous annonçait l'abolition de tous les ponts de péage. Il reste peu de ces vieux ponts où l'on payait pour passer. Mais le gouvernement en a construit de nouveaux, et chaque fois le péage a été rétabli. Le pont de Terrebonne est probablement la seule exception, pour des raisons d'État, à ce qu'il semble. Le Parti libéral aurait-il oublié ses principes de liberté? Je n'insisterai pas davantage si l'honorable premier ministre nous annonce qu'il veut retourner à l'ancienne politique et rétablir des ponts de péage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je regrette que le chef de l'opposition ait été absent lors du premier débat sur cette question. Nous aurions tant bénéficié de ses lumières. Il devrait toujours être ici. Vendredi, nous avons discuté tous les paragraphes de cette résolution, et les lieutenants du chef de l'opposition nous ont accordé leur approbation. Il a mauvaise grâce de trouver à redire. Maintenant, mon honorable ami nous reproche de n'avoir pas vu les plans. Il ignore qu'un comité d'ingénieurs a étudié et tracé ces plans et que notre ingénieur provincial, M. Vallée, a fait rapport. Le gouvernement a vu les plans. M. Sauvé pourra voir les plans s'il le désire. Les contrats ont été demandés, et c'est la Commission du port de Montréal qui les accorde, car c'est elle qui construit. Nous n'allions nullement à l'aveugle. Maintenant, nous avons reçu l'approbation de tous, même d'un journal que le chef de l'opposition doit estimer, la *Gazette*. "Nous ne savons pas combien cela coûtera", dit encore mon honorable ami. La responsabilité du gouvernement est absolument limitée à un coût de construction de 10 millions, et le tiers que nous paierons sera basé sur le service des intérêts de cette somme et sur le coût d'entretien tel qu'évalué dans la loi.

Quant aux ponts de péage, le chef de l'opposition a fait un retour sur le passé, lui qui nous en fait un reproche chaque fois que nous faisons de même, comme si le passé de son parti le fatiguait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Souriant) Le premier ministre pourrait-il nous renseigner sur ce que dit la *Gazette* de sa mentalité en politique?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) J'avoue que la *Gazette* dit souvent plus de bien de moi que de l'honorable chef de l'opposition.

Pour en revenir aux péages, il faut considérer que les conditions n'ont pas été faites par nous. Elles nous ont été proposées par les deux autres contributeurs, le gouvernement d'Ottawa et la Commission du vieux port de Montréal, qui les

veulent telles. Nous n'avions qu'à les accepter ou à les refuser. Allions-nous dire que nous refusions le péage alors que les deux autres parties au contrat les désirent? Je n'ai d'ailleurs pas peur d'affirmer que, pour des entreprises aussi considérables, il est nécessaire que chacun fasse sa part. Le péage est encore la répartition la plus équitable. Les droits payés par le public nous ont permis de construire les ponts de Batiscan et de l'île Perrot, qui rendent d'inappréciables services; ils nous permettront de mener à bien la présente entreprise. Le pont de Terrebonne ne peut être considéré comme un grand pont. Donc, cette politique a du bon, mais il faut en agir autrement avec les petits ponts. Et, s'il reste des petits ponts de péage dans le comté des Deux-Montagnes, je me demande pourquoi le chef de l'opposition ne nous a pas demandé de les libérer de ce droit.

Pour tout résumer, le pont Montréal-Longueuil rendra d'immenses services à la province, et je suis convaincu que toute la Chambre approuvera le projet.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande que la troisième lecture soit retardée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On dira que c'est vous qui retardez la construction du pont.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'en prends la responsabilité.

Contrat entre les sœurs de la Charité et The Sun Trust Company Limited

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 39 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de Québec, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, l'acte de fiducie et un certain acte de transport entre lesdites sœurs de la Charité et The Sun Trust Company Limited.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Que les contrats et actes suivants:

1. Le contrat relatif à la garde, aux soins et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots dans l'école Lajemmerais, passé le trentième jour de janvier mil neuf cent vingt-six, devant Adolphe Labrèque, notaire, sous le numéro six mille cent cinq de ses minutes, entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs de la Charité de Québec;

2. L'acte de transport d'une certaine partie de l'octroi annuel dû et payable par le gouvernement aux sœurs de la Charité aux termes du contrat ci-haut mentionné, ledit acte de transport passé le premier février mil neuf cent vingt-six, devant Adolphe Labrèque, notaire, sous le numéro six mille cent neuf de ses minutes, par les sœurs de la Charité de Québec, en faveur de The Sun Trust Company Limited;

3. L'acte de fiducie passé le vingt-trois décembre mil neuf cent vingt-cinq, devant Adolphe Labrèque, notaire, sous le numéro six mille quatre-vingt-deux de ses minutes, entre les sœurs de la Charité de Québec et The Sun Trust Company Limited, et le gouvernement de la province intervenant pour ratifier un certain transport faisant partie dudit acte;

Reproduits comme cédules 1, 2 et 3 du bill qui accompagne la présente résolution, soient approuvés et ratifiés.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 39 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de Québec, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, l'acte de fiducie et un certain acte de transport entre lesdites sœurs de la Charité et The Sun Trust Company Limited.

Ce contrat a été approuvé par Sa Grandeur Mgr Langlois. Les sœurs de la Charité voulaient négocier un emprunt de \$200,000, moyennant le transport d'une annuité que le gouvernement leur sert. Le Sun Trust agit comme fiduciaire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels sont les directeurs du Sun Trust?

L'honorable M. David (Terrebonne): Le secrétaire de la province l'ignore complètement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le secrétaire de la province n'a-t-il pas de rapports qui sont faits par les compagnies de ce genre?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui, mais, parmi les 3,000 ou 4,000 rapports qui sont soumis, je n'ai pas remarqué celui de la Sun Trust Co.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le secrétaire de la province a-t-il toujours les yeux bien ouverts?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui, mais il n'y a pas de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne veux attaquer nullement les clauses de ces contrats, mais je trouve étrange qu'une compagnie composée d'hommes politiques, surtout d'hommes politiques ayant la responsabilité ministérielle, intervienne en pareille circonstance et soit partie aux contrats dans des bills qui sont actuellement soumis à la Législature. Ces hommes doivent agir comme ministres, et en même temps l'un comme président, l'autre comme vice-président de cette compagnie.

Cela n'est pas sans danger. N'y aurait-il pas, dans cette Chambre, des députés assez timides pour craindre devant pareille réunion de fonctions? Peut-être ne voudront-ils plus se prononcer librement, dans la crainte de se voir refuser eux-mêmes ce qu'ils pourraient demander en d'autres circonstances?

Et dans le public, n'y a-t-il pas danger de voir s'accréditer cette opinion qu'il faut s'adresser à ces compagnies composées de ministres, de députés, de politiciens pour obtenir une faveur ou un droit du gouvernement, pour faire voter un bill ou bien une mesure législative quelconque?

Les libéraux dans le passé ont dénoncé les trusts et les trustards, et plusieurs ministres font maintenant partie des trusts. Il n'y a pas longtemps, dans une autre province, un ministre¹ a donné sa démission parce qu'il se trouvait dans la même position que les deux ministres de Québec². Il a eu alors des paroles dignes et nobles que toute la presse du pays a commentées favorablement. Si j'ai un vœu

à exprimer, c'est qu'à l'avenir nous n'ayons plus à adresser au gouvernement un reproche pareil.

Si un homme veut faire partie de ces trusts, qu'il ne soit pas ministre. Ce sont des trusts qui ne sont pas plus désirables que d'autres. Trust, ce mot-là faisait tant, autrefois, tant mal au cœur des vieux libéraux. Il est pénible de voir aujourd'hui, justement, des ministres libéraux faire partie des trusts. On dira peut-être que ce ne sont pas les mêmes trusts, ni le même genre de trusts? Le résultat est le même. On organise des compagnies de façon à contrôler certaines opérations et à empêcher que d'autres en tirent bénéfice.

Ce que je dénonce, c'est que l'on se serve de ces moyens-là et que l'on présente des mesures au nom des ministres, de conseillers législatifs, de députés, de façon à gêner la Chambre. On dira demain qu'il faut passer par le Sun Trust ou une autre compagnie du même genre pour obtenir tel et tel bill. Il faut empêcher cela. Le secrétaire de la province, du fond de son cœur, m'approuve en ce moment. Il sait que ce sont des moyens condamnés par les libéraux dans le passé. J'espère que la majorité de la Chambre, si elle est digne et fidèle aux principes d'autrefois, condamnera de telles façons d'agir.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je ne peux passer sous silence les dernières remarques du député des Deux-Montagnes. Je ne suis pas ici pour défendre personne. Le contrat entre les religieuses et le Sun Trust s'est fait librement pour les deux parties, sans intimidation. Deux religieuses ont été chargées par leur communauté de choisir leurs fiduciaires. Elles ont choisi le Sun Trust qui devait leur donner le meilleur prix pour leurs obligations. Mais, encore une fois, j'ignore quels sont les directeurs du Sun Trust.

Ce n'était là qu'une question d'affaires, pure et simple. Le gouvernement n'a rien eu à faire, ni directement ni indirectement, avec ces contrats. Dans les cédules du bill des sœurs franciscaines, on pourra lire que celles-ci seules devaient choisir le fiduciaire. Il n'avait donc, pas plus que le gouvernement, de suggestions à faire aux religieuses. Avons-nous, dit-il, le droit de critiquer les sœurs franciscaines de Marie si, après une enquête et des recherches approfondies, elles ont décidé de s'adresser au Sun Trust plutôt qu'au Royal Trust ou au Crown Trust? Ce sont les religieuses seules qui ont fait ce choix. Je ne sache pas que sur ce bill on puisse faire le moindre reproche au gouvernement.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Le secrétaire de la province a cherché à éluder la question.

Il prétend que le gouvernement n'a rien eu à voir dans le choix que les religieuses ont fait. Il ne peut nier cependant que deux ministres de la couronne, dans cette province, ont eu quelque chose à faire dans ce choix.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le député de Montréal-Laurier n'a pas le droit de faire une telle insinuation. Qu'il accuse directement, s'il se croit justifiable de le faire.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je ne veux porter aucune accusation, mais je persiste à dire que certains ministres pourraient avoir eu quelque chose à voir avec le choix du fiduciaire des sœurs. En tant que directeurs du Sun Trust, ces ministres ont pris part aux délibérations du conseil d'administration, relativement à ces actes de fiducie.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce qui prouve, en définitive, que nous avons la confiance des communautés religieuses.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Nous prenons en tout cas l'occasion de dénoncer un état de choses qui est déplorable. Les ministres devraient s'abstenir, sinon comme actionnaires, du moins d'agir comme directeurs de compagnies qui font ou qui peuvent faire affaire avec des corporations qui viennent devant cette Chambre. Nous n'agissons pas autrement que les libéraux d'autrefois. Nous prenons la même position qu'eux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) intervient.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Trouvez-vous quelque chose d'injuste dans le contrat?

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Non.

La proposition est adoptée.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École d'industrie des sœurs de la Charité de Québec

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de ré

résolution relative au bill 47 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de Québec, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans leur école d'industrie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que le contrat relatif à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans l'école d'industrie connue sous le nom d'Orphelinat d'Youville, passé le quatre février mil neuf cent vingt-six, devant Adolphe Labrèque, notaire, sous le numéro six mille cent dix de ses minutes, entre le gouvernement de la province et les sœurs de la Charité de Québec, et reproduit comme annexe du bill qui accompagne la présente résolution, soit approuvé et ratifié.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 47 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de Québec, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans leur école d'industrie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Institut des petites sœurs franciscaines de Marie et The Sun Trust Company Limited

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 46 ratifiant un acte de transport et un acte de fiducie entre l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie et The Sun Trust Company Limited, auxquels le gouvernement de la province est partie intervenante.

Ce contrat a été approuvé par Sa Grandeur Mgr Langlois au nom des autorités religieuses.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que les actes suivants, auxquels est intervenu le gouvernement de la province:

1. Un acte de transport d'une partie d'un certain octroi annuel dû et payable par le gouvernement de la province à l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie, passé le vingt-neuvième jour de janvier mil neuf cent vingt-six, devant Adolphe Labrègue, notaire, sous le numéro six mille cent quatre de ses minutes, par ledit Institut des petites sœurs franciscaines de Marie en faveur de The Sun Trust Company Limited;

2. Un acte de fiducie entre l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie et The Sun Trust Company Limited, concernant un certain emprunt mentionné audit acte, passé le vingt-neuvième jour de janvier mil neuf cent vingt-six, devant Adolphe Labrègue, notaire, sous le numéro six mille cent trois de ses minutes;

Reproduits comme cédules 1 et 2 du bill qui accompagne la présente résolution, soient confirmés et ratifiés.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 46 ratifiant un acte de transport et un acte de fiducie entre l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie et The Sun Trust Company Limited, auxquels le gouvernement de la province est partie intervenante.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Refuge Notre-Dame-de-la-Merci

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 118 constituant en corporation le Refuge Notre-Dame-de-la-Merci.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Fortier (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 138 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité³:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose: Que toute personne ou association de personnes ou tout agent en possession de peaux ou de fourrures provenant d'animaux chassés ou tués dans les limites de la province doive payer immédiatement sur chaque peau, avant de s'en défaire, un droit régalien que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déterminer et fixer, en vertu des dispositions de la loi de la chasse (statuts refondus, 1925, chapitre 86), telle que modifiée par la loi qui accompagne la présente résolution; et que,

sur réception de ce droit, un officier du département doit apposer une marque approuvée par le ministre sur chacune des peaux; que toute peau non marquée soit considérée être détenue illégalement et puisse être saisie par tout officier du département; et que toutes peaux ou fourrures non accompagnées d'un affidavit attestant qu'elles proviennent d'animaux tués ou pris dans une autre province du Canada, à Terre-Neuve ou dans un des États des États-Unis d'Amérique, soient présumées provenir d'animaux pris ou tués dans les limites de la province et soient sujettes aux droits régaliens ci-dessus mentionnés.

En vertu de la loi actuelle, tout marchand de fourrures doit avoir une licence et une royauté est imposée sur toutes les peaux. Tous les ans, la Canadian Auction Fur Association tient des encans. Pendant ce temps, des marchands, des étrangers, viennent s'installer dans les hôtels et vendent des fourrures à côté de la Canadian Auction. Le but de l'amendement est de forcer ces marchands à payer une licence comme nos marchands.

En même temps, on change la date du rapport des éleveurs d'animaux à fourrures. Ce rapport ne se fera plus désormais en novembre, mais en février.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 138 modifiant la loi de la chasse.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Est-ce que les marchands paieront la même licence?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nos marchands paient une licence de \$25; les étrangers paieront \$100.

Le comité étudie le sixième paragraphe de l'article 1 qui se lit comme suit:

e. En y remplaçant le paragraphe 7 par le suivant:

"7. Toute personne ou association de personnes ou tout agent en possession de peaux ou fourrures provenant d'animaux chassés ou tués dans les limites de la province doit payer immédiatement sur chaque peau, avant de s'en défaire, un droit régalien que le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer et fixer. Sur réception de ce droit, un officier du département doit apposer une marque approuvée par le ministre sur chacune des peaux; et toute peau non marquée est considérée être détenue illégalement et peut être saisie par tout officier du département. Toutes peaux ou fourrures non accompagnées d'un affidavit attestant qu'elles proviennent d'animaux tués ou pris dans une autre province du Canada, à Terre-Neuve ou dans un des États des États-Unis d'Amérique, sont présumées provenir d'animaux pris ou tués dans les limites de la province et sont sujettes aux droits régaliens ci-dessus mentionnés."

Cet article est amendé en y ajoutant le mot "telle" entre les mots "Toute" et "personne".

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles soit maintenant lu une troisième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que depuis la première discussion le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) n'a pas reçu de lettres de protestation?

L'honorable M. Nicol (Compton): Je n'ai reçu au contraire que des félicitations. Ce matin même, des représentants de maisons importantes de Montréal, entre autres ceux de la Ford, m'ont dit qu'ils en étaient enchantés.

L'un d'eux me disait que, en une seule année, 700 autos d'une maison en particulier avaient été volées à Montréal. Devant une pareille situation, le tarif d'assurance augmentait en des proportions alarmantes; \$10 la voiture. Plusieurs compagnies d'assurances avaient même l'intention de refuser des polices pour certains genres de machines. Aussi approuvent-elles le projet. En outre, j'ai entre les mains des lettres et télégrammes qui m'expriment la satisfaction des intéressés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ne vaudrait-il pas mieux attendre encore avant de passer la loi?

L'honorable M. Nicol (Compton): On m'a représenté que plusieurs compagnies avaient informé les automobilistes qu'ils ne pourraient prendre de listes (...) ⁴ les propriétaires d'autos à avoir des cadenas spéciaux. Pour ces raisons, on m'a dit que le bill, bien qu'il excipe de la loi générale, était excellent. On m'a représenté enfin que, si la loi est appliquée par des officiers intelligents, elle rendra de grands services à tous les citoyens.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) croit que la loi aura pour effet de faire baisser les taux d'assurances?

L'honorable M. Nicol (Compton): On me l'a affirmé. L'adoption de cette mesure aura pour effet de faire réduire les taux d'assurances, qui ont augmenté pour les Ford, par exemple, de \$1.60 à \$5.50.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): J'ai appris qu'une association, à l'assemblée de laquelle assistait le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), protestait contre le bill. L'objection principale se formule contre l'article 13, dont une partie se lit comme suit:

"Tout officier du bureau que le ministre a chargé de l'exécution de la présente loi et des règlements faits sous son autorité ou de l'exécution de partie de ladite loi ou de partie desdits règlements:

"a) Peut demander la production de tout véhicule automobile pour lui permettre de l'examiner, d'en faire la description ou de le

comparer avec une description déjà faite, de vérifier ses moyens d'identification et leur état;

"b) Peut, aux mêmes fins, sans permission, entrer à toute heure raisonnable du jour en tout lieu susceptible de contenir un ou des véhicules automobiles."

Ne donne-t-on pas des pouvoirs exorbitants à l'officier? Est-ce qu'on ne pourrait pas donner au propriétaire le temps de faire valoir ses titres? C'est une suggestion que l'on m'a faite.

L'honorable M. Nicol (Compton): J'ai reçu un message de la Montreal Motorists League félicitant le gouvernement de sa loi du moment que les officiers chargés de l'application de la loi soient des hommes de jugement. Nous n'en nommons jamais d'autres. J'admets avec l'honorable député de Montréal-Laurier que la confiscation excipe de la loi générale, mais il y a déjà quelque chose de semblable dans la loi des véhicules-moteurs. On nous a représenté qu'il fallait une loi très sévère pour protéger le commerce et nous avons confiance que notre loi sera efficace.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Y aura-t-il moyen, lorsqu'une machine aura été saisie, de la remettre entre les mains de son possesseur avant que les titres ne soient bien établis?

L'honorable M. Nicol (Compton): On pense bien que l'intention de la loi n'est pas de créer des ennuis à personne. L'officier aura du jugement et n'entrera que là où il a raison de croire qu'il y a une automobile volée. Ensuite, s'il y a erreur, les faits seront rétablis facilement et rapidement.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fonds des écoles élémentaires

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 15 modifiant la loi de l'instruction publique relativement au fonds des écoles élémentaires.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder, chaque année, à Sa Majesté, une somme de trois cent vingt-cinq mille dollars au lieu de celle de deux cent cinquante mille dollars mentionnée à l'article 474 de la loi de l'instruction publique (statuts refondus, 1925, chapitre 133), à prendre sur le fonds consolidé du revenu de la province pour être appropriée aux fins mentionnées à l'article 473 de ladite loi.

Depuis dix ans, le fonds des écoles élémentaires a été porté de \$150,000 à \$250,000. Ces écoles recevaient autrefois environ \$50,000 et, en 1896, elles n'avaient à leur disposition que \$15,000 à \$18,000. Maintenant, il faut augmenter encore notre contribution. En ces dernières années, 230 écoles nouvelles ont été bâties. Le gouvernement reçoit de si nombreuses demandes d'octrois pour aider la construction d'écoles pauvres que nous sommes heureux de proposer l'augmentation de subsides de \$275,000 à \$325,000.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Si je comprends bien, le gouvernement veut surtout aider à la construction de nouvelles maisons d'écoles. Il impose même les plans de la maison aux municipalités.

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous n'imposons rien, mais nous suggérons. Le surintendant de l'Instruction publique a des plans qui sont faits au point de vue hygiénique et il les soumet aux commissions scolaires. On ne les impose pas. Et je suis convaincu que, par de telles suggestions, nous rendons service à la population.

Si le député d'Argenteuil veut s'en rendre compte, il n'a qu'à faire le tour de la province et à comparer les anciennes écoles aux nouvelles. Il verra que les premières mettaient l'enfant dans des conditions hygiéniques indignes de lui, tandis que les autres lui procurent de l'air, de la lumière et plus d'espace. Nous avons voulu que l'enfant, en s'instruisant, ne détruise pas sa santé. Les commissions scolaires ont compris cela, et elles sont heureuses d'accepter les plans que nous leur proposons dans l'intérêt de la santé publique.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Le secrétaire provincial s'engage-t-il à aider les municipalités scolaires à construire des écoles conformément aux plans de son département?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui, mais qu'on ne perde pas de vue qu'il ne s'agit nullement d'imposer ces plans.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je suis en faveur de ce système, mais, si ces municipalités doivent faire des dépenses au-delà de leurs moyens, elles doivent compter sur une contribution de 25 à 50 % de la part du gouvernement, quand elles se conforment à ses plans. Mais il est à ma connaissance personnelle que des commissions ont bâti leurs écoles avec leurs propres plans et qu'elles attendent encore une partie de cet octroi que nous sommes appelés à voter.

Je ne veux pas parler exclusivement de mon comté, je veux être plus large. Mais, à Sainte-Julienne de Lachute, dans Argenteuil, la commission a bâti une école de quatre classes au coût de \$17,008 et elle attend encore un subside du gouvernement.

J'espère que mon honorable ami le secrétaire de la province verra à rendre justice à cette municipalité scolaire, car l'inspecteur d'écoles, M. Désormeaux, signale, dans son rapport, cette nouvelle école de quatre classes comme un modèle de construction.

L'honorable M. David (Terrebonne): On sait sans doute que le gouvernement n'a jamais lésiné sur les questions qui se rattachent à l'éducation. Pour le démontrer, je crois qu'il est nécessaire de faire de l'histoire. En 1907, on donnait \$160,000 aux écoles élémentaires; en 1911, l'octroi s'élevait à \$200,000; en 1922, à \$275,000. Cette année, nous donnons \$50,000 de plus. Il y a donc eu \$165,000 d'augmentation en 20 ans.

De plus, nous avons accordé les augmentations suivantes aux écoles rurales: \$150,000 en 1907; \$210,000 en 1908; \$325,000 en 1911; \$500,000 en 1922; première session, \$600,000 la même année, deuxième session, et tout cela, en plus des octrois aux écoles élémentaires. Argenteuil a reçu \$1,200 en 1909 et, en 1924, \$5,000.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Vous faites la comparaison entre deux dates libérales. En 1909, nous étions déjà sous le régime libéral.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je ne compare pas avec 1897⁵, car la comparaison serait odieuse.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Odieuse pour qui?

L'honorable M. David (Terrebonne): Toutes les comparaisons sont odieuses. (Rires) Le gouvernement a augmenté ses octrois aux écoles publiques et aux écoles rurales dans tous les comtés sans excepter Deux-Montagnes, Beauharnois, etc.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Les comparaisons ne sont pas toujours odieuses. En 1897, le gouvernement contribuait \$447,650 aux écoles de la province, et la contribution des commissions scolaires était de \$1,577,565. J'ai ici des chiffres qui démontrent que le gouvernement conservateur, que l'on trouve si néfaste, donnait \$15.85 pour chaque \$100 que les commissions dépensaient pour les écoles, tandis qu'en 1919 le gouvernement libéral ne contribuait que pour \$5.45 par \$100. Je suis heureux que le secrétaire de la province augmente ses octrois cette année.

(Applaudissements)

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député d'Argenteuil nous démontre que l'on peut jongler avec les chiffres. J'ignore où il a pris ces chiffres, mais il devrait tenir compte de ce qui s'est fait depuis 1897. J'admets que mes chiffres ne sont pas à date. Ils ne remontent qu'à 1920-1921. Le nombre des écoles modèles est passé de 537, en 1897, à 749 en 1921; celui des écoles élémentaires, de 5,132, en 1897, à 6,370; celui des académies, de 153 à 424; celui des écoles spéciales, de 15 à 186; celui des écoles normales, de 3 à 14; celui des instituteurs, de 10,493 à 19,704; celui de la fréquentation, de 314,000 à 540,000. Tout compte fait, les octrois à l'instruction dans la province de Québec ont augmenté de 500 % depuis 1897.

En 1897, le gouvernement mettait \$524,000 à la disposition de l'instruction publique; en 1902, il augmentait cette somme de \$200,000; en 1906-1907, de \$500,000; en 1912, de \$678,000; en 1916, de \$529,000; en 1922, de \$355,470; en 1922-1923, autre augmentation; en 1923-1924, de \$387,720. En un mot, il y a eu augmentation de \$2,900,000 en 20 ans.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je comprends que l'honorable ministre est éloquent dans le maniement des chiffres, mais je prétendais simplement que le gouvernement de 1897 payait une plus large proportion, pour les écoles élémentaires, que le gouvernement d'aujourd'hui, en comparaison de la contribution du public.

D'ailleurs, nous n'avons pas trop à nous prévaloir des chiffres cités, car, en Colombie-

Britannique, on fait beaucoup plus que nous sous ce rapport. Parlerai-je de l'Ontario? J'ai peur d'éveiller les sentiments patriotiques du premier ministre. Mais je pourrais dire que, dans cette province, l'instruction publique reçoit \$9,625,000.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous voulez dire que vous blesseriez l'honorable député de Westmount (M. Smart), votre voisin.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Lorsque nous parlons d'Ontario, le premier ministre frémit. Voyons ce que fait la Colombie pour ses écoles. L'an dernier, le gouvernement a dépensé \$3,573,000 pour l'instruction publique. Dans Ontario, je n'ose citer le chiffre, tant il est supérieur au nôtre. L'Ontario donne \$9,626,000 à ses écoles.

L'honorable M. David (Terrebonne): Comme il serait impossible de discuter sur les chiffres sans savoir où ils ont été puisés, je demanderai au député d'Argenteuil de me dire où il les a pris.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Dans le rapport de la Colombie-Britannique.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'étranger ne m'intéresse pas. Pour le moment, nos propres problèmes suffisent. Je voulais parler des chiffres de 1897, cette statistique de \$400,000 que le gouvernement de 1897 donnait aux écoles.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Si l'honorable secrétaire provincial veut me donner cinq minutes, je vais le lui montrer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois que c'est inexact.

L'honorable M. David (Terrebonne): Soit. Je continue. L'honorable député d'Argenteuil reconnaît que nous avons fait un effort. Nous avons reçu des témoignages de partout, et j'aime mieux ces témoignages désintéressés que l'impression que veut créer l'honorable député d'Argenteuil en disant que, loin de progresser, nous faisons moins qu'en 1896. Tout le monde sait qu'en 1897 le gouvernement libéral a été obligé de tout créer.

En quelques années, nous avons augmenté d'un million et demi les secours à la petite école. Peut-on nous faire un reproche? En 1897, les écoles pauvres ne recevaient que \$10,000; aujourd'hui, elles

reçoivent \$250,000; en 1897, l'inspection coûtait \$35,000; en 1925, \$150,000. Je cherche vainement, dans l'ancien régime, les écoles modèles, les académies, les universités, les écoles techniques. Comment se fait-il que le député d'Argenteuil oublie tout cela? Ne sait-il pas que, de toutes les provinces de la Confédération, c'est la nôtre qui a fait les progrès les plus rapides, c'est-à-dire qui a augmenté le plus rapidement ses secours financiers à l'éducation? Il ferait mieux de se rendre à la vérité et d'avouer les immenses progrès accomplis.

M. Plante (Beauharnois): Je crois que le gouvernement, comme l'honorable député d'Argenteuil l'a dit, se vante trop de ce qu'il a fait pour l'instruction publique.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): L'honorable secrétaire de la province m'a demandé où j'avais pris mes chiffres. Je les ai puisés dans la réponse faite à une interpellation au cours de la session de 1925, *Journal de l'Assemblée législative*, p. 189, volume 59. Il verra là que mes chiffres sont exacts. De là, je tire les conclusions suivantes: pourcentage du gouvernement en 1897, 23 %; en 1921-1922, 16 %; en 1922-1923, 19 %. Je répète que le misérable gouvernement de 1897 a donné plus, proportions gardées, que le gouvernement actuel aux écoles élémentaires.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ce n'est pas tout à fait ce que disait mon honorable ami tout à l'heure.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je ne parlais alors que des écoles élémentaires.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce n'est pas le gouvernement de 1897 que nous trouvons misérable, ce sont les octrois. Les calculs du député d'Argenteuil pèchent par la base. Il ne tient pas compte du tout de l'augmentation des élèves ni de la multiplication des écoles, ni de l'accroissement de la population. Ce sont des facteurs essentiels. Évidemment, la contribution populaire augmente avec le nombre. Parce qu'il y a plus de contribuables, plus d'enfants aux écoles, plus d'écoles aussi, la rétribution mensuelle a augmenté de \$198,000, en 1897, à \$600,000, en 1922-1923, et la rétribution annuelle⁶ totale est passée de \$2,659,000 à \$22,135,000. La taxe qui rapportait, en 1897, \$1,190,000 pour les écoles publiques rapporte, en 1922-1923, \$12,427,000. Quant à la part du gouvernement, dans ce domaine, elle a augmenté de \$524,000, en 1897, à \$2,901,289, en 1922-1923.

Ce sont là des données élémentaires, et il me semble que la manière de raisonner de nos honorables amis tient du sophisme.

Il restera toujours que les progrès sont réels sur toute la ligne et que le gouvernement fait infiniment plus aujourd'hui que celui de l'ancien régime. Je crois que le gouvernement a fait beaucoup pour l'instruction publique. Tout ce que nous avons fait, nous l'avons accompli par devoir, car nous considérons la question de l'enseignement au-dessus de la politique.

(Applaudissements)

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et demande la permission de siéger à nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 45

Vente de terrain par Octave Dionne

M. Bergeron (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 71 autorisant Octave Dionne à vendre de gré à gré un terrain substitué sous certaines conditions.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bergeron (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conventions entre des corporations scolaires de Fraserville et The Warren Company Limited

M. Langlais (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 116 ratifiant certaines résolutions des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Édouard de Fraserville et les syndics de la corporation scolaire dissidente de Fraserville, et conventions entre les mêmes et The Warren Company Limited.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Langlais (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des écoles catholiques de Montréal

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 108 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), que le bill soit renvoyé de nouveau au comité général avec instruction de l'amender de façon à exempter de la taxe scolaire les propriétés de l'Université de Montréal.

Adopté.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que la Chambre se forme en ledit comité général.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cette commission aura des pouvoirs exorbitants. Il demande au secrétaire de la province si la nomination d'une commission d'étude ne doit pas être interprétée comme une marque de non-confiance dans l'administration actuelle des écoles de Montréal. Une telle enquête ne pourra-t-elle amener l'abolition de la commission scolaire et amener même l'étatisme en matière scolaire? Je crains que cette commission ne modifie non seulement le système scolaire de Montréal, mais celui des autres commissions scolaires de la province. Il s'étonne que la commission scolaire ait accepté cette enquête aussi facilement. La commission d'étude a-t-elle plus de pouvoirs que la commission scolaire ou bien des représentations ont-elles été faites à celle-ci?

L'honorable M. David (Terrebonne): Elle n'a été nommée que pour nous renseigner sur certains besoins scolaires. Elle est le résultat des demandes réitérées, depuis trois ans, de la commission scolaire, de la ligue des propriétaires et des citoyens de Montréal. Le gouvernement avait si peu hâte d'agir qu'il a attendu un an avant de le faire. On espère, par cette enquête, trouver le moyen de répartir plus

équitablement la taxe. Le gouvernement n'a qu'un but: aider la commission scolaire dans l'œuvre qu'elle poursuit.

Devant le comité, ces jours derniers, le juge Lafontaine a déclaré qu'une somme de \$6,000,000 ne serait pas de trop pour construire les nouvelles écoles dont Montréal a besoin. Par contre, M. Lavallée, de la ligue des propriétaires, a prétendu que la propriété foncière ne pouvait être grevée davantage, à cause de la crise qui sévit. Dans ces circonstances, le gouvernement s'est rendu à la demande conjointe des intéressés, en nommant une commission d'étude. Les commissaires verront en quoi les plaintes sont fondées.

Le but de cette nomination de cette commission n'est pas de nous ingérer dans l'administration des écoles catholiques, d'intervenir ou de changer le système existant. La commission d'étude aura toute la compétence voulue pour juger par elle-même. La preuve que nous ne voulons pas nous substituer à la commission scolaire est que nous avons choisi, pour secrétaire de la commission d'étude, l'auditeur de la commission scolaire et que nous avons demandé à M. Lavallée, président de la ligue des propriétaires, d'en faire partie.

La commission scolaire est dans une situation financière si difficile, étant donné la croissance exceptionnelle de la ville de Montréal et son développement accéléré, qu'elle se voit chaque année dans l'obligation de venir devant l'Assemblée législative pour demander de nouveaux pouvoirs d'emprunt. Ces pouvoirs d'emprunt ne peuvent signifier qu'une chose, une nouvelle taxe scolaire, et, puisque le seul moyen d'amasser de l'argent de nos jours est d'imposer une taxe foncière, les propriétaires fonciers s'opposent naturellement au fait de devoir supporter à eux seuls le fardeau de la taxe scolaire.

Montréal est une ville qui grandit tellement qu'il ne suffit pas de lui donner d'année en année un petit morceau de pain alors qu'elle demande un pain entier. On ne devra pas hésiter à donner même \$10,000,000 si la commission d'étude juge que c'est nécessaire.

Quant à répartir autrement la taxe, la commission scolaire voulait que le gouvernement en prenne la responsabilité; cela ne doit relever que des citoyens de Montréal. La commission d'étude pourra rechercher si des économies peuvent être pratiquées, si la construction des écoles pourrait être d'un coût moins élevé, de nouvelles sources de revenus. Cela relèvera de ses attributions et non de celles du gouvernement. Si nous avons agi nous-mêmes, nous

aurions peut-être le reproche, ce soir, que nous avons entamé l'autonomie de la Commission des écoles de Montréal. Nous avons préféré abandonner la tâche à une commission indépendante. Dans son rapport au gouvernement, elle fera les suggestions qu'elle jugera à propos.

On nous rapporte aussi qu'un trop grand nombre d'enfants en bas de cinq ans fréquentent les écoles; il faudra savoir jusqu'où va un abus de ce genre. L'autonomie de la Commission des écoles catholiques sera respectée en tous points.

La Commission demandait le droit d'emprunter \$3,500,000. Le comité de législation ne lui a accordé que \$1,500,000. Nous avons nommé une commission qui étudiera la situation et fera rapport au gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne voudrais pas que l'on juge cette commission comme une marque de non-confiance.

Il rend hommage au travail de la commission scolaire qui s'est dévouée continuellement à l'éducation des enfants.

Le gouvernement souhaite simplement aider la commission scolaire dans son effort de trouver de nouveaux moyens de trouver de nouvelles sources de revenus afin de satisfaire à ses obligations dont le nombre ne cesse de croître. On a dit et redit que le fardeau de la taxe scolaire à Montréal était beaucoup trop important et inégalement réparti. Les propriétaires fonciers ont été plus souvent qu'à leur tour sollicités pour supporter le poids de cette taxe, et le temps est venu, la Commission des écoles catholiques elle-même s'en rend parfaitement compte, de remédier à la situation et de trouver une façon de taxer équitablement. C'est uniquement pour cette raison que la commission spéciale a été créée.

Cette commission d'étude n'a aucun pouvoir exécutif, elle ne peut rien amender ni changer. Elle se bornera à étudier la situation et à nous dire ce qu'elle en pense. Son champ d'investigation est vaste, cependant; en fait, il n'est pas limité. Tous les ans, le projet vient, et des citoyens de Montréal nous disent: "La répartition de la taxe n'est pas juste. L'âge scolaire est trop étendu - M. le député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques) en a fait mention cet après-midi - Les écoles coûtent trop cher, il faudrait un seul architecte pour conduire tous les travaux. On devrait étudier les moyens de loger autrement le personnel des écoles." Ce sont autant de questions sur lesquelles il serait difficile de se prononcer sans avoir de renseignements précis. Ne croit-on pas qu'il serait important d'enquêter sur tout cela?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi ne pas laisser ce travail à la commission scolaire actuelle?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Les commissaires eux-mêmes sont contents de la nomination d'une autre commission. Le juge Lafontaine me disait personnellement que lui-même et ses collègues n'y avaient aucune objection. Il vaut mieux, même pour la commission scolaire, qu'une commission indépendante soit chargée de l'enquête. Cela pourra faire disparaître certains doutes qui ont pu exister dans le public. Le gouvernement tient à ce que celui-ci obtienne satisfaction. Si l'enquête révèle qu'il y a lieu d'opérer des réformes, le gouvernement les fera. Mais j'espère que la commission d'étude donnera raison à la commission scolaire sur bien des points. Cette question est au-dessus de la politique, et le chef de l'opposition que les commissaires nommés, après ordre en conseil, sont en dehors de la politique.

Il rend hommage au travail accompli par la commission scolaire, mais il ajoute qu'on fait des reproches et qu'il faut prendre des mesures pour que toute cause de reproche disparaisse. Je suis convaincu, dit-il, que la Commission des écoles catholiques, si les membres de la commission d'étude lui font des recommandations, les accueillera avec bienveillance et saura les mettre en pratique. Tout ce que nous voulons, c'est de satisfaire l'opinion publique en essayant d'obtenir les suggestions les plus pratiques pour remédier à la situation. Nous avons choisi les membres de la commission d'étude dans les deux camps politiques; ce sont des personnages intègres et honnêtes auxquels nous demandons de nous dire si tout va bien dans les affaires scolaires ou si des réformes sont nécessaires. Si tout va bien, tant mieux, mais, si des réformes sont nécessaires, nous apporterons celles qu'il faudra.

L'article 1 est adopté.

L'ancien article 4 est devenu l'article 2.

L'article 2 est adopté.

L'ancien article 5 est devenu l'article 3.

L'article 3 est adopté.

Le comité ajoute l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'Université de Montréal et ses propriétés sont exemptées, pour le passé et pour l'avenir, de toutes taxes scolaires. Toutefois, cette exemption ne profitera pas aux immeubles ou parties d'immeubles de l'Université utilisés ou employés comme propriétés de revenus."

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose l'amendement suivant: Que l'Université de Montréal

et ses propriétés soient exemptées de la taxe scolaire pour le présent et l'avenir, à l'exception de ses propriétés employées pour fins de revenus.

L'article 4 est adopté.

L'ancien article 6 est devenu l'article 5.

L'article 5 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Pièces tapissées de Spencer Wood

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Quelles sont les pièces de Spencer Wood qui, après avoir été tapissées en novembre ou décembre 1923, l'ont été de nouveau au commencement de l'an 1924?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Pièces 20, 21 et 24.

Achat de vaisselle et d'argenterie pour Spencer Wood

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Combien de pièces de vaisselle et d'argenterie ont été achetées pour Spencer Wood avec les \$48,361.10 qu'on a dépensés pour cette fin pendant le dernier exercice?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
a) Vaisselle, 1,500 pièces; b) argenterie, 1,494; c) verrerie, 303; d) dans la somme de \$8,361.10, il y a des montants payés pour décorer la vaisselle et l'argenterie aux armes de la province, ainsi que pour réparation de l'argenterie.

Construction d'une voie carrossable sur le pont de Québec

M. Bastien (Québec-Comté): 1. Le gouvernement a-t-il reçu des requêtes concernant la construction d'une voie carrossable sur le pont de Québec?

2. Quel en a été le résultat?

3. Le gouvernement a-t-il un projet à l'étude pour la construction de cette voie afin de relier les routes nord et sud du fleuve Saint-Laurent?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Oui, une.

2 et 3. À l'étude.

Fonds des écoles élémentaires

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 15 modifiant la loi de l'instruction publique relativement au fonds des écoles élémentaires.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder, chaque année, à Sa Majesté une somme de trois cent vingt-cinq mille dollars au lieu de celle de deux cent cinquante mille dollars mentionnée à l'article 474 de la loi de l'instruction publique (statuts refondus, 1925, chapitre 133), à prendre sur le fonds consolidé du revenu de la province pour être appropriée aux fins mentionnées à l'article 473 de ladite loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je tiens à faire observer que l'honorable secrétaire de la province nous a fait annoncer, dans le discours du trône, un encouragement aux écoles de rang. Tout ce qu'il semble devoir nous proposer, c'est cette augmentation de subside de \$50,000.

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous avons un autre projet de loi d'encouragement général aux petites écoles.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 15 modifiant la loi de l'instruction publique relativement au fonds des écoles élémentaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 révisant et refondant la loi des accidents du travail soit maintenant lu une troisième fois.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je désirerais récapituler les remarques que j'ai eu l'occasion de faire au cours de la discussion du présent projet de loi.

Il est étonnant que le gouvernement refuse de se rendre au désir unanime des ouvriers de créer une commission, malgré les avantages certains que cela procurerait.

Je regrette que le gouvernement n'ait rien inséré dans le présent projet de loi relativement à la prévention des accidents, à l'assurance d'État obligatoire, aux maladies professionnelles, aux veuves et orphelins sans ressources, ainsi qu'aux vieillards nécessiteux.

Je regrette également que les familles ayant au-delà de quatre enfants restent handicapées dans le présent bill comme elles l'étaient sous l'ancienne loi. Pourquoi les ouvriers restent-ils dans l'obligation d'enquêter pour savoir si le patron respecte la loi relativement à l'assurance obligatoire?

J'affirme de nouveau que le gouvernement aurait dû, au moins temporairement, prendre à sa charge une proportion d'au moins 16⅓ % de la rente qui est accordée dans le présent projet de loi à la classe ouvrière, qui a droit à une rente de 66⅔ %.

Je blâme le gouvernement pour son budget de travail insuffisant, comparativement à ce qu'il accorde à d'autres classes de la société.

Je me demande pourquoi le gouvernement laisse aux ouvriers l'obligation de recourir aux tribunaux quand des avocats peu consciencieux pourront profiter du manque de connaissances légales de la part de l'ouvrier pour poursuivre selon le droit commun, quand la négligence ou la faute inexcusable du patron pourront être le moindre soupçonnées, exposant ainsi l'ouvrier à perdre son procès et son recours en vertu de la loi des accidents du travail et causant aux patrons parfois des ennuis sérieux.

Je ne voudrais pas terminer cette discussion sans signaler quelques opinions de patrons ou de représentants de groupes patronaux importants qui sont en faveur de la création d'une commission pour l'administration de la loi de compensation, ainsi que les opinions de juges réputés sur la question, notamment M. J. M. Pigott, président de la Canadian Building and Construction Industries, du juge Duff, du juge Indington, de la Cour suprême, du juge Greenshields, de la Cour d'appel, de M. Robertson, de la Federal Asbestos Co., des représentants de la Dominion Oilcloth & Linoleum Co., de la A. T. Byers and Co. Ltd., de Montréal, de M. F. Dakin, de Montréal, des représentants de la Canadian Bag Co., de l'Atlas Construction, de J.-P. Dupuis Ltd., de la compagnie Carrière et Frère, de Montréal, de la Pontiac Lumber and Pulp Co., de Saint-Tite.

Après ces témoignages d'employeurs importants et de juges éminents et les revendications ouvrières unanimes, continue-t-il, le gouvernement avait le devoir de créer une commission, car il s'écoulera très peu de temps avant que les patrons eux-mêmes réclament cette commission après l'application de la présente loi, ce qui demandera une révision importante de la loi.

L'attitude du gouvernement contre laquelle je m'insurge, ainsi que les ouvriers, avec le plus de véhémence est celle de la remise de l'application de la loi au mois d'avril 1927. Les ouvriers désirent autre chose qu'un ballon politique pour le gouvernement comme résultat de l'étude de cette question.

En un mot, les ouvriers ne veulent pas d'un testament politique de la part du présent gouvernement, mais d'une donation entre vifs au bénéfice de la classe ouvrière qui est anxieuse de voir la question de compensations pour les accidents du travail se régler favorablement et pour longtemps au grand bénéfice des principaux intéressés, les ouvriers et les patrons.

Avant de passer à la troisième lecture du bill, je propose en amendement, appuyé par le

représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. L'Archevêque), que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants: "le bill soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général avec instruction de l'amender de façon que l'application de la loi soit confiée à une commission permanente au lieu d'être laissée aux tribunaux ordinaires, et que cette loi entre en vigueur le 1^{er} mai 1926 au lieu du 1^{er} avril 1927".

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je félicite l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) d'avoir si bien représenté les réclamations des ouvriers. La loi qui nous est présentement soumise ouvre une nouvelle ère dans le monde industriel et ouvrier. Elle est le fruit d'une étude sérieuse des conditions de l'ouvrier et du patron, question extrêmement délicate et difficile à régler avec une complète équité.

Elle est la conséquence des plaintes des ouvriers qui demandaient depuis longtemps des amendements à la loi des accidents. Contrairement à ce que disait le gouvernement, qui trouvait cette loi la plus parfaite du monde entier, les unions ouvrières réclamaient les réformes qui avaient été faites ailleurs, à l'étranger et même dans Ontario et au Nouveau-Brunswick. Voici que le gouvernement est forcé d'avouer la vanité, le mensonge et ses vantardises et de présenter des amendements à la loi du travail. Dans ces amendements, il y a beaucoup de bon. Les honorables députés qui m'ont précédé ont fait voir les qualités et les défauts de cette loi et il m'est inutile d'y revenir.

J'ai pour l'ouvrier une sympathie bien naturelle; plus d'une fois, j'ai partagé ses douleurs; j'ai vécu de sa vie, de ses misères; j'ai été victime des mêmes prétentions et des mêmes exigences. Je sais combien il a besoin d'une juste protection. D'un autre côté, je sais trop l'importance du capital bien appliqué pour ne pas vouloir aussi accorder au patron une protection raisonnable. Plus la responsabilité patronale est lourde, plus elle affecte le petit patron; plus elle paralyse l'initiative individuelle, plus elle favorise, conséquemment, les gros syndicats. Il ne convient pas d'étendre des responsabilités qui, même la moindre étant appliquée, ruineraient le patron appelé à payer.

Par contre, je suis en faveur de favoriser le règlement des accidents avec célérité. Dans le programme de la convention conservatrice de 1922, j'ai fait adopter l'article suivant: "La question du travail doit être l'objet de toute notre sollicitude, et rien ne doit être négligé de ce qui peut améliorer le

sort de l'ouvrier: augmenter la valeur de son effort et, par conséquent, le bien-être de son foyer et l'avenir de sa famille. Les gouvernements ont les pouvoirs et le devoir d'adopter les mesures requises pour atteindre ces fins. Le patron et l'ouvrier y ont le même intérêt et doivent y travailler d'un commun accord. Rendre le travail plus rémunérateur en le rendant plus productif et mieux coordonné.

"Pour atteindre toutes ces fins, le gouvernement doit constituer d'une manière définitive un ministère du Travail et en confier la direction au représentant le plus attitré de la classe ouvrière. L'ouvrier blessé mérite surtout notre protection. Aussi faut-il adapter en tout temps la loi des accidents du travail aux besoins de l'heure et la rendre, dans tous les cas, plus expéditive et moins coûteuse. L'appel aux tribunaux doit être débarrassé de toute entrave et de toutes considérations onéreuses."

Ces paroles montrent bien la sollicitude que nous avions alors pour l'ouvrier. Aux élections de 1923, à Brownsburg, je me suis prononcé en faveur d'une commission. En décembre dernier, mes collègues représentant des divisions ouvrières de Montréal se sont prononcés en faveur d'une telle commission. Je suis surpris que le *Monde ouvrier* ait commis une injustice envers l'opposition en condamnant notre attitude. Je n'ai pas hésité à me prononcer en faveur d'un tel projet parce que pas plus que le tribunal proposé dans la loi ce mode n'opprime les patrons. Ces commissions fonctionnent dans Ontario et le Nouveau-Brunswick, et il n'y a pas de plaintes. Dans ces provinces, les taux d'assurances sont moins élevés qu'ici. Cette commission est demandée par les ouvriers qui ont étudié la législation ouvrière des autres provinces et d'ailleurs. Il n'y a pas de protestation de la part des patrons. Je suis convaincu que la classe ouvrière souffrira du fait qu'il n'y aura pas de commission pour étudier les réclamations en cas d'accidents du travail. Je déplore l'absence, pendant ce débat, de l'honorable député de Mégantic (l'honorable M. Lapierre)⁷.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) se déclare de nouveau favorable à une commission, mais il se déclare favorable au bill, depuis que le gouvernement consent à en retarder la mise en vigueur jusqu'au 1^{er} avril 1927. Avec ce délai, dit-il, tous auront le temps d'étudier la question plus à fond, et il sera toujours possible d'amender la loi. Nous verrons, l'an prochain, les nouveaux taux d'assurances et nous pourrons légiférer en conséquence.

M. McDonald (Pontiac) est en faveur de la commission, mais il votera quand même pour le bill du gouvernement parce qu'il améliore considérablement la loi et répond déjà beaucoup aux desiderata des ouvriers.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): La classe ouvrière ne demande pas tant de choses que la Chambre devrait lui accorder cette commission qu'elle demande. Il me semble que nous devrions être en faveur de la création de cette commission et que la Chambre devrait la voter à l'unanimité.

À titre d'ouvrier et d'industriel, il n'hésite pas à dire que la création d'une commission serait à l'avantage des deux groupes. Ce serait le moyen de parfaire la législation actuellement soumise à la Chambre.

L'honorable M. Lapierre (Mégantic): Je ne voudrais pas déplaire au chef de l'opposition. Je vais prendre part à ce débat, puisqu'il le désire. Il m'a reproché de n'avoir pas encore parlé de cette loi. Il lui convient bien de me jeter la pierre, lui qui ne s'est décidé que ce soir à desserrer les lèvres.

Je lui dirai maintenant avec franchise ce que je pense de l'amendement du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde). Je ne vois pas la nécessité d'accorder ce qu'il demande. La loi qu'on nous présente remédie aux inconvénients de l'ancienne loi. La proposition du député de Montréal-Sainte-Marie peut avoir du bon pour quelques-uns, mais elle offre aussi de nombreux désavantages.

Nos ouvriers avaient à se plaindre surtout des longs et coûteux procès qu'on leur faisait subir. La cause de tout cela provenait généralement de rapports contradictoires faits par le médecin de l'ouvrier et par celui de la compagnie. Ils ne s'entendaient que rarement sur la nature d'une blessure ou le degré d'incapacité. La loi actuelle met un terme à ces procès en donnant des précisions.

Certains avocats ont aussi leur part de responsabilité. Ils sollicitaient des causes des ouvriers blessés en faisant miroiter un tas de choses à leurs yeux. Les résultats des procès nés de cette sorte étaient souvent désastreux. Le projet nouveau enlève la tentation aux avocats en permettant aux ouvriers de se passer d'eux et d'obtenir justice par simple requête.

Quant à la commission, elle a ses mauvais côtés. Elle serait très dispendieuse et ne pourrait se déplacer facilement pour aller d'un bout à l'autre de la province. Son administration coûterait cher et l'ouvrier n'obtiendrait pas toujours satisfaction. Elle

se prêterait en outre à des interprétations malveillantes et à des soupçons, à cause de son caractère trop officiel. On tiendrait le gouvernement responsable des actes de la commission. L'appel direct aux tribunaux ordinaires donnera de meilleurs résultats. Le projet du gouvernement libère les ouvriers de la tutelle des avocats.

Pour ces raisons, je suis en faveur de la loi et contre l'amendement, et, si cette loi ne rend pas justice aux travailleurs et aux patrons, il sera toujours temps de la modifier, comme l'a si bien dit le premier ministre. Nous ne sommes pas liés pour l'éternité, et nous nous laisserons guider uniquement par des intérêts supérieurs.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) affirme que le gouvernement n'a qu'un but en soumettant à la Chambre la loi actuelle, celui d'aider dans toute la mesure possible à la classe ouvrière.

On nous a reproché, en commençant, d'avoir reculé de trois mois la mise en vigueur de la loi. Nous avons d'abord fixé cette date au 1^{er} janvier 1927, et cela à la demande unanime des patrons et des ouvriers représentés dans la commission. Les uns et les autres considéraient que ce temps était nécessaire pour préparer le terrain et assurer le fonctionnement de la nouvelle organisation. Nous avons accordé trois mois de délai et nous n'avons reçu aucune plainte. On semble donc nous approuver.

Nos honorables amis, dont le député de Westmount (M. Smart), nous ont affirmé que le tarif des assurances industrielles était plus élevé dans Québec que dans Ontario. Je suis allé aux renseignements et j'ai découvert que c'était le contraire qui était vrai. L'industriel ontarien, à l'heure actuelle, paye 30 % de plus pour le fonctionnement de la loi que ne payent les industriels de Québec avec la loi québécoise. Je puis prouver, par des documents certains, que pas un des chiffres cités par le député de Westmount (M. Smart) n'était exact.

Dépôt de documents:

Mémoire de V. E. Guay concernant le bill 17 révisant et refondant la loi des accidents du travail

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) dépose, au cœur du débat, sur le bureau de la Chambre un mémoire signé par V. E. Guay, concernant le bill 17 révisant et refondant la loi des accidents du travail. (Document de la session no 53)

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

La nouvelle loi stipule que les ouvriers toucheront des rentes au lieu d'un capital. Nous les avons vus, dans le passé, retirer des indemnités qui ne leur servaient à rien. Ils auront des rentes à l'avenir.

Le chef de l'opposition nous dit que les ouvriers semblent unanimes à désirer une commission. Pas tant que cela. Il n'y a pas longtemps, les chefs des syndicats catholiques refusaient la commission. Ils ont peut-être changé depuis, mais qui nous dit qu'ils ne reviendront pas de nouveau sur leur opinion?

Quant au député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), son discours ne traitait pas toujours de la question. Il voudrait une pension pour les vieillards. Depuis quand cette question fait-elle corps avec celle des accidents du travail? Cela devrait faire partie d'un projet de loi tout autre. Ce n'est pas sérieux. Il nous parle aussi des embarras que l'on pourrait causer à l'ouvrier en essayant de prouver qu'il y a faute inexcusable de sa part. Il n'a donc pas écouté la discussion sur ces projets, puisque le chapitre où il est question de faute inexcusable a été biffé entièrement.

Il nous propose ensuite la commission comme remède suprême. Sait-on qu'une commission ne protège pas tant qu'on le pense le patron et l'ouvrier? Qu'advierait-il si un jour cette commission, administrant des capitaux considérables, devenait déficitaire? L'an dernier, celle de l'Ontario payait environ \$6,000,000. Supposons un moment qu'elle ne soit plus solvable et qu'elle soit en déficit de 15 à 20 millions. Qui paierait? Le patron ou le gouvernement? S'il se produisait une situation semblable, cela pourrait équivaloir à une catastrophe nationale. En réalité, de grandes compagnies d'assurances se demandent aujourd'hui jusqu'à quel point les commissions de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick sont financièrement solides. Voilà qui doit nous donner à réfléchir.

On sait que l'Angleterre et la France sont très avancées en matière de législation ouvrière. Il n'y a pas de commission et on n'y a jamais songé. Pourquoi cela? Aux États-Unis, on est aussi passablement avancé. Combien y a-t-il de commissions? Huit États sur 49 en ont une. Dans 10 autres, on a le choix entre l'assurance d'État et l'assurance libre. Or, 80 % de ces derniers ont opté pour l'assurance libre. Dans l'État de New York, une

commission a fait faillite, et c'est le gouvernement qui a été forcé de payer.

L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) a représenté le point de vue de l'opposition dans ce débat. Si mon honorable ami connaît une meilleure loi dans un pays, qu'il nous la cite. Nous nous sommes inspirés des meilleurs principes en préparant cette loi. Elle n'est peut-être pas parfaite, mais nous croyons qu'elle rendra de grands services à la classe ouvrière. Avec notre loi, j'ai l'assurance que les procès seront très rares et que tous, patrons et ouvriers, en retireront de grands avantages. Si la pratique démontre que l'administration de la loi y gagnerait à être confiée à une commission, sans fausse honte, le gouvernement acceptera d'amender la loi dans ce sens.

L'amendement du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Bertrand, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Pellerin, Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, 18.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bernard, Bouchard, Bouthillier, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Grant, Hamel, Lafond, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Létourneau, Lortie (Labelle), Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Moreault, Morin, Nicol, Perrault, Phaneuf, Pilon, Richard, Roy, Saurette, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thériault, 42.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix,

M. Langlais (Témiscouata) propose en amendement, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Saint-Jacques), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants: "le bill soit référé au comité permanent des bills publics en général pour y être amendé comme suit: article 12. La Commission des utilités publiques aura juridiction sur les tarifs d'assurance déclarée obligatoire dans la présente loi, et elle aura le droit de les changer et les réduire à un taux raisonnable, s'il y a lieu".

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Je crois que les patrons ne recourront jamais à la Commission des services publics.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ne craint pas que les compagnies d'assurances tentent de surcharger les patrons. Si la chose se produit, le gouvernement y avisera. Comme la loi n'entrera en vigueur qu'au 1^{er} avril 1927, le Parlement pourra se réunir avant cela. Les compagnies d'assurances auront alors fait connaître leurs taux.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Bray, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Houde, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Pellerin, Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, 16.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bernard, Bouchard, Bouthillier, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Grant, Hamel, Lafond, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Létourneau, Lortie (Labelle), Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Moreault, Morin, Nicol, Perrault, Phaneuf, Pilon, Richard, Roy, Saurette, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thériault, 42.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale, étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise et l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 11 h 15.

NOTES

1. Selon *Le Droit* du 10 mars 1926, il s'agit de M. Lyons, ministre en Ontario.

2. Dans *Le Devoir*, on parle de MM. Galipeault et Perron.

3. Dans *L'Événement*, on dit que M. Hector Authier est au fauteuil.

4. Il y a une erreur typographique dans la séance. Voir: *L'Événement* du 10 mars 1926, page 4.

5. Dans *L'Événement*, on parle de 1896.

6. Dans *L'Événement*, on parle plutôt de toutes les contributions pour l'éducation venant du public en général.

7. Dans *Le Soleil*, on explique que le député de Mégantic (l'honorable M. Lapierre) vient d'arriver.

Séance du mercredi 10 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 12 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 38 autorisant les municipalités à contribuer à la construction de certains chemins en dehors de leurs limites.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Questions et réponses:

Entrepôts de la
Commission des liqueurs

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Pour quels objets particuliers ont été employés les \$1,777,374.10 que la Commission des liqueurs a dépensés pour le compte du gouvernement?

2. Combien dans chaque cas?

L'honorable M. Nicol (Compton): Dans la réponse donnée le 2 mars 1926, telle qu'elle apparaît aux procès-verbaux no 34, une erreur a été commise.

La somme totale dépensée, au lieu de \$1,777,374.10, est de \$1,778,174.07 comme suit:

1.	2.
Altération à l'ancienne prison et construction de l'entrepôt no 1, à Montréal	\$ 590,378.86
Construction de l'entrepôt de Québec.....	743,106.21
Construction du deuxième entrepôt à Montréal	444,689.00
Total.....	\$1,778,174.07

Permis pour la vente
de vins médicinaux

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Combien le gouvernement a-t-il émis de permis pour la vente de vins médicinaux durant l'année 1924-1925?

2. Combien de permis ont été refusés?

3. Combien y a-t-il eu d'infractions durant ce temps?

4. Quelle a été la nature de chaque offense et quelle pénalité a été encourue?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Aucun.

2. Un.

3. Aucune.

4. ...

Système
des zones forestières neutres

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Le gouvernement, qui a déclaré, le 21 janvier 1925, que la question de mettre en vigueur le système des zones neutres tel que préconisé par le secrétaire-provincial, le 24 juillet 1924, à un banquet à Sainte-Thérèse, en présence du premier ministre de cette province, était à l'étude, en est-il arrivé à une conclusion?

2. Dans l'affirmative, qu'a décidé le gouvernement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1 et 2. Le gouvernement n'admet pas les questions de fait que pose la question, mais déclare qu'il étudie constamment la meilleure politique forestière à donner à la province et il soumet ses conclusions à la Chambre par sa législation, quand il les a définitivement arrêtées.

Bureau pour la statistique forestière

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Le gouvernement a-t-il un bureau pour la statistique forestière?

2. Dans l'affirmative, ce bureau travaille-t-il de concert avec le Bureau fédéral de la statistique?

3. Le chef provincial de ce bureau reçoit-il une compensation pour les rapports qu'il est appelé à faire au Bureau fédéral de la statistique?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
1. Le service forestier s'occupe de compiler les renseignements concernant la statistique forestière.

2. Oui.

3. Non.

Affermage de concessions forestières du 13 février

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de dépôts a fait chacune des six compagnies qui ont fait des dépôts en vue d'enchérir à l'affermage de cinq concessions forestières qui devrait avoir lieu le 13 février dernier?

2. Quelle somme chacune a-t-elle déposée?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
1 et 2. Il y a eu en tout six dépôts faits suivant les conditions mentionnées dans la *Gazette officielle* se rapportant à l'affermage des 5 concessions forestières.

Plaintes au sujet de la remise de l'affermage de concessions forestières

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes au sujet de la remise de l'affermage des limites à bois qui devait avoir lieu le 13 février?

2. Dans l'affirmative, de qui?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
1. Non.

Revenus bruts provenant de l'agriculture, en 1925

M. Lortie (Soulanges): Quels ont été les revenus bruts provenant de l'agriculture dans la province de Québec en 1925?

L'honorable M. David (Terrebonne): Cette statistique ne sera connue qu'en avril.

Valeur moyenne des terres en exploitation

M. Lortie (Soulanges): Quelle a été la valeur moyenne par acre des terres en exploitation dans la province de Québec, en 1925?

L'honorable M. David (Terrebonne): Cette statistique ne sera connue qu'en avril.

Revenus bruts provenant des récoltes et autres produits dérivés de l'agriculture

M. Lortie (Soulanges): 1. Quels ont été les revenus bruts dérivés des récoltes dans la province de Québec, en 1925?

2. Même question pour les animaux de ferme.

3. Même question pour la laine.

4. Même question pour les produits laitiers.

5. Même question pour les fruits et légumes.

6. Même question pour les produits de l'érable.

7. Même question pour le tabac.

8. Même question pour la graine de foin et de trèfle.

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. État préliminaire: \$148,348,000.

3. \$4,799,706.

4. Beurre et fromage de fabrique: \$33,783.114.

2, 5, 6, 7, 8. Cette statistique ne sera connue qu'en avril.

Valeur de la production de la graine de trèfle

M. Lortie (Soulanges): Quelle a été la valeur de la production de la graine de trèfle dans la province de Québec, en 1925?

L'honorable M. David (Terrebonne): Cette statistique ne sera connue qu'en avril.

Contrats entre la ville de Drummondville et la Canadian Celanese Limited

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 119 ratifiant certaines résolutions de la corporation et des commissaires d'écoles de la ville de Drummondville, et les contrats qu'ils ont passés avec Canadian Celanese Limited.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose en amendement l'ajout du texte qui suit:

"Nonobstant toute loi à ce contraire, le conseil de la municipalité de Drummondville doit soumettre au secrétaire de la province, pour approbation par le directeur du Service provincial d'hygiène, tout projet de développement dans les limites de la municipalité, comprenant:

"1. Le plan général dudit développement indiquant le lotissement des terrains, la situation des parcs, terrains de jeux, places publiques et espaces libres;

"2. Les plans spéciaux des zones commerciales, industrielles, d'habitation et autres;

"3. Les plans du système d'aqueduc, d'égout et d'électricité;

"4. Les plans des maisons d'habitation, des édifices publics et autres constructions.

"Ces plans devront être exécutés tels qu'approuvés, sous la surveillance générale des officiers du Service provincial d'hygiène."

Il annonce que cet amendement renferme le principe d'une loi qui deviendra loi générale. La même obligation qui est imposée à Drummondville le sera probablement à Arvida et à Noranda.

L'amendement est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Holy Trinity Greek Orthodox Congregation
of Montreal**

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 129 constituant en corporation la Holy Trinity Greek Orthodox Congregation of Montreal.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements, dont un au titre. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Barreau de la province

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 150 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement au Barreau de la province de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Loi des cités et villes, article 524

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 modifiant l'article 524 de la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Indemnités et évaluations
selon le Code municipal**

M. Hamel (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 modifiant le Code municipal relativement à certaines indemnités et évaluations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Hamel (Portneuf) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le bill soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

Demandes de documents:

Bois coupé au Québec

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau),

qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres et le gouvernement du Nouveau-Brunswick ou aucun des membres de ce gouvernement ou toute autre personne intéressée de Québec ou ailleurs, pour ouvrir dans notre province les bois qui y sont coupés.

J'ai constaté qu'une partie du bois qui est coupé dans le comté de Témiscouata, de Gaspé et le comté de Bonaventure est envoyée dans le Nouveau-Brunswick pour y être travaillé. Pourquoi notre bois sert-il à alimenter les moulins des autres provinces? Si cette matière première était transformée chez nous, ce serait autant de travail pour garder notre population rurale. Nous voulons savoir si le gouvernement a pris des mesures pour empêcher cette exportation dommageable aux intérêts de notre province.

Il veut que le gouvernement non seulement n'accorde plus de concessions forestières qu'à la condition que le bois soit ouvré dans la province, de construire des ateliers ou de moulins de sciage dans notre province, mais encore qu'il annule les anciennes concessions pour imposer la même condition à tout le monde.

(Applaudissements)

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

La question que soulève l'honorable député de Témiscouata n'est pas nouvelle en cette Chambre. Les députés de Bonaventure² nous ont fait des représentations. Le député de Témiscouata nous renouvelle leur demande. Il nous suggère en même temps de mettre fin à certains contrats pour obtenir l'établissement de nouvelles industries forestières sur nos territoires. J'admets que, sous certains rapports, il a raison. Il est évident qu'il serait mieux pour nos populations, et pour certaines régions en particulier, que le bois fut travaillé en dedans des limites de notre province. Nous aurions plus d'activités industrielles.

M. Plante (Beauharnois): Écoutez, écoutez.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Mais le remède proposé n'est pas convenable. Canceller les contrats? En agissant ainsi, nous ferions un tort considérable à l'industrie des provinces intéressées. Celles-ci ont obtenu des contrats où n'était nullement contenue l'obligation de

fabriquer chez nous. Elles ont compté là-dessus pour dépenser beaucoup de capitaux. Allons-nous les paralyser maintenant? En outre, la province de Québec et ses voisines ne sont pas absolument étrangères les unes aux autres; elles font partie d'un seul et même pays. Il ne peut être question de dresser entre elles des barrières au commerce et à l'industrie. Nous n'avons pas le droit de restreindre le commerce ou l'industrie de quelqu'une d'entre elles. Ce serait d'ailleurs désastreux pour notre industrie forestière qui fait vivre tant de monde; bûcherons, ingénieurs forestiers, en leur fournissant du travail; colons, cultivateurs, marchands, en leur achetant toutes sortes de produits. D'ailleurs, il y a dans notre province même des scieries qui vont acheter du bois dans les provinces voisines.

Le gouvernement cherche une autre solution au problème et peut-être l'aura-t-il trouvée avant longtemps. Pour les comtés de Bonaventure et voisins, il y avait autrefois des industries de sciage aux mains des concessionnaires du Nouveau-Brunswick. Pour diverses raisons sérieuses, entre autres le transport et la production d'énergie, on a fermé peu à peu des industries et on en a établi d'autres dans le Nouveau-Brunswick. Si ces industries dépendent de nos forêts, nous ne voyons pas comment nous pourrions entraver leur développement. On parviendra peut-être à résoudre le problème.

Nous pourrions résoudre le problème qui se pose dans les comtés de Bonaventure et du Témiscouata en y établissant d'importantes usines qui pourraient garder tout le bois coupé dans ces régions, mais, en ce moment, le manque de moyens de communication adéquats rend impossible l'établissement de telles usines. Cependant, je suis certain que, dans un avenir très proche, ces problèmes de communication et de moyens de transport seront résolus.

Comment obtenir des détenteurs de concessions forestières qu'ils manufactureront leur bois ici? Je ne suis pas en faveur du projet de l'honorable député de Témiscouata (M. Langlais), qui suggère la cancellation des licences. Est-ce qu'il serait préférable de défendre l'exportation du bois de la province de Québec en élevant une barrière entre chaque province? Je ne le crois pas. Après tout, nous sommes tous du même pays. Nous devons travailler à la grandeur de notre pays. Si nous mettions ces restrictions dans nos lois, nous causerions un grave préjudice à l'industrie dans le Nouveau-Brunswick et sur les bords de la rivière Ottawa où des industries de l'Ontario sont intéressées. Quel serait le résultat si

nous décrétons que le bois ne sortira plus de notre province pour aller dans une autre? Pourrions-nous faire fermer les moulins d'Ontario qui ne fonctionnent que par le bois de Québec? Non seulement ces usines souffriraient-elles, mais cela pourrait signifier que bien des hommes qui travaillent dans ces usines, dont beaucoup sont de la province de Québec, se retrouveraient au chômage. Une attitude telle que celle que suggère le député de Témiscouata (M. Langlais) pourrait s'avérer catastrophique dans les circonstances actuelles.

Il y avait autrefois des moulins dans le comté de Gaspé. Malheureusement, ces établissements sont fermés.

Nous cherchons à solutionner ce problème en créant de nouvelles industries et si, comme nous l'espérons, nous voyons surgir de nouveaux moulins un peu partout, nous aurons trouvé la solution. Mais je ne suis pas en faveur d'une barrière entre les provinces. M. l'Orateur, regardez le nombre de personnes qui vivent de l'industrie forestière et vous penserez comme moi que nous ne devons causer aucun tort à cette industrie. J'ai confiance, cependant, que nous verrons bientôt le jour où tous nos bois seront manufacturés dans notre province.

Il souligne l'importance capitale des usines dont la croissance et le développement dépendent des produits du bois. Ces usines comptent parmi les plus importantes de la province.

(Applaudissements)

M. Plante (Beauharnois): Est-ce que l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) ne pourrait pas avoir une conférence interprovinciale à ce sujet? Cette suggestion, faite d'abord par M. Vineberg, dans la *Gazette*, puis M. Barnjum, me paraît opportune.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Nous sommes en relations continuelles avec les autres provinces, par l'intermédiaire de nos employés supérieurs, à ce sujet et aussi au sujet des autres questions qui les intéressent conjointement. Nous sommes parvenus ainsi à des ententes, à la solution de plus d'un problème, surtout en ce qui concerne la conservation et la protection des ressources naturelles du pays. Mais il n'est jamais question de traiter entre provinces canadiennes comme entre divers pays étrangers. On ne saurait empêcher un citoyen canadien de faire affaire dans une autre province que la sienne.

M. Langlais (Témiscouata): Le gouvernement provincial a empêché l'exportation du bois aux États-Unis. Pourquoi ne pas faire la même chose pour les autres provinces? J'espère qu'avant longtemps nous verrons dans les contrats du gouvernement une clause obligeant les détenteurs de limite à manufacturer leur bois dans la province de Québec.

(Applaudissements)

La proposition est adoptée.

Rapport du congrès de l'enseignement technique

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie du rapport du premier congrès général de l'enseignement technique tenu en juin 1925, à Montréal, qui aurait été fait au gouvernement, ou à l'un de ses membres, particulièrement au secrétaire de la province.

La proposition est adoptée.

École technique de Montréal et congrès de l'enseignement technique

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre la direction de l'École technique de Montréal ou le gouvernement ou aucun de ses membres et M. Louis-C. Denis, président de l'association des anciens élèves de l'École technique de Montréal, au sujet de ladite école ainsi que du premier congrès général de l'enseignement technique dans notre province.

Les professeurs de l'École technique auraient négligé d'inviter à la convention un certain nombre d'anciens élèves. Ceux-ci s'en plaignent amèrement et certains m'ont exposé leurs doléances. Je les transmets au secrétaire de la province (l'honorable M. David). Les anciens élèves de l'école technique ne sont pas satisfaits de la façon dont ils sont traités par leurs anciens professeurs. Est-ce que les anciens élèves ont réussi à obtenir de bonnes positions et à pratiquer les enseignements qu'ils ont obtenus à l'école? Il est contraire au bon fonctionnement des écoles techniques que les directeurs et les élèves soient ainsi en mauvais termes.

Il cite des lettres qui critiquent sévèrement la direction des écoles techniques.

Le secrétaire de la province n'assistait pas au congrès de l'enseignement technique et n'a pu se rendre compte des réponses que l'on y a suggérées. Je crois que, si l'enseignement technique ne fait pas de progrès dans la province, c'est que le directeur de cet enseignement est en même temps directeur de l'École polytechnique. Technique et polytechnique devraient être complètement séparées, parce que les intérêts des deux écoles peuvent souvent venir en conflit.

Il veut obtenir le rapport du congrès afin que les élèves soient mis au courant de ce qui s'est passé.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je dois d'abord déclarer que le secrétaire de la province était représenté par le sous-secrétaire de la province, M. Simard, au congrès de l'enseignement technique. J'ajoute que je regrette que l'on fasse de la Chambre le réceptacle des querelles entre anciens élèves et professeurs. Je n'en blâme pas mon honorable ami. Sa bonne foi a été surprise comme la bonne foi de n'importe quel député pourrait l'être.

Nous avons reçu, nous aussi, des lettres, mais nous n'avons pas cru devoir céder aux tendances de ceux qui les ont signées. Je dois dire ici que l'âme du mécontentement qui paraît exister est un M. Denis, qui, il y a deux ou trois ans, s'acharnait contre son ancien directeur parce que celui-ci ne lui avait pas conféré le titre d'ingénieur. Il a été invité au congrès de l'enseignement technique et là il n'a pas formulé une seule plainte. Cependant, il continue à écrire des lettres. Il me semble pourtant qu'il eût mieux valu pour lui, au lieu d'insulter son directeur par lettres, de dire franchement sa pensée en public.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) dit qu'il ne tient aucunement ses renseignements de M. Denis.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je peux assurer à la Chambre que notre plus grand souci est d'améliorer l'enseignement technique.

Il a reçu l'un des mécontents. Il n'a pu apprendre de lui ce dont il est mécontent. La correspondance à ce sujet sera produite avec d'autant plus de plaisir que le député de Montréal-Mercier pourra se rendre compte de l'impossibilité de suivre tous les avis. Tenter de le faire, ce serait compromettre l'enseignement technique.

La proposition est adoptée.

Hospice Youville de Saint-Benoît, comté Deux-Montagnes

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne depuis 1924, au sujet de l'hospice Youville de Saint-Benoît, Deux-Montagnes et de la nécessité d'augmenter les moyens d'hospitalisation de nos districts ruraux.

J'ai déjà soulevé un débat sur le même sujet en cette Chambre. Nous manquons d'hôpitaux dans les districts ruraux. Le gouvernement donne des octrois ridicules à nos petits hôpitaux et personne n'est encouragé à en fonder. Dernièrement, dans mon comté, un malheureux a été victime d'un accident et il a fallu faire des démarches pendant deux jours pour lui trouver un lit dans un hôpital. Cela montre que nous sommes mal organisés dans la province au point de vue hospitalisation. Je crie que la politique du gouvernement est une politique de surface. Nous dépensons des millions, mais surtout pour créer des fonctionnaires. Quant à l'hospice d'Youville de Saint-Benoît, dans Deux-Montagnes, je voudrais que le gouvernement lui vienne en aide de façon plus sérieuse.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est parce que nous réalisons la nécessité, que nous considérons comme un devoir d'aider nos hôpitaux et nos hospices, nos institutions religieuses, que nous avons décidé d'augmenter leurs octrois. Nous leur donnions \$76,000 par année autrefois; nous leur avons donné, l'an dernier, \$1,300,000. Parmi les 55 hôpitaux et hospices que nous avons subventionnés, plusieurs sont dans les districts ruraux; il en donne la liste. Nous croyons que nous faisons notre devoir envers les institutions. Toutes ne partagent pas dans les bénéfices de l'assistance publique. Je ne les en blâme pas. L'hospice d'Youville est une des institutions qui n'ont pas voulu profiter de l'assistance publique. Lorsque cette institution le voudra, nous serons enchantés de l'aider. Je suis le premier à reconnaître les services admirables rendus au comté des Deux-Montagnes par le personnel de l'hospice Youville. On ne peut tout de même pas accuser le gouvernement d'avoir négligé les institutions de charité des comtés ruraux.

Les seules institutions de charité qui se soumettent à la loi de l'assistance publique peuvent recevoir des octrois du secrétariat provincial.

Un grand nombre d'institutions ont accepté de profiter de la loi de l'assistance publique, et toutes s'en sont trouvées satisfaites. Chaque année, nous avons de nombreuses adhésions nouvelles, ce qui prouve les bienfaits de la loi d'assistance publique. Nous pouvons assurer les maisons de charité qu'elles seront toujours les bienvenues.

Il y a quelques instants à peine, une délégation de Shawinigan, conduite par deux curés, venait nous demander si nous pouvions, à même les fonds de l'assistance, garantir l'intérêt et le fonds d'amortissement pour la construction d'un hôpital important. Nous n'y avons pas d'objection.

Grâce à la loi de l'assistance publique, il s'est construit pour quatre ou cinq millions d'hôpitaux et hospices pour abriter des vieillards, des orphelins et des malades. C'est dire que, lorsqu'on veut fonder un nouvel hôpital ou un nouvel hospice, on n'a qu'à s'adresser au gouvernement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai ici le rapport du directeur de l'assistance publique. Je vois une longue liste d'institutions qui reçoivent de l'assistance du gouvernement. Il y en a 58.

L'honorable M. David (Terrebonne): Vous avez raison. J'avais dit 55. Nous en aidons plus que cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a, dans les comtés ruraux de la province, 58 hospices et hôpitaux. C'est bien peu, moins d'un par comté. Quand je regarde la liste, je constate que quelques-unes de ces maisons ne reçoivent que \$300. Pourquoi les institutions qui ne se soumettent pas à la loi de l'assistance publique - *dura lex sed lex* - ne recevraient-elles pas une partie des revenus que le gouvernement perçoit en taxes de tous les citoyens? Car enfin, la loi de l'assistance publique, c'est toute la population de la province qui la fournit. Pourquoi le secrétaire de la province refuserait-il du secours à certaines institutions qui, hors de tout doute, sont des institutions de charité? Pourquoi ne pas donner à certaines institutions ce qu'elles demandent? Le gouvernement donne \$50,000 à l'hôpital du comté d'Arthabaska. C'est sans doute le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) qui a conseillé aux religieuses de se soumettre aux exigences de la loi.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce sont les religieuses elles-mêmes qui l'on demandé, avec l'approbation de leur évêque.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça doit faire plaisir au premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui. Le chef de l'opposition ne peut en dire autant. Ça n'est pas souvent qu'il reçoit des approbations d'évêques.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je me demande toujours pourquoi on a attendu d'avoir fait la loi pour consulter les évêques. Ça devait être une approbation tardive.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je les souhaite même tardives au chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre a évidemment de l'expérience en la matière.

J'espère, en tout cas, que le gouvernement aidera les institutions qui ne sont pas sous la loi de l'assistance publique, car elles ont besoin d'aide comme les autres.

Il comprend, quant aux charités gouvernementales, que rien ne sera changé. Les institutions religieuses dans le besoin n'ont rien à attendre si elles ne se soumettent pas.

L'honorable M. David (Terrebonne): La loi de l'assistance publique met, chaque année, une somme variant de \$1,000,000 à \$1,300,000 à la disposition du secrétariat provincial. Celui-ci n'a pas d'autres fonds que ceux-là pour l'assistance publique. Mais je n'ai pas le droit de distraire un seul centin du fonds de l'assistance en faveur d'institutions qui ne se conforment pas à la loi.

Il dit qu'il n'estime pas moins cette institution, même si elle manque de confiance en la nature humaine.

La proposition est adoptée.

Lots des cantons Escourt, Cabano, Botsford et Robertson

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, rapports ou autres documents, entre le gouvernement de cette province et ses officiers et toutes personnes, au sujet de la classification des lots dans les cantons Escourt, Cabano, Botsford et Robertson, de l'état actuel des lots desdits cantons

par rapport au défrichement et à la colonisation, de leur valeur actuelle et des moyens à prendre pour permettre aux colons de cette région d'affermir lesdits lots ou continuer leurs travaux d'établissement.

Je veux savoir quelles sont les activités que le ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries entend faire dans les villages d'Escourt et Glendyne qui sont menacés de disparaître par suite de la disparition de certaines industries et du grand incendie qui ravagea les forêts ces années dernières.

Il se plaint de la classification des lots dans les cantons en question. N'y aurait-il pas moyen d'aider les colons de ces deux villages et de leur donner un regain de vie, par une politique de colonisation pratique?

Il demande au gouvernement d'aider les colons de certains cantons où la situation est vraiment pénible. Si l'on ne se porte pas au secours de ces colons, des paroisses qui ont été établies dans Témiscouata, le long de la voie du Transcontinental, seront bientôt désertées complètement. L'une des grandes causes de cela, c'est que les colons ont reçu des lots entièrement déboisés. Le ministère n'a pas non plus pris le soin de se rendre compte si les lots qu'il cédait étaient propres à la colonisation. Cela dépend peut-être de ce que tout est trop centralisé et que le ministère a, dans les régions de colonisation, des agents qui le renseignent mal. Il n'en est pas moins vrai que la situation n'est pas brillante.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Un incendie et un autre événement regrettable, la fermeture d'un moulin, ont un peu compromis le progrès des cantons dont mon honorable ami a parlé. Nous avons l'intention de continuer à encourager la colonisation des différents cantons énumérés par l'honorable député de Témiscouata. Il y a un grand nombre de lots concédés dans tous ces cantons et la population a augmenté depuis quelques années. L'honorable député sait que nous avons dépensé de l'argent pour les chemins dans cette partie de son comté. Nous continuerons à aider les colons et à les encourager le mieux possible. Le député de Témiscouata obtiendra tous les documents dont il a demandé la production.

M. Langlais (Témiscouata): J'espère que le gouvernement aidera les colons, mais de façon plus pratique. Dans le village de Glendyne, la population a diminué et cependant la terre y est très propice à la culture.

La proposition est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 87 constituant en corporation l'Association des chimistes professionnels de Québec;
- bill 99 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Association des chimistes professionnels de Québec

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 87 constituant en corporation l'Association des chimistes professionnels de Québec.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Verdun

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 99 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Demandes de documents:

Lot no 14 du 1^{er} rang du canton d'Addington

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, documents, etc., entre le gouvernement et Jos. Chartrand, de Côte-Saint-Pierre, comté de Papineau, ou toute autre personne, concernant le lot 14 du 1^{er} rang du canton d'Addington, depuis 1924.

Voici un beau cas de colon. En 1921, le colon Chartrand a pris son billet de location pour quelques lots. Il a payé, depuis, toutes ses annuités à l'agent des terres et celui-ci lui a toujours dit qu'il était en

règle. Chartrand a aussi payé les taxes sur ses lots. Après avoir fait des déboursés pendant plusieurs années, voici qu'en décembre dernier, comme il demandait les lettres patentes de ses lots, le sous-ministre de la Colonisation lui annonce dans une lettre que la vente est révoquée. On lui donne comme raison qu'il n'a pas rempli les conditions nécessaires. M. Chartrand avait défriché son lot, il avait rempli toutes ses obligations. C'est donc que l'agent des terres a menti quand il disait au colon Chartrand qu'il était en règle ou bien qu'il a fait un rapport inexact au ministère. Il y a là une injustice. Ce n'est pas la façon dont on doit traiter les colons, si mes renseignements sont exacts.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est là la question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Des personnes dignes de foi m'ont affirmé que ses renseignements sont exacts. J'ai entendu, à ce sujet, la version de citoyens respectables de Ripon et de Chénéville.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les renseignements de l'honorable chef de l'opposition ne sont pas inexacts. Quels sont les faits? M. Chartrand n'est pas un colon mais un cultivateur de Chénéville. Il a pris des lots de colonisation, selon son droit, en 1914. Le 2 avril 1915, le sous-ministre lui a fait connaître par écrit les conditions qu'il devait observer, entre autres la condition de résidence et de résidence personnelle. C'est à ces conditions que Chartrand a pris son billet de location, mais il n'a pas observé les conditions, du moins s'il faut en croire l'inspecteur des terres. Il n'a pas fait un défrichement suffisant; il n'a pas construit une maison et des dépendances sur ses lots, il n'y a pas résidé. C'est pour cela que les lettres patentes ont été refusées. M. Chartrand a payé ce qu'il s'était engagé à payer, même \$8 pour les lettres patentes, mais il n'a pas rempli les conditions imposées. Le ministère n'est pas tenu de rembourser les sommes versées. Cependant, il reste loisible au colon de se conformer aux conditions posées; il obtiendra ensuite ses lettres patentes. Si les lots de colonisation étaient accordés sans que les conditions du contrat entre le gouvernement et le colon soient observées, bien des gens prendraient des lots pour y couper du bois simplement. Avec le rapport qui a été fait dans le cas de M. Chartrand, le chef de l'opposition lui-même refuserait d'accorder des lettres patentes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il a payé.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il a payé \$68 depuis 1914, mais ce n'est pas tout de payer. Nos inspecteurs ont fait rapport que M. Chartrand n'était pas en règle. M. Chartrand nous a demandé d'émettre des lettres patentes, mais nous lui avons répondu que nous ne pouvions lui accorder ses lettres patentes.

Il lit le rapport de son inspecteur qui dit que M. Chartrand n'a pas cultivé son lot, n'a rien bâti dessus, qu'il l'a pratiquement abandonné et n'y a jamais résidé. Si M. Chartrand veut remplir les conditions de la loi, dit-il, nous sommes prêts à lui donner une chance, mais, s'il ne se conforme pas à la loi, nous serons obligés de révoquer son lot.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je comprends que le ministre va informer M. Chartrand que, s'il se conforme à la loi, il pourra garder son lot. Alors, très bien.

La proposition est adoptée.

Pont entre Montréal et Longueuil

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 relatif à la construction d'un pont entre Montréal et Longueuil soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Adoption de Terence Francis Moore

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Richard), que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, la réception et l'examen précédant la présentation et l'examen par le comité permanent des bills privés en général soient suspendues, que le pétitionnaire soit relevé de toutes les obligations imposées par les articles 497, 498, 510, 511 et 543 desdites règles, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Terence Francis Moore demandant l'adoption d'une loi ratifiant son adoption et changeant son nom en celui de Terence Francis Moore Mitchell.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Terence Francis Moore, demandant l'adoption d'une loi

ratifiant son adoption et changeant son nom en celui de Terence Francis Moore Mitchell, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Adoption de Terence Francis Moore

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) demande la permission de présenter le bill 122 ratifiant l'adoption de Terence Francis Moore et changeant son nom en celui de Terence Francis Moore Mitchell.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 35

Rapports de comités:

M. Thériault (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill 83 constituant en corporation la Montreal Tunnel & Terminal Company.

Loi des cités et villes, échevins

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 141 modifiant la loi des cités et villes relativement aux échevins.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Affaires municipales

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 concernant les affaires municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demandes de documents:

Chemin dans la paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses départements et toutes personnes ou corporations municipales concernant la construction et l'amélioration du chemin de front du premier rang de la paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte, partie est, et le changement projeté du site dudit chemin aux fins de la route régionale Lévis-Rimouski.

Adopté.

Lots 31 et 32, rang 7, canton Palmarolle, Abitibi

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, billets de location, reçus, rapports, entre le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries et diverses personnes ou officiers dudit département, concernant les lots 31 et 32, rang 7, canton Palmarolle, Abitibi, et la revente desdits lots.

Adopté.

Construction d'une voie carrossable sur le pont de Québec

M. Richard (Verchères) propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Hamel), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance et de tous documents échangés entre le gouvernement ou un de ses membres et le gouvernement du Canada, les autorités des chemins de fer de l'État, la cité de Québec ou toutes autres personnes relativement à l'établissement d'un chemin de voitures sur le pont de Québec pour relier les routes Québec-Montréal, Lévis-Saint-Lambert et autres.

En présentant cette motion, je ne poursuis pas d'autre but que celui de faire constater, par le gouvernement et par cette Chambre, le besoin de plus en plus pressant où se trouve le public, en cette province, d'avoir à sa disposition des chemins de voitures sur tous les ponts qu'on a construits et que

l'on construira, sur notre fleuve Saint-Laurent et nos rivières importantes, et qui ne servent encore qu'à l'usage des voies ferrées, et en particulier l'opportunité qui s'impose d'ouvrir à la circulation sur le pont de Québec, sans plus retarder, un chemin de voitures, à l'endroit réservé à cette fin, lors de la construction, au centre du tablier... espace encore libre, que l'on peut voir entre les voies ferrées, et qui prouve bien la pensée des promoteurs et les constructeurs du pont de Québec d'y voir construire, un jour, un chemin de voitures.

Et d'une part, celui qui veut étudier les plans du pont de Québec, ceux du premier pont qui s'est écroulé comme ceux du pont actuel, se rend compte qu'un espace suffisant pour y faire un chemin de voitures s'y trouve réservé en l'endroit propice.

Et d'autre part, il appert que, pour livrer à la circulation un chemin de voitures sur le pont de Québec, les travaux les plus importants et les plus coûteux ne sont pas précisément ceux qui restent à faire sur le pont même, mais plutôt ceux des approches commodas et sûres qu'il sera nécessaire de construire à chacune des extrémités du pont, sur l'une et l'autre rive du fleuve, pour permettre aux voitures ordinaires à traction animale, aux autos, camions et autres véhicules d'y accéder et d'en sortir en pleine sécurité.

J'ai pensé qu'une occasion favorable se présentait, à cette session, de discuter ici ce projet de construire un chemin de voitures sur le pont de Québec, et approches nécessaires, projet qui n'est pas nouveau, dont il a déjà été question en cette Chambre, et qui est en grande faveur dans le public, et de réclamer du gouvernement une expression d'opinion quant à l'urgence de le réaliser. Et j'avouerai que les dispositions du discours du trône, où il est annoncé que le gouvernement demandera à la Législature de l'autoriser de contribuer dans une certaine proportion à l'entreprise de la construction d'un autre pont sur le fleuve pour relier Montréal à Longueuil, la rive nord à la rive sud, m'a déterminé à provoquer ce débat pour qu'il soit permis à cette Chambre et au gouvernement d'apprécier et de critiquer ce projet de construire un chemin de voitures sur le pont de Québec, et les approches nécessaires, et de l'étudier à son mérite, je veux dire en regard des avantages qui en résulteraient, des difficultés inhérentes à l'entreprise, du coût des travaux à faire, de la coopération nécessaire à cause des risques, de l'avenir après la réalisation, et enfin de la direction de l'administration de cette affaire, que cette Chambre et le gouvernement doivent considérer comme de la plus haute importance.

Il ne veut pas que l'on croie que lui-même ou ses collègues sont jaloux du projet du gouvernement en ce qui concerne la métropole. Tous se rendent bien compte que Montréal croît et se développe à une vitesse extraordinaire. Ils admettent également que le pont est nécessaire, étant donné que la situation sur l'île de Montréal évolue rapidement. C'est selon eux le moment propice de présenter leurs demandes devant les autorités compétentes et de souligner les avantages considérables qu'il y aurait à réaliser une construction comme celle qu'ils proposent.

Il existe trois principaux moyens de communication : les voies ferrées, les voies navigables et les routes. Les grands chemins de fer ont, avec raison, été considérés comme les artères d'un pays, mais, autour de ces artères, il faut des veines plus petites pour assurer la vitalité du commerce et de l'industrie dans tout le pays. Québec et sa région ont de bonnes routes, mais il y a malheureusement une importante brèche dans le prolongement du réseau routier. Le grand fleuve Saint-Laurent coupe en plein centre ce bon réseau routier et forme ce qu'on pourrait appeler un gouffre naturel, un fossé profond entre le nord et le sud. Il existe deux façons de franchir ce gouffre, de traverser ce fossé. On peut le faire par les traversiers, et il s'agit du seul moyen de communication qui relie actuellement les deux rives. Ce service est très efficace, dans les limites de ses moyens, mais, avec l'augmentation rapide du trafic automobile et le nombre croissant de véhicules motorisés de toutes sortes sur les routes, aucun système de traversiers, aussi bien équipé et aussi bien administré qu'il soit, ne pourra se charger de tout le nouveau trafic.

Il y a trois grands ponts qui traversent le Saint-Laurent : le pont de Lachine, le pont Victoria et le pont de Québec. Seul le pont Victoria permet le passage des véhicules, et ce passage a été considéré tellement insuffisant qu'on a décidé de construire un énorme pont pour relier Montréal et Longueuil, un pont conçu spécialement pour le trafic des véhicules automobiles.

Le député de Verchères propose que le chaînon manquant dans le grand réseau routier de cette partie de la province soit comblé par la construction d'une route sur le pont de Québec actuel. Le gouvernement a dépensé au-delà de \$60,000,000 pour les bonnes routes de la province et ce serait très dommage que ce magnifique réseau routier soit sacrifié à cause de notre incapacité de fournir le lien vital et nécessaire entre plusieurs parties importantes du réseau d'autoroutes. Une route sur le pont serait une aide précieuse dans le

développement de la région, en particulier pour la rive sud, et cela pourrait faire augmenter de façon significative le trafic touristique, étant donné que cela procurerait une voie de communication rapide et directe entre la province de Québec et les États-Unis.

Trois grandes questions doivent être étudiées relativement à la route projetée. Le pont est-il suffisamment résistant pour supporter un chemin de voitures supplémentaire? Combien un tel chemin coûterait-il? Combien de temps la construction durerait-elle? On a répondu à ces trois questions dans une étude sur le sujet menée récemment par des experts, qui ont affirmé que la route avait à l'origine été construite pour supporter un trafic beaucoup plus important que celui qu'elle supporte actuellement.

Il s'agit en effet de rien autre chose que de parachever et compléter une œuvre nationale et grandiose, ce pont de Québec, merveille du génie civil contemporain, monument colossal, le plus imposant, je ne dis pas du dominion du Canada, mais des dominions britanniques, et dont un certain jour l'écroulement partiel fit éprouver à notre pays la sensation d'une catastrophe.

Je ne vais pas jusqu'à dire qu'on devrait, par exemple sur le parcours de la route Lévis-Saint-Lambert, construire des chemins de voitures sur les ponts du Q. M. & S. qui traversent le Richelieu, le Yamaska et le Saint-François, et éviter les traverses par bac.

Le pont de Québec, muni d'un chemin de voitures, deviendrait un élément d'unité et d'utilité dans notre réseau de routes ayant autant d'importance que dans notre réseau de voies ferrées.

Voici ce que signifierait un chemin de voitures sur le pont de Québec. Il relierait entre elles les routes Lévis-Jackman, Lévis-Rimouski et Lévis-Saint-Laurent, de la rive sud, et les routes Montréal-Québec et Montréal-Murray-Bay, de la rive nord, et subsidiairement toutes les autres routes de l'ouest et du sud. Il compléterait le circuit que formeraient les routes Montréal-Québec avec Lévis-Saint-Lambert, et départagerait la circulation et le trafic si intense entre Montréal et Québec, entre la route Montréal-Québec et Lévis-Saint-Lambert, ces deux boulevards les plus remarquables de l'Amérique. Il répondrait à un grand besoin de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et du tourisme, en établissant des raccords plus faciles et nombreux entre les différents centres de la rive nord et de la rive sud. Il correspondrait à la politique du ministère actuel de la Voirie qui est assurément de faire produire par notre réseau de routes, qui nous coûte aujourd'hui 60 millions, et par chacune des routes de tel réseau la plus grande somme d'utilité pour notre province.

Le comté de Lotbinière, tout particulièrement, serait en droit de réclamer la construction d'un chemin sur le pont de Québec. Isolé des chemins de fer, à 18 milles du Q.M. & S. et à 21 milles du C. N. R., cet important comté de même que la moitié du comté de Lévis se trouveraient, par la construction d'un chemin sur le pont de Québec, à proximité de la cité de Québec et de l'important marché de la région. Il deviendrait facile pour les cultivateurs, les commerçants et les industriels de relier Québec, par voitures ordinaires, autos, camions, d'y transporter et d'en rapporter leurs produits et leurs marchandises, et je n'ai aucun doute qu'un chemin de voitures sur le pont de Québec serait une compensation pour les citoyens du comté de Lotbinière qui n'ont pas de voies ferrées à leur disposition, et qu'ils sauraient gré au gouvernement de la leur procurer.

La cité de Québec, de son côté, verrait sans doute son commerce accru dans une bonne proportion par suite de la grande facilité de raccordement qu'un chemin de voitures sur le pont de Québec établirait entre la rive sud et la cité de Québec.

À certain point de vue spécial, l'on peut ajouter que le pont de Québec deviendrait une attraction pour le touriste, qu'on ne pourrait oublier dans le programme du voyage. Il est à présumer qu'un grand nombre allongeraient leur chemin pour jouir du spectacle peut-être unique que parcourrait la traversée sur le pont. Quel touriste, pris d'émotivité, n'aimerait voir, du haut du pont de Québec, passer au-dessous les grands paquebots transatlantiques?

L'on peut également présumer que le circuit Montréal, Québec-Lévis, Saint-Lambert, réalisé par un chemin de voitures sur le pont de Québec, serait une cause de progrès pour les cités, villes et villages échelonnés sur les deux rives du fleuve, et pour Québec et Lévis en particulier.

La ville de Québec est le centre commercial et industriel le plus important du bas de la province. À d'autres points de vue, c'est peut-être le centre le plus important de toute la province. Les comtés de Lévis, de Lotbinière, pour ne nommer que quelques comtés de la rive sud dans la région de Québec, sont des centres où l'agriculture fleurit dans toutes ses branches, où le commerce et l'industrie se développent normalement. Le fleuve Saint-Laurent offre un grand obstacle au raccordement de cette région avec la ville de Québec. Cette région bénéficierait très largement des commodités qui résulteraient de la construction d'un chemin de voitures sur le pont de Québec.

L'on pourra peut-être objecter qu'un chemin de voitures sur le pont de Québec n'est pas d'aussi grande utilité, puisqu'il existe entre Québec et Lévis un excellent service de bateau-passeur et que les voitures, autos et camions peuvent très facilement traverser et relier les deux rives. Je sais que la compagnie de la traverse donne un excellent service, et je n'ai pas de doute qu'après la construction d'un chemin de voitures sur le pont de Québec elle continuera à fournir le même service, puisque le pont de Québec, avec un chemin de voitures, ne sera pas le légendaire pont d'Avignon et que, tout le monde n'y passant pas, il en passera encore par bateau, attendu que le nombre des voyageurs par auto augmente de jour en jour.

L'on admettra cependant qu'un service par bateau offre aux voyageurs en voiture et auto des inconvénients qu'ils n'ont pas sur un pont, où il ne peut être question d'encombrements ni de retards, voire même la nuit, les jours fériés, etc.

Et l'on ne peut nier que le raccordement par un chemin de voitures sur le pont de Québec sera plus efficace et rapide que celui qui se fait actuellement par bateau.

Mon titre principal à faire cette motion, où il est question d'un chemin de voitures sur le pont de Québec, est certainement que le comté que je représente se trouve traversé par la route Lévis-Saint-Lambert, et en porte à lui seul environ un huitième de la longueur totale; et que, si la route Lévis-Saint-Lambert devenait, grâce à un chemin de voitures sur le pont de Québec, la route Montréal-Québec, par Saint-Lambert-Lévis, elle serait beaucoup plus fréquentée.

D'ailleurs, les députés de la rive sud de la région de Montréal ressentent le besoin de relier Montréal par un nouveau chemin de voitures, sur le futur pont de Longueuil, et ils s'intéressent naturellement au projet dont la résultante serait de relier la rive sud à Québec.

Je suis informé que depuis plusieurs années, et notamment depuis 1923, le gouvernement de cette province, le conseil de la cité de Québec, la Chambre de commerce de Québec, le conseil municipal du comté de Lotbinière, les conseils locaux de Saint-Romuald, Saint-Nicolas, Saint-Antoine, Sainte-Croix et autres ont échangé des correspondances, pris des renseignements et fait des démarches dont l'objet était de construire un chemin de voitures sur le pont de Québec et dont les conclusions seraient qu'après étude faite du projet par les autorités compétentes: la construction d'un chemin de voitures sur le pont de Québec serait permise par les officiers du C. N. R. à

certaines conditions très acceptables et qui regardent surtout la direction des travaux. Cette construction serait réalisable, parce qu'il est prouvé que le pont de Québec et sa superstructure sont construits de manière à pouvoir en supporter le poids, et parce que ce serait l'opinion du colonel Montserrat et celle des ingénieurs du C. N. R. qu'il se trouve un espace suffisant au milieu du tablier du pont, entre les voies ferrées, pour y faire un chemin de voitures, et que de plus les approches du pont peuvent être construites de telle façon que les voitures ordinaires, autos, camions et autres véhicules y auraient accès, sans nuire aux voies ferrées. Le coût total de l'entreprise, d'après ces experts, y compris la construction du chemin de voitures, des approches, pavillons, installation des signaux, luminaires, etc., serait de \$430,000, et le délai pour l'exécution des travaux serait de moins de 10 mois.

De telle sorte que je suis naturellement amené à faire au gouvernement les suggestions suivantes, lesquelles, si elles lui agréent ainsi qu'à cette Chambre, assureraient la matérialisation immédiate du projet de construire un chemin de voitures sur le pont de Québec, ainsi que les approches qui y sont nécessaires, au moyen d'une certaine coopération en ce qui regarde l'avenir.

Je crois devoir affirmer ici qu'en face de la nécessité qui s'impose, si la coopération n'était pas possible, le gouvernement de cette province devrait assurer la construction d'un chemin de voitures sur le pont de Québec, même s'il était seul pour le faire.

D'un autre côté, je sais pertinemment que l'opinion de ceux qui ont à cœur que le projet se réalise sans plus de délai est que le gouvernement de cette province pourrait créer une commission. Par son acte d'incorporation, cette commission aurait les pouvoirs nécessaires pour construire un chemin de voitures sur le pont de Québec ainsi que les approches nécessaires.

Les travaux seraient exécutés sous la direction d'ingénieurs compétents; la commission pourrait émettre des débentures jusqu'à concurrence du coût des travaux, soit \$430,000.

Le pont serait payant, et la commission imposerait un taux de passage suffisant pour pourvoir aux frais d'entretien et d'administration, au service des intérêts et à un fonds d'amortissement.

Dans le cas où un taux raisonnable de traverse ne rapporterait pas les revenus suffisants pour satisfaire aux provisions ci-dessus, le déficit serait supporté par juste part d'un tiers par le gouvernement fédéral, par le gouvernement provincial et par la ville de Québec.

La convention qui interviendrait à cette fin entre ces parties serait sujette à ratification par cette Législature et par le gouvernement fédéral, et serait annexée comme cédule à l'acte d'incorporation de la commission.

Si l'on tient compte de la circulation qui s'est faite en ces dernières années sur le pont Taschereau, entre Vaudreuil et l'île Perrot, et sur le pont de Batiscan, et je me dispenserai de citer les chiffres, l'on est en position de dire qu'au taux de \$0.50 par auto et \$0.10 et \$0.20 pour autres véhicules, les revenus seraient suffisants et il n'y aurait pas de déficit en face des chiffres prévus plus haut pour administration et entretien, intérêt et fonds d'amortissement, surtout après deux ou trois ans de son ouverture.

Quelqu'un a prétendu que le gouvernement fédéral refuserait de coopérer à l'entreprise. Dans ce cas, je me permettrai de dire qu'il s'agit de parachever une œuvre dont le gouvernement central ne saurait se désintéresser, qu'il a coopéré aux entreprises de même nature, et que les représentations nouvelles devraient l'amener à y trouver de l'intérêt.

En terminant, je dois souligner le fait que, chaque jour en notre province, l'opinion publique entrevoit la réalisation de nouveaux projets. Personne ne s'en étonne. Nous sommes à une période de transformations, de progrès et de développements. Ces projets émanent parfois du peuple qui les réclame pour répondre à ses besoins, ils sont souvent proposés au peuple par le gouvernement et suggérés dans le meilleur des intérêts de la nation.

Mais il est notoire qu'en face de ces problèmes et de leur réalisation une intime collaboration a toujours existé entre le peuple et le gouvernement. Ainsi vont les choses en cette province depuis environ 25 ans. Et, si l'on s'en tient au seul domaine matériel, l'inventaire de ce que nous avons édifié, amélioré et transformé démontre chez nous l'évolution rapide, où la difficulté de l'entreprise a toujours été assez facilement vaincue et dominée, grâce au parfait concours des deux volontés du peuple et du gouvernement de cette province.

Concours qu'il me plaît de rappeler en cette occasion où il s'agit d'un important projet qui intéresse notre système de voies et moyens de communication et de transport, et l'avenir de notre province, au progrès de laquelle nous voulons nous dévouer, qu'on soit, en cette Chambre, à gauche ou à droite de l'Orateur.

Les députés applaudissent et frappent leur pupitre du poing, non seulement du côté de M. Richard, mais aussi du côté de l'opposition.

M. Lafrenière (Richelieu) approuve le projet qui serait le complément de la route Lévis-Saint-Lambert.

Les municipalités de la rive sud n'ont jamais hésité à prêter main forte au gouvernement dans la construction et l'entretien des routes et des autoroutes, dit-il, et elles se croient maintenant dans le droit de demander au gouvernement de considérer avec une attention toute particulière le projet d'un chemin de voitures sur le pont de Québec. Un chemin de voitures devra de toute façon être construit un jour, cela deviendra une nécessité absolue, et je ne vois pas pourquoi ce ne serait pas entrepris tout de suite. On doit faire face à l'augmentation du trafic de véhicules de toutes sortes, et les deux parties de la province, la rive nord et la rive sud, ne devraient pas rester plus longtemps séparées par le manque de communication d'une rive du fleuve à l'autre.

M. Faucher (Québec-Centre) trouve très significatif, au point de vue politique, la sollicitude que l'on témoigne tout à coup pour Québec, après des mamours particulières à Montréal.

Nul ne peut ne pas reconnaître la nécessité d'une route sur le pont de Québec. C'est l'unique trait d'union entre les deux rives. On sait les ennuis et les difficultés fréquentes de la traversée.

Pour admirer la merveille qu'est le pont de Québec aujourd'hui, les touristes n'ont d'autre moyen que le bateau. La route est non seulement désirable, mais nécessaire, et j'espère qu'elle sera bientôt complétée à la satisfaction de tous.

Il appuie sans réserve l'idée présentée par le député de Verchères et si bien soutenue par le député de Richelieu. Il souligne la croissance extrêmement rapide du trafic touristique des États-Unis vers la province de Québec et de la province vers les États-Unis. Il fait aussi remarquer l'importance de disposer de moyens de communication adéquats pour le transport routier de marchandises de toutes sortes par des véhicules motorisés, un moyen de transport qui devrait contribuer à réduire le coût des biens de première nécessité.

Il fait l'éloge du service offert par la compagnie de traversiers, mais il ajoute qu'il est évident pour tous que les bateaux ne pourront pas faire face au trafic de voitures motorisées qui augmente sans cesse. Il souligne l'importance d'un chemin de voitures sur le pont, en particulier pendant certaines saisons de l'année où les autres moyens de communication sur le fleuve sont difficiles à maintenir en fonction.

M. Thurber (Chambly) est heureux d'appuyer la motion du député de Verchères (M. Richard). Cette amélioration est, dit-il, d'intérêt général et les gouvernements devraient s'employer à en assurer la réalisation.

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie) appuie la motion et pense qu'on pourrait peut-être faire quelque chose pour aider à aménager sur le pont de Lachine une route carrossable. Il est d'avis que la construction d'une route sur le pont de Québec aurait entre autres avantages celui de décongestionner le pont Victoria et de faire disparaître une foule d'ennuis.

M. Fortier (Beauce) apporte l'appui de son comté au projet. Il est heureux de voir la région de Montréal et la région de Québec unies pour en réclamer l'exécution. Il insiste sur les avantages considérables dont bénéficieraient les agriculteurs des deux côtés du fleuve.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit que le gouvernement aura d'intéressantes informations à soumettre à la Chambre et il demande l'ajournement du débat afin de permettre au ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) de les donner.

Il propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): Avant de passer à l'étude des subsides, on me permettra quelques remarques. Le gouvernement a créé plusieurs nouveaux dispensaires dans toute la province sous prétexte de combattre le mal vénérien, la tuberculose, la mortalité infantile et de soulager les indigents. Si j'en juge par le fonctionnement de certains dispensaires et par les résultats obtenus, surtout au point de vue du mal vénérien et de la tuberculose, je suis presque porté à croire que le véritable but était surtout de favoriser certains amis en leur donnant une petite tranche du gâteau provincial au détriment des légitimes intérêts des indigents.

On semble oublier aujourd'hui que les dispensaires ne sont et ne doivent être que pour les indigents. Avant la loi de l'assistance publique, on ne permettait à personne de se présenter au dispensaire à titre d'indigent sans être muni d'une carte d'indigence obtenue après enquête. Et maintenant, que voyons-nous? Si l'on entre dans certains dispensaires subventionnés par le gouvernement, sous la loi de l'assistance publique, nous y voyons souvent des personnes quelquefois plus riches que celui qui les traite gratuitement, aux frais de la province et au détriment du traitant. Les riches comme les pauvres ont accès à ces dispensaires, et quand exige-t-on de celui qui s'y présente un certificat d'indigence? Très rarement. Il arrive aussi quelquefois, même assez souvent, que des gens de la campagne viennent à Montréal, logent chez un parent ou un ami, donnent l'adresse de ce parent ou de cet ami, et suivent un traitement, souvent de quelques semaines, dans nos dispensaires, à titre d'indigents. Je crois que ces abus devraient être réprimés et que toute personne se présentant aux dispensaires devrait être munie d'un certificat d'indigence.

Maintenant, M. l'Orateur, qu'il me soit permis de dire un mot de la lutte contre la tuberculose. Le gouvernement, au lieu de dépenser une grande partie des deniers affectés à cette fin en salaires et en frais de voyage, devrait, non loin d'un, de deux ou de trois dispensaires, où l'on ne doit faire que du dépistage, de l'éducation et de la prophylaxie, construire ou aider à construire dans chaque comté ou groupe de comtés un petit hôpital pour tuberculeux qui serait sous la surveillance du gouvernement et non sous son contrôle. Ces petits hôpitaux pourraient être construits à bon marché, ce qui empêcherait l'érection de grands édifices qui coûtent des millions de dollars à la province, et l'avantage de ces petits hôpitaux serait que chaque comté ou groupe de comtés pourrait veiller au maintien et au traitement de ses malades qui, près de leur domicile, pourraient être visités par leur famille et leur médecin. Ces malades n'hésiteraient pas à entrer à l'hôpital dès le début de la maladie, sachant qu'ils n'auraient pas à souffrir de la nostalgie, qu'ils pourraient continuer de surveiller leurs affaires et sachant aussi que leur chance de guérison serait augmentée et leur séjour à l'hôpital abrégé. Il arrive souvent, M. l'Orateur, qu'un malade souffrant de tuberculose dans un hôpital ou dans un sanatorium éloigné de chez lui s'ennuie tellement des siens que, se sentant un peu mieux, il quitte l'hôpital sans être guéri, bien que quelque peu amélioré et, un an ou deux après être sorti, il meurt

quand il aurait dû guérir. Le gouvernement devrait donc construire de ces petits hôpitaux au lieu de dépenser une grande partie des \$100,000 votés à la session de 1924 en salaires et frais de voyage. Nous pourrions ainsi diminuer la mortalité par tuberculose et partant conserver ce que nous avons de plus précieux, notre capital humain.

Je regrette de dire, en terminant, que, lorsque nous voulons savoir combien telle institution d'assistance a reçu ou reçoit du gouvernement, il est très difficile d'en établir le montant exact parce que les chiffres donnés par le directeur de l'assistance publique et ceux donnés par les comptes publics correspondent rarement.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants: "cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette qu'une partie considérable du fonds de l'assistance publique serve à créer des positions lucratives à des favoris plutôt qu'à combattre efficacement la maladie et à venir en aide aux indigents; que, dans certains dispensaires subventionnés par le gouvernement, les riches se fassent traiter gratuitement, aux frais de la province et au détriment de la classe pauvre; que le gouvernement ne donne pas les renseignements suffisants sur l'emploi des argents dépensés, vu que les chiffres qui apparaissent dans les comptes publics et ceux qui figurent dans les rapports du directeur de l'assistance publique ne correspondent pas et qu'il est ainsi impossible de connaître quelles sommes ont été octroyées chaque année aux différentes institutions".

L'honorable M. David (Terrebonne) réplique au député de Montréal-Saint-Jacques (M. Beaudoin) à l'effet qu'une partie considérable des fonds de l'assistance publique sert à créer des positions lucratives à des favoris. Il nie l'allégation et affirme que pas un seul sou provenant des fonds ordinaires de l'assistance publique ne sert à payer le moindre salaire de ce département. Il regrette que le député de Montréal-Saint-Jacques confonde l'assistance publique avec le service des dispensaires. Cela prouve qu'il ne connaît pas le premier mot du système. Pas un sou de l'assistance publique ne va aux dispensaires; tout est versé aux institutions qui gardent des orphelins, des vieillards, des malades, des indigents. L'argent destiné aux fonctionnaires de ce département provient d'autres sources, et le gouvernement assume ces frais à même d'autres revenus.

Il fait ensuite un magnifique éloge du docteur Lessard, le directeur de l'assistance publique, qui honore plus sa position que sa position ne l'honore. C'est un service que le docteur Lessard a rendu à la province en acceptant ce poste de confiance.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): L'Institut Bruchési et l'hôpital Notre-Dame ne reçoivent-ils pas de l'assistance publique?

L'honorable M. David (Terrebonne): Pas un sou. L'Institut Bruchési reçoit des fonds du service antituberculeux, mais rien de plus. Cette institution relève entièrement de ce service. Pas un sou de l'assistance publique ne va ailleurs qu'aux orphelins, aux pauvres, etc.

Il cite toute la liste des salaires de l'assistance publique. Une somme de \$1,300,000 est administrée chaque année pour un peu moins que \$10,200. Il demande au député de Saint-Jacques s'il en trouve un seul qui soit exagéré. Que le docteur Beaudoin aille discuter de l'assistance publique avec les électeurs de Saint-Jacques et il verra que, s'il est une loi populaire à Montréal, c'est celle-là.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): L'hôpital Saint-Luc ne reçoit-il pas des fonds de l'assistance publique?

L'honorable M. David (Terrebonne): Comme les autres hôpitaux, l'hôpital Saint-Luc reçoit tant par malade et tant par lit, à même le fonds de l'assistance publique. Son dispensaire ne reçoit rien de cette source cependant.

Il conseille au député de Saint-Jacques de se renseigner comme il convient avant de parler sur une question quelconque et faire œuvre de partisanerie, plutôt que de charité et d'équité politique.

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques) ajoute encore quelques mots.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaudoin, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Pellerin, Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, 15.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bouthillier, Caron, Charbonneau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Grant, Guillemette,

Hamel, Laferté, Lafrenière, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Morin Nicol, Ouellet, Perrault, Phaneuf, Pilon, Richard, Roy, Saurette, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thériault, 42.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour encourager l'enseignement du français par des spécialistes français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, telles qu'approuvées par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour les écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour les écoles publiques rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et des villes, conformément aux dispositions des statuts refondus, 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent vingt-cinq piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour être

distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et des villes, conformément aux dispositions des statuts refondus, 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et des villes, conformément aux dispositions des statuts refondus, 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent soixante-quinze piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et des villes, conformément aux dispositions des statuts refondus, 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins trois cent vingt-cinq piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour les écoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation, \$29,000; transféré de l'éducation sup. protestante aux écoles pauvres protestantes, \$1,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour les instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu des statuts refondus, 1925, chapitre 133, article 542, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour le Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour l'aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordé à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit accordé à Sa Majesté pour un musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les dites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. Dans *L'Événement*, on rapporte que le député de Dorchester, M. Ouellet, est de retour en Chambre après son indisposition d'il y a quelques semaines.

2. Dans *L'Événement*: l'honorable M. Kelly d'abord, M. le magistrat Bugaud ensuite, et plus récemment M. P.-Émile Côté.

Séance du jeudi 11 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, requérant la présence des députés de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 2 modifiant la loi du service des pêcheries maritimes;

- bill 3 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien de tous les enfants qui seront envoyés à son école d'industrie;

- bill 4 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec l'asile du Bon-Pasteur, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien de tous les enfants du sexe féminin qui seront envoyés à son école d'industrie;

- bill 6 ratifiant le contrat passé par le gouvernement avec les sœurs de Charité de la Providence, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, et le contrat passé par lesdites sœurs avec l'Université de Montréal, relativement au service médical dudit hôpital;

- bill 8 modifiant la loi du Barreau;

- bill 10 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;

- bill 13 modifiant la loi du salaire minimum des femmes;

- bill 14 relatif à l'île d'Anticosti;

- bill 18 modifiant la loi des asiles d'aliénés;

- bill 19 modifiant la loi des écoles de réforme;

- bill 20 modifiant la loi des écoles d'industrie;

- bill 24 modifiant la loi des syndicats professionnels;

- bill 25 modifiant la loi des architectes;

- bill 30 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;

- bill 31 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement à l'exercice de certaines fonctions publiques;

- bill 33 modifiant la loi des cités et villes et le Code municipal relativement au recouvrement des taxes;

- bill 34 modifiant la loi des mines de Québec;

- bill 36 modifiant la loi des terres et forêts;

- bill 40 modifiant l'article 981o du Code civil;

- bill 41 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux résolutions concernant les emprunts;

- bill 45 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriétés;

- bill 53 modifiant la charte de la Rouyn Mines Railway Company;

- bill 55 changeant le nom de la Compagnie de prêts et d'hypothèques de Sherbrooke et l'autorisant à augmenter son capital;

- bill 58 modifiant la charte des sœurs de la Présentation;

- bill 59 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Adélard Tétreault à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique, après examen;

- bill 60 modifiant les lois concernant le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- bill 61 constituant en corporation l'hôpital Saint-Joseph de Rimouski;

- bill 62 modifiant la loi constituant en corporation l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec;

- bill 64 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Georges Larouche, de Québec, à l'exercice de la profession d'avocat, après examen;

- bill 65 validant un certain acte de vente par la Compagnie de Jésus à Antonio Prévost;

- bill 66 modifiant la loi 8 Victoria, chapitre 101, constituant en corporation les sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie;

- bill 67 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Rodolphe Monette au nombre de ses membres, après examen;

- bill 72 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie;

- bill 73 modifiant la charte de la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie;

- bill 74 constituant en corporation l'Institut des sœurs de Sainte-Marthe, de Saint-Hyacinthe;

- bill 77 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Brunet à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;

- bill 78 autorisant Adélard Lacasse à exercer la profession d'opticien et d'optométriste;

- bill 80 changeant le nom de famille de John Alexander Middleton et Douglas Orrin Middleton en celui de Bremner;

- bill 81 constituant en corporation la ville de Noranda;

- bill 86 relatif à la fusion de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec et de la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Sauveur de Québec;

- bill 87 constituant en corporation l'Association des chimistes professionnels de Québec;

- bill 94 concernant la municipalisation du service de la traverse sur la rivière Saguenay, entre la ville de Chicoutimi et le village de Sainte-Anne;

- bill 99 modifiant la charte de la cité de Verdun;

- bill 101 modifiant la charte de l'Hôpital homéopathique de Montréal;

- bill 102 modifiant la charte de la cité du Cap-de-la-Madeleine;

- bill 103 modifiant la charte de la Compagnie provinciale d'indemnité;

- bill 106 modifiant la charte de Les Sœurs de la congrégation de Notre-Dame, de Montréal;

- bill 112 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec & Chibougamau;

- bill 115 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;

- bill 137 modifiant la loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques;

- bill 139 concernant l'École technique de Trois-Rivières;

- bill 140 modifiant la loi du régime des eaux courantes;

- bill 142 modifiant les articles 408 et 644 du Code municipal;

- bill 143 modifiant la loi autorisant la garantie d'un certain emprunt pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 1er décembre 1922, dans la ville de Terrebonne.

Le greffier du Conseil législatif prononce la sanction royale sur ces bills comme suit:

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent dans la salle de l'Assemblée législative.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le gouvernement a d'autres lois à proposer avant la fin de la session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le bill modifiant le Code municipal relativement à l'époque de la tenue des élections est à l'ordre du jour. Il s'agit d'un bill de moindre importance, qui a tout simplement pour objet de fixer la tenue des élections dans les municipalités rurales au mois de mai plutôt qu'en janvier. Peut-être y aura-t-il d'autres questions aussi peu capitales avant la fin de la session qui pourrait durer encore une ou deux semaines, peut-être même trois. Si la session dure tout ce temps, ce serait insensé de remettre à plus tard, peut-être même à l'an prochain, de si petites affaires.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 9 modifiant la loi des compagnies de Québec;

- bill 134 modifiant le Code municipal relativement à certaines indemnités et évaluations;

- bill 154 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable.

Le bill 151 remplaçant l'article 1682c du Code civil a été rapporté à la Chambre.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 91 ratifiant certaines résolutions

adoptées par le conseil de la cité des Trois-Rivières et par les commissaires d'écoles de ladite cité;

Et, sans amendement, le bill 79 concernant le chemin de la Côte-des-Neiges, à Montréal.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 90 constituant en corporation la ville de Venise ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Votre comité recommande de prolonger au 19 mars courant inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs de bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Votre comité a aussi décidé de rapporter avec des amendements le bill 117 constituant en corporation la cité d'Arvida.

Le rapport est adopté.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 19 mars courant inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs de bills privés, qui profiteront de la prolongation de ce dernier délai.

Le rapport est adopté.

Époque de la tenue des élections

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 157 modifiant le Code municipal relativement à l'époque de la tenue des élections.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Taxes scolaires

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 161 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux taxes scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 18 modifiant la loi des asiles d'aliénés;
- bill 19 modifiant la loi des écoles de réforme;
- bill 20 modifiant la loi des écoles d'industrie;
- bill 30 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;
- bill 32 modifiant la loi des cités et villes relativement aux contestations d'élections;
- bill 36 modifiant la loi des terres et forêts;
- bill 41 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux résolutions concernant les emprunts;
- bill 45 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriétés;
- bill 49 modifiant le Code de procédure civile relativement aux usurpations de charges publiques;
- bill 53 modifiant la charte de la Rouyn Mines Railway Company;
- bill 67 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Rodolphe Monette au nombre de ses membres, après examen;
- bill 78 autorisant Adélar Lacasse à exercer la profession d'opticien et d'optométriste;
- bill 101 modifiant la charte de l'Hôpital homéopathique de Montréal;
- bill 137 modifiant la loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques;
- bill 139 concernant l'École technique de Trois-Rivières;
- bill 140 modifiant la loi du régime des eaux courantes;
- bill 142 modifiant les articles 408 et 644 du Code municipal;
- bill 143 modifiant la loi autorisant la garantie d'un certain emprunt pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 1^{er} décembre 1922, dans la ville de Terrebonne.

Questions et réponses:

Montant perçu par la Commission des liqueurs pour l'émission de licences par les brasseries

M. Bastien (Québec-Comté): Quel montant la Commission des liqueurs a-t-elle perçu des brasseries pour licences, permis, etc., du 1^{er} mai 1924 au 1^{er} mai 1925?

L'honorable M. Nicol (Compton): \$810,850.50.

Restaurant tenu par la Commission des liqueurs, à Montréal

M. Dufresne (Joliette): 1. La Commission des liqueurs tient-elle un restaurant dans son immeuble du Pied-du-Courant, à Montréal?

2. Dans l'affirmative, depuis quand?

3. Combien a coûté chaque année ce restaurant et combien a-t-il rapporté?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Oui, pour ses employés.

2. 1^{er} février 1923.

3. (Voir la liste ci-dessous)

	Dépenses	Recettes
1 ^{er} février 1923 au 30 avril 1923	\$ 2,626.62	\$1,552.14
1 ^{er} mai 1923 au 30 avril 1924	11,142.52	5,559.91
1 ^{er} mai 1924 au 30 avril 1925	11,443.10	4,893.98
1 ^{er} mai 1925 au 30 avril 1926	8,466.98	3,362.34

Nombre et valeur moyenne de différents animaux de la ferme, en 1925

M. Renaud (Laval): 1. Quel était, en 1925:
a) le nombre de chevaux dans la province de Québec;
b) leur valeur moyenne par tête?

2. Mêmes questions pour les vaches laitières.

3. Mêmes questions pour les autres bêtes à cornes.

4. Mêmes questions pour les moutons.

5. Mêmes questions pour les porcs.

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. a) 345,079; b) cette statistique ne sera connue qu'en avril.

2. 1,021,210.

3. 820,348.

4. 843,579.

5. 784,143.

Fabriques de beurre et de fromage, en 1925

M. Renaud (Laval): 1. Combien y avait-il de fabriques de beurre et de fromage (ensemble) dans la province de Québec en 1925?

2. Même question pour le nombre de patrons.

3. Même question pour la valeur du capital engagé.

4. Même question pour les sommes payées aux patrons.

5. Même question pour la valeur de la production.

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. 1,628.

2, 3 et 4. Ignore.

5. État préliminaire: \$33,783,114.

Municipalité de Gracefield et lots 44 et 45 du rang C du canton Wright

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. La municipalité de Gracefield à laquelle le ministre de la Colonisation, d'après sa réponse du mardi 26 janvier dernier, a accordé la somme de \$250 est-elle une municipalité de village?

2. Quels sont les noms des personnes qui ont travaillé dans le chemin de front vis-à-vis les lots 44 et 45 du rang C du canton Wright?

3. Combien chacune de ces personnes a-t-elle reçu à même les \$600 que le gouvernement a payés?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2 et 3. (Voir la liste ci-dessous)

F.-W. Perras	\$ 42.50
Fred Beaumont	33.00
Fred Mayrand	30.00
Harry Bertrand	26.00
Norbert Ethier	24.00
Jos. Ladouceur	25.00
Antoine St-Jean	34.00
Léon Rondeau	21.00
Eusèbe Lacroix	28.00
Edgar Lacroix	10.00
John Clément	17.00
Edmond Poulin	23.00
Pierre Saint-Jacques	54.00
Paul Courchesne	62.00
X. Saint-Amour	58.00
Louis Cryte	56.00
Conrad Lauriot	20.00
Francis Miljour	32.00
Norbert Mayrand	6.00
	<u>\$601.50</u>
Moins l'excédent de l'octroi :	<u>1.50</u>
Montant payé :	\$600.00

**Bénéficiaires et énergie fournie
par les barrages du lac Kenogami
et de ses lacs et rivières tributaires**

M. Duranleau (Montréal-Laurier): 1. Quelles sont les personnes, compagnies ou associations qui bénéficient des travaux d'emménagement et de régularisation des eaux du lac Kénogami et de ses lacs et rivières tributaires: *a)* par contrat avec la Commission des eaux courantes; *b)* moyennant le tarif fixé par ladite Commission?

2. Quelle force motrice est utilisée par chacune desdites personnes, compagnies ou associations?

3. Quelles redevances annuelles sont payées à la province par chacune d'elles?

4. Quel capital représentent lesdites redevances?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Quebec Pulp & Paper Mills et la Compagnie Price Brothers Ltd.; La Compagnie électrique de Chicoutimi ltée (Cette dernière toutefois n'a pas encore signé son contrat).

2. Quebec Pulp & Paper Mills, 33,500 chevaux-vapeur; Price Brothers & Co. Ltd., 38,650 chevaux-vapeur; La Compagnie électrique de Chicoutimi ltée, 3,500 chevaux-vapeur.

3. Par la Compagnie Quebec Pulp & Paper Mills: \$174,325.67; par la Compagnie Price Brothers Ltd.: \$164,643.03; par la Compagnie électrique de Chicoutimi: \$20,326.30.

4. Les sommes mentionnées ci-dessus représentent collectivement un montant plus que nécessaire pour couvrir l'intérêt, le fonds d'amortissement (période de 30 ans), le coût d'entretien et d'opération desdits barrages.

**Contrats de publicité,
d'impression et de reliure**

M. Lortie (Soulanges): 1. Quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure, depuis le 1^{er} juillet 1925?

2. Combien a-t-il payé ou avancé à chacun: *a)* pour frais d'impression et de reliure; *b)* pour frais d'annonces et de publicité; *c)* pour autres frais divers?

L'honorable M. Nicol (Compton):

	<i>a)</i>	<i>b) et c)</i>
Abeille, Enr.	\$181.79	\$230.00
Action Catholique.....		91.00
Action Française		175.00
Argus de la Presse Internationale		160.00
Association des bouchers		30.00
Association des débardeurs du port de Montréal		35.00
Association des laboureurs		200.00
Association des marchands-détaillants		5,017.50
Automobile au Canada.....		50.00
Autorité nouvelle		172.44
Association. athlétique d'amateurs nationale, Montréal.....		50.00
Barbeau, Jos.-D.	698.56	
Bédard, J.-C.	140.25	
Bégin, J.-A.	1,310.97	
Bonne fermière		145.00
British Colonial Press.....	226.00	
Brunet & Clerk	90.00	
Bulletin de la Chambre de commerce, Montréal.....		187.50
Bulletin de la Chambre de commerce française.....		200.00
Bulletin des recherches historiques		1,200.00
Bureau of Canadian Ressources Ltd.		275.00
Canada Lumberman		120.00
Canada Newspaper Company ...		500.00
Canadian Ayrshire Breeders' Association		25.00
Canadian Brotherhood of Railway Employees		200.00
Canadian Engineer.....		77.79
Canadian Institute of Mining-Metallurgy		269.17
Canadian Mining Journal		189.78
Canadian Railroader Ltd.		160.00
Canadian Society of Technical Agriculturists		10.00
Caisse centrale Desjardins de Lévis		20.00
Caron, J.-A., fils	18.00	
Caron, Mme Jos.....	3,288.15	
Cercles dramatiques de l'Université		25.00
Cercle des voyageurs de commerce de Québec.....		185.00
Chabot, Alfred	8.00	
Charrier & Dugal Ltée.....	1,978.32	
Chouinard, C.	382.40	
Chronicle Telegraph.....	17,858.94	63.55
Compagnie de Québec.....		128.40

Compagnie O. F. de feuillets mobiles.....	306.88	Legrand & Perrier.....	423.68	
Copeland-Chatterson, Ltd.....	335.82	Legal Blank Printing Co.....	479.70	
Conseil central, syndicats catholiques et nationaux.....	50.00	Lemieux, J.-P.....	204.50	
Conseil des Métiers et du Travail, Montréal.....	100.00	Librairie Beauchemin Itée.....	625.00	250.00
Commission. de l'Exposition des Trois-Rivières.....	10.00	Librairie Saint-Jean.....	4,382.24	
Demers, Jos.....	20.00	Lithographie de Québec.....	3,280.71	
Drouin, J.-P.-R.....	547.00	<i>L'Autorité</i>		46.00
Dussault & Proulx enr.....	25,399.80	<i>Le Bulletin</i>		127.00
Eagle Publishing Co.....	96.00	<i>Le Bulletin de la ferme</i>	2,174.25	3,700.00
École canadienne de Montréal.....	100.00	<i>Le Canada</i>	12,545.70	281.30
Faber, F.-N.....	918.21	<i>Le Canada français</i>		110.00
Farmers' Loan & Trust Co.....	500.00	<i>Le Devoir</i>		55.00
<i>Financial Post</i>	175.00	L'Eclaireur Itée.....	4,006.93	
Fortier, Jos.-Lté.....	1,641.18	Compagnie de L'Événement.....	7,358.82	3,688.59
Forum Printing Co.....	10.50	<i>Le Monde ouvrier</i>		100.00
Gauvin, G.-E. & Fils.....	62.50	<i>Le Moniteur du commerce</i>		30.00
Girard, Ernest.....	245.00	<i>Le Nouvelliste</i>		11.50
Granger Frères Itée.....	151.82	<i>La Patrie</i>	3,984.73	475.20
Harris Lithographing Co.....	1,199.31	La Photogravure de Québec.....	540.98	
Hone Tours Inc.....	250.00	<i>La Presse</i>		10,900.95
Huntingdon Gleaner Inc.....	159.75	<i>Le Prix courant</i>		30.00
Imperial Order, Daughters of the Empire.....	25.00	<i>Le Progrès de Hull</i>		8.48
Imprimerie Commerciale Itée.....	4,637.39	<i>Le Progrès de Valleyfield</i>	210.00	
Imprimerie Aubé.....	2,302.13	La Compagnie de publication de Lévis.....	6,046.00	
Imprimerie d'Arthabaska.....	2,559.43	La Compagnie de publication du Canada.....		18.00
Imprimerie de Rimouski.....	442.00	La Compagnie de publication du Saint-Maurice.....	824.93	18.36
Imprimerie de Roberval.....	5.72	La Cie de Publication Le Nouvelliste.....		84.00
Imprimerie d'Yamaska.....	1,278.03	<i>Le Quartier Latin</i>		46.00
Imprimerie du Messenger.....	150.00	<i>La Science moderne</i>		340.00
Imprimerie du Peuple.....	2,445.66	La Semaine commerciale limitée.....	451.30	
Imprimerie Française.....	178.39	<i>La Semaine religieuse</i>		100.00
Imprimerie Modèle.....	1,079.58	<i>La Sentinelle</i>	224.19	
Imprimerie Moderne.....	75.00	La Société canadienne d'opérette.....		20.00
Imprimerie Moderne de Hull.....	81.55	Le Soleil limitée.....	116,749.96	51.45
Imprimerie Populaire.....	84.59	<i>Le Saint-Laurent</i>		6.30
Imprimerie Royale enr.....	371.78	<i>Le Technicien</i>		12.00
Imprimerie St-Louis.....	28.00	<i>Le Terroir</i>		150.46
Imprimeur du roi.....	10.00	<i>La Tribune</i>	11,402.15	12.10
Institut des aveugles de Nazareth.....	5.00	<i>La Vie nouvelle</i>		100.00
International Press Ltd.....	100.00	Maclean Publishing Company Ltd.....		1,095.00
Imprimerie Canadienne.....	336.12	Marchand & Frères.....	669.15	
Keuffel & Esser.....	4.53	Mercantile Printing.....	912.86	
Labor's Holiday Souvenir.....	25.00	Missions Franciscaines.....		50.00
Labor's Holiday Association.....	25.00	<i>Monetary Times</i>		125.00
Lafrance, Victor enr.....	4,652.54	Montreal Envelope Co.....	214.50	
Lafrance, A.-G.....	90.87	<i>Montreal Financial Times</i>		150.00
Laflamme, A.-A.....	20.00	<i>Montreal Gazette</i>		2,032.80
Lamarche, J.-A.....	168.22	<i>Montreal Herald</i>	3,531.06	3,104.63
Lawson Lithographing & Folding Bros.....	681.53	<i>Montreal Standard</i>		3,018.00
		<i>Montreal Star</i>		430.75

<i>Montreal-Quebec Weekly Arrow</i>	75.00	
Morris, G.-F.	25.65	
Mount Royal News & Advertising	5,833.31	
National Publicity Ltd.	20,034.14	
Nault, Z.	1,778.53	
<i>Orms town Bulletin</i>	187.05	
Ostigny, Pierre	72.20	
Perreault Printing Co.	5,668.90	
Pigeon, A.-P., Itée.....	1,718.85	150.00
Poitrass, Gaudiose	12,076.33	
Poitrass, Edgar.....	50.00	
Portectographe Sales Agency	786.50	
Proulx, Gérard	75.00	
Quebec Engraving Company.....	153.60	
<i>Revue trimestrielle canadienne</i>	52.50	
Richard, Jérémie	347.09	
Rod and Gun in Canada.....	11.22	
Roy, L.-P.....	2,875.14	
Secrétariat des Syndicats		
catholiques	82.50	
<i>Sherbrooke Record</i>	18.00	
Smith Printing Co., E.-R.....	44.72	
Smith Printing Co., H.-F.....	363.33	
Société d'agriculture, section B.,		
Témiscouata	10.00	
Société d'agriculture du		
Lac-Saint-Jean.....	10.00	
Société des ingénieurs agricoles		
canadiens	20.00	
Société Saint-Jean-Baptiste de		
Limoilou.....	15.00	
Saint-Amand, S.....	73.50	
St.-Maurice Valley		
Chronicle Co., Ltd.....	172.41	89.40
Syndicat des imprimeurs du		
Saguenay	8.25	
<i>The Northern Miner</i>	300.00	
<i>The Spur</i>	100.00	
Telegraph Printing Co.	136.74	
Tremblay, Ernest	447.45	
Trépanier, Raoul	150.00	
Turcotte & Bergeron.....	105.00	
Union des commis épiciers de		
Montréal.....	212.50	
Université de Montréal	10.00	
Vincent, Elz., Inc.,	468.45	
Vincent, Jos.-E.....	1,935.29	

Adoption de Terence Francis Moore

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 ratifiant l'adoption de Terence Francis Moore et changeant

son nom en celui de Terence Francis Moore Mitchell soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Demandes de documents:

Étudiants boursiers à Paris

M. Tétreau (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Langlais), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre le département du secrétaire de la province et le docteur A.-S. Grondin ou toute autre personne, relativement aux boursiers du gouvernement à Paris.

Je ne veux pas laisser cette Chambre sous l'impression que je suis opposé à l'octroi de bourses d'études. Je sais trop que la richesse intellectuelle est la première et la plus productive des richesses, et j'ai trop conscience de la valeur de l'apport littéraire artistique et scientifique dont nous ferons profiter nos boursiers à leur retour pour ne pas désirer que le nombre en soit accru.

Je comprends que c'est le rôle de l'État de remplacer les mécènes d'autrefois et de manifester sa sollicitude à l'égard des talents dont est superbement douée notre jeunesse et, jusque maintenant, je le dis à sa louange, le gouvernement a compris la noblesse de cette mission. J'espère qu'il continuera à la remplir de manière à nous assurer une élite dont nous pourrions être fiers. Tout de même, qu'il me soit permis de vous faire quelques suggestions au sujet du choix des boursiers, du montant des bourses d'études et de l'effort des boursiers pour s'acquitter de la dette qu'ils ont contractée envers la collectivité. Je ne sais comment se fait le choix des boursiers, mais j'ai tout lieu de croire qu'il est au-dessus des mesquins intérêts politiques, et que les seules qualités morales et intellectuelles du candidat entrent en ligne de compte.

Il propose une façon différente de choisir les boursiers. Il suggère que tous les étudiants, dès leur entrée à l'université, déclarent s'ils ont l'intention ou non de demander une bourse d'études, de façon à ce

qu'une liste soit soumise au ministère de l'Instruction publique qui pourrait prendre la décision finale.

Quelle que soit la condition des parents, que ceux-ci soient riches ou pauvres ou même employés du gouvernement provincial, les mieux doués doivent être sélectionnés.

Il rappelle que les bourses du gouvernement provincial ne sont que de \$1,200, tandis que les bourses Rhodes sont de \$1,750, les bourses Rockefeller sont de \$1,700 pour les célibataires et de \$2,200 pour les hommes mariés. Il considère que les \$1,200 du gouvernement ne sont pas suffisants.

Si ceux, dit-il, qui détiennent des bourses d'études et qui séjournent en France ont contracté une dette de reconnaissance vis-à-vis de notre population, qui en paie les frais, il ne faut pas oublier qu'à part le devoir des fils pour leur mère nous avons, nous aussi, vis-à-vis de la France qui se fait l'éducatrice des peuples et de nos fils, des obligations qu'on ne saurait oublier.

Et, sans vouloir parler de choses qui ne sont pas de notre domaine, je vous demanderai, M. l'Orateur, la permission d'exprimer une opinion qui, j'en ai l'assurance, ne sera pas une opinion isolée dans cette Chambre, en faisant le vœu qu'on évite de susciter à la France, qui a été si cruellement éprouvée et qui souffre encore tant des conséquences de la guerre, des difficultés dans l'expansion de son commerce au Canada.

Elle a perdu des millions de ses fils, le nombre de ses mutilés est incalculable, les espérances qu'elle avait mises dans la victoire si chèrement payée et dans le traité de Versailles ont été déçues, et nous la retrouvons aujourd'hui chargée d'une dette écrasante.

Tous les amis de ce grand pays espèrent que le gouvernement King, qui a toujours été bien disposé à son égard, verra à ce qu'aucun traitement de défaveur ne lui soit imposé.

Cette mesure douanière dont elle est menacée serait nuisible aux consommateurs de ce pays et profitable à l'Allemagne qui saura bien introduire ici, par des voies détournées, sa marchandise.

Cette discrimination douanière, si elle était faite sans les délais raisonnables, ébranlerait la confiance de nos commerçants et créerait en France et dans ce pays, particulièrement dans le Québec, une impression pénible, et j'ai confiance que le gouvernement central n'en permettra pas l'application.

(Applaudissements)

L'honorable M. David (Terrebonne): Je remercie le député de Dorion d'avoir reconnu l'effort que nous faisons pour créer une élite à cette province. Nous vivons en pleine démocratie, et je crois que les démocraties ne sont sauvées du virus démagogique que par la formation de supériorités dans tous les domaines. Les bourses d'études à l'étranger devraient atteindre ce but, et, en les accordant, nous accomplissons un devoir. Le gouvernement a compris que de quel immense avantage serait pour nos étudiants la formation française.

On doit se rappeler que le gouvernement, ne voulant pas nommer lui-même les boursiers, a cru devoir laisser ce soin aux directeurs de notre haut enseignement, qui connaissent mieux que qui que ce soit les mieux doués de nos jeunes gens.

Il n'y a jamais eu de pression ou influence politique dans le choix des boursiers. Ils sont sélectionnés d'après leur mérite. Le député de Dorion dit que la condition des parents ne devrait pas influencer sur le choix des boursiers. Il a raison. Même si des parents peuvent, à la rigueur, faire étudier leurs fils à l'étranger, nous ne devons pas leur refuser des bourses méritées, le titre de boursier de la province de Québec procure des avantages réels. La meilleure preuve, c'est qu'un jeune homme étudiant à Paris me demandait récemment la permission de se donner pour boursier, afin de jouir du prestige que donne ce titre¹.

Quant au reste, il vaudrait peut-être mieux que les parents de ces boursiers qui sont suffisamment à l'aise fissent quelques sacrifices eux aussi si leurs enfants veulent voyager à travers la France pendant leurs vacances d'été.

En passant, je ferai une constatation. J'ai eu plusieurs entrevues avec des maîtres de la médecine française. Ceux-ci m'ont dit que nos étudiants n'étaient pas toujours suffisamment préparés pour suivre des cours en Europe. Il vaudrait mieux, semble-t-il, attendre que les étudiants - il s'agit des étudiants en médecine - aient acquis une certaine expérience pratique ou fait un internat afin de se mettre tout de suite au courant d'un certain travail professionnel qu'ils ont à faire en arrivant là-bas, avant de les envoyer en Europe. Notre système est encore jeune et il pourra sûrement être amélioré. Le gouvernement ne demandera pas mieux que de le faire.

Mon honorable ami croit que le montant de nos bourses n'est pas assez élevé. Il doit songer que nous avons actuellement 45 boursiers outre-mer et que cela représente une somme considérable. Le gouvernement ne considère pas cependant que le montant des bourses devrait être augmenté, non pas pour économiser quelques milliers de dollars, mais

pour permettre aux parents des boursiers de faire leur part. D'ailleurs, le but des bourses n'est pas de délivrer les parents de toute obligation, mais surtout d'aider l'étudiant dans la majeure partie de ses dépenses. Chaque bourse est de \$1,200. Cela représente tout de même 40,000 francs.

Le député de Dorion exprime le vœu que les étudiants de la province mettent le gouvernement au courant de leurs progrès en lui faisant parvenir certains de leurs travaux de l'année. La chose se fait déjà. Plusieurs de nos boursiers donnent des conférences sur les matières qu'ils ont étudiées et font des travaux importants. M. le docteur Grondin les recueille et nous les communique. À l'avenir, nous nous efforcerons d'étendre davantage le système, qui nous permettra de suivre les progrès de ceux que nous mettons à l'étude. C'est l'intention du gouvernement d'exiger de chacun des boursiers un rapport de ses travaux de l'année.

Pourrais-je ajouter que la plupart de nos étudiants là-bas voyagent en été et visitent la Normandie, la Bretagne et la Suisse? Ils s'arrangent pour ne pas souffrir du mal d'argent.

Pour ce qui est de la dernière partie des déclarations du député de Dorion, au sujet des relations commerciales entre le Canada et la France, la question est délicate, mais nous ferons notre possible pour que le commerce français ne souffre pas. Tous devront reconnaître que le monde a non seulement une dette de guerre, mais une dette de paix énorme envers la France. Et c'est en choisissant parmi nos meilleurs éléments les mieux doués des jeunes, pour les envoyer compléter leurs études en France, selon le programme actuellement tracé, que nous remplirons l'obligation de solder cette dette.

La proposition est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 51 constituant en corporation Congregation Chevra Mishnais Beth Jehuda;
- bill 52 constituant en corporation Congregation Shaare Tefilah;
- bill 54 constituant en corporation les Sons of Israel;

- bill 57 constituant en corporation New Beth Jehuda Synagogue;

- bill 35 modifiant la loi de l'instruction publique;

- bill 42 modifiant la loi des véhicules automobiles;

- bill 56 constituant en corporation The Ogilvie Benefit Fund Inc.;

- bill 104 concernant les biens de la succession de feu Christopher McEvoy et ceux que possède dame Anne Ephime Thomson, veuve de Christopher McEvoy, actuellement interdite pour aliénation mentale;

- bill 107 modifiant la charte de la Commission métropolitaine de Montréal.

Congregation

Chevra Mishnais Beth Jehuda

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 51 constituant en corporation Congregation Chevra Mishnais Beth Jehuda.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Congregation

Shaare Tefilah

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 52 constituant en corporation Congregation Shaare Tefilah.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Sons of Israel

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 54 constituant en corporation les Sons of Israel.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

New Beth Jehuda

Synagogue

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 57 constituant en corporation New Beth Jehuda Synagogue.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi de l'instruction publique

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 35 modifiant la loi de l'instruction publique.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi des véhicules automobiles

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 42 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

The Ogilvie Benefit Fund Inc.

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 56 constituant en corporation The Ogilvie Benefit Fund Inc.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession Christopher McEvoy

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 104 concernant les biens de la succession de feu Christopher McEvoy et ceux que possède dame Anne Ephime Thomson, veuve de Christopher McEvoy, actuellement interdite pour aliénation mentale.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Commission métropolitaine de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 modifiant la charte de la Commission métropolitaine de Montréal.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Construction de chemins

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 38 autorisant les municipalités à contribuer à la construction de certains chemins en dehors de leurs limites.

Adopté.

En comité:

L'article 1 est adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose un amendement étendant la portée du bill aux municipalités de comtés.

Le comité étudie le premier paragraphe de l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Le conseil de toute municipalité, de quelque manière qu'elle soit constituée et quelle que soit la loi qui la régit, peut adopter un règlement aux fins de contribuer à la construction de chemins en dehors des limites de la municipalité à même ses fonds généraux ou au moyen d'un emprunt."

Ce paragraphe est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. Le conseil de toute municipalité, locale ou de comté, de quelque manière qu'elle soit constituée et quelle que soit la loi qui la régit, peut adopter un règlement aux fins de contribuer à la construction de chemins ou de ponts en dehors des limites de la municipalité à même ses fonds généraux ou au moyen d'un emprunt."

L'article 2 ainsi amendé est adopté.

Les articles 3 à 4 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi électorale

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 12 modifiant la loi électorale de Québec.

Adopté.

En comité:

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Le pouvoir de modifier les listes électorales n'a pas été un succès. Il y a eu des abus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les abus se sont produits dans les villes, mais, dans les campagnes, ça a été un succès. Dans le cas actuel, il s'agit de donner le droit de vote aux personnes qui se trouvent dans des territoires non organisés et il n'est pas juste de défranchiser.

M. Langlais (Témiscouata): On devrait s'en tenir à la loi actuelle qui permet à ces personnes de se faire inscrire sur la liste électorale de la municipalité voisine.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 et propose d'y ajouter le paragraphe 13 qui se lit comme suit:

"13. Êtes-vous déjà inscrit sur une liste électorale?"

Le paragraphe 13 est adopté.

L'article 3 ainsi amendé est adopté.

Les articles 4 à 12 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Adoption de Terence Francis Moore

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 122 ratifiant l'adoption de Terence Francis Moore et changeant son nom en celui de Terence Francis Moore Mitchell.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Amendement de la loi municipale et de la loi des cités et villes

M. Plante (Beauharnois), appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), présente la motion suivante:

Attendu que plusieurs compagnies industrielles dans cette province jouissent d'un régime de faveur en vertu de règlements de commutation de taxes qui sont votés ouvertement par la majorité des contribuables en nombre et en valeur;

Attendu que la pression et l'influence indues qu'exercent souvent les compagnies lors de la votation de ces règlements de commutation engendrent des abus et de la discrimination dans l'imposition des taxes municipales;

Attendu que la votation de ces règlements n'est pas toujours l'expression libre des électeurs;

Cette Chambre émet le vœu que notre loi municipale et la loi des cités et villes soient amendées de manière que le vote des règlements d'exemption de commutation de taxes soit, à l'avenir, pris au scrutin secret.

Ma motion sur l'ordre du jour répond à un besoin né du développement considérable auquel l'exploitation de nos ressources naturelles, principalement le harnachement de nos chutes d'eau et qui produit la force motrice et alimente la grande industrie de la pulpe et du papier, a donné lieu.

Dans notre âge de démocratie ou gouvernement du peuple et pour le peuple, il me semble que le vote au scrutin ouvert, tel qu'il se pratique actuellement dans nos municipalités chaque fois qu'une industrie veut obtenir un régime de faveur au point de vue de l'imposition des taxes municipales et scolaires, est une anomalie.

On sait généralement ce qui se passe en pratique dans la votation des règlements d'exemption ou de commutation de taxes au bénéfice des industries dans nos cités et villes. Ces compagnies sont puissantes, jouissent d'une grande influence et, nécessairement, exercent une pression directe ou indirecte sur les contribuables qui sont appelés à voter pour ou contre des règlements où elles sont intéressées. Tantôt c'est le contribuable lui-même, tantôt ce sont ses enfants qui sont à l'emploi de l'industrie qui demande l'expression libre des électeurs sur le mérite de l'un de ses règlements d'exemption ou de commutation de taxes, et l'on voit d'ici que cette expression ne peut pas être libre dans la vraie acception du mot. On s'abstient de voter ou souvent l'on vote sous l'effet de la gêne, de la contrainte et même quelquefois de l'intimidation.

En effet, il suffit que le gérant ou quelques-uns des directeurs de ces grandes compagnies viennent s'asseoir aux côtés du greffier qui préside à ces votations de règlements pour que l'on s'explique immédiatement que le vote donné dans des conditions semblables n'est pas la libre expression des électeurs.

Quant au mécanisme qui assurerait le bon fonctionnement de cette loi que je suggère, je n'ai pas de doute que les officiers en loi du département du procureur général sauraient en trouver la solution. D'ailleurs, l'économie de la loi du Code municipal des cités et villes et de la loi électorale y pourvoit déjà dans une mesure quasi complète, et tous les articles contenus dans le Code municipal aux articles 272 et suivants, dans la loi des cités et villes que nous trouvons aux statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 102, article 270 et suivants, et dans la loi électorale, statuts refondus, 1925, chapitre 4, article 241 et suivants qui assurent le secret du vote pourraient s'appliquer *mutatis mutandis* à la loi que je propose.

Les articles 372 et suivants du Code municipal décrètent et règlent le mode de votation à vote ouvert des règlements municipaux pour exemption et commutation de taxes. Les autres articles se lisent comme suit:

Loi des cités et villes

Article 270: "Les candidats, officiers d'élection, agents ou représentants de candidat qui sont de service dans un bureau de votation, doivent garder et aider à garder le secret du vote à ce bureau, et aucun d'eux ne doit, avant la clôture du scrutin, faire connaître à qui que ce soit qu'un électeur inscrit a ou n'a pas voté ou demandé à voter à ce bureau."

Article 274: "Nul candidat, officier d'élection, agent ou autre personne ne doit communiquer à qui que ce soit et à quelque époque que ce soit des renseignements qu'il a obtenus, dans l'intérieur du bureau de votation, au sujet du nom du candidat en faveur de qui un électeur se propose de voter ou a voté." (*Statuts refondus de la province de Québec*, 1925, vol. II, chapitre 102, loi concernant les cités et villes, page 1406)

On rencontre les mêmes dispositions dans la loi électorale de cette province.

Article 241: "L'un des agents de chaque candidat ou, en l'absence d'agent, l'un des électeurs qui représentent ce candidat doit, lorsqu'il est admis à se tenir dans la salle du scrutin, prêter serment, suivant la formule 19, de tenir secret le nom des candidats en faveur de qui les votants marqueront leur bulletin de vote en sa présence." (*Statuts refondus de la province de Québec*, 1925, vol. I, chapitre 4, loi électorale de Québec, page 286)

Article 258: "Les votes sont donnés au scrutin secret. S. R. Q. 1909), 341, partie." (*Statuts refondus de la province de Québec*, 1925, vol. I, chapitre 4, loi électorale de Québec, page 291)

Article 264: "À la demande de tout votant qui ne sait pas lire ou qui, pour cause de cécité ou d'une autre infirmité corporelle, est incapable de voter de la manière prescrite par la présente loi, le sous-officier rapporteur doit, en la seule présence des agents assermentés ou des électeurs assermentés qui représentent les candidats dans le bureau, aider ce votant à marquer ce bulletin suivant que le votant le requiert.

"Toutefois, le sous-officier rapporteur doit, avant de lui permettre de voter, exiger du votant qui lui fait cette demande, qu'il atteste, par serment suivant la formule 23, son incapacité à voter sans cette aide.

"Lorsqu'un votant a fait marquer son bulletin, il en est fait mention au registre du scrutin, en regard de son nom et, en sus des inscriptions qu'exige l'article 268, il y est aussi fait mention de la raison pour laquelle le sous-officier rapporteur a marqué ce bulletin, S. R. Q. (1909) 346." (*Statuts refondus de la province de Québec*, 1925, vol. I., chapitre 4, loi électorale de Québec, pages 292-293)

Je crois que cette mesure est opportune, répond aux vœux de la démocratie bien entendue et que le moment est arrivé où l'on doit accorder au contribuable cette mesure de justice dans l'exercice de son droit de vote au point de vue municipal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) admet le bien-fondé de la demande du député de Beauharnois, mais comment remédier à l'inconvénient qu'il signale?

Je remarque que le député de Beauharnois ne fait qu'émettre un vœu. Il aurait bien pu demander un amendement à la loi et nous dire quel moyen il entendrait prendre pour obtenir le secret. La difficulté vient d'un point qui me paraît insoluble: comment faire entrer la propriété au scrutin secret, dans un vote en nombre et en valeur? Peut-être pourrait-on tenir deux scrutins: l'un secret, de tous les contribuables, l'autre ouvert, des propriétaires seulement, en tenant compte de la valeur. Mon honorable ami nous laisse la solution. Je lui sais gré de la confiance qu'il nous montre ainsi, mais nous l'invitons à se joindre à nous pour découvrir la solution. Nous y avons pensé et n'avons pas réussi à vaincre l'obstacle. Il faudra toujours inscrire la valeur dans un cahier ou document quelconque.

Serait-il possible, toutefois, d'amender la loi de sorte que la votation du nombre ait lieu d'abord, avant la déclaration de la valeur? Si le nombre, par exemple, était contre une exemption de taxes, la question serait réglée tout de suite et on n'en parlerait plus; si au contraire le nombre était favorable à l'exemption, on aurait la déclaration de la valeur, avec tout le secret possible. Cependant, ce n'est pas une solution complète, et j'invite nos amis à chercher avec nous.

Il demande au député de Beauharnois d'étudier la question et de présenter un projet de loi à la prochaine session au lieu de se contenter d'émettre un vœu.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) ajoute que la loi générale devrait être rigoureusement appliquée en matière d'exemption et de commutation de taxes, principalement quant il s'agit de taxes scolaires. Nos municipalités ont besoin de tous leurs revenus.

La motion est adoptée.

Demandes de documents:

Sainte-Rose-du-Déglé et la Rivière-du-Loup-Edmundston

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement de cette

province et aucun de ses départements et la corporation de Sainte-Rose-du-Déglé, dans le comté de Témiscouata, ou ses officiers, au sujet du paiement par cette municipalité de sa quote-part du coût de la route régionale Rivière-du-Loup-Edmundston, dans les limites de son territoire.

Adopté.

Barrage du lac Témiscouata et tributaires

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement de cette province ou ses employés et le gouvernement du Nouveau-Brunswick ou la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick, au sujet du barrage du lac Témiscouata et tributaires, depuis la passation de la loi au même sujet lors de la dernière session de ce Parlement.

Adopté.

Rapport de F. W. Perras pour travaux faits dans le canton Wright

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Duranleau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie du rapport fait au gouvernement par F. W. Perras, pour travaux faits en 1924 dans le chemin de front, vis-à-vis les lots 44 et 45 du rang C du canton Wright.

Adopté.

Lots 42 et 43 du rang 2 du canton Dalquier

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Duranleau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, rapport, etc., entre le gouvernement ou le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries et le docteur Avila Sylvestre, Antonio Lafleur et toute autre personne, depuis 1924, au sujet des lots 42 et 43 du rang 2 du canton Dalquier.

Adopté.

Construction d'un pont sur le ruisseau Chevalier, Maskinongé

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tout document, correspondance, etc., entre le gouvernement et toute personne, depuis 1924, concernant la construction d'un pont sur le ruisseau Chevalier, dans le grand rang de la paroisse de Saint-Léon, comté Maskinongé.

Adopté.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 7 h 30

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le rapport du département, annuel, financier et statistique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes, sujet au rapport des inspecteurs, arrêté ministériel 759 du 2 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement

(provenant autrefois du Fonds des écoles élémentaires \$250,000), pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Académie de musique de Québec, S. R. Q., 1925, chapitre 139, article 2: Bourses aux étudiants pour compléter leurs études musicales en Europe. Paiement sujet à un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles du soir et écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Monument national, Montréal, sous le contrôle de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal; paiement sujet à un arrêté ministériel et aux conditions de l'arrêté ministériel no 187 du 29 mai 1896, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil des arts et manufactures, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal, 12 George V, chapitre 55, section 12, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Dufresne (Joliette): Nous voudrions avoir des renseignements sur ces modèles.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce sont des modèles des plus grands musées du monde.

M. Plante (Beauharnois): Sont-ils tous convenables?

L'honorable M. David (Terrebonne): Le député de Beauharnois n'en concevrait que de l'admiration, car il a de l'éducation.

M. Dufresne (Joliette): Ceux qui se sont scandalisés n'avaient donc pas d'éducation?

L'honorable M. David (Terrebonne): Je ne dis pas cela pour eux, car ils étaient pas allés voir les modèles en question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je crois qu'il y aurait des réformes à faire.

L'honorable M. David (Terrebonne): Dans un journal très catholique de cette province...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel journal?

L'honorable M. David (Terrebonne): *L'Action catholique*... Dans ce journal, je lisais il y a quelque temps: "...La Vénus de Médicis, au milieu d'une douzaine de polissons en plâtre, sans feuille de vigne ou d'acanthé".

Or, la Vénus de Médicis en question a été transportée ailleurs depuis des années, preuve qu'on n'a pas vu. Quant aux polissons en plâtre, ce sont des statues copiées des grands musées d'Europe. Il y a, par exemple, "Adolescent suppliant", du Musée de Berlin, exposé à la vue de milliers de personnes chaque année; "Joueur de flûte", du Musée de Louvre; quatre Nymphes, de Jean Goujou... Est-ce que le député de Joliette a déjà visité ces monuments? (Rires)... "Le Mercure", du Musée de Naples; "Apollon", Musée de Londres; "Vénus", Musée de Londres; le "cardinal La Rochefoucault"...

M. Dufresne (Joliette): On a bien toujours des choses à apprendre.

L'honorable M. David (Terrebonne): En effet, et c'est le jour où j'ai voulu apprendre que j'ai constaté que je ne savais rien. Je souhaite ce jour au député de Joliette. Je continue la liste: "Torse d'Apollon", Musée d'Athènes; "Apollon", Musée du Vatican; "Vénus d'Arles", Musée d'Arles; "L'Enfant et l'Oie"... Je laisse au député de Joliette le choix entre l'enfant et l'oie...

M. Dufresne (Joliette): L'honorable ministre devrait attendre, pour donner ces noms, que les députés soient icitte.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est vrai, mais, comme ils ne sont pas "icitte", je fais ce que je dois.

Je continue: "Diane", de Houdon; "Le cardinal Richelieu", du Musée de Berlin; "Jeune homme devant un cheval, attachant des talonnières", "Frisés du Parthénon", "Deux chapiteaux"... Telles sont les œuvres qui se trouvent dans le couloir de l'École.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Aura-t-on un Bacchus pour illustrer les bienfaits de la Commission des liqueurs?

L'honorable M. David (Terrebonne): La coïncidence est heureuse. Si vous voulez bien m'accompagner un de ces jours à l'École, vous y verrez comment un jeune homme de 28 ans comprend la Commission. Il sculpte un magnifique Bacchus, qui semble heureux de voir que, chez nous, on peut user du produit de la vigne sans commettre d'excès.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
12. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau des statistiques de Québec, S. R. Q., 1925, chapitre 18, articles 30-37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent soixante-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles, et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin (y compris \$500 pour inspection), pour Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts: livres de récompenses, reliure, etc., \$15,000; littérature, \$7,500; beaux-arts, \$7,500, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la *Gazette officielle de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Royal Military College of Canada Rifle Association, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le docteur S. P. Robins, principal, retraité de l'école normale McGill, allocation annuelle en vertu de l'arrêté ministériel no 800 du 21 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le directeur de bourses pour aider les élèves gradués à suivre les cours additionnels en Europe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conservatoire Lasalle de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution de statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Charte de Montréal

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthierville: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de colonisation en général, département de la Colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pêche et chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour services d'enregistrement, (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien de parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licences de pêche et chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, 2 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTE

1. Dans *Le Devoir*, on donne une version un peu différente: "Le gouvernement tient compte de la fortune de la famille des boursiers. Il est des étudiants méritants qui n'ont pu obtenir de bourse parce que l'on considérait que leur famille pouvait les envoyer en Europe à leurs frais."

Séance du vendredi 12 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 2 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 37 concernant les affaires municipales;
- bill 160 modifiant l'article 524 de la loi des cités et villes;
- bill 120 autorisant le conseil municipal de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge à accorder une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la St. Regis Paper Company of Canada Limited, pendant une période d'années.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements le bill suivant:

- bill 109 constituant en corporation la ville de Château-d'Eau.

M. Daniel (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Le bill 144 modifiant la loi concernant les voitures d'hiver a été rejeté.

Exemptions de taxes municipales

M. Létourneau (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 162 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Yvon Lepage, employé du gouvernement**

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. M. Yvon Lepage est-il employé par le gouvernement?

2. Si oui, pour quelles fonctions?

3. Est-il aussi employé par la Commission des liqueurs?

4. Si oui, quel est son emploi?

5. A-t-il agi aussi comme huissier pour la Commission des liqueurs?

6. Si oui, quel montant la Commission a-t-elle retiré des honoraires de M. Lepage depuis le 1^{er} janvier 1925?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Non.

2. ...

3. Oui.

4. Comme constable.

5. Non.

6. ...

Revenus des registrateurs de Berthier, Saint-Hyacinthe, Terrebonne et Joliette

M. Dufresne (Joliette): Quel a été le revenu de chacun des registrateurs de la province pour Berthier, Saint-Hyacinthe, Terrebonne, Joliette, pour les années 1924 et 1925?

L'honorable M. Nicol (Compton): (Voir la liste ci-dessous).

	Revenu net	
	1924	1925
<i>Berthier :</i>		
J.-A. Lafrenière.....	\$2,433.57	\$1,497.75
S. Lafrenière		215.76
<i>Saint-Hyacinthe :</i>		
J. Bissonnet.....	2,330.47	2,450.09
<i>Terrebonne :</i>		
J.-A. Théberge	8,368.38	7,542.79
<i>Joliette :</i>		
J.-A. Guibault	3,182.00	2,742.50

Municipalités poursuivies au sujet de travaux de voirie

M. Dufresne (Joliette): 1. Depuis la réponse du 19 janvier 1926, y a-t-il des municipalités poursuivies au sujet des travaux de voirie qui ont réglé avec le gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées?

3. Pour quelle somme a été réglée l'action dans chacun des cas?

4. Quelles sont les municipalités qui ont actuellement payé cette somme?

5. Quelles sont celles qui s'en acquittent par versements et quel versement est exigé dans chacun des cas?

6. Qu'a coûté chacune de ces actions ou poursuites en frais de cour ou autres: *a)* à la municipalité intéressée; *b)* au gouvernement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1.

Oui.

2 et 3. Paroisse de Sainte-Victoire, comté de Richelieu; paiera l'intérêt le 1^{er} décembre de chaque année sur une somme de \$23,026.92, au taux de 3 % par an à partir du 1^{er} décembre 1922 jusqu'au 1^{er} avril 1925, et au taux de 2 % par an à compter du 1^{er} avril 1925 jusqu'au 1^{er} décembre 1963; paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu, comté de Richelieu: \$1,472.19.

4. Paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu.

5. Aucune.

6. *a)* Paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu: \$115.40; *b)* paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu: \$130.00; paroisse de Sainte-Victoire: \$1,312.48.

Poursuites entreprises au sujet de travaux de voirie

M. Dufresne (Joliette): Depuis la réponse du 19 janvier 1926, le gouvernement a-t-il poursuivi d'autres municipalités de la province au sujet de travaux de voirie?

2. Dans l'affirmative, combien?

3. Quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées?

4. Quand chacune de ces poursuites a-t-elle été intentée?

5. Pour quel montant dans chacune d'elles?

6. Où en est le gouvernement dans chacune de ces poursuites?

7. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer les procédures et d'exiger le paiement total des sommes qu'il réclame?

8. Depuis la réponse du 19 janvier 1926, le gouvernement a-t-il fait envoyer à d'autres municipalités des lettres d'avocats au sujet de travaux de voirie?

9. Dans l'affirmative, à combien?

10. Quelles sont ces municipalités et dans quels comtés sont-elles situées?

11. Quel est le montant de la réclamation dans chacun des cas?

12. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer ses réclamations?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1.

Oui.

2. Une.

3, 4, 5 et 6. Paroisse de Saint-Pierre-et-Saint-Paul de la Baie-Saint-Paul, comté de Charlevoix; 2 février 1926; \$17,502.10; bref rapporté.

7. Oui.

8. Oui.

9. Une.

10 et 11. Canton de Wickham, comté de Drummond; \$1,244.76.

12. Oui.

Intérêts payés par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins

M. Renaud (Laval): 1. Depuis la réponse du 19 janvier 1926, combien de municipalités dans la province ont payé leurs intérêts échus: *a)* le 1^{er} décembre 1922; *b)* le 1^{er} décembre 1923; *c)* le 1^{er} décembre 1924; *d)* le 1^{er} décembre 1925, en vertu de la loi des bons chemins?

2. Quels sont les noms et les comtés de ces municipalités?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1.

Intérêts échus: *a)* 1^{er} décembre 1922, 1; *b)* 1^{er} décembre 1923, 2; *c)* 1^{er} décembre 1924, 4; *d)* 1^{er} décembre 1925, 124.

2. Abitibi: canton de La Sarre. Argenteuil: paroisse de Saint-Jérusalem; canton de Chatham. Arthabaska: canton de Warwick. Bagot: paroisse de Saint-Hughes-de-Ramesay; village de Saint-Hughes; paroisse de Saint-Éphrem-d'Upton. Beauce: ville de Beauceville; canton de Shenley. Beauharnois: paroisse de Saint-Clément. Berthier: ville de Berthier; paroisse Saint-Norbert. Bonaventure: paroisse de Saint-Siméon. Brome: canton de Farnham-Est; corporation de Bolton-Ouest. Chambly: paroisse de Saint-Bruno-de-Montarville; paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly; village de

Greenfield Park. Champlain: paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan. Châteauguay: paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown; paroisse Sainte-Martine; paroisse Saint-Antoine-Abbé-Est. Chicoutimi: ville de Jonquières; village de Kénogami; paroisse de Alexis-de-la-Grande-Baie. Compton: canton Auckland; canton de Ditton; canton de Lingwick; canton Eaton; paroisse de Saint-Venant-de-Hereford. Deux-Montagnes: paroisse de Saint-Augustin; village de Saint-Benoît; paroisse de Saint-Hermas; paroisse de Saint-Joseph-du-Lac. Dorchester: canton de Watford-Ouest; paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne; paroisse de Sainte-Justine. Drummond: paroisse de Saint-Germain-de-Grantham; ville de Drummondville; ville de Durham-Sud; canton de Wickham. Frontenac: paroisse de Saint-Évariste-de-Forsyth. Hull: village de Gracefield. Iberville: paroisse de Saint-Georges-de-Henryville; ville d'Iberville. Joliette: paroisse Sainte-Béatrice; paroisse Sainte-Émélie-de-l'Énergie. Kamouraska: paroisse de Saint-Pascal. Labelle: village de Mont-Laurier. Lac-Saint-Jean: paroisse de Saint-Jérôme; paroisse de Saint-Joseph-d'Alma; paroisse de Saint-Gédéon; paroisse de Notre-Dame-de-la-Doré; village de Val-Jalbert; canton Delisle; village de Saint-Cœur-de-Marie. L'Assomption: paroisse de L'Assomption. Laval: paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies; paroisse de Sainte-Dorothée; paroisse de Saint-François-de-Sales. Lévis: cité de Lévis; paroisse de Saint-Télesphore. L'Islet: paroisse de L'Islet; village de Bon-Secours; paroisse de Sainte-Perpétue. Lotbinière: ville de Saint-Agapitville; paroisse de Saint-Flavien; paroisse de Saint-Sylvestre-de-Beaurivage; paroisse de Saint-Édouard-de-Lotbinière; paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage; village de Francœur. Maskinongé: paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup. Matapédia: village de Saint-Joseph-Benoît-Labre-d'Amqui. Mégantic: village de Robertsonville. Missisquoi: ville de Bedford; corporation de Stanbridge Station. Montmorency: paroisse de Saint-Joachim; paroisse de Saint-Laurent, I.-O. Napierville-Laprairie: paroisse de Saint-Constant; paroisse de Saint-Mathieu; paroisse de Laprairie; paroisse de Saint-Rémi-de-la-Salle; paroisse de Saint-Édouard-de-Saint-Georges; paroisse de Saint-Cyprien-de-Léry; village de Saint-Rémi; paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington. Nicolet: paroisse de Saint-Léonard; ville de Nicolet. Papineau: paroisse du Cœur-Très-Pur-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie-de-Plaisance; village de Chênaville; village de Saint-André-Avellin. Pontiac: village de Campbell's Bay. Portneuf: paroisse de Saint-Charles-de-Grondines.

Québec: paroisse Saint-Félix-du-Cap-Rouge; paroisse de Saint-Ambroise-de-la Jeune-Lorette; ville de Courville; village de Beauport, canton uni de Stoneham-et-Tewkesbury. Richelieu: paroisse de Saint-Roch; paroisse de Saint-Ours; ville de Saint-Ours, cité de Sorel. Richmond: canton de Saint-Georges-de-Windsor. Rouville: paroisse de Saint-Mathias. Saguenay: corporation Les Escoumains. Shefford: canton Shefford; la partie sud du canton Ely; canton Granby, ville de Waterloo. Sherbrooke: corporation de Rock Forest. Stanstead: canton de Barford. Saint-Maurice: paroisse de Saint-Barnabé; paroisse de Trois-Rivières. Terrebonne: paroisse de Sainte-Thérèse; paroisse de Saint-Janvier; ville de Saint-Jérôme; paroisse de Saint-Sauveur; paroisse de Saint-Joseph-du-Mont-Rolland. Vaudreuil: ville de Rigaud; paroisse de Sainte-Marthe. Verchères: paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue. Wolfe: canton de Garthby. Yamaska: village de Saint-Guillaume; village de Pierreville.

Charte de Montréal

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une troisième fois.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) veut que la ville, au lieu de permettre au tramway de traverser la montagne, établisse de nouveaux terrains de jeux pour les enfants, dans tous les quartiers. D'une façon générale, les parents ne voudront jamais permettre à leurs enfants d'aller à la montagne sans surveillance. Ce qu'il faut, ce sont des terrains de jeux dans tous les quartiers, afin que les enfants puissent se recréer à proximité du domicile familial. À cette fin, la ville pourrait obtenir les cours d'école et les aménager convenablement. La dépense ne serait pas considérable. Il faudrait toutefois établir une surveillance pour que les parents n'aient aucune inquiétude.

Il ne croit pas que la majorité des citoyens de Montréal soient favorables au tramway de la montagne. N'est-ce pas simplement un cadeau que la ville fait à la Compagnie des tramways en lui permettant d'établir une voie à travers le parc Mont-Royal? En définitive, ce sont les citoyens de Montréal qui paieront les frais, la Compagnie des tramways étant assurée, de par sa charte, de ne jamais rien perdre. Le tramway va enlaidir le parc Mont-Royal et est sans aucun avantage pour les citoyens de Montréal.

Un grand nombre d'ouvriers s'opposent à ce projet, et plusieurs citoyens proposent que la ville emploie l'argent destiné au chemin en question à défrayer les dépenses de gymnases scolaires que l'on établirait dans les écoles de Montréal.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Le sentiment est en effet très partagé sur l'opportunité de cette voie. On se demande si la ville ne va pas faire les travaux préliminaires pour laisser passer ensuite une voie de tramways. Si on permet aux voitures de la Compagnie de tramways de passer là, il faudra amender les règlements pour donner la même permission aux automobiles, à qui on défend l'accès de la montagne.

Un autre privilège que demande Montréal et qui doit être considéré avec attention, c'est le permis d'emprunter \$200,000 sans référendum pour la construction d'un local devant servir de Cour des jeunes délinquants. Au comité, l'autre jour, je me suis opposé à ce que l'on oblige la ville à dépenser \$200,000 pour fournir un local à ce tribunal. Ce n'est pas que je sois opposé à ce que ce tribunal soit mieux logé; bien au contraire, je reconnais que le local actuel est absolument insuffisant, et à tous les points de vue. J'ai constaté personnellement combien le local que l'on utilise présentement est insuffisant, et je m'étonne que le gouvernement ne l'ait pas constaté avant ce jour. Mais, puisque l'on veut améliorer le local, je demanderais que le gouvernement fit sa part dans les travaux de construction. Ils coûteront cher, et il se peut que \$200,000 soient insuffisants.

Il aimerait corriger une mauvaise impression donnée par certains articles qui ont paru dans des journaux de Montréal.

La Cour des jeunes délinquants rend de grands services pour la préservation des jeunes qui ont commis une première erreur. Il faut l'aider à accomplir son œuvre. L'an dernier, 1,941 personnes ont comparu en Cour des jeunes délinquants. Le président de ce tribunal, usant de la discrétion qui lui est donnée sous ce rapport, a condamné 150 adultes à des peines diverses. On voit par là l'importance de la Cour des jeunes délinquants. Il est devenu de toute nécessité de la loger mieux qu'elle ne l'est actuellement.

Mais c'est une cour provinciale et le gouvernement devrait en supporter tous les frais. Le premier ministre prétend que, par sa charte, Montréal est tenue de fournir un local à ce tribunal. Je ne trouve rien de tel dans la charte. Montréal pourrait peut-être contribuer au coût de construction d'un nouvel immeuble, mais il faudrait d'abord que les contribuables soient consultés. Il n'y aurait aucun

risque à faire cette consultation, car les citoyens sont généralement favorables à la Cour des jeunes délinquants. Je ne crois pas, cependant, qu'une somme de \$200,000 soit suffisante pour construire l'édifice qu'il faut. C'est une raison de plus pour que le gouvernement fasse sa part.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous avons de bonnes raisons pour penser que \$200,000 suffiront à construire un local très convenable. Ce serait insensé d'insister pour que la ville de Montréal tienne un référendum au sujet d'un prêt de \$200,000 quand ce référendum coûterait à lui seul environ \$50,000.

Quant à la contribution du gouvernement, a-t-on songé qu'il n'y est nullement obligé et que, en outre, il encourt des dépenses considérables, chaque année, pour le fonctionnement de la Cour des jeunes délinquants? D'aucuns nous suggèrent d'utiliser les cours ordinaires. Ce ne serait pas moral. Les tout jeunes qui ont commis des fautes ne doivent pas être entraînés parmi les criminels endurcis. À leur âge, il est possible encore de s'amender, et une bonne direction, des conseils sont plus efficaces, bien souvent, que de sévères corrections.

M. Tétreau (Montréal-Dorion) et M. Renaud (Laval) se plaignent du coût élevé des pavages dans les banlieues de la métropole. Ils considèrent que la Législature aurait dû prendre la responsabilité de régler cette question. Si un problème se pose aujourd'hui, n'est-ce pas dû justement à la Législature?

M. Renaud (Laval), soutenant M. Tétreau (Montréal-Dorion), rappelle à la Chambre que le gouvernement a, l'an passé, laissé à la ville le soin de déterminer un coût de pavages de \$2 ou de \$5, pour ensuite décider que, faute d'action, il allait s'en occuper lui-même. Cette question devrait donc avoir été réglée d'emblée, sans crainte d'empiéter sur l'autonomie de Montréal. Étant donné l'état des choses et compte tenu de l'exécutif actuel de la ville, les choses n'avanceront jamais. La Législature commet une grave injustice envers les petits propriétaires en ne prenant pas la responsabilité qui lui revient. Il est absolument injuste que le coût des pavages soit porté par les propriétaires riverains. Ainsi, le propriétaire d'un immeuble ayant 20 pieds de façade, mais rapportant, dans le cas d'appartements par exemple, \$5,000 ou \$10,000 par année, paiera moins cher que le petit propriétaire de Rosemont dont la maison construite sur une façade de 50 pieds rapporte à peine un millier de dollars.

La Législature n'a pas voulu prendre, cette année, la responsabilité qui lui revient; elle sera forcée d'agir l'année prochaine ou dans deux ans.

La proposition est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Montreal Tunnel & Terminal Company

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 83 constituant en corporation la Montreal Tunnel & Terminal Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement au titre. L'amendement au titre est lu deux fois et adopté.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Résolutions de Trois-Rivières

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 91 ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil de la cité des Trois-Rivières et par les commissaires d'écoles de ladite cité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Mercier (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemin de la Côte-des-Neiges, à Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 79 concernant le chemin de la Côte-des-Neiges, à Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville d'Arvida

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 117 constituant en corporation la cité d'Arvida.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) fait ajouter un amendement relativement au contrôle du Service d'hygiène provincial sur la construction, les services d'aqueduc, les égouts, etc.

Les articles 1 à 28 sont adoptés.

Le comité propose d'ajouter l'article 29a qui se lit comme suit:

"29a. Nonobstant toute loi à ce contraire, le conseil de la municipalité de la cité d'Arvida doit soumettre au secrétaire de la province, pour approbation par le directeur du Service provincial d'hygiène, tout projet de développement dans les limites de la municipalité, comprenant:

"1. Le plan général dudit développement indiquant le lotissement des terrains, la situation des parcs, terrains de jeux, places publiques et espaces libres;

"2. Les plans spéciaux des zones commerciales, industrielles, d'habitation et autres;

"3. Les plans des systèmes d'aqueduc, d'égout et d'éclairage;

"4. Les plans types des maisons d'habitation, des édifices publics et leurs dépendances.

Ces plans devront être exécutés tels qu'approuvés, sous la surveillance générale des officiers du Service provincial d'hygiène."

Le nouvel article 29a est adopté.

Les articles 30 à 34 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 35 qui se lit comme suit:

"35. L'article suivant est ajouté pour la cité d'Arvida après l'article 123 de la loi des cités et villes:

"123a. Nonobstant les dispositions de l'article 123, un aubain peut être nommé à la charge de gérant et l'occuper."

M. Duranleau (Montréal-Laurier) suggère que l'on biffe l'article du bill qui porte qu'un aubain pourra être le gérant de la ville.

L'article 35 est adopté.

Les articles 36 à 69 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Époque de la tenue des élections

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 modifiant le Code municipal relativement à l'époque de la tenue des élections soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
La raison du changement est que, durant janvier, une foule de contribuables sont dans les bois, employés pour les fins de l'industrie forestière. Le mois de mai serait plus favorable, car les travailleurs forestiers seraient tous chez eux.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Construction d'un pont sur le ruisseau Chevalier, Maskinongé

M. Duranleau (Montréal-Laurier)¹ revient sur la motion suivante, qu'il a présentée le 11 mars courant: qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tout document, correspondance, etc., entre le gouvernement et toute personne, depuis 1924, concernant la construction d'un pont sur le ruisseau Chevalier, dans le grand rang de la paroisse de Saint-Léon, comté Maskinongé.

Il s'agit d'un conflit regrettable entre le gouvernement et un groupe important de contribuables de la municipalité de Saint-Léon de Maskinongé à propos d'un pont qui a été construit dans le grand rang, sur le ruisseau Chevalier.

Voici les représentations qui m'ont été faites. Au mois de décembre 1924, le conseil de la municipalité de Saint-Léon commence la procédure en vue d'obtenir un octroi pour la construction du pont. Dans le cours de l'hiver 1925, le conseil demande des soumissions pour la construction du pont.

À MM. Gauthier et Julien, les plus bas soumissionnaires, fut accordé le contrat au prix de \$10,640. Le gouvernement s'est engagé à payer 60 %.

Le pont fut construit dans le cours de l'été 1925. À la demande du conseil, le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) envoya l'ingénieur Lavigne examiner le pont.

M. Lavigne déclare le pont construit conformément aux plans et devis et recommande au conseil de Saint-Léon de payer les entrepreneurs, ce qui fut fait par une résolution du conseil. Mais les principaux intéressés, les contribuables du "grand rang", appelés à payer leur part, s'y opposèrent, prétendant que le pont n'était pas suivant plans et devis. Le conseil maintient son attitude et paya, malgré le protêt qu'il avait reçu des contribuables du grand rang. L'ingénieur Lavigne retourna à Saint-Léon pour régler ces différends.

Il ne réussit pas, parce que ces prétentions sont contredites par l'ingénieur des intéressés, M. Bourgeois, des Trois-Rivières, qui dit, dans une lettre en date du 7 janvier, que le pont n'a pas été construit suivant plans et devis. Les intéressés prétendent que le gouvernement a fait des modifications sans le consentement du conseil. L'ingénieur des intéressés

dit, après son examen du pont, le 24 novembre 1925, et le 13 décembre, qu'il est en position d'établir d'une manière indiscutable que les murs en maçonnerie n'ont pas les dimensions ni le volume indiqués sur le plan, qu'ils sont construits en pierre sèche de petite dimension avec parements extérieurs cimentés, qu'un travail de désagrégation assez sérieux s'est déjà produit aux murs de retenue, que ce travail de désagrégation s'accroît et que l'on a supprimé l'emploi de pierre autour des remblais.

Devant ces renseignements que l'on m'a fournis, je me demande pourquoi le ministre des Travaux publics a agi de cette façon avec ce groupe de cultivateurs. N'est-ce pas avec de pareils procédés que les ministres convainquent de plus en plus le public que la politique du gouvernement est injuste et vexatoire?

Le débat est ajourné.

Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie

M. Saint-Jacques (Argenteuil) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que, vu que le bill 66 modifiant la loi 8 Victoria, chapitre 101, constituant en corporation les sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique, les droits ordinaires, que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Indemnités et évaluations selon le Code municipal

M. Hamel (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 134 modifiant le Code municipal relativement à certaines indemnités et évaluations.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements, dont un au titre. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Hamel (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des services publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 22 modifiant la loi de la Commission des services publics.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que les commissaires de la Commission des services publics de Québec reçoivent annuellement la rémunération fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais que cette rémunération ne doive pas excéder, pour le président, neuf mille dollars et, pour chacun des commissaires, cinq mille dollars.

Les augmentations de salaires sont justifiées par le fait que la juridiction de la Commission est considérablement augmentée - la Commission sera responsable de toutes les expropriations - ce qui augmente dans la même proportion le travail du président et des membres.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse imposer la taxe ou le droit qu'il jugera convenable sur toute procédure devant ladite Commission et que cette taxe ou ce droit soit payable en timbres et fasse partie du fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 22 modifiant la loi de la Commission des services publics.

Loi des compagnies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 9 modifiant la loi des compagnies de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

NOTE

1. Bien que, dans *La Presse*, on attribue ces paroles à M. Sauvé, dans *L'Événement*, on rapporte que la veille, jeudi, M. Sauvé est parti pour Montréal et qu'aujourd'hui M. Duranleau parle au nom du chef de l'opposition.

Dépôt de documents:**Démission de William Stavert comme membre de la Commission des liqueurs**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 février 1926, pour production de la lettre de démission de Sir William Stavert comme membre de la Commission des liqueurs, et de l'accusé de réception, ainsi que de toute correspondance, télégrammes, documents, etc., entre le gouvernement ou la Commission des liqueurs et Sir William Stavert ou toute personne se rapportant directement ou indirectement à ce départ ou à cette démission. (Document de la session no 54)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons ajourner à lundi, à 3 heures.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Dites donc à 4 heures.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avec plaisir. Je propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à 4 heures.

Adopté.

La séance est levée vers 4 h 10.

Séance du lundi 15 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

**Hôpital
Saint-Joseph de Rimouski**

M. Moreault (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Richard), que, vu que le bill 61 constituant en corporation l'hôpital Saint-Joseph de Rimouski a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires, que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Refuge
Notre-Dame-de-la-Merci**

M. Fortier (Beauce) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Richard), que, vu que le bill 118 constituant en corporation le Refuge Notre-Dame-de-la-Merci a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires et additionnels, que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Sœurs
de la Congrégation de Notre-Dame
de Montréal**

M. Thurber (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que, vu que le bill 106 modifiant la charte de Les sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, de Montréal, a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique, les droits ordinaires et additionnels, que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Barreau
de la province**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement au Barreau de la province de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des cités et villes,
article 524**

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 160 modifiant l'article 524 de la loi des cités et villes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Mercier (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

**Lots 10 à 48,
canton Awantjish**

M. Langlais (Témiscouata): 1. Combien y a-t-il de colons résidant sur les lots 10 à 48 du rang 1, canton Awantjish?

2. Quelle est la date des billets de location émis?

3. Le département de la Colonisation a-t-il un rapport sur les améliorations faites sur lesdits lots?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Onze, les autres lots étant possédés comme lots de support par les colons ou cultivateurs du rang voisin.

2. Les lots 10 à 15, le 29 avril 1922; le lot 16, le 13 mai 1918; les lots 17 et 18, le 6 mai 1918; les lots 19 et 20, le 12 décembre 1918; le lot 21, le 13 mai 1918; le lot 22, le 27 mai 1918; les lots 23 (patenté), 24 et 25 (patenté), le 26 avril 1904; les lots 26 et 27 (patentés), le 4 avril 1900; les lots 28, 29 et

30 (patentés), le 24 avril 1899; le 31 (patenté), le 15 juillet 1901; les lots 32 et 33 (patentés), le 9 décembre 1898; le 34, le 20 janvier 1916; le 35, le 5 mars 1918; le 36, le 4 juin 1919; le 37, le 30 avril 1920; le 38 (patenté) vendu pour une moitié, le 19 janvier 1900, et pour l'autre moitié, le 28 juillet 1913; le 39, le 4 juin 1919; le 40 (patenté), le 16 mai 1900; le 41, le 4 juin 1919; le 42 (patenté), le 2 janvier 1890; le 43, le 5 octobre 1915; le 44 (patenté), le 21 avril 1900; le 45 (patenté), le 30 octobre 1895; le 46, le 2 octobre 1907; le 47, le 14 avril 1908, et le 48 (patenté), le 13 octobre 1891.

3. Oui, sauf quant aux lots patentés.

Pont dans le rang 11 du canton McNider

M. Langlais (Témiscouata): 1. Le ministère de la Colonisation a-t-il fait construire un pont sur le rang 11 du canton McNider?

2. Si oui, quel est le montant payé par le ministère: a) pour la main-d'œuvre; b) pour le bois?

3. A qui lesdits montants ont-ils été payés?

4. De qui le bois a-t-il été acheté?

5. Des soumissions ont-elles été demandées pour l'achat de ce bois?

6. Quel est le prix payé par le ministère au mille pieds?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1.

Oui.

2. a) Main-d'œuvre, \$182; b) bois, \$147.90.

3. Thomas Sénéchal, \$17.50; Antoine Gendron, \$22.50; Joseph Bélanger, \$20; Arthur Gendron, \$17.50; Léon Lévesque, \$15; François Robichaud, \$20; Joseph Caron, \$20; Antoine Sénéchal, \$49.50; R. St-Julien, pour bois, \$71.90; Thomas Sénéchal, pour bois, \$76.

4. De M. R. St-Julien et Thomas Sénéchal.

5. Non.

6. \$23 le mille pieds pour le bois de M. St-Julien, et la somme de \$76 pour 198 morceaux de bois de cèdre pour les culées et les lambourdes.

Pont Galipeault

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Du 1^{er} juin au 8 décembre 1925 inclusivement, quel a été le revenu brut des droits de péage perçus sur le pont Galipeault?

2. Quel a été le revenu net?

3. Combien d'automobiles de tourisme ont traversé le pont durant cette période?

4. Combien de camions automobiles?

5. Combien de véhicules à traction animale?

6. Combien de ces véhicules de toutes dénominations ont été exemptés des droits de péage et pour quelle raison?

7. Quelle somme globale représentent ces exemptions?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. De l'ouverture du pont, 1^{er} juin au 28 décembre 1925, dernier jour de la perception de l'année. Revenu brut, \$40,923.01.

2. Voir *Journaux* de la Chambre du 1^{er} mars 1926.

3. 98,132.

4. 7,628.

5. 2,229.

6 et 7. 1,446 véhicules à traction animale ont bénéficié d'un retour gratuit, conformément au tarif, et, si les conducteurs de ces véhicules avaient payé, les recettes auraient été augmentées de \$216.90.

Seuls les véhicules au service du ministère de la Voirie ont été exemptés des droits de péage et il est impossible de dire quel montant cette dernière exemption représente.

Compagnie

Adélaïde Deslauriers limitée

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Combien la compagnie A. Deslauriers limitée, qui, suivant une réponse faite par l'honorable secrétaire de la province, a été incorporée le 23 août 1923, a-t-elle pu obtenir, ainsi que l'a déclaré le ministre des Travaux publics et du Travail, un contrat le 10 août 1922 et toucher cet argent le 22 novembre 1922?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

La soumission qui formait la base du contrat du 10 août 1922 a été produite par A. Deslauriers Enr. et la compagnie A. Deslauriers limitée a continué les travaux mentionnés audit contrat.

Coût des travaux au palais de justice de Québec

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien a coûté la nouvelle aile du palais de justice de Québec: a) pour terrains; b) pour construction?

2. La construction est-elle terminée?

3. Reste-t-il des comptes ou contrats à payer et pour quel montant?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. a) \$18,000; b) \$707,163.32.

2. Non.

3. Tous les comptes qui ont été présentés à date ont été payés.

**Sommes payées pour
l'édifice de la rue Sainte-Julie et
pour les palais de justice
de Québec et Montréal**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Depuis le 1^{er} juillet 1925, combien le gouvernement a-t-il payé pour le compte: a) de l'édifice de la rue Sainte-Julie; b) de la nouvelle aile du palais de justice de Québec; c) de la nouvelle annexe du palais de justice de Montréal?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

a) \$240,273.22; b) \$114,920.79; c) \$855,515.75.

Taxes scolaires

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux taxes scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi en vigueur jusqu'à ce jour présentait des anomalies quant à l'évaluation pour fins d'impôts. On s'est basé souvent sur une évaluation diminuée et, par conséquent, fictive. Je propose que la valeur réelle des propriétés soit inscrite et c'est sur elle que sera basée la cotisation imposée par les corporations scolaires. À l'avenir, lorsqu'une municipalité, en vertu d'un pouvoir spécial qui lui a été accordé, évaluera une propriété à un montant inférieur à sa valeur réelle, pour la perception des taxes, il sera du devoir des autorités municipales de porter au rôle d'évaluation la valeur réelle de ces propriétés, et cette valeur réelle sera celle sur laquelle sera basée la cotisation imposée par les corporations scolaires. De la sorte, les revenus des écoles ne seront pas affectés par les mutations de taxes accordées par les autorités municipales.

En outre, la nouvelle loi aura l'avantage de nous fixer sur la valeur réelle des propriétés en cette province, et l'exactitude des statistiques ne saurait qu'y gagner. Un autre effet de la loi sera de faciliter le travail d'inscription de nos statistiques et permettra que nous connaissions tous nos vraies valeurs de cotisation.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Affaires
municipales**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 37 concernant les affaires municipales.

Il s'agit simplement de faire disparaître un doute que contient l'ancienne loi. Jusqu'ici, plusieurs se sont demandé si, dans une division de municipalité, on devait tenir compte de la majorité de la population dans la municipalité entière ou simplement dans cette partie de la municipalité qui est à séparer. Le présent projet précise que, dans ce dernier cas, la majorité est suffisante. Il suffira donc d'avoir l'assentiment de la partie à séparer. L'amendement que nous proposons a pour but de rendre suffisant le vœu de la majorité des contribuables de la partie à séparer.

Un autre article de la mesure s'applique aux commutations de taxes. On y stipule que toute municipalité de cité, de ville ou de village peut accorder, pour une période n'excédant pas 10 ans, une commutation de taxes, mais la réduction ne doit pas dépasser 25 % de la valeur réelle de la propriété ou des taxes annuelles payables par l'établissement favorisé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait un signe approuvateur.

La proposition est adoptée.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Enquêtes municipales

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement aux enquêtes municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Dans le passé, on a dû faire des enquêtes à la suite de récriminations souvent fondées. L'une des clauses principales stipule que désormais les enquêtes sur les affaires municipales pourront être présidées par des juges ordinaires de la Cour supérieure qui ne recevront pour ce travail aucun honoraire spécial, comme c'était le cas par le passé. Une autre clause stipule que la décision rendue par le juge équivaudra à une sentence. De cette façon, les rapports des juges ne resteront pas dans les archives comme on l'a vu à Montréal, sans que personne ne s'en occupe. Nous croyons que ces causes relèvent de sa fonction ordinaire. À l'avenir, le juge sera habilité à condamner toute personne reconnue coupable à la suite d'une telle enquête, à prononcer la déchéance de certains élus, à les destituer de leurs fonctions et à les obliger à démissionner. Il sera autorisé à ordonner un remboursement et à imposer d'autres peines. Sous la nouvelle loi, il sera possible de porter une décision en appel devant la Cour d'appel constituée de cinq juges sur le banc, mais seulement s'il y a eu une sanction ou une sentence prononcée par le juge présidant l'enquête. Toutefois, le renvoi sera effectif aussitôt et pendant l'attente de l'appel, à moins que deux juges de la Cour d'appel en Chambre ne soient d'accord pour suspendre la sanction jusqu'à ce que tous les juges se soient prononcés. Mais, s'il n'y a pas de sanction, il n'y aura pas d'appel.

La requête demandant la tenue d'une enquête devra être accompagnée d'un dépôt de \$1,000 et non de \$500. À tous les stades de l'enquête, le juge président aura la discrétion d'exiger que ce dépôt soit augmenté. Le juge taxera lui-même les frais des avocats selon un tarif établi par le lieutenant-gouverneur en conseil ou, à défaut, selon le tarif de la Cour supérieure pour les actions de première classe.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Est-ce que les juges verront cette loi d'un bon œil?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne crois pas que nous ajoutions beaucoup aux fonctions des juges. Nous avons souvent allégé leur travail; nous leur avons enlevé, par exemple, la révision.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Est-ce qu'il y aura un droit d'appel des décisions des juges-enquêteurs?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas si le juge se contente de faire un rapport. Mais, s'il y a des sanctions d'imposées, il y aura droit d'appel.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

7. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 15, le paragraphe suivant:

"15a. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter un tarif des honoraires des avocats des parties à l'enquête et également pour toute procédure ou chose qui se rapportent ou sont incidentes à l'enquête.

"À défaut de tel tarif, celui des avocats et celui de la Cour supérieure en vigueur pour les actions de première classe devant cette cour s'appliquent, en y faisant les changements nécessaires."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons prévu aussi, dans ce projet, aux frais des avocats en disant que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer un tarif. S'il n'y a pas de tarif spécial, les frais des avocats devront être chargés d'après le tarif du Barreau.

Un journal de Montréal disait que le gouvernement provincial devrait accorder à tous les juges de la Cour supérieure une indemnité additionnelle de \$1,000 par année pour compenser les honoraires qu'ils ne touchent plus comme présidents d'enquêtes sur les affaires municipales et sur lesquels ils pouvaient compter quand ils ont été nommés juges.

Je ne veux pas discuter la question de savoir si les juges devraient être augmentés ou non. Ils sont nommés et payés par le gouvernement fédéral.

C'était l'intention des Pères de la Confédération que les juges fussent soustraits à toute influence locale, et c'est pour cela qu'ils en ont confié la nomination et la rémunération au gouvernement fédéral. Je ne crois pas désirable de changer ce qui a été fait par les Pères de la Confédération.

Je ne vois pas pourquoi la province devrait donner \$1,000 de plus à chaque juge, puisqu'ils sont déjà payés par le gouvernement fédéral. La raison que l'on invoque est que nous augmentons le travail des juges par notre législation provinciale. Je ne voudrais pas que le public restât sous l'impression que nous augmentons considérablement la tâche des juges sans augmenter leurs traitements tout en décidant qu'ils présideront aux enquêtes municipales. Je crois que nous leur avons enlevé beaucoup de travail en leur enlevant la Cour de révision qui, d'après un juge de Québec, leur prenait les deux tiers de leur temps, et la Cour de magistrat. Nous les avons déchargés de la Cour de circuit que nous avons donnée à la Cour de magistrat. Il est possible que nous ajoutions à leurs devoirs quelquefois en les chargeant des enquêtes. Mais, si nous avons ajouté de temps à autre à leur charge, je crois qu'en définitive nous avons ajouté moins que ce que nous avons retranché. D'ailleurs, il ne faut pas croire que les enquêtes municipales sont très fréquentes.

Sir François Lemieux, juge en chef à Québec, et l'honorable juge Martin, juge en chef suppléant de Montréal, et les juges en chef de la Cour supérieure, que j'ai consultés avant de préparer ce bill, m'ont dit qu'ils étaient opposés à ce que le gouvernement accorde ce traitement aux juges. N'est-il pas vrai que, lorsqu'un juge préside une enquête, il ne fait pas autre chose? La présidence des enquêtes entre normalement dans leurs attributions ordinaires. On nous a dit que les juges comptaient sur ces émoluments quand ils ont accepté la tâche comme présidents d'enquêtes. Ils ne devraient pas y compter beaucoup puisque, depuis plus de 20 ans, les enquêtes municipales ne sont pas nombreuses, on compte à peine cinq² enquêtes judiciaires dans la province.

Si d'autres enquêtes deviennent nécessaires, le travail que cela donnera aux juges ne compensera pas la tâche que nous leur avons enlevée par la disparition du travail de la Cour de circuit. Je ne me souviens que des enquêtes du juge Cannon, à Montréal, du juge Taschereau, à Montréal, du juge Désy, à Trois-Rivières, du juge Coderre, à Montréal, du juge Letellier, à Québec, et du juge Demers, à Saint-Antoine, et de quelques autres.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Il y a eu aussi une enquête du juge Fortin, à Montréal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous avons eu aussi une enquête à Saint-Eustache.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Même avec celle-là, le nombre est petit et ce n'est pas assez considérable pour que les juges y comptent pour beaucoup dans leurs honoraires. Certains prétendent, ajoute-t-il, que, lorsque les juges qui siègent au tribunal ont été désignés, on leur a versé des honoraires comme ceux qui sont versés pour les enquêtes sur les affaires municipales, mais je ne crois pas un seul instant que cela ait pu influencer les juges dans leur décision d'accepter leur nomination à la cour.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Tout de même, des enquêtes récentes ont prouvé que le juge y faisait un travail très considérable. Les juges présidant une enquête auront plus de responsabilités, vu qu'ils auront à sanctionner leur jugement. Je ne suis pas prêt à dire que la loi qui oblige les juges à présider les enquêtes sans émoluments est mauvaise, mais les juges ont demandé une augmentation de traitement. Il est certain que nous avons augmenté leurs travaux, et leurs émoluments devraient être augmentés en conséquence. Selon lui, les juges en général croient qu'ils devraient recevoir un supplément, comme c'était le cas par le passé, de \$1,000 quand ils président des enquêtes. Ainsi, ils ont à présider la cour criminelle; à Montréal, cette cour siège presque en permanence et deux juges y sont presque exclusivement employés, de sorte que la tâche à la Cour supérieure se trouve augmentée pour les autres. Je crois que les juges de la Cour supérieure de Montréal espèrent que le gouvernement provincial leur donnera un salaire additionnel.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne crois pas que les juges soient si mal que cela. Ils ne se plaignent pas. Les juges sont bien rétribués, ils ont de bonnes places où ils sont assurés de l'existence jusqu'à la fin de leur vie, et bien des membres de l'opposition seraient satisfaits de pareils traitements. Bien des avocats des deux côtés de la Chambre seraient heureux, même dans ces conditions, de monter sur le banc avec la certitude d'une belle aisance et exempts des élections qui attendent les députés tous les quatre ans. (Rires) Je crois que les juges pourraient être mieux payés. Le

recrutement du banc deviendra peut-être difficile si les traitements des juges ne sont pas augmentés. Il y a un grand nombre de politiciens qui hésitent à monter sur le banc de crainte que le traitement ne leur suffise pas.

Des voix de l'opposition: Écoutez, écoutez.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): De quel côté?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant)³ Je parle de politiciens des deux côtés de la Chambre qui aspireraient à ces positions. Les juges n'ont plus besoin de faire des élections, tandis que nous sommes obligés de faire des élections tous les cinq ans. Le coût de la vie augmente et les juges doivent avoir des traitements suffisants. Mais je crois que nous ne respecterions pas l'idée des Pères de la Confédération en leur donnant une augmentation de salaire payée par le gouvernement provincial. Je ne crois pas devoir en approuver le principe, parce que les juges sont des officiers fédéraux. Je ne crois pas qu'il soit juste que les juges qui sont payés par Ottawa reçoivent un traitement du gouvernement provincial.

Est-ce à Québec que les juges doivent s'adresser si leur traitement n'est pas suffisant? Je ne crois pas qu'ils fassent bien d'insister pour que le gouvernement de Québec leur accorde une augmentation de traitement, car, quand ils s'adresseront à Ottawa, on leur dira de continuer leurs démarches à Québec. Si Ottawa apprend qu'ils ont demandé une augmentation de salaire aux provinces, il y a danger qu'on dise aux juges: "Insistez et vous l'aurez peut-être des provinces." Il vaut mieux que les juges de la Cour supérieure soient nommés et payés par le gouvernement fédéral, exclusivement par lui. Cela le soustrait à toute influence locale. Si les juges de la Cour supérieure ne trouvent pas que leurs salaires sont suffisants, dit-il, qu'ils s'adressent à Ottawa pour les faire augmenter. C'est dans l'intérêt même des juges et de la magistrature. Quoi qu'il en soit, que les juges fassent leurs réclamations auprès du gouvernement fédéral.

L'article 7 est adopté.

Les articles 8 à 10 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides⁴

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Nicol (Compton)**⁵ propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Nicol (Compton)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que ça comprend les annonces, ça?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui a obtenu des annonces du ministère des Terres?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La plupart des journaux de la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les journaux qui font l'éloge du gouvernement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Presque tous les journaux font l'éloge du gouvernement. Nous ne pouvons donner des annonces à tous les journaux qui font notre éloge. Nous en choisissons un certain nombre.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) et M. Sauvé (Deux-Montagnes) interrogent le ministre.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) se plaint d'une insuffisance de détails dans les comptes publics. Il fait quelques remarques mordantes au sujet du mystère des comptes publics, surtout en ce qui concerne le ministère des Terres et Forêts.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) fait venir à ses côtés M. Théophile Giroux, comptable en chef au ministère des Terres et Forêts.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Nicol (Compton)** propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ces capitaux servent à combattre tous les dangers qui menacent nos forêts, surtout l'incendie. Il faut payer un grand nombre de gardes forestiers et aider à tous les services de protection. Remarquons ici que les détenteurs de limites ne participent pas directement à cette somme, car ils se protègent eux-mêmes. Ils se forment en association et se créent des services de prévention. On nous demandera pourquoi l'augmentation, mais on sait que les territoires à protéger augmentent sans cesse.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 9 heures⁶

Commission des services publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 modifiant la loi de la Commission des services publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

1. L'article 2 de la loi de la Commission des services publics (statuts refondus, 1925, chapitre 17) est remplacé par le suivant:

"2. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique le contraire:

"1° Le mot "commission", signifie la Commission des services publics de Québec;

"2° Les mots "service public" signifient toute corporation autre qu'une corporation municipale ou scolaire, toute société, personne, ou association de personnes, leurs locataires, fidéicommissaires, liquidateurs ou receveurs, qui possèdent, exploitent, administrent ou contrôlent un système, outillage ou matériel:

"a. Pour la transmission des messages télégraphiques ou téléphoniques; ou

"b. Pour le transport de voyageurs ou de marchandises sur un chemin de fer, un tramway, ou sur les lacs, rivières et cours d'eau; ou

"c. Pour le transport en commun de voyageurs ou de marchandises sur les chemins publics, à jour et à heure fixes, d'un point à un autre ou en tournées, par autobus, taxi ou véhicule de livraison, tels que définis dans l'article 2 de la loi des véhicules automobiles (chapitre 35), à l'exception d'un autobus ou d'un taxi possédé par un hôtelier dont celui-ci se sert pour le seul transport des voyageurs qui patronisent son hôtel, entre cet hôtel et une gare ou un débarcadère dans la même localité ou dans une localité voisine; ou

"d. Pour la production, la transmission, la livraison ou la vente de la chaleur, de la lumière, de l'eau ou de la force motrice; ou

"e. Pour un système d'égout;

"Et relativement à ces services publics, la présente loi s'applique et la juridiction de la Commission s'étend seulement aux matières qui relèvent de l'autorité législative de cette province.

"Néanmoins, une corporation municipale ou scolaire qui fait l'une des opérations ci-dessus, en dehors de ses limites territoriales constitue, pour cette partie en dehors de ses limites, un service public, au sens du présent paragraphe 2°."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le seul changement à l'article 1 est de soumettre les lignes d'autobus à la juridiction et au contrôle de la Commission des services publics comme tous les autres services d'utilité publique. Les autobus sont devenus des moyens de transport et doivent tomber

sous le contrôle de la compagnie, à laquelle il faudra s'adresser pour établir une ligne d'autobus. C'est la Commission qui réglera tous les détails d'un service d'autobus. Nous avons voulu en agir ainsi pour procurer une protection au public voyageur. Aujourd'hui, un autobus chargé de 20 à 25 personnes n'offre aucune garantie quant à la sécurité des voyageurs. Jusqu'à date, les compagnies n'ont offert aucune garantie, et, dans les cas d'accidents, entres autres, les recours sont parfois inutiles. Les compagnies d'autobus devront soumettre leur horaire des arrivées à certains points déterminés et des départs de ces mêmes points, leur tarif, le genre de voitures utilisé ou qui sera utilisé, leur destination, la route qu'elles suivront, le nombre de personnes qu'elles peuvent transporter, le poids de leurs véhicules. Elles devront aussi satisfaire aux normes de la Commission en matière de garantie offerte aux voyageurs pour tout dommage qui pourrait leur être causé, et faire de même quant à leur statut civil et à leur solvabilité. La Commission leur accordera ensuite des permis et déterminera les conditions de ces nouveaux services.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Les compagnies devront-elles avoir des polices d'assurance pour leurs passagers en cas d'accident?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'en voyons pas la nécessité, puisque la nouvelle loi procure à la Commission des services publics des pouvoirs suffisants pour offrir au public toute la protection nécessaire. Mais la Commission verra si l'entreprise présente les garanties suffisantes en examinant la valeur de l'actif et le sérieux des promoteurs ou propriétaires. Nous connaissons les responsabilités des compagnies. Elles ne seront pas tenues de s'assurer ni d'assurer leurs voyageurs, mais la Commission verra à protéger le public. Jusqu'à présent, les taxis, les autobus, etc., n'ont eu d'autres permis que ceux du bureau des patentes automobiles. Comme, dans une certaine mesure, ces véhicules sont appelés à devenir l'un des grands moyens de transport de l'avenir, il vaut mieux les réglementer dès maintenant. Les compagnies de tramways et de chemins de fer, moyens de transport actuels, relèvent d'une forme de commission ou d'institution qui a pour devoir premier d'assurer la protection du public contre un mauvais service et des coûts de services exorbitants.

M. Dufresne (Joliette): Est-ce qu'un permis spécial est actuellement nécessaire pour conduire un autobus?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Seul est requis le permis ordinaire émis pour la conduite de tous les types de véhicules motorisés, c'est-à-dire le permis de conduire ordinaire.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Le bureau des patentes automobiles a-t-il reçu la directive de n'émettre aucun permis pour autobus jusqu'à ce que la nouvelle loi soit mise en application?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y a presque pas d'autobus sur les routes pendant l'hiver et, par conséquent, si jamais il y a des demandes de permis, ce sera au début du printemps. D'ici là, les nouvelles normes pourront être appliquées.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce que la réglementation des services d'autobus va s'appliquer aux autobus dont se servent les commissions scolaires pour assurer le transport des écoliers?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La loi ne s'appliquera qu'aux services publics et, par conséquent, cela n'aura rien à voir avec le type de transport dont le représentant de Montréal-Saint-Georges vient de parler.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri) insiste pour qu'on ajoute un amendement qui indiquera clairement que la loi ne s'applique pas aux autobus utilisés par les commissions scolaires.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Des instructions ont été données au bureau des patentes automobiles, lors du renouvellement des permis au 1er mars dernier. Dès cette année, taxis et autobus tomberont sous le coup de la loi amendée. La loi ne vise pas, cependant, les institutions comme le Children's Memorial Hospital de Montréal, qui a un autobus pour conduire, matin et soir, ses écoliers infirmes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que les compagnies intéressées auront de nouvelles taxes à payer et de nouvelles charges à porter?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non. Les permis accordés par la Commission ne coûteront rien, mais la loi assurera un meilleur service. Le tarif ne sera pas non plus directement affecté par la loi. Seulement, on verra à ce que le public ne paie pas trop cher. En outre, la

Commission s'efforcera d'empêcher des concurrences ruineuses entre plusieurs compagnies faisant le même service sur une seule ligne.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que cela aura pour effet d'augmenter les obligations des compagnies?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En autant que la licence est concernée, cela relèvera du département du revenu. La Commission émettra le permis de circuler, fixera les taux, déterminera le parcours et l'horaire, etc.

Il arrive que, dans certaines parties de la province, deux ou trois lignes d'autobus se font concurrence et des lignes de chemin de fer qui ne font plus rien menacent d'abandonner leurs opérations. Il importe d'exercer un contrôle dans l'intérêt du public et le meilleur moyen de le faire, c'est de les placer sous la juridiction de la Commission des services publics.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) craint que cette législation n'affecte, en augmentant, les taux de passage dans les autobus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas le moins du monde. Il nous faut contrôler les autobus, comme la commission des chemins de fer contrôle les chemins de fer. D'ailleurs, les autobus seront, en plusieurs endroits, le grand moyen de locomotion de l'avenir et il est bon de commencer à le contrôler. À cause de cela, il faut un contrôle plus sévère.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le gouvernement veut protéger les chemins de fer?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nullement. Seul l'intérêt du public est en jeu. Actuellement, les propriétaires d'autobus font ce qu'ils veulent; ils font partir et arrêter leurs machines où et quand ils veulent, sans que leurs clients aient un mot à dire. En prenant leur licence, les propriétaires d'autobus ne prennent aucun engagement. Ils achètent leur licence et circulent ensuite comme ils veulent.

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): Va-t-on réglementer la vitesse?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La loi y pourvoit déjà. Mais l'obligation d'avoir un horaire forcera les compagnies à ne pas exagérer en vitesse et réglera la question.

M. Dufresne (Joliette): Les autobus seront-ils limités par un tarif à tant de milles par heure comme les chemins de fer?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les taux ne seront pas établis à tant du mille. Il faudra tenir compte de diverses conditions, chemins, affluence des voyageurs, etc. La chose sera laissée à la discrétion de la Commission des services publics.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Il y a des compagnies organisées qui ont des permis, d'autres qui n'en ont pas encore. Il serait opportun de les soumettre toutes à la présente loi. En toute justice, il faudra les mettre sur le même pied.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La suggestion est fort juste. En effet, il ne faudrait pas faire d'exceptions.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La nouvelle loi permettra à la Commission de favoriser les compagnies de tramways quant aux services d'autobus.

Je crains que ce soit ce qui arrivera. À Montréal, la Compagnie des tramways est toute prête à établir un service d'autobus.

Comment se fait-il que les tramways de Montréal ne soient pas sous le contrôle de la Commission des services publics?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ils relèvent de la commission des tramways de Montréal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-il prudent de donner autant de discrétion à la Commission des services publics?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): S'il est une commission qui a donné satisfaction et a rendu des services, c'est bien la Commission des services publics de la province.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) demande de protéger au moins les propriétaires d'autobus qui viennent d'obtenir leur licence et qui pourraient, dans la suite, se voir refuser un permis de circuler par la Commission.

Cet article est amendé et les mots suivants du sous-paragraphe "c" du deuxième paragraphe sont retranchés: "en commun".

Cet article est amendé et les mots suivants du dernier paragraphe sont retranchés: "ou scolaire".

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

M. le président (M. Laferté, Drummond) lit l'article 2 du bill qui se lit comme suit:

"2. L'article 4 de ladite loi est modifié en y remplaçant le mot "trois", dans la deuxième ligne, par les mots "pas moins de trois et de pas plus de quatre".

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le gouvernement a une nomination en vue?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Peut-être le chef de l'opposition voudrait-il en profiter, mais il me semble qu'il ne sera pas plus utile dans la Commission que comme chef de l'opposition.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Avec ces quatre commissaires, que fera-t-on quand ils seront deux contre deux? Qu'arrivera-t-il lorsqu'il y aura égalité des voix? On peut supposer, par exemple, que deux commissaires se prononcent dans un sens et deux dans l'autre. Que faire alors?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit qu'il examinera la question attentivement et que, lorsque toutes les autres clauses du bill auront été examinées, il soumettra un amendement à la nouvelle loi qui établira que, dans le cas où les voix des membres de la Commission seront divisées également, lorsqu'il y aura égalité des voix, le président aura une voix prépondérante, décisive, en plus de sa voix habituelle dans le conseil.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): La Commission décidera-t-elle des tarifs sans appel?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Parfaitement. Vous avez raison. Mais la Commission est composée d'hommes d'expérience qui jugeront les questions en jeu à la satisfaction générale. Ils pourront facilement évaluer les coûts d'exploitation, les conditions de travail et d'utilisation, de même que toute autre question relative au fonctionnement d'un service public, et décider aussi bien que quiconque ce qu'est un tarif raisonnable. Notre loi est copiée en grande partie sur celle de New York, qui a donné de bons résultats. Je ne vois pas pourquoi ça ne fonctionnerait pas aussi bien dans notre province. D'ailleurs, il n'y a pas de craintes à entretenir, car il

n'est pas très difficile de savoir si réellement le public est exploité. Cependant, si l'avenir démontrait que des amendements doivent y être apportés, le gouvernement n'hésitera pas. La Commission a d'ailleurs le droit de se renseigner complètement et, pour cela, d'examiner les livres des compagnies, leur installation, leur matériel, etc.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) n'en doute pas. Étant donné les conditions actuelles et les membres de la Commission, il ne devrait pas y avoir de problèmes, mais on ne sait pas dans l'avenir qui seront les commissaires, ni s'ils seront en mesure de prendre pour chaque cas des décisions définitives qui seront satisfaisantes pour tous. Il croit vraiment qu'il devrait y avoir une forme quelconque d'appel.

En réponse à M. Taschereau, qui rappelait que leur loi était copiée sur celle de l'État de New York, il affirme que, bien que ce pourrait être plutôt judicieux d'adopter quelque bonne loi qu'ils ont de l'autre côté de la frontière, il faudrait faire très attention en ouvrant notre porte à quelque bonne loi de ne pas laisser entrer avec elle de mauvaises lois. Il remet cette question entre les mains de l'honorable M. Taschereau.

L'article 2 est adopté.

Le comité propose d'ajouter un nouvel article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 10 de ladite loi est amendé en le faisant précéder des mots suivants:

"La Commission décide à la majorité des voix et, s'il y a partage des voix, le président a un vote prépondérant. Cependant, le secrétaire a le pouvoir de faire prêter serment lors de toute enquête ou relativement à toute procédure devant la Commission."

Le nouvel article 3 est adopté.

Les articles suivants sont numérotés en conséquence.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 28*d* de l'article 6.

L'article est modifié en y ajoutant le sous-paragraphe 3 qui se lit comme suit:

"3. Le présent article ne s'applique pas aux contrats pour la vente de force motrice électrique pour des fins industrielles ou commerciales de plus de cent chevaux-vapeur."

Le sous-paragraphe 3 est adopté.

Le comité poursuit l'étude de l'article 6.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Toute compagnie voulant établir un nouveau service devra obtenir un permis de la Commission qui fixera les taux et les conditions auxquelles ce service pourra être établi. On veut que tout service public qui commence des opérations puisse obtenir un permis de la Commission, surtout pour le contrôle des taux. Nous voulons simplement protéger le public contre les taux trop élevés. La Commission pourra, par exemple, faire diminuer les taux d'éclairage. Personne ne peut être mieux en état que les membres de la Commission de déterminer les taux qui seront justes pour le public.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Si une compagnie obtient de la Commission la permission d'augmenter ses taux et qu'il n'y a plus d'appel, comment le public sera-t-il protégé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On ne fait qu'appliquer la loi de l'État de New York.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Ce n'est pas nécessairement une protection pour le public. Lorsqu'une compagnie fait une preuve devant la Commission à l'effet qu'elle doit augmenter ses taux, la Commission autorise l'augmentation et le public ne peut en appeler. Je suggère qu'il y ait un recours à la Cour d'appel.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est la même chose pour la commission des chemins de fer.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Non, il y a un droit d'appel des décisions de la commission des chemins de fer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne crois pas qu'un appel à la Cour d'appel assurerait plus de protection et puisse rendre service. Le public aura toujours un recours facile à la Commission elle-même, qui ne manquera pas de revenir sur une décision du moment qu'on lui démontrera qu'il y va de l'intérêt général d'en agir ainsi. Nous avons des commissaires compétents. Cependant, je suis prêt à considérer la chose et, si plus tard nous en venons à la conclusion qu'il vaut mieux qu'il y ait appel, nous l'accorderons. Si, plus

tard, l'on trouve que les taux sont trop élevés, la Commission peut les diminuer, dans la suite. Elle a le pouvoir de diminuer et d'augmenter. En tout cas, nous faisons une loi nouvelle et, plus tard, nous pourrions voir s'il y a lieu de recourir à l'appel.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je veux proposer un nouvel amendement donnant à la Commission des services publics le pouvoir d'enquêter sur la valeur des successions et de faire comparaître qui elle voudra parmi les intéressés. Il s'agit tout simplement de permettre à la Commission d'obtenir des informations. Elle ne rendra aucun jugement.

Nous voulons confier à la Commission certaines questions qui regardent les droits sur les successions. Nous croyons qu'il serait sage qu'un membre de la Commission puisse, dans le cas d'une succession, interroger un héritier sur la fortune à lui laisser par le défunt, au lieu de laisser ce soin à un tribunal, ce qui entame toujours une succession. Il déclare qu'il ajoutera cette prévision à la fin du bill.

Le gouvernement touche des droits sur les successions qui en valent la peine et il n'entend pas être floué. Il constitue la Commission des services publics, la vigilante gardienne de ses intérêts. Celle-ci aura le droit d'assigner devant elle toutes les personnes susceptibles de la renseigner sur la valeur d'une succession déclarée au percepteur des droits.

Dès que celui-ci aura des doutes quant à l'exactitude d'une déclaration qui lui aura été faite, il n'aura qu'à demander à la Commission d'enquêter. Et l'enquête pourra être aussi complète que possible, la Commission étant autorisée à prendre tous les moyens pour se renseigner. Héritiers et exécuteurs testamentaires seront entendus sous serment et le gouvernement pourra ensuite faire servir leurs déclarations contre eux.

Il signale les services qu'une telle enquête pourrait rendre au fisc dans le cas, par exemple, d'actions et d'autres titres non cotés en bourse. La Commission n'est pas chargée, cependant, de porter un jugement sur la valeur d'une succession. Après avoir simplement tenu une enquête, elle présentera un rapport et le percepteur des droits sur les successions pourra prendre des actions judiciaires en conséquence.

Jusqu'à présent, quand le percepteur avait des doutes sur une déclaration, il devait se renseigner de son mieux et prendre à tout hasard une action judiciaire. L'enquête devant la Commission des utilités publiques assure un contrôle bien plus efficace.

La nouvelle loi augmente les devoirs des commissaires en chargeant la Commission de faire les enquêtes qui pourraient être jugées nécessaires sur les successions appelées à payer les droits à la province. Le gouvernement estime que, bien des fois, il ne retire pas tout ce qu'il devrait avoir de cette source. La Commission pourra interroger les héritiers et procéder à toute enquête susceptible de renseigner le gouvernement sur la valeur de la succession.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): La Commission s'adresse aux services publics exclusivement et on ne devrait pas l'étendre à d'autres domaines. Il combat cet amendement du premier ministre. Il y a un revers, dit-il, si la décision de la Commission est sans appel, le public n'aura plus aucun recours quand elle aura permis une augmentation de tarif à une compagnie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce sont les tribunaux qui décideront ce qu'une succession doit payer, comme c'est le cas actuellement, et la Commission ne fera qu'informer le gouvernement de la force de la succession.

Il propose l'amendement qui se lit comme suit:

L'article 6 est modifié en y ajoutant le paragraphe suivant après le paragraphe 28i:

"28j. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil ou au trésorier de la province de référer à la Commission tout état ou déclaration transmise au percepteur du revenu en vertu de la loi des droits sur les successions (chapitre 29) afin que la Commission fasse enquête sur l'actif et le passif de la succession concernée et qu'elle contrôle l'exactitude de l'état ou de la déclaration. À cette fin, la Commission a tous les droits et est revêtue de tous les pouvoirs conférés à un commissaire nommé en vertu de la loi des commissions d'enquête (chapitre 8)."

Naturellement, dit-il, la Commission ne rendra aucun jugement. Ce soin est du ressort des tribunaux. Mais nous avons constaté, dans le passé, que bien des hommes, en mourant, laissaient une fortune sensiblement diminuée et peu proportionnée à la taxe du revenu.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il me semble que l'on donne à la Commission des pouvoirs exorbitants. On va causer des ennuis considérables aux héritiers, aux veuves et aux orphelins. La loi actuelle concernant les successions est simple et doit donner justice. Les amendements proposés par le premier ministre augmenteront les difficultés et les frais. La Commission des services publics sera appelée par le

gouvernement à faire comparaître plusieurs veuves ou orphelins, causant des ennuis à ceux-ci. Cet amendement aura pour résultat d'ennuyer pour rien des héritiers dont on mettra la parole en doute. L'on n'a pas raison de douter de l'honnêteté des héritiers d'une succession. Cet amendement sera peu populaire et sera de nature à entraîner des dépenses chez les héritiers. Le public est assez honnête pour faire des déclarations justes, des rapports consciencieux. Pourquoi ferait-on encourir aux successions des frais additionnels peut-être considérables?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y aura sûrement pas d'abus. Bien au contraire, le procédé est plus rapide, plus sommaire et moins ennuyeux que celui des tribunaux. Si le trésorier en vient à la conclusion qu'un état fourni n'est pas exact, il est raisonnable de faire venir les intéressés devant un commissaire pour le faire vérifier.

M. Ouellet (Dorchester): Est-ce que les personnes appelées à témoigner devront toutes se déplacer à leurs frais, même si l'état est trouvé exact?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, mais il n'y aurait pas d'objection à ce que la Commission paie les frais de déplacement des héritiers qui auront été appelés à comparaître devant elle. Je crois qu'il y aurait moyen d'exempter des frais à plusieurs, quand on aura constaté la véracité des premiers rapports.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): La loi actuelle des successions permet au gouvernement de nommer un ou des commissaires pour faire l'enquête nécessaire afin de contrôler la valeur des successions. Le mécanisme de la loi des successions, qui est dans les statuts en ce qui se rapporte aux enquêtes qu'il y a à faire sur une succession, est suffisant pour protéger le Trésor et offre toutes les garanties possibles. La loi donne déjà au gouvernement le droit de nommer un ou des commissaires pour faire enquête sur une succession. Il se peut qu'il s'agisse d'une succession qui échappe à la compétence de la Commission des services publics, comme par exemple celle d'un cultivateur ou celle d'un marchand. Chaque succession doit être réglée à son mérite particulier. Je suis convaincu qu'en créant des commissaires spéciaux on n'obtiendra pas la satisfaction que l'on pourrait obtenir de la loi actuelle. Les cas d'ailleurs doivent être très rares, car la loi impose des amendes très sévères.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'ancienne loi va substituer, mais la constitution de ce tribunal spécial épargnera des frais et assurera des commissaires plus compétents. Le mécanisme de la loi actuelle ne disparaîtra pas et l'on pourra y avoir recours, le cas échéant. En nommant, dit-il, un commissaire pour chaque cas d'enquête à faire sur une succession, on pourrait dire que nous nommons des créatures du gouvernement. D'ailleurs, ces enquêtes-là ne se feront que sur les grosses successions où il serait mieux de se servir d'un tribunal tout organisé. La loi actuelle subsiste, mais la nouvelle loi donne au gouvernement un tribunal organisé, composé de membres entraînés et indépendants des parties intéressées.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) suggère que le gouvernement nomme une commission spéciale pour faire ces enquêtes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) ne voit pas pourquoi la province ne profiterait pas de l'organisation toute faite qu'offre la Commission des services publics.

Il poursuit la lecture du paragraphe 28/:

"La Commission peut procéder suivant les dispositions du paragraphe 2^o de l'article 9 et elle doit faire rapport sur ce qui a fait l'objet de son enquête, aussitôt que possible."

L'amendement, étant mis aux voix, est adopté par 17 voix contre 5.

L'article 6 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

7. Ladite loi est modifiée en y insérant, après l'article 33, le suivant:

"33a. La Commission a tous les pouvoirs nécessaires pour interpréter et mettre à effet les dispositions de la présente loi."

Cet article est amendé et les mots suivants sont retranchés: "interpréter et". L'article 7 ainsi amendé est adopté.

Les articles 8, 9, 10, 11 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division et adoptés sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) suggère à l'opposition de voter sur la troisième lecture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait remarquer qu'il y a des prévisions dans le bill que l'opposition approuve et d'autres qu'elle ne veut pas endosser.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 75 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

**Charte
d'Outremont**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 75 modifiant la charte de la cité d'Outremont. Les amendements sont lus une première fois.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Nicol (Compton)** propose qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplanes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et **M. Saint-Jacques (Argenteuil)** interrogent l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay).

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) explique de quelle façon avaient été dépensés les crédits de l'an dernier et de quelle façon seraient employés ceux de cette année, cinq fois plus considérables. Il explique que l'on a, pour chef de service important, M. Quigley, qui donnera des renseignements précieux sur la valeur de nos immenses régions boisées. Des hydroplanes survoleront plus complètement les territoires forestiers du Lac-Saint-Jean, de la vallée du Saint-Maurice et de la région d'Ottawa. Les explorations faites ainsi aideront la province à compléter l'inventaire de nos immenses ressources naturelles. Il dit comment il en est venu à employer les services de monsieur Quigley pour survoler l'Ashuapmushuan et une partie de la Mengiscan. Il cite les résultats obtenus, et les résultats plus grands encore à prévoir quand, en plus de M. Quigley, on pourra s'assurer les services de la Fairchild Aerial Survey Company ou de toute autre compagnie analogue pouvant survoler la région du Lac-Saint-Jean, du Saint-Maurice et de l'Ottawa.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Selon *Le Soleil*, il y avait peu de monde à l'Assemblée. M. Sauvé a rapporté de Montréal un gros rhume qui nuira à ses discours pendant quelques jours. Il n'y avait qu'une quinzaine de députés du côté de la droite. Trouvant l'assistance trop petite, le premier ministre n'a pas voulu discuter des bills les plus importants.

2. *Le Canada* rapporte que le premier ministre aurait dit "huit" enquêtes au lieu de cinq.

3. Voir *La Patrie* du 16 mars 1926, page 16.

4. Dans *Le Canada*, on signale que la Chambre se forma en comité des subsides à 10 h 30.

5. Le *Chronicle Telegraph* dit que M. Nicol est absent et remplacé par le premier ministre.

6. Dans les journaux du lendemain, soit le 16 mars, on rapporte différentes heures pour la reprise de la séance. *La Presse* parle de 8 h 15, *La Patrie* parle de 8 h 30, tandis que dans *L'Événement* on rapporte 8 h 40.

Séance du mardi 16 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur¹

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Horaire de l'Assemblée

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à partir du jeudi 18 mars il y ait trois séances par jour: l'une à 11 heures du matin, la seconde à 3 heures de l'après-midi et la troisième à 8 h 30 du soir.

Adopté.

Questions et réponses:

Prisonniers
sous caution

M. Sayer (Montréal-Saint-Laurent): 1. Combien de prisonniers sous caution, dans le district de Montréal, ont forfait à leur cautionnement: a) en 1923; b) en 1924; c) en 1925?

2. Le gouvernement a-t-il perçu le montant du cautionnement dans chaque cas?

3. Sinon, quels sont les cas pour lesquels le cautionnement n'a pas été confisqué et quel en est le montant, dans chaque cas?

4. Quel est le total des cautionnements qui ont été perçus?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement ne peut répondre à cette question parce qu'il n'a aucun contrôle sur les prisonniers de la Cour du recorder, lesquels sont contenus dans la question.

Achat de
véhicules-moteurs

M. Dufresne (Joliette): 1. Combien le gouvernement a-t-il acheté d'automobiles ou véhicules-moteurs depuis 1920?

2. De qui les a-t-il achetés?

3. Combien ont coûté ces automobiles?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **M. Nicol² (Compton):** 1. 235.

2. Arlington Bicycle Company, Montréal; Baptist Company, Trois-Rivières; Baril, P.-R., Victoriaville; Blais, O., Carrosserie Trudeau, Montréal; Dodge Brothers, Montréal; Durant Motor, Montréal; Gosselin, Omer, Charny; Généreux Motors, Montréal; Gagnon & Coderre, Thetford Mines; Garage Donnacona, Donnacona; Huntingdon Motors, Jarry & Frère, Montréal; Lortie, P.-L., Québec; Légaré Auto Supply, Québec; Morrisette & Frère, Motors Limited, Québec; McLaughlin Motor Car, Montreal; Motor Mart Incorporated, Montréal; Miller, Jules, Québec; Montreal Motor Sales, Montréal; Piché, Alban, Portneuf; Pépin, Arthur, Québec; Packard Montreal Motor, Montréal; Pitt, C.-H., Montréal; Quebec Tire Vulcanizing Company; Quebec Skate & Electric Company Registered, Québec; Rousseau, T.-E., Québec; Read Motor, Trois-Rivières; Verreault, E., Québec; Vézina, J.-C., Victoriaville; Willis Overland Limited, Montréal.

3. \$212,985.18.

Saint-Jérôme, chef-lieu
de Terrebonne

M. Renaud (Laval): 1. Combien le conseil municipal du comté de Terrebonne a-t-il payé jusqu'à ce jour pour le terrain, bâtisses, etc., du nouveau chef-lieu à Saint-Jérôme?

2. Combien lui reste-t-il à payer?

3. Combien va-t-il être payé à même les deniers de cette province pour le terrain, la prison et le palais de justice?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Le montant prévu par les dispositions de la section 3 de la loi 12 George V, chapitre 21.

2. Rien.

3. Il ne reste plus rien à payer.

Eugène Marquis

M. Bray (Montréal-Saint-Henri): 1. Monsieur Eugène Marquis, E.E.D., est-il à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Dans l'affirmative, depuis quand et dans quel département?

3. Quel est son salaire?

4. Quelle est son occupation?

5. Combien d'heures de travail doit-il donner chaque jour?

6. Ce monsieur s'est-il absenté pendant les trois semaines qui ont précédé l'élection partielle de Bonaventure, qui a eu lieu le 5 novembre 1924?

7. S'est-il absenté pendant les quatre ou cinq semaines qui ont précédé l'élection fédérale du 29 octobre 1925?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. 30 août 1923, au département du procureur général.

3. \$75 par mois.

4. Sténographe.

5. M. Marquis est étudiant et il travaille en dehors de ses heures de cours.

6. Non, pas pendant trois semaines.

7. Non, pas pendant quatre ou cinq semaines.

Coût de la refonte des statuts

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien a coûté jusqu'à ce jour la refonte des statuts et l'impression des nouveaux statuts refondus?

2. Les travaux de refonte et d'impression sont-ils terminés? Sinon, quand le seront-ils?

3. Quelles personnes, sociétés ou compagnies la commission chargée de la refonte et de l'impression a-t-elle employées et quelles sommes chacune a-t-elle reçues?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Pour la période finissant le 1^{er} janvier 1924, voir les *Journaux de l'Assemblée législative*. Depuis cette date, \$96,748.46.

2. Ils sont terminés, sauf la table.

3. Pour les personnes employées par la commission, voir les *Journaux de l'Assemblée législative* pour la période finissant le 1^{er} janvier 1924. Depuis cette date, les personnes suivantes ont été employées et le montant vis-à-vis leur nom leur a été payé:

Charles Lanctôt, \$6,500; J.-A. Hudon, \$4,333.32; L.-A. Cannon, \$4,333.32; W. Chicoine, \$2,600; A.-W.-G. Macalister, \$2,600; W. Amyot, \$1,900.53; R. Cannon, \$2,083.33; A. Dionne, \$2,133.32; H.-C.-G. Mariotti, \$2,083.33; R. Boisvert, \$2,083.33; Laetare Roy, \$2,500; Maurice Ollivier, \$200; G.-L. Dussault, \$1,400; Jos. Pelletier, \$416.66; F. LaRoche, \$900; Frank Lemelin, \$300; Paul Roy, \$30; Femme de peine, \$300.

Les sociétés ou compagnies que la commission a employées sont les suivantes, et le montant qui leur a été payé est vis-à-vis leur nom: Le Soleil Itée, \$37,780.20; The Telegraph Printing Co., \$30,000; Chronicle Telegraph Publishing Co., \$7,500.

Loi d'adoption

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1.

Combien de familles ont pris avantage de la loi d'adoption depuis sa mise en force?

2. Quel a été le nombre d'enfants ainsi adoptés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1 et 2. Les statistiques donnant ces renseignements ne sont pas encore parvenues au gouvernement.

Entrepôt de la Commission des liqueurs à Québec

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien a coûté le terrain de l'entrepôt de la Commission des liqueurs à Québec?

2. Combien a coûté la construction?

3. Est-elle terminée?

4. Reste-t-il des comptes ou contrats à payer et pour quel montant?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
pour l'honorable M. Nicol (Compton):**

1. \$85,306.17.

2. \$782,915.46.

3. Oui.

4. Aucun.

Sommes perçues grâce à la loi des droits sur les divertissements

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Quelle somme le gouvernement a-t-il perçue, à chaque exercice dans chacune des cités et villes en vertu de la loi des droits sur les divertissements depuis la mise en vigueur de cette loi?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
pour l'honorable M. Nicol (Compton):** (Voir le tableau à la page suivante).

Cités et villes	Du 1 ^{er} septembre 1921 au 30 juin 1922	1922-1923	1923-1924	1924-1925
Grand-Mère	\$ 527.22	\$ 582.10	\$ 940.78	\$ 814.35
Granby	258.59	152.75	790.31	343.30
Hull	3,159.11	2,055.28	4,669.79	3,055.62
Joliette	559.03	592.02	846.63	1,118.49
Lachine	456.65	1,074.44	2,057.68	2,649.91
Lévis	148.35	57.65	47.65	300.08
Montréal	157,497.25	301,524.28	324,926.74	314,944.98
Outremont	.....	.....	43.20	34.45
Québec	27,408.03	32,549.79	31,837.26	29,463.84
Shawinigan Falls	628.19	634.30	1,326.26	1,421.16
Sherbrooke	7,362.72	11,554.60	9,653.10	12,549.22
Sorel	.....	784.58	.....	2,302.50
Saint-Hyacinthe	1,361.63	1,744.29	1,971.20	1,213.99
Saint-Jean	1,703.49	1,181.18	1,090.46	1,290.73
Saint-Lambert	297.40	669.07	815.39	793.91
Thetford Mines	234.00	266.12	181.00	1,488.73
Trois-Rivières	3,750.74	6,591.05	6,096.32	5,815.90
Valleyfield, S.	.....	.....	2,394.59	238.61
Verdun	.....	.....	6,937.24	15,854.95
Westmount	704.92	834.92	450.86	834.84
Coaticook	462.10	683.14	757.75	501.84
Iberville	.....	54.76	.....	.....
Jonquière	.....	104.63	141.03	.....
Kénogami	76.63	200.55	288.29	374.58
La Tuque	.....	.....	.....	652.39
Magog	.....	1,780.80	289.24	1,095.18
Richmond	134.48	274.01	198.60	490.47
Rimouski	31.61	104.55	55.84	42.04
Saint-Jérôme	.....	225.18	390.38	1,040.25
Victoriaville	.....	192.09	245.57	254.25
Windsor	.....	104.87	127.96	75.76

Entrepôt de la Commission des liqueurs à Montréal

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Le nouvel entrepôt de la Commission des liqueurs à Montréal est-il terminé?

2. Reste-t-il des comptes ou contrats à payer et pour quel montant?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
pour **L'honorable M. Nicol (Compton):**

1. Oui.

2. Oui, pour \$12,389.

Permis de taverne

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien de permis de taverne la Commission des liqueurs a-t-elle donnés dans la cité de Montréal pour l'année 1925?

2. Combien dans la cité de Québec?

3. Combien dans le reste de la province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
pour **L'honorable M. Nicol (Compton):**

1. 309 comme suit: 255 tavernes seules, 50 dans hôtels et 3 dans restaurants.

2. 48 tavernes seules et 8 dans hôtels.

3. 46.

Conférenciers agricoles

M. Dufresne (Joliette): 1. Combien de conférenciers agricoles étaient à l'emploi du gouvernement: a) en 1924; b) en 1925?

2. Quels sont ces conférenciers et quel est le salaire de chacun d'eux?

3. Combien de conférences ont été données dans la province: a) en 1924; b) en 1925?

4. Est-ce que les agronomes donnent des conférences?

5. Combien ont coûté ces conférences en dépenses de voyage, etc., pour chacun des conférenciers?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): 1 et 2. Le ministère de l'Agriculture n'emploie plus de conférenciers agricoles, dont le travail consiste exclusivement à faire des conférences.

3. Les officiers du ministère de l'Agriculture ont donné approximativement 3,800 conférences en 1924 et 4,000 conférences en 1925.

4. Les agronomes donnent des conférences.

5. Il est pratiquement impossible de déterminer le coût des conférences parce qu'elles sont faites en même temps que d'autres travaux.

Salles de billard et allées de quilles

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Combien y a-t-il de salles de billard et allées de quilles dans la province?

2. Ces établissements ont-ils tous la licence requise par la loi?

3. Combien d'établissements ont eu leur licence confisquée en 1924-1925, pour quelles causes?

4. Quel a été en 1924-1925 le revenu provenant de ces licences?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
pour **l'honorable M. Nicol (Compton):** 1. 608.

2. Oui.

3. Aucun.

4. \$58,382.61.

Magasins de la Commission des liqueurs

M. Pellerin (Maisonnette): 1. Combien y a-t-il de magasins de la Commission des liqueurs dans la province de Québec?

2. Où se trouvent-ils situés?

3. Quels sont les gérants de chacun d'eux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
pour **l'honorable M. Nicol (Compton):** 1. 91 magasins.

2. et 3. (Voir la liste ci-dessous).

No du magasin	Adresse	Nom du gérant
1	180, rue Peel, Montréal	L. Bouchard
2	142, rue Saint-Antoine, Montréal	E. Markgraf
3	2025, rue Bleury, Montréal	P. Lafrance
4	72, rue Saint-Laurent, Montréal	R. Dubuc
5	138, rue Sainte-Elizabeth, Montréal	E. J. F. Markgraf
6	2,526, rue Saint-Laurent, Montréal	Geo.-A. Fortier
7	395, rue Wellington, Montréal	B. Duhamel
8	Saint-Jean, P. Q.	Eug. Roy
9	204, rue Saint-Viateur, Montréal	J. E. Warren
10	843, rue Saint-Laurent, Montréal	J. Friedman
11	582, rue Demontigny-Est, Montréal	T. Durand
12	1987a, rue Saint-Jacques, Montréal	L. Provost
13	6482c, rue Lajeunesse, Montréal	J. A. Christin
14	2,188, rue de l'Église, Montréal	C. Cordeau
15	716, rue Atwater, Montréal	A. Dubuc
16	90, rue Laurier-Est, Montréal	J. J. Beauregard
17	979, rue Notre-Dame-Ouest, Montréal	A. Laplante
18	2083, rue Ontario-Est, Montréal	H. Demers
19	413, rue Mont-Royal-Est, Montréal	G. Pratte
20	50, Place Jacques-Cartier, Montréal	F. Paradis
21	3,075, rue Notre-Dame-Est, Montréal	J. T. Remington
22	1,005, rue Ontario-Est, Montréal	J.-O. Deziel
23	2,211, rue Mont-Royal-Est, Montréal	J.-A. Tranquil
24	281b, rue Visitation, Montréal	J.-O. Proulx
25	6,734, rue Saint-Denis, Montréal	A. Tremblay
26	378, rue Saint-Joseph, Lachine	Jos. Deguire
27	202, rue Notre-Dame, Trois-Rivières	O. Heroux
28	867, rue Sainte-Catherine-Ouest, Trois-Rivières	J. W. Gowing
29	Shawinigan Falls, P. Q.	A. O. Bureau
30	Grand-Mère, P. Q.	J.-A. Desbiens
31	Rivière-du-Loup, P. Q.	J.-E. Lapointe
32	28, Côte-du-Palais, Québec	H. L'Heureux
33	Saint-Jérôme, P. Q.	C. Bourbeau
34	Bellerive-Valleyfield	L. de Martigny
35	Granby	E. Hivon
36	135, Saint-Paul, Québec	J.-L. Cantin
37	Joliette	F. Neveu
38	21, rue King, Sherbrooke	J.-A. Bouthillier
39	55, rue de la Couronne, Québec	L. Gaboury
40	Louiseville	C.-E. Martin
41	Beauharnois	J. Daigneault
42	Marieville	H.-F. Desmarais
43	Saint-Hyacinthe	J.-L. Guillet
44	237, rue Notre-Dame-Ouest, Montréal	C.-E. Garon
45	Waterloo	J.-O. Seguin
46	Drummondville	J.-O. Laperrière

No du magasin	Adresse	Nom du gérant
47	La Tuque	D. Dufour
48	22, rue Saint-Stanislas, Québec	A. Grenier
49	Sorel	J. Salvail
50	204, rue Champlain, Hull	Nap. Legault
51	Buckingham	Jos. Champagne
52	Aylmer	H. Therrien
53	Berthierville	L. Pelletier
54	1,719b, rue Sainte-Catherine-Est, Montréal	J.-A. Renaud
55	55, rue Delorimier, Montréal	A. Drouin
56	49, rue Saint-Jean-Baptiste, Montréal	A. St-Charles
57	Angle Dalhousie et Saint-André, Québec	J.-W. Cadorette
58	1,150, rue Saint-Denis, Montréal	O. Lejour
59	944, rue Saint-Vallier, Québec	J. Lemieux
60	347, rue Saint-Jean, Québec	E. Gagnon
61	Rigaud	J.-E. Villeneuve
62	L'Assomption	A. Thouin
63	29, Sous-le-Fort, Québec	J.-L. Létourneau
64	Au-Pied-du-Courant, Montréal	J.-N. Morin
65	250, rue Laurier-Ouest, Montréal	R.-A. Taschereau
66	27, rue McGill College, Montréal	J. H. Blackley
67	204, rue Sainte-Catherine-Est, Montréal	C.-A. Coyette
68	Laprairie	A. Lamarre
69	Sainte-Thérèse	J.-A. Coulombe
70	Longueuil	H. Mongeau
71	Valleyfield	S. Bergevin
72	25, rue Principale, Hull	A.-I. Telmosse
73	Sainte-Anne-de-Bellevue	E. Cousineau
74	54, rue Saint-Jean, Québec	L.-A. Carrier
75	3,340, rue Adam, Montréal	R. Leduc
76	2,382, rue Sainte-Catherine-Est, Montréal	F. Dorion
77	Bedford	A. N. Bail
78	186, rue King-Est, Sherbrooke	N.-A. Duford
79	2,204, Boulv. Gouin, Montréal	Dr. J.-B. Dorion
80	Farnham	H. Millette
81	Coaticook	E.-P. Dupuis
82	Magog	A.-L. Bibeau
83	Sainte-Agathe-des-Monts	A. Marier
84	2,828, rue Masson, Montréal	J.-F. Bélanger
85	91, Côte-du-Passage, Lévis	A. Blouin
86	5,356, rue Sherbrooke-Ouest, Montréal	E.-F. Décarie
87	317b, rue Saint-Joseph, Québec	R. Depeyre
88	Iberville	G.-A. Boutin
89	462, rue Saint-Maurice, Trois-Rivières	J.-A. Guilbert
90	2,339, rue Notre-Dame-Ouest, Montréal	L.-J. Marchand
91	160, rue Craig-Ouest, Montréal	J. E. Pepin

Examen préalable

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général

pour étudier le bill 154 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable.

Adopté.

En comité³:

M. Duranleau (Montréal-Laurier), se disant l'interprète d'avocats du Barreau de Montréal, demande que la faveur soit accordée aux deux parties, c'est-à-dire au demandeur comme au défendeur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) n'est pas de cette opinion. Le représentant de Montréal-Laurier (M. Duranleau), même s'il eût représenté le bâtonnier et tout le Barreau de Montréal, n'a aucune chance d'obtenir ce qu'il demande.

M. Fortier (Beauce) et **l'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** prennent part à la discussion.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Fortier (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxes à payer par la St. Regis Paper Company of Canada Limited à la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge

M. Hamel (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 120 autorisant le conseil municipal de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge à accorder une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la St. Regis Paper Company of Canada Limited, pendant une période d'années.

Adopté.

En comité⁴:

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Il me semble qu'il y a suffisamment dans la loi générale pour protéger cette industrie pendant 10 ans. Nous faisons récemment une loi générale pour décréter

que les permutations de taxes devraient avoir une durée de 10 ans. Voilà maintenant que nous permettons un délai de 15 ans. Pourquoi imposer à Cap-Rouge des obligations spéciales pour 15 ans? Il y a lieu de s'en étonner. En outre, il y aurait lieu de sauvegarder ici les droits des corporations scolaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Justement, il y a, dans le projet, un amendement en faveur de la commission scolaire, qui peut, elle aussi, accorder une permutation de taxes à 15 ans si elle le désire. En outre, nous ne donnons aucun ordre, nous ne forçons pas Cap-Rouge; nous autorisons son conseil municipal à accorder une commutation de taxes. Il y a un amendement qui donne des droits égaux à la commission scolaire. C'est une dérogation à la loi générale, mais remarquons que la compagnie, à elle seule, si nous adoptons ce bill, va payer la moitié des taxes municipales et la moitié des taxes scolaires de la municipalité du Cap-Rouge. Si on l'évaluait à sa pleine valeur, la compagnie paierait les cinq sixièmes des taxes. Il me semble que ce serait injuste. Le comité a cru devoir accorder cette commutation. Quant à la durée de l'exemption partielle, elle ne sera pas de plus de 15 ans bien que la compagnie nous demandait et avait d'abord proposé 20 ans. Nous lui accordons 15.

Il démontre que ce bill avait déjà été amendé deux fois dans le sens le plus judicieux et le plus équitable pour tout le monde, et spécialement pour la municipalité de Saint-Félix, et pour la municipalité scolaire, à laquelle on accorde les mêmes droits de taxes que la St. Regis.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Cette industrie a-t-elle déjà ses usines?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elle a ses terrains et elle construira bientôt ses usines.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Quelle est la base de l'évaluation? On ne se basera pas sur la valeur actuelle?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Évidemment non. L'évaluation du moulin, dès la première année qui suivra sa construction, sera de \$250,000 et on augmentera cette somme de \$50, 000 par année pendant 15 ans.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Alors, très bien.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Hamel (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Château-d'Eau

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 109 constituant en corporation la ville de Château-d'Eau.

Adopté.

En comité⁵:

Des voix de l'opposition: "Explain".

M. Thériault (L'Islet): Les fondateurs de cette nouvelle ville sont 80 citoyens⁶ de Québec qui passent l'été à Loretteville et veulent avoir leur propre municipalité afin de faire des améliorations et de se gouverner eux-mêmes. Ils y ont fait du déblayage, bâti des maisons, embelli la propriété et payé des taxes. Ils prétendent qu'ils n'ont pas reçu en proportion de ce qu'ils ont donné.

Les promoteurs de la nouvelle ville, dont les noms apparaissent dans le projet, sont: MM. J. Reid, dentiste; Alphonse Déchêne, marchand; Élias Thivierge, marchand; Hubert Duchêne, agent d'affaires; Siméon Boiteau, employé civil; Siméon Grondin, médecin; P.-A. Alain, marchand; J. W. Delaney, médecin; Wm Whelan, marchand; Henri Fortier, industriel; Roméo Giguère, industriel; Jules Déchêne, marchand; Edgar Déchêne, marchand; Mme vve juge Larue; Wm McMillan, gérant; Adolphe Dombrowski, négociant; William Bélanger, voyageur; Édouard Chalifour, agent; Joseph Fraser, auditeur; Henri Fraser, comptable; révérend L. Boulanger, prêtre; Émile Joncas, employé civil.

Les limites de la ville de Château-d'Eau s'étendront de la route Valcartier, à partir du chemin de fer jusqu'au Château-d'Eau.

M. Hamel (Portneuf): Je suis contre le projet de multiplier ainsi les villes. Il ne faudrait pas créer trop de ces précédents. Je considère que les promoteurs n'ont d'autre but que d'éviter de payer les taxes municipales de Loretteville, de se soustraire

aux obligations municipales et scolaires de municipalités qui les ont adoptés, de sorte que le fardeau de l'administration et des dettes retombera sur les citoyens de Loretteville. Je suis donc contre le projet et je trouve que la Chambre ne devrait pas l'adopter.

M. Thériault (L'Islet): Les principaux intéressés sont sûrement les citoyens de Loretteville. Or, ils ont accepté. Loretteville n'a qu'une petite dette et, si nous constatons l'an prochain que l'incorporation de la ville de Château-d'Eau est préjudiciable à Lorette, nous y pourrions. À chaque jour suffit sa peine. Les promoteurs disent: Nous ne voulons pas causer de tort à la municipalité de Loretteville. Laissez-nous le Château-d'Eau. Cette propriété appartient à la cité de Québec.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. La ville de Château-d'Eau comprend le territoire ci-après décrit, chaque propriété y étant désignée par le numéro du cadastre officiel de la localité:

"Dans la municipalité du village de Loretteville, comté de Québec: commençant au point d'intersection de la rive nord-est de la rivière Saint-Charles, avec la limite sud-ouest du lot numéro 1035, et suivant cette dite rive nord-est jusqu'à son point d'intersection avec la limite nord-ouest du droit de voie du chemin de fer "Québec et Lac-Saint-Jean", suivant cette dite limite nord-ouest du chemin de fer jusqu'à sa rencontre avec la limite sud-ouest du chemin de Valcartier; de là, suivant ladite limite sud-ouest du chemin de Valcartier, vers le nord-ouest, sur une distance de deux cent dix pieds; de là, vers le sud-ouest, sur une distance de cent soixante pieds; de là, vers le nord-ouest, sur une distance de deux cent cinq pieds; de là vers le nord-est, sur une distance de cent soixante pieds, jusqu'au chemin de Valcartier; puis continuant vers le nord-ouest, suivant ladite limite sud-ouest du chemin de Valcartier, sur une distance de trois cent soixante-quinze pieds; de là, vers le sud-ouest, sur une distance de cent soixante pieds, jusqu'à la limite nord-est du lot numéro 711; puis, vers le nord-ouest, suivant ladite limite nord-est du lot numéro 711, sur une distance de cinquante-deux pieds; puis, vers le sud-ouest, sur une distance de cinq cent quatre-vingts pieds, jusqu'à la limite sud-ouest dudit lot numéro 711; de là, vers le nord-ouest, suivant ladite limite sud-ouest dudit lot numéro 711, sur une distance de trois cents pieds;

puis vers le nord-est, sur une distance de cinq cent quatre-vingts pieds, jusqu'à la limite nord-est dudit lot numéro 711; puis, suivant ladite limite nord-est dudit lot numéro 711, prolongée jusqu'à sa rencontre avec la limite nord-ouest d'un chemin public, sur une distance de trois cent quatre-vingts pieds; de là, suivant ladite limite nord-ouest dudit chemin public, allant vers le sud-ouest, sur une distance de trois cent cinquante pieds, jusqu'à sa rencontre avec la limite nord-est du lot numéro 757; de là, vers le nord-ouest, suivant ladite limite nord-est dudit lot numéro 757, prolongée jusqu'au coin ouest du lot numéro 761-A; de là, vers le nord-est, suivant ladite limite nord-ouest dudit lot numéro 761-A, jusqu'à sa rencontre avec le chemin de Valcartier; puis, vers le nord-ouest, suivant la limite sud-ouest dudit chemin de Valcartier, jusqu'à sa rencontre avec la limite sud-est du lot numéro 766; de là, traversant ledit chemin de Valcartier, jusqu'au coin ouest du lot numéro 764; de là, vers le nord-est, suivant la limite nord-ouest dudit lot numéro 764, prolongée jusqu'à la rive nord-est de la rivière Saint-Charles; de là, suivant les sinuosités de ladite rive, vers le nord, le sud et le nord-est jusqu'à sa rencontre avec la limite nord-est de la propriété appartenant à M. G.-A. Cloutier, située sur le lot 1027; de là, suivant cette dite limite nord-est de ladite propriété en allant vers le sud-est, jusqu'au coin nord du lot numéro 1027-3; de là, vers le nord-est, sur une distance de cent quarante pieds, jusqu'à la limite nord-est dudit lot numéro 1027; de là, vers le sud-est, suivant ladite limite nord-est dudit lot numéro 1027, jusqu'au coin sud-est du lot numéro 1027-A; de là, vers le sud-ouest, suivant ladite limite sud-est dudit lot numéro 1027-A, sur une distance de quarante pieds; de là, vers le sud-est, suivant la limite nord-est du lot numéro 1026, sur une distance de deux cent quarante pieds; de là, vers le sud-ouest, sur une distance de deux cent trente-cinq pieds; de là, vers le sud-est, sur une distance de cent vingt pieds; de là, vers le nord-est, sur une distance de deux cent trente-cinq pieds, jusqu'à la limite nord-est dudit lot numéro 1026; puis, vers le sud-est, suivant les limites nord-est et est dudit lot numéro 1026, jusqu'à sa limite sud-est; puis, suivant ladite limite sud-est, jusqu'à son coin sud; de là, vers le sud-est, et traversant ledit chemin de fer "Québec et Lac-Saint-Jean", suivant la limite nord-est du lot numéro 1027-B-1, sur une distance de cent soixante-dix pieds; de là, vers le sud-ouest, suivant une ligne aboutissant au coin ouest du lot numéro 1035, enfin, vers le sud-est, suivant la limite sud-ouest dudit lot numéro 1035 jusqu'à son point d'intersection avec la rive nord-est de ladite rivière Saint-Charles, point de départ;

"Y compris le lit et les îles de la rivière Saint-Charles, depuis son intersection avec ledit chemin de fer "Québec et Lac-Saint-Jean", jusqu'à l'extrémité nord-est du lot numéro 764 susdit. Tout le territoire, ainsi décrit et sur lequel il y a cinquante-huit habitations, forme une superficie de quatre cent soixante-dix arpents, plus ou moins."

M. Hamel (Portneuf): Le Château-d'Eau étant entouré de forêts, je crois qu'on devrait l'enlever des limites de la nouvelle ville et je propose un amendement dans ce sens.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): J'ai combattu ce bill devant le comité. Je considère que nous faisons déjà une assez grave erreur en créant ces nouvelles villes sans que nous nous immiscions dans le tracé des limites. On crée trop de villes de touristes aux dépens des municipalités des campagnes voisines sur lesquelles on laisse retomber tout le poids des taxes.

M. Thériault (L'Islet): Le Château-d'Eau appartient à la cité de Québec et est évalué à \$71,000 dans la municipalité de Loretteville. C'est tout ce que nous enlevons à Lorette pour le donner à la ville de Château-d'Eau. Le conseil municipal de Québec a approuvé la fondation de la nouvelle ville et a consenti à ce que sa propriété du Château-d'Eau fasse partie des limites de cette dernière.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je voudrais connaître l'opinion de l'honorable député de Québec-Comté (M. Bastien).

M. Bastien (Québec-Comté): Je n'ai pas l'intention d'influencer la Chambre pour ou contre ce bill. Le comité l'a étudié et l'a approuvé et je n'ai qu'à me soumettre à sa décision. Je n'ai rien à dire de ce projet, attendu que l'affaire a été réglée entre les principaux intéressés.

Il se prononce pour la loi.

L'amendement est rejeté.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 20 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 21 qui se lit comme suit :

"21. À compter du premier juillet 1926, le territoire, érigé en municipalité de ville par la présente loi, formera une municipalité scolaire distincte."

Le comité propose de remplacer l'article 21 par le suivant:

"21. La ville sera tenue de payer sa part des dettes actuelles de la corporation du village de Loretteville, au prorata de l'évaluation actuelle des terrains détachés dudit village, suivant la valeur actuelle, telle que constatée au rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité lors de la mise en vigueur de la présente loi, et le règlement de ladite dette entre les parties de fera suivant les dispositions des articles 50 et suivants du Code municipal de Québec.

"Ladite ville aura droit, néanmoins, en tout temps, de se libérer, à toujours de ladite dette, en payant à la corporation du village de Loretteville le capital de sa part et tous arrérages d'intérêts alors dus.

"La part du capital ainsi payée par la ville devra être versée au fonds d'amortissement destiné à rembourser lesdites dettes.

"Tout tel règlement de dettes devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales."

Les articles 22, 23 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la voirie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) pour **l'honorable M. Nicol⁷ (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 133 modifiant la loi de la voirie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁸:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) pour **l'honorable M. Nicol (Compton)** propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter les emprunts jugés nécessaires pour la mise à exécution de la section II, du paragraphe 2^o de la section III, de la section VII, et de la section VIII de la loi de la voirie (statuts refondus, 1925, chapitre 91), lorsqu'il s'agira de construction ou d'amélioration, mais que ces emprunts ne pourront excéder en totalité, tant en vertu de ladite loi de la voirie qu'en vertu des lois 2 George V, chapitre 23, section 1, et 3 George V, chapitre 21, la somme de quarante et un millions cinq cent mille dollars, au lieu de la somme de quarante mille dollars autorisée par l'article 75 de ladite loi de la voirie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si ce nouvel octroi va être dépensé.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dit que les prévisions lui permettent de répondre dans l'affirmative.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Où ce nouvel argent va-t-il être dépensé?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) pour **l'honorable M. Perron⁹ (Montarville)**: Le projet a pour but de permettre au gouvernement d'emprunter \$1,500,000 de plus pour compléter de grands travaux dans 45 routes régionales qui en ont le plus pressant besoin. La Chambre a autorisé le gouvernement à emprunter \$40,000,000. Il ne reste plus que \$800,000. Sur ce montant, il y a \$615,000 d'engagés. Le programme de construction comporte des dépenses pour \$1,900,000 et il y a encore bien des routes et des grandes routes à terminer dans la province.

Les prévisions suivantes peuvent être données, sans cependant garantir absolument les chiffres qui peuvent quelque peu varier en face de circonstances particulières. Nous allons dépenser \$408,000¹⁰ dans le district no 1; \$900,000 dans le district no 2; \$174,000¹¹ dans le district no 3; \$124,000 dans le district no 4.

Parmi les chemins de fer à finir, il y a, entre autres, ceux de Lévis-Rimouski, Lévis-Sherbrooke, Rimouski-Matapédia, Rimouski-Sainte-Anne-des-Monts, autour du Lac-Saint-Jean, Lévis-Saint-Lambert, Richmond-Yamaska, Saint-Hyacinthe.

Certes, le programme est considérable. Toute la population de la province applaudira à la poursuite d'une politique qui a semé le bien-être dans bien des milieux et qui a aidé notre population à traverser la crise mieux que partout ailleurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le gouvernement sait ce que vont coûter d'ici à 10 ans les grandes routes qui, un jour, seront déclarées routes régionales par le ministère de la Voirie?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pour la construction?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour l'entretien aussi.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne sais si le ministère de la Voirie peut donner tous ces renseignements. Mais j'ai ici le programme de construction préparé par le ministre. On projette de compléter les 45 routes régionales déjà classifiées.

La proposition est adoptée.

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill 133 modifiant la loi de la voirie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) pour **l'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 modifiant la loi de la voirie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) pour **l'honorable M. Nicol (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) pour **l'honorable M. Nicol (Compton)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **L'honorable M. Nicol (Compton)**¹² propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Avant que la Chambre n'adopte cette proposition, je veux faire quelques remarques sur un sujet que je considère d'importance capitale et qui forme la base même de notre système constitutionnel. Les *Comptes publics* font voir que les sommes payées par mandats spéciaux...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Comme je vois que l'honorable député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques) veut parler d'une question de l'administration financière, je lui demanderais d'ajourner ses remarques à la prochaine séance, demain, afin d'attendre que le trésorier, qui est absent, soit à son siège. Car il est indisposé; il est retenu chez lui par la maladie et n'a pu venir à la Chambre aujourd'hui¹³. Il ne serait que juste d'attendre qu'il soit ici pour parler dépenses. Le représentant d'Argenteuil (M. Saint-Jacques) pourrait présenter sa motion dès demain probablement.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): J'espère que l'indisposition n'est pas grave. Je suis persuadé que le ministre se rétablira aujourd'hui et que l'on pourra poursuivre le débat. Le premier ministre sait-il si le trésorier sera ici demain?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois bien qu'il sera parmi nous demain. L'honorable trésorier est sous les soins du député de Rouville (M. Bernard), un excellent médecin, et il pourrait nous en donner des nouvelles.

M. Bernard (Rouville): J'espère que l'honorable trésorier pourra être ici demain.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Alors, je vais ajourner mes remarques.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je remercie l'honorable député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques).

M. Langlais (Témiscouata)¹⁴: La colonisation n'a fait aucun progrès dans les comtés du bas du fleuve. Nos colons nous quittent pour s'en aller dans les villes ou ailleurs. Pourquoi la colonisation a-t-elle

fait si peu de progrès? Nous avons conseillé au ministre de faire une meilleure classification des lots qui est mal faite. On ne l'a pas fait. Les droits de coupe que l'on charge aux colons sont trop élevés. L'inspection des lots de colonisation est beaucoup trop lente. Le service d'inspection de la colonisation est incomplet et trop souvent mêlé à la politique et au patronage. Le Congrès de colonisation a déjà demandé la création d'une commission. Le gouvernement devrait faire une inspection plus rapide, sans parti pris politique, des défrichés des colons aux fins des droits de coupe et des primes de défrichement. Le gouvernement ayant institué des primes, il est nécessaire que les colons aient leurs primes. Or, ils sont obligés de demander aux inspecteurs à trois ou quatre reprises de venir visiter leurs terres pour se rendre compte du défrichement qu'on y a fait. Il devrait donner des permis de brûler les abattis, plus facilement et dans des temps plus favorables et accorder aux colons l'aide des gardiens de feu. Il devrait faire la remise des droits de coupe pour bois brûlés. Il devrait aider plus longtemps la construction des écoles et des chapelles. Et surtout, il devrait faire une évaluation des lots offerts aux colons et se rendre compte si ceux-ci y trouveront les moyens d'y vivre durant les premières années, surtout depuis que le gouvernement a permis aux commerçants d'enlever tout le bois marchand sur les lots. Lorsque cette évaluation aura été faite, le gouvernement s'apercevra que les primes de défrichement ne sont pas suffisantes à l'heure actuelle et qu'elles devraient être augmentées à un montant au moins double de celui qui est actuellement distribué.

Je crois que le gouvernement devrait percevoir lui-même les droits que les marchands de bois doivent aux colons, car des marchands ont fait faillite et les colons ont perdu.

Je crois de plus que le ministère de la Colonisation ne doit pas faire d'annonces trop alléchantes. La colonisation serait plus progressive dans la province si le gouvernement faisait faire la classification des lots colonisables, en publiant la liste des lots que l'on a à vendre dans les régions de colonisation, au lieu de faire écrire sur les journaux des articles très dispendieux, qui n'ont aucune utilité. On devrait donner aux colons comme aux marchands de bois tout le temps voulu pour examiner les lots.

La colonisation n'avancera pas tant que l'on permettra aux inspecteurs du gouvernement de faire de la politique et tant que l'on ne mettra pas la colonisation au-dessus de la politique. Le gouvernement n'a pas assez songé que la

colonisation devrait être au-dessus de toute question de politique. Jusqu'ici, il n'a guère fait que des chemins de colonisation, qui ont coûté très cher et qui n'ont été confiés qu'à des favoris politiques. On refuse des terres à ceux qui ne sont pas pour le gouvernement. Le gouvernement n'a pas fait les routes pour les colons, mais uniquement pour faire plaisir à des amis. On a choisi la couleur politique de ceux qui devaient bénéficier des travaux. Ceux qui ont une couleur politique adverse ne voient presque jamais les chemins devant leurs lots, ou, au moins, ne peuvent être appelés à travailler dans ces chemins.

Aussi la population des régions de colonisation de Rimouski, Matapédia, Témiscouata et L'Islet n'a-t-elle pas cessé de baisser. La colonisation est trop étendue. Le gouvernement a voulu faire de la colonisation intensive dans une certaine région, et les vieilles paroisses, où tant d'efforts ont été dépensés, diminuent de population et d'importance. On a trop négligé les vieilles paroisses de colonisation qui sont demeurées stationnaires ou ont périclité parce que le département favorisait seulement quelques nouvelles régions. On y voit des colons y abandonner leurs terres après quelques années de travail, découragés par les multiples persécutions dont ils ont à souffrir de la part des marchands de bois, des inspecteurs du gouvernement et des favoris si nombreux qui reçoivent toutes les protections.

La politique du gouvernement, en matière de colonisation, consiste principalement à entretenir des chemins d'hiver qui servent et qui sont plus utiles aux commerçants de bois, sans être d'aucune utilité pratique pour les colons. Des chemins de colonisation, de vrais chemins de colonisation, auraient été abandonnés après avoir coûté des sommes considérables. Depuis cinq ans, surtout, les sommes dépensées par le département de Colonisation n'ont pas donné les résultats prévus et avantageux que l'on devait en attendre parce qu'elles ont été mal dépensées. Le gouvernement aurait dû faire faire ces chemins par des colons plutôt que de donner des contrats à des particuliers favoris. Le gouvernement, au lieu de remettre les deniers votés pour la voirie de la colonisation aux diverses municipalités intéressées, de façon à ce que les colons eux-mêmes puissent en profiter, a confié les travaux à des particuliers, à des entrepreneurs, à des colons favoris choisis pour des considérations politiques. Pourquoi la colonisation ne va pas dans la province?

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau), que

tous les mots après "que", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants:

Bien qu'elle soit prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette qu'une grande partie des subsides qu'elle a votés depuis quelques années pour la colonisation ait été dépensée au bénéfice de spéculateurs et de favoris, mais au détriment des colons et de la colonisation;

Elle regrette que des sommes considérables aient été dépensées pour des chemins de colonisation mal faits, que des régions depuis longtemps ouvertes à la colonisation n'aient pas reçu du gouvernement l'appui nécessaire à leur développement normal et aux besoins de leurs colons;

Elle regrette que trop souvent le spéculateur ou le colon de mauvaise foi ait, pour des considérations de partisanerie politique, violé la loi de colonisation quand le vrai colon était trop souvent, trop sévèrement et injustement traité;

Elle croit de son devoir d'inviter le gouvernement à adopter une politique plus juste pour le colon et plus efficace pour la province, par une répartition plus équitable et plus rationnelle des deniers votés pour la colonisation, par une reclassification plus pratique des terres colonisables, par une protection plus efficace dans la remise des droits de coupe de bois, dans l'inspection des défrichés et dans les permis de brûler les abattis, par l'octroi d'une prime vraiment encourageante et effective en vue de protéger suffisamment le colon et de l'intéresser à la terre neuve plutôt qu'à l'exploitation du bois;

Elle croit que la colonisation devrait être dirigée de manière à offrir des avantages réels aux colons qui donnent la preuve de leur bonne foi par le travail de défrichement plutôt que par le déboisement, et que le gouvernement devrait favoriser et protéger le colon qui vend son bois pour servir les besoins d'industries établies dans notre province.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska)¹⁵:

Mon honorable ami de Témiscouata (M. Langlais) nous a dit que le ministère de la Colonisation ne devrait pas faire de politique et que la colonisation devrait être au-dessus de la politique. Son discours devant la Chambre était pourtant un très beau discours de politicien. En l'écoutant, en l'écoutant lire son amendement, je me disais que c'était le plus parfait discours de partisan politique que l'on ait entendu depuis longtemps. Ce n'est pas d'un homme public bien inspiré, d'un homme soucieux d'aider la cause de la colonisation, que de faire une harangue aussi partisane sur le sujet de la colonisation.

L'honorable député nous a fait un sombre tableau de la vie du colon, mais ceux qui connaissent le colon autant que le ministre savent que la condition du colon n'est pas aussi noire que celle que décrit le député du Témiscouata. Il est vrai, et tout le monde s'en rend compte, la vie du colon n'est pas rose, elle est difficile, mais c'est dû au fait que le colon bâtit sa maison dans un territoire sauvage, que c'est une tâche difficile que de transformer la forêt en terres agricoles et d'en faire des terres rentables et propres à la culture, et ce n'est pas dû à la négligence du gouvernement. Les colons doivent avoir un cœur solide pour réussir, et le fait que tant de colons aient réussi couronne les efforts du gouvernement et montre clairement que ces colons au cœur solide existent et que le gouvernement les a soutenus de son mieux.

Il salue les colons qui, il en est persuadé, ont fait pleinement confiance au gouvernement et qui l'ont montré aux dernières élections. Y a-t-il une question plus difficile à résoudre que celle de la colonisation? Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, je sais que la vie du colon sera toujours rude et âpre. Tous ceux qui se sont occupés de colonisation, tous ceux qui ont fait cette expérience l'admettent. S'il en était autrement, ce ne serait plus de la colonisation. Les colons ont besoin de qualité qu'on ne trouve pas chez tous les gens. Il faudra toujours un courage spécial au colon de n'importe quel district, que ce soit celui de Témiscouata, de l'Abitibi et du Témiscamingue, pour accomplir la tâche du défricheur.

Je m'accorde avec mon honorable ami pour dire que la colonisation doit être au-dessus de la politique, au-dessus de toute question de parti et placée en dehors de la politique. C'est ce que nous nous efforçons de faire et c'est ce que nous avons toujours fait au département de la Colonisation.

Nous avons placé cette question de l'établissement du colon au-dessus de toute considération politique, non pas seulement dans nos affirmations, comme le député de Témiscouata, mais en fait et en réalité. Et, quand il s'est agi de faire des chemins, de donner des graines de semence ou des primes de défrichements, nous n'avons jamais regardé s'il s'agissait de libéraux ou de conservateurs, mais s'il était question de colons de bonne foi ou bien de spéculateurs sur les terres. Mais comment peut-il nous accuser de coloniser en faveur de partisans? Il ne dit pas la vérité quand il affirme que les chemins des terres neuves sont construits pour des fins politiques et en faveur d'amis seulement.

On a fait à grands frais, dit le député de Témiscouata, des chemins d'hiver qui étaient mal faits et qui ne profitent qu'à des créatures du gouvernement et aux marchands de bois, mais nullement aux colons. Où a-t-il pris cela? Je vois qu'il ignore tout à fait ce que sont les chemins d'hiver, dans les rapports. Par cette appellation, nous ne désignons pas des routes qui ne doivent servir que durant la saison froide, mais des chemins où le défrichement est fait et qui servent de base de chemins d'été qui sont faits au cours de la belle saison. En d'autres termes, ces voies servent en hiver parce que les arbres y ont été coupés, mais elles sont des commencements des chemins d'été à l'usage spécial des colons. Jamais un chemin d'hiver n'a été fait ou entretenu à l'usage exclusif et à l'avantage des marchands de bois, mais bien à l'usage exclusif et à l'avantage des colons. C'est essentiellement des chemins pour les colons. La politique du ministère de la Colonisation est essentiellement dans l'intérêt des colons. Ainsi, quand nous disons que nous avons cette année, au cours du dernier exercice, rapporté, il s'est ouvert 429,49¹⁶ milles de chemins d'hiver faits en 1925 dans les régions de colonisation, cela veut dire que, au cours de la saison prochaine, cet été, nous pourrions les parachever et les rendre carrossables 12 mois l'année. L'été dernier, nous avons parachevé 392¹⁷ milles de chemins faits l'hiver précédent et réparé 792 milles.

Le député de Témiscouata se plaint en outre du haut coût des chemins de colonisation et nous reproche d'avoir, pour ces chemins, dépensé beaucoup d'argent. Il devrait savoir que ces routes sont les premiers besoins des colons. Nous avons essayé de donner des chemins à tous les colons. Nos chemins sont des chemins de colonisation. Il ne faut rien épargner pour les tracer et les parachever. Jamais un homme ne consentira à s'enfoncer dans les bois et à ouvrir une terre nouvelle s'il est complètement isolé du reste de la civilisation. Il est essentiel et primordial de lui faire des voies de communication. Est-il étonnant que nous ayons dépensé tant d'argent pour leur en donner? La première chose que le colon demande et dont il a besoin, c'est un chemin, et tous ceux qui sont au courant des besoins de la colonisation savent que la première chose que nous puissions faire pour les colons, c'est de leur faire des chemins, des chemins de terre, il est vrai, et pas si mauvais que le prétend l'honorable député de Témiscouata. C'est encore une affirmation gratuite et qu'il ne saurait prouver. Et puis, on aura beau dire, ces chemins sont bien faits. Ce sont des chemins que les pluies et les intempéries

endommagent, mais il n'est pas vrai que les routes deviennent mauvaises par un défaut de confection. Il le sait bien lui-même. Tous ceux qui s'y entendent, ceux qui ont parcouru les régions de colonisation, des missionnaires colonisateurs, nous rendent le témoignage que le colon, sous ce rapport, n'a pas à se plaindre et que les chemins sont bien faits. Je pourrais produire ici des centaines de rapports témoignant de la satisfaction des colons dans les districts les plus éloignés et les plus pauvres.

L'honorable député de Témiscouata parle de favoritisme. Les routes de colonisation, dit le député de Témiscouata, ont été faites pour favoriser des amis du gouvernement. Je lui demanderai, je le mets au défi de me citer non pas 10 cas mais un seul cas où nous ayons fait exécuter de tels travaux par favoritisme; je lui demanderai de me citer un seul bout de chemin qui ait été fait pour faire plaisir à des amis politiques, un seul, remarquez- le bien, un seul cas où nous ayons agi sous l'emprise d'un sentiment de cette nature. Qu'il me cite donc un seul cas où l'ouverture d'un chemin n'était pas nécessaire à la colonisation et a été faite pour satisfaire des amis politiques ou pour des raisons politiques, et non pour des besoins réels. Aurions-nous des entrepreneurs à soigner? Le représentant de Témiscouata nous a parlé de contrats que le gouvernement aurait donnés à des amis politiques pour la construction de chemins de colonisation. Le travail n'a jamais été effectué par des entrepreneurs. Tous nos chemins sont faits à la journée et ils ont presque tous été faits par les colons eux-mêmes, sauf quelques très rares exceptions où nous faisons faire des chemins à l'entreprise sous la surveillance directe du gouvernement. Pour quelques chemins plus longs, nous avons accordé des contrats, mais ce sont les plus basses soumissions qui ont été favorisées. Depuis cinq ans, c'est la limite fixée par la discussion, jamais un chemin n'a été construit pour favoriser un ami politique, et cela d'aucune façon ni sous aucun prétexte, et nous n'avons pas donné un seul contrat important à qui que ce soit.

Je suis étonné que l'honorable député de Témiscouata, qui a une réputation de sérieux, émette de pareilles prétentions devant cette Chambre, nous tienne pareil langage et puisse venir dire ici que nous ayons fait preuve de partisanerie, quand je le mets au défi de me citer un seul exemple pour établir sa preuve. Je sais que, dans son for intérieur, il pense absolument le contraire. Je suis convaincu que mon honorable ami n'a jamais pensé et ne pense pas que le ministère de la Colonisation fasse de la colonisation pour favoriser des amis politiques. Le représentant de Témiscouata a soulevé ce débat pour

préjuger la population contre le gouvernement qui traite bien les colons. On veut faire croire aux colons que, si la colonisation est difficile, c'est parce qu'au département on en fait une affaire politique. Mais les colons en général sont satisfaits.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les colons ne sont pas aussi contents que cela. Ils sont loin d'être satisfaits. Ce sont les colons qui pensent ainsi. Est-ce que les colons du Témiscamingue n'ont pas raison d'être mécontents?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pourquoi le seraient-ils? Les colons ne sont pas aussi mécontents qu'on veut le prétendre. Il y en a qui ne sont pas satisfaits, mais il y a toujours des gens qui seront mécontents, c'est inévitable et dans l'ordre naturel. Il est impossible de contenter tout le monde.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Parlez-nous donc du Témiscamingue, où les colons n'ont ni chemins, ni chemins de fer, ni rien. Ils n'ont aucun moyen de communication et ils n'ont pas de marchés proches. Ils n'ont pas, en particulier, les chemins qu'ils veulent et qu'il leur faut. C'est une iniquité. Leur situation est intolérable. Ils sont maltraités par le gouvernement, isolés et comme abandonnés par le département. Les colons du Témiscamingue réclament des chemins de fer et des chemins pour se rendre aux marchés. Ils se plaignent que la colonisation piétine à cause de l'indifférence du gouvernement. Le gouvernement néglige les colons du Témiscamingue depuis des années. J'ai ici une requête signée par plus de 500 colons du Témiscamingue qui crient contre le gouvernement. Ce cri, les ministres l'ont entendu. Le ministre de la Colonisation l'a entendu mieux que les autres quand il est allé dans l'Abitibi faire une campagne électorale. Ce qui n'a pas empêché le candidat ministériel de subir une défaite.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le Témiscamingue a des chemins et un chemin de fer. Ils ont une voie ferrée qui passe dans le centre même de leur région qu'ils ont recommandée, ils ont de bons chemins de colonisation, et la ligne a été tracée en cet endroit après des requêtes signées par les colons eux-mêmes. Nous leur avons ensuite donné un grand chemin de terre qui va jusqu'à Rouyn. Ils ont des marchés à Haileybury, New-Liskeard où ils écoulent leurs produits.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est en Ontario!

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
C'est vrai, mais ce sont des marchés quand même.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'empêche que ces colons vendent leurs produits à Haileybury et autres centres de l'Ontario.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
Tant mieux s'ils trouvent là un marché. Est-ce un mal? Il y a un chemin de fer et des chemins dans le Témiscamingue. Nous en bâtons encore. Les seuls marchés pour les produits de la ferme du Témiscamingue sont dans l'Ontario, car les colons de cette région sont à des centaines de milles de Montréal.

Mon honorable ami de Témiscouata nous a dit que les colons abandonnaient les comtés du bas du fleuve. C'est plutôt à l'état d'exception. J'ai ici des statistiques qui démontrent au contraire que, depuis cinq ans, presque tous les endroits de colonisation ont vu leur population augmenter et aussi dans les vieilles paroisses. Quarante et une nouvelles paroisses de colonisation ont été fondées depuis cinq ans, et la population des régions de colonisation a augmenté de 26,610¹⁸ âmes qui dans l'ensemble sont satisfaites. Dans l'Abitibi, le Témiscamingue, la Matapédia, Témiscouata, Rimouski, Bonaventure, L'Islet et Kamouraska, le nombre des habitants a augmenté. Les renseignements de mon honorable ami sont donc faux.

Il prétend aussi que les droits de coupe imposés aux colons sont trop élevés. Il devrait savoir que nous ne faisons payer aucun droit de coupe sur le défrichement. Et même en dehors du défrichement, nous remettons ce droit du moment que la bonne foi du colon est prouvée. Les colons ont parfois subi des pertes imprévues sur les droits de coupe perçus par certaines compagnies, comme la St. Lawrence Lumber, mais ce n'est pas la faute du gouvernement. Ces colons n'ont pu être remboursés, parce que les syndics ont déclaré que leurs réclamations n'étaient pas privilégiées. Deux mois avant la faillite, le gouvernement avait averti les colons que la St. Lawrence n'avait pas le droit de retenir ces droits de coupe au nom du gouvernement. À l'égard des colons, c'est tout ce que le gouvernement pouvait faire.

Mon honorable ami trouve que l'inspection est lente. Il admettra que cette branche de l'administration coûte très cher. Nous avons environ 30 inspecteurs qui doivent chaque année visiter 30,000 lots de colons, et qu'il ne saurait faire plus de deux ou trois visites par année à chacun. Nous ne

pouvons faire visiter tous les lots 4 ou 5 fois par mois. Je puis assurer l'honorable député que toute la diligence possible est apportée.

Mon honorable ami nous a dit que nous refusions des lots aux colons. Jamais nous n'avons accordé un lot à qui ce soit en raison d'influence politique. Nous n'avons pas plus donné un lot à un colon libéral que nous n'avons refusé un lot à un colon parce qu'il était conservateur ou l'ami d'un membre de l'opposition. Nous vendons des lots à tous les colons de bonne foi qui les demandent et nous les accordons à ceux qui en font la demande les premiers, à condition qu'ils soient des colons et non des spéculateurs, des faux colons qui veulent un lot exclusivement dans le but de faire du profit. Jamais le département de la Colonisation n'a refusé la vente de lots à des colons de bonne foi. Pour les chemins, je puis dire aussi que nous n'avons fait que ceux qui étaient vraiment dans l'intérêt de la colonisation.

Il rappelle ce qui a été fait pour aider la colonisation et assure que le département continuera cet encouragement dans toute la mesure possible. Quant au reste, dit-il, je puis assurer le chef de l'opposition et le député de Témiscouata que nous nous efforçons d'accorder au colon la plus grande somme d'assistance possible, et que nous bannissons de notre pensée toute idée de préférence politique dans l'octroi des lots, comme dans le travail des chemins, et dans le don des primes, et tous autres privilèges émanant de notre ministère, de notre département. L'honorable député ose-t-il vraiment prétendre que nous favorisons des amis quand il s'agit de donner des lots?

M. Langlais (Témiscouata): C'est là le mal.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
Que mon honorable ami donne donc des faits. Pourrait-il être plus précis et dire dans quel cas un lot a été refusé à un colon?

M. Langlais (Témiscouata): J'ai demandé moi-même des lots pour des colons de mon comté et on m'a répondu à chaque fois que les lots que je demandais avaient été accordés à des amis du gouvernement, étaient pris par un autre ou étaient déjà promis. C'était systématique. Les lettres du ministère de la Colonisation ne le disaient pas, mais il était évident que les lots étaient retenus par des amis politiques. Or, j'ai pu obtenir la preuve ensuite que j'étais le premier demandeur de ces lots-là en particulier et je crois qu'on m'a refusé ces lots parce que je suis oppositionniste.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le représentant de Témiscouata (M. Langlais) est incapable de rapporter un seul cas où une demande de lots a été refusée pour des raisons politiques. Nous n'avons jamais fait pareille réponse et je regrette de dire que mon honorable ami fait erreur.

M. Langlais (Témiscouata): Non, vous ne dites pas cela dans vos réponses. Il est évident que cela n'apparaît pas dans les rapports, mais, en fait, c'est ce qui existe. D'ailleurs, le Congrès de colonisation a dénoncé le favoritisme.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le favoritisme n'existe pas dans mon ministère. Ni un chemin ni un lot n'ont jamais été accordés pour des considérations politiques. De telles choses n'existent que dans l'imagination des oppositionnistes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'opposition n'a pas peur de mettre des faits, de mettre les plaintes et les revendications des colons devant cette Chambre et de se constituer le champion des colons.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami le représentant de Témiscouata (M. Langlais) doit savoir que nous n'avons jamais considéré la couleur politique d'un colon. Si l'honorable député nous demande un lot qui n'est pas accordé déjà, nous le lui donnerons.

M. Langlais (Témiscouata): Je l'espère bien. Mais l'honorable ministre sait qu'au Congrès de colonisation on lui a cité des cas de patronage.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous ne faisons pas de politique avec la colonisation, ni pour les lots ni pour les chemins. Quand j'ai eu l'honneur de recommander la construction d'un chemin, je l'ai fait dans l'intérêt de la colonisation.

M. Langlais (Témiscouata): Si l'honorable ministre ne fait pas de politique, ses inspecteurs en font.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je sais ce qui se passe dans mon ministère. L'honorable député le sait. En résumé, M. le Président, nous ne faisons pas de politique. Les colons établis dans les 40 dernières paroisses que nous avons fondées sont satisfaits. Nous les avons aidés et nous continuerons de les aider sans nous occuper de leur allégeance politique.

(Applaudissements à droite)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre de la Colonisation, malgré toutes ses qualités et quels que puissent être ses mérites et ses talents, n'a pas le droit de déclarer que les colons sont satisfaits quand il a devant lui une requête comportant les demandes de près de 1,000 colons du Témiscamingue qui se plaignent de leur situation, de sa politique mesquine, de l'isolement dans lequel ce district a été laissé. Ils sont traités de façon déplorable. Cette requête, c'est une plainte et une prière qui s'élève constamment vers le ministre de la Colonisation. Le Témiscamingue est ouvert depuis 40 ans. Il y a trois ans seulement qu'un chemin de fer y est construit. Depuis 13 ans, aucune paroisse n'y a été fondée; pourtant, ce n'est pas la place qui manque. Aucune région n'a été plus négligée que la nôtre par tous les gouvernements qui se sont succédé à Québec depuis 40 ans, disent les colons dans leur requête.

Ces plaintes, vous les avez entendues et le gouvernement, depuis 20 ans, a refusé de se rendre aux demandes de ces populations vaillantes et progressives, qui habitent une des régions les plus riches de la province. L'opposition revendiquera pour les colons ce dont ils ont besoin. Le gouvernement a bâti au Témiscamingue, d'Angliers à Rouyn, un chemin qui a coûté un prix exorbitant, \$2,500¹⁹ du mille, là où les municipalités auraient pu faire le même travail aux colons à un coût de \$800 du mille. Et le chemin est si mal fait et impassable que les colons ne peuvent s'en servir et sont obligés de se servir d'autres chemins. La municipalité s'est vue dans l'obligation de faire des réparations. Si le ministre n'est pas au courant de ces faits, alors il ne devrait pas être à la tête du ministère. S'il n'est pas au courant de ces faits, c'est parce qu'il a été trompé par ceux qu'il a favorisés. Lors d'une récente campagne électorale, les colons du Témiscamingue se sont jetés aux pieds des ministres pour leur demander justice²⁰. À Amos, le ministre de la Colonisation n'a-t-il pas dit: "Si vous n'élisez pas le candidat du gouvernement et si vous votez pour Miljours²¹, nous n'aurez rien"? M. Miljours a été élu quand même contre le candidat du gouvernement. Il fallait que les colons fussent bien malheureux. Il se moque du fait que le candidat officiel du Parti libéral a été défait aux dernières élections partielles dans ce comté par un candidat libéral indépendant, et accuse le ministre d'avoir fait pression sur les électeurs. C'est cela que je dénonce comme l'intervention de la politique dans la colonisation. Si on a fait cette menace, c'est parce que les colons se dressaient contre le gouvernement qui les avait maltraités.

L'honorable M. Perrault s'est servi de méthodes d'intimidation semblables, pendant les élections partielles en Abitibi, contre ceux qui ne voulaient pas élire le candidat du gouvernement, le député d'Abitibi (M. Authier). Il est évident que, si le gouvernement juge nécessaire de menacer les colons, c'est que les colons ne sont pas satisfaits.

M. Authier (Abitibi): Il lui répugne de revenir sur ce qui s'est passé pendant certaines campagnes électorales, relativement à une contrainte imposée par le ministre sur les électeurs de son comté lors de la dernière élection partielle. Il a eu connaissance un peu de ce qui s'est passé. L'honorable chef de l'opposition a rappelé un incident de la campagne électorale de l'Abitibi. Je désire faire une déclaration. Les paroles de menace du ministre de la Colonisation n'ont jamais été prononcées comme le dit le chef de l'opposition, ni à Amos, ni ailleurs. Il attribue à l'honorable M. Perrault des paroles qu'il n'a jamais prononcées. Le récit de cet incident a été monté de toutes pièces par un journal ami de l'opposition, il le dit et il le prouve. Dans l'Abitibi, le résultat a prouvé que le gouvernement avait la confiance des colons; au Témiscamingue, les colons n'attendent qu'une occasion pour se reprendre. Il explique comment il a été élu et met tout le tort sur son adversaire d'alors, un libéral, M. Boisvert. Ce qui s'est passé, c'est que, pendant les élections au Témiscamingue, il y avait deux candidats libéraux, et l'un d'eux, qui n'avait pas été choisi par la convention, menaçait les employés du gouvernement de destitution.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'un accusait l'autre.

M. Authier (Abitibi): De quoi?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): De toute chose concernant la colonisation.

M. Authier (Abitibi): Alors ça devenait une lutte banale, puisqu'on se bornait à des accusations générales. Son adversaire, dit-il, faisait sa campagne en promettant toutes sortes de faveurs, mais, dès que le ministre l'a su, il a tout de suite entrepris de faire comprendre aux gens que, quel que soit le résultat de l'élection, les employés du gouvernement n'avaient rien à craindre pour leurs positions.

L'honorable chef de l'opposition a déclaré que les colons du Témiscamingue n'ont rien obtenu du gouvernement. Dans le dernier rapport, on voit que le ministère de la Colonisation a dépensé \$102,000

dans le comté de Témiscamingue. Cet argent a été dépensé par les conseils municipaux. Les colons de l'Abitibi et du Témiscamingue sont satisfaits de la façon dont ils sont traités et de ce que le gouvernement a fait. Les colons de l'Abitibi ne sont pas malheureux au point de désirer de changer de gouvernement et, lorsque l'occasion leur en sera fournie, ils exprimeront leur satisfaction, n'en déplaise au chef de l'opposition. Les membres de l'opposition pourront le constater lors des prochaines élections provinciales.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Dufresne, Duranleau, Gault, Houde, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Pellerin, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, 14.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bullock, Caron, Charbonneau, Daniel, Delisle, Desmarais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Grant, Guillemette, Hamel, Laferté, Laperrière, Lapiere, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, Marchand, McDonald, Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Morin, Paquet, Perrault, Phaneuf, Pilon, Reed, Richard, Saurette, Sylvestre, Taschereau, Thériault, Thurber, Tourville, 43.

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Nicol (Compton)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration et la vente des terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'inspection des lots pour colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Subsides²²

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Nicol (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Nicol (Compton)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration et la vente des terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'inspection des lots pour colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Sauvé (Deux-Montagnes)²³ demande quelques explications à l'honorable M. Perrault concernant les lots colonisables dans Saint-Pamphile²⁴. Je m'étonne, dit-il, que le ministre de la Colonisation ait ouvert et livré aux colons de Saint-Pamphile 100 lots du canton Dionne qui avaient été précédemment déclarés impropres à la culture, incultes et improductifs.

M. Thériault (L'Islet): L'opposition a courte mémoire, car, l'an dernier, le député de Témiscouata bl  mait le gouvernement de ce qu'il avait refusé de vendre aux colons les lots en question.

L'honorable M. Caron (  les-de-la-Madeleine), l'honorable M. Perrault (Arthabaska) et M. Thériault (L'Islet) répondent qu'après le premier rapport un deuxième rapport avait été fait par le curé et les principaux notables de la paroisse de Saint-Pamphile, établissant hors de tout doute que le terrain était propre à la culture. En face de ces deux rapports contradictoires, le gouvernement s'était prononcé en faveur du deuxième et avait accordé aux colons les terres demandées et réclamées par eux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'explique.

L'honorable M. Caron (  les-de-la-Madeleine) fait voir comment un professeur de l'  cole

d'agriculture de Saint-Anne avait pu différer d'opinion avec un colon de Saint-Pamphile, sur la valeur des lots en question.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) demande au ministre de la Colonisation s'il existe dans son comté une paroisse du nom de Sainte-Séraphine.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) répond dans l'affirmative.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) rappelle qu'au début de la session l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a déclaré qu'il n'y avait pas de terres abandonnées dans la province et cite le cas de la paroisse de Sainte-Séraphine où des terres cultivées auraient cessé de l'être.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): (souriant) Sainte-Séraphine ne peut être invoquée comme un argument. Elle s'est trouvée dans des conditions spéciales.

L'honorable M. Caron (  les-de-la-Madeleine) met le représentant d'Argenteuil au défi de montrer les terres agricoles abandonnées. Qu'un fermier abandonne sa maison ne signifie pas que les terres ne soient plus utilisées pour l'agriculture, elles peuvent être utilisées comme pâturage.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) offre au ministre de l'Agriculture de faire un tour dans la province avec lui pour constater la situation et de visiter les campagnes, dès le printemps prochain, surtout dans les Cantons de l'Est. Il se rendra compte rapidement que des terres jusque-là cultivées sont complètement abandonnées des cultivateurs.

Il cite une lettre d'un ancien cultivateur de Sainte-Séraphine, comté d'Arthabaska, qui dit avoir abandonné sa terre par suite des mauvais conseils que lui a donnés le ministre de l'Agriculture. Sept de ses voisins ont fait comme lui et toutes ces terres restent en friche. Le ministre de l'Agriculture, après la guerre, aurait conseillé à ces gens de garder leurs troupeaux et ce serait la cause de leur ruine.

Il ne donne pas le nom du signataire de la lettre, mais il donne les noms des autres cultivateurs qui ont réellement abandonné des terres jusque-là cultivées: Liboire Roy, Édouard Charpentier, Euclide Larocque, Aldamas Larocque, Louis Hébert, Édouard Clair, Jos. Houle, tous de Sainte-Séraphine, Arthabaska.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je demanderais à mon honorable ami de déposer sa lettre sur la table de la Chambre ou de nous donner le nom de son informateur.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) exige que le député d'Argenteuil produise la lettre de son informateur.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) refuse de déposer la lettre ou de nommer le signataire. Il dit que la règle concernant le dépôt de documents et de rapports lus en Chambre ne s'applique qu'aux documents lus par des ministres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) soutient qu'on ne peut se prévaloir de ce privilège que dans le cas où il s'agit de documents lus devant la Chambre par des ministres, et demande l'application du règlement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) fait appel au président.

M. le président (M. Hamel, Portneuf): Un simple député n'est pas tenu de fournir le nom d'un informateur.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) manifeste son étonnement de cette réticence de la part du député d'Argenteuil et réitère son affirmation du début qu'il n'y aurait pas dans la province 1,000 acres de terres en culture qui ont été abandonnées.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) fait appel à l'*Annuaire statistique* et déclare que, de 1918 à 1923²⁵, 1,600,000 acres de terres cultivées ont cessé de l'être. Il aimerait savoir si ces chiffres sont exacts ou non et si les déclarations faites par le ministre de l'Agriculture à plusieurs occasions, soit que le nombre de terres cultivées dans la province augmente continuellement, est bel et bien le reflet de la situation actuelle. Il met le gouvernement au défi de se prononcer sur l'exactitude de ces statistiques.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit qu'il a déjà donné des informations, au commencement de la session, sur le mode défectueux de recueillir les renseignements dans les premières années. Le mode de recueillir les statistiques est encore très imparfait et il est impossible d'en tirer des renseignements d'une grande exactitude. La province ne fait que commencer à établir des statistiques et ses méthodes

ne sont pas exactes. Les sources d'information sur les terres cultivées peuvent être plus ou moins fiables. Ces chiffres sont quelque peu défectueux, inexacts et trompeurs, mais les correspondants ne peuvent que donner les chiffres qu'ils obtiennent eux-mêmes. Cela dépend de la façon dont ces statistiques sont reçues et compilées. Les statistiques provinciales sont mal faites malgré leur caractère officiel. Étant donné l'usage qu'en peuvent faire de subtils adversaires du gouvernement, il vaudrait mieux n'en pas publier.

Il faudra nécessairement que les personnes intéressées à donner des renseignements, dans les campagnes, puissent nous procurer des données plus précises. Le malheur, c'est que le Bureau provincial des statistiques s'adresse à des correspondants dans des paroisses qui fournissent les renseignements qui ne sont pas les mêmes d'une année à l'autre. Pour cette raison, leurs rapports ne concordent pas, les opinions varient et ils ne semblent jamais capables de faire concorder les chiffres.

M. Saint-Jacques (Argenteuil)²⁶ admet que les compilateurs sont honnêtes et font leur devoir, mais il remarque tout de même que le gouvernement s'expose à tromper le public. Il n'est pas à l'honneur de la province de Québec ni à celui du ministre à la tête de l'important ministère de l'Agriculture, que je respecte et que j'admire même, de laisser circuler, par le pays, par le monde entier, et portant la marque officielle, des chiffres qui ne sont pas corrects, des livres officiels contenant des informations inexactes, des statistiques qui indiquent une régression, surtout si ces statistiques sont fausses, et sur lesquelles tous peuvent baser des comparaisons. Si ces statistiques sont exactes et précises, puisqu'on a utilisé l'adjectif "précis", elles indiquent que la superficie des terres en culture a diminué de 1,600,000 acres de terres en culture, et, si elles sont inexactes, le gouvernement a tort de les publier. Plutôt que de publier de l'à peu près, l'*Annuaire statistique* devrait être aboli.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Qu'entendez-vous par terres cultivées? Le représentant d'Argenteuil ne comprend peut-être pas ce que le terme "terres en culture" signifie. Cela comprend aussi les terrains en pâturage.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je ne fais pas de distinction. Les chiffres que je donne sont à l'item: Superficie en acres cultivés au Canada. L'annuaire de 1918 donne un nombre total de terres en culture et, sous la même rubrique, on donnait un

total dans l'annuaire de 1924, pour l'année 1923, qui montrait une diminution de 1,600,000 acres, et l'annuaire de 1925 montrait une diminution de 1,500,000 acres de terres en culture. Le terme "terres en culture" doit signifier la même chose dans l'annuaire de 1918 que dans celui de 1924 et 1925. Si j'étais ministre de l'Agriculture, je préférerais supprimer les annuaires que de laisser circuler des chiffres qui n'ont pas un caractère officiel et ne nous font pas honneur.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Mon honorable ami d'Argenteuil n'a pas tenu compte des terrains en pâturage. La statistique se fait généralement par évaluation. Elle ne peut être absolument exacte. Les mêmes personnes de donnent pas les mêmes renseignements sur un même fait. Et c'est sur des données fausses qu'on se base pour dire que l'agriculture a reculé. Ces dernières années, le gouvernement a vendu des milliers d'acres de terre à des colons. Dans ces circonstances, il n'est pas logique de croire que la superficie des terres en culture ait diminué, elle a plutôt augmenté, malgré les statistiques. Je suis certain qu'on a plus de terres en culture qu'il n'y en avait il y a cinq ans. Je m'insurge contre le fait que 1,600,000 acres de terres en culture en 1920²⁷ auraient cessé de l'être depuis cinq ans et qu'il y ait moins de terres en culture aujourd'hui qu'il y a huit ans. C'est le contraire qui est vrai. Malgré les chiffres qui figurent dans l'*Annuaire statistique*, je suis convaincu que le nombre de terres en culture de la province a augmenté pendant les dernières années. La province ne peut pas recueillir les statistiques comme le fait le gouvernement fédéral, par le porte-à-porte qui se fait au moment du recensement.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) cite l'annuaire aux pages 306 ou 307 où il est dit que les statistiques sont précises, concernant l'étendue des terres sous culture et le développement agricole.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Elles sont précises quant aux chiffres des rapports fournis au chef de la statistique. Je reconnais que les chiffres de l'*Annuaire statistique* ne sont pas exacts. J'ai demandé des explications, et M. C.-E. Marquis lui-même, le statisticien en chef, admet qu'il est impossible d'obtenir les données exactes à moins que son bureau ne paie des correspondants. Les chiffres de l'*Annuaire statistique* sont officiels en autant que l'Office provincial a pu se les procurer, ce qui veut dire que ce sont les chiffres qu'ont envoyés les

correspondants, qui sont les meilleurs correspondants que le ministère ait pu engager avec les fonds dont il disposait. Le gouvernement doit travailler dans des conditions difficiles. Les correspondants sont des fermiers et, dans quelques cas, des instituteurs, qui ne peuvent guère se renseigner exactement. Je ne crois pas que l'opposition ait raison de laisser entendre que les chiffres sont inexacts. Les données actuelles proviennent des correspondants des régions agricoles et les chiffres qu'ils fournissent ne peuvent pas être vérifiés. On doit les prendre tels quels, les mettre ensemble et ensuite établir une moyenne. Une telle méthode de cueillette de données et d'établissement de statistiques n'est peut-être pas la méthode idéale, mais c'est le mieux que le ministère a pu faire, étant donné les fonds limités dont il disposait pour cet usage particulier. Les correspondants reçoivent un certain montant qui défraie les dépenses nécessaires pour recueillir des données adéquatement. Quand la province pourra disposer de crédits suffisants, les statistiques seront mieux établies.

Il assure à la Chambre que les terres en culture augmentent au Québec et que la seule façon d'obtenir de meilleures statistiques est d'augmenter les ressources financières allouées au service des statistiques, afin de permettre une rémunération régulière des correspondants chargés de la cueillette des données.

Les chiffres de l'*Annuaire statistique* doivent être considérés officiels, dit-il, pour autant que les responsables ont été en mesure de les établir. Rappelez-vous que le gouvernement doit travailler dans des conditions difficiles. Il n'en reproche pas moins au représentant d'Argenteuil (M. Saint-Jacques) de dire que les statistiques sont faussées. Les statistiques invoquées par le représentant d'Argenteuil devraient être bien interprétées.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): De deux choses l'une: ou la statistique est exacte, ou elle est inexacte. Si elle est exacte, elle est humiliante pour la province. Si elle ne l'est pas, l'honorable ministre n'est pas orgueilleux de laisser circuler des chiffres pareils et d'emporter peut-être l'annuaire avec lui, en Europe. Mieux vaudrait ne pas faire de statistiques, si ces dernières doivent être à notre détriment. Soit il y a eu une diminution de la superficie de terres cultivées, soit les chiffres sont inexacts et le ministre de l'Agriculture le sait. L'honneur de la province est en jeu et il n'en tient qu'au gouvernement de prouver son innocence.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai déjà répondu trois fois, mais mon honorable ami ne veut pas admettre que la statistique est basée sur l'évaluation et sur des renseignements variables selon les informateurs. Il ne tient pas compte non plus des efforts que nous faisons pour améliorer la statistique qui est encore à ses débuts, chez nous. Sur un même sujet, cinq cultivateurs dans une même paroisse enverront des renseignements qui différeront. Nous nous contentons de prendre la moyenne. Ce n'est pas en disséquant les statistiques qu'on peut prétendre que l'agriculture a reculé.

M. Saint-Jacques (Argenteuil), référant à la loi établissant les statistiques, rappelle que le statisticien doit déclarer que les chiffres qu'il publie sont officiels et qu'il en affirme l'authenticité. Quand on s'adresse aux institutrices pour avoir des renseignements, dit-il, on ne peut prétendre qu'elles vont visiter toutes les terres de l'arrondissement.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance se lève à minuit²⁸.

NOTES

1. Dans *L'Événement*, on rapporte que M. le Président est agréablement surpris de voir presque tous les députés à leurs fauteuils.

2. Dans *The Chronicle Telegraph*, il est dit que c'est le premier ministre qui remplace M. Nicol, absent pour cause de maladie, du moins dans la partie des questions et réponses. Bien que dans *La Presse* on signale l'absence de M. Nicol, on dit qu'il répondit aux questions de certains députés.

3. Sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

4. Sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

5. Sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

6. Dans *Le Soleil*, on dit plutôt 80 familles.

7. Dans *Le Devoir*, on signale que c'est M. Perrault qui remplace M. Nicol.

8. Sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

9. Dans *L'Action catholique*, on signale que le ministre de la Voirie, M. Perron, est absent et que c'est M. Perrault qui le remplace. Dans *Le Devoir*, on écrit: "M. Perrault, remplaçant M. Nicol, qui, s'il n'eût été malade, eût représenté M. Perron, qui, lui, ne peut se présenter en Chambre".

10. Chiffre tiré du *Soleil* alors que *Le Canada* donne \$410,000.

11. Chiffre tiré du *Soleil* alors que *Le Canada* donne \$171,000 et *L'Action catholique* \$191,000.

12. Dans *Le Canada*, on signale qu'à ce moment de la séance c'est le premier ministre qui remplace le trésorier.

13. Dans *L'Événement*, on rapporte que la nouvelle cause des regrets dans la Chambre.

14. Dans *Le Canada*, on précise que le discours dure une demi-heure.

15. Dans *L'Événement*, on note que M. Perrault est calme.

16. Chiffre tiré du *Devoir* alors que *Le Soleil* donne 429 milles de chemins d'hiver.

17. Chiffre tiré du *Devoir* alors que *Le Canada* donne 492 milles.

18. Chiffre tiré du *Soleil* alors que *La Presse* donne 26,810 personnes.

19. Chiffre tiré de *L'Événement* alors que *Le Soleil* donne \$2,200 le mille.

20. Dans *L'Action catholique*, M. Sauvé affirme qu'à la dernière élection du Témiscamingue, ce sont les ministres qui se sont jetés aux genoux des colons.

21. Dans les journaux, on écrit Millejour bien que ce soit Miljours.

22. Dans *Le Devoir*: Le trésorier provincial était absent, ce qui ne l'a pas empêché, vers 4 h 30, de proposer - simple formalité prévue au no 39 du feuilleton - que la Chambre se formât en comité des subsides. Le premier ministre ne s'est pas alors opposé à ce qu'un absent fasse une proposition. Cinq minutes plus tard, il devait s'opposer à ce que le représentant d'Argenteuil (M. Saint-Jacques), sur un amendement, parlât des mandats spéciaux, à cause de l'absence de M. Nicol, le grand argentier.

23. Dans *Le Soleil*, on signale que le chef de l'opposition est affligé d'un mauvais rhume.

24. Dans *Le Soleil*, on rapporte qu'il y avait cinq colons de Saint-Pamphile qui assistaient à la séance et qui se sont bien amusés de la bévue du chef de l'opposition.

25. Dans *Le Canada*, on parle de 1924.

26. Dans *L'Action catholique*, on note que M. Saint-Jacques est agressif.

27. Date de *L'Événement* alors que *Le Soleil* parle de 1918.

28. Dans *The Chronicle Telegraph*, on dit que la séance se termina à 11 h 30 p.m.

Séance du mercredi 17 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30.

Questions et réponses:**Prière.****M. l'Orateur:** Ordre du jour.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Vente de la Commission des liqueurs

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Quelle quantité de liqueurs a été vendue chaque mois, en 1925, dans les magasins de la Commission des liqueurs à: *a)* Valleyfield; *b)* Hull; *c)* Sherbrooke; *d)* Saint-Jean; *e)* Joliette; *f)* Trois-Rivières?

Question de privilège sur une déclaration de M. C.-J. Magnan

M. Smart (Westmount) soulève une question de privilège. J'ai lu dans *l'Enseignement primaire* une déclaration de M. C.-J. Magnan qui nécessite une mise au point¹.

L'honorable M. Nicol (Compton)²: (Voir le tableau ci-dessous).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je crois que l'honorable député de Westmount devrait soulever cette question lorsque nous discuterons les subsides.

1925	Valleyfield	Hull	Sherbrooke	Saint-Jean	Joliette	Trois-Rivières
	<i>Gallons</i>	<i>Gallons</i>	<i>Gallons</i>	<i>Gallons</i>	<i>Gallons</i>	<i>Gallons</i>
Janvier	1,873	7,894	2,217	1,501	1,053	3,042
Février	1,514	6,669	2,041	708	898	2,243
Mars	2,439	7,005	2,039	588	691	2,113
Avril	2,383	7,143	2,267	748	790	1,821
Mai	2,671	6,553	2,371	669	615	2,180
Juin	2,236	6,319	2,265	828	681	2,281
Juillet	3,001	6,953	2,809	786	717	2,378
Août	4,857	7,303	3,070	895	659	3,172
Septembre	4,718	7,911	3,567	857	832	3,155
Octobre	4,085	9,494	3,353	924	803	3,675
Novembre	4,193	9,351	2,768	927	769	3,258
Décembre	4,596	14,585	5,502	1,699	2,110	7,523

Assistance publique à Montréal

M. Beaudoin (Montréal-Saint-Jacques): 1. Sur le montant total versé par le gouvernement de la province de Québec aux institutions reconnues d'assistance publique de la cité de Montréal, tel qu'il appert d'après la réponse du gouvernement en date du 23 février 1926, quelle a été, en 1921-1922, la part: *a)* du gouvernement; *b)* de la cité de Montréal en vertu de l'article 29 de la loi de l'assistance publique?

2. Même question pour 1922-1923.

3. Même question pour 1923-1924.

4. Même question pour 1924-1925.

5. Même question pour 1925-1926.

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. 1922: *a)* \$201,167.71; *b)* \$201,167.71.

2. 1925: *a)* \$225,868.81; *b)* \$225,868.81.3. 1924: *a)* \$244,463.49; *b)* \$244,463.49.

4. et 5. Les comptes pour 1925 sont à se terminer.

Quarante industries principales

M. Dufresne (Joliette): 1. Combien y avait-il: *a)* en 1924; *b)* en 1925; d'établissements pour les quarante industries principales de la province de Québec?

2. Quel était le capital engagé: *a)* en 1924; *b)* en 1925?

3. Quel était le nombre d'employés?

4. Combien a-t-il été payé en salaires et gages?

5. Quelle a été la valeur de la matière première?

6. Quelle a été la valeur de produits?

7. Quel a été: *a)* en 1924; *b)* en 1925, le pourcentage des quarante industries principales par rapport au total général: 1. pour le nombre d'établissements; 2. pour le capital engagé; 3. pour le nombre d'employés; 4. pour les salaires et gages; 5. pour la valeur de la matière première; 6. pour la valeur des produits?

L'honorable M. David (Terrebonne): Les dernières statistiques connues se trouvent aux pages 395 à 402 de l'*Annuaire statistique* de l'année 1925.

Établissements industriels

M. Dufresne (Joliette): 1. Combien y avait-il d'établissements industriels dans la province: *a)* en 1924; *b)* en 1925?

2. Quel était le capital engagé?

3. Quel était le nombre d'employés?

4. Quels salaires et gages ont été payés à ces employés?

5. Quel était le coût de la matière première?

6. Quelle était la valeur nette des produits?

7. Quelle était leur valeur brute?

L'honorable M. David (Terrebonne): Les dernières statistiques connues se trouvent aux pages 395 et 402 de l'*Annuaire statistique* de l'année 1925.

Assistance publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de

résolutions relatives au bill 21 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté.

Tribunaux judiciaires

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité³:

L'article suivant est ajouté au projet de loi.

1. L'article 44 de ladite loi est modifié en y remplaçant les mots "et d'Arthabaska", dans la cinquième ligne du paragraphe 1, par les mots "d'Arthabaska et de Pontiac".

Le comité étudie l'article 1 devenu 2.

2. La loi des tribunaux judiciaires (statuts refondus, 1925, chapitre 145) est modifiée en y insérant, après l'article 142, le paragraphe et l'article suivants:

"§ 14. Dispositions relatives à l'administration de la justice dans certains cantons du district judiciaire de Pontiac.

"142a. Les tribunaux, les juges de ces tribunaux ainsi que les juges de paix, siégeant dans et pour le district judiciaire d'Abitibi, ont juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire de Pontiac, suivant leur compétence respective, sur les cantons de Bellecombe, de Boischatel, de Dasserat, de Dufay, de Joannès, de Montbelliard, de Rouyn et de Vaudray, situés dans le district électoral de Témiscamingue qui fait partie du district judiciaire de Pontiac, dans toutes les affaires, tant civiles que criminelles ou pénales."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous proposons de donner aux juges juridiction concurrente dans certains cantons du Témiscamingue lorsqu'ils siégeront à Amos, Abitibi, au lieu que les décisions soient prises à Bryson comme s'ils siégeaient dans le district judiciaire de Pontiac. On a

pris les dispositions suivantes relativement à l'administration de la justice dans certains cantons du district judiciaire de Pontiac: Les tribunaux, les juges de ces tribunaux ainsi que les juges de paix, siégeant dans et pour le district judiciaire d'Abitibi, ont juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire de Pontiac, suivant leur compétence respective, sur les cantons de Bellecombe, de Boischatel, de Dasserat, de Dufay, de Joannès, de Montbeillard, de Rouyn et de Vaudray, situés dans le district électoral de Témiscamingue qui fait partie du district judiciaire de Pontiac, dans toutes les affaires, tant civiles que criminelles ou pénales.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable premier ministre se rend à la demande des citoyens du Témiscamingue avec ce projet? Je comprends que ces messieurs ont demandé une cour de justice. Ne fera-t-on rien pour la population du Témiscamingue?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En effet, et nous y avons pensé. J'ai justement un amendement à proposer pour donner le droit au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir une cour à Ville-Marie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'opposition fait quelques bonnes suggestions des fois. Ça vient un peu tard.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette fois-ci, nous y avons pensé avant vous. L'inattendu fait toujours plaisir. Le chef de l'opposition doit être doublement content.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Voilà un signe encore passablement certain que nous ne sommes pas loin des élections cette année.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas un signe de plus. C'est et ce sera bien le seul.

M. Authier (Abitibi): Je propose que d'autres cantons, qui sont plus près d'Amos, soient aussi inclus dans le bill. Je me suis entendu à ce sujet avec l'honorable député de Témiscamingue (M. Miljours).

Cet article est amendé, il se lit désormais comme suit:

2. La loi des tribunaux judiciaires (statuts refondus, 1925, chapitre 145) est modifiée en y insérant, après l'article 142, le paragraphe et l'article suivants:

"§ 14. Dispositions relatives à l'administration de la justice dans certains cantons du district judiciaire de Pontiac.

"142a. Les tribunaux, les juges de ces tribunaux ainsi que les juges de paix, siégeant dans et pour le district judiciaire d'Abitibi, ont juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire de Pontiac, suivant leur compétence respective, sur les cantons de Béraud, de Boischatel, de Dasserat, de Desroberts, de Joannès, de Laubanie, de Rouyn, de Sabourin et de Marrias, situés dans le district électoral de Témiscamingue qui fait partie du district judiciaire de Pontiac, dans toutes les affaires, tant civiles que criminelles ou pénales."

L'article 2 devenu l'article 3 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Oeuvre de la propagation de la foi de Québec

M. Létourneau (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que, vu que le bill 62 modifiant la loi constituant en corporation l'Oeuvre de la propagation de la foi de Québec a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Institut des sœurs de Sainte-Marthe, de Saint-Hyacinthe

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortier), que, vu que le bill 74 constituant en corporation

l'Institut des sœurs de Sainte-Marthe, de Saint-Hyacinthe, a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Affermage de concessions forestières

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Saint-Jacques), que:

Vu l'importance des concessions forestières que le gouvernement désire affermer, aux termes de l'avis donné dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 20 février 1926, pages 740 et suivantes;

Vu la situation particulière et l'étendue de chacune de ces concessions forestières;

Vu que la province ignore quelle est, actuellement, l'étendue de son domaine forestier non encore affermé, susceptible d'exploitation;

Cette Chambre considère que l'affermage annoncé ne devrait pas avoir lieu avant qu'un inventaire complet du domaine forestier de la province, appartenant tant à la couronne qu'à des particuliers, ait été fait.

Le 11 février dernier, quand je présentai devant cette Chambre la motion qui demandait au gouvernement de remettre à plus tard l'affermage des concessions forestières annoncé pour le 13 février, je donnais, entre autres raisons, le fait que l'étendue de la concession était trop considérable et que le délai que l'on accordait à ceux qui auraient voulu enchérir était trop court pour qu'ils aient le temps de se rendre compte de la valeur des différents blocs de forêt à affermer.

Tout en ne voulant pas admettre l'illégalité dans les avis, le gouvernement a paru vouloir se rendre à notre suggestion, et il semblait animé des meilleures intentions possible lorsque, par la bouche du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) le 12 février⁴ dernier, le gouvernement faisait adopter par sa majorité un amendement à ma motion où on lit ce qui suit:

Attendu que le gouvernement, tout en s'étant conformé au mode généralement suivi pour l'affermage des concessions forestières et à la loi, et que des avis publics ont été donnés depuis au-delà de sept semaines, est cependant désireux d'obtenir les meilleurs prix possible et de permettre à tout enchérisseur de se renseigner pleinement sur lesdites limites;

Cette Chambre approuve la déclaration faite par le ministre des Terres et Forêts de remettre l'enchère sur l'affermage desdites concessions forestières à une date ultérieure afin que personne ne puisse se plaindre de la manière dont elles ont été octroyées.

Après les irrégularités que l'opposition a signalées dans les avis de vente de ces concessions forestières, après une déclaration aussi catégorique et aussi explicite placée devant cette Chambre, sous forme de motion et enregistrée aux procès-verbaux, nous aurions été en droit de nous attendre à ce que, après avoir consenti à retarder la vente, elle ne fût pas annoncée de nouveau avant au moins six mois. Je soumets que le gouvernement, en annonçant sa vente pour un mois plus tard que la première date fixée, empêche les intéressés de se renseigner sur la valeur de ces concessions. Nous avons là la preuve que le gouvernement se moque du peuple et veut tout simplement protéger des favoris. Car, si l'on est sincère quand on dit que l'on veut permettre à tout enchérisseur - il ne s'agit pas seulement de celui qui a demandé de mettre la limite en vente - mais à tout enchérisseur sérieux de se renseigner pleinement sur lesdites limites, on doit admettre que ce n'est pas dans l'espace d'un mois qu'un marchand de bois sérieux peut se renseigner pleinement, comme on dit, sur la valeur d'une limite de 4,200 milles ou de 1,800 milles ou de 1,000 milles. Il en faut davantage à n'importe lequel enchérisseur sérieux pour pouvoir faire l'examen de ses réserves forestières et pouvoir mettre une enchère raisonnable lors de la vente.

On veut peut-être répondre que, du 16 janvier - date de l'annonce précédente dans la *Gazette officielle* - au 27 mars, il y a un peu plus de deux mois. Mais il ne faut pas oublier que la première fois que l'enchère fut annoncée, le délai très court que l'on a donné a empêché des acheteurs possibles de faire l'examen des limites, parce qu'ils étaient convaincus que dans un laps de temps de un mois ils n'avaient pas le temps de faire cet examen. Ils n'ont pas voulu l'entreprendre alors parce qu'ils savaient qu'ils n'avaient pas le temps d'arriver à un résultat satisfaisant pour le 13 février. La situation ne s'est pas améliorée du tout pour ce qui est de permettre à tous les acheteurs potentiels de faire un examen des limites, puisque ceux qui n'ont pas voulu entreprendre d'examen alors, parce qu'ils savaient le délai trop court pour en arriver à un résultat satisfaisant pour le 13 février, disposent à nouveau d'un délai semblable. Le gouvernement n'a pas la décence de cacher un empressement presque

scandaleux qu'il a de faire cette vente. Il donne juste les 30 jours requis par la loi et l'on découvre de suite l'intention d'écarter les enchérisseurs pour n'en favoriser qu'un ou deux. Maintenant, le même ministre des Terres et Forêts vient annoncer que l'enchère aura lieu le 27 mars. On aurait pu s'attendre, après la première déclaration du ministre, à ce que l'enchère soit reportée d'au moins quelques mois, mais, pour quelque motif inconnu, le gouvernement a tout à coup décidé que l'enchère aura lieu dans le plus court délai prescrit par la loi.

Nous maintenons de ce côté-ci de la Chambre l'attitude que nous avons prise, l'autre jour, quand nous avons prétendu que les délais accordés pour permettre à ceux qui pourraient avoir le désir de s'enrichir sur ces limites, que ces délais soient légaux ou non, n'étaient pas suffisants dans le cas actuel à cause de l'immense étendue du territoire à affermer.

Il reproche au gouvernement ce qu'il appelle l'inconséquence de sa conduite dans cette affaire. Le gouvernement, en remettant ces limites de bois à vendre, agit en contradiction avec les intentions qu'il avait lui-même exprimées. Je maintiens de plus que le gouvernement n'est pas conséquent avec les conclusions de la motion qu'il a fait adopter par sa majorité, l'autre jour, quand il veut forcer cette vente à la fin du mois de mars, alors qu'il prétendait être désireux - je le répète - de permettre à tout enchérisseur de se renseigner pleinement sur la valeur de ces concessions. Nous sommes à une saison difficile de l'année. Seul le fait de s'organiser, de s'équiper et de se rendre à n'importe laquelle de ces concessions demande une dizaine de jours. Il est donc absurde de prétendre, et l'on veut se moquer du peuple de cette province quand on veut faire croire que l'on est désireux que "personne ne puisse se plaindre de la manière dont ces concessions vont être octroyées".

S'est-on jamais demandé combien de millions de dollars la province va perdre, dans cette vente seulement, en éliminant les enchérisseurs comme on le fait présentement? La Chambre a-t-elle jamais tenu compte des millions de dollars perdus par la province dans diverses ventes à cause du manque d'information et des délais trop courts? Cette façon de vendre des limites à bois n'est pas avantageuse pour la province. Nous avons justement un bel exemple qui démontre ce que nous perdons en millions de dollars parce que nos forêts ne sont pas classifiées. Suivant les règlements du ministère des Terres et Forêts, les droits de coupe sont les mêmes sur tous les terrains de la couronne, c'est-à-dire \$2.70 pour le sapin, l'épinette, la pruche et les bois

les plus communs dans nos forêts. Je dis que ceci n'est pas équitable parce que la valeur d'une limite à bois comme la valeur d'un site de forces hydrauliques varie suivant sa localisation, la distance et la facilité pour l'amener aux moulins, aux chemins de fer ou à un marché quelconque. Une limite forestière qui se trouve à un endroit éloigné et difficile d'accès peut ne valoir que \$1.50 ou \$2.00 du mille pieds, tandis qu'une autre qui se trouve plus avantageusement située vaudra \$5, \$8 à \$10 par mille pieds. Comme je l'ai dit antérieurement, ceci ne peut être déterminé que par une classification judicieuse qui permettrait d'établir les droits de coupe suivant cette classification et commencer l'enchère au prix qui aura été fixé par le département pour telle limite.

Prenons le paragraphe 6 des conditions de la vente, on y lit ceci: "En sus du paiement de la prime d'adjudication mentionnée dans le paragraphe 3 (laquelle prime est fixée à \$600 par mille carré), il y aura une enchère qui portera exclusivement sur le montant à payer en sus des droits de coupe ordinaires en vigueur. Suivant les conditions de la vente, l'enchère se fait sur les montants que les concessionnaires s'engagent à payer à la province pour les droits de coupe. Les droits de coupe ordinaires chargés par le gouvernement commencent à \$2.70 par mille pieds mesure de planche et chaque enchère doit être d'au moins 10 sous plus élevée que la précédente ou la mise à prix. S'il n'y a qu'un seul enchérisseur ou si deux se sont entendus ensemble, comme la chose se fait parfois, ils vont tout simplement enchérir de 10 sous de plus que la prime d'adjudication et les droits de coupe ordinaires, et la concession va lui être octroyée pour le prix de \$2.80. S'il y avait cinq ou six ou 10 acheteurs, le premier va placer 10 sous, le deuxième 20 sous, le troisième 30 sous, et ainsi de suite, disons seulement jusqu'à 50 sous. Ceci n'est pas extraordinaire sur une limite bien boisée. Les enchères pourraient monter facilement à \$3.20, \$3.70, à \$4.30, \$4.50 ou même davantage, comme la chose s'est produite dans des ventes antérieures. Dans le cas de limites octroyées à la Ontario Paper Co., l'enchère s'est élevée à \$6.05.

Mais, pour simplifier un peu le calcul, voyons un peu ce que chaque 10 sous par mille pieds de bois, sur une étendue de 4,200 milles carrés, peut représenter en argent. M. l'Orateur, j'ai fait un petit calcul. Les hommes du métier s'accordent pour établir que, dans une limite bien boisée, on compte d'ordinaire de 15 à 18 cordes de bois par acre en superficie. Afin de ne pas être taxés d'exagération, admettons que les réserves forestières en question ne

produiront que 10 cordes par acre, sur les concessions présentes, bien que le premier ministre lui-même ait déclaré en Chambre qu'elles sont rendues à maturité et qu'elles sont très bien boisées.

En prenant ce chiffre comme base de calcul et en posant également que, dans une corde de bois, on compte dans la pratique 500 pieds, mesure de planche, ou encore deux cordes de bois équivalent à 1,000 pieds, mesure de planche, il y a 640 acres par mille carré, ce qui donne 26,880,040 dans les 4,200 milles que l'on offre en vente. Si l'on adopte le chiffre relativement bas de 10 cordes à l'acre, nous aurons 26,880,000 de cordes de bois.

Si l'on ramène le nombre de cordes de bois à l'unité, mesure de planche, on trouve qu'il y a dans cette étendue de terrain de 4,200 milles carrés 13,440,000 fois mille pieds ou 13,440,000³ fois 10 sous. Ce qui revient à dire que, chaque fois qu'un enchérisseur mettra 10 sous de plus que l'autre, la province gagnera, en chiffre ronds, \$1,500,000. Or, comme je l'ai dit tout à l'heure, s'il y a cinq ou six enchérisseurs au lieu d'un seul et que le dernier place une enchère de 50 sous seulement de plus que le premier, on arrive de suite au chiffre énorme de \$7,000,000, et ainsi de suite. Et encore, ce chiffre de 50 sous de plus pour la coupe est relativement bas. S'il y avait la moindre concurrence à l'enchère, la province, en permettant à plusieurs enchérisseurs de participer à la vente, gagnerait des sommes atteignant jusqu'à plusieurs millions. Les gens ont le droit de connaître ceux qui sont intéressés à enchérir sur ces ressources naturelles immenses.

Dans un des cas, alors qu'il y avait plus d'un enchérisseur, les enchères sont montées à 60 sous, à \$1, à \$1.50, à \$6 de plus que les droits de coupe ordinaires; dans le cas de la Ontario Paper Co., elle a payé \$3.35 de plus que la mise à prix, c'est-à-dire que le gouvernement a retiré \$6.05 du mille pieds pour les droits de coupe. Si la même chose devait arriver dans la vente que l'on se propose de faire, la province encaisserait des sommes variant de dix à quarante millions de dollars de plus que ce qu'elle va obtenir en forçant la vente dans les délais trop courts. Je connais des marchands de bois qui paient \$8 par mille pieds pour la coupe seulement. Les sommes que la province va perdre dans une vente faite dans de telles conditions peuvent varier entre \$10,000,000 et \$40,000,000.

Lors de la dernière session, cette Chambre a octroyé une charte à une compagnie de chemin de fer dont le tracé coupe une des concessions que l'on met actuellement en vente. Ce chemin de fer a-t-il été demandé pour mettre en valeur ces limites? On le

dirait et on croirait même que les acheteurs veulent justement s'en emparer avant que le chemin de fer ne soit en construction et tandis que le prix est bas.

Nous avons donc raison de dire que l'attitude du gouvernement tend exactement à vouloir favoriser certains marchands de bois ou spéculateurs, et cela au détriment de la province. Car autrement, comment peut-on expliquer cette sorte de mystère dont on entoure cette vente, quand on refuse de donner les noms de ceux qui ont demandé la mise à l'enchère? Vis-à-vis de la province, quel mal y a-t-il à ce que l'on sache les noms de ceux qui sont au fond d'une transaction aussi considérable, qu'ils s'appellent Walberg ou International Paper, ou n'importe quoi? Vis-à-vis des autres marchands de bois, c'est un secret de polichinelle que de chercher à cacher cela; tous ceux qui pourraient être intéressés connaissent les noms de ceux qui ont demandé au gouvernement de faire la vente.

Je crois qu'il n'est pas besoin d'insister de nouveau bien longuement sur la nécessité qu'il y a de faire immédiatement l'inventaire complet de nos forêts afin de déterminer leur étendue, leur rendement, la valeur de chaque section et d'en organiser la vente et la coupe de façon à pouvoir en tirer le meilleur parti possible dans l'intérêt de la province et pour la protection de ceux qui vivent de cette industrie. Il devrait aussi y avoir un nouveau classement pour fixer les prix en fonction de l'emplacement et d'autres conditions. Nous perdons des milliers de dollars parce que nos forêts ne sont pas classifiées. Un inventaire complet des ressources forestières de la province effectué avant de vendre ou d'affermier d'autres limites nous permettrait également de déterminer si nous devons continuer à encourager la construction des usines nouvelles ou bien si nous ne devrions pas plutôt garder nos ressources pour les industries déjà en opération. Nous pourrions, en plus, ordonner les affermage suivant un plan bien établi et à des époques déterminées par la pousse du bois et le reboisement. Nous n'aurions pas alors le spectacle de voir des ventes de concessions forestières d'une étendue extraordinaire faites dans des conditions scandaleuses; et ce qui rend la chose encore plus scandaleuse, c'est que cela s'est fait juste à la veille des élections, comme nous l'avons vu lors de l'affermage des limites de la Manicouagan, en janvier 1923, et comme celles de la Mistassini et de la Gatineau, en 1926.

Ce sont là, M. l'Orateur, quelques-unes des raisons qui m'ont amené à présenter cette motion et j'ai la ferme conviction que, si elle était adoptée, le

Trésor de la province toucherait des sommes considérables qu'il va perdre si l'on persiste à faire la vente de ces concessions, telle qu'elle est annoncée présentement.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

S'il y a d'autres députés de la gauche qui veulent parler, je leur demanderais de faire leurs remarques tout de suite. De cette façon, je pourrai répondre à tous leurs arguments en même temps, dit-il. Ce n'est pas dans mes habitudes de faire plusieurs discours sur le même sujet.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Si l'on dit souvent, avec raison, que la province de Québec est essentiellement agricole, il convient d'ajouter qu'à raison des forêts et des immenses pouvoirs d'eau dont la Providence l'a dotée, elle est destinée à devenir de plus en plus industrielle. Notre prospérité et l'aisance de notre peuple pour bien des générations à venir dépendront en bonne partie de l'exploitation raisonnée et du développement normal de ces ressources naturelles. Loin de nous la pensée de vouloir entraver en quoi que ce soit le progrès et le développement des grandes industries de la province et l'exploitation intelligente de ses ressources naturelles, qui dépendent des forêts pour la matière première, mais je ne peux pas laisser faire le gouvernement sans protester. Tout en comprenant l'importance du développement de nos ressources naturelles, personne ne peut nier aujourd'hui que, pour la prospérité immédiate de notre pays et l'aisance de notre peuple, il faut se rendre compte qu'il faut aussi prévenir et empêcher l'épuisement de ces mêmes ressources naturelles et les conserver pour les générations futures en ne les aliénant et en ne les exploitant qu'avec méthode et d'après une politique saine et raisonnée.

La question que nous posons et la question, à mon sens, posée à cette Chambre par le député de Sherbrooke (M. Crépeau) est d'une réelle importance et, avec votre permission, je me permettrai de dire quelques mots. La question est la suivante: Est-il sage d'aliéner notre domaine forestier par tranches aussi considérables sans posséder des données satisfaisantes sur l'état des limites déjà concédées et sans s'être renseigné sur l'étendue, la valeur et l'état du domaine forestier appartenant encore à la couronne? En d'autres termes, convient-il d'aller plus loin dans l'aliénation de nos forêts avant d'en avoir dressé un bilan complet? Je ne le crois pas et je partage l'opinion de l'honorable député de Sherbrooke à ce sujet.

Si nous nous en rapportons aux statistiques officielles, nous constatons que la province a concédé jusqu'à ce jour 77,780 milles carrés de forêts, dont 17,416 milles carrés ont été aliénés de l'année 1900 à l'année 1922 inclusivement.

Durant les années 1923, 1924 et 1925, les affermage de nos limites ont atteint le chiffre de 6,328 milles carrés, de sorte qu'après la vente du mois de mars courant le gouvernement de cette province aura vendu en trois ans et deux mois 10,528 milles carrés de nos richesses forestières, c'est-à-dire une superficie représentant environ 1/8 de toutes les concessions à date, et plus de la moitié de tout ce qui a été concédé depuis 25 ans.

Vous me permettez, M. l'Orateur, de protester énergiquement contre pareille politique d'un gouvernement qui, après avoir, durant 25 ans, laissé les concessionnaires exploiter jusqu'à la corde les limites qu'ils avaient acquises et en avoir ainsi favorisé la ruine, continue à vendre, souvent à ces mêmes concessionnaires, les dernières limites disponibles de la province par tranches aussi considérables.

Le gouvernement est d'autant plus à blâmer qu'il en a reçu, à maintes reprises, des avertissements répétés de la part de l'opposition en cette Chambre et qu'un grand nombre d'experts en la matière et d'associations de forestiers, depuis quelques années, ont lancé le cri d'alarme au sujet de l'état précaire de nos forêts et de leur épuisement trop rapide; ils en ont dénoncé l'exploitation ruineuse et ont réclamé un inventaire complet de ces forêts. Car l'on admettra, M. le Président, que cette expression "inépuisable" que l'on employait pour qualifier les immenses forêts dont la Providence a doté notre province n'est plus appropriée maintenant, car les hommes les mieux avertis en cette matière en sont rendus à se demander: Combien d'années encore nos ressources forestières tiendront-elles une place importante dans notre régime économique?

Il cite divers spécialistes dans le but de réfuter les déclarations que le ministre a faites par le passé quant au caractère inépuisable de la forêt. Le ministre, devant se défendre de cette déclaration controversée, a attiré l'attention sur le fait que les paroles des experts étaient ici utilisées hors contexte, sans tous les renseignements nécessaires à leur signification. Ceux qui déclarent que les ressources forestières de la province sont limitées le font en considérant que l'on n'utilise pas les méthodes de conservation appropriées et, lorsqu'il soutient que la forêt est inépuisable, c'est en considérant qu'on ait recours à ces méthodes. Nos richesses forestières

sont-elles inépuisables? Je citerai à la Chambre l'opinion du Comité des forêts de l'Empire, qui, après la Grande Guerre, a enquêté par tout le dominion du Canada. Après avoir noté la dépendance de la Grande-Bretagne vis-à-vis des dominions, quant aux ressources forestières, son rapport disait: "Le capital forestier du Canada diminue d'année en année, c'est à notre avis une question impériale de première importance qui réclame l'attention immédiate du dominion et du gouvernement impérial."

M. Biermans, de la Belgo-Canadian Pulp, expert de grande valeur, en 1924, exprimait l'opinion que, dans 25 ans, nos réserves forestières actuellement en taille seraient épuisées, du train où allaient les choses, et qu'il ne nous resterait plus que des limites ou forêts de moindre valeur et d'accès difficile.

Et le journal *L'Événement*, dans son éditorial du 15 novembre 1924, ajoutait que le peuple serait porté à accepter l'opinion de M. Biermans, expert désintéressé, opinion d'ailleurs partagée par feu Sir William Price.

Vous mentionnerai-je aussi l'opinion de M. Wilson, de la Laurentide Pulp Co., qui a opiné devant le comité d'enquête sur l'embargo que, en supposant que la consommation actuelle n'augmente pas, la province n'a du bois que pour 26 ans? L'opinion de M. Boisvert qui a prétendu que M. Wilson était encore trop conservateur et que les territoires longeant les rivières du Nord ne sont pas aussi boisés qu'on le prétend, et que de grandes étendues n'ont aucune valeur commerciale? "On empiète sur le capital, a-t-il dit, nos forêts ne se reboisent pas en proportion de leur déboisement."

Robson Black, expert, déclarait, à une réunion du Young Men's Canadian Club, en 1923: "Il importe de se rendre compte dès aujourd'hui que nos forêts disparaissent rapidement."

D'après F. J. Campbell, président de la Canadian Pulp & Paper Association, il nous resterait des forêts pour 22 ans. Le Dr C. D. Howe, professeur à l'Université de Toronto, maître en questions forestières, paraît de la même opinion.

La conférence forestière de l'Empire britannique, en 1923, a visité toutes les provinces pour enquêter et voici son rapport: Les forêts du nord de l'Ontario et de Québec et des Provinces maritimes sont utilisées pour la fabrication de la pulpe et du papier et matériaux de construction, et le système d'exploitation que l'on suit est tel qu'il n'y aura pratiquement jamais aucune seconde récolte.

M. G.-Clodomir Piché, chef forestier du département du ministère des Terres et Forêts, dans

un travail qu'il a lu en 1923, sur notre domaine forestier, admettait que la situation est grave et que plusieurs détenteurs de limites auront épuisé leur réserve d'ici 20 ans, s'ils ne diminuent leur rendement ou n'opèrent pas des coupes ailleurs. En 1924, devant les membres en convention de l'association de pulpe, M. Piché, après avoir signalé l'exploitation énorme de bois qui se fait dans la province, ajoutait: "Nous ne pouvons continuer à marcher ainsi, car il y a danger imminent que nous manquions de bois en certains endroits." Il cite aussi le nom de M. F. T. Barnjum.

Il cite le rapport de la conférence de Londres de 1920, qui a recommandé un inventaire complet des ressources forestières des différents dominions, des recherches en vue de connaître les taux d'accroissement et de régénération, et l'on ajoutait que de tels renseignements étaient absolument essentiels à l'aménagement économique et rationnel des forêts.

Il n'est pas étonnant qu'en présence d'un pareil état de choses devenu alarmant pour l'avenir de nos industries les hommes et les associations les mieux avisés aient réclamé un inventaire complet de toutes les ressources forestières de la province avant de pousser l'exploitation plus avant et de vendre davantage de limites.

Y a-t-il urgence de vendre de nouvelles limites à bois? D'ailleurs, pourquoi cette hâte à concéder tant de limites? Où est l'urgence? Le gouvernement veut-il répéter la perte de millions et de millions qu'il a fait faire à la province, dans la deuxième vente de Manicouagan de 1923?

Étant donné les circonstances, il exhorte le gouvernement de ne pas précipiter la vente des limites actuellement annoncées, ce qui ferait encore une fois perdre des millions de dollars. Nous croyons être informés, dit-il, que les limites annoncées en vente prennent de la valeur tous les jours, les faits le prouvent, surtout l'une qui n'est pas très éloignée du district minier de Rouyn et qui, avec la construction de chemin de fer, prendra une valeur considérable.

Ces limites qu'on annonce avec prime d'adjudication de \$400, \$500 ou \$600 pourront peut-être se vendre dans cinq ou 10 ans avec une prime de \$800, \$1,000 ou \$1,200 ou \$1,500 le mille. Pourquoi alors tant d'empressement à s'en défaire aujourd'hui?

Il me semble que l'expérience du passé devrait assagir le gouvernement. Il lui suffit de comparer les prix de nos limites depuis 25 ans pour se rendre compte de leur accroissement constant de valeur. Est-ce que l'expérience des pouvoirs d'eau de la Chute à Caron n'est pas aussi un enseignement

pour notre gouvernement? Ces pouvoirs, concédés vers l'année 1900 par un gouvernement libéral, pour une somme d'environ \$22,000, étaient revendus dernièrement dans le même état à la Compagnie Aluminium pour environ \$16,000,000. Enfin, une raison additionnelle pour ne pas donner suite à ces ventes, c'est le petit nombre de ceux qui devaient enchérir à la vente de ces limites qui n'a pas eu lieu le 13 février dernier, à la suite de la reculade mémorable du gouvernement.

À une question posée par le chef de l'opposition pour savoir combien de personnes ou compagnies avaient fait des dépôts pour leur permettre d'enchérir à chacune des limites annoncées en vente, l'honorable ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) nous a dit qu'il n'avait reçu que six dépôts de soumissionnaires pour les quatre concessions. En ce qui concerne l'affermage prévu de limites à bois, qui devait avoir lieu la semaine prochaine, les perspectives n'étaient pas très bonnes puisque seulement six enchérisseurs avaient fait le dépôt nécessaire. Or, si l'on se rend compte qu'il se vendait cinq groupes de limites séparément, il y en avait donc quatre de ces groupes à la vente desquels il ne devait y avoir qu'une seule enchère, c'est-à-dire 10 sous en sus du droit de coupe ordinaire, et, pour le cinquième groupe, il y aurait eu seulement deux enchérisseurs qui auraient très bien pu ne pas enchérir avec beaucoup d'enthousiasme. Les perspectives étaient loin d'être brillantes et cette seule raison aurait dû suffire pour induire le ministre des Terres et Forêts à ne pas remettre en vente si tôt ces 4,200 milles carrés de limites forestières. N'avons nous pas la preuve que cette vente n'est pas urgente? Et c'est pourquoi je voterai pour la motion de l'honorable député de Sherbrooke.

(Applaudissements à gauche)

M. Smart (Westmount) appuie la motion du député de Sherbrooke. Un inventaire complet de nos ressources forestières devrait être fait, dit-il, avant toute autre mise en vente de limites à bois. Si un tel inventaire n'est pas fait avant que les limites à bois que le gouvernement veut vendre le 27 mars prochain ne soient affermées, il n'y aura pas en fait de vente à l'enchère. Personne de ceux qui voudront acheter ne connaîtra bien ce qu'il achètera, tellement les renseignements manquent. Il n'y a en effet que quelques personnes et compagnies qui peuvent être au courant de la valeur de ces limites. Toute personne ou compagnie qui achète des limites à une vente telle que celle prévue et annoncée dans la *Gazette officielle* sans qu'un inventaire complet ait

été fait achète à ses propres risques. L'opposition ne veut pas reconnaître que la vente projetée soit légale parce que les avis, même s'ils sont légaux, sont insuffisants. Si l'opposition parvient au pouvoir, elle ne reconnaîtra pas la légalité des contrats qui seront signés après la vente.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas voulu donner récemment les noms des compagnies qui ont fait des dépôts en vue de la vente prochaine, spécialement pour la concession forestière dans le bassin de l'Ottawa supérieur⁶, alors que l'on sait dans le public que la seule compagnie qui a fait ce dépôt est l'International Paper Co.? Et, dans les conditions de la vente, on a imposé des conditions que seule cette compagnie peut remplir. De la sorte, on a évincé tout concurrent. Cette limite s'étend sur 1,800 milles carrés. Il n'y a rien dans les conditions de la vente qui oblige la compagnie à construire une fabrique dans ou à proximité de ces limites ni aucune obligation pour la compagnie d'utiliser le bois coupé sur ces limites. Je m'oppose carrément à l'enchère annoncée pour le 27 mars⁷.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)⁸:

À chaque fois qu'il s'agit pour moi de répondre aux arguments de mes honorables amis de la gauche, au sujet de l'affermage et des concessions, je me rends compte de la difficulté de la tâche qui m'incombe. Je sens combien ma position est difficile, car l'opposition pose des questions, exige de moi des détails, demande tellement de renseignements qui ne sont pas d'intérêt public, et que je ne puis lui donner. Ce n'est pas de cette année que l'opposition me demande de décliner les noms de ceux qui veulent acheter nos limites, qui nous ont fait des propositions sérieuses d'établissement d'industries et qui ont satisfait à toutes les conditions préliminaires que nous exigeons d'eux avant d'offrir en affermage des territoires aussi vastes avec la certitude d'en retirer un profit réel pour la province. Si je donnais ces noms à la Chambre, je m'exposerais à rendre public plus d'un secret administratif de grande importance, secrets confiés par les détenteurs de limites forestières ou de pouvoirs hydrauliques à mon ministère et qui sont non seulement confiés à mon honneur, mais à l'honneur de plus d'un membre de notre personnel, à des officiers du département.

S'il fallait répondre à certaines questions, on risquerait de créer un état de choses déplorable. Si nous avions, en certaines occasions, par le passé, fait connaître certains faits et satisfait leur curiosité, si je divulguais ces secrets administratifs, je provoquerais des embarras financiers à plus d'une compagnie

industrielle, et ces embarras en certains cas pourraient se transformer en véritables désastres financiers en cette province et chez certains détenteurs de concessions forestières.

Il y a quelques mois, par exemple, ils nous demandaient de publier la liste de tous les détenteurs de limites à bois qui devaient de l'argent au département des Terres et Forêts, de même que les détails de ces montants. Si nous avions lancé et publié leurs noms, donné cette liste et de tels détails dans le public, sitôt que cela aurait été su qu'ils avaient l'argent, nous aurions forcé certaines de ces entreprises en activité aujourd'hui à fermer leurs portes et bien des détenteurs auraient été obligés de déclarer faillite, car tous les créanciers de l'extérieur auraient fait une course sur eux, les auraient assaillis, et ils n'auraient peut-être pas pu supporter cette ruée soudaine, certains d'entre eux se seraient retrouvés au pied du mur. La liquidation allait s'ensuivre. Les plus puissants des propriétaires auraient peut-être survécu, mais les faibles auraient été écrasés. L'industrie forestière eût été mise en péril. Cela aurait eu des conséquences importantes non seulement pour les entreprises elles-mêmes, mais pour les hommes qui travaillent pour elles. En faisant cette déclaration, je m'occupe moins des grandes entreprises, des grands détenteurs qui pouvaient devoir de forts montants, mais de petits industriels, de petits détenteurs qui devaient \$1,500 à \$3,000, \$10,000, qui ont besoin de toute la discrétion commerciale nécessaire pour conduire à bien leurs entreprises. Nous avons cru, dans l'intérêt public et dans l'intérêt de l'industrie, que nous devions refuser de répondre à la question.

Un autre exemple. Les honorables députés qui m'ont précédé ont parlé d'inventaire. Nous avons au ministère tous les inventaires des compagnies qui ont des concessions forestières. Des compagnies ont transmis au département des inventaires qu'elles ont faits, établissant combien de bois elles ont coupé sur leurs limites, la quantité de bois restante, quels dommages ceux-ci ont subis à cause des insectes, des intempéries et du feu, quels besoins ces compagnies ressentent maintenant, de même que d'autres détails concernant les limites à bois affermées, mais ces inventaires demeurent des renseignements confidentiels fournis au ministère par les détenteurs de limites. On nous a demandé même de rendre publics les inventaires faits par les adjudicataires. En avons-nous le droit? Pouvons-nous les livrer au public? Non. Si nous rendions publics ces renseignements, nous permettrions à certaines gens qui, en vue de faire une lutte déloyale, renseignées

sur la situation des compagnies, profiteraient de ces informations pour faire à celles-ci une concurrence déloyale. Les concurrents obtiendraient ainsi certains renseignements quant à la quantité de matière première dont disposent les autres. Car ce sont des renseignements que je n'hésite pas à qualifier de confidentiels et que le département ne peut livrer au public.

Tout ce que fait l'opposition, c'est essayer de donner un air mystérieux aux activités du ministère. L'on semble, suivant la tactique qui se pratique de l'autre côté, vouloir jeter du mystère sur les ventes qui se feront le 27 mars 1926 au lieu du 13. Le chef de l'opposition et les membres de la gauche trouvent étrange que nous taisions ces noms et que nous fassions cette vente à la date qui nous plaît. On voudrait, au moyen d'affirmations gratuites et d'insinuations, amener le public à croire que nous avons des amis à favoriser aux dépens des autres soumissionnaires. C'est une grave erreur. C'est parce que nous voulons garder ces secrets que nos honorables amis de l'opposition crient au mystère, au favoritisme. Pourquoi, nous dit-on, ne ferions-nous les affermage à dates fixes? L'opposition préconise une vente à date fixe, chaque année. La suggestion est insensée; c'est une idée impossible à mettre en pratique. Je défie nos honorables amis de la gauche de faire accepter par un expert cette idée de vente à date fixe, de faire sanctionner cette proposition par des experts en matières forestières, de faire sanctionner par le peuple et par les Chambres un tel système qui est absurde et qui ne répond nullement au développement économique de notre province. Ce ne serait dans l'intérêt de personne.

Je n'ai pas l'intention de soulever tout le débat qui s'est fait en cette Chambre il y a quelque temps, ni de faire comme l'opposition et de colporter de vains racontars. J'ai souvent dit et je répète que les affermage doivent être faits quand on est sûr d'entraîner derrière eux de nouvelles industries importantes. Je dois dire que l'affermage de nos forêts doit se faire d'une façon rationnelle. Aujourd'hui, quand nous mettons à vendre des limites à bois, nous savons quels sont les besoins de l'industrie et les conditions de la forêt, la proximité des pouvoirs d'eau, la certitude d'une exploitation progressive et, par-dessus tout, quand on est assuré d'obtenir notre prix minimum, établi par des experts. Nous connaissons quelles sont les compagnies qui demandent ces limites à bois et nous fixons des conditions qui nous donnent de sérieuses garanties. Nous savons aussi la valeur des concessions forestières que nous mettons en vente. Chaque fois

que nous avons des raisons spéciales et suffisantes de croire que c'est dans l'intérêt de la préservation de nos forêts et du développement de l'industrie forestière, nous devons faire des affermages, procéder aux concessions pourvu que nous soyons assurés que nous aurons des preneurs qui rempliront les conditions imposées. Nous ne faisons des ventes que lorsque nous sommes certains d'avoir des acheteurs. Tout dépend des conditions qui nous sont faites.

Autrefois, les ventes se faisaient à des conditions parfois ridicules, souvent au-dessous du prix de l'enchère. L'ancien régime était coutumier de ces choses. Les conservateurs vendaient des limites à bois à la fin du terme pour augmenter les revenus et se faire un bon petit surplus liquide, par n'importe quel moyen, sur la balance de l'année financière. Même quand on n'était pas certain de trouver preneur, on faisait les enchères, et c'est ce qui explique que de magnifiques limites de pin blanc ont été vendues à quatre, six, sept, huit et \$10 le mille carré. C'était en dessous de la valeur réelle. Nous avons fait disparaître ce système. Notre but est plus élevé que cela.

Pour nous, nous voulons les meilleures conditions possible et notre désir premier est d'encourager la multiplication des industries en cette province. Nous offrons des terres en affermage lorsque c'est dans l'intérêt de la province et, en même temps, quand toutes les circonstances nous paraissent favorables à l'éclosion d'une industrie nouvelle, sans trop nous préoccuper des critiques de nos adversaires. Dans le cas qui nous intéresse, aucune limite n'est mise en vente tandis qu'elle devrait être gardée en réserve par la province. Nous n'agissons pas dans le secret. On n'a qu'à lire nos annonces pour constater que nous donnons les détails suffisants. Il n'y avait pas de problème à propos de la longueur du délai dont on s'est plaint, pour la simple raison que tous ceux qui sont en contact avec l'industrie du bois ou qui auraient pu être intéressés à enchérir sur les limites savaient tout à au sujet de ces limites, et cela depuis des années. Ils nous ont donné toutes les garanties exigées d'eux pour que nous soyons certains que cette mise à l'enchère trouvera preneur à notre prix minimum et cette garantie est suffisante pour le gouvernement. Mais que nos honorables amis de l'opposition n'aillent pas exiger que nous donnions les noms des soumissionnaires avant les enchères, de rendre publics les noms des personnes qui ont déposé et qui vont enchérir sur des limites à bois, et qui nous demandent de vendre des limites à bois. Supposons, par exemple, qu'un propriétaire de concessions, ayant à diriger une

grande industrie forestière, ait besoin de 1,000 ou 2,000 milles carrés de bois pour assurer le maintien de ses usines. Est-il juste et logique de permettre une concurrence déloyale, un chantage organisé contre des compagnies qui nous disent qu'elles ont besoin de 1,000 ou 2,000 milles de limites? Ce ne serait ni juste ni logique.

Est-ce qu'une telle publication de ces noms ne soulèverait pas des luttes déloyales entre les compagnies concurrentes dont le but unique sera de faire une spéculation et, peut-être, du chantage contre l'industrie, pour obliger celle-ci à acheter les limites qu'ils auront obtenues à des conditions exorbitantes? Des concurrents eux-mêmes ne se serviraient pas de l'opposition, pour écraser un voisin? Certaines personnes, connaissant la situation et les besoins des requérants, en profiteraient pour les faire chanter. Elles achèteraient les limites que les autres auraient demandées et les forceraient ensuite ceux-ci à les acquérir d'elles, à un prix exorbitant. Si nous fournissons leurs noms, nous les exposerons à de réelles tentatives d'exploitation et de chantage, et la chose se comprend très bien. Je n'ai pas besoin d'appuyer. Il n'est pas dans l'intérêt du public de déclarer devant cette Chambre les noms de ceux qui veulent enchérir sur le prix de mise en vente de nos terres à bois. Nous n'avons pas le droit de divulguer leurs noms. Ce sont là des renseignements qui doivent rester secrets dans l'intérêt du public.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre nous dira-t-il quels sont les grands besoins de l'industrie qui justifient cette vente hâtive de limites que l'on projette pour le 27 mars prochain, quelle industrie va naître du résultat de la mise à l'enchère et quelles sont les entreprises qui ont demandé ces limites dans un délai si court?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je n'y répondrai pas pour la bonne raison que je ne veux pas dévoiler les noms. Mon honorable ami est bien habile, mais il ne me prendra pas. Il prend un moyen détourné de me faire dire qui veut obtenir ces limites.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je veux simplement demander quels sont les besoins généraux.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Mais je vais démontrer un des besoins à l'honorable chef de l'opposition. Voici. Sur la rivière Mistassini, nous avons d'immenses forces hydrauliques à développer. Par les exploitations que nous y

favoriserons, nous y susciterons des industries nouvelles et des centres. La vente des concessions du 27 assurera la construction d'un moulin à pulpe. L'acquéreur probable s'est engagé à faire surgir une usine de pulpe à papier d'une telle importance que son établissement assurera le bien-être et la prospérité à tous les cultivateurs dans cette partie du Lac-Saint-Jean et créera un nouveau marché pour les produits agricoles. De plus, j'ai la ferme conviction que, le jour où un moulin de pulpe sera établi sur la Mistassini, ce sera le moyen à peu près certain d'obtenir, par la force même des choses, le chemin de fer de ceinture que la population, grandissant de ce côté, réclame depuis si longtemps. Il sera construit sans qu'il en coûte un sous à la province. N'est-ce pas que ces raisons sont suffisantes pour nous justifier de faire notre vente? Si l'honorable chef de l'opposition lit l'avis de vente, il verra que nous imposons à l'adjudicataire des conditions assez lourdes. Si vous étudiez les conditions de cette prochaine vente, vous verrez que nous exigerons des garanties telles qu'elles permettent au département de croire qu'il fera affaire avec des compagnies sérieuses. Le pouvoir de la rivière Mistassini est considérable, et nous sommes assurés qu'il sortira un jour de cette usine 2,500 tonnes de papier par jour, donnant ainsi du travail à des centaines d'ouvriers et créant la prospérité autour du Lac-Saint-Jean. Prenez l'annonce et voyez. Trois ans après la ratification du rafferme, l'adjudicataire devra établir une usine à pâtes d'une capacité de 200 tonnes par jour. Il devra utiliser ce moulin pour le développement de sa concession. S'il ne se soumet pas à cette condition, il ne pourra pas couper son bois. Si, dans les trois ans, les usines n'existent pas, le droit de coupe est enlevé. Entre-temps, la concessionnaire aura fait des dépenses considérables outre son dépôt de garantie. Remarquez que l'acquéreur probable nous a donné toutes les garanties que nous exigeons. Pour garantir sa bonne foi, un futur enchérisseur a eu à donner une garantie d'environ \$500,000. Peut-on demander plus que cela? Je ne le crois pas. Nos affirmages ne sont pas des paroles en l'air. Voilà donc une nouvelle industrie que nous allons créer dans cette région du Lac-Saint-Jean, sur laquelle les yeux de la province sont actuellement tournés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et s'il y avait un trust là-dedans? Nous voulons connaître les noms des soumissionnaires parce que nous craignons que toutes ces limites ne soient contrôlées par une même compagnie. Nous avons peur qu'un trust soit à l'origine de cette transaction.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Sachant le nom de la compagnie qui se propose d'acquiescer cette concession, je puis affirmer à mon honorable ami le chef de l'opposition qu'il peut être certain qu'il n'y a pas de trust là-dedans en rapport avec la transaction prévue.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): S'il n'y a qu'un seul enchérisseur potentiel pour un lot particulier, je ne vois pas pourquoi, si le ministre sait le nom, il a des objections à donner à la Chambre le nom de cet enchérisseur.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Si je le dis, il y aura danger de provoquer du chantage. Des gens, sachant les demandes et les besoins de cette compagnie, viendront à la vente à l'enchère et feront chanter les autres, ceux qui ont demandé cette vente. Il y a un autre cas. Si nous arrivons à la conclusion, après enquête sérieuse, qu'une compagnie opérant un moulin n'a plus ce qu'il lui faut dans ses limites pour alimenter ce moulin, qu'il lui faut absolument plus de bois pour continuer ses activités, ne serait-il pas juste et raisonnable de lui donner une chance en mettant à l'enchère des limites dans un endroit qu'elle nous désigne? Il est tout à fait juste que le gouvernement voie à ce qu'une compagnie ne manque pas de la matière première dont elle a besoin, non seulement pour permettre que ses activités continuent, mais aussi pour que des milliers d'hommes gardent leur emploi. Il est donc justifié que le gouvernement mette à l'enchère certaines limites situées de sorte qu'une grande entreprise puisse continuer ses affaires. Pas une seule des limites que nous mettrons à l'enchère ne le sera dans d'autre intérêt que celui des citoyens de la province. Et je puis dire que, dans le cas des ventes projetées, c'est une des raisons qui nous ont décidés à faire cet affermage. Je ne m'occuperai pas des insinuations malveillantes qui ne me font absolument rien et ne changeront pas l'opinion de la Chambre et des citoyens de la province.

Quant à la nécessité d'un inventaire forestier, le gouvernement pense comme l'opposition à ce sujet. Nos amis de la gauche ont fait une découverte. Les conservateurs ont réclamé à cor et à cri la tenue d'un inventaire. Ils ont consulté des experts. Chose extraordinaire, ils sont allés chercher l'opinion du chef du Service forestier. L'inventaire de nos ressources naturelles, ce n'est pas l'opposition qui l'a découvert. Ils ne sont pas les premiers à y avoir pensé et j'ai bien peur qu'ils ne soient pas tellement au courant de ce dont ils ont tenté de parler. Il y a

longtemps que tout le monde reconnaît l'importance des inventaires et, longtemps avant que la gauche en parle, le gouvernement les a commencés et nous les poursuivons continuellement. Le gouvernement a depuis longtemps compris non seulement la nécessité de faire un inventaire forestier, mais aussi de former un corps d'experts du département des Terres et Forêts. Dans tous nos actes administratifs, nous nous inspirons des opinions de nos experts forestiers. C'est un orgueil pour le parti libéral que d'avoir créé ce corps d'experts. Nous avons, en 1910, commencé à former ce corps d'ingénieurs forestiers. C'est grâce à l'administration actuelle si notre province a aujourd'hui les experts dont elle est fière et que d'autres provinces du pays et de grandes compagnies viennent chercher et consulter. Nous consultons ces experts. Dès 1908, nous commençons à envoyer nos jeunes gens étudier et une école forestière était créée ici. Depuis, nous avons créé l'école de papeterie, l'école des gardes forestiers et le bureau des recherches forestières. Nous avons un département de techniciens qui ont les qualités nécessaires pour remplir leurs fonctions et nous aviser justement.

L'opposition veut maintenant un inventaire immédiat et complet de nos forêts, sur le domaine particulier et sur le domaine de la couronne. Mon honorable ami de Sherbrooke est très pressé. Il veut que l'inventaire se fasse tout de suite, avant même que nous vendions nos limites. Lisez sa motion et vous verrez ce qu'il demande. Si mon honorable ami avait un peu d'expérience des conditions forestières au Québec, il n'aurait jamais rédigé pareille motion. Quelle est la mesure que l'honorable député nous proposerait pour faire l'inventaire des terres et forêts appartenant à des particuliers? Voterait-il une loi pour permettre au gouvernement d'entrer sur le domaine privé, d'y faire un inventaire des forêts appartenant à des particuliers en leur chargeant le coût de cet inventaire? Je ne crois pas que l'honorable député se rende compte de ce que coûterait pareille entreprise. Car on ne peut penser et il ne peut être question de charger ces frais à la province. Et se rend-on bien compte de ce que coûterait un inventaire immédiat sur les domaines de la couronne? Le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau) n'a de toute évidence aucune idée de ce que cela signifierait. Si vous regardez la carte de la province de Québec, vous allez vous rendre compte, des experts le prétendent, qu'il y a actuellement 8,000 milles de forêts privées, 75,000 milles carrés de forêts sous licence appartenant à la province et qu'il nous reste environ 120,000 milles carrés de forêts invendues et non affermées à concéder.

M. Plante (Beauharnois): Ces chiffres ne s'accordent pas avec ce que dit l'*Annuaire statistique*.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Est-ce que l'honorable député de Beauharnois a bien lu? Je crois que mon honorable ami cite ses statistiques en acres et je les donne en milles.

M. Plante (Beauharnois): Ah! C'est vrai⁹.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je ne cite que les propriétés qui sont situées en bas de la 53^e ligne parallèle et ne prétends pas aller au-delà des limites des rivières Eastmain et Hamilton. Je ne mentionne pas la partie située en haut qui représente 200,000 milles carrés de forêts. Pour faire l'inventaire de tout notre territoire, dans les conditions présentes, comme le demande le député de Sherbrooke, il en coûterait pas moins de \$5,000,000 ou \$6,000,000. Cet inventaire immédiat prendrait au moins 15 ou 20 ans de travail. Les conservateurs n'ont pas la moindre idée de ce qu'ils demandent. Mon honorable ami hoche la tête. Si le député de Beauharnois doute de mes paroles, qu'il aille faire un tour dans les coins les plus reculés de la province. Si les plus braves d'entre eux voulaient seulement, accompagnés de guides et d'autres hommes, remonter à 35 milles en arrière de la rivière Moisie jusqu'au lac Ashuanipi, corvée qui leur coûterait 35 durs jours de marche dans la forêt, à travers les partages avec tout un système d'approvisionnements nécessaire, ils comprendraient ce que signifie un inventaire général de toutes nos ressources forestières. Qu'il considère un instant combien cela lui coûterait en provisions pour se rendre à destination. Un sac de farine coûte à lui seul plus de \$1.50 de frais de transport, car il y a des frais de transport, le sac est transporté sur les épaules d'un guide dans bien des rapides et à travers une région extrêmement difficile. Il entre aussi bien d'autres considérations dans un tel projet, conditions de climat, de compétence. Il faut tenir compte des frais de transport, des difficultés de communication, d'approvisionnement, de portages et bien d'autres choses encore. Peut-être trouverait-il mon estimé raisonnable. Que l'on n'oublie pas non plus qu'il faut tenir compte que, lorsque nous travaillons en forêt, il n'y a environ que trois ou quatre mois par année que le travail peut se faire.

M. Plante (Beauharnois): Et les avions? À l'aide d'avions, le coût et le temps d'un inventaire complet seraient réduits considérablement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Ce système ne donne que des indications générales. Il n'est pas possible de faire d'inventaire comme nous l'entendons et comme les experts l'entendent, en aéroplane. Il y a deux façons de faire un inventaire. L'inventaire forestier, tel que je le comprends, et celui que préconise l'opposition, consisterait à se transporter dans la forêt, à examiner les arbres, à connaître leur grosseur, leur état de santé, leur condition, l'ampleur des dommages causés par les insectes, les intempéries ou le feu à cette forêt, connaître quel rendement elle pourrait donner, le type de bois que contient la forêt, les conditions du transport du bois, les meilleurs moyens d'opérer cette forêt, à savoir s'il y a des rivières qui permettent le transport du bois. Il y a un système qui nous permet de connaître approximativement le rendement et la valeur d'une forêt déterminée. C'est une reconnaissance superficielle qui peut se faire en aéroplane. Les aéroplanes seraient aussi très peu utiles au moment de s'assurer de l'usage possible des rivières pour le transport des bois de la forêt jusqu'aux moulins. C'est un système que nous employons et qui nous a permis de nous rendre compte que, pour la première limite de la Manicouagan, un acheteur était justifiable de payer plus cher que pour la limite voisine. C'est le système qui nous a permis de mettre en vente des limites à bois, de faire les conditions que nous pensions raisonnables et de savoir si la vente nous avait donné un résultat satisfaisant. Nous n'avons pas vendu de forêts dans les endroits inaccessibles. Et je puis affirmer que, si nous avons cru que, au sujet de la prochaine vente d'une limite à la tête de la rivière Ottawa, des personnes ou des compagnies parmi celles qui sont capables de remplir les conditions imposées n'avaient pas connu cette limite, nous aurions retardé cette vente du 27.

M. Crépeau (Sherbrooke): L'honorable ministre a dit que ça prendrait 35 jours pour se rendre à une limite. Il nous donne raison de dire que le délai est trop court.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Nous ne vendons pas de limites du lac Ashuanipi; nous ne vendons pas de limites à 35 jours de portage. Chaque mille des limites mises à l'enchère par le gouvernement est connu de tous ceux qui ont le moindre intérêt dans les affaires forestières, qu'ils soient de cette province ou de toute autre province du dominion et aux États-Unis, de sorte qu'on ne peut pas dire que tous les enchérisseurs potentiels n'ont

pas eu tous les renseignements qu'ils pourraient désirer. Tous les industriels, tous ceux qui peuvent investir un dollar dans une entreprise forestière connaissent les limites mises à l'enchère que nous allons vendre et savent ce qu'elles valent. Ces terrains ont été visités et explorés. Nous avons des rapports sur chacune des limites qui seront vendues. Il y en a qui ont même été offertes en vente déjà. Elles sont connues, par conséquent. Les rivières boisées de la Côte-Nord, depuis Pjashebec¹⁰, Manicouagan, Moisie, Mingan, Romaine, Mécatina, Saint-Augustin et autres ont toutes été explorées au commencement du siècle, et le département en connaît relativement bien les ressources forestières.

Il n'y a pas un homme, il n'y a pas une compagnie capable d'investir le capital nécessaire dans ces exploitations forestières qui ne connaît pas ces limites depuis des mois avant que la vente ait été annoncée.

Il revient aux inventaires et rappelle que des rapports d'inventaires faits en 1899, 1901, 1905 et depuis ont été déposés au département des Terres et Forêts. L'inventaire que l'opposition nous demande, nous le faisons...

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Oui, après que la vente est faite.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Oui. Et, si nos amis étaient à la tête du département des Terres et Forêts, ils ne feraient pas autrement. Ils auraient assez le sens des affaires pour ne pas gaspiller l'argent de la province. Si mes honorables amis de l'opposition dirigeaient le ministère des Terres et le gouvernement, ils ne feraient pas autre chose que ce que nous faisons, car je leur reconnais assez de sens des affaires pour ne pas faire perdre d'argent inutilement à la province.

J'ai écouté avec intérêt les chiffres que donnait mon honorable ami de Laurier (M. Duranleau). Je l'ai entendu répéter que la province avait perdu \$27,000,000. Si nos amis de la gauche étaient appelés à discuter notre vente de Manicouagan avec des experts, ils seraient bien embarrassés pour établir cela. Je connais des industriels qui se sont bien amusés de cette prétention que la province a perdu \$27,000,000. Quant aux pertes de \$37,000,000 que nous allons faire, selon le député de Sherbrooke, si nos honorables amis de la gauche savaient à peu près ce dont ils parlent et discutaient avec des gens de métier, je crois qu'ils s'abstiendraient de telles affirmations, car tous les experts en feraient des gorges chaudes en leur présence.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Le ministre voudrait-il répéter le chiffre qu'il a donné au sujet des forêts susceptibles d'être concédées?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'ai dit que nous avions encore environ 120,000 milles carrés de forêts non concédées, au sud de la 53^e parallèle...

M. Saint-Jacques (Argenteuil): (n'a cessé de crayonner dans l'*Annuaire statistique* depuis le commencement) Sur quoi l'honorable ministre base-t-il son affirmation en disant que nous avons 120,000 milles carrés de forêts non encore concédées qui peuvent être affermées?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) soutient que, quoi qu'il en soit, il ne croit pas avoir fait d'erreur dans les chiffres qu'il a donnés. Je base mon affirmation, dit-il, sur les renseignements que je reçois, à intervalles réguliers, de mes experts forestiers et sur un rapport de M. R. O. Sweezey. Son argumentation ne s'appuie pas sur quoi que ce soit qui puisse paraître dans les statistiques.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je vois à la page 364 de l'*Annuaire statistique* l'affirmation suivante: "L'aire actuelle des terres encore disponibles est réduite à 71,837 milles carrés." Il y a un écart considérable avec le chiffre du ministre. Je ne connais pas le rapport, mais j'ai eu la curiosité de regarder l'*Annuaire statistique*. J'y ai lu que nous n'avions plus que 71,000 milles de forêts non affermées. Il y a un écart de 50,000 milles. Dans le rapport du ministre des Terres et Forêts, on dit qu'il y a 73,000 milles de forêts affermées. Or, si l'on tient compte qu'il y a 130,000,000 d'acres de forêts dans la province, d'après l'*Annuaire statistique*, les chiffres ne concordent pas avec les 120,000 milles que mentionne l'honorable ministre comme le total des forêts qu'il nous reste à affermer.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le calcul en acres et en milles jette de la confusion dans les statistiques. De même que le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), il admet que les statistiques de la province ne sont pas complètes. Il est impossible de faire des statistiques établissant la superficie des forêts brûlées ou autres. Je répète qu'à mon avis et de l'avis de nos experts il nous reste 120,000 milles carrés de forêts non encore affermées. Il (M. Mercier) est convaincu d'être resté bien en deçà de la vérité. Je dois dire que nos ressources forestières sont en réalité inépuisables, car

chaque année, vers le nord, les explorateurs qui nous reviennent rapportent qu'ils ont trouvé d'immenses étendues de forêts nouvelles et jusque-là inexplorées ou mal connues, dans des endroits où des rapports précédents prétendaient qu'il n'y en avait pas. Ils nous donnent des renseignements qui démontrent que nos ressources sont plus considérables que ne l'établissaient les vieilles statistiques.

Je continue mon argumentation. Nos amis de la gauche ont prétendu que j'avais affirmé que nos réserves forestières étaient inépuisables. Ces mêmes amis ont utilisé leur méthode habituelle. Ils ont utilisé une partie de mon discours qui servait leur dessein, en ayant bien soin d'omettre tout ce qui pourrait nuire à leur argumentation. J'ai fait des réserves. J'ai dit que notre forêt était inépuisable, et c'est ce que tous les experts cités par l'opposition ont dit, que la quantité de bois dans la province était suffisante pour durer pendant un temps indéfini, mais seulement si son exploitation était soumise à une réglementation sévère, si les ressources étaient utilisées avec soin, exploitées de façon économe, et si des mesures étaient prises pour protéger les forêts contre les insectes et le feu, et si les coupes de bois étaient bien limitées. Les autres personnes citées par les membres de l'opposition ont également fait des réserves lorsqu'elles ont fait des déclarations. Elles ne s'accordent pas d'ailleurs sur le nombre d'années qu'il faudra pour ruiner toutes nos forêts. Ils ont cité des experts qui prétendent que, dans 21 ans, 26 ans, 27 ans ou 30 ans, il n'y aura peut-être plus de bois, de richesses dans notre province. Nous exigeons aujourd'hui un inventaire complet, contrôlé par le département. Qu'on ajoute à cela les conditions obligatoires du reboisement qui prévoient qu'aucune concession forestière ne peut être exploitée à plus de 80 % de sa croissance annuelle et l'on peut conclure que nos forêts dans la province de Québec sont éternelles.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) s'appuie de nouveau sur les statistiques et met les chiffres en contradiction avec d'autres chiffres officiels. Pourquoi le gouvernement ne réglerait-il pas le cas une fois pour toutes?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Parce que le cas n'est pas réglable. M. Biermans a fait des réserves. Quand j'ai dit que nos forêts étaient inépuisables, j'ai ajouté qu'il fallait cependant les développer avec prudence et prévenir les feux. M. Sweezey prétend que nous ne coupons actuellement dans la province, chaque année, que la moitié de la moitié de la pousse annuelle.

Nous exigeons de tous nos concessionnaires qu'ils fassent un inventaire de leurs limites dès qu'ils les ont achetées et qu'ils fournissent un rapport de cet inventaire. Pouvons-nous retarder de 15 ou 20 ans le développement de nos forêts? C'est ce que voudrait l'opposition. Non seulement nous exigeons un inventaire immédiat des concessionnaires, mais nous les obligeons à faire un inventaire tous les dix ans.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): L'honorable ministre ne craint-il pas que les concessionnaires puissent tromper le gouvernement?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non, car tous leurs rapports d'inventaires sont contrôlés par notre service forestier.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 50

Affermage de concessions forestières

La Chambre reprend le débat interrompu sur la motion du représentant de Sherbrooke qui se lit comme suit :

Vu l'importance des concessions forestières que le gouvernement désire affermer, aux termes de l'avis donné dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 20 février 1926, pages 740 et suivantes;

Vu la situation particulière et l'étendue de chacune de ces concessions forestières;

Vu que la province ignore quelle est, actuellement, l'étendue de son domaine forestier non encore affermé, susceptible d'exploitation;

Cette Chambre considère que l'affermage annoncé ne devrait pas avoir lieu avant qu'un inventaire complet du domaine forestier de la province, appartenant tant à la couronne qu'à des particuliers, ait été fait.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) commence par dire que les remarques qu'il a faites cet après-midi ont peut-être pris un peu plus de temps que prévu.

Le député de Sherbrooke (M. Crépeau) s'est fait de petits calculs pour essayer de prouver que nous allons perdre tant à l'acre. Je me demande s'il est sérieux. Pense-t-il baser ses chiffres sur la réalité? Il parle des grandes pertes que la province aurait prétendument subies dans la vente de limites à bois

par le passé. Lors des concessions forestières, il ne faut pas seulement considérer la superficie de la forêt affermée, mais aussi la valeur du bois et le rendement qu'elle peut donner. En parlant de la valeur des limites à bois, on a souvent omis de tenir compte de certaines choses. Il ne faut pas oublier que l'on n'a pas déduit la part du territoire qui n'a aucune valeur réelle pour le détenteur de limites. Quand nous vendons des limites, disons 2,000 milles carrés, cela ne signifie pas qu'il s'y trouve 2,000 milles en forêts. Pour apprécier l'étendue d'une concession à sa valeur réelle, il faut déduire les rivières, les lacs, les ruisseaux, les brûlés, les endroits stériles dépourvus d'arbres, les sols rocheux, les cours d'eau aux rives rocheuses élevées, les rapides, les sommets de montagnes, des endroits où il n'y a pas de bois ou bien où le bois est de qualité inférieure. Dans la plupart des cas, ceux qui s'occupent de ces exploitations forestières déduisent toujours une proportion qui atteint toujours au moins un tiers de la valeur de la limite concédée parce qu'elle n'a pas valeur réelle pour le détenteur de limites. Cela s'est vu dans les limites de la Manicouagan, dont nos honorables amis ont parlé sans connaissance de cause. Dans certains cas, les lacs couvrent à eux seuls une grande partie du territoire affermé. La limite telle quelle, sans que soit faite aucune déduction, a été vendue ou affermée au plus offrant. Toutes ces choses entre en ligne de compte quand le gouvernement établit le bonus qu'il y a à payer.

Les députés de la gauche nous ont demandé pourquoi nous faisons de nouvelles ventes. Parce que l'industrie en a besoin. La forêt elle-même diminue sur les propriétés de nos concessionnaires. On nous demande nos raisons de faire nos concessions. La première est l'expansion de l'industrie. Depuis 1921, l'industrie forestière a subi plusieurs transformations; l'une des plus importantes, par suite du groupement des capitaux et de la fusion des compagnies, fut la réduction du nombre des concessions. Il y a eu, depuis 1920, 17 transferts de concessions. Sur le nombre total des concessions que nous comptons actuellement dans la province, il y en a 119 qui n'exploitent pas leurs réserves et il y en a environ 14,000 milles carrés concédés et non exploités actuellement. De sorte qu'il y a environ 60,000 milles carrés où on exploite aujourd'hui des industries. Sur certains territoires exploités par de grandes compagnies, la forêt n'est pas toujours suffisante pour les besoins actuels. Parmi les raisons qui peuvent inciter le gouvernement à faire des affermage pour les industries, il y a les feux de forêt, la cession de lots à la colonisation, les

dommages causés par les insectes, les arbres brisés par la tempête, les arbres morts, certaines maladies végétales et les renversis, etc. Afin d'éviter des incendies en forêt, le département peut être justifiable de croire qu'il est préférable de vendre certaines limites forestières. Est-il étonnant que de nouvelles limites soient en demande? Il y a bien des motifs légitimes pour lesquels une compagnie peut, avec raison, demander de nouvelles limites; la compagnie peut découvrir que la limite qu'elle possède comprend une grande partie de terre stérile, une partie détruite par le feu, une partie où les arbres sont attaqués par des insectes, etc., et, dans ces cas, le gouvernement a raison de mettre à l'enchère de nouvelles limites à vendre ou à affermer.

Il répète que la reconnaissance faite avant la vente afin d'établir un prix pour l'affermage est suivie d'un inventaire que le gouvernement impose aux concessionnaires et qui est fait sous le contrôle des officiers du département. En général, dit-il, tout démontre que les forêts ne sont pas aussi mal exploitées qu'on veut le faire croire et que les concessionnaires poursuivent leurs opérations de façon à maintenir la forêt en bon état de répondre toujours aux besoins de l'industrie. Dans 3 ou 4 ans, l'inventaire de 40,000 milles de réserves concédées aura été complété. Les concessionnaires ont conscience de leur rôle et font une exploitation raisonnable et rationnelle.

Pour compléter ma démonstration, au sujet des inventaires, je dirai que ces inventaires se poursuivent activement. Les inventaires des compagnies sont bien faits. Preuve: 7,000 milles carrés ont été inventoriés par des compagnies depuis 1923¹¹ et l'inventaire a établi qu'il y avait 30,000,000 de cordes de bois. Voilà qui prouve que les inventaires des compagnies sont bien faits. Actuellement, 40,000 milles carrés de forêts sont sous inventaire par les compagnies et les services forestiers du ministère des Terres et Forêts font des inventaires détaillés de nombreuses terres domaniales ou cantonales. C'est déjà une dépense considérable, et nous ne pouvons faire un inventaire complet tout d'un coup. Le travail se fait systématiquement et les rapports seront complets dans un temps relativement court. Je suis convaincu que cette manière de procéder vaut mieux que celle que nous proposent nos honorables amis. Le système que nous avons adopté est le meilleur pour le maintien de nos forêts et la durée de nos industries forestières.

Il termine sa démonstration en parlant de l'organisation du système forestier de la province et

des résultats remarquables obtenus grâce à ce système, et il insiste brièvement sur l'importance de la protection des forêts contre les incendies.

M. le Président, je suis enchanté que l'on ait provoqué ce débat. Je regrette d'avoir été forcé de faire de si longues remarques, mais j'estime que nous avons assuré à notre province une administration assez sage et assez prudente pour faire de la forêt une œuvre permanente. Nous continuerons cette sage politique. (Applaudissements)

Je suis convaincu que, si nos honorables amis de l'opposition étaient appelés à diriger le ministère des Terres et des Forêts et le gouvernement, ils ne pourraient adopter une meilleure politique que la nôtre.

Il fait un hommage aux employés de son ministère¹². Plusieurs d'entre eux sont des experts reconnus, et il ajoute alors: C'est l'orgueil du Parti libéral d'avoir créé un corps d'experts forestiers dont on reconnaît tellement la compétence que les industriels et les fonctionnaires des autres provinces viennent souvent les consulter.

(Applaudissements)

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Gault, Houde, Lafleur, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, Tétreau, 16.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bernard, Bertrand, Bissonnet, Caron, Côté, Daniel, Delisle, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Grant, Hamel, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Miljours, Moreau, Morin, Perrault, Phaneuf, Pilon, Richard, Roy, Saurette, Sylvestre, Taschereau, Thériault, Thurber, Tourville, 41.

Ainsi, la proposition est rejetée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 12 modifiant la loi électorale de Québec;

- bill 15 modifiant la loi de l'instruction publique relativement au fonds des écoles élémentaires;

- bill 38 autorisant les municipalités à contribuer à la construction de certains chemins en dehors de leurs limites;

- bill 39 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de Québec, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, l'acte de fiducie et un certain acte de transport entre lesdites sœurs de la Charité et The Sun Trust Company Limited;

- bill 43 concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles;

- bill 46 ratifiant un acte de transport et un acte de fiducie entre l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie et The Sun Trust Company Limited, auxquels le gouvernement de la province est partie intervenante;

- bill 47 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de Québec, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans leur école d'industrie;

- bill 76 constituant en corporation la ville de Barkmere;

- bill 89 modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada;

- bill 141 modifiant la loi des cités et villes relativement aux échevins.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 95 constituant en corporation Stanley Presbyterian Church;

- bill 96 modifiant la loi concernant la succession Tourville;

- bill 108 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 138 modifiant la loi de la chasse.

Stanley Presbyterian Church

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 95 constituant en corporation Stanley Presbyterian Church.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession Tourville

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 96 modifiant la loi concernant la succession Tourville.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Commission des écoles catholiques de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 108 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi de la chasse

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 138 modifiant la loi de la chasse.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte d'Outremont

La Chambre procède à la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 75 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

M. Tourville (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Pilon), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant Leurs Honneurs que cette Chambre adopte leurs amendements au bill 75, avec les amendements suivants:

1. L'amendement 5 est retranché;
2. Le chiffre "4", dans la première ligne de l'amendement 6, est remplacé par le chiffre "5";
3. Le chiffre "5", dans la première ligne de l'amendement 7, est remplacé par le chiffre "6";
4. Le chiffre "6", dans l'amendement 8, est remplacé par le chiffre "7".

J'ai l'honneur de proposer quelques modifications à ces amendements. Il s'agit tout simplement de changer quelques chiffres.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Nicol (Compton)**¹³ propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je veux blâmer le gouvernement de n'avoir pas choisi un ouvrier comme ministre du Travail, ainsi que l'honorable premier ministre l'a promis.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. L'Archevêque), que tous les mots après "que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants: Cette Chambre est disposée à voter des subsides à Sa Majesté. Cependant:

Attendu qu'au cours de la dernière élection partielle dans le comté de Richmond, en 1923, le premier ministre a promis à Asbestos qu'un ouvrier serait appelé à faire partie de son cabinet comme ministre du Travail;

Attendu que des membres du gouvernement, à diverses reprises, et récemment l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David), ont déclaré que, si le ministre du Travail n'est pas un ouvrier, c'est parce que Montréal a refusé d'élire les candidats ouvriers du gouvernement;

Attendu que cette déclaration indique que, d'après le gouvernement, l'honorable député de Mégantic (l'honorable M. Lapierre), qui est un comptable, n'est pas un ouvrier proprement dit, ou que, en ne demeurant pas à Montréal, il ne peut être ministre du Travail;

Attendu que l'honorable député de Québec-Est (M. Létourneau) ou l'honorable député de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden) aurait pu, à la demande du premier ministre, comme cela s'est pratiqué à Ottawa, offrir leur siège à l'ouvrier que le gouvernement aurait voulu nommer ministre du Travail;

Vu la récente déclaration du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault), à savoir que les ministres riches sont moins portés à des tentations de malhonnêteté que les ministres pauvres;

Attendu que toutes ces déclarations mettent dans une position fausse et humiliante l'honorable député de Mégantic (M. Lapierre) qu'on désigne devant le public comme le représentant des ouvriers dans le gouvernement;

Cette Chambre regrette cette conduite du gouvernement envers la classe ouvrière de la province.

Avant de voter de nouveaux subsides à Sa Majesté, je tiens à blâmer le gouvernement de continuer de refuser de nommer un ouvrier comme ministre du Travail. Si le gouvernement désirait sincèrement le bien-être de la classe ouvrière, il aurait pu trouver depuis longtemps un ouvrier pour occuper dignement ce ministère qui appartient aux ouvriers. Le gouvernement n'a pas voulu profiter ni faire naître les occasions de présenter un ouvrier comme ministre du Travail. On prétend que l'opposition a fait battre des candidats ouvriers lors des élections de 1923. Ces prétendus ouvriers n'ont pas été battus comme ouvriers mais comme partisans d'un régime dont la population voulait se défaire. Ils ont été battus parce que le premier ministre lui-même attaquait les ouvriers sans que ces prétendus députés ouvriers prennent la défense de ceux qui les élaient.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne sais qui est l'auteur de cette motion. Si elle était parlementaire, je pourrais la discuter. Je me permettrais d'y répondre, mais, si on consulte l'article 140¹⁴ des règlements de la Chambre, paragraphes 1 à 5, on verra qu'elle est hors d'ordre. Je crois que les règlements défendent à un député de proposer une motion de non-confiance qui contient des affirmations de faits non prouvés, de la démonstration.

La motion présente est remplie d'insinuations, d'assertions non fondées. Elle n'est pas dans l'ordre parce qu'elle est rédigée dans la forme d'un discours électoral et tient du pamphlet. L'honorable député de Sainte-Marie (M. Houde) a parfaitement le droit de proposer une motion de non-confiance, mais il ne peut affirmer des choses inexactes et faire de la littérature électorale dans une motion. Je demande à M. l'Orateur de la déclarer hors d'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les faits contenus dans la motion n'ont jamais été démentis. Je ne vois pas pourquoi la Chambre ne serait pas appelée à se prononcer sur cette motion. Il me semble que le député de Sainte-Marie avait droit de donner ses raisons.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai déjà démontré que les ouvriers sont représentés dans le ministère. Mon honorable ami, l'honorable chef de l'opposition, a l'air de défendre cette motion comme si c'était son enfant. C'est naturel. C'est une sollicitude toute paternelle. Mais je maintiens que la motion sent le discours politique à pleines lignes.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je crois que c'est peut-être le ton sur lequel j'ai proposé ma motion qui est pamphlétaire et qui froisse l'honorable premier ministre. S'il n'est question que de ton, une autre fois, je consens à changer de ton.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce parce que le député de Sainte-Marie dit qu'il n'y a pas de représentant des ouvriers dans le ministère qu'on la déclare hors d'ordre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai déjà démontré que les ouvriers sont représentés dans le ministère.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): L'affirmation de l'honorable premier ministre au sujet d'un ministre du Travail n'a jamais été niée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, elle a été niée. J'ai dit que nous aurions un représentant de la classe ouvrière dans le cabinet, et nous en avons un.

M. l'Orateur: J'ai examiné la motion et je la trouve non parlementaire. Non seulement elle est contraire aux articles 140, 142, 144 et 145 des règlements de la Chambre, mais elle est injurieuse pour les honorables députés de Québec-Ouest et de Québec-Est.

Je déclare donc la motion contraire aux règles de la Chambre et hors d'ordre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. le Président, je demande la permission d'en appeler de votre décision.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et M. Duranleau (Montréal-Laurier) l'appuient faiblement.

M. l'Orateur: Appelez les membres¹⁵.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) déclare qu'il veut se conformer à la décision de l'Orateur "pour gagner du temps". M. le Président, dit-il, je serais disposé à retirer ma motion. Je retire mon appel de votre décision.

M. l'Orateur: Il est trop tard maintenant. Il faudra passer au vote.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce sera pour une autre fois.

Et l'appel de la décision de l'Orateur étant fait, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit¹⁶:

Pour: MM. Authier, Baillargeon, Bernard, Bertrand, Bissonnet, Caron, Côté, Daniel, Delisle, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Gault, Grant, Guillemette, Hamel, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapiere, L'Archevêque, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Miljours, Moreau, Morin, Perrault, Phaneuf, Pilon, Richard, Roy, Saurette, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thériault, Thurber, Tourville, 45.

Contre: MM. Beaudoin, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Houde, Lafleur, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, Tétreau, 13.

La décision de l'Orateur est ainsi maintenue.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) et **l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** donnent des explications.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Fête des Irlandais

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, secondé par l'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé), que la Chambre s'ajourne en l'honneur de la fête de Saint-Patrice¹⁷.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur: La Chambre est ajournée jusqu'à demain matin, à 11 heures.

La séance est levée à 11 h 30¹⁸.

NOTES

1. Dans *The Chronicle Telegraph*, on dit que M. Smart attire l'attention sur une attaque faite par un officier, M. J.-C. Magnan, du département de l'instruction publique, sur le Conseil national d'éducation qui tient une conférence à Montréal le mois prochain et il veut savoir ce que le secrétaire provincial en pense.

2. Dans *L'Événement*, on signale que le trésorier de la province, M. Jacob, est remis de son indisposition et qu'il est à son siège.

3. Le président du comité, M. Hector Laferté, est assis au fauteuil.

4. Date du procès-verbal. *Le Soleil* donne le 11 février alors que c'est le 12.

5. Chiffre tiré du *Devoir* alors que *L'Événement* donne 14,000,000.

6. Dans *The Chronicle Telegraph*, on dit "Upper Gatineau".

7. Bien que, dans *The Chronicle Telegraph*, on écrive le mois d'avril, la vente a lieu au mois de mars.

8. Dans *La Presse*, on indique qu'il était 5 heures quand Mercier prit la parole.

9. Dans *Le Canada*, on dit que M. Plante découvre lui-même qu'il s'est trompé dans les chiffres et qu'il a pris des acres pour des milles carrés, avec la différence de plusieurs millions.

10. Dans *Le Canada*, on écrit Piashebec. Dans le *Dictionnaire illustré Noms et lieux du Québec*, on rapporte que cette rivière s'appelait Piastebe en 1685, Rivière Piasthi-baie ou Rivière Piashbe-Baie en 1908. Rivière Piashtibaie en 1913. Piashtih en 1914. Aujourd'hui, on écrit Piashti.

11. Dans *Le Soleil*, on parle de 1922.

12. Dans *L'Événement*, on dit que quelques-uns étaient venus l'entendre.

13. Dans *Le Devoir*, on dit que c'est le premier ministre qui propose, au nom de M. Nicol, qu'on passe aux subsides.

14. Dans *Le Devoir*, on parle de l'article 142 des règlements.

15. Dans *The Chronicle Telegraph*, on dit que M. Sauvé va rejoindre M. Houde et il lui parle sur un ton qui semble être plutôt colérique.

16. Dans *L'Événement*, on signale que deux députés de l'opposition, M. Gault et M. L'Archevêque (le whip de la gauche), votèrent pour le maintien de la décision du président Francoeur. Dans *The Chronicle Telegraph*, on signale que des applaudissements ont été précédés par un emportement d'acclamations et de coup frappés sur les bureaux.

17. Dans *The Montreal Herald*, il est dit que c'est J.-L. Perron qui propose l'ajournement de la Chambre en l'honneur de la fête de Saint-Patrice.

18. Dans *The Chronicle Telegraph*, on indique 11 h 15 du soir.

Première séance du jeudi 18 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Thériault (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 121 constituant en corporation Three Rivers and Central Railway Company.

Questions et réponses:

Sanatorium du Lac-Édouard

M. Faucher (Québec-Centre): 1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé jusqu'à ce jour pour le sanatorium du Lac-Édouard?

2. À quels entrepreneurs ont été confiés les travaux qui y ont été faits depuis l'achat du sanatorium?

3. Quels sont les directeurs, le trésorier et le secrétaire de la corporation l'Aide au sanatorium du Lac-Édouard et quelle rémunération chacun reçoit-il?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. \$179,026.76.

2. Aucun contrat n'a été donné par le gouvernement depuis l'achat du sanatorium.

3. *a)* Les directeurs sont: révérend Chanoine B.-P. Garneau, docteur Joseph Guérard, MM. Alfred Jolicoeur, Jules Gauvin et Jules Garneau; *b)* le trésorier: le gouvernement l'ignore; *c)* le secrétaire: M. W. Amyot; *d)* le gouvernement ignore si des rémunérations sont payées ou non et quelles rémunérations.

Licences de taverne et d'hôtel
à Louiseville

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Combien de licences: *a)* de taverne; *b)* d'hôtel, la

Commission des liqueurs a-t-elle accordées pour Louiseville, P. Q.?

2. Quels sont les noms des personnes qui ont ces licences?

3. Ces personnes vendent-elles de la bière pour être délivrée en dehors de leur établissement?

4. Si oui, y a-t-il des plaintes à ce sujet?

5. Un inspecteur de la Commission des liqueurs a-t-il, sur plainte ou autrement, fait la visite de ces hôtels?

6. Si oui, a-t-il fait rapport que la vente dans ces établissements était conforme à la loi des liqueurs alcooliques de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. *a)* 3; *b)* 3.

2. F.-X. Lafleur, J.-T. Béliand, Wilfrid Lawler.

3. Non.

4. Une plainte a été faite par une personne qui voulait obtenir une licence.

5. Oui.

6. Oui.

Élevage
d'animaux à fourrure

M. Bastien (Québec-Comté): 1. Quel était le nombre d'établissements d'élevage d'animaux à fourrure dans la province de Québec en 1925?

2. Quelle était la valeur des terrains et bâtiments?

3. Quelle était la valeur des animaux captifs?

4. Quel a été le nombre des peaux d'animaux à fourrure pris dans la province de Québec en 1924-1925?

5. Quelle était la valeur totale des pelleteries?

6. Quelle était la valeur moyenne par pelleterie?

7. Quel a été le nombre de peaux sur lesquelles le gouvernement a perçu des droits régaliens en 1924-1925?

8. Quel est le total de ces droits régaliens?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 550 établissements licenciés.

2 et 3. Nous n'avons pas encore les statistiques pour 1925, mais, en 1924, la valeur des bâtiments et enclos était de \$332,798 et celle des animaux en captivité \$937,581.

4. \$311,498.

5. \$2,280,962.25.

6. Loutre, \$30; castor, \$23; ours, \$7; ours blanc, \$60; loup cervier, \$22; marte, \$17; pékan, \$50; carcajou, \$11; loup, \$12; mouffette, \$1.25; vison, \$13; renard noir, \$50; renard bleu, \$50; renard croisé, \$40; renard argenté, \$125; renard blanc, \$37; renard rouge, \$13.50; renard bâtard, \$15; chat sauvage, \$5; rat musqué, \$1.15; belette, \$0.90; hermine, \$0.90; loup marin, \$4.

7. 311,498.

8. \$99,571.45.

Exemptions de taxes municipales

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les archevêchés et les évêchés ont toujours été exemptés, mais il y a un doute dans la loi et nous le faisons disparaître. Il y a encore des protecteurs de la religion de notre côté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): De notre côté aussi. Nous n'en manquons pas non plus.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Écoles protestantes de Montréal

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Bullock (Shefford) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

Loi des agents généraux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi des agents généraux.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que l'agent général de la province dans le Royaume-Uni, nommé en vertu de l'article 3 de la loi des agents généraux (statuts refondus, 1925, chapitre 15), reçoive un traitement annuel de onze mille dollars au lieu de celui prescrit par l'article 5 de ladite loi.

2. Que le total du traitement dudit agent général et des dépenses qu'il pourra encourir dans l'accomplissement de ses devoirs, soit pour l'entretien de son bureau, soit pour toute autre cause légitime, ne doive pas dépasser quarante mille dollars et soit payé par mandat du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Depuis 1911, depuis une quinzaine d'années, nous votons \$23,000 par année pour notre agence de Londres. Le salaire de l'agent général, le Dr Lemieux, était de \$6,000. Nous portons maintenant ce salaire à \$11,000 et, pour les frais de son bureau de \$23,000, nous demandons à la Chambre de voter \$40,000. Cette augmentation est nécessaire à la propagande que nous entendons faire. À part le salaire du commissaire, nous avons à payer \$5,300 pour le loyer, \$2,500 pour l'agent commercial, \$3,000 pour le secrétaire, \$2,100 pour deux sténographes, \$1,200 pour les commissionnaires et portiers, \$400 pour frais de voyage, \$3,800 pour frais de représentation, \$8,000 pour publicité, démonstration, conférences, participations aux expositions, etc.

C'est là une augmentation considérable mais elle est justifiée quand on songe que la vie, là-bas, est très chère et que notre représentation est forcée de faire bonne figure à côté des autres.

Il insiste sur la nécessité de faire au représentant de la province et à son bureau une situation qui leur permette de figurer avantageusement et de représenter convenablement la province. Cela est nécessaire, dit-il, si l'on ne veut arrêter le développement de cette représentation. Ottawa payait \$85,000 l'an dernier et paie maintenant \$100,000 pour sa représentation à Londres. C'est dire que le chiffre de \$40,000, pour Québec, n'est pas exagéré. Québec se doit de faire tous les sacrifices pour mettre son bureau à Londres sur un pied convenable. Nous entendons faire un travail excellent dans les pays d'Europe. Nous avons en main un rapport de M. Lemieux qui nous fait entrevoir d'encourageantes possibilités commerciales non seulement en Grande-Bretagne, mais en Pologne, dans l'Irak, dans la Russie et ailleurs. Les derniers rapports de M. le Dr Lemieux sont très encourageants au point de vue du développement de nos relations commerciales. Il est temps d'organiser notre agence à Londres d'une façon efficace, et cette agence est fort active depuis quelques mois. Il fait l'éloge de notre agent commercial, M. Harrisson, dont les rapports font espérer beaucoup pour l'avenir. Déjà, les ventes de nos produits agricoles ont augmenté considérablement sur le marché anglais.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande plus de renseignements sur la façon dont cet argent va être dépensé. Une augmentation de \$23,000 à \$40,000 lui paraît extravagante. Y a-t-il par ailleurs coopération suffisante entre le commissariat fédéral et le commissariat provincial à Londres? Il paraît y avoir mésentente entre le bureau du commissaire canadien et le représentant de la province. On devrait voir à assumer un accord entre les deux agences. Si telle coopération existait, il ne serait pas nécessaire de dépenser davantage. Et puis, est-ce qu'il n'en coûterait pas moins à la province s'il y avait entente pour fonder les bureaux provinciaux avec l'agence générale du Canada avec le bureau du Canada? Nous n'avons pas assez de rapports, pas assez de renseignements de ces bureaux. On ne peut savoir les résultats du travail accompli par le bureau de Londres. Il est impossible d'avoir des rapports de ce bureau et tout ce que nous en savons, c'est ce que le premier ministre vient de dire. Certains manufacturiers aussi n'étaient pas satisfaits du travail

accompli par le bureau de Londres et il y a eu une correspondance à ce sujet avec le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron). Il s'agissait de l'exportation du tabac en Angleterre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Il y a un M. Payne qui a exposé du tabac à Wembley et qui n'a pu vendre ses exhibits à un prix satisfaisant. Il en a blâmé le commissariat à Londres, mais, renseignements pris, on s'est convaincu qu'il n'était pas à blâmer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. Harrisson, nommé depuis pour s'occuper de la partie commerciale, a accompli un excellent travail.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) veut savoir ce que l'ancien bureau a fait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il y a eu un rapport mensuel sur les activités du bureau, qui s'occupait de répondre aux demandes de renseignements. Il admet que, si le Canada n'avait à Londres qu'un seul bureau où toutes les provinces pourraient être représentées convenablement, ce serait beaucoup mieux, plus économique, plus efficace et à meilleur marché. Mais, quand il a abordé la question il y a quelques années, l'Ontario et la Colombie-Anglaise¹ refusèrent de se joindre aux autres provinces. Je ne demanderais pas mieux, mais l'Ontario et la Colombie-Anglaise ne voulaient pas en entendre parler. Ces deux provinces voyaient des avantages à agir séparément. Elles considéraient qu'elles auraient de meilleurs résultats en ayant un bureau particulier. Dans les circonstances, nous ne pouvons songer à nous unir à l'agence générale. Ce serait contraire à tous nos intérêts. Le bureau de la province est bien connu aujourd'hui à Londres et on va y puiser des renseignements sur la province beaucoup plus qu'avant. La Coopérative fédérée est établie à Londres et elle a obtenu jusqu'ici des résultats magnifiques. Les ventes ont été considérables.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Ne pensez-vous pas que notre commissariat de Londres devrait nous envoyer de bons immigrants de Grande-Bretagne dans la province de Québec?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous serions heureux et enchantés de recevoir d'aussi bons immigrants que les Écossais, les Irlandais et les Anglais, mais ils se dirigent

généralement vers l'Ouest. Mais tel n'est pas le but de ce bureau. Nous n'y songeons pas. Nous y avons des intérêts commerciaux avant tout.

Les deux résolutions sont adoptées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 3. Que l'agent général de la province dans le royaume de Belgique, nommé en vertu de l'article 7 de la loi des agents généraux (statuts refondus, 1925, chapitre 15), reçoive un traitement annuel de sept mille dollars au lieu de celui prescrit par l'article 9 de ladite loi.

Dans ces mêmes résolutions, nous proposons aussi d'augmenter le traitement de notre agent général de la province en Belgique de \$1,000 par année.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Au fait, qu'est-ce que fait M. Godfroy Langlois là-bas, en Belgique?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'occupe des intérêts commerciaux de la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'a jamais fait de rapport sur les activités de l'agence. J'ai demandé souvent un rapport de ses activités. Je n'en ai pas obtenu. M. Langlois a joué un rôle ici. Je suppose qu'on ne lui donne pas d'augmentation dans le but de le ramener au pays. Où en sommes-nous avec la Belgique? Est-ce que M. Langlois est en mesure de faire tout ce qu'il veut? Cette augmentation de \$1,000 est-elle accordée pour empêcher M. Langlois de revenir au pays? Dans un ou deux cas, le gouvernement ne cherche peut-être qu'à augmenter la récompense qui incite ces représentants à demeurer loin de leur pays.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas d'objection à la suggestion de l'honorable chef de l'opposition. J'ai demandé au Dr Lemieux de nous faire un rapport annuel. Je demanderai à M. Langlois de faire la même chose. Jusqu'à aujourd'hui, nos commissaires nous ont fait de fréquents rapports. M. Langlois est un peu handicapé par la baisse du franc belge. Les relations sont rendues plus difficiles en raison de la dépréciation du change, mais cela n'empêche pas M. Langlois de poursuivre une active campagne pour faire connaître la province en Belgique. Il représente sa province avec beaucoup d'honneur. C'est un homme intelligent, instruit, renseigné, qui ne manque aucune occasion de faire connaître notre province et ses produits. Outre

l'excellente propagande de M. Langlois, je signale qu'il publie un bon petit journal intitulé *Paris-Canada*, dans lequel on donne de précieux renseignements sur la province de Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle est l'utilité de ce journal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La publicité. Peut-être le chef de l'opposition ne le voit-il pas d'un bon œil parce qu'il loue parfois le gouvernement de Québec. On y fait des éloges des ministres. Mais M. Langlois, qui est intelligent et actif, ne manquera pas, à l'occasion, de faire l'éloge de l'opposition. Si les discours de l'honorable chef de l'opposition parviennent jusqu'en Belgique, ils serviront de contre-poison.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) sourit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le journal de M. Langlois n'a-t-il pas déjà fait l'éloge et de beaux compliments au sénateur Beaubien, qui est du parti de l'honorable chef de l'opposition?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que reçoit l'agence de Belgique? Est-ce que M. Langlois reçoit un salaire convenable?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le commissaire à Bruxelles, M. Godfroy Langlois, recevait \$6,000 par an. Nous proposons de lui donner \$7,000. Le total affecté à l'agence est de \$11,000.

M. Plante (Beauharnois): Je ne suis pas contre le vote de ces subsides, mais je crois que nous pourrions bénéficier davantage du mouvement d'immigration d'Angleterre au Canada. La Chambre, avant de voter cet argent, devrait savoir exactement l'usage que l'on veut en faire. Un bureau à Paris ne serait-il pas plus nécessaire qu'à Bruxelles?

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse nommer le personnel requis pour la tenue de chacun des bureaux des agents généraux et attribuer aux personnes ainsi nommées les traitements et titres qu'il jugera à propos, et que ces traitements fassent partie des frais d'entretien desdits bureaux.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division et adoptées sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 11 modifiant la loi des agents généraux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Adopté sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill 91 ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil de la cité des Trois-Rivières et par les commissaires d'écoles de ladite cité.

**Résolutions de
la cité de Trois-Rivières**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 91 ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil de la cité des Trois-Rivières et par les commissaires d'écoles de ladite cité.

Les amendements sont lus une première fois.

Demandes de documents:**Security Lightning Rod Incorporated
ou Security Lightning Rod Reg'd.**

M. Lortie (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Langlais), qu'il

soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou le ministre de l'Agriculture et toutes personnes, corps ou associations, concernant les compagnies qui vendent et posent des paratonnerres dans la province de Québec et particulièrement la compagnie connue sous le nom de Security Lightning Rod Incorporated ou Security Lightning Rod Reg'd.

J'ai été informé que cette compagnie avait obtenu une recommandation du ministère de l'Agriculture pour ses paratonnerres. La compagnie a vendu ses appareils qui sont inefficaces en affirmant qu'ils étaient recommandés par le ministre de l'Agriculture. Voilà pourquoi je demande cette correspondance, car un grand nombre de cultivateurs ont été trompés.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dit que jamais ni lui ni son département n'ont donné aucune recommandation sur les appareils de la Security Lightning Rod, au contraire. On nous en a demandé souvent, mais nous avons toujours refusé. Nous avons édité une brochure pour enseigner aux cultivateurs à surveiller la pose des paratonnerres, mais nous n'en avons recommandé aucun. Il fit insérer dans un journal agricole une note déclarant qu'il ne se rendait nullement responsable de ces ventes. Il mettait les cultivateurs en garde contre l'exploitation. Depuis deux ans, des agents ont parcouru nos campagnes, particulièrement les comtés de Deux-Montagnes, Soulanges, Vaudreuil, Montcalm et Argenteuil, pour vendre des paratonnerres. J'ai été informé que cette compagnie prétendait avoir une recommandation du ministère de l'Agriculture. C'est faux. Avec cette recommandation fausse, on vendait pour cent dollars et même jusqu'à trois cents dollars des paratonnerres qui ne valaient pas grand-chose. J'invite mon honorable ami de Soulanges et tous les députés de cette Chambre à conseiller aux cultivateurs, même dans leurs tournées électorales, la plus grande prudence lorsque les agents de ces compagnies vont les solliciter. Le malheur veut que les cultivateurs acceptent trop souvent les dires des agents de ces compagnies, se laissent prendre par des exploiters qui parcourent des campagnes et enlèvent, sous de fausses représentations, l'argent de la population.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je note avec plaisir la déclaration de l'honorable ministre de l'Agriculture disant qu'il n'a jamais fait aucune recommandation, que la compagnie en question n'a pas l'approbation du ministère. Il est à ma

connaissance personnelle que la compagnie nommée par l'honorable député de Soulanges a publié des brochures dans lesquelles elle affirmait avoir la recommandation du ministre de l'Agriculture. Je sais de plus que des cultivateurs ont écrit au ministre et qu'il leur a répondu exactement ce qu'il nous a déclaré ce matin. La compagnie en question opère à Québec. La petite usine de cette compagnie semble à l'ombre du Parlement et elle paraît tacitement tolérée. J'espère que la déclaration du ministre aura sa répercussion dans la presse et que les cultivateurs étant avertis seront plus prudents. J'espère que les journaux mettront le public en garde afin que cette compagnie ne fasse pas d'autres victimes. L'Ontario a une loi pour réglementer la fabrication des paratonnerres. Nous devrions en avoir une. Il devrait y avoir une loi pour réglementer la pose de paratonnerres. Beaucoup de gens et de cultivateurs de mon comté et des comtés voisins ont été victimes des mêmes exploiters et de cette compagnie parce que celle-ci affirmait avoir l'approbation du ministre de l'Agriculture.

L'honorable M. Nicol (Compton): Il me semble que nous avons fait arrêter un des agents de cette compagnie, l'an dernier, qui vendent des paratonnerres dans Deux-Montagnes et Argenteuil.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, nous en avons fait arrêter. L'an dernier, le gouvernement a fait prendre des procédures contre un de ces agents. C'est un vrai fléau dans notre province que ces moyens auxquels on a recours pour exploiter nos gens et les voler.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) admet la chose. La compagnie continue à vendre ses paratonnerres qui sont souvent condamnés par les assurances. Le député de Soulanges a bien fait de soulever la question. J'espère que nous aurons une loi pour protéger le public, comme la chose existe en Ontario. J'ai lu la circulaire du ministère de l'Agriculture. Je crois qu'elle devrait être répandue davantage pour mettre les cultivateurs en garde contre ces exploiters.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis content de l'occasion qui m'est fournie pour dénoncer tous les genres d'exploitation possible. On vend des obligations d'aucune valeur dans nos campagnes. Ces jours derniers, nous avons fait arrêter trois agents. Hier encore, je recevais une requête de Sainte-Julie et on m'informait que des gens s'étaient fait filouter par des exploiters de plus de \$15,000 par la vente de valeurs qui ne valaient rien. Nous

avons l'intention de faire une guerre sans merci à tous ces exploiters. Leurs victimes, ceux qui ont des plaintes n'ont qu'à soumettre leurs cas à nos substituts, les faire parvenir au procureur général qui verra à prendre des procédures quand elles seront justifiées. Le bureau du procureur général sera toujours disposé à agir quand on lui signalera des cas particuliers de fraude, d'escroquerie, etc. Tous les frais seront à la charge de l'État.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je crois qu'une compagnie de paratonnerres promet \$500 à ses clients en cas de feu. Voilà une raison de poursuivre cette compagnie.

L'honorable M. Nicol (Compton): J'ai pris connaissance d'un contrat de cette compagnie et je me suis aperçu que le client n'avait aucune garantie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement n'a pas été très heureux en ces dernières années lorsqu'il a voulu protéger les citoyens contre les exploiters et dans son action pour prévenir ces fraudes. Il y a des compagnies qui continuent à tromper le public. Il devrait y avoir moyen de sévir avec plus d'efficacité.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) veut répondre au chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'objecte en disant qu'il a déjà parlé sur la question.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): M. Saint-Jacques a parlé trois fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève une question d'ordre.

M. l'Orateur lui donne raison. J'ai toléré, dit-il, quand M. Saint-Jacques a parlé plusieurs fois pour donner des explications, mais, puisqu'on ne veut pas en faire de concessions de part et d'autre, j'avertis les députés qu'à l'avenir j'appliquerai le règlement à la lettre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ce sera mieux.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) et **l'honorable M. Taschereau (Montmorency)** recommandent une fois de plus aux cultivateurs de se défier de certains exploiters de la crédulité populaire.

La proposition est adoptée.

**Ville
de Venise**

M. Lamoureux (Iberville) propose, appuyé par le représentant de Labelle (M. Lortie), que, vu que le bill 90 constituant en corporation la ville de Venise a été retiré, les droits ordinaires et additionnels, que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Dépôt de documents:**Chemin dans la paroisse
Saint-Jean-Baptiste-de-l'Îsle-Verte**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 10 mars 1926, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses départements et toutes personnes ou corporations municipales concernant la construction et l'amélioration du chemin de front du premier rang de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-l'Îsle-Verte, partie est, et le changement projeté du site dudit chemin aux fins de la route régionale Lévis-Rimouski. (Document de la session no 56)

**Sainte-Rose-du-Déglé et la
Rivière-du-Loup-Edmunston**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 mars 1926, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement de cette province et aucun de ses départements et la corporation de Sainte-Rose-du-Déglé, dans le comté de Témiscouata, ou ses officiers, au sujet du paiement, par cette municipalité, de sa quote-part du coût de la route régionale Rivière-du-Loup-Edmundston, dans les limites de son territoire. (Document de la session no 57)

**Rapport de F. W. Perras pour travaux
faits dans le canton Wright**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 mars 1926, pour copie du rapport fait au gouvernement par F. W. Perras pour travaux faits en 1924 dans le chemin de front vis-à-vis les lots 44 et 45 du rang C du canton Wright. (Document de la session no 58)

**Construction d'un pont sur le
ruisseau Chevalier, Maskinongé**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 mars 1926, pour copie de tout document, correspondance, etc., entre le gouvernement et toute personne, depuis 1924, concernant la construction d'un pont sur le ruisseau Chevalier, dans le Grand Rang de la paroisse de Saint-Léon, comté Maskinongé. (Document de la session no 59)

**Barrage du lac Témiscouata
et tributaires**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 11 mars 1926, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement de cette province ou ses employés et le gouvernement du Nouveau-Brunswick ou la Commission du pouvoir électrique du Nouveau-Brunswick, au sujet du barrage du lac Témiscouata et tributaires, depuis la passation de la loi au même sujet lors de la dernière session de ce Parlement. (Document de la session no 60)

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 18 mars 1926**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants pour lesquels il lui demande son concours:

- bill B du Conseil législatif concernant l'assurance réciproque et modifiant la loi de la taxe sur les corporations;

- bill D du Conseil législatif modifiant l'article 427 de la loi des cités et villes.

Taxe sur les corporations

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Létourneau), que le bill B du Conseil législatif concernant l'assurance réciproque et modifiant la loi de la taxe sur les corporations soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des cités et villes, article 427

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Sylvestre), que le bill D du Conseil législatif modifiant l'article 427 de la loi des cités et villes soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Écoles protestantes de Montréal

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Lorenzo Leblanc, employé du gouvernement

M. Faucher (Québec-Centre): 1. Un M. Lorenzo Leblanc est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quel est son emploi?

3. Quel est son salaire?

4. Ce M. Lorenzo Leblanc est-il le même Lorenzo Leblanc qui s'était mis en nomination dans le comté de Bellechasse, lors des élections de 1923?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1, 2 et 3. Non.

4. La réponse ci-dessus dispense de répondre à la question 4.

Percepteur adjoint du revenu de Montréal

M. Smart (Westmount): 1. Le gouvernement se propose-t-il de nommer pour le district de Montréal un percepteur adjoint du revenu de la province, de langue anglaise, pour remplir la vacance créée par le décès de feu le docteur John T. Finnie?

2. Dans l'affirmative, à quelle date cette nomination doit-elle, en toute probabilité, être faite?

3. Dans la négative, pourquoi?

4. Y a-t-il un percepteur adjoint du revenu de la province, de langue anglaise, pour le district de revenu de Saint-François?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Oui.

2. Sous considération.

3. ...

4. Oui.

Travaux de voirie dans les concessions forestières

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 modifiant la loi des terres et forêts relativement au transfert des lots, à l'exportation du bois et à certains travaux de voirie, et modifiant la loi du régime des eaux courantes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

1. L'article 28 de la loi des terres et forêts (statuts refondus, 1925, chapitre 44) est modifié en y remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"28. Pour effectuer le transfert de lots classifiés propres à la culture, il suffit au ministre des Terres et Forêts d'adresser un avis au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, mettant lesdits lots à la disposition et sous le contrôle de celui-ci. Lorsqu'il s'agit pour le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de remettre

des lots qui avaient été placés sous sa propre juridiction à la disposition et sous le contrôle du ministre des Terres et Forêts, le transport ne peut être fait que par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries."

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Il s'agit de rendre plus facile le transfert des lots du ministère des Terres au ministère de la Colonisation. De plus, nous voulons que les droits d'exportation et les pénalités soient payés par l'exportateur et non par celui sur la propriété duquel le bois a été coupé, celui dont les lots auraient fourni le bois.

Il explique qu'auparavant un ordre en conseil était nécessaire à ces transferts.

Toutefois, un ordre en conseil sera encore nécessaire lorsque le ministre de la Colonisation voudra rendre au ministre des Terres et Forêts des lots qui avaient été mis sous son autorité.

M. Langlais (Témiscouata) interroge le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) sur les détails d'exportation.

Une voix: S'il entrerait en lui-même, il se rendrait peut-être compte de tout le temps qu'il fait perdre à la Chambre.

Une voix: Il entrerait bien en lui-même s'il y trouvait place.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) répond³.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie les articles 2 et 3 qui se lisent comme suit:

2. Ladite loi est modifiée en y insérant, après l'article 103, le suivant:

"103a. Toute personne qui exporte des bois coupés sur les terres de la couronne, contrairement à la loi ou aux règlements, est passible d'une amende de dix dollars par corde de bois de cent vingt-huit pieds cubes exportées et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas moins de trente jours et de pas plus d'un an."

3. Ladite loi est modifiée en y insérant, après l'article 104, le suivant:

"104a. Lorsqu'une personne exécute des ouvrages de voirie de quelque nature que ce soit,

nécessaires pour faciliter soit le charroiyage du bois, soit le transport des provisions, des hommes ou de l'outillage, à travers ses concessions forestières, elle n'acquiert pas, par là même, un droit exclusif d'en faire usage. Toute autre personne a le droit de se servir de ces ouvrages pour charroyer du bois ou pour transporter des provisions, des hommes ou de l'outillage, pourvu qu'elle n'y cause aucun dommage fixée comme péage à celui qui a fait ces ouvrages ou améliorations et qu'elle se conforme aux règlements en vigueur. Sur requête du propriétaire ou de tout autre intéressé et après inspection des ouvrages ou améliorations par un ingénieur forestier ou par toute autre personne compétente et, sur rapport du ministre des Terres et Forêts, le lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter les règlements concernant le tarif de péage, les véhicules, l'outillage et le trafic. Le tarif est fixé d'après la valeur des ouvrages ou améliorations, le montant requis pour les entretenir et d'après toute autre considération trouvée juste et équitable.

"Avis de cette inspection doit être donné, au moins quinze jours avant qu'elle soit commencée, dans la *Gazette officielle de Québec*, ainsi que dans un ou deux journaux publiés dans le district, et, à défaut de journaux publiés dans le district, dans un ou deux journaux publiés dans le district voisin.

"Tous les frais encourus pour la fixation de ces taux de péage sont à la charge de la personne qui les demande.

"Les taux ainsi fixés peuvent être modifiés et demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou abrogés.

"Pour établir la nature, la valeur ou le coût des ouvrages de voirie destinés à faciliter le charroiyage du bois ou le transport des provisions, des hommes ou de l'outillage ou pour établir le tarif de péage adéquat, le ministre des Terres et Forêts peut ordonner qu'une enquête soit faite par toute cour, personne, commission ou corporation qu'il désigne et qui lui fera rapport."

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je vois que l'on va numéroter l'amendement 103a. Or, les articles 103 et 104 ne peuvent se diviser. Il vaudrait mieux ajouter le nouvel article après 104.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Mon honorable ami a raison. Je continue mes explications. Au cas de violation de ce règlement d'exportation, une amende de \$10 la corde sera imposée.

M. Langlais (Témiscouata)⁴: Cette amende est quelque peu élevée. Cette amende est trop élevée.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

La chose est nécessaire pour prévenir les infractions à la loi. L'amende est élevée dans le but d'empêcher que certaines personnes défient la loi et exportent du bois malgré l'interdiction parce qu'elles savent qu'elles n'auront qu'une petite amende à payer et qu'elles pourront ainsi exporter du bois à profit malgré la loi.

M. Langlais (Témiscouata) fait d'autres remarques.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

dit que la plus grande part du bois exporté illégalement ne traverse pas la frontière par train, puisque les compagnies de chemins de fer refusent de transporter le bois lorsque le permis du détenteur de limites indique "exportation interdite"; ce sont des gens qui exportent du bois de l'autre côté de la frontière en transportant eux-mêmes aux États-Unis du bois de terres qui se trouvent juste de ce côté-ci de la frontière.

Il explique la troisième partie de son projet qui a pour but de permettre la construction de certains chemins sur les lots de colons. Cette clause a pour but d'éviter la construction de chemins superflus dans les mêmes forêts. On a construit des chemins très larges et, pour y arriver, un grand nombre d'arbres a été coupé inutilement, et c'est pour éviter un tel gaspillage que le ministre propose cette nouvelle loi.

M. Langlais (Témiscouata) obtient que ces chemins ne pourront être utilisés que par les détenteurs de limites avoisinant le lot d'un colon.

Lesdits articles sont amendés et ils deviennent l'article 2 qui se lit comme suit:

2. Ladite loi est modifiée en y insérant, après l'article 104, les suivants:

"104a. Lorsqu'une personne exécute des ouvrages de voirie de quelque nature que ce soit, nécessaires pour faciliter soit le charroyage du bois, soit le transport des provisions, des hommes ou de l'outillage, à travers ses concessions forestières, elle n'acquiert pas, par là même, un droit exclusif d'en faire usage. Toute autre personne a le droit de se servir de ces ouvrages pour charroyer du bois ou pour transporter des provisions, des hommes ou de l'outillage, pourvu qu'elle n'y cause aucun dommage

inutile et pourvu, de plus, qu'elle paie l'indemnité fixée comme péage à celui qui a fait ces ouvrages ou améliorations et qu'elle se conforme aux règlements en vigueur. Sur requête du propriétaire ou de tout autre intéressé et après inspection des ouvrages ou améliorations par un ingénieur forestier ou par toute autre personne compétente, et, sur rapport du ministre des Terres et Forêts, le lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter les règlements concernant le tarif de péage, les véhicules, l'outillage et le trafic. Le tarif est fixé d'après la valeur des ouvrages ou améliorations, le montant requis pour les entretenir et d'après toute autre considération trouvée juste et équitable.

"Avis de cette inspection doit être donné, au moins quinze jours avant qu'elle soit commencée, dans la *Gazette officielle de Québec*, ainsi que dans un ou deux journaux publiés dans le district, et, à défaut de journaux publiés dans le district, dans un ou deux journaux publiés dans le district voisin.

"Tous les frais encourus pour la fixation de ces taux de péage sont à la charge de la personne qui les demande.

"Les taux ainsi fixés peuvent être modifiés et demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou abrogés.

"Pour établir la nature, la valeur ou le coût des ouvrages de voirie destinés à faciliter le charroyage du bois ou le transport des provisions, des hommes ou de l'outillage ou pour établir le tarif de péage adéquat, le ministre des Terres et Forêts peut ordonner qu'une enquête soit faite par toute cour, personne, commission ou corporation qu'il désigne et qui lui fera rapport."

"104b. Toute personne qui exporte des bois coupés sur les terres de la couronne, contrairement à la loi ou aux règlements, est passible d'une amende de dix dollars par corde de bois de cent vingt-huit pieds cubes exportées et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas moins de trente jours et de pas plus d'un an."

L'article 2 est adopté.

Les articles 3, 4 et 5 sont ajoutés; ils se lisent comme suit:

3. L'article 17 de la loi du régime des eaux courantes, (statuts refondus, 1925, chapitre 46) est modifié en y ajoutant, après le paragraphe 2°, le suivant:

"3° Les immeubles ou partie d'immeubles nécessaires pour y établir et y exploiter, pendant la durée des travaux de construction des ouvrages

mentionnés au paragraphe 1^o du présent article, des voies d'évitement aboutissant à une ligne de chemin de fer."

4. L'article 23 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après les mots: "Québec (chap. 230)", dans la cinquième ligne, les mots: "sauf que l'arbitre unique doit être la Commission des services publics de Québec".

5. L'article 24 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Dans le cas prévu par le paragraphe 3^o de l'article 17, l'indemnité doit comprendre un montant annuel fixe payable d'avance chaque année jusqu'à et y compris celle du parachèvement des travaux et, en plus, avec l'indemnité pour la première année, un montant suffisant pour remettre les lieux dans leur état primitif à l'extinction de la servitude."

Les articles 3, 4 et 5 sont adoptés.

L'article 5 devenu l'article 6 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements, dont un au titre. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil, article 1682c

M. Tétreau (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 151 remplaçant l'article 1682c du Code civil.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): "Explain".

M. Tétreau (Montréal-Dorion): M. le Président, il y a une légère différence, en fait une assez grande différence, entre la loi Lavergne et l'amendement que je propose. Il explique que son

bill ne veut que compléter la loi Lavergne qui oblige tous les services publics, sous peine d'amende ou d'emprisonnement, à faire une version anglaise de toutes leurs formules imprimées en français, comme cela se fait en ce moment. Il est essentiel que cela soit fait afin de rendre justice aux deux langues. Il affirme cependant que la loi Lavergne est ambiguë. D'après la loi Lavergne, les compagnies de chemins de fer et de télégraphe peuvent avoir des formules françaises et anglaises. Les grandes compagnies ne sont pas obligées d'imprimer leurs formules destinées au public dans les deux langues.

Je constate, dit-il, que les compagnies se conforment à la lettre de la loi en faisant imprimer un certain nombre de formules en anglais et d'autres en français. Les grandes compagnies de transport se soumettent volontiers à l'esprit de la loi Lavergne; elles publient dans les deux langues leurs formules, billets, contrats ou connaissements. Mais je crois qu'elles devraient aller plus loin. Je veux que sur toutes les formules, sur tous les billets il y ait du français et de l'anglais, afin que les formules et les billets soient bilingues. L'amendement a pour objet d'exiger que les textes équivalents soient apposés sur les documents des compagnies publiques, que les deux textes, français et anglais, soient sur le même papier. En d'autres termes, il faudrait que chaque phrase anglaise, sur un document de ce genre, eût à côté sa traduction. C'est ce que j'ai voulu préciser dans la présente mesure. Avec le système actuel, il arrive que des personnes de langue anglaise n'ont sous la main que des formules françaises, et vice versa. L'amendement que je propose met fin à cet inconvénient.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je sais que mon honorable ami est animé d'excellentes intentions et d'excellents motifs. Je l'en félicite. Je reconnais le bon esprit qui anime le député de Dorion. Mais, quand on considère que toutes les grandes compagnies sans exception ont fait un effort considérable pour se conformer à la loi Lavergne en faisant imprimer leurs formules dans les deux langues, quoique séparément, on se demande si la proposition ne va pas un peu loin. Les grandes compagnies en font déjà plus que ce que la loi exige d'elles, la situation actuelle est aussi satisfaisante qu'on puisse raisonnablement le désirer et il n'est pas pertinent de pousser ces questions de langues à outrance. Le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau) désire maintenant aller plus loin, il voudrait les obliger à imprimer tous les renseignements que contiennent leurs documents dans les deux langues

sur chacune des formules. Je crois qu'il n'est pas justifié d'imposer aux compagnies et aux corporations, qui ont fait preuve de bonne volonté et d'empressement à satisfaire aux exigences de la loi votée il y a seulement quelques années, un nombre important de problèmes et de dépenses supplémentaires. Devons-nous exiger davantage des compagnies, qui fournissent déjà des documents en français ou en anglais, suivant les exigences de celui qui les demande? Pourquoi ne pas s'en tenir là? On ne devrait pas insister. Croit-il et serait-ce donner un exemple de tolérance et de largeur d'esprit? Il présente un projet de loi qui manque de tolérance.

L'idée de M. Armand Lavergne était de permettre à un client d'exiger un billet ou une formule, d'assurer à tout citoyen une formule dans la langue qui est la sienne. Il suffit, je crois, que chacun de nous, selon son désir, puisse être servi en anglais ou en français. Le plus important pour nous, Canadiens français, était de réclamer de ces compagnies des formules en français. J'ai tenté l'expérience et j'ai constaté que la loi Lavergne est généralement observée. Je n'ai jamais eu de difficulté à obtenir une formule en français lorsque j'en ai fait la demande auprès d'une grande compagnie ou d'une corporation. Il me semble que la loi est suffisante comme elle est. Je ne voudrais pas, franchement, et ce serait une très mauvaise politique que de forcer les compagnies, par l'amende et même l'emprisonnement, à imprimer leurs formules en anglais et en français sur chaque feuille.

D'ailleurs, en avons-nous bien le droit? Jusqu'à présent, personne ne s'est plaint sérieusement. Je crois que la loi Lavergne va assez loin. C'est plutôt par la persuasion et la nécessité de plaire à la clientèle que nous pourrions donner au bilinguisme la place à laquelle il a droit et que nous donnerons les résultats que souhaite le député de Dorion plutôt que des lois coercitives. Je ne voudrais pas que l'honorable député de Dorion se méprenne sur mon intervention. Je connais le patriotisme de mon honorable ami et je l'admire. Mais, en adoptant cette loi, je crains les réactions qu'un patriotisme exagéré pourrait entraîner. Il serait peut-être dommageable à nos intérêts que nous nous laissions emporter par un patriotisme intransigeant. C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer que le comité se lève.

Il propose que l'on rejette le bill.

M. Plante (Beauharnois): Je ne vois pas les réactions que nous pourrions provoquer. On se plaît à dire que nous sommes la seule législature française, et cependant j'ai sur mon pupitre des formules de

compagnies de télégrammes en anglais. J'ai entre les mains une feuille de télégramme qui n'est qu'anglaise. Ne pensez-vous pas qu'on éviterait cela en adoptant le bill? Du côté de certaines compagnies, il est difficile d'obtenir des formules françaises.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Voyez donc ceci. En voici en français.

M. Plante (Beauharnois): Tiens, celle-là est en français⁶. (Rires) Mon honorable ami de Saint-Louis est plus chanceux que moi. N'empêche que nous vivons dans un pays bilingue et que chaque formule devrait porter sa double version. Je ne vois aucun inconvénient à ce que nous prouvions que nous sommes en pays bilingue en améliorant la loi Lavergne. Quel mal il y aurait à la rendre plus sévère? En tout cas, je crois que des formules bilingues feraient disparaître tous les inconvénients. C'est pourquoi je favorise le bill de l'honorable député de Dorion.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je suis autant en faveur des deux langues que n'importe qui. Je ne vois pas ce que la langue française gagnerait. Les compagnies ont des formules françaises. En voici une. On voit que l'imprimé au dos prend toute la feuille. Sera-t-il possible d'imprimer la même chose dans les deux langues? Je ne le crois pas. Dans bien des cas, il serait impossible et difficile d'imprimer les deux langues ensemble sur certains documents parce que cela les obligerait à imprimer des formules d'un format exagéré. Voyez par exemple cette formule de télégramme. Elle est très longue.

Que serait-ce si l'autre langue y était en même temps? Je ne vois pas pourquoi nous imposerions de tels sacrifices à des compagnies qui n'ont pas mérité d'être ainsi traitées. Je ne crois pas non plus que nous devrions faire aux compagnies l'affront de les obliger à avoir des formules bilingues quand elles en ont dans les deux langues. La langue française, à l'heure qu'il est, est respectée des compagnies et on devrait se contenter des formules dans les deux langues mais séparées.

M. Plante (Beauharnois): Je suis d'opinion que nous devrions faire le changement à la loi, dit-il. Il appuie le bill sans grande conviction.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je prétends être aussi patriote qu'un autre et je crois que la proposition est inutile.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): En autant que je suis concerné, parlant pour moi-même, je ne vois pas la nécessité de changer la loi Lavergne qui a été jugée suffisante et qui est suffisamment protectrice de la langue française. Pour ma part je suis satisfait que les compagnies aient mis à la disposition du public des formules françaises et des formules anglaises. Je ne me sens pas le courage de leur imposer l'impression dans les deux langues sur une seule et même formule quand elles ont des formules dans les deux langues. Les compagnies se sont bien conformées. Je ne crois pas qu'on ait apporté des raisons suffisantes et démontré à la Chambre la nécessité d'amender la loi. Je crois qu'on ne devrait pas insister sur cet amendement. Les grandes compagnies ont fait suffisamment leur part en fournissant aux clients des formules dans les deux langues. Dans la situation, il ne peut pas appuyer le bill du représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau). Il déclare son intention de s'opposer au bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il est possible que notre attitude fasse passer le député d'Argenteuil, mon collègue, l'honorable secrétaire provincial et moi-même pour de mauvais patriotes. Je sais que l'on dira que nous ne sommes pas de bons Canadiens, mais nous sommes prêts à en porter la responsabilité. Je veux appuyer les remarques de mon collègue le secrétaire provincial (l'honorable M. David). Il nous semble que, lors de la mise en force de la loi Lavergne obligeant les compagnies à imprimer des formules françaises et anglaises, nous sommes allés aussi loin que nous pouvions aller. Les grandes compagnies n'y ont d'ailleurs pas résisté. On voudrait maintenant aller plus loin. Pouvons-nous leur imposer davantage? Je ne le crois pas. De plus, les grandes compagnies qui ont des chartes fédérales ne tombent pas sous la juridiction de la loi Lavergne et cependant elles se sont conformées à cette loi. Elles n'étaient pas obligées de le faire. Les grandes compagnies observent bien la loi Lavergne. Le représentant de Dorion veut aller beaucoup plus loin que M. Lavergne. Il aurait été beaucoup plus avisé de sa part de simplement proposer une résolution invitant les compagnies à faire ce qu'il voudrait les forcer à faire dans ce bill.

Il rappelle à la Chambre que les deux langues sont officielles dans ce pays et qu'elles jouissent des mêmes droits. Le bilinguisme est officiel en cette province. Si nous voulons justice égale, il faudra, de notre côté, nous conformer et donner justice égale. Pour mieux faire sentir que nous allons trop loin, si l'on voulait pousser les choses plus loin, rien

n'empêchera nos collègues anglais de cette Chambre, s'inspirant du principe du député de Dorion, d'insister pour que nous ayons des employés parlant les deux langues, que tous les fonctionnaires parlent les deux langues. Combien de personnes de divers départements perdraient alors leur emploi?

Que se passerait-il si les anglophones demandaient que tous les avis, les sentences des tribunaux, les documents officiels, les bills, les registres de l'état civil, les registres paroissiaux, les documents du palais de justice et tous les autres documents officiels soient écrits et publiés dans les deux langues? Ils pourraient exiger la lecture des bills ou d'autres formalités dans les deux langues. Les représentants anglophones de cette Chambre, par exemple, auraient le droit de demander que tous les travaux parlementaires et leur publication soient faits dans les deux langues. Ils ne l'ont jamais demandé mais c'est leur droit. Aucun des représentants anglophones de cette Chambre n'a jamais rien exigé de tel. Mais qu'en penserions-nous? Je crois que nous ne devons pas nous laisser pénétrer de cet esprit. Ce n'est pas de la bonne législation qu'on nous propose. En passant une pareille législation, nous ajouterions bien peu à notre bonne réputation. Pourquoi vouloir aller plus loin? La province de Québec n'est pas accoutumée à un pareil régime.

Du moment que les compagnies nous donnent des documents dans notre langue, nous devrions être satisfaits. Un Canadien français a droit de parler et d'écrire en français; un Anglais a le même droit vis-à-vis de sa langue. Peut-on, par une loi, forcer, sous peine d'amende, un Anglais à parler français? Peut-on alors dire aux Anglais qu'ils sont obligés de parler français? Avons-nous le droit, en ce pays, de forcer qui que ce soit à employer une langue plutôt qu'une autre? C'est discutable. Mais, de là à faire une loi pour faire payer des amendes et condamner à la prison si les formules ne sont pas bilingues, il y a une différence.

Quand le projet de notre honorable ami est venu en comité, je lui ai conseillé de l'abandonner et de présenter plutôt une motion à laquelle toute la Chambre s'y serait ralliée à l'unanimité plutôt qu'une loi pénale. Si l'honorable député voulait proposer une motion invitant les compagnies à se rendre à son désir, dans le sens de son projet de loi pour inviter les compagnies à faire des imprimés bilingues, nous l'adopterions à l'unanimité. On obtiendrait plus par la persuasion qu'autrement. Un vœu exprimé par la Chambre vaudrait mieux qu'une loi. Les deux langues sont officielles; on ne peut employer l'une ou l'autre, mais il est douteux qu'on puisse imposer les deux. On dira que nous ne

sommes pas de bons Canadiens, mais j'aime mieux être accusé de manquer d'ardeur dans cette question que d'être taxé d'injustice. On l'accusera peut-être dans certains milieux d'adopter l'attitude d'un mauvais Canadien français, mais, de ce côté-ci de la Chambre, il n'y a pas de honte à prendre ses responsabilités. Il préfère être traité de mauvais Canadien français que d'"intolérant".

Il y a plus. J'ai consulté des avocats éminents très versés en droit constitutionnel, en matière de législation constitutionnelle, qui prétendent même que la loi Lavergne n'est pas constitutionnelle, ou plutôt ils entretiennent un doute sérieux à ce sujet. Ils doutent même de notre droit d'adopter pareille législation. L'Acte de la Confédération établit qu'il y a deux langues officielles dans cette province: l'anglais et le français. Le débat lui a appris quelque chose. Les compagnies ne sont pas obligées d'imprimer en anglais et en français leurs formules. Pour toutes ces raisons, je suis heureux de seconder la proposition de mon collègue, le secrétaire provincial. Je demande que le comité se lève.

(Applaudissements)

M. Tétreau (Montréal-Dorion) refuse la proposition du premier ministre. Il lui est arrivé souvent de demander en vain à Montréal des formules françaises. Il ne demande pas de proscrire l'anglais, mais de mettre les deux textes en regard sur la même formule. Pourquoi ne pas les obliger toutes aux mêmes obligations? La chose existe en France, dit-il, en Belgique et dans bien d'autres pays. En France, il y a des formules en français et en allemand. Pourquoi ne pourrions-nous pas avoir la même chose ici? Ce n'est pas aller trop loin que de rendre la loi plus claire. Je sou mets la loi et je crois que j'ai raison. Il insiste pour dire que sa proposition est raisonnable. Je ne vois pas, dit-il, quels inconvénients il y aurait à adopter cette loi. Les compagnies se sont soumises à l'esprit plus qu'à la lettre de la loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Pas en vertu d'une législation.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): Que ce soit par bonne entente ou autrement, peu importe. Il y a certaines compagnies dans notre province qui ne se soumettent pas à la loi. Il faut les y forcer à faire comme le C. P. R. et les Chemins de fer Nationaux. Je n'accuse pas de manque de patriotisme les membres de cette Chambre qui ont combattu ce projet, mais je demande qu'il soit mis aux voix.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que le comité se lève sans faire rapport⁷.

La motion, étant mise aux voix, est adoptée par 47 voix contre 10⁸.

Le comité se lève sans faire rapport.

Three Rivers and Central Railway Company

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 121 constituant en corporation Three Rivers and Central Railway Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Écoles techniques ou professionnelles

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 156 relatif à certaines écoles techniques ou professionnelles de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose:
Attendu qu'il est important pour le développement et la bonne administration de l'enseignement technique ou professionnel de créer un organisme unique pour uniformiser l'administration de certaines écoles techniques ou professionnelles actuellement existantes;

1. Que la fonction de membre de la corporation des écoles techniques ou professionnelles qui sera nommée en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions ne soit pas rétribuée, mais que les membres de ladite corporation aient cependant droit au remboursement de leurs dépenses de voyage.

2. Que la corporation devienne propriétaire de tous les biens mobiliers et immobiliers et assume toutes les responsabilités financières et autres des écoles techniques ou professionnelles suivantes et de toutes celles dont le lieutenant-gouverneur en conseil pourra lui confier l'administration, et qu'elle soit substituée à leurs droits, obligations, devoirs et pouvoirs en autant qu'il n'y sera pas dérogé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, savoir: l'Écoles des hautes études commerciales de Montréal, les écoles techniques de Québec, de Montréal et de Hull et les écoles de beaux-arts de Québec et Montréal.

3. Que la corporation soit autorisée à assumer le paiement du capital et de l'intérêt des emprunts autorisés et effectués précédemment par les corporations des écoles techniques de Québec, Montréal et Hull et par l'École des hautes études commerciales, avant l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et de tous autres emprunts que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra l'autoriser à assumer.

4. Que les garanties déjà données par la province des emprunts contractés au moyen d'obligations émises par les écoles mentionnées ci-dessus s'étendent aux obligations assumées par la corporation créée par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

5. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, pour le bon fonctionnement de la corporation créée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, le personnel nécessaire et de pourvoir à sa rémunération.

Les propositions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 156 relatif à certaines écoles techniques ou professionnelles de la province.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 relatif à certaines écoles techniques ou professionnelles de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne): L'objet de cette mesure est de simplifier l'administration de ces écoles. Il y aura dans chaque école un conseil de perfectionnement qui aura voix consultative. Cette loi va amender l'abrogation de toutes les lois spéciales concernant ces écoles. La ville de Montréal devra contribuer une somme de \$75,000⁹ à l'entretien de ces écoles. Ce bill a pour but de placer ces institutions sous la juridiction d'une corporation représentative et choisie soigneusement, afin d'en faire une université de type technique.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Qui nommera les membres de la corporation?

L'honorable M. David (Terrebonne): Le lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je vois que l'on élève la contribution de la cité de Montréal à cette corporation de \$50,000 à \$75,000. Je m'objecte à cette disposition parce que rien n'indique dans le bill que la ville a été consultée. C'est une brèche à l'autonomie que je ne peux approuver.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je suis convaincu que les citoyens de Montréal seront enchantés de donner cette contribution. Je veux autant que quiconque respecter l'autonomie de Montréal, mais je crois que, alors que Québec contribue \$30,000¹⁰, il n'est pas exagéré de demander à Montréal une contribution de \$75,000 pour aider au maintien de ces écoles.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) pose une question.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le gouvernement garantit pour ces écoles une somme de plus de \$2,000,000.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): On ne devrait pas forcer la ville de Montréal à contribuer. Qu'on lui demande son consentement. Je m'objecte aussi à l'imposition d'une contribution à la ville dans de telles conditions.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le principe de la contribution a été approuvé par la ville de Montréal il y a 15 ans; ce n'est donc rien de nouveau. Nous payons \$80,000 à l'École polytechnique pour laquelle Montréal ne paie rien.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le gouvernement paie \$65,000 pour l'École des hautes études commerciales et Montréal ne paie rien.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): L'École des hautes études commerciales a été jusqu'ici parfaitement inutile. L'École des hautes études ne vaut rien. Cette institution est sous le contrôle de l'université.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Vous ne l'avez jamais visitée.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) prétend-il que notre École des hautes études est inutile?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): L'École a remplacé d'autres institutions qui faisaient aussi bien qu'elle, qui remplissaient sa mission.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je regrette que l'honorable député de Saint-Georges ignore que l'École des hautes études de Montréal est considérée comme une des meilleures institutions d'enseignement commercial au pays. C'est l'opinion d'un membre du Board of Trade de Montréal qui l'a visitée. Que mon honorable ami aille chez René T. Leclerc, banquier, à la Banque Royale, à la Banque de Montréal¹, et il y verra des anciens élèves de l'École des hautes études commerciales qui occupent de belles situations. Dans beaucoup de nos principales maisons d'affaires de la métropole, on trouve aujourd'hui des gradués de cette école qui a déjà produit des compétences.

M. Smart (Westmount): Combien y a-t-il d'élèves à cette école?

L'honorable M. David (Terrebonne): En l'année 1924-1925, il y avait 623 élèves.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Le moins que le gouvernement pourrait faire serait de consulter la ville et d'avoir son adhésion avant de porter sa contribution de \$50,000 à \$75,000.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Le gouvernement ne devrait pas imposer cette contribution à Montréal. Je n'en discute pas l'opportunité et probablement que le ministre aurait obtenu le consentement du conseil municipal. Mais je ne puis consentir à forcer la cité de Montréal à contribuer à l'entretien des écoles du gouvernement. Son autonomie est une fois de plus méconnue; jusqu'ici, la ville avait trois représentants dans la direction de l'École technique, elle n'en aura plus qu'un, son maître. La contribution de la ville étant pour les écoles techniques ou professionnelles, elle s'appliquera aussi à l'École des beaux-arts.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) dénonce cette intrusion de l'État dans l'enseignement.

M. Langlais (Témiscouata): Non seulement on étatisé l'enseignement, mais encore le gouvernement veut tout centraliser pour mieux contrôler. Que peut-on attendre de bon de ces écoles où toutes les races, toutes les religions sont admises? Cette nouvelle loi illustre bien ce qu'est l'enseignement d'État.

L'honorable M. David (Terrebonne): Non! Cet enseignement existe maintenant depuis 15 ans et nulle plainte n'a été portée.

Qu'on ne soulève pas ce fantôme. Il ne s'agit pas de laïcisation, mais de la réorganisation d'écoles fondées par l'État. Il s'agit de centraliser l'administration afin de mieux contrôler les dépenses et les besoins de ces écoles.

M. Langlais (Témiscouata): Tout est contrôlé par le gouvernement, tout dans la nouvelle loi est soumis à l'approbation du gouvernement. Il n'y a pas de loi qui montre mieux ce qu'est l'enseignement d'État.

L'honorable M. David (Terrebonne): Oh! Il y a des tas d'enseignements...

M. Langlais (Témiscouata): Cette mesure aurait comme conséquence l'organisation d'un système d'enseignement d'État.

L'honorable M. David (Terrebonne) se déclare prêt à retrancher le mot "professionnelles".

M. Duranleau (Montréal-Laurier) ne s'en déclare pas moins opposé à l'imposition que l'on fait à la cité de Montréal et en dégage sa responsabilité.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): C'est une corporation importante que nous sommes en train de créer pour la substituer aux corporations déjà existantes et qui fonctionnent à la satisfaction du public. Quelles seront les fonctions de la nouvelle corporation?

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui les définira. La corporation sera propriétaire des écoles et ses fonctions seront définies plus tard. Le but de notre projet est d'assurer à cette nouvelle corporation le contrôle financier de nos écoles et non le contrôle de l'enseignement. De cette façon, le ministre pourra être mieux renseigné. Je crois que c'est une des meilleures lois que nous ayons présentées à la Chambre, car nous voulons améliorer l'enseignement en améliorant l'administration de nos écoles.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) et M. Saint-Jacques (Argenteuil) objectent aussi que cette nouvelle loi enlève pratiquement tout contrôle aux villes qui ont des écoles techniques; elle diminue la représentation de ces villes bien que, pour Montréal, la représentation soit augmentée.

L'honorable M. David (Terrebonne) déclare qu'il ne s'agit que du contrôle financier et que, pour la régie interne, chaque école aura sa commission consultative.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 6 h 05.

Troisième séance du 18 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 50.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Question de privilège sur des comptes rendus de journaux au sujet de la mine Abana

M. Authier (Abitibi): Avant que la Chambre passe à l'ordre du jour, je désire soulever une question

de privilège. C'est le privilège des membres de cette Assemblée, je crois, d'exiger que les rapports des journaux sur leur conduite ou leurs discours ne contiennent pas d'injustices graves. Les journaux ont mal rapporté les paroles du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault).

Or, depuis une quinzaine de jours, certains journaux ont publié des articles qui laissent planer des soupçons injurieux et mêmes des accusations injustes contre un corps dont je fais partie, le bureau de direction de la compagnie Abana Mines. On connaît le point de départ de cette affaire. L'honorable ministre des Mines de la province, justement irrité d'une petite annonce parue dans le *Soleil*¹² lui attribuant l'achat d'un bloc d'actions de la compagnie Abana, dénonça devant la Chambre la fausseté de cette annonce. Il y a quelques jours, en cette Chambre, le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) a soulevé un incident qui a eu sa répercussion dans les journaux. Il s'agissait de la mine Abana, reconnue comme une des bonnes mines de la région de Rouyn.

Des journaux ont pris occasion de la déclaration de l'honorable ministre pour déprécier cette mine et les directeurs de la compagnie en ont souffert un préjudice. Je n'ai pas entendu la protestation de M. le ministre. Aussitôt qu'on m'en eût donné connaissance, je demandai aux journaux de publier en même temps une déclaration dégageant la responsabilité de la compagnie Abana, qu'il n'était nullement responsable de cette annonce. Plusieurs journaux acceptèrent de publier la version de la compagnie, mais d'autres refusèrent et publièrent même de la protestation de l'honorable ministre des Mines un rapport que je crois inexact et qui fut dénoncé depuis comme tel par le ministre lui-même. Les journaux n'ont pas publié une rectification qu'il leur a transmise au lendemain de la déclaration de l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault)¹³.

C'est pourquoi je serais justifiable, il me semble, de donner lecture de certains documents. Il lit des articles de journaux, plusieurs déclarations d'experts et hommes en vue et des rapports officiels très favorables à cette mine.

Ainsi, le 4 mars courant, j'étais extrêmement surpris de lire dans la *Gazette*¹⁴ de Montréal que l'honorable ministre des Mines avait dénoncé toute vente d'actions de la compagnie Abana comme une tentative de tromper ou de frauder le public. Plusieurs journaux reproduisirent l'article de la *Gazette*, entre autres le journal *Herald*, le *Canadian Mining Journal*, le *Financial Post*, etc. Bref, on créa

dans l'opinion publique l'affaire de l'Abana. Par ma déclaration aujourd'hui, je voudrais tirer cette affaire au clair, et pour la Chambre et pour le public.

Il cite l'article de la *Gazette* et cite ensuite la déclaration qu'il avait faite aux journalistes, que la *Gazette* et d'autres journaux qui se sont inspirés de ce journal n'ont pas encore publiée.

Voici maintenant la déclaration que j'ai communiquée aux journaux, mais que quelques-uns n'ont pas publiée:

Il cite ici la déclaration que *La Presse* a déjà publiée de lui.

Je désire ajouter que je ne crois pas que le ministre des Mines se soit servi du langage qu'on lui prête dans la *Gazette* et d'autres journaux. Une telle attitude du ministre serait la contradiction de ce qu'il publiait sous sa propre signature, le 2 janvier dernier, dans le *Mail and Empire*, de Toronto, au sujet de la propriété minière de la compagnie Abana. Voici ce qu'il écrivait alors: "Among the notable discoveries of the past few months, special mention may be made of the showings revealed by stripping of the Amulet Claims, on the Waite-Montgomery Group, both in Duprat and Dufresnay; and on the claims of the Canadian Explorations Co. in Demeloizes." Or, ces claims de la Canadian Exploration sont la propriété minière d'Abana. "On all of these properties the surface work done has apparently brought to light important bodies of complete sulphides holding copper, zinc and gold. The ores appear to be of the same nature and origin as the ores of the Noranda Mines which run as high as \$50. in copper and \$8.(sic) in gold."¹⁵

Voilà ce que disait le ministre lui-même, en janvier, du "prospect" de l'Abana. Je ne crois donc pas que le ministre ait dit ou voulu dire qu'il est invraisemblable de trouver à l'Abana du minerai de \$75 la tonne. Comme question de fait, des échantillons recueillis par des ingénieurs dans un bloc considérable de minerai de l'Abana et analysés au laboratoire officiel du département des Mines de la province ont donné une valeur de \$75.06 la tonne. Il explique ensuite que les concessions de la Canadian Exploration Company sont la propriété de la compagnie Abana, et oppose la déclaration faite par le ministre en janvier avec celle que certains journaux lui ont attribuée au début du mois. En ce qui concerne la valeur du minerai d'Abana, l'un des sujets traités par les articles de journaux contre lesquels s'oppose M. Authier, il déclare que des échantillons prélevés sur un grand cadran de cette concession et les analyses effectuées au laboratoire du ministère des Mines ont prouvé cette valeur. Je ne

crois pas que le ministre ait dit que la vente d'actions de la compagnie Abana constitue une tentative de tromper ou de frauder le public. Il a d'ailleurs nié dans *Le Soleil* et *La Presse* les propos qu'on lui prêtait à ce sujet, et il a déclaré reconnaître la parfaite honorabilité des directeurs de la compagnie Abana et la légitimité de l'entreprise qu'elle poursuit.

Je demande donc aux journaux dont les articles contenaient des imputations injurieuses et injustes à mon égard, à l'égard de mes codirecteurs et à l'égard des directeurs de l'Abana de prendre note de la rectification que l'honorable ministre a faite et des déclarations que je viens de soumettre à cette Chambre. Je compte sur leur loyauté pour réparer le tort qu'ils ont pu nous causer.¹⁶

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, je soulève une question d'ordre. L'honorable député ne peut ainsi faire une réclame pour une mine.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et M. Plante (Beauharnois) contestent le privilège du député et soutiennent qu'il fait tout simplement de la publicité pour une entreprise qui ne concerne pas la Chambre.

M. l'Orateur: L'honorable député d'Abitibi (M. Authier) est parfaitement dans l'ordre.

M. Authier (Abitibi): Je voulais tout simplement faire une mise au point, en justice pour les propriétaires de la mine Abana. Il dit espérer que la presse saura à l'avenir faire plus attention.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 29 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement aux enquêtes municipales;

- bill 98 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est;

- bill 111 constituant en corporation les Moniales Dominicaines contemplatives de Berthierville.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 113 ratifiant certains emprunts et certaines résolutions de la fabrique de Saint-Jérôme de Terrebonne;

- bill 68 constituant en corporation Shaare Zion Congregation;

- bill 118 constituant en corporation le Refuge Notre-Dame-de-la-Merci;

- bill 122 ratifiant l'adoption de Terence Francis Moore et changeant son nom en celui de Terence Francis Moore Mitchell.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé les amendements de l'Assemblée législative à ses amendements au bill 75 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Fabrique de Saint-Jérôme de Terrebonne

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 113 ratifiant certains emprunts et certaines résolutions de la fabrique de Saint-Jérôme de Terrebonne.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Shaare Zion Congregation

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 68 constituant en corporation Shaare Zion Congregation.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Refuge Notre-Dame-de-la-Merci

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 118 constituant en corporation le Refuge Notre-Dame-de-la-Merci.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Adoption de Terence Francis Moore

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés

au bill 122 ratifiant l'adoption de Terence Francis Moore et changeant son nom en celui de Terence Francis Moore Mitchell.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Questions et réponses:

Travaux de bitumage à proximité de l'hôtel du Parlement

M. Bastien (Québec-Comté): 1. Le gouvernement a-t-il fait poser une couche d'un bitume quelconque sur les allées ou chemins qui longent les murs de l'hôtel du gouvernement?

2. Si oui, quand ces travaux ont-ils été exécutés?

3. Quelle espèce de bitume a été posée?

4. Quelle épaisseur de bitume a été posée?

5. Combien de verges carrées représente la surface sur laquelle a été posée cette espèce de bitume?

6. Combien a coûté l'exécution de ces travaux publics?

7. Qui a entrepris l'exécution de ces travaux publics?

8. Qui les a exécutés?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Allée longeant le mur côté sud sur la Grande-Allée et l'allée entre le parlement et la Bibliothèque.

2. En juillet et août 1925.

3. Amiésite.

4. Un pouce et demi.

5. 1,100.

6. \$2,475.

7. P. H. Murphy.

8. P. H. Murphy.

Montreal Tunnel & Terminal Company

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que, vu que le bill 83 constituant en corporation la Montreal Tunnel & Terminal Company a été rejeté, les droits ordinaires, que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Évaluation du Château Saint-Louis par la cité de Québec

M. Létourneau (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que, vu que le bill 92 autorisant le conseil de la cité de Québec à fixer, pour une période d'années, l'évaluation de l'immeuble appartenant à la compagnie dite Quebec Apartments Limited, et connu sous le nom de Château Saint-Louis a été rejeté, les droits ordinaires, que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Résolutions de Trois-Rivières

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 91 ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil de la cité des Trois-Rivières et par les commissaires d'écoles de ladite cité.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): L'honorable député de Trois-Rivières étant absent¹⁷, je crois que nous ne devrions pas accepter l'amendement du Conseil législatif. Pour ma part, je crois que la commutation devrait être accordée sans référendum. Il demande qu'on insère de nouveau le passage retranché. Il croit que la clause concernant le référendum aurait dû être appuyée par le Conseil législatif.

M. Grant (Champlain): Je tiens à rétablir certains faits. La St. Lawrence Paper n'était venue s'installer dans Trois-Rivières que sur la promesse formelle, en 1920, qu'on lui accorderait une diminution d'obligations, tant au point de vue scolaire qu'au point de vue municipal. La St. Lawrence Paper Mills a obtenu de la cité de Trois-Rivières une promesse formelle qu'elle obtiendrait une commutation de taxes. C'est une question de justice.

J'ai ici la correspondance échangée entre la St. Lawrence Paper Mills Co., représentée par M. Robert Ryan, et la cité de Trois-Rivières. Cette correspondance établit que Trois-Rivières a promis une commutation de taxes. J'ai de plus devant moi une résolution du conseil municipal de Trois-Rivières approuvant une commutation de taxes pour les propriétés de la St. Lawrence Paper Mills, ne devant pas être évaluées à plus de \$2,000,000 pour 20 ans. La Chambre qui a accordé des commutations de taxes à la Anglo-Canadian Pulp & Paper Co. en

refusera-t-elle une à la St. Lawrence Paper Mills, qui en a reçu la promesse de la part de la cité de Trois-Rivières? Je ne le crois pas. On a accordé des faveurs semblables, et cela sans référendum, à la Anglo-Canadian et à la St. Regis.

Il parle longuement et dit qu'il appuiera les amendements proposés par le Conseil. Il fait quelques remarques supplémentaires, au cours desquelles il expose la situation et montre qu'on essaie d'être injuste envers la compagnie. Les contrats doivent être respectés, insiste-t-il, et non pas brisés par l'Assemblée. Il souligne que l'évaluation réelle de la compagnie est de moins de \$3,000,000, et la compagnie, au lieu d'insister sur une évaluation fixe de 50 %, est prête à payer une évaluation de \$2,000,000.

Pourquoi ferions-nous une exception? J'ai confiance que la Chambre rendra justice à la St. Lawrence Paper Mills. (Applaudissements)

M. Mercier (Trois-Rivières): Je suis le parrain de ce bill, mais j'ai posé comme condition que j'attendrais la décision des commissaires d'écoles. Les commissaires ont voté 4 contre le bill et 3 pour. J'ai des requêtes de citoyens importants de Trois-Rivières contre le projet. Voilà pourquoi j'ai fait amender le bill au comité des bills privés en disant que la commutation devrait être soumise au peuple dans un référendum. Le Conseil législatif a biffé cet amendement. On m'a jeté des fleurs, mais on a fait des funérailles à mon amendement. On devrait ramener ce bill à sa forme originale après que l'amendement qui a été proposé au comité des bills privés ait été adopté. Il n'a pas de très bons commentaires à faire à propos des membres de la Chambre haute. Il exprime son mécontentement par rapport au Conseil législatif qui a supprimé son amendement qui voulait soumettre la demande de commutation de taxes aux contribuables par référendum. Je suis surpris, dit-il, de constater que le Conseil législatif se soit substitué à la libre détermination de notre ville. Je crois qu'on devrait nous laisser régler nos propres affaires et ne porter aucune atteinte à notre autonomie.

J'ai pris cette attitude car je considère que les commissaires d'écoles n'ont pris aucun engagement envers la St. Lawrence Paper Mills Co. Le représentant de Montréal-Laurier (M. Duranleau) a condamné la décision du Conseil législatif. Je suis heureux de partager son opinion. Je dirais même à l'opposition que, si au lieu de proposer des votes de non-confiance au gouvernement, la gauche proposait une motion pour désavouer le Conseil législatif, je l'appuierais avec plaisir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous vous en donnerons l'occasion.

M. Mercier (Trois-Rivières): Je suis revenu hier désenchanté du Conseil législatif. Quand je vois la façon d'agir des conseillers législatifs, je me demande si ces gens ont une utilité quelconque, s'ils sont encore utiles, et j'en viens à douter sérieusement de leur utilité. Même si je n'ai pas l'intention d'aller jusqu'à demander l'abolition de la Chambre haute, une pensée me trotte dans la tête depuis quelque temps. Je ferais une suggestion. Elle vaut ce qu'elle vaut. Avec grand soin et assiduité, on renouvelle de temps en temps les meubles et les tapisseries du Conseil législatif. Je me demande s'il ne serait pas temps de renouveler le personnel. Je crois que, puisqu'on change les amendements de temps à autre, on devrait rajeunir le Conseil législatif. (Rires) Il n'y a plus que deux provinces de la Confédération qui aient des conseils législatifs: la Nouvelle-Écosse et la province de Québec. Dans cette dernière province, on présente actuellement un bill pour abolir le Conseil législatif.

Je ne voudrais pas proposer une mesure aussi catégorique, aller aussi loin. Je suis pour la conservation des monuments historiques, mais je répète qu'on pourrait rajeunir et renouveler les membres du Conseil législatif au moins tous les 10 ans¹⁸. Il me semble qu'il y aurait avantage à le faire à intervalles, disons à tous les 10 ans. On a probablement raison de demander son abolition.

La proposition que j'avais faite était raisonnable. Nous avons des difficultés dans la commission scolaire de Trois-Rivières. Nos commissaires d'écoles sont divisés et je crois que la question de cette commutation aurait dû être soumise aux contribuables de Trois-Rivières.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis aussi de cet avis. Les contribuables devraient être appelés à décider la question. La commission scolaire ne pouvait, par sa résolution, lier les contribuables pour l'avenir. Je crois que nous devrions nous opposer à l'amendement. Je suis d'ailleurs opposé en principe aux exemptions. Il se dit en faveur d'un référendum.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): En 1920, pour attirer cette industrie, un représentant de l'industrie en question a consenti à la construction d'usines à Trois-Rivières moyennant une commutation de taxes municipales et scolaires. La compagnie a obtenu, de la part des commissions

permanentes, une réponse qui lui accordait sa demande. Comptant là-dessus, la St. Lawrence Paper Mills Co. est venue à Trois-Rivières; elle a rempli les conditions qui lui étaient imposées et a bâti son usine. La commission scolaire a adopté une résolution fixant à plus de 50 % l'évaluation de propriétés qui devait servir de base aux taxes scolaires. Les commissaires d'écoles ont passé une résolution accordant une commutation de taxes sur une évaluation fixe de \$2,000,000, soit plus de 50 % de la valeur totale de la compagnie.

Le Conseil législatif a donc raison de prendre l'attitude qu'il a prise. Seize députés de cette Chambre ont pris la même attitude que le Conseil législatif et ont voté pour la commutation. J'ai assisté à la question qui a été faite là-dessus et j'ai voté en faveur de la commutation car je considère que la cité de Trois-Rivières devrait remplir ses obligations et qu'il ne s'agit vraiment que d'une affaire de ratification d'une entente conclue entre la municipalité de Trois-Rivières, la commission scolaire de cette cité et la St. Lawrence Pulp and Paper Co. En appuyant la décision du Conseil législatif, nous ne ferons que rendre justice à tout le monde.

Il considère que les amendements du Conseil législatif devraient être adoptés.

Celle-ci demande maintenant que l'on ratifie la résolution. Pouvons-nous refuser? Ce serait une malheureuse exception, car dans la même ville d'autres industries semblables ont des diminutions des taxes très considérables. La Wayagamack, entre autres, ne paie que \$500 de taxes scolaires.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je ne crois pas qu'il soit convenable de douter du sentiment de justice de la population de Trois-Rivières. Pourquoi enlever à la population de Trois-Rivières l'occasion de se prononcer et d'exprimer son opinion par un référendum? Je ne puis concourir dans l'amendement du Conseil législatif.

M. Plante (Beauharnois): J'ai voté pour le bill et je concours dans les remarques de l'honorable ministre de la Colonisation. Les échevins de Trois-Rivières sont en même temps commissaires d'écoles. Ils ont fait un engagement dans un contrat et ils doivent le respecter. À mon sens, la compagnie ne fait que demander son droit. Il appuie l'amendement du Conseil. Il ne croit pas qu'il soit nécessaire de soumettre cette question de commutation de taxes au "caprice" des propriétaires ou des électeurs de Trois-Rivières.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous sommes en face d'un problème difficile, très sérieux. Le résultat de cette session m'a convaincu que nous devons faire dès l'an prochain une loi générale qui établirait un même traitement pour toutes les municipalités en ce qui concerne les commutations de taxes, ce qui éviterait à l'Assemblée de devoir discuter longuement au sujet de dizaines de demandes de commutation de taxes ou d'exemption de taxes, afin que de telles difficultés disparaissent. Il faudrait bientôt entreprendre des démarches afin de déterminer une fois pour toutes l'attitude que devraient adopter le gouvernement et l'Assemblée par rapport à ces demandes continuelles de commutation de taxes et d'exemption de taxes.

D'ailleurs, si on bat cet amendement, c'est la mort du bill. J'espère même que ce projet de loi sera dans le menu de la prochaine session. Nous avons accordé plusieurs commutations au cours de la présente session sans aucune obligation de soumettre cette question par référendum. Nous venons d'accorder des permutations de taxes à la Anglo-Canadian Pulp & Paper, à Québec, sans référendum; à la St. Regis Lumber, à Cap-Rouge, sans référendum; à une industrie de Beaufort, sans référendum. Allons-nous traiter Trois-Rivières autrement que tout le monde? Devons-nous faire exception pour Trois-Rivières? Serait-il juste maintenant d'obliger Trois-Rivières à soumettre sa demande de commutation de taxes par référendum? Pourquoi devrions-nous faire cela quand nous ne l'avons fait dans aucun autre cas? Si un référendum n'était pas approprié dans les autres cas, je ne vois pas pourquoi il faudrait en imposer un dans le cas de Trois-Rivières. Si nous refusons la commutation dans ce cas-ci, nous mettons Trois-Rivières sur un pied d'infériorité, nous ne traitons pas cette ville comme nous avons traité les autres.

Des voix: Très bien, très bien.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

C'est pourquoi je suis prêt à concourir dans les amendements du Conseil.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce projet a été amendé par le comité des bills privés de l'Assemblée législative en accordant le référendum. Ce soir, parce que le Conseil législatif a enlevé l'amendement de l'Assemblée, on nous demande de rejeter le principe d'autonomie que nous avons posé en cette Chambre. Je demeure persuadé que la question devrait être soumise par référendum aux contribuables de Trois-Rivières.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si nous ne concourons pas dans cet amendement du Conseil, il n'y aura ni commutation ni référendum. La compagnie paiera le plein montant des taxes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis heureux d'appuyer la proposition de l'honorable député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) qui maintient le jugement de cette Chambre. Pourquoi empêcher Trois-Rivières de tenir ce référendum?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le référendum coûterait \$5,000 à Trois-Rivières.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais la ville est prête à faire la dépense. Il s'agit d'une question d'autonomie et non d'une question de piastres et de cents.

M. l'Orateur: Je comprends que l'honorable député de Trois-Rivières (M. Mercier) n'approuvant pas les amendements du Conseil législatif ne peut en proposer la troisième lecture et je vais lui substituer comme proposeur l'honorable député de Champlain (M. Grant).

M. Grant (Champlain): Si la Chambre ne concourait pas dans les amendements du Conseil, automatiquement, le bill serait rejeté. Le mal serait plus grand que le remède.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) et l'honorable M. Taschereau (Montmorency) parlent dans le même sens.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

ajoute que, dès la prochaine session, le gouvernement présentera une loi pour que la question des commutations de taxes soit réglée une fois pour de bon.

M. Grant (Champlain) propose que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit¹⁹:

Pour: MM. Bastien, Bergeron, Bissonnet, Caron, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Grant, Hamel, Lafond, Lahaie, Laperrière, Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Madden, McDonald,

Mercier fils (Châteauguay), Nicol, Oliver, Perrault, Phaneuf, Pilon, Plante, Roy, Savoie, Taschereau, Thériault, Thurber, Tourville, 33.

Contre: MM. Beaudoin, Bouchard, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, Lortie (Soulanges), Mercier (Trois-Rivières), Morin, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, Tétreau, 18.

La proposition est adoptée.

Les amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois sur division et sont adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Écoles techniques ou professionnelles

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 156 relatif à certaines écoles techniques ou professionnelles de la province.

Adopté.

En comité:

M. Langlais (Témiscouata) s'élève de nouveau contre les écoles d'État, insistant sur la nécessité qu'il y a de considérer la nationalité et la mentalité des élèves avant de leur imposer des professeurs nommés par le gouvernement.

L'honorable M. David (Terrebonne): On fait bien plus de questions de race et de religion dans cette discussion qu'on n'en fait dans ces écoles.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Où nous mène-t-on avec tout ce chambardement?

L'honorable M. David (Terrebonne): À un contrôle plus immédiat sur les finances de ces écoles, contrôle nécessaire pour le ministre responsable de l'administration des argent.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Ce n'est pas seulement un contrôle financier, mais un contrôle par l'État du programme d'études. Je crains le système nouveau. J'espère qu'il produira de bons résultats, mais j'aurais préféré qu'on laissât les choses telles qu'elles sont.

L'honorable M. David (Terrebonne): La corporation ne s'occupera pas de l'administration.

Des conseils de perfectionnement verront aux progrès de chacune des écoles.

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. La corporation a le droit d'exproprier tous terrains et bâtiments dont l'expropriation peut être jugée nécessaire pour les fins de la présente loi."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"7. La corporation a le droit d'exproprier tous terrains et bâtiments dont l'expropriation peut être jugée nécessaire pour les fins de la présente loi et ce par procédures devant la Commission des services publics."

L'article 7 ainsi amendé est adopté.

Les articles 8 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. Dans le but de venir en aide à l'enseignement technique ou professionnel, il doit être payé annuellement à la Corporation des écoles techniques ou professionnelles, par la corporation de la cité de Montréal, pour l'École technique de Montréal, soixante-quinze mille dollars; par la corporation de la cité de Québec, pour l'École technique de Québec, trente mille dollars, et par la corporation de la cité de Hull, pour l'École technique de Hull, quinze mille dollars. Ces octrois doivent être payés dans le cours du moins de septembre de chaque année."

Cet article est amendé et le mot "septembre" est remplacé par "mai".

"10. Dans le but de venir en aide à l'enseignement technique ou professionnel, il doit être payé annuellement à la Corporation des écoles techniques ou professionnelles, par la corporation de la cité de Montréal, pour l'École technique de Montréal, soixante-quinze mille dollars; par la corporation de la cité de Québec, pour l'École technique de Québec, trente mille dollars, et par la corporation de la cité de Hull, pour l'École technique de Hull, quinze mille dollars. Ces octrois doivent être payés dans le cours du mois de mai de chaque année."

L'article ainsi amendé est adopté.

Les articles 11 à 26 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 27 qui se lit comme suit:

"27. Un jury, composé de sept membres nommés par le secrétaire de la province sur recommandation du directeur est chargé d'examiner chaque année les élèves qui veulent obtenir un diplôme de capacité. Le directeur de l'école et deux professeurs rémunérés par lui font d'office partie de ce jury."

Cet article est amendé et le mot suivant est ajouté: "général".

"27. Un jury, composé de sept membres nommés par le secrétaire de la province sur recommandation du directeur général est chargé d'examiner chaque année les élèves qui veulent obtenir un diplôme de capacité. Le directeur de l'école et deux professeurs rémunérés par lui font d'office partie de ce jury."

L'article 27 ainsi amendé est adopté.

Les articles 28 à 43 sont adoptés.

Le préambule est adopté.

Le comité étudie le titre du projet qui se lit comme suit: Loi relative à certaines écoles techniques de la province.

Ce titre est amendé et se lit désormais comme suit: Loi relative à certaines écoles techniques ou professionnelles de la province.

Le titre ainsi amendé est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements, dont un au titre. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. l'Orateur: Adopté?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non. Vote!

M. l'Orateur: Appelez les membres.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) se lève pour parler.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je comprends que la question est posée.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) se rassoit sans parler²⁰.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Bergeron, Bouchard, Caron, Charbonneau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Grant, Hamel, Laferté, Lafond, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Morin, Perrault, Phaneuf, Pilon, Roy, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Thurber, 37.

Contre: MM. Bastien, Beaudoin, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, Tétreau, 17.

Ainsi, la proposition est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Question de privilège sur une déclaration de M. C.-J. Magnan

M. Smart (Westmount) soulève une question de privilège. J'attire l'attention du gouvernement, dit-il, sur un article de M. C.-J. Magnan dans *l'Enseignement primaire*. Je ne vois pas pourquoi un fonctionnaire public publierait de tels articles et je crois que l'honorable secrétaire provincial devrait prendre des mesures disciplinaires contre cet employé.

Dans cet article, M. Magnan exprime des craintes au sujet du prochain congrès du National Council of Education. Il émet l'opinion que ce Conseil national d'éducation tend à la création d'un organisme national ou fédéral d'éducation, ce qui serait contraire à notre constitution canadienne et préjudiciable à la province de Québec. Il accuse le Conseil national d'éducation de faire partie d'un mouvement secret de centralisation de l'éducation au Canada. Il associe la conférence à une tentative d'introduire un système d'éducation "neutre" dans tout le pays. Il affirme aussi qu'une telle conférence conduira finalement à une "école nationale", ce qui signifie une école "neutre et anglicisée". M. Magnan croit et craint que le mouvement lancé par ce Conseil national d'éducation dirige l'opinion publique vers la création d'écoles nationales et il semble émettre le vœu que la province de Québec ne soit pas représentée à ce prochain congrès qui aura lieu à

Montréal du 5 au 10 avril. Il désapprouve vivement l'article, affirmant qu'il était tout à fait injustifié et inopportun à un moment où l'on s'efforce d'unifier le dominion et de rapprocher les différents peuples. Est-ce que le gouvernement approuve cette attitude? Est-ce qu'il appuie les vues de M. Magnan et les commentaires qu'il a faits dans la revue gouvernementale? Il (M. Smart) est d'opinion contraire à celle de M. Magnan au sujet de notre représentation au prochain congrès du Conseil national d'éducation.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je regrette cet incident. M. Magnan, dont la bonne foi ne peut être mise en doute et dont la compétence en matière d'inspection scolaire est reconnue, est un fonctionnaire qui relève du surintendant de l'Instruction publique. C'est avec un sentiment de regret que je me lève pour approuver les paroles de l'honorable député de Westmount. Je reconnais l'œuvre accomplie par M. Magnan, mais je dis en toute franchise que je regrette qu'il ait publié dans une publication gouvernementale officielle un article où il donne libre cours à des idées et à des vues absolument personnelles, qui n'étaient celles ni du secrétaire provincial, ni du ministère de l'Instruction publique, ni du gouvernement. Mais son opinion était que nous devions être représentés dans ce Conseil.

En 1922, nous avions été convoqués à Toronto pour assister à un congrès de ce Conseil of Education dont M. Magnan a parlé dans cet article et des différents ministres de l'éducation dans les provinces du Canada. Il s'est rendu compte du sentiment de cette association. Je crois que la façon la plus logique de remettre en place les faits est de faire remarquer à cette Chambre la résolution qui fut alors adoptée par ce Conseil, sur ma proposition, appuyée par M. McGregor, ministre de l'éducation du Nouveau-Brunswick: "Cette conférence se déclare opposée à toute ingérence de l'autorité fédérale ou d'institutions publiques ou privées en matière d'éducation relevant des provinces, hormis que sur des cas particuliers et après entente entre les provinces. Le but du National Council of Education n'est pas d'empiéter sur les droits des provinces puisque tous les ministres des autres provinces ont alors voté cette résolution." Le Council considère que cette question doit être laissée entièrement aux provinces. Je citerai aussi un rapport que me faisait, le 14 novembre 1919, M. Miller, secrétaire du comité catholique du Conseil de l'instruction publique. Il me disait: "C'est une excellente chose pour la province de Québec de s'être fait représenter à ces assises

fédérales." L'abstention de notre part aurait créé une impression malheureuse dont nous aurions souffert²¹.

J'irai plus loin. Dans aucun domaine Québec n'a le droit de s'isoler et, bien que tous nos compatriotes ne soient ni de notre langue ni de notre foi, nous ne devons pas hésiter à les rencontrer et à discuter avec eux sans pour cela sacrifier l'autonomie de notre province. Notre devoir est de faire profiter les autres de ce que nous pouvons leur offrir ou d'essayer de profiter de l'expérience des autres. Dans toutes les réunions de National Council of Education, on a cherché à améliorer les systèmes d'éducation sans les changer. Dans les circonstances, je crois que, sans vouloir discipliner l'inspecteur général des écoles catholiques, l'auteur de cet article dans l'*Enseignement primaire*, comme l'a suggéré l'honorable député de Westmount, il y a lieu de lui demander, je crois, de s'inspirer, à l'avenir, de ses chefs avant d'émettre, dans une publication gouvernementale, des vues personnelles, qui ne sont pas les vues du gouvernement ni de la province. Des expressions d'opinions de ce genre devraient toujours être soumises préalablement aux autorités. Blâmer l'auteur comme le propose le représentant de Westmount serait peut-être la meilleure chose à faire. De toute façon, je propose qu'à l'avenir M. Magnan s'inspire de ses supérieurs avant d'exprimer des opinions qui pourraient être purement personnelles et qui ne refléteraient pas du tout l'opinion ou les vues du ministère de l'Instruction publique.

Il cite une autre résolution du National Council of Education qui avait pour effet de remettre aux provinces la tâche d'étudier la question d'un bureau fédéral d'éducation. Il lit également une résolution qui a été adoptée à une conférence sur l'instruction publique précédente et qui est tout à fait opposée à la centralisation. Je connais le travail, le but et l'œuvre du National Council of Education, dit-il. Il ne faut pas hésiter un instant à faire représenter la province de Québec à ce congrès. Il n'y voit aucun danger d'unification, attendu que la province y est absolument réfractaire. D'ailleurs, la représentation de Québec peut y exprimer des vues utiles en même temps qu'elle en tire des renseignements précieux. Il croit que Québec devrait faire profiter les autres de son expérience et bénéficier de tout ce que l'expérience des autres pourrait lui apporter en retour. Peu importe que la majorité du National Council soit anglaise ou de religion autre que la nôtre. Nous pouvons toujours, dans le calme des conciliabules, discuter des matières éducationnelles et nous rendre des services les uns les autres, sans danger pour notre système éducationnel.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. L'Archevêque), que tous les mots après "que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Tout en étant prête à voter les (ou des) subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait point donné à la classe ouvrière la représentation qu'elle doit avoir dans le Conseil exécutif de cette province.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, Tétreau, 17.

Contre: MM. Authier, Bergeron, Bouchard, Caron, Charbonneau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Grant, Hamel, Laferté, Lafond, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Morin, Perrault, Phaneuf, Pilon, Roy, Saurette, Taschereau, Thériault, Thurber, 36.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. Plante (Beauharnois) veut proposer une seconde motion de non-confiance.

M. l'Orateur: Le député de Beauharnois ne peut proposer une seconde motion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Gardez-la pour demain.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte. La Chambre se forme en comité des subsides.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et il demande la permission de siéger à nouveau.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. Dans *Le Devoir*, on parle de la Colombie-Britannique.

2. Sous la présidence de M. Laferté.

3. Dans *L'Événement*, on rapporte que "l'interrogatoire" dure un quart d'heure.

4. Dans *L'Événement*, on rapporte que cette fois "l'interrogatoire" dure une demi-heure.

5. Dans *Le Soleil*, on décrit la scène en détail: M. Bercovitch, voisin de M. Plante, à droite précise *La Presse*, jette les yeux sur son pupitre et y aperçoit, lui aussi, une feuille télégraphique. Il se penche et sourit. La feuille portait une formule française qu'il tend à M. Plante.

6. Dans *La Presse*, on dit qu'il s'agit de la même compagnie.

7. D'après le texte de *L'Événement*, nous pensons que le premier ministre a probablement proposé que le comité se lève sans faire rapport, car un vote a été pris pour abolir le bill 151.

8. Parmi les députés favorables et défavorables à la motion: **Pour:** MM. Bastien, Beaudoin, Crépeau, Duranleau, Faucher, Gault, Lafleur, Langlois, Saint-Jacques, Sauvé, Smart; **Contre:** MM. Dufresne, Fortier, Houde, L'Archevêque, Plante, Renaud, Tétreau, Thériault et Trahan.

9. Dans *La Presse*, on écrit \$7,500.

10. Dans *The Montreal Daily Star*, on dit que Hull continue de payer \$15,000 et Québec \$30,000.

11. Dans *L'Événement*, on ajoute que M. David aurait pu ajouter le ministère du Commerce à Ottawa.

12. Dans la *Gazette* du 4 mars 1926, on dit que le ministre Perrault attire l'attention des membres de la

Chambre, le 3 mars, sur un avertissement paru dans *Le Soleil*. The advertisement in question was of the Abana mine, and states that the mine is an extraordinary one, that solid veins of metal existed, producing \$75 to the ton, that shares have already reached 50 cents, that \$2,000,000 of metal has been sounded by drilling, that shares are scarce, and that capitalist are seeking them, that the représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) subscribed for \$1,200 shares, and that he, the advertiser, one Albert Tardif of Quebec, has still some shares to sell.

13. Dans *Le Devoir*, on dit que M. Authier n'a pas nommé le journal *Le Devoir*, mais il le visitait comme les autres journaux.

14. Voici la déclaration parue dans la *Gazette* du 4 mars 1926: "Hon. Mr. Perrault declared that he had never subscribed for a single share of the Abana Company, and never would do so, and that he wished to warn the public to be on guard against those who sought to sell them shares in this company, for it appeared that it was an attempt to deceive the public. The statement that the ore was \$75 a ton was so exaggerated as to be ridiculous, for the reports of his department on the mine indicated that there was no reason for such excessive claims. I again seize the occasion to put the people on guard against salesman of shares and advertisements of this kind. I hope the public will be careful and not lose money in such a way." Voir aussi la déclaration du ministre en Chambre le 3 mars 1926.

15. Parmi les découvertes importantes ces mois derniers, soulignons la découverte de traces de minerai lors de travaux effectués dans les claims Amulet, du groupe Waite-Montgomery, dans Duprat et dans Dufresnay, et dans les claims de la Canadian Exploration Co. dans Demeloizes. (Or, ces claims de la Canadian Exploration sont la propriété minière de Abana.) Dans toutes ces propriétés, les travaux de surface effectués ont permis de mettre au jour d'importants blocs de minerai contenant du cuivre, du zinc et de l'or. Le minerai semble être de même nature que celui des mines Noranda, qui vaut jusqu'à \$50 la tonne pour le cuivre et \$8 (sic) la tonne pour l'or. (Traduction)

16. Dans *The Gazette*, le correspondant parlementaire rapporte une déclaration faite par le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, mais rien n'indique à quel moment elle a été faite. The later statement made by honourable M.

Perrault, after that made in the Chamber of March 3, and referred to by M. Authier, is as follows: "What I have declared in the House, and what I insist on repeating, is that most of the mining propositions are still of a speculative character. They may be good, I hope they are, but they can be bad. They are yet in the stage of development. By borings and drilling their importance is discovered, but they have not yet reached the period of industrial or commercial exploitation. There is no doubt that these companies need money to develop their holdings. Nobody can find fault when their directors are trying to secure capital by legitimate means. I know personally that they are spending important sums of money on their properties. When reviewing the facts on the floor of the House. I had no intention of designating the directors of any company in particular. I was pleased with the statement of the Abana Mine declaring that its board of management and the company itself were entirely unaware as to the methods of advertising used by a Mr. Tardif. What I particularly stated, and I again repeat it, is that I do not own any shares in the Abana Mine, I add that this company has never made such a statement and that I do not doubt the honor of its directors and the legitimacy of the enterprise itself.

17. Dans *L'Événement*, on précise que M. Mercier (Trois-Rivières) est sorti pour quelques minutes mais revient pendant le débat.

18. Dans *Le Devoir*, on dit que MM. T.-D. Bouchard (Saint-Hyacinthe), Duranleau (Laurier), Saint-Jacques (Argenteuil), Plante (Beauharnois) et Sauvé (Deux-Montagnes) ont approuvé M. Mercier.

19. Dans *L'Événement*, on rapporte que deux députés de l'opposition, M. Arthur Plante et M. Ludger Bastien, votent avec le gouvernement. Trois députés ministériels, M. L.-P. Mercier, M. T.-D. Bouchard et M. Nérée Morin, votent avec l'opposition.

20. Dans *L'Événement*, on signale que le sergent d'armes suppléant, le major Braün Langelier, M. C., a fait sonner les cloches pour appeler les députés au vote. Il est le fils de l'ancien lieutenant-gouverneur de la province. Il fut un des officiers du 22^e au front.

21. *Le Devoir* contredit cet extrait tiré de *L'Action catholique*. *Le Devoir* écrit: Il exprime le regret que la province n'ait pas été représentée à un congrès du Conseil tenu à cette époque.

Première séance du vendredi 19 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 h 20¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi des
liqueurs alcooliques**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Que les droits que confère un permis en vertu de la loi des liqueurs alcooliques ne puissent être transportés par la Commission des liqueurs de Québec qu'au cas de décès de la personne à qui la Commission avait octroyé ce permis ainsi qu'aux autres cas que la Commission pourra définir et pourra admettre sur paiements des droits imposés et aux conditions qu'elle jugera à propos d'exiger.

2. Que le droit exigible par la Commission sur une demande de permis soit de vingt-cinq dollars, au lieu d'un cinquième du montant exigible sur l'octroi de ce permis, tel que mentionné dans le premier alinéa de l'article 37 de ladite loi des liqueurs alcooliques.

3. Que les droits additionnels exigibles par la Commission, et qui lui sont payables sur le transport des droits que confère un permis, soient les suivants:

- a) Au cas de décès du permissionnaire ou de changement de local, un montant équivalant à la moitié du droit payable sur l'octroi de ce permis;

- b) Dans tout autre cas défini et admis par la Commission, un montant équivalant au droit payable sur l'octroi de ce permis.

L'honorable M. Nicol (Compton): Les amendements que nous proposons sont les suivants. Actuellement, il n'y a de transfert de licence qu'au cas de décès du licencié. Par ces résolutions, nous voulons que les droits que confère un permis en vertu de la loi des liqueurs ne puissent être transportés par la Commission qu'en cas de décès du détenteur ou en des circonstances que la Commission pourra définir et juger quand certaines conditions auront été remplies. Nous fixons de plus à \$25 le droit à exiger pour toute demande de permis.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) s'enquiert quant à la clause prévoyant que, dans le cas d'un transfert de permis autrement que pour raison de décès, l'entière des droits de permis devait être payée à nouveau par le nouveau détenteur. Cela est exagéré. Le ministre, dans les circonstances, ne pense pas que ce soit le cas. Pour le restant de l'année, le prix du nouveau permis sera réduit de 50 %.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 44 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Thurber (Chambly): L'honorable trésorier a-t-il donné suite, ou a-t-il l'intention de donner suite à la suggestion de l'honorable député de Rouville (M. Bernard) faite l'an dernier au sujet de la fabrication et de la vente du cidre de pommes dans la province par la Commission des liqueurs? Il demande que la Commission des liqueurs achète et vende du cidre fabriqué dans notre province. Ce sera encourager une industrie intéressante et donner une nouvelle source de revenus à la classe agricole. La vente de cidre aiderait les fermiers qui ont des vergers.

L'honorable M. Nicol (Compton) rappelle que le député de Rouville (M. Bernard) a déjà soulevé la question. La question a été étudiée par les membres de la Commission, nous en avons causé avec eux. Nous en sommes venus à la conclusion que le cidre de pommes devrait être vendu conformément à la loi qui régit le commerce des vins. Le cidre est considéré comme un vin. La loi actuelle donne à la Commission des liqueurs seulement le droit de vendre du cidre de pommes. Elle ne l'a pas fait jusqu'ici parce qu'il n'y a aucune demande, ou presque. La Commission est assimilable à un marchand, elle ne vend que ce qui lui est demandé. Si le public se mettait à lui demander du cidre, la Commission en vendrait. La Commission en vendra dès que la demande se fera.

M. Plante (Beauharnois): Je suis favorable à l'idée d'encourager la fabrication du cidre. Nous avons un pays de grands et magnifiques vergers où les pommes sont très abondantes. Il me semble que l'on devrait permettre aux horticulteurs, moyennant une licence nominale, 50 sous par année, la fabrication et la vente du cidre. Ce serait un excellent moyen d'aider la classe agricole. On pourrait même aider ainsi à la création d'une industrie nationale² en les développant. Il s'agit d'une industrie qui aurait un caractère national si le gouvernement y donnait l'encouragement nécessaire. Cette industrie paierait nos cultivateurs (et fleurirait!) si nous l'encourageons. Il est malheureux que la Commission n'ait pas jugé à propos de mettre cette boisson qu'on pourrait dire nationale sur le même pied que les autres, ce que profiterait à toute la belle vallée du Richelieu, dont les producteurs de cidre ne verraient plus la loi suspendue sur leur tête.

Il proteste contre le fait de mettre la vente du cidre par les fermiers dans la catégorie du commerce illégal. Il s'agit d'une proposition agricole qui vise la pleine valorisation des excellents vergers de la province. L'ennui, dit-il, c'est que la loi considère le cidre au même titre que les spiritueux et que, si un fermier vend une partie de ses surplus à son voisin, il est passible d'une amende et d'emprisonnement. Il défend la cause du cultivateur qui, autorisé selon la présente loi à fabriquer du cidre pour son propre usage, se voit privé d'une industrie rentable, laquelle pourrait très bien devenir une entreprise typique de Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) appuie la demande du représentant de Beauharnois (M. Plante). Il dit quelques mots en faveur d'une aide à la vente du cidre en tant que produit agricole.

L'honorable M. Nicol (Compton): Seriez-vous d'accord pour que l'on vende du cidre dans les tavernes, comme la bière?

M. Sauvé (Deux-Montagnes) approuve.

L'honorable M. Nicol (Compton): On admettra tout de même que, sous l'ancienne loi, l'industrie du cidre n'était pas très développée dans notre province. Mais la question est de savoir s'il est à propos de permettre aux cultivateurs de vendre leur cidre. Le cidre étant fortement alcoolisé, il ne peut être question d'en permettre la vente autrement que par la Commission des liqueurs. Il vaudrait mieux, à mon sens, encourager la fondation d'un établissement plus considérable, qui achèterait les produits des vergers, qui fabriquerait en quantité et qui aurait un produit uniforme et vendable par la Commission. La Commission des liqueurs serait plus qu'heureuse d'acheter et de vendre du cidre s'il y avait quelque demande pour le produit. La loi le leur permet, le cidre étant selon la loi classé comme un "vin". Néanmoins, il est d'avis que le seul moyen de conduire la proposition serait que la Commission mette en place les équipements nécessaires pour traiter le produit et assurer une norme de qualité et de teneur en alcool. Autrement, la porte serait grande ouverte aux abus, vu que le taux d'alcool du cidre se situe fréquemment entre 15 et 20 %, par rapport à celui de la bière qui est de 4 % et celui du vin qui est d'environ 18 %, ces derniers étant tous deux sous restriction de la Commission. Or, nous ouvrons ainsi la porte bien grand. Il serait préférable si les cultivateurs envoyaient leurs pommes à une fabrique de cidre, où un bon cidre pourrait être produit, et la Commission des liqueurs aurait ainsi de meilleures chances de le vendre. La Commission est prête à vendre dès qu'il le sera demandé. Croit-on qu'elle devrait provoquer la vente en l'annonçant? La chose n'est pas possible. Dans ce cas, il serait nécessaire de créer d'abord la demande du produit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je me rappelle que les Pères de la Trappe d'Oka fabriquaient autrefois un cidre délicieux, très recherché, que l'on écoulait dans Montréal et qui faisait les délices des touristes. On devrait favoriser la fabrication du cidre. N'y aurait-il pas lieu d'encourager de telles entreprises, même les petites entreprises domestiques, les petites fabriques, et aider ainsi directement aux cultivateurs? Les cultivateurs y trouveraient grand profit. Il presse le gouvernement de faire quelque chose pour encourager une boisson

vraiment nationale. S'il est bon de dépenser des milliers de piastres pour encourager la consommation des vins, pourquoi ne ferait-on pas la même chose pour le cidre? A-t-on peur que cette boisson agréable et bienfaisante fasse concurrence aux vins? Il serait pourtant bien préférable de répandre la consommation de notre cidre, il vaudrait mieux apprendre à nos gens à boire du cidre et lui assurer la préférence sur les diverses liqueurs douces, du ginger ale et du cream soda, vendues partout dans la province. La Commission des liqueurs craindrait-elle de voir diminuer la vente de ses alcools si la consommation du cidre était encouragée? La vente du cidre pourrait être rendue aussi facile que celle de la bière.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est impossible.

L'honorable M. Nicol (Compton): Je sais que le cidre d'Oka était excellent. Je serais le premier et je verrais avec plaisir sa réapparition sur le marché. Il était très bien fait. Quant au cidre fait à la maison, c'est autre chose. Serait-il assez uniforme? Se conserverait-il? Serait-il facile d'en surveiller la fabrication? Il y a bien des difficultés à vaincre et bien des problèmes qui se dressent, à commencer par celui de savoir si on peut permettre la vente du cidre dans les épiceries, comme la bière.

M. Plante (Beauharnois): Pourquoi pas?

L'honorable M. Nicol (Compton): Songe-t-on que le cidre est un breuvage beaucoup plus fort en alcool que la bière et les vins? Ne serait-ce pas un danger de répandre une boisson trop capiteuse?

M. Plante (Beauharnois): Ce que je trouve anormal, c'est que le cidre soit sur le même pied que les vins et qu'il expose aux mêmes pénalités, à une forte amende ou à la prison. Le cidre devrait être classé dans la même catégorie que la bière.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le cidre est quatre fois plus capiteux que la bière, et nous irions trop loin en accordant une licence à tous ceux qui possèdent un verger. La bière est alcoolisée à 4 % et le cidre à 15 % et même plus. La teneur du cidre en alcool est beaucoup plus considérable que celles des bières et des vins. Le cidre est donc bien plus capiteux que la bière. En permettant la vente du cidre dans les tavernes, il y aurait constamment des abus. Il ne croit pas que l'on puisse permettre à

n'importe qui de vendre du cidre comme on vend du ginger ale. Il s'en boit plus que la bière et les résultats seraient à craindre. Le problème avec le développement de l'industrie du cidre, c'est qu'il n'y a pas de demande. La Commission peut encourager autrement la vente du cidre et elle ne demande pas mieux que de le faire si le public veut l'aider. On abuserait facilement des permis de la vente du cidre, les commerces de cidre pulluleraient dans les villes, où on vendrait un produit très capiteux, tandis que le cultivateur et le propriétaire de verger, eux, resteraient dans l'ombre. Je crois que l'honorable trésorier de la province a raison de dire qu'il serait imprudent de rendre la consommation du cidre trop facile. La Commission des liqueurs est prête à en vendre en plus grande quantité, mais on ne peut lui demander davantage.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Si nous donnons pleine et entière liberté aux horticulteurs au sujet du cidre, nous pouvons entraîner de graves abus. Si des licences étaient accordées pour la vente du cidre, un contrebandier pourrait acheter un verger, par exemple et, sous prétexte d'avoir une distillerie pour le cidre, aurait une distillerie plus payante et fabriquerait un alcool plus fort. Il pourrait alors passer bien d'autres choses. Une bonne organisation vaudrait mieux. La meilleure chose à faire serait d'encourager les cultivateurs à fabriquer leur cidre en coopération. Elle pourrait permettre la fabrication d'un produit uniforme que la Commission pourrait acheter et vendre à ses clients lorsque la demande lui en sera faite.

L'honorable M. Nicol (Compton): Nous proposons un autre amendement à la loi des liqueurs pour permettre la vente des vins et bières dans les hôtels de campagne qui ont au moins 25 chambres. Présentement, de telles licences temporaires ne peuvent être accordées qu'aux compagnies de chemins de fer ou aux compagnies maritimes ayant un hôtel à charge.

M. Renaud (Laval): Si de tels permis sont accordés en les endroits de villégiature pour les voyageurs, tous les gens de l'endroit et de paroisses voisines deviendront très rapidement des voyageurs. Par cet amendement, tous les cultivateurs deviendront des voyageurs de commerce.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ils n'en auront pas le droit, puisque de tels hôtels sont uniquement pour les voyageurs.

M. Renaud (Laval): Ce sera comme choisir une pomme en particulier parmi tout un plateau de pommes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et **l'honorable M. Nicol (Compton)** affirment que la Commission saura respecter le sentiment de la population.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): De la façon dont je lis la loi, la Commission pourrait donner de tels permis temporaires même dans les régions où c'est prohibé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Actuellement, lorsqu'il est détenu par une compagnie de chemins de fer ou une compagnie maritime, ce genre d'hôtel peut opérer en territoire prohibé.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Il ne se trouve que trois ou quatre de ces hôtels dans la province, et on propose maintenant d'en augmenter le nombre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Commission sera prudente, et les permis pourront être annulés à tout moment. Il est préférable de placer les hôtels sous supervision de la Commission, plutôt que de les laisser fonctionner en tant que soi-disant établissements de tempérance.

M. Saint-Jacques (Argenteuil), M. Duranleau (Montréal-Laurier) et **M. Sauvé (Deux-Montagnes)** font remarquer que l'on propose une modification très importante. Il faut tenir compte tout spécialement des municipalités où des règlements de prohibition sont en vigueur.

M. Hamel (Portneuf): Donnera-t-on des licences aux hôtels dans les comtés où la prohibition existe? Il demande ce qu'il adviendra dans le comté de Portneuf où il y a des règlements de prohibition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Commission usera de discernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et **l'honorable M. Nicol (Compton)** ne voient pas de danger d'abus dans ce projet de loi.

L'honorable M. Nicol (Compton): La loi n'est faite que pour les voyageurs, touristes et villégiateurs. En d'autres termes, les hôtelleries ne

serviront leurs liqueurs qu'à leur seule clientèle. Les hôtels ne pourront servir des bières et vins qu'à leurs clients. D'ailleurs, nous n'accorderons pas les permis à tout le monde et nous respecterons les droits des comtés.

Nous voulons faire disparaître des anomalies. Ainsi, à La Malbaie, par exemple, le Manoir Richelieu a un permis parce qu'il appartient à une compagnie maritime et les autres hôtels n'en ont pas. Est-ce que les autres hôtels ne devraient pas avoir le même privilège? Cet amendement a pour but de faire disparaître les exceptions.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Le gouvernement ne va-t-il pas créer des abus? Je crains fort les abus.

M. Saint-Jacques (Argenteuil), M. Duranleau (Montréal-Laurier), M. Renaud (Laval) et **M. Hamel (Portneuf)** s'opposent à cette clause. Ils prévoient tous que de graves abus en résulteront.

M. Hamel (Portneuf) espère que cet amendement n'entraînera pas d'abus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne crois pas. C'est déjà possible, en fait, en ce qui concerne les hôtels classés sous la présente loi, mais aucun cas ne s'est encore manifesté et les responsables de la Commission useront de la plus grande prudence dans l'octroi des permis. Je crois qu'il y aura moins d'abus avec un bon service dans les hôtels qu'avec le système actuel qui oblige les voyageurs à traîner leurs provisions de liqueurs dans leurs sacs de voyage. Si toutefois la nouvelle loi donnait lieu à des abus, nous n'hésiterions pas à l'abolir.

L'honorable M. Nicol (Compton): Nous proposons de plus que, les jours où la Commission peut fermer ses magasins à 3 heures (les jours qui précèdent deux jours de fête, par exemple), l'heure de fermeture puisse être prolongée à 5 heures.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) propose une motion de non-confiance. Au cours du dernier exercice financier, dit-il, on a autorisé, par ordre en conseil, une dépense de \$2,109,438.31 par mandats spéciaux au lieu d'exposer pour approbation devant la Législature, en session, les fins pour lesquelles les sommes, qui allaient jusqu'à \$2,075,603.47, ont été dépensées. Il cite l'article de la Constitution qui autorise une dépense en vertu d'un mandat spécial; il faut que, le Parlement n'étant pas en session, il se soit produit un accident ou un cas de nécessité urgente. Voudrait-on que ce soit le cas pour le total de \$2,075,603? Je crois qu'on agit ainsi contrairement à la Constitution, qui veut que la Chambre vote tous les subsides. Si on lit le chapitre 21 des statuts refondus, 1925, on constate que, selon le sens habituel de la loi, l'octroi des capitaux pour les services publics ne relève que de l'assemblée des représentants du peuple et que, en conséquence, ce n'est qu'en cas d'urgence spéciale que le gouvernement est autorisé à émettre des mandats spéciaux. Le gouvernement vit largement de mandats spéciaux, plutôt que de soumettre ses dépenses à l'approbation de l'Assemblée de la Législature. Toutes les dépenses devraient être soumises à l'approbation des députés. Il ne faut accorder de mandats spéciaux que dans les cas de nécessité urgente, que dans des circonstances exceptionnelles, fortuites et prévues par la loi.

D'après les *Comptes publics*, aucun des mandats spéciaux ne se rapporte à des nécessités urgentes. Tous mandats ont été émis pour des dépenses qui auraient pu être prévues. Il n'est pas raisonnable qu'un ministère ait dépensé, pendant la dernière année fiscale, plus de \$2,000,000 sans y avoir été autorisé par la Chambre. Prenons maintenant les *Comptes publics* et voyons si cette condition a été remplie. Plus d'un demi million de dollars ont été dépensés par le département des Terres et Forêts. On a dépensé en mandats spéciaux \$36,000 pour la protection des forêts, \$150,000 pour

arpentages, \$60,000 pour le service forestier et l'inspection des terres, \$240,000 pour la protection des forêts, \$15,000 pour combattre la spongieuse, \$15,191.67 pour des réparations au barrage du lac Kipawa, uniquement pour le département des Terres de la couronne et des Forêts. Dans d'autres branches du gouvernement, le nouveau pavillon de l'édifice du parlement sur la rue Sainte-Julie, à Québec, a été payé au montant de \$193,802.24, encore là par mandats spéciaux. Il y a eu également des dépenses de \$41,000 pour les écoles d'agriculture et de \$40,000 pour inspections laitières, au ministère de l'Agriculture, \$284,000 pour divers services agricoles.

Sur l'item de \$150,000 pour arpentages au département des Terres, le ministre (l'honorable M. Mercier fils), répondant à une question posée en Chambre plus tôt dans la session, a affirmé que ces travaux ont été réalisés durant les années 1924 et 1925, autrement dit antérieurement à la session de la Législature, où les conditions auraient pu être présentées. Il insiste pour que le recours aux mandats spéciaux soit considéré comme une exception, faisant remarquer que le gouvernement a dépensé dans les neuf dernières années un total de \$10,973,938 par le biais des mandats spéciaux. La pratique est totalement contraire aux précédents constitutionnels britanniques, et la Chambre regrette la pratique de dépense par mandats spéciaux comme étant vicieuse, illégale et constituant un mépris formel de la loi gouvernant la province. En conséquence, il propose une motion de censure du gouvernement.

J'ai donc l'honneur de proposer la motion suivante:

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), que tous les mots après "Que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette de constater:

Que, ainsi qu'il appert à la page 145 des *Comptes publics* pour l'exercice 1924-1925, le gouvernement a autorisé l'émission de mandats spéciaux au montant de \$2,109,448.30;

Qu'une somme de \$2,075,603.47 a ainsi été employée presque en totalité à payer des dépenses ordinaires et même, en certains cas, tel qu'il appert d'une réponse du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) consignée dans les *Journaux* de la Chambre du 23 février 1926, des dépenses qui avaient été encourues dans le cours de l'exercice 1923-1924, c'est-à-dire avant la session de 1925;

Que des dépenses n'étaient pas de celles qui peuvent être payées au moyen de mandats spéciaux, suivant les termes de l'article 9 du chapitre 21 des statuts de Québec, 1925, qui n'autorise l'émission de mandats spéciaux que pour le paiement de dépenses faites dans les cas d'urgence;

Que, depuis le 1^{er} juillet 1917, le gouvernement a émis des mandats spéciaux pour payer les dépenses qui étaient presque en totalité non urgentes, et ce, pour les montants suivants:

			<i>Comptes publics</i>
Pendant l'exercice	1917-1918	\$1,272,660.26	p. 360
"	" 1918-1919	1,462,099.62	p. 289
"	" 1919-1920	1,751,320.75	p. 287
"	" 1920-1921	822,245.70	p. 299
"	" 1921-1922	980,126.04	p. 335
"	" 1922-1923	1,182,469.17	p. 378
"	" 1923-1924	1,427,413.63	p. 419
"	" 1924-1925	2,075,603.47	p. 145

soit, pendant les neuf derniers exercices, une somme totale de \$10,973,938.04;

Que cette pratique est contraire à la loi qui prescrit qu'aucun mandat ne soit émis pour un paiement de deniers publics pour lequel il n'y a pas de crédit voté par la Législature (articles 8 et 9, chapitre 21, S. R. Q., 1925), sauf dans le cas de nécessité urgente;

Que cette pratique est vicieuse, illégale et constitue un mépris formel de la loi qui régit cette province;

Cette Chambre censure, en conséquence, le gouvernement.

L'honorable M. Nicol (Compton): Mon honorable ami d'Argenteuil n'a pas fait précisément une découverte. Ces deux millions de dollars ont été dépensés pour des choses qui ne pouvaient être prévues et qui avaient un caractère d'urgence. D'ailleurs, c'est un vieil état de choses que le représentant d'Argenteuil (M. Saint-Jacques) signale. Cette méthode existe depuis de nombreuses années et était en usage avant 1896.

Cet état de choses existe depuis la Confédération et est de pratique courante. L'honorable député sait fort bien que, durant les deux ou trois mois de session annuelle, il est impossible même au gouvernement le plus prévoyant de connaître d'avance le détail complet des dépenses à faire durant l'exercice à venir. Il se présente après la période parlementaire des cas nombreux qui n'ont pas été prévus et qui ne sauraient être différés. Ils

obligent le gouvernement à recourir aux mandats spéciaux. Il est impossible de prévoir chaque dépense. Les urgences surgissent constamment et la situation est différente de celle de la Bretagne où le Parlement siège presque sans interruption, alors que la Législature de Québec est en session seulement quelques semaines. Les dépenses mentionnées sont absolument en ordre.

Le gouvernement donne le moins possible de mandats spéciaux. Le gouvernement n'émet des mandats spéciaux que lorsque les choses sont nécessaires. Les mandats spéciaux, dit mon honorable ami, ne doivent être émis qu'en cas de nécessité urgente. Mais tous les cas qu'il vient de nous citer sont de nécessité urgente. Prétendrait-il que la protection de la forêt n'est pas urgente? Dira-t-il que nous pouvons prévoir tous les incendies forestiers? Il en est de même pour l'agriculture et tous les autres faits qu'il mentionne. Les fins pour lesquelles les montants ont été dépensés ont dû être urgentes. Rien n'indique qu'elles ne l'étaient pas. Le nouveau pavillon des édifices du parlement a été payé à l'aide de revenus, par mandat spécial, parce que les parties impliquées ne pouvaient pas être gardées en attente, et le gouvernement se trouvait avoir en main l'argent nécessaire.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): J'approuve entièrement les paroles de mon honorable ami d'Argenteuil, dit-il. Il reproche au représentant de Compton (l'honorable M. Nicol) de ne faire que des suppositions et de n'avoir aucunement justifié l'urgence des mandats émis l'an dernier. Il ne démontre pas l'urgence de chacun des cas. Une réplique bien pauvre. Il répond tout aussi faiblement, soumettant à la Chambre que la seule vraie réponse à la charge du membre d'Argenteuil était de prouver qu'il y a eu urgence et nécessité pour chacune des dépenses.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je dois déclarer, puisque mon département est mis en cause, que les sommes dépensées pour les arpentages, la protection de la forêt et les autres branches du service forestier ont été nécessaires et urgentes et qu'il était absolument impossible de les prévoir. Les mandats spéciaux émis pour le département des Terres concernaient des dépenses de nécessité urgente. Les travaux d'arpentage, par exemple, sont absolument urgents. Il est de même impossible de prévenir tous les besoins ou service de la protection des forêts. Le coût de la protection des forêts, pour laquelle il y a un important item parmi

ces mandats spéciaux, n'a pas pu être prévu, étant donné la saison. Des hommes ont dû être déployés ça et là pour prévenir les coupes illégales de bois, chose qui ne pouvait être prévue comme étant susceptible de prendre place dans une section particulière. De même, le département de la Colonisation et des Mines m'a alors fait des demandes afin que les travaux d'arpentage soient faits immédiatement, ce qui n'a pas pu être prévu. L'an dernier, une épidémie de chenilles a imposé au département des dépenses considérables: \$150,000. Il n'était pas prévu que la forêt du district de Beauharnois, dans les Cantons de l'Est, allait être envahie par une armée de ces insectes venus des États-Unis.

Le gouvernement fédéral a fait appel à la province pour aider à repousser l'invasion, et la province a répondu. En référence à un item concernant des réparations au barrage de Kipawa³, il dit que cela a été aussi une urgence au sens de la loi et que l'argent a été repayé au gouvernement. Ce sont toutes des urgences imprévisibles, même si certaines ont été enclenchées avant que la Chambre se réunisse en session. Des demandes imprévues pour des arpentages ont également été faites à son département par le département de l'Agriculture et le département des Mines.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le représentant d'Argenteuil (M. Saint-Jacques) n'a aucunement droit de réfuter.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): La moitié seulement du budget alloué pour le département des Terres et Forêts est couvert par mandats spéciaux.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, 13.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bouchard, Caron, Charbonneau, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Grant, Hamel, Lafond, Lahaie, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Nicol, Perrault, Pilon, Sylvestre, Taschereau, Thériault, Thurber, Tourville, 33.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des édifices de la Législature et des départements: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour assurance des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille sept cent deux piastres soit ouvert à Sa Majesté pour taxe d'eau sur les édifices publics en général, cité de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations et entretien des écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à ce jour, à 2 h 30.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 19 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 2 h 55⁴.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses⁵:

Bonsecours Realty Co. Ltd.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quand la Bonsecours Realty Co. Ltd. a-t-elle été incorporée?

2. Quel est son capital?
3. Quels en sont les directeurs?
4. Où est le siège social de ladite compagnie?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. 28 janvier 1926.

2. \$50,000.
3. Auguste Mathieu, Raoul Raymond et Fernand Rainville sont désignés dans les lettres patentes comme directeurs provisoires.
4. Dans la cité de Montréal.

Charles Lancôt, employé du gouvernement

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): Combien M. Charles Lancôt a-t-il reçu du gouvernement (somme globale) en traitements, salaires, rémunérations, gratifications, dépenses de voyage, services et déboursés de cour, ou autrement, pour les divers emplois qu'il a occupés, depuis qu'il est au service du gouvernement jusqu'à date?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Lancôt est à l'emploi du gouvernement depuis 36 ans et tout ce qu'il a reçu apparaît aux *Comptes publics*.

Directeurs de Quinlan, Robertson & Janin Ltd.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Quels sont les directeurs de la Quinlan, Robertson & Janin Ltd.?

2. Quand cette compagnie a-t-elle été incorporée?

3. Quel est son capital?
4. Quel est son siège social?

5. MM. Quinlan, Robertson et Janin, de la Quinlan, Robertson & Janin Ltd., sont-ils les mêmes que MM. Hugh Quinlan, A. W. Robertson et Alban Janin, qui, d'après une réponse du gouvernement en date du 24 février 1926, sont directeurs de l'Amiesite Asphalt Ltd.?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Ignore.

2. 21 mars 1925
3. \$500,000.
4. Montréal.
5. Ignore.

Droits perçus en vertu de la loi des successions

M. Sauvé (Deux-Montagnes)⁶: Pourquoi, en 1923-1924 et dans le passé, le gouvernement a-t-il considéré qu'il était nécessaire de donner, dans l'état des droits perçus en vertu de la loi des successions qui est inséré dans les *Comptes publics*, le nom des successions atteintes par l'impôt et le montant payé par chacune, alors qu'il considère que ce n'est pas nécessaire pour 1924-1925?

L'honorable M. Nicol (Compton): L'information en détail n'était pas une question d'intérêt public, et, en l'omettant, les frais de typographie et les dépenses d'impression d'environ vingt pages dans les *Comptes publics* ont été épargnés.

Travaux à certains édifices gouvernementaux

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): 1. Quelle somme le gouvernement a-t-il jusqu'à ce jour payée en extras pour le nouvel édifice de la rue Sainte-Julie?

2. À qui ces extras ont-ils été payés?
3. Combien à chacun?
4. Mêmes questions pour l'aile du palais de justice de Québec.
5. Mêmes questions pour l'annexe du palais de justice de Montréal.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1, 2, 3, 4 et 5. Pas d'extras, car les travaux ont été faits en vertu de contrats basés sur des prix unitaires.

**Travaux au nouvel édifice de
la rue Sainte-Julie, à Québec**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels sont les travaux nécessaires au parachèvement du nouvel édifice de la rue Sainte-Julie, à Québec, qui n'avaient pas été prévus et pour lesquels le lieutenant-gouverneur en conseil a, par mandat spécial du 20 juin 1925, autorisé la dépense de \$193,802.24?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Menuiserie, peinture, plomberie, électricité, marbre et tuile.

**Contrats accordés à la Compagnie
Adélarde Deslauriers Ltée et à la
Compagnie de marbre et de
pierre à chaux de Québec**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Qui a soumissionné pour chacun des contrats qui ont été accordés par le gouvernement de la province: *a)* à la Compagnie Adélarde Deslauriers Ltée, *b)* à la Compagnie de marbre et de pierre à chaux de Québec?

2. Quel était le montant de chacune de ces soumissions?

3. À quelle date et à quelle heure le gouvernement a-t-il reçu chacune des soumissions: *a)* de la Compagnie Adélarde Deslauriers Ltée; *b)* de la Compagnie de marbre et de pierre à chaux de Québec?

4. À quelle date et à quelle heure chacune des autres soumissions correspondantes a-t-elle été reçue par le gouvernement?

5. Quel est le nom de celui qui a reçu chacune de ces soumissions?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): 1 et 2. Voir les *Journaux* de la Chambre du mercredi 17 février 1926.

3 et 4. À l'heure et à la date fixées pour la réception de telles soumissions.

5. Les soumissions ont été remises aux fonctionnaires du département.

Eugène Marquis

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): 1. Au cours des trois semaines qui ont précédé l'élection partielle de Bonaventure qui a eu lieu le 5 novembre 1924, M. Eugène Marquis, étudiant, employé au département du procureur général avec traitement de \$75 par mois, s'est-il absenté?

2. S'est-il absenté au cours des six semaines qui ont précédé l'élection fédérale du 29 octobre 1925?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. Oui.

**Congregation
Chevra Mishnaï Beth Jehuda**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que, vu que le bill 51 constituant en corporation Congregation Chevra Mishnaï Beth Jehuda a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires et additionnels, que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**Congregation
Shaare Tefilah**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que, vu que le bill 52 constituant en corporation Congregation Shaare Tefilah a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires et additionnels, que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Sons of Israel

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que, vu que le bill 54 constituant en corporation les Sons of Israel a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires et additionnels, que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**New Beth Jehuda
Synagogue**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que, vu que le bill 57 constituant en corporation New

Beth Jehuda Synagogue a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires et additionnels, que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Stanley Presbyterian Church

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Saint-Jacques), que, vu que le bill 95 constituant en corporation Stanley Presbyterian Church a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires et additionnels, que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Shaare Zion Congregation

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que, vu que le bill 68 constituant en corporation Shaare Zion Congregation a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires et additionnels, que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Chemin de la Côte-des-Neiges, à Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que, vu que le bill 79 concernant le chemin de la Côte-des-Neiges, à Montréal, a été rejeté, les droits ordinaires, que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Création d'un fonds éducationnel

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 155 pourvoyant à la création d'un fonds éducationnel à même les ressources naturelles de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose:

Attendu que la province possède dans ses forêts et ses chutes d'eau des ressources d'une grande richesse et qui prennent tous les jours un développement plus considérable;

Attendu que, pour faire face aux conditions nouvelles ainsi créées, il est nécessaire d'instruire la population de la province d'une manière plus complète pour former des jeunes gens instruits, des ingénieurs et des ouvriers qui, grâce à cette instruction, aideront à l'agrandissement économique de la province, feront mieux fructifier ses ressources naturelles et ses industries, retiendront la population et mettront mieux en valeur nos richesses nationales;

Attendu qu'à cet effet il est juste et de (sic) faire contribuer les richesses naturelles de la province à l'instruction des siens dans l'intérêt même de son développement industriel; et

Attendu que cet effort doit porter surtout sur l'enseignement primaire et universitaire et qu'il convient de lui venir en aide;

1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'imposer et de prélever un droit n'excédant pas 10 centins par corde de bois destinée à la fabrication de pulpe ou de papier, provenant des terres publiques de la province, et que ce droit, payable par le concessionnaire forestier, puisse être porté à 15 centins si le bois est manufacturé en dehors des limites de la province.

2. Qu'il soit également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'imposer et de prélever annuellement un droit n'excédant pas une demie de

un pour cent sur les recettes brutes (*gross income*) de toutes les personnes, compagnies ou corporations développant de l'énergie électrique à même les forces hydrauliques de cette province détenues en vertu de titres de la couronne, lorsque telle énergie servira à manufacturer les produits de la forêt.

3. Qu'il soit également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'imposer et de prélever un droit n'excédant pas 10 centins par cheval-vapeur développé et utilisé à même les forces hydrauliques détenues en vertu de titres de la couronne; ce droit étant exigible de toute personne, compagnie ou corporation qui les possédera et exploitera ou qui vendra l'énergie ou la lumière ainsi développée ou produite.

4. Qu'il soit également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'imposer et de prélever annuellement de toute compagnie d'utilité publique un droit de six centins par cheval-vapeur développé au moyen des forces hydrauliques mentionnées dans la résolution 2, et de un centin par mois, pour chaque consommateur de l'énergie électrique ainsi développée, payable par ladite compagnie.

5. Qu'aucune personne, compagnie ou corporation ne puisse être sujette à plus qu'un des droits imposés par les quatre résolutions précédentes.

6. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse édicter des règlements concernant le mode de perception et de paiement des droits ci-dessus ainsi que toutes autres dispositions qu'il jugera à propos pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

7. Que le produit des droits imposés en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions doive être payé au trésorier de la province et être versé exclusivement dans un fonds spécial appelé "fonds éducationnel", destiné entièrement à aider l'instruction publique en cette province.

8. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, au cas où une institution enseignante, en cette province, contracterait un emprunt ou émettrait des obligations, pour des fins éducationnelles, de s'engager à payer, en tout ou en partie, à même ce fonds éducationnel et pour la période de temps qu'il déterminera, tels intérêts ou telles annuités, qu'il jugera à propos, pour rencontrer les charges annuelles.

Les besoins de nos universités et de nos écoles élémentaires de la province augmentent sans cesse et rapidement. De justes demandes ont été faites au gouvernement. Nous voulons que l'exploitation de nos richesses naturelles serve à augmenter notre richesse intellectuelle. Elle pourrait

aider au progrès de la formation intellectuelle de notre population. Il était naturel que cela se fit. Il est légitime qu'il en soit ainsi et cela correspond d'ailleurs à l'intention du gouvernement. Par ce projet, nous demandons aux capitalistes qui ont des concessions forestières ou autres, aux gens qui font des fortunes dans l'industrie, dans l'exploitation de nos richesses du sol, les grandes compagnies et les autres qui, par le biais de concessions forestières ou hydroélectriques accordées par la couronne, ont pu faire fortune, de contribuer au développement de l'enseignement, à la cause de l'éducation et au développement intellectuel. Ceux qui ont de la fortune doivent en mettre une petite partie à la disposition de nos universités et de notre enseignement primaire, et à la disposition de ceux qui n'en ont pas mais qui n'en désirent pas moins atteindre la culture. Il ne s'agit d'aucun privilège attaqué, il n'y a aucune violation de droits ou de privilèges.

Je crois que cette nouvelle loi justifiera aux yeux des autres provinces que la province de Québec voie toutes ses classes de la société, et surtout celles qui ont de la fortune, contribuer avec plaisir à l'éducation, pour nous assurer le rang auquel nous avons droit. Elles doivent aider le gouvernement à garder la belle réputation de notre province dans la Confédération. La province a le droit de faire employer ses ressources naturelles pour aider la cause de l'éducation. Cela est justifié auprès des autres provinces du Canada comme une façon d'appuyer notre revendication que toutes les classes visent à coopérer afin d'assurer à cette province le rang qui lui est dû au sein de la Confédération, c'est-à-dire le premier. (Applaudissements)

M. Fortier (Beauce): Je suis heureux que le gouvernement vienne ainsi au secours de nos universités, mais je souhaite en même temps que l'on fasse la part plus large du nouveau fonds à l'école élémentaire des campagnes. Les besoins de l'école primaire sont encore plus grands, plus urgents, que ceux des universités. C'est elle qui a le plus besoin de secours. Elle sert à donner l'instruction à la masse du peuple. Il veut savoir si le revenu sera utilisé pour l'aide à l'éducation élémentaire et primaire dans les universités.

L'honorable M. David (Terrebonne): Aucune injustice ne sera commise. La loi est parfaitement explicite. Nous prévoyons employer une part de ce revenu pour garantir les intérêts et un fonds d'amortissement pour les prêts émis par certaines

universités ou d'autres corporations scolaires, selon le modèle adopté dans la loi sur l'assistance publique. Je veux ajouter que, quand on parle de la question des universités, notre passé nous montre qu'on oublie trop souvent que 80 %⁸ de leurs élèves sont des fils de cultivateurs qui, grâce à l'éducation qu'ils ont reçue par nos collèges classiques et nos universités, à Laval, à McGill et à Montréal, ont atteint les premiers rangs de la société et les plus hauts degrés de l'échelle sociale. Ce serait d'ailleurs une erreur de considérer les universités comme des institutions réservées à une seule classe, comme des écoles pour une classe privilégiée de la société. Les universités ne sauraient être considérées comme des institutions réservées à une seule classe, comme des écoles pour une classe privilégiée de la société. S'il est une classe dans cette province qui a reçu des services des universités, c'est bien la classe des cultivateurs. Il n'y a probablement pas une classe qui plus que la classe agricole ait profité des universités.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Qu'est-ce que les industriels qui seront taxés disent de cela?

L'honorable M. David (Terrebonne): Je crois qu'ils sont enchantés de faire leur devoir. Et, loin de faire quelque objection que ce soit, tous les industriels que j'ai pu consulter étaient entièrement disposés à payer la taxe.

M. Dufresne (Joliette): Je veux bien que l'on aide les universités, mais je crois que l'on devrait encourager davantage les écoles commerciales qui n'ont pas encore reçu l'aide à laquelle elles ont droit. Il veut que le gouvernement donne une partie des nouveaux revenus qu'il obtiendra pour aider aux écoles commerciales. Il demande que l'on vienne en aide aux écoles d'agriculture dans les villages.

L'honorable M. David (Terrebonne) se dit heureux de la remarque du député de Joliette. Je prends bonne note de la suggestion de l'honorable député de Joliette et j'espère qu'il nous la répètera et qu'il tiendra le même langage l'an prochain, lorsque nous étudierons les subsides à voter pour l'École des hautes études commerciales. Il espère que, l'an prochain, il sera en mesure de procurer l'aide que l'on demande.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande ce que l'on fera pour l'école du coin, l'école urbaine. Le secrétaire provincial a bien parlé des universités, qui servent surtout à la classe agricole, des écoles

rurales. Il demande si la loi va aider aussi à soulager le fardeau des commissions scolaires des villes. Il demande si à même le fonds éducationnel on sera en mesure d'aider les commissions scolaires des villes et de faire diminuer les taxes scolaires. Il voudrait qu'une partie du nouveau fonds soit employée pour aider les commissions scolaires dans les villes comme Montréal et Québec. Plusieurs commissions scolaires sont dans une position difficile, les citoyens des villes paient les taxes comme ceux des campagnes, ils ont droit à une égale considération de la part du gouvernement. Mais ne sont-ce pas les gens de la ville qui, selon la nouvelle loi, vont payer la taxe de 1 sou par mois et par consommateur d'électricité qui est imposée aux compagnies qui fournissent le gaz et l'électricité pour l'éclairage et le chauffage? Aux Trois-Rivières, on va porter la taxe scolaire de 80 cents à \$1. À Montréal, on veut faire la même chose. Ne pourrait-on pas à même cette taxe qui va être payée par les citadins dégager les commissions scolaires qui sont dans le besoin, permettre aux autres de progresser, d'ouvrir par exemple des écoles maternelles? Pourquoi taxer les villes au seul bénéfice de la population scolaire des campagnes? Le gouvernement se doit d'aider l'école du coin. Il se demande si le gouvernement ne devrait pas aider les commissions scolaires qui sont pauvres et qui sont dans le besoin. Le gouvernement devrait les aider à pourvoir aux besoins scolaires dans leurs territoires. Dans les villes, les écoles primaires ont autant besoin d'aide que celle du rang à la campagne. Il importe et il est urgent que l'on fasse quelque chose pour elles. Il me semble que le gouvernement ne devrait pas taxer les villes au bénéfice des écoles de campagne et des universités sans aider les commissions scolaires des villes qui ont besoin d'être aidées car elles assurent l'instruction aux enfants.

L'honorable M. David (Terrebonne): Notre projet a pour but d'aider ceux qui ont besoin d'aide. Lorsque nous aurons ce que nous rapportera le fonds nouveau, nous verrons aux détails de ce que nous aurons à faire. Nous pourrions peut-être garantir le fonds d'amortissement et les intérêts pour certaines constructions. C'est aux compagnies que la taxe s'applique et non aux consommateurs. Les compagnies productrices d'électricité seront taxées, mais, quant au montant que le consommateur aurait à payer, c'est en fin de compte une question à régler entre producteurs et consommateurs.

M. Fortier (Beauce) et M. Saint-Jacques (Argenteuil) demandent au représentant de

Terrebonne (l'honorable M. David) si la nouvelle loi spécifie le montant qui sera employé pour les écoles primaires et ils prient le gouvernement de songer en premier lieu à la petite école et de l'encourager tout spécialement.

M. Dufresne (Joliette): Quel est le revenu que le gouvernement espère tirer des taxes qu'il imposera à l'industrie pour les universités et les écoles primaires?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) désire savoir si le gouvernement a une idée des revenus qui pourraient découler de la nouvelle loi.

L'honorable M. David (Terrebonne): D'ici quelques années, le fonds augmentera graduellement et il sera possible de répondre à tous les besoins. Il est difficile de dire tout ce qui sera fait avant que l'on sache ce que ce fonds rapportera exactement. Il croit pouvoir compter actuellement sur une somme d'environ \$300,000 par année pour les deux prochaines années. Il ne voudrait en aucune façon que l'on prenne cela comme définitif. Le revenu augmentera à mesure que les industries taxées croîtront en importance. Il se dit satisfait que la nouvelle taxe fournira les sommes nécessaires pour les intérêts et le fonds d'amortissement sur tous les montants qui pourraient être raisonnablement requis pour les fins éducationnelles.

M. Fortier (Beauce) s'informe si la contribution destinée aux universités et aux écoles élémentaires est déterminée dans le bill. Il s'informe quant aux écoles élémentaires.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce seront les besoins des écoles primaires et des universités qui fixeront la part des unes et des autres. Les écoles primaires et élémentaires recevront suffisamment pour vivre et progresser. Les écoles élémentaires et les universités profiteront donc du fonds ainsi créé, et le but de la présente loi est aussi bien d'assurer un support aux écoles élémentaires que d'aider les universités à vivre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Les universités ont déjà été amplement assistées par la province, alors que la Commission des écoles catholiques de Montréal est venue faire des demandes insistantes devant la Législature, dernièrement, et le gouvernement a formé une commission pour étudier les besoins des écoles

catholiques à Montréal. Ne serait-il pas possible de taxer les compagnies de services d'utilité publique pour venir en aide aux écoles de Montréal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le discours du trône annonçait que cette taxe serait pour les universités et pour l'école primaire rurale. Il fait lecture du passage du discours du trône qui traite de la nouvelle loi et, poursuivant, mentionne que le gouvernement a compris depuis le début, et comprend toujours aujourd'hui, la nécessité de faire quelque chose pour aider et prêter assistance à l'enseignement universitaire et primaire. Si le député de Sainte-Marie croit obtenir, à même ce fonds, de l'aide pour les grandes villes comme Montréal et Québec, que quelque partie du revenu de la nouvelle taxe sera utilisée pour soulager les commissions scolaires, il se trompe, il est victime d'une fausse impression. Nous avons cru qu'il fallait aider largement et généreusement l'enseignement primaire dans nos campagnes et nos universités. Nous ne voulons pas aider les commissions scolaires dans les villes. La loi n'est pas faite pour les petites écoles des grandes villes comme Montréal ou Québec qui ont toutes les ressources nécessaires pour développer l'enseignement et pour entretenir les écoles.

Les cités et les villes les plus importantes ont les ressources pour fournir à leur commission les revenus nécessaires aux commissions. Ces villes ont tout ce qu'il leur faut, elles ont tous les moyens nécessaires pour grandir et toutes les ressources pour obtenir de la population les sommes d'argent nécessaires à leur fonctionnement. Elles n'ont pas besoin de compter sur ce fonds spécial qui sera exclusif aux universités et aux petites écoles des campagnes. Nous voulons aider l'école primaire et l'université. Il est possible que les subventions accordées aux différentes universités par le passé ne correspondaient pas exactement à ce qu'il leur fallait, mais néanmoins ce qui est aujourd'hui proposé est de garantir les intérêts et le fonds d'amortissement sur les prêts qu'elles pourraient contracter pour financer leurs opérations.

Le but de cette mesure, c'est d'aider avant tout la petite école primaire rurale. Ce que nous voulons, c'est que pas un seul enfant de la campagne ne manque de l'éducation qui puisse lui permettre de gagner sa vie. Que pas un seul enfant ne se trouve dépourvu d'éducation, dans un bâtiment salubre et dans lequel la lumière du soleil puisse entrer. Nous sommes prêts à faire tous les sacrifices pour aider l'éducation au bas et au haut de l'échelle, pour la petite école de la campagne. Pendant cette session, nous avons procuré des secours aux deux extrémités

de notre enseignement. Dans le passé, nous avons fait pour certaines maisons de haut enseignement, pour l'école élémentaire, pour l'université, pour les collèges classiques - ceux-ci semblent satisfaits actuellement - plus qu'elles n'attendaient de nous et peut-être plus que ne le permettaient nos ressources. Elles continuent à se développer et à faire honneur à notre province. Maintenant, nous voulons nourrir et fortifier notre enseignement universitaire et je crois que nous tenons le bon moyen. Nous voulons maintenant augmenter l'encouragement que nous donnions à l'école primaire afin d'assurer l'instruction première de notre population. Nous garderons notre place que si nous équipons comme il le faut nos jeunes gens. Nous voulons secourir nos universités car nous croyons que c'est le moyen d'équiper notre jeunesse. Le gouvernement les aidera afin que, comme Canadiens français, nous puissions garder notre rang dans la Confédération.

Nous voulons aider toutes les classes. Par exemple, tout récemment, nous sommes venus en aide aux écoles classifiées. Les universités se sont vues accorder de l'aide. Et, ne considérant pour le moment la question que d'un point de vue canadien-français, pouvons-nous nous permettre de ne pas donner à nos jeunes gens les moyens et les outils leur permettant de rivaliser avec les autres Canadiens? En Ontario, les universités se sont vues accorder plus d'aide de la part de leur gouvernement que ce ne fut le cas ici, et on sent maintenant que quelque chose de plus doit être fait afin que cette province ne prenne quelque retard.

Il se peut que le don pur et simple d'un million que nous avons donné à chaque université dans le passé ne soit pas suffisant et que ce ne soit pas ce qu'il fallait. Une souscription que l'on a faite a donné des résultats décevants. Le gouvernement va changer de façon. Nous n'en agirions pas ainsi aujourd'hui. Nous avons l'intention d'aider nos universités autrement. Il faut en particulier aider l'Université de Montréal qui a passé par des grands malheurs et de dures épreuves. Elle a des besoins évidents. Pour cela, nous avons voulu adopter un système qui aura, nous l'espérons, des résultats satisfaisants. L'Université de Montréal a besoin de se reconstruire et nous allons lui aider à se procurer les ressources dont elle a besoin comme nous aiderons les petites écoles rurales.

Actuellement, elle n'a même plus de toit pour ses élèves. Dans quelle mesure l'Université de Montréal sera-t-elle secourue? Je l'ignore encore, mais je sais que nous pourrions, de cette manière, lui garantir chaque année les fonds dont elle aura besoin

pour le fonds d'amortissement et les intérêts des améliorations qu'elle entreprendra. Nous voulons en faire une grande institution. On sait la gloire qui rejaillit sur l'université de Toronto. Grâce aux aides du gouvernement, elle a fait des découvertes comme la découverte Banting. Nous espérons égaler et surpasser même s'il est possible l'université de Toronto. Nous voulons que nos universités soient en mesure de rivaliser avec celles de l'Ontario, pour ne parler que de celles-là, et nous avons actuellement raison d'être quelque peu humiliés devant les sommes immenses que l'on dépense dans la province voisine pour les universités. Les universités ontariennes reçoivent plus que les nôtres. Il n'est que juste qu'on aide les nôtres.

Le gouvernement a cru de son devoir de venir en aide aux universités. Il a songé qu'il était juste de demander à ceux qui exploitent nos ressources naturelles de contribuer à cet encouragement. Pour atteindre son but et pour pourvoir à ces besoins multiples, le gouvernement a choisi de taxer l'exploitation des ressources naturelles. Quand la session sera finie, le gouvernement se propose de tenir une espèce de conférence des compagnies intéressées pour s'entendre sur la meilleure manière de créer ce fonds. Les compagnies qui les exploitent contribueront à un fonds spécial, avec l'entente que pas une seule d'entre elles ne sera sujette à plus de taxes que n'en comporte la loi. Car le gouvernement veut éviter qu'une compagnie soit taxée de deux façons pour le même fonds. Dans le bill actuel, aucune compagnie ne sera soumise à une double taxe. Ceux qui seront soumis à l'impôt s'y soumettront volontiers. Nos universités de Montréal et de Québec se développent et nous garantirons l'amortissement et l'intérêt des sommes qu'elles emprunteront pour poursuivre ce développement.

Le bill proposé offre quatre sources de revenus. Avec ces fonds, nous aurons les ressources nécessaires pour aider à l'Université de Montréal et à l'Université Laval, la plus ancienne du Canada, lorsqu'elles viendront frapper à notre porte. L'Université Laval sera aidée elle aussi si elle veut se développer. Laval aussi a besoin de s'agrandir. Nous lui procurerons les moyens qui lui permettront de s'outiller, de compléter tous les services d'enseignement et de ne se laisser surpasser par aucune. Elle a subi plusieurs revers et a tout juste présentement un toit au-dessus de la tête. Elle a frappé à la porte du gouvernement pendant plusieurs années et quelque chose doit être fait pour elle.

Il est certain que ces compagnies seront heureuses de contribuer à la cause de

l'enseignement. Les industriels ne s'en plaignent pas. J'ai rencontré et discuté avec des propriétaires de compagnies d'électricité et de pulpe et papiers et ces gens sont prêts à accepter la taxe proposée. Ces gens-là sont venus ici pour aider au développement de nos ressources naturelles et ils sont tout aussi prêts à nous aider dans le développement de nos richesses intellectuelles. Nous leur avons dit que nous irions les rencontrer, à la fin de cette session, pour discuter avec eux de ces questions autour de la table, et ils nous feront part alors de la meilleure façon d'arriver à une entente quant à l'imposition de cette taxation.

Ils sont disposés et même contents d'accepter cette mesure. J'ai consulté ceux d'entre eux qui sont plus particulièrement intéressés et ils ont tous convenus qu'il s'agissait d'une bonne chose. Ceux-ci, consultés, ont donné avec empressement leur consentement et le plus intéressé d'entre eux, qui n'est pas un des nôtres et n'est pas même de notre race, m'a déclaré: Votre projet va peut-être me coûter \$75,000 par année, mais je suis enchanté de faire ma part sur l'éducation dans la province. Je le ferai avec plaisir. Voilà le type de gens que nous sommes heureux d'avoir à nos côtés. Nous sommes fiers du système éducationnel progressif de notre province, nous souhaitons être sur le même pied d'égalité, sinon plus, que nos voisins de la province sœur de l'Ontario.

Nous donnons le droit au lieutenant gouverneur en conseil de s'entendre avec les compagnies qui exploitent nos richesses naturelles pour créer un fonds éducationnel. Si nous pouvons donner \$300,000 la première année à même le nouveau fonds à mon collègue le secrétaire provincial, les résultats seront excellents et la cause de l'éducation sera efficacement servie. Nous avons la conviction que cette somme augmentera chaque année. Nous assurerons à nos compatriotes et à notre province la première place en ce pays. Nous voulons que nos universités tiennent le premier rang dans la Confédération. (Applaudissements)

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je ne puis résister au désir d'exprimer ce que je ressens. Il félicite le gouvernement de sa nouvelle législation. Il est consolant, dit-il, de voir que l'on va employer une partie des revenus provenant de nos ressources naturelles au développement de l'éducation en notre province. Il est content qu'une aide sera accordée aux écoles primaires et aussi aux universités, mais il veut savoir selon quelle proportion le fonds leur sera divisé. J'ai dit au début de la session que j'espérais que le gouvernement trouve quelques moyens

d'assurer des revenus additionnels pour les fins éducationnelles et particulièrement pour la petite école de la campagne, afin de lui permettre de donner toute son efficacité. Je veux bien aider l'université, mais je crois que nous devons d'abord asseoir nos assises sur une bonne école élémentaire. Il croit que les universités doivent être bien traitées, mais que la base de l'éducation se trouve à l'école primaire et que cette base doit être favorisée.

Il espère que la plus grande part du nouveau revenu sera utilisée pour l'éducation primaire, bien qu'il ne souhaite pas priver de leurs droits les universités. Il est encourageant de voir que l'on va faire servir à cette cause l'exploitation de nos richesses naturelles. La province n'a peut-être pas fait dans le passé tout ce qu'elle aurait dû faire. Il lit dans ce sens un article de *La Patrie* sur ce sujet et ajoute qu'il espère que ce fonds mettra à la disposition du secrétaire de la province des sommes considérables, qui lui permettront d'aider toutes les écoles sans autre considération que de répondre aux besoins réels de ces institutions. Il approuve cette mesure du gouvernement. C'est une consolation pour ceux de l'opposition qui revendiquent depuis si longtemps en faveur de l'instruction publique.

Le problème de l'éducation est une cause sacrée et essentielle, et je la place au-dessus des mesquines questions politiques. Je sais l'honorable secrétaire provincial assez large. Il a l'âme haute pour placer la question au-dessus de toutes considérations de parti. Je sais que, lorsque nous irons frapper à sa porte, il se montrera généreux pour tout le monde et je suis le premier à souhaiter que ses revenus augmentent afin qu'il donne cours à sa générosité naturelle. Il appuie le projet.

L'honorable M. David (Terrebonne) désire la même chose. Je remercie mon honorable ami d'Argenteuil de ses bonnes paroles qu'il a prononcées à mon adresse. S'il regarde les statistiques, il verra que nous n'avons jamais confondu l'instruction publique avec la politique. C'est ce que nous nous efforcerons de faire dans l'avenir. Ce n'est pas mon intention de l'y faire pénétrer. C'est le devoir du gouvernement de se pencher vers la petite école et de demander à la richesse de la province les sacrifices que l'école exige.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Les universités de Toronto ont des cadeaux d'anciens élèves d'écoles commerciales qui ont fait fortune et donnent généreusement à nos universités. Il demande

encore au gouvernement d'aider les écoles commerciales et d'aider de quelque façon les commissions scolaires de villes. Dans Montréal, certaines écoles sont dans un état déplorable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): McGill a reçu des dons considérables.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je le sais. Je considère que le gouvernement se montre hostile aux écoles commerciales en ne leur donnant aucun encouragement. Si on aidait plus les écoles des villes, on assurerait à notre province une élite commerciale qui pourrait acquérir la fortune et aider nos universités comme cela se fait ailleurs. Il ne veut laisser personne sous l'impression qu'il s'est opposé à l'école rurale ou aux universités, mais il ne veut pas non plus que l'école urbaine soit négligée. Il n'est pas opposé au principe du bill mais à la répartition annoncée. Il croit également que le bill devrait spécifier la proportion du fonds qui devra aller aux universités et aux écoles primaires. C'est bien beau d'avoir une élite intellectuelle, dit-il, mais elle ne sert à rien si elle se retrouve à la tête d'une armée d'ignorants. Une attention supplémentaire devrait donc être accordée aux écoles primaires. Il souligne les besoins scolaires de Montréal où des milliers d'écoliers sont installés tant bien que mal dans des locaux de fortune. Le premier ministre a parlé des écoles salubres et bien éclairées du pays. Cependant, à Montréal, 15,000 écoliers se trouvent dans des bâtiments inadéquats.

M. Faucher (Québec-Centre): Je suis heureux d'apprendre que l'on fera une large part à la petite école rurale. Tout le monde veut aider les petites écoles. Et le gouvernement aura mon vote chaque fois qu'il proposera de les aider. Il reconnaît la nécessité de faire tout ce que nous pouvons pour la petite école, le dévouement de ceux qui se consacrent à l'enseignement supérieur dans nos villes et dans notre province. Il est heureux de voir que le gouvernement, par cette loi, se propose d'aider davantage nos universités dont il dit l'état précaire. On a parlé de mécènes. Il n'y en a pas dans notre province. Je suis professeur à l'université. Je sais ce qui se passe. Je sais que des professeurs qui donnent 100 cours par année ne gagnent pas pour cela de quoi payer le boulanger chez eux. Le gouvernement doit donc répondre au cri de détresse des universités. Je voterai donc avec plaisir pour le bill qu'on nous soumet et je croirai travailler dans l'intérêt de ma province.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) pose une question.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le gouvernement n'entend pas encourager les constructions scolaires extravagantes dans les campagnes. Au contraire, il essaiera de les empêcher. Est-ce que le fardeau des taxes, taxe foncière, de fabrication, de chemin, d'école, n'est pas l'une des principales causes de la désertion des campagnes?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le gouvernement ne donne-t-il pas lui-même l'exemple pour l'extravagance des constructions?

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant) Le député de Sainte-Marie aurait été de son temps, il y a 15 ans, avec une remarque comme celle-là.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. David (Terrebonne)⁹ propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 37 concernant les affaires municipales;
- bill 150 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement au Barreau de la province de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 129 constituant en corporation la Holy Trinity Greek Orthodox Congregation of Montreal;
- bill 130 concernant l'Église-Unie du Canada.

Holy Trinity Greek Orthodox Congregation of Montreal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 129 constituant en corporation la Holy Trinity Greek Orthodox Congregation of Montreal.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Église-Unie du Canada

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 concernant l'Église-Unie du Canada.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Assistance publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose:

Attendu que les besoins des divers hôpitaux et institutions de bienfaisance deviennent plus pressants et plus nombreux tous les jours;

Attendu que les ressources actuelles de l'assistance publique ont peine à suffire à ces besoins; et

Attendu qu'un grand nombre de requêtes ont été adressées au gouvernement, demandant d'augmenter ces revenus par des impôts additionnels, les signataires de ces requêtes se déclarent prêts à les payer volontiers;

1. Qu'il soit, par la loi qui accompagne les présentes résolutions, imposé un droit de cinq pour cent sur le coût de chaque repas d'un dollar et plus servi au public dans un hôtel ou un restaurant, dans les cités et les villes.

2. Que le coût du repas comprenne également celui des bières, vins et autres breuvages qui seront consommés pendant ce repas.

3. Que toute addition de repas doive contenir les mots "taxe d'hôpital" avec le montant de la taxe en regard; que le droit doive être payé par le consommateur qui payera l'addition, et que l'hôtelier ou le restaurateur agisse, en ce cas, comme l'agent de la province, et qu'il doive remettre cette taxe mensuellement, avec un état attesté sous serment de la recette au secrétaire de la province.

4. Que, lorsqu'il n'y aura qu'une seule addition pour plusieurs personnes, cette addition ne doive pas être divisée suivant le nombre de personnes.

5. Que le produit de cette taxe doive être versé entièrement au fonds de l'assistance publique.

L'honorable M. David (Terrebonne): Requête a été faite auprès du gouvernement afin de le prier de faire quelque chose d'additionnel pour les hôpitaux de la province. Les fonds de l'assistance publique ne sont plus suffisants pour satisfaire les demandes qui se font de plus en plus nombreuses de la part des institutions de charité, de la part des hôpitaux, tout spécialement de Montréal. Nous avons reçu de Montréal seulement des requêtes signées de milliers¹⁰ et de milliers de citoyens, au ministère, le priant de venir en aide aux hôpitaux. De plus, une campagne a été engagée dans la presse à cet effet. On a démontré que la situation actuelle de ces hôpitaux était insuffisante pour faire face à l'augmentation des malades. Les demandes d'octrois en vertu de l'assistance publique qui nous sont venues des villes sont si nombreuses que nous avons dû chercher de nouvelles sources de revenus pour l'entretien de nos institutions de charité. Nous avons reçu tellement de demandes des hôpitaux qu'il faut songer à augmenter les revenus de l'assistance publique. Nous avons reçu des requêtes de Montréal nous demandant d'aider les hôpitaux de la métropole, où la situation est particulièrement grave. La situation n'est pas satisfaisante, malgré que tous les lits soient

disponibles. Même si on doublait le nombre de lits, le problème de l'hospitalisation ne serait pas réglé à Montréal. Nous serions incapables de satisfaire à la demande. Nous ne pourrions encore accommoder tous les malades qui se présentent. Ce serait à peine suffisant pour loger tous les malades qui sont à Montréal et qui viennent de partout.

Où prendre nos revenus? Quand on lui a demandé de fournir une assistance aux hôpitaux, le gouvernement a étudié sérieusement la question; il a réalisé la nécessité de venir en aide aux hôpitaux. Nous avons considéré d'abord s'il n'y avait pas moyen d'augmenter la taxe sur les amusements, le Sou du pauvre, la taxe sur le théâtre, mais nous aurions ainsi frappé les moins fortunés, du pauvre monde, "le petit", "le modeste", qui aiment bien aller prendre leur part de distraction et qui paient déjà 10 %. Il n'a d'ailleurs pas été jugé nécessaire d'aller plus loin en ce sens. Il a donc finalement été décidé que la taxe serait portée sur tout repas dont le coût est de plus de un dollar, dans les restaurants et les hôtels. D'autres sources possibles de revenus ont également été considérées et étudiées, mais aucune d'elles ne s'est avérée satisfaisante.

Comme dans le cas de cette mesure, récemment adoptée, visant à créer un fonds spécial pour l'éducation. Le gouvernement a pensé qu'il était juste d'imposer une taxe sur les repas dans les restaurants. Nous avons demandé à celui qui a de l'aisance, qui est heureux, de donner un peu de bonheur à celui qui n'en a pas et de porter assistance à ceux qui sont dans les hôpitaux et incapables de payer pour leurs soins. Comme dans le cas des nouvelles sources de revenus pour l'éducation, nous avons donc jugé que celui qui prend un bon repas dans un restaurant ou dans un hôtel n'aura pas d'objection à payer une taxe de 5 % sur tout repas dont le prix dépassera 1 dollar et à venir en aide aux miséreux.

Nous démontrons ainsi que l'esprit de charité n'est pas mort dans cette province. Nous dépenserons les revenus de cette taxe au fonds de l'assistance publique et nous verrons à ce que les hôpitaux de Montréal, de Québec et des autres villes reçoivent des octrois généreux. Les revenus de cette taxe seront versés à tous nos hôpitaux par l'assistance publique, mais ils devront être appliqués entièrement aux institutions de la municipalité qui l'aura perçue et versée, institutions cependant reconnues d'assistance publique par le gouvernement. Après avoir cherché et observé, le gouvernement a pensé que c'était le meilleur moyen de mettre à la disposition des hôpitaux les ressources dont elles ont besoin.

M. Dufresne (Joliette): Est-ce que tous les hôpitaux bénéficieront de cette taxe? Auront-ils droit de recevoir des octrois à même ce nouveau revenu, même ceux qui ne se soumettent pas à la loi de l'assistance publique, ou seulement ceux qui se sont soumis à la loi?

L'honorable M. David (Terrebonne): Tous les hôpitaux qui sont sous le régime de l'assistance publique. Que le député de Joliette fasse le tour de la province. Il verra que bien peu d'institutions de charité et très peu d'hôpitaux ne bénéficient pas des largesses de l'assistance publique.

M. Dufresne (Joliette): Il y a l'hôpital de Joliette.

M. Plante (Beauharnois): Et puis l'hôpital de Valleyfield.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je ne dirai pas que je suis surpris d'apprendre la chose, mais je le regrette.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) dit qu'il n'est pas d'accord avec le bill de l'honorable M. David imposant une taxe modeste sur les repas des hôtels et des restaurants comme un moyen d'apporter une aide accrue aux hôpitaux de la province. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes en regard de la nouvelle taxe?

L'honorable M. David (Terrebonne): J'ai seulement reçu un appel téléphonique relativement à la nouvelle législation proposée et c'était de la part d'un citoyen bien en vue, très intéressé au problème, qui disait qu'il s'agissait là d'une excellente chose, mais que le gouvernement pourrait possiblement être un peu plus sévère et élargir la portée de la loi.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): La situation est des plus sérieuses dans les hôpitaux de langue anglaise de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et **L'honorable M. David (Terrebonne)** expliquent la source de cette agitation pour une aide additionnelle.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) ne s'oppose pas vraiment à ce que les hôpitaux reçoivent une aide, pas plus qu'il ne se plaint du traitement que ces hôpitaux réservent aux étrangers. Ce qui

l'inquiète, ce sont les effets de la taxe sur les hôtels et les restaurants, et ce qui est malheureux, c'est qu'il s'agit là de l'unique impression qu'il n'a pu communiquer. Sait-on que les hôpitaux, dans les villes, sont remplis d'étrangers? L'hôpital général devrait toucher sa large part du nouveau fonds. Si la situation hospitalière, pour ce qui regarde les hôpitaux anglais de Montréal, est sérieuse, il ne faut pas en accuser les protestants de langue anglaise, vu que seulement 50 % des patients à l'Hôpital général de Montréal sont des anglophones et que les autres sont des étrangers Canadiens français, Juifs et autres. On n'ira pas questionner son droit de s'opposer à la base de taxation ou de prétendre, si c'est ce qu'il croit, que les hôpitaux protestants de Montréal peuvent s'occuper d'eux-mêmes.

M. Thériault (L'Islet): Les Juifs n'ont pas à être classés comme des étrangers.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Si les hôpitaux anglais de Montréal ont besoin d'aide, ce n'est pas uniquement de leur faute, étant donné qu'ils sont aux prises avec des gens provenant de tous les coins de la province et de toutes nationalités. Prélever une taxe sur les grands hôtels, ce que cette taxe entend faire, reviendrait à taxer les étrangers qui se retrouvent en nos frontières.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ça devrait marcher proportionnellement, s'il y a autant d'étrangers dans les hôpitaux.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il n'y a pas d'étrangers dans les hôpitaux, il n'y a que des malades.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) fait remarquer que, si le gouvernement voulait donner plus d'argent aux hôpitaux, il devrait le faire à partir de cette source, puisque le montant recueilli l'année dernière n'a à peu près pas été dépensé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) explique à son attention que ce fonds varie selon les saisons de l'année et qu'il est nécessaire de maintenir une solide réserve pour des questions de précautions et aussi pour se permettre de parer aux urgences.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) fait observer que la taxe sera payée dans la plupart des cas, plus particulièrement durant la saison estivale, par les étrangers en visite dans la ville de Montréal.

Il considère qu'il n'est pas juste que l'on s'attende à ce que ces visiteurs contribuent à l'entretien des hôpitaux de Montréal.

L'honorable M. David (Terrebonne): Laissons les étrangers qui viennent dans cette province pour y trouver de l'amusement, et qui dépensent volontiers pour leurs amusements, faire leur part. C'est celui qui est prêt et disposé à dépenser son argent que nous voulons faire contribuer au fonds.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On avait suggéré de ne pas imposer cette taxe, il ne serait pas juste de prélever ailleurs que chez nous les fonds qu'il nous faut pour aider nos hôpitaux. La loi porte que le prix du repas doit comprendre également celui des vins, bières et autres breuvages qui sont consommés pendant le repas; lorsqu'il n'y a qu'une seule addition pour plusieurs personnes, cette addition ne doit pas être divisée suivant le nombre de personnes. L'addition doit contenir les mots "taxe hôpitaux", avec le montant de la taxe en regard. Ce droit doit être payé par le consommateur, et l'hôtelier agit en ce cas comme l'agent de la province. Il doit remettre cette taxe mensuellement, avec un état attesté sous serment de la recette au secrétaire provincial. Nous répondons, par ce projet, à une demande pressante. Quand nous avons répondu que les capitaux allaient manquer, on nous a répondu: Taxez! Taxez sans crainte! Nous ne pouvions exiger davantage des théâtres.

Nous avons eu recours aux repas d'hôtels. L'argument le plus solide est venu de la part des non-catholiques de Montréal, et il croit, après une étude de la situation, que la taxation sur les repas est juste, étant donné qu'on épargne celui qui achète un repas valant moins de un dollar. Cette taxe sur les restaurants existe déjà, est appliquée sur les factures d'hôtel, et ce qui est maintenant exigé, au nom des hôpitaux et des institutions bénévoles, est minime et l'on ne devrait pas s'y opposer. La taxe sur les repas va jusqu'à 20 % du coût du repas. La taxe que l'on propose ici n'est pas élevée. Nous avons l'intention de charger seulement 5 %. C'est à peine le quart du pourboire que les clients donnent généralement au garçon qui nous sert dans un restaurant ou dans un hôtel après le repas.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Seulement un cinquième.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami est peut-être moins généreux que nous le sommes. Le public ne s'en apercevra pas, et

cela procurera un soulagement considérable à la misère des pauvres. Le *Star* de Montréal a fait une grande campagne pour que nous aidions les hôpitaux. On nous a suggéré d'imposer une taxe de \$1 à toutes les automobiles étrangères. Nous avons cru que nos hôpitaux ne devaient pas être à la charge des étrangers. Nous faisons des réserves. La taxe ne s'appliquera pas aux restaurants et hôtels de campagne. La taxe ne s'applique que dans les cités et les villes. Elle est facultative dans les autres municipalités. Nous exemptons de la taxe aussi les repas pris en chemin de fer, à bord des wagons-buffets, en bateau.

M. Dufresne (Joliette): Pourquoi ne pas taxer les repas sur les chemins de fer?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous croyons que, lorsqu'une personne est en bateau ou en chemin de fer, elle n'a pas le choix pour manger. Elle est obligée de manger là. Le gouvernement considère qu'il en coûte déjà assez cher pour manger en chemin de fer. (Souriant) C'est pour cela que l'exception est accordée et aussi parce qu'en chemin de fer on n'a pas le choix de son restaurant ou de son hôtel. On doit nécessairement accepter le repas qui nous est offert et payer le prix demandé.

D'ailleurs, dans les villes, ceux qui ne voudront pas verser cinq sous pour les hôpitaux, ceux qui ne veulent pas payer la taxe n'auront qu'à manger pour 95 centins, qu'à manger moins. (Rires) Dans une ville, quelqu'un qui veut éviter la taxe pourra toujours le faire. Peut-être s'en portera-t-il mieux et alors ce sera un bon moyen de ne pas aller souvent à l'hôpital, et nous aurons encore aidé les hôpitaux de cette façon-là.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est une mesure hygiénique en même temps que charitable.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Les compagnies de chemins de fer, au prix qu'elles demandent pour les repas, ne pourraient pas elles-mêmes acquitter la taxe? Je pense que les compagnies de chemins de fer pourraient le faire sans vider leurs poches. Il me semble que c'est injuste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ceux qui voudront payer la taxe en chemin de fer ou en bateau pourront le faire.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Pourquoi ne pas puiser dans le fonds d'assistance publique les fonds additionnels requis pour les hôpitaux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est exactement ce que nous avons l'intention de faire par le biais de la nouvelle loi. Tout le fonds ainsi perçu ira aux hôpitaux, où les besoins augmentent sans cesse. Les hôpitaux frappent tous à la porte du gouvernement et ils le méritent tous. Pour ne citer qu'un cas, je nomme l'hôpital Notre-Dame qui est une admirable institution et qui ne suffit pas encore à la tâche.

L'ancienne place sur la rue Notre-Dame est devenue complètement inadéquate, et avec l'aide du gouvernement on y trouve maintenant un hôpital modèle, véritable honneur pour Montréal et pour la province, et j'espère qu'il lui sera possible sous la nouvelle loi de se développer encore plus. À ce propos, les coûts d'opération d'un hôpital catholique sont plus bas que ceux d'une institution protestante, compte tenu des services des ordres religieux dans les institutions catholiques. Cela réduit les dépenses des infirmières et du personnel. Le gouvernement serait prêt à aider à cet hôpital avec les revenus qu'il retirera de cette taxe. Il espère qu'avec l'aide que cette loi permettra de lui donner l'hôpital Notre-Dame de Montréal, qui fait tant de bien à tous les points de vue, pourra s'agrandir davantage, rendre encore de plus précieux services et continuer à prospérer. Encore une fois, je crois que cette mesure fera honneur à notre province. (Applaudissements)

L'honorable M. David (Terrebonne) espère que la présente mesure s'occupera des problèmes des hôpitaux, sinon il reviendra au gouvernement de pousser encore plus loin la question.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges)¹¹ réitère son opposition.

Les résolutions sont adoptées sur division.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 21 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Dépôt de documents:**Automobiles à la
disposition des agronomes**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 9 mars 1926, pour production d'un état indiquant: 1. Quel est le nombre d'automobiles que les agronomes ont eues à leur disposition: *a)* en 1922; *b)* en 1923; *c)* en 1924; *d)* en 1925; 2. Quel prix a été payé pour chacune de ces automobiles; 3. De quelles maisons ont-elles été achetées; 4. Combien ont coûté l'entretien et la réparation de chacune de ces automobiles: *a)* en 1922; *b)* en 1923; *c)* en 1924; *d)* en 1925. (Document de la session no 61)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 35.

NOTES

1. Dans *Le Canada*, on dit que la séance débute à 3 heures.

2. Dans *L'Action catholique*, on parle d'une industrie locale.

3. Dans *The Gazette*, on parle de Kenogami, mais il s'agit de Kipawa.

4. Dans *La Patrie*, on dit que la séance débute à 2 h 30. Dans *Le Canada*, on dit que le député d'Argenteuil dirigeait le travail de la gauche. L'honorable M. Taschereau a informé la Chambre que la prorogation aura lieu mercredi prochain. Les deux chefs se sont entendus pour finir au milieu de la semaine et, sauf des événements imprévus, la clôture aura lieu le 24 mars.

5. Dans *L'Événement*, on note qu'il y a 25 ou 30 députés à leur siège et que l'assistance augmente un peu à 3 heures. Le député de Matane, le Dr J.-A. Bergeron, a une boutonnière fleurie. Il célèbre ses 46 ans.

6. Dans *The Chronicle Telegraph*, on rapporte que M. Sauvé, le chef de l'opposition, était absent et qu'il fut remplacé par M. Gault. Nous croyons que M. Sauvé était absent seulement dans l'après-midi puisqu'il a participé aux débats dans l'avant-midi.

7. Dans *L'Action catholique*, on emploie le mot "ressources".

8. Dans *Le Canada*, on met 90 %.

9. Le procès-verbal de la séance du 19 mars 1926 fait état que M David a d'abord présenté le bill 155 en première lecture, soit immédiatement avant la seconde lecture. Il s'agit d'une erreur puisque ledit projet de loi a bel et bien été présenté le 1^{er} mars 1926. C'est d'ailleurs ce qui est indiqué sur la copie officielle du projet de loi.

10. Dans *The Chronicle Telegraph*, on parle de centaines de noms.

11. Dans *The Chronicle Telegraph*, on rapporte que M. Gault a prononcé ces paroles quand tous les membres étaient prêts à adopter la mesure.

Première séance du lundi 22 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur¹

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!²

Questions et réponses:

Personnes ayant contrevenu
à la loi de liqueurs

M. Dufresne (Joliette): Quels sont les noms et adresses des personnes qui, ayant été depuis le 1^{er} janvier 1924 condamnées pour contravention à la loi des liqueurs, n'ont pas entièrement satisfait aux condamnations prononcées contre elles?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement ne croit pas devoir répondre à cette question pour la même raison que celle qu'il a donnée récemment en réponse à une question à peu près semblable.

Revenus provenant des poursuites
faites par la Commission des liqueurs

M. Dufresne (Joliette): 1. Quel est le revenu global provenant des poursuites faites par la Commission des liqueurs de Québec: a) en 1924; b) en 1925?

2. Quel a été le revenu pour chaque district: a) en 1924; b) en 1925?

L'honorable M. Nicol (Compton):

1. a) 1924, \$137,859.25; b) 1925, \$212,354.14

2.

	1924	1925
Abitibi	\$ 55.99	\$ 3,025.04
Arthabaska	507.70	1,176.69
Beauce.....	4,031.54	6,681.57
Beauharnois.....	3,594.80	5,091.24
Bedford	3,092.64	1,226.75
Bonaventure .....	.....	24.15
Charlevoix.....	5.84	.....
Chicoutimi.....	9,156.48	2,314.43
Gaspé-Est	50.00	21.96
Hull	7,126.18	3,734.19
Iberville.....	4,609.09	587.54

Joliette.....	2,420.24	2,131.31
Labelle N. et S.	3,803.03	3,887.91
La Tuque.....	10.00	61.75
Lac-Saint-Jean	707.75	1,015.43
Kamouraska	1.29	214.11
Matane	1,160.00	25,053.95
Montcalm.....	.....	4.44
Montmagny.....	405.59	1,567.49
Montréal.....	59,431.32	95,429.05
Nicolet	1.64	69.20
Pontiac, Est et Ouest....	2,867.81	989.63
Québec	12,641.80	18,598.92
Richelieu.....	5,182.12	324.12
Rimouski.....	1,500.00	832.14
Saguenay.....	35.00	1,255.00
Saint-François.....	5,929.93	6,965.37
Saint-Hyacinthe	4,367.72	3,196.06
Témiscouata.....	2,773.01	18,279.52
Terrebonne.....	720.62	2,246.90
Trois-Rivières	1,668.12	6,348.28

Articles-réclames publiés
par la Commission des liqueurs

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier):

Combien a coûté la série des articles-réclames que la Commission des liqueurs a publiés dans les journaux pendant l'été de 1925 et qui avaient pour titres respectifs: "Après 4 ans d'opération de la loi des liqueurs", "La modération dans la vente des liqueurs", "La Commission garantit la qualité de ses produits", "Le bilan moral de la province de Québec", "Respect aux traditions des pays producteurs", "Quel est le plus gros contribuable du Canada?"

L'honorable M. Nicol (Compton): \$10,733.62.

Lots de colonisation dans les rangs
10 et 11 du canton McNider

M. Langlais (Témiscouata): 1. Quels sont les lots de colonisation actuellement concédés sur les rangs 10 et 11 du canton de McNider à partir du lot 22 jusqu'au lot 50?

2. Quels sont les noms des concessionnaires actuels?

3. Le département a-t-il un rapport sur les travaux de défrichement qui ont été faits dans chaque cas?

4. Quel est le montant dépensé par le ministère de la Colonisation pour l'ouverture des chemins sur lesdits rangs?

5. Combien y a-t-il de lots dont les billets de location ont été annulés sur lesdits rangs?

6. Depuis cette annulation, y a-t-il eu du bois de coupe sur lesdits lots?

7. Dans l'affirmative, par qui?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1 et 2. Rang 10, le 22 a été vendu partie à Joseph Soucy et partie à Uldéric Soucy; le 23 a été patenté à Joseph Sénéchal; le 24 a été vendu à Louis Ouellette; le 25 à Antoine Sénéchal; le 26 à Achille Moreau fils; les lots 27 à 31 ont été patentés à Alexandre Cyr, Pamphile Gagnon, Napoléon Bérubé, Léon Otis; les lots 32, 33 et 34 ont été vendus à Louis Bérubé, Joseph et Alexandre Lavoie; le 35 a été patenté à Louis Saucier fils; le 36 et 1/2 ouest du 37 ont été vendus à Émile Bernier; les 39 et 40 ont été vendus à Arsène Leblond et à Alphonse Bérubé; le 41 a été patenté à Joseph Fournier; les 43, 44, 45, 46, 47 ont été vendus à Israël Michaud, Moïse Michaud, Émile Carbonneau, Pierre Allaire et Alfred Otis; le 48 a été vendu partie à Thomas Paradis et partie à Joseph Allaire; les 49, 50 et 51 ont été vendus à Joseph Allaire, Adélar Gendreau et Louis Vaillancourt.

Rang 11. Les lots 22 à 26 ont été vendus à Alexandre Marin sr, Thomas Fortin, Achille Charette, Georges McKell, J.-P. Charette; le lot 27 a été vendu pour une partie à Alphonse Turcotte et pour l'autre à Antoine Durette; les 28 et 29 ont été patentés aux représentants légaux de Zénon Bellavance et d'Ambroise Bellavance, et les lots 33 et 34 aux représentants légaux d'Élisée Théberge et d'Émile Caron.

3. Oui, sauf quant aux lots patentés.

4. La compilation des rapports depuis 1910 et 1911 donne un total de \$9,708.

5. 23½.

6. Oui, pour ceux dont la vente a été révoquée avant l'adoption de la loi 11 George V, chapitre 33, alors que les lots révoqués retombaient dans les limites affermées pour la coupe du bois.

7. La licenciée, la Compagnie Dufour ltée.

Éclairage de maisons à l'électricité

M. Crépeau (Sherbrooke): Quel était le nombre moyen d'abonnés des usines électriques dans la province pour l'éclairage des maisons par 100 habitants: a) en 1924; b) en 1925?

L'honorable M. David (Terrebonne): a) et b) Les renseignements les plus récents à ce sujet sont publiés dans l'*Annuaire statistique* de 1925, page 411, et proviennent du Bureau fédéral de la statistique, à Ottawa.

Force motrice électrique

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Quelle était dans la province, au 1^{er} février 1926, la force motrice électrique utilisable en 24 heures à 80 % du débit, en chevaux-vapeur: a) au minimum habituel du débit; b) au maximum habituel du débit pendant 6 mois?

2. Combien représentait, au 1^{er} février 1926, en chevaux-vapeur, la force motrice des turbines installées?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1 et 2. Les renseignements les plus récents à ce sujet sont publiés dans l'*Annuaire statistique* de 1925, page 409, et proviennent du Dominion Water Power Branch, Ottawa.

Production électrique

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Quel a été le total de l'énergie électrique produite par toutes usines de la province: a) en 1924; b) en 1925?

2. Même question pour les usines commerciales.

3. Même question pour les usines municipales.

4. Même question pour les usines hydrauliques.

5. Même question pour les usines à combustible.

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. a) 3,714,805,000 kWh; b) pas encore publié.

2. ...³

3. Pas encore publié.

4. 3,713,704,000 kWh.

5. 1,101,000 kWh.

Ces renseignements sont puisés dans les publications du Bureau fédéral de la statistique et ne sont que préliminaires.

Usines productrices d'électricité

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Quel était le nombre total des usines électriques de la province: a) en 1924; b) en 1925?

2. Quel en était le total du personnel occupé?

3. Quel était le nombre d'abonnés?
4. Quelles ont été les recettes produites par l'électricité vendue?
5. Quelles ont été les dépenses?
6. Quel est le total des capitaux engagés?
7. Quelle était la longueur en milles de lignes sur poteaux?
8. Mêmes questions pour les usines électriques commerciales.
9. Mêmes questions pour les usines électriques municipales.
10. Mêmes questions pour les usines électriques non productrices.
11. Mêmes questions pour les usines électriques productrices.

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. *a)* 102; *b)* pas encore publié.
 2. 2,833 employés.
 3. 321,494.
 4. \$25,490,596.
 5. Pas encore publié.
 6. 162,812,514.
 7. 5,433 milles.
 8. Pas encore publié.
 9. Pas encore publié.
 10. Pas encore publié.
 11. Pas encore publié.

Ces renseignements sont puisés dans les publications du Bureau fédéral de la statistique et ne sont que préliminaires.

Subventions pour construction de silos

M. Renaud (Laval): Quelle somme a été dépensée par le gouvernement en subventions pour construction de silos, du 1^{er} juillet 1925 au 31 décembre 1925?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): \$50.

Coût de la pépinière et du garage de Deschambault

M. Dufresne (Joliette): Combien ont coûté à la province; *a)* la pépinière de Deschambault, *b)* le garage de Deschambault pendant les six premiers mois de l'exercice en cours?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): *a)* \$23,998.55; *b)* \$7,649.86.

Montants dépensés à des fins agricoles

M. Lortie (Soulanges): Quelle somme a été dépensée pour fins agricoles dans la province de Québec, dans les six premiers mois de l'exercice en cours?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): \$900,458.31.

Montants dépensés dans divers secteurs de l'agriculture

M. Renaud (Laval): 1. Pendant les six premiers mois de l'exercice en cours, combien le gouvernement a-t-il dépensé: *a)* pour les fermes de démonstration; *b)* pour champs de démonstration de toutes sortes; *c)* pour vergers de démonstration?

2. Combien pour l'industrie des conserves alimentaires?

3. Combien pour automobiles, accessoires et réparations pour le service des agronomes?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
 1. *a)* \$19,557.62; *b)* 2,013.56; *c)* 136.96.
 2. \$6,833.32.
 3. \$6,496.63.

Montant versé à des journaux à des fins publicitaires

M. Lortie (Soulanges): 1. Des argents octroyés pour fins agricoles, quelle somme a été dépensée: *a)* en annonces, publicité, impression et reliure; *b)* en papeterie pour les premiers six mois de l'exercice en cours?

2. De cette somme, qu'ont retiré ou doivent retirer: *a)* *Le Bulletin de la ferme*; *b)* La Compagnie de publication de Lévis; *c)* L'Abeille enr.; *d)* La Compagnie de publication du Canada ltée; *e)* L'Éclaireur ltée; *f)* Le Soleil ltée?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
 1. *a)* \$25,279.38; *b)* \$1,900.92.

2. *a)* Les montants payés sont les suivants: *Le Bulletin de la ferme*, \$3,108.46; *b)* La Compagnie de publication de Lévis, \$77.57; *c)* L'Abeille enr., \$251.79; *d)* La Compagnie de publication du Canada ltée, \$9,407.17; *e)* L'Éclaireur ltée, \$50.31; *f)* Le Soleil ltée, \$358.41.

Parc national des Laurentides

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quels ont été les revenus du parc national des Laurentides, en droits de chasse et de pêche, durant l'année 1924-1925?

2. Quel a été le nombre de permis émis et combien de personnes en ont profité?

3. Quelles ont été les dépenses d'entretien et de surveillance durant ce temps?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Les revenus provenant de droits de chasse et de pêche ont rapporté la somme de \$3,110.50.

2. 77 permis au profit de 337 personnes.

3. \$12,445.22.

Abrogation de la loi de tempérance du Canada dans Brome

M. Smart (Westmount): 1. Le gouvernement a-t-il reçu une requête des habitants du comté de Brome, protestant contre toute tentative faite pour abroger, dans ce comté, la loi de tempérance du Canada, et demandant au gouvernement de la province de Québec de voir à ce que la loi prohibant la vente des liqueurs alcooliques dans la province soit observée?

2. Dans l'affirmative, quelle attitude le gouvernement entend-il prendre au sujet de cette question?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Oui, mais la loi de tempérance du Canada et son application relèvent du gouvernement fédéral.

2. Le gouvernement de la province fait tous ses efforts pour faire respecter la loi des liqueurs de Québec, mais celle-ci n'est pas en vigueur dans le comté de Brome.

North River Insurance Company, assureur de la Commission de liqueurs

M. Smart (Westmount): 1. La North River Insurance Company dans laquelle la Commission des liqueurs de Québec a placé pour \$1,000,000 d'assurance l'année dernière, comme le fait voir la réponse à une question donnée par l'honorable trésorier de la province le 10 février, possède-t-elle une licence pour faire affaire en Canada, généralement, ou en particulier dans la province de Québec?

2. La Commission des liqueurs de Québec a-t-elle payé quelque taxe, sur cette assurance, tel que l'exige la loi spéciale des revenus de guerre, 1915?

3. Le gouvernement va-t-il se charger de voir à ce que la Commission des liqueurs ne renouvelle pas la police avec la North River Insurance Company, ou placer toute nouvelle assurance en dehors du Canada?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. Oui.

2. Non.

3. Question à régler par la Commission des liqueurs de Québec.

M. Raymond, avocat

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): L'avocat M. Raymond, à qui le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a payé \$4,685.04 de frais judiciaires, ainsi qu'il appert à la page 431 des *Comptes publics* de 1924-1925, faisait-il partie de la société Perrault et Raymond, à qui le gouvernement a payé un mémoire de frais de \$7,438.15, ainsi que le mentionnent les mêmes *Comptes publics*, à la page 447?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. M. Raymond fait partie de l'étude de Perrault et Raymond, avocats, de Montréal.

Hôpital homéopathique de Montréal

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. Saint-Jacques), que, vu que le bill 101 modifiant la charte de l'Hôpital homéopathique de Montréal a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Moniales Dominicaines contemplatives de Berthierville

M. Sylvestre (Berthier) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Bernard), que, vu que le bill 111 constituant en corporation les Moniales Dominicaines contemplatives de Berthierville a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Fusion de sociétés Saint-Jean-Baptiste à Québec

M. Thériault (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que, vu que le bill 86 relatif à la fusion de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec et de la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Sauveur de Québec a pour objet de favoriser une œuvre patriotique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Demandes de documents:

Contributions aux écoles de réforme et d'industrie

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Duranleau), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant quelle somme chaque cité, ville ou comté a-t-il payée pendant le dernier exercice comme contributions aux écoles de réforme ou d'industrie et quelle somme chaque cité, ville ou comté devait-il encore, le 1^{er} juillet 1925?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On m'informe que ça prendra trois mois pour préparer la réponse à cette interpellation. Je proposerai à mon honorable ami de convertir sa motion en question pour ordonner la production de ces documents.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Très bien.

La proposition est adoptée.

Assistance publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁴:

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Toute municipalité de cité ou de ville de la province est autorisée à imposer et à percevoir en addition à toute taxe qu'elle a droit d'imposer, une taxe additionnelle pour venir en aide aux hôpitaux et institutions de bienfaisance qui y sont établis. Le produit de cette taxe est versé au service de l'assistance publique de Québec, mais doit être appliqué entièrement aux institutions de la municipalité qui l'a perçu et versé, reconnues d'assistance publique par le gouvernement."

M. Duranleau (Montréal-Laurier) fait une suggestion qui n'est pas acceptée par le ministère. Il souligne un fait au sujet de la taxe additionnelle que la loi permet aux municipalités de cité et de ville d'imposer. Il suggère que pleine liberté soit laissée aux municipalités d'agir en cette matière. Chacune doit connaître, bien mieux que le gouvernement, quels sont les besoins de ses hôpitaux et de ses institutions de charité; quelles sont aussi les taxes qu'il convient d'imposer. Est-il tant nécessaire d'étatiser davantage les taxes provenant du Sou du pauvre dans les municipalités? Pourquoi le gouvernement ne permet-il pas aux municipalités de disposer elles-mêmes de ces taxes pour leurs institutions de charité? Ce sont les municipalités qui sont le plus en mesure de voir à distribuer ces fonds qu'elles percevraient parmi les hôpitaux et les institutions d'assistance qui sont situées dans leurs limites. Les municipalités elles-mêmes sont celles qui connaissent le mieux les besoins de leurs institutions et elles devraient pouvoir percevoir la taxe et en distribuer les recettes. L'État essaie vraiment de tout décider. La seule juridiction des municipalités sera d'imposer des taxes; le gouvernement se réserve le droit de distribuer les revenus de ces taxes.

L'honorable M. David (Terrebonne): De nombreuses demandes nous ont été faites pour que nous augmentions les secours à nos hôpitaux. L'on avait demandé de créer un fonds spécial. Ce fonds de l'assistance publique a été créé à la demande même des villes intéressées. Rien n'est changé à la loi et le gouvernement n'étatise rien. Le gouvernement ne change rien dans le mode de perception. Pour cela, nous avons institué la taxe à 5 % sur les repas d'hôtel. Maintenant, nous permettons aux municipalités de prélever une taxe additionnelle qu'elles jugeront à

propos pour aider leurs hôpitaux. La taxe sera versée au fonds de l'assistance publique. L'assistance publique est prête à administrer ces fonds et à les distribuer à qui de droit. Aucune municipalité ne sera privée des sommes qu'elle aura perçues par sa taxe additionnelle. Les fonds perçus dans chaque municipalité seront employés pour les institutions des municipalités où ils auront été perçus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne m'oppose pas à ce que nos institutions de charité reçoivent toute l'assistance dont elles ont besoin. C'est très bien de venir en aide aux hôpitaux, mais il n'en est pas moins vrai que, malgré nos protestations, le gouvernement continue à taxer. Je le vois, il ne perd aucune occasion d'imposer de nouvelles taxes à la population. Je trouve étrange que le gouvernement, qui prétend avoir des surplus, ne puisse accorder cette assistance sans taxer et surtaxer. Le gouvernement ne fait pas que simplement suivre sa politique d'imposition habituelle, il va plus loin et impose le maximum de taxes. Il en est maintenant rendu à décider d'imposer une taxe sur la nourriture. C'est le cas de dire qu'il est de tous les plats et de toutes les sauces. (Rires à droite.) Si le gouvernement pratiquait l'économie dans son administration, il ne serait pas obligé de taxer autant. Il y a des cas d'administration qui lui ont coûté si cher que le gouvernement ne peut se justifier quand on lui en demande compte. S'il faisait moins de dépenses superflues dans les autres services, il ne serait pas obligé de recourir à l'impôt chaque fois que des secours nécessaires lui sont demandés.

Une telle taxe ne serait pas nécessaire si les dépenses du gouvernement n'étaient pas si extravagantes, on aurait peut-être de l'argent. Le gouvernement a dépensé des centaines de milliers de dollars, des millions même, dans la construction de magnifiques édifices publics qui n'étaient absolument pas indispensables et qui auraient très bien pu être construits bien des années plus tard. Il l'a fait pour aider ses favoris et ses amis, et pour permettre à certains entrepreneurs de faire fortune grâce à ces contrats. Même s'il accumule taxes sur taxes, le gouvernement doit admettre qu'il n'a pas l'argent pour combler les besoins urgents et qu'il doit donc trouver de nouvelles sources de revenus d'année en année. Il faut aider les hôpitaux, mais il faudrait le faire en puisant dans des surplus.

Il reproche au gouvernement de dépenser de toutes façons et ensuite d'être obligé de taxer et de surtaxer pour répondre aux demandes de secours qui lui sont faites. Que fait-on des surplus? demande-t-il.

La mise en scène du premier ministre avec ses requêtes sur papier ne peut changer le point. Ce qui serait le plus important de savoir, ce serait ce qu'a répondu le gouvernement aux autorités des hôpitaux quand elles lui ont fait leur première présentation. Il est vrai qu'on nous dit que l'on ne taxe que les riches. Quant au but, je ne puis que l'approuver, car nous devons aider nos hôpitaux. Je ne suis pas opposé au bill, mais je constate qu'on aurait pu éviter cela en économisant davantage dans le passé. Il affirme être tout à fait disposé à faire tout ce qui est possible pour venir en aide aux hôpitaux, mais il souhaite faire remarquer au gouvernement que, s'il avait été plus économe par le passé, il n'aurait pas à créer une loi qui prévoirait une taxe supplémentaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous sommes bien à l'aise et le gouvernement s'est d'ailleurs décidé à imposer cette taxe, si on peut l'appeler une taxe, car ce sont les citoyens de Montréal qui nous ont demandé de l'imposer⁵. Cette loi est présentée devant la Chambre à la demande spéciale des habitants de Montréal. À Montréal, ceux qui se soucient particulièrement du bien des hôpitaux ont fait appel à lui et ils lui ont expliqué à quel point les conditions des hôpitaux de la métropole sont inadéquates. Il appuie sa demande en soulignant que cette requête est venue des gens de Montréal en particulier. On nous a demandé de venir au secours des hôpitaux et surtout des hôpitaux de Montréal, dit-il, et l'on nous a demandé pour cela d'imposer une taxe sur des objets de luxe ou de demi-luxe. Nous donnons 15 fois plus qu'autrefois aux hôpitaux de la métropole, mais les besoins augmentent en de telles proportions que des milliers de personnes nous ont représenté qu'il fallait aller plus loin. Il y a quelques mois, nous avons rencontré les autorités de l'Hôpital de Montréal, du Royal Victoria Hospital, du Montreal General Hospital et surtout de l'hôpital Notre-Dame. Ils nous ont informés que les ressources que nous leur accordions étaient insuffisantes et ne couvraient pas plus de la moitié de la somme dont ils avaient besoin. L'on nous a représenté que l'assistance publique devait fournir quatre ou cinq fois davantage.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'est-ce que c'est que ça?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voilà les requêtes que nous avons reçues de la population de Montréal nous demandant d'imposer cette taxe spécialement en faveur des hôpitaux. Le

gouvernement ne tenait pas plus que cela à imposer cette nouvelle taxe. C'est de Montréal que la demande est venue. Et la demande était faite non pas par les hôpitaux intéressés, mais par des citoyens.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien y a-t-il de signatures là-dedans?

M. Plante (Beauharnois): Par combien de noms sont signées ces requêtes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) indique un morceau de papier qui encombre son bureau. J'ai ici, m'a-t-on dit, environ 100,000 signatures apposées sur des requêtes envoyées au gouvernement et appartenant à des citoyens de la ville et de la région de Montréal, nous priant expressément de prélever sur le luxe ou sur le demi-luxe le montant de taxes nécessaire pour subvenir aux demandes des hôpitaux de la métropole. C'est sur la demande de la population de Montréal, qui nous a priés de taxer le luxe et le demi-luxe. Le reste, c'est une pétition de ce qui a déjà été dit.

Permettez-moi maintenant de vous lire les raisons contenues en tête de ces listes. On nous a d'abord demandé de taxer les objets de luxe. C'était une tâche difficile, compliquée et dangereuse. D'autres nous ont dit: Taxez de \$1.00⁶ les automobiles étrangères entrant dans la province de Québec, au pays. Comment pouvions-nous le faire, quand Ontario ne le fait pas? Ce n'eût pas été juste. Ce serait une mesure injuste et très peu judicieuse. Pourquoi les étrangers qui visitent les villes de Montréal, de Québec ou même la campagne devraient-ils avoir à payer pour l'entretien des hôpitaux? Ce n'était pas pratique car les automobiles de touristes ne paient pas de droits pour entrer en Ontario ou au Nouveau-Brunswick. On a fait une autre suggestion. "Taxez les vins, les bières et les alcools", nous ont demandé les autres. Nous ne le pouvions pas non plus, car le vin et la bière ne sont pas des objets de luxe. Cette taxe ne serait pas une taxe sur les articles de luxe, et elle toucherait encore une fois plus les pauvres que les riches. Les vins coûtent assez cher et les bières ne sont pas un article de luxe. Ce n'eût pas été juste non plus, car ces droits sont déjà très élevés.

On nous a demandé, enfin, de taxer les théâtres. On a pensé à augmenter la taxe sur les amusements, mais la taxe des théâtres est de 10 %, c'est assez. Ce sont les gens du peuple qui allaient payer. Les pauvres aussi vont se distraire dans les lieux d'amusements. C'est alors que nous avons

pensé finalement faire comme font les Européens: taxer les repas que prennent les riches dans les hôtels et les restaurants, auxquels nous imposons 5 % pour les repas de plus de \$1, soit à peine un cinquième⁷ du pourboire payé généralement au garçon de table. Un impôt sur les repas de plus d'un dollar a semblé plus pratique et plus juste. Nous avons établi cette taxe un peu sur le système européen, mais elle est bien moins radicale qu'en aucun des pays en Europe à l'heure actuelle. Remarquez aussi que tout ce qui sera touché de cette source sera versé à l'assistance publique jusqu'au dernier sou, car les frais de perception restent à la charge du gouvernement. C'est une nouvelle taxe, dira-t-on. Soit, mais pas pour le gouvernement. Cet impôt que l'opposition condamne ne produira rien pour nous, rien pour le gouvernement qui devra même faire des dépenses pour la perception de cette taxe et pour l'administration de ce fonds spécial pour les hôpitaux. Nous aurons peut-être, de ce fait, à grossir nos dépenses d'administration. C'est pour les pauvres et les nécessiteux. Seuls les hôpitaux vont en bénéficier. Cette taxe n'est pas pour l'État et le gouvernement n'en tirera aucun profit. Pas un seul sou provenant de cette nouvelle taxe ne servira à autre chose qu'à ce pour quoi elle sera prélevée: le secours des hôpitaux.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ça nous occasionnera plutôt des dépenses.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement. Il faudra percevoir cette taxe et nous en donnerons tout le produit aux hôpitaux. Je crois que mon honorable ami le chef de l'opposition sera le premier à donner l'exemple et à aider nos hôpitaux, qu'il sera d'ailleurs heureux d'aider aux institutions de charité de cette façon.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si j'en avais les moyens, c'est avec plaisir que je le ferais.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Eh bien! Je vois que les banquets sont à la mode, de ce temps-ci⁸. (Rires) Nous espérons percevoir de cette source nouvelle, la première année, une somme approximative de \$80,000 avec cette taxe, et avec cette somme on aidera nos hôpitaux. On prévoit de cette source un revenu annuel de \$80,000. Le tout ira aux hôpitaux car le gouvernement fera la perception pour rien. Cette somme signifiera beaucoup pour les hôpitaux, tandis qu'elle ne signifiera que peu de chose pour le client d'un hôtel ou d'un restaurant. Cette somme sera répartie entre nos hôpitaux. C'est

quelque chose, et je suis sûr que la population verra avec joie ce résultat. La loi n'entrera en vigueur que par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil et celle-ci ne sera pas publiée dans la *Gazette officielle* avant que le public ait accepté la loi. Le gouvernement n'entend pas violenter l'opinion publique. Il est vrai que quelques hôtels s'y objectent, s'opposent à cette loi à l'heure actuelle. Si les gérants d'hôtels s'opposent trop à la nouvelle mesure, s'ils refusent d'aider les hôpitaux, ils porteront la responsabilité de leur attitude. Ils admettront tous bientôt que cela marche très bien et que c'est parfaitement acceptable. Quant à nous, nous aurons fait notre devoir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre n'a pas répondu à mon argument. J'ai dit que l'on imposait toujours des taxes et je crois qu'une voix de protestation doit s'élever en cette Chambre.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le gouvernement ne peut suffire aux demandes des hôpitaux avec les revenus actuels de l'assistance publique, bien que nous ayons augmenté considérablement nos octrois.

M. Smart (Westmount) demande si le secrétaire de la province a la moindre idée du montant dont les hôpitaux ont vraiment besoin et des revenus qu'apporterait la nouvelle taxe.

L'honorable M. David (Terrebonne): À l'heure actuelle, le coût par personne est d'environ \$3.00, tandis qu'on alloue seulement \$2.01 par patient. Les hôpitaux ont donc besoin de la différence entre \$3.00 et \$2.01. La taxe devrait rapporter environ \$80,000 par année.

M. Smart (Westmount): Je réalise l'importance qu'il y a d'aider les hôpitaux. Mais il me semble qu'avec son surplus de \$750,000 le gouvernement pourrait les aider sans imposer de nouvelles taxes. Les fonds de la loi de l'assistance publique devraient être suffisants pour satisfaire les besoins des hôpitaux. Il y a un surplus important et on devrait l'utiliser plutôt que d'imposer une nouvelle taxe. L'argent dont les hôpitaux ont besoin pourrait être puisé dans le fonds de l'assistance publique.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le gouvernement doit garder une certaine réserve pour les besoins de la province. Il pourrait se présenter des situations d'urgence qui demanderaient une grande

partie de ces surplus, sinon tous les surplus. Il souligne que la taxe sur les amusements comporte une part d'incertitude. Des courses de chevaux pourraient, pour toutes sortes de raisons, ne pas se tenir à Montréal, ou les gens pourraient y assister en un nombre plus petit que par le passé, et il faudrait alors avoir des fonds disponibles pour les urgences. Il est nécessaire de disposer en tout temps d'importantes réserves pour éviter qu'elles ne s'épuisent.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. Une fois imposée, la taxe mentionnée dans l'article 6 ne peut pas être rappelée ni diminuée sans le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil."

M. Duranleau (Montréal-Laurier) proteste.

L'honorable M. David (Terrebonne): On ne doit pas laisser les hôpitaux à la merci des conseils municipaux qui pourraient changer d'avis.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Cette disposition me semble attentatoire à la liberté des municipalités. Pourquoi ne pas leur permettre d'abolir une taxe à volonté?

L'honorable M. David (Terrebonne): Parce que ces taxes serviront à garantir des emprunts contractés par certaines institutions. Supposons, par exemple, que Montréal impose une taxe additionnelle en vertu de cette loi. Alors, nous compterons sur un revenu de tant. Entre-temps, l'hôpital Notre-Dame, au moyen de cette garantie, émet pour \$300,000 de débentures à longue échéance. Si la ville de Montréal abolit sa taxe au cours des deux ou trois années suivantes, qui garantira les débentures de l'hôpital?

L'article 7 est adopté.

Les articles 8 à 12 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 13 qui se lit comme suit:

13. L'article 35 de ladite loi est modifié en y remplaçant les mots: "percepteur du revenu du district", dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, par les mots: "secrétaire de la province".

L'article est retiré.

Le comité étudie l'article 14 qui se lit comme suit:

14. L'article 54 de ladite loi est modifié en y ajoutant, immédiatement après le paragraphe 4°, le suivant:

"5° Les droits perçus sur le coût de chaque repas de un dollar et plus dans les cités et villes, en vertu de la Loi créant de nouvelles ressources à l'assistance publique (16 George V, chapitre (insérer ici le numéro du chapitre du bill no 21))."

L'article est retiré.

Le comité étudie l'article 15 devenu 13 qui se lit comme suit:

"15. La présente loi entrera en vigueur la jour de sa sanction."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"13. La présente loi entrera en vigueur le jour fixé par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil⁹."

L'article 15 ainsi amendé et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Sur division.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Exportation de la force hydroélectrique

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 relatif à l'exportation de la force hydroélectrique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je n'ai pas besoin de faire de long discours sur ce sujet. Nous avons eu l'occasion au cours de cette session et dans le texte même du discours du trône d'exprimer notre politique sur cette question. Nous sommes opposés à l'exportation du pouvoir électrique. L'opinion publique, là-dessus, est avec nous. Nous avons l'assentiment général de la population. Par le présent bill, nous ne faisons que donner une sanction légale à une manière d'agir que nous avons adoptée et mise en pratique dans divers contrats que nous avons signés avec des concessionnaires. Il donne les grandes lignes de la mesure qui sont contenues dans ces articles de la nouvelle loi.

Nous proposons, par notre loi, d'inclure dans tous les contrats de vente ou de bail, toutes concessions quelconques de forces hydroélectriques appartenant à la province ou dans lesquelles elle a des droits de propriété ou autres, une clause prohibant l'exportation, en dehors du Canada, de l'énergie électrique qui pourra être développée dans cette province. Les contrats autorisant l'installation ou le passage sur le domaine de la couronne de lignes de transmission devront contenir cette même clause prohibitive. Le but du bill est d'éviter que des personnes ne sollicitent le gouvernement pour qu'il permette l'exportation d'électricité de la province aux États-Unis. Nous respecterons cependant les contrats existants.

Même sans bill, le gouvernement pouvait sûrement mettre cette clause dans les contrats qu'il passe au nom de la province. Nous voulons légaliser, par une loi insérée dans nos statuts, les dispositions que depuis quelque temps nous insérons dans les contrats que nous passons avec ceux qui afferment nos forces hydrauliques. Il faut que les étrangers qui viendront exploiter nos pouvoirs d'eau sachent bien que le gouvernement est lié par un texte de loi, une législation définitive prohibant l'exportation de notre énergie électrique hors de la province. Ils ne doivent avoir aucun espoir, quels que soient les gouvernements futurs, d'obtenir la permission d'exporter notre énergie électrique.

Il est bon que les capitalistes étrangers sachent une fois pour toutes qu'il leur est inutile de solliciter la province de Québec pour lui faire exporter ses forces hydroélectriques. Il considère qu'il est important d'écrire le principe des lois afin que la situation soit clairement comprise par chacun et pour protéger le gouvernement contre toutes

demandes embarrassantes. La loi met un terme aux demandes pressantes de l'étranger, qui se rendra compte qu'il n'y a qu'un moyen d'utiliser l'électricité de Québec, c'est d'y venir établir des industries. Déjà cette politique a porté ses fruits. Elle a produit de bons effets dans la province. Ce qui s'est passé dans la région de Trois-Rivières, ce qui se passe actuellement au Lac-Saint-Jean, nous fait espérer que le développement de notre province, au cours des années à venir, sera considérable.

Nous avons attiré de nombreuses industries chez nous et notre province est devenue le centre de la fabrication du papier. Si l'on interdit l'exportation de l'énergie électrique, cela veut dire que les grands capitalistes de l'autre côté de la frontière se rendront bien vite compte qu'ils ont avantage à venir établir des usines de ce côté-ci de la frontière. Ils se rendront compte qu'il est inutile d'espérer un jour pouvoir tirer profit de l'électricité produite dans cette province. Ils en seront convaincus seulement si l'exportation d'électricité est interdite par les lois de la province. Ils sauraient alors qu'il leur serait impossible de se procurer une part de ce pouvoir sans que les lois de cette province soient abrogées ou complètement abolies.

C'est une politique essentiellement canadienne, nationale et bien québécoise, et c'est le prolongement de la politique du gouvernement en ce qui concerne l'exportation du bois de pulpe coupé sur les terres de la couronne. C'est la politique du gouvernement d'interdire l'exportation des ressources naturelles de la province quand c'est possible. Nous continuerons à développer nos pouvoirs d'eau au bénéfice de notre pays. Il est possible d'exploiter, chez nous, environ 15 millions de chevaux-vapeur. Là-dessus, à peine quatre millions sont utilisés. Jugez des industries qui peuvent alimenter de telles forces. La province renferme de nombreuses chutes d'eau propres au développement de l'énergie électrique. Par suite du développement de l'industrie et de l'augmentation des besoins domestiques, les applications de l'énergie électrique deviennent tous les jours plus considérables.

Le charbon, l'huile, le bois et les autres combustibles deviennent de jour en jour plus rares et d'un coût plus élevé. Le développement industriel, commercial et économique de la province fait prévoir que, dans un avenir rapproché, toutes les forces hydrauliques les plus accessibles et les moins coûteuses à mettre en activité seront utilisées. On a suggéré au gouvernement de permettre l'exportation de l'énergie électrique aux États-Unis. Si nous

permettions l'exportation du pouvoir électrique aux États-Unis pour éclairer nos voisins et pour leurs services publics en général, quand serait-il possible de ravoir notre électricité? Pourrions-nous forcer un grand centre américain, à l'expiration d'un contrat, à nous rendre notre force motrice? L'exportation de l'énergie électrique, une fois permise, ne peut guère être arrêtée ou suspendue sans donner lieu à de graves difficultés. Le jour où nous voudrions reprendre notre pouvoir électrique, ça pourrait être un *casus belli*.

On nous a affirmé qu'il serait toujours possible de ravoir notre pouvoir électrique lorsque dans l'avenir nous en aurions besoin, mais je ne crois pas que cela pourrait se faire si facilement. Qu'arriverait-il si une partie de Boston, New York, ou d'une autre grande ville était éclairée grâce au pouvoir produit dans cette province, ou encore si certaines chaînes de montage d'automobiles fonctionnaient grâce à ce même pouvoir, et que nous voulions le leur reprendre? Une fois le pouvoir exporté en sol américain, il sera pratiquement impossible d'y mettre fin, tout comme il lui (l'honorable M. Taschereau) est impossible de taire sa conviction qu'il est nécessaire de garder tout le pouvoir disponible pour l'utiliser chez nous dans le futur. On nous dira que nous avons de l'énergie électrique à en vendre. À cela nous répondrons qu'il faut penser à l'avenir et que, lorsque notre énergie électrique sera rendue loin, elle ne reviendra pas, quand même nous en aurions besoin, lorsque la province se sera développée. Le gouvernement cependant ne veut pas étendre cette prohibition aux autres provinces.

Il est donc dans le meilleur intérêt économique de la province, pour favoriser son industrie et son commerce, d'y attirer des capitaux et d'y créer des centres industriels où les ouvriers trouveront de l'emploi, arrêtant ainsi l'émigration, et où les cultivateurs trouveront des marchés pour leurs produits. La défense d'exporter l'énergie électrique dans les cas ci-après déterminés constitue un facteur important pour aider à atteindre ces objets, et il y a lieu, en conséquence, d'édicter des dispositions à cette fin.

L'heure est arrivée de faire connaître à nos amis du Sud, les Américains, que nos forces hydrauliques ne sont plus exportables, et qu'il vaut mieux pour eux de venir établir ici de grandes industries que de compter sur nos ressources hydrauliques utilisées dans leur pays. Nous croyons que c'est le temps d'avertir nos voisins que nous entendons garder notre énergie électrique pour

développer notre pays. Sans doute, nous avons décidé de prohiber l'exportation et il n'est peut-être pas nécessaire de le décréter par une loi. Nous croyons que, de cette façon, nous ne serons plus sollicités. On saura à quoi s'en tenir. Ce projet est national et patriotique. Je présente cette mesure de saine protection nationale à la Chambre avec confiance et je suis convaincu que les deux partis l'adopteront. Pour toutes ces raisons, je crois que cette Chambre, sans distinction de parti, approuvera le projet. (Applaudissements)

M. Duranleau (Montréal-Laurier): C'est une belle politique de protection. Cette politique est bonne, mais je tiens à noter que cette politique de l'honorable premier ministre, pour la protection de nos ressources naturelles, est littéralement copiée d'un article du programme du Parti conservateur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Encore un, alors!

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Les conservateurs ont toujours été protectionnistes. Notre parti a toujours eu pour politique de protéger les ressources naturelles de ce pays. D'ailleurs, est-ce pour cela qu'un journal a dit déjà que le premier ministre actuel était "le plus tory des tories en cette province"?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Plus tory que vous? Pas plus que vous.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je suis un conservateur de la politique de Cartier et Macdonald. Je veux noter aussi que le premier ministre du Canada, M. King, n'a pas la même politique que l'honorable premier ministre de la province car il s'est déclaré partisan de l'exportation de l'énergie électrique. M. King a-t-il changé depuis? Comment se fait-il que le premier ministre ne s'accorde pas sous ce rapport avec son chef, l'honorable M. Mackenzie King? Comment s'arrange-t-il avec son chef fédéral, M. King, qui veut permettre l'exportation de l'électricité?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas changé, moi.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Le premier ministre n'a pas changé et je crois que, puisque sa politique est celle du Parti conservateur, nous devons l'approuver.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Le premier ministre a dit que la loi n'était peut-être pas absolument nécessaire. Je trouve étrange que le premier ministre ait dit qu'il voulait, par cette loi, se protéger des sollicitations qui viendraient de l'étranger et qu'il ressente le besoin de protéger le gouvernement contre lui-même. Un gouvernement, dit-il, devrait être assez fort pour résister aux sollicitations et aux tentations. Il éprouve de la compassion pour un gouvernement qui a besoin de se protéger contre lui-même. Le premier ministre a donné pour raison qu'il fallait faire cesser les sollicitations des capitalistes étrangers et lier le gouvernement. Ce n'est pas une raison bien considérable. Il doit y en avoir bien d'autres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai dit aux sollicitations. Il est vrai, en effet, que le gouvernement est assez fort, mais le gouvernement peut changer.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) sourit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les Américains viennent souvent nous solliciter. S'ils sont convaincus qu'il n'est pas possible d'exporter l'énergie électrique du Canada, ils viendront non plus pour nous demander de leur fournir du pouvoir, mais pour fonder des industries chez nous. J'espère que cet argument convaincra mon honorable ami d'Argenteuil. Le gouvernement actuel n'a pas besoin de protection, puisqu'il sait se montrer ferme, mais ce qu'il veut, c'est créer une loi qui assurera une protection dans le cas, invraisemblable et certainement peu probable, où les conservateurs prendraient le pouvoir et qu'ils n'auraient pas la fermeté nécessaire pour refuser l'exportation de l'hydroélectricité.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Je voudrais maintenant obtenir une information: Est-il vrai que la province d'Ontario est en train d'accaparer les forces du rapide de Carillon? Tandis qu'il y est, il aimerait que le premier ministre le renseigne au sujet de l'aménagement des chutes de Carillon. Il a entendu dire que le gouvernement d'Ontario essayait de mettre la main sur cette source d'énergie importante. L'Ontario semble prendre un certain ascendant pour le développement du pouvoir de Carillon. Le gouvernement a-t-il des explications à fournir? Qu'est-ce que le gouvernement entend faire avec le pouvoir de Carillon? L'attitude du gouvernement à ce sujet sera déterminante quant à la possibilité d'exporter ce pouvoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il y a deux mois, j'ai rencontré le premier ministre Ferguson, de l'Ontario, et M. Charles Alexander Magrath, président de la Commission hydroélectrique d'Ontario, très anxieux de voir le développement du pouvoir de Carillon et d'en arriver à une entente entre les deux provinces d'Ontario et de Québec à ce sujet. J'ai assuré aux délégués de l'Ontario que la province désirait avec impatience que ce pouvoir soit développé, à condition, bien sûr, que l'électricité ne soit pas exportée aux États-Unis. Nous avons convenu de développer cette source d'énergie au bénéfice des provinces. Je n'ai aucune objection à partager le pouvoir et son utilisation, mais je ne veux conclure aucune entente définitive tant que la frontière contestée n'aura pas été déterminée pour de bon.

Les deux provinces sont désireuses et anxieuses de voir se développer ces chutes. L'inconvénient, c'est que, bien qu'il y ait de vieux plans à Ottawa, on ne peut fixer bien exactement la limite des droits entre la province de Québec et la province d'Ontario. Il a été jusqu'à maintenant impossible d'en arriver à une entente. Il est très probable qu'il devra bientôt se faire un relevé entre les provinces pour régler la question, qui crée des conflits à Ottawa. Le mieux serait donc que les deux provinces fassent faire l'arpentage ensemble. La ligne interprovinciale n'est pas très claire à ce sujet et il sera probablement nécessaire que le gouvernement de Québec s'entende bientôt avec le gouvernement d'Ontario pour nommer conjointement une commission d'ingénieurs et d'arpenteurs pour faire des relevés et situer la frontière et faire l'arpentage nécessaire pour tracer cette ligne.

De toute façon, il est certain toutefois que la plus grande partie du pouvoir appartient à Québec. Quant à la capacité du gouvernement à résister à la tentation, je ne crains rien pour l'instant, mais il faut garder en tête que le gouvernement pourrait changer et, par conséquent, il faut prendre les mesures nécessaires pour l'avenir.

M. Duranleau (Montréal-Laurier), parlant au nom de l'opposition, déclare qu'il appuie le projet de loi parce qu'il est conforme à la politique du Parti conservateur dont le programme a toujours comporté la protection pour nos industries et pour nos ressources naturelles.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Nicol¹⁰ (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Plante (Beauharnois) dit qu'il a vainement cherché dans la loi des liqueurs un article autorisant la Commission à construire sans avoir auparavant obtenu l'assentiment de la Chambre. M. l'Orateur, je crois que le gouvernement a outrepassé ses droits en accordant des pouvoirs trop étendus à la Commission des liqueurs, et j'ai l'honneur de proposer la motion suivante:

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), que tous les mots après "Que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette de constater:

Que, suivant une réponse du trésorier de la province consignée aux *Journaux* de la Chambre du 10 mars 1926, la Commission des liqueurs a dépensé \$1,778,174.07 pour altération à l'ancienne prison et construction de l'entrepôt no 1, à Montréal; \$743,166.21 pour construction de l'entrepôt de Québec, et \$444,689 pour construction d'un deuxième entrepôt à Montréal;

Que ces sommes ne sont pas les seules que la Commission des liqueurs ait dépensées pour construction, puisque, suivant une réponse du trésorier de la province consignée aux *Journaux* de cette Chambre du 10 février 1926, la Commission des liqueurs avait alors payé \$1,217,176.24 pour la construction de son entrepôt au Pied-du-Courant, à Montréal, et, suivant des réponses du trésorier de la province aux *Procès-verbaux* du 16 mars 1926, la construction de l'entrepôt de Québec a coûté \$782,915.46; et il y a encore \$12,389.00 à payer sur l'entrepôt de Montréal;

Que le gouvernement n'a jamais été autorisé à altérer ou à construire ces édifices, ni à dépenser quoi que ce soit pour l'altération ou la construction de ces édifices;

Que, d'autre part, la Commission des liqueurs n'a, aux termes de la loi des liqueurs alcooliques (chapitre 37, article 9 des statuts refondus), que le pouvoir de "louer ou occuper tous bâtiments et terrains requis pour ses opérations" et qu'elle n'a jamais été autorisée à altérer ou à construire lesdits édifices;

Que lesdites sommes, au total de plus de deux millions de dollars, ont donc été dépensées et payées sans l'autorisation, sans droit, contrairement à la loi et en violation des principes les plus élémentaires et les plus sacrés de la constitution qui nous régit;

Et cette Chambre censure, en conséquence, le gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable député de Beauharnois a mis dans la lecture de sa motion tout le feu, la vigueur ordinaire qu'on lui connaît et qui mettent tant de vie dans ses discours. Mais il n'a pas étudié la question au point de vue légal avec le soin qu'il a l'habitude d'y mettre et qu'il aurait dû y mettre. Il n'a pas lu la loi des liqueurs. S'il avait bien examiné la loi des liqueurs, il aurait constaté que les biens de la Commission sont tous la propriété du gouvernement et que les commissaires eux-mêmes sont des fonctionnaires publics de la province.

M. Plante (Beauharnois): Mais ils n'ont pas le droit de construire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Toutes les propriétés qu'ils construisent appartiennent à l'État. Toutes les dépenses citées par lui pour la construction des édifices de la Commission des liqueurs sont faites pour des propriétés de la province. Les biens de la Commission des liqueurs appartiennent à la province. Or, la province a droit de faire des constructions. Ce ne sont en réalité des dépenses, mais la création d'un actif réglé par une commission de fonctionnaires du gouvernement qui est toujours autorisée à faire de tels travaux sans la permission de l'exécutif. La Commission représente l'exécutif et celui-ci a le droit de construire, sans l'autorisation de la Législature, tout ce qu'il désire à l'endroit qu'il juge approprié, tant qu'il veut, tant qu'il le fait à même les revenus et qu'il n'emprunte pas d'argent pour le faire. Ils ne sont pas sujets à la taxe. Par conséquent, la Commission des liqueurs, du moment qu'elle n'emprunte pas pour bâtir, a droit de faire toutes les constructions dont elle a besoin. Toutes les constructions de la Commission des liqueurs ont été payées à même ses revenus. La Commission des

liqueurs n'avait donc pas besoin de la permission de la Législature pour ériger des édifices. La Commission a construit avec la permission de l'exécutif. Il lui suffit d'avoir la permission de l'exécutif. Nous la lui avons donnée. Or, on sait que l'exécutif a le droit de faire bâtir des immeubles du moment qu'il n'emprunte pas pour cela. En d'autres termes, c'est le gouvernement qui a fait les immeubles par l'entremise de la Commission, et la loi ne lui défendait nullement. Au point de vue légal, l'honorable député de Beauharnois est donc dans l'erreur. La motion du député de Beauharnois n'est pas fondée en loi.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) appuie le point de vue du député de Beauharnois. Je soumets, dit-il, que la prétention de l'honorable député de Beauharnois est parfaitement constitutionnelle. Le gouvernement n'a pas le droit de dépenser des sommes aussi considérables sans l'assentiment de la Chambre. La Législature a le droit de savoir comment sont dépensés les revenus de cette province et les argents qu'elle vote annuellement au gouvernement pour son administration. Quel article de la Constitution justifie l'avancé du premier ministre? Sans l'assentiment des Chambres, l'exécutif ne peut dépenser ainsi. L'habitude qu'il a prise depuis quelques années est une habitude pernicieuse.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Crépeau, Dufresne, Duranleau, Faucher, Houde, Lafleur, Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, 13.

Contre: MM. Authier, Bergeron, Bernard, Bouchard, Caron, Côté, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Galipeault, Grant, Laferté, Lafrenière, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Létourneau, Lortie (Labelle), Moreau, Morin, Nicol, Perrault, Phaneuf, Pilon, Roy, Sylvestre, Taschereau, Thurber, 30¹¹.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes (travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1927¹².

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le gouvernement a l'intention de continuer à construire des ponts?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'année prochaine sera aussi active que l'année dernière. Nous avons l'intention d'accueillir toutes les demandes raisonnables.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) attire l'attention du ministre sur le pont Viau qui est devenu très dangereux et bien trop étroit pour la circulation qui augmente toujours et qui n'est pas sans danger. L'échevin Legault a-t-il fait des représentations ou demandes à ce sujet?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non. L'échevin Legault ne m'a fait à ce sujet aucune représentation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On projette de construire un nouveau pont vis-à-vis le boulevard Saint-Laurent.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) y verra¹³.

M. Renaud (Laval) insiste sur l'importance d'améliorer l'accès de l'île de Montréal de ce côté. Il appuie fortement sur l'importance de répondre aux nouveaux besoins causés par l'augmentation de la circulation et par la route régionale du gouvernement. Il faudra prendre les mesures nécessaires à ce sujet.

M. Plante (Beauharnois) demande au ministre s'il serait prêt à accorder des octrois pour la construction d'une passerelle sur le pont du Canadien National, au coteau, qui relie les deux rives. Ce pont servirait alors de voie de communication entre la province de Québec, la province d'Ontario et l'État de New York. Ce pont a été renouvelé entièrement, il y a quelques années, pour les besoins du trafic moderne. La passerelle ne coûterait pas très cher et elle rendrait de grands services à la population. Il demande au ministre des Travaux publics d'envoyer son ingénieur sur les lieux afin de se rendre compte par lui-même des avantages qu'il y aurait à construire cette passerelle.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je verrai à faire droit aux demandes et aux réclamations qui me seront faites à ce sujet.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour embellissement des édifices et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien des bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour assurance aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Qui a le patronage des assurances?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Les assurances sont divisées entre 117 agents.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement à la suite du décès de M. Clément Robillard, conseiller législatif

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis sûr que tous les députés de cette Chambre ont appris avec chagrin la mort de l'honorable M. Robillard, conseiller législatif. C'est la deuxième fois depuis le commencement de la session que la mort visite la Chambre haute. Elle a atteint, cette fois, un de nos collègues que nous avions appris à respecter et à aimer, durant son séjour dans cette Chambre. Il a siégé en cette Chambre et il n'y a laissé que des bons souvenirs. Nous le regretterons vivement. C'est un citoyen qui a fait honneur à sa race, à sa province et à sa ville. C'était un industriel averti dont nous regrettons le départ.

Je propose, secondé par l'honorable chef de l'opposition, que cette Chambre s'ajourne par respect pour la mort de ce collègue dont la disparition causera un si grand vide parmi nous.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je seconde de grand cœur la proposition de l'honorable premier ministre. J'ai connu l'honorable M. Robillard alors qu'il était député dans cette Chambre et je n'ai cessé de l'apprécier alors, et j'ai continué à l'apprécier même après qu'il nous eût quittés pour aller siéger au Conseil législatif. J'ai reconnu en lui un homme d'un caractère très sympathique, excessivement généreux. J'ai toujours admiré et je n'oublierai jamais sa largeur de vues et les actes de courtoisie dont il m'a gratifié. Je lui porte une profonde gratitude pour tous les témoignages de confiance et d'amitié qu'il m'a donnés durant sa vie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes (M. Sauvé), que cette Chambre s'ajourne, par respect pour la mémoire de l'honorable M. Clément Robillard, ancien député de l'Assemblée législative, décédé le samedi 20 mars courant.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 05.

Deuxième séance du 22 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 30¹⁴.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Dépenses pour chemins et ponts de colonisation

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment s'explique la différence entre la somme de \$1,165,361.26 que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, dans une réponse faite le 26 février 1926, donne comme le total des sommes

dépensées pendant l'exercice 1924-1925 pour les chemins et ponts de colonisation et celles de \$1,194,758.46 et de \$75,493.87 qu'il donne dans son dernier rapport, page 2, comme ayant été dépensées pour les mêmes fins pendant le même exercice?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le montant de \$1,165,361.26 représente le coût réel de la construction, le parachèvement et les réparations des chemins et ponts pendant l'exercice 1924-1925, tandis que le montant de \$1,194,758.46 représente en plus les dépenses faites pour l'achat de matériaux non encore employés pour les ponts et les chemins, les dépenses faites pour l'entretien de certains chemins d'hiver, les subsides de navigation, la construction de quais de protection pour préserver certains chemins contre les inondations, etc. Et la somme de \$75,493.87 a été dépensée principalement pour acheter de l'outillage et des machineries qui seront employés au département de la Colonisation pendant plusieurs années et dont le coût ne peut être imputé à la construction d'un chemin en particulier ni aux travaux d'une seule année.

Jugements obtenus contre des municipalités, au sujet de travaux de voirie

M. Dufresne (Joliette): 1. Le gouvernement a-t-il exécuté des jugements obtenus contre des corporations municipales qu'il avait poursuivies au sujet de travaux de voirie?

2. Dans l'affirmative, les saisies ont-elles porté sur les biens meubles ou sur les biens immeubles?

3. Quelles sont ces corporations municipales et dans quels comtés sont-elles situées?

4. Quel montant réclamait le gouvernement dans chaque cas?

5. Quand chaque jugement a-t-il été exécuté et sur quels biens (meubles ou immeubles) portait la saisie dans chaque cas?

6. Où en sont les procédures dans chacun des cas?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. Il n'y a pas eu de saisies faites sur les biens meubles ni de saisies sur les biens immeubles.

3, 4, 5 et 6. Réponses données par la réponse à la question 2.

Demandes de documents:**Ligue nationale
de colonisation**

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, rapports ou autres documents concernant la Ligue nationale de colonisation et ses activités en 1924 et 1925 entre ladite Ligue de colonisation et le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres.

La Ligue diocésaine de colonisation avait rendu de grands services. Puis vint la Ligue nationale de colonisation qui, le 7 décembre 1923, faisait disparaître l'ancienne Ligue. Le cardinal Bégin, à cette date, approuvait la nouvelle organisation. Le gouvernement donna des subsides à cette Ligue qui rendit des services. Mais, il y a un an, le gouvernement refusa pratiquement tout son subside; la Ligue n'obtenait que \$1,000, ce qui était insuffisant pour permettre à la Ligue de continuer son travail effectif. Il veut connaître les raisons de cette décision du gouvernement. D'autant plus que la Ligue avait préparé un programme intéressant et utile et qu'elle avait soumis au gouvernement des idées dont l'application aurait aidé au progrès de la colonisation. Cette Ligue a fait de bonnes publicités dans la province.

Elle a fait la lutte au mouvement de l'exode des nôtres; elle rendait de précieux services aux colons. Pourquoi le gouvernement semble-t-il opposé à cette Ligue nationale de colonisation? Malgré le fait que la Ligue ait effectué un travail remarquable, les subsides qu'elle recevait auparavant du gouvernement sont maintenant réduits à presque rien. Comment il se fait que les subsides accordés autrefois à cette société de colonisation ont été suspendus depuis deux ans? A-t-on tenu compte des activités de la Ligue et du bien-être qu'elle a pu faire? Qu'en est-il des activités de cette Ligue? Pour quelles raisons le gouvernement a cessé ses octrois à la Ligue nationale de colonisation? Je demande pourquoi le gouvernement a retranché, en 1924, l'octroi de \$6,000 que l'on donnait à la Ligue nationale de colonisation. On a retiré l'aide qu'on donnait à cette Ligue, pour des motifs politiques.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je me rendrai avec plaisir à la demande de mon honorable ami de Témiscouata. Il aura toute la correspondance et tous les documents qu'il désire. Je ferai connaître à la Chambre les activités réelles de la

Ligue qui n'atteignent pas un niveau très élevé. La Ligue en question a fait du bon travail peut-être pendant un certain temps. Il y a quelques années, la Ligue nationale de colonisation entreprenait de placer des colons surtout dans la vallée de la Matapédia. M. Castonguay était à la tête du mouvement et l'on espérait faire une œuvre fructueuse.

Peu après, les travaux de cette organisation étaient complètement abandonnés. On n'y réussit pas à placer un seul colon. Cette Ligue, durant les années 1920 et 1924, reçut un subside annuel de \$6,000. Les activités du département, par suite de l'augmentation de son budget, sont venues en conflit avec celles de la Ligue; par exemple, quand il s'est agi de graines de semences et d'assistance aux colons. Ainsi, il est arrivé que l'on distribuait de part et d'autre des graines de semences et que le même colon recevait de ces graines des deux services à la fois. Il fallut s'entendre et le ministre seul assumait la tâche de distribuer la semence. Plus tard, la Ligue entreprit de peupler un certain nombre de lots dans le canton Montreuil.

Le résultat de cette tentative fut absolument nul. Depuis quelques années, les activités de la Ligue ont considérablement diminué et, finalement, elles furent telles qu'il n'y avait plus lieu de lui continuer nos octrois. Nous nous aperçûmes, du reste, que à peu près tout l'octroi annuel était dépensé en salaires. La Ligue n'a rien fait et ses rapports mensuels, annuels même, ne comportent pas autre chose que des comptes de dépenses diverses. Sur \$29,000 accordés, par exemple, plus de \$23,000 ont servi à payer des salaires, des dépenses de bureau, de correspondance, des loyers de bureaux, des frais de voyage, etc., et n'indiquent, depuis plusieurs années, aucun établissement d'un seul colon sur des lots quelconques. Les colons ont profité très peu de ce subside. Dans la dernière année, pas un seul colon ne fut établi par la Ligue et, sur le subside de \$6,500, \$1,500 à peine furent employés au service de la colonisation, la balance était payée pour des salaires et loyers de bureau.

Cette année-là, les fondateurs et anciens directeurs de la Ligue se sont assemblés et, dans une résolution dont j'ai ici le texte, ils ont déclaré que les dépenses faites par cette organisation étaient absolument injustifiables, que pas un colon n'avait été établi à Montreuil, que le dernier octroi de \$1,000 même était de trop. D'ailleurs, les fondateurs de la Ligue nationale de colonisation ont demandé eux-mêmes de donner l'octroi que celle-ci recevrait à l'orphelinat-école du Lac-Sergent. Mais, comme un jour elle

cessa d'attirer des colons, le gouvernement cessa de l'aider trop généreusement. L'octroi des \$6,000 n'était donc pas justifié. Finalement, quand nous avons vu que la Ligue ne nous rendait plus aucun service, comme cette Ligue n'obtenait pas de résultats et que, de plus, le président reconnaissait lui-même son inutilité, nous avons cru devoir réduire le subside de \$6,000 à \$1,000 par année en ne prévoyant pour l'emploi de cette dernière somme que des frais d'annonces et de publicité qu'elle faisait à la colonisation.

C'était plus que suffisant pour les services que la Ligue nous avait rendus. Au début, la Ligue a fait du travail efficace, aujourd'hui ses activités sont nulles. Le gouvernement cesse de lui accorder des subsides parce qu'elle a cessé de contribuer à la colonisation. Nous sommes parfaitement renseignés sur la question et il est inutile de chercher chez nous d'autres motifs que ceux qui sont équitables.

M. Langlais (Témiscouata): Dans un rapport en date du 1^{er} janvier 1925, les évêques demandaient au gouvernement de continuer à la Ligue de colonisation son subside de \$6,000. Le département de la Colonisation paie aussi en salaires un fort montant de son budget.

La proposition est adoptée.

Colons établis au lac des Commissaires

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, rapports, requêtes ou autres documents entre le gouvernement de cette province et toutes personnes au sujet de colons établis le long du lac des Commissaires, entre les cantons Malherbe et de Crespieul, afin de les maintenir sur les lots à eux concédés pour leur établissement.

Il explique la situation.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ces colons n'ont pas été établis sur ces lots par le gouvernement, mais par une société privée, et, s'ils ont échoué, ce n'est pas la faute du gouvernement. Ces terres ont été exploitées par une société de la région, il y a de cela bien des années, malgré les avis contraires et, puisqu'on a par la suite découvert que ces terres étaient stériles, ceux qui s'y étaient installés les ont abandonnées progressivement.

La proposition est adoptée.

Taxe sur les corporations

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill B du Conseil législatif concernant l'assurance réciproque et modifiant la loi de la taxe sur les corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement au titre. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **L'honorable M. Nicol¹⁵ (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que tous les mots après "Que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, constate:

Que le canton de Senneterre est excellemment propre à la colonisation, mais que pour aider les colons et favoriser la colonisation, des moulins importants et des usines à pulpe sont nécessaires;

Que les colons de Senneterre, par eux-mêmes et par leurs autorités municipales, ont demandé au gouvernement d'agir de façon à leur procurer des moulins et des industries, afin d'utiliser les pouvoirs d'eau de cette région et d'y créer un marché pour ses habitants;

Et elle regrette que le gouvernement n'ait rien fait de sérieux pour répondre aux demandes de ces colons de la partie est de l'Abitibi¹⁶.

Au cours d'une visite dans l'Abitibi, dit-il, j'ai entendu les colons se plaindre du fait qu'il n'y avait pas d'industrie pour créer un marché pour les produits des colons. Tout va mal dans l'Abitibi.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Tout va bien. La colonisation s'est développée considérablement, surtout dans l'Abitibi depuis quelques années. Tout le monde reconnaît que nous avons fait une œuvre considérable dans la région de l'Abitibi. Il y a dix ou douze ans, il n'y avait là que la forêt.

Maintenant, 22 paroisses s'y sont développées et une population d'environ 20,000 y vit satisfaite en général. Le gouvernement a accordé beaucoup d'aide aux colons de cette région. Quant à l'industrie, nous l'y avons favorisée comme partout ailleurs.

Il est évident qu'une grande usine de pâte et papier y ferait grand bien aux colons qui font le commerce du bois. Mais on ne saurait exiger du gouvernement qu'il construise lui-même les usines que l'on demande. Tout ce que nous pouvons faire, c'est d'offrir en vente les limites et les chutes d'eau qui peuvent favoriser l'établissement des industries. L'honorable chef de l'opposition réclame des industries. C'est justement ce à quoi tend la politique du gouvernement.

Nous n'y avons jamais manqué et tous nos efforts vont y tendre. Le jour où des industries s'établiront dans cette région, celle-ci connaîtra de nouveaux développements. Le gouvernement a concédé des forces hydrauliques, mais la compagnie qui est concessionnaire n'a pas encore atteint le délai accordé pour la mise en exploitation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Son parti ainsi que lui-même, dit-il, sont d'avis que bien des éléments dans la politique de colonisation du gouvernement laissent à désirer. Il soulève un point en demandant la réalisation de promesses d'industries faites aux colons de Senneterre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) donne quelques explications.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, Tétreau, 15.

Contre: MM. Authier, Bernard, Bouchard, Caron, Charbonneau, David, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Galipeault, Grant, Laferté, Lafrenière, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Létourneau, Lortie (Labelle), Marchand, Mercier fils (Châteauguay), Moreau, Morin, Nicol, Perrault, Phaneuf, Pilon, Roy, Saurette, Sylvestre, Taschereau, Thurber, 30.

Ainsi, l'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Nicol (Compton)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices publics et loi des établissements industriels de Québec, statuts refondus, 1925, chapitre 182, article 21, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, en vertu des statuts refondus, 1925, chapitre 97, article 6, loi des différends ouvriers de Québec, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux de placement des ouvriers, statuts refondus, 1925, chapitre 99, article 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette de constater:

Que le gouvernement a dépensé pour la nouvelle annexe du palais de justice, à Montréal:

<i>Comptes publics</i>		
En 1919-1920,	\$466,329.68	(1919-1920, page 9)
En 1920-1921,	137,830.15	(1920-1921, page 9)
En 1921-1922,	378,888.64	(1921-1922, page 9)
En 1922-1923,	533,509.33	(1922-1923, page 9)
En 1923-1924,	740,607.30	(1923-1924, page 23)
En 1924-1925,	915,050.98	(1924-1925, page 25)

Que, suivant une réponse du ministre des Travaux publics consignée aux *Procès-verbaux* du 15 mars 1926, le gouvernement a en plus payé \$855,515.75 pour la nouvelle annexe du palais de justice, à Montréal.

Que, le 15 mars 1926, le gouvernement avait donc dépensé déjà \$4,027,731.83 pour cette annexe bien que la Législature ne l'ait autorisé à dépenser que \$3,000,000, savoir: \$2,000,000 par la loi 11 George V, chapitre 4 et \$1,000,000 additionnels par la loi 14 George V, chapitre 4;

Qu'une somme de \$1,027,730.83 a donc ainsi été dépensée et payée sans autorisation, sans droit, contrairement à la loi et en violation des principes les plus élémentaires et les plus sacrés de la constitution qui nous régit;

Et cette Chambre censure, en conséquence, le gouvernement.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Je désire attirer l'attention de la Chambre sur la tendance de plus en plus prononcée du gouvernement actuel d'administrer les affaires de cette province en violant les principes les plus élémentaires de la Constitution et en foulant aux pieds les droits les plus sacrés du peuple et de ses représentants.

Sans parler de l'abus manifeste des mandats spéciaux, ni du mal chronique des arrêtés ministériels, des arrêtés en conseil, vous me permettrez de vous faire remarquer, M. l'Orateur, que ce gouvernement, qui se réclame pourtant des principes de libéralisme, dépense sans aucune autorisation les deniers publics, et je ne citerai comme exemple que la construction de l'annexe du palais de justice de Montréal.

Depuis 1919-1920, cette Chambre vote régulièrement, chaque année, des centaines de milliers de dollars pour cet édifice. Cependant, le gouvernement trouve le moyen de dépenser davantage, et aujourd'hui il a dépensé, pour l'annexe du palais de justice, en plus des \$3,000,000 qui lui avaient été votés, \$1,000,000 sans aucune autorisation. Je crois que cette conduite mérite la censure de cette Chambre.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaudoin, Dufresne, Duranleau, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, Tétreau, 13.

Contre: MM. Authier, Bernard, Bouchard, Caron, Charbonneau, David, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Galipeault, Grant, Guillemette, Laferté, Lafrenière Lamoureux, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Létourneau, Lortie (Labelle), Marchand, Mercier fils (Châteauguay), Moreau, Morin, Nicol, Perrault, Phaneuf, Pilon, Roy, Saurette, Sylvestre, Taschereau, Thurber, Tourville, 33.

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hygiène publique de Québec, statuts refondus, 1925, chapitre 186, article 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927¹⁷.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin (y compris \$500 pour inspection), pour Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-huit piastres et quatre-vingt centins soit ouvert à Sa Majesté pour l'aide à la protection du public contre les maladies vénériennes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le traitement des tuberculeux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à minuit trente minutes.

NOTES

1. Dans *L'Événement*, on rapporte que M. Francoeur ouvre sa 52^e séance.
2. Dans *L'Événement*, on rapporte que M. Arthur Berthiaume, président de la *Presse* et fils de feu l'honorable Treflé Berthiaume, était présent dans la galerie des conseillers législatifs.
3. Le procès-verbal ne fait aucune mention de la réponse du ministre concernant la question 2.
4. Dans *L'Événement*, on signale que M. Hector Laferté est assis au fauteuil.
5. Dans *L'Événement*, on mentionne qu'un page dépose des documents sur le pupitre du premier ministre.
6. Dans *The Gazette*, on parle d'une somme de \$10.
7. Dans *L'Événement*, on parle du quart.
8. Dans *L'Événement*, le premier ministre fait allusion au banquet offert dimanche soir à M. Sauvé par 50 Québécois, au Château, allusion qui fait sourire le chef de l'opposition.
9. Dans la version finale de la loi, on y lit ceci: "13. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."
10. Dans *Le Devoir*, on signale que le trésorier est absent, mais on ne dit pas qui le remplace.
11. Dans *Le Canada*, on fait remarquer qu'il n'y a que 43 députés en Chambre.
12. Dans *L'Événement*, on rapporte que M. le sous-ministre J.-A. Métayer, C.R., se fait remplacer à côté du ministre par M. Ivan Vallée, ingénieur en chef du ministère, qui est spécialement préposé à la construction des ponts.
13. Dans *L'Événement*, on signale que M. Ivan Vallée se retire alors et M. le sous-ministre Métayer vient prendre séance à côté de M. Galipeault.
14. Dans *Le Canada*, on rapporte que la séance s'est ouverte à 9 heures.
15. Dans *Le Devoir*, on dit que le trésorier est absent.
16. Dans *The Chronicle Telegraph*, on dit que, après quelques paroles de M. Langlais et M. Perrault, la motion fut mise aux voix, mais il s'agit probablement de M. Sauvé et non M. Langlais, parce que c'est M. Sauvé le parrain de la motion.
17. Dans *Le Canada*, on rapporte qu'il était 11 h 30 lorsqu'on discuta des crédits de l'hygiène publique.

Première séance du mardi 23 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Demandes de documents:

Saisies de peaux dans le district de Saint-François

M. Crépeau (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Bastien), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement et en particulier le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries ou tout employé de son département et C. S. Hymon & Co., Victoriaville, Hyde and Skin Co., Sherbrooke Hyde Co. ou Smith Bros., ou toute personne, entre le 1^{er} octobre 1925 et le 31 décembre 1925, au sujet de saisies de peaux dans le district de Saint-François.

Adopté.

Officiers et employés du gouvernement

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 26 concernant les officiers et employés du gouvernement de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité²:

L'honorable M. Nicol (Compton) explique à la Chambre les grandes lignes du bill, soit de confirmer, par un arrêté ministériel du 16 octobre 1925, la classification de tous les employés de l'intérieur et de l'extérieur du gouvernement, les employés étant divisés en les deux classes mentionnées aux fins d'un tel réarrangement

Il propose: 1. Qu'un employé du service civil puisse être nommé secrétaire particulier du chef d'un département et recevoir, pendant qu'il remplit cette charge, en sus de son traitement régulier, telle somme que peut fixer le lieutenant-gouverneur en conseil.

Il explique brièvement cet article³.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Il n'est pas possible de comprendre le bill ou les résolutions, de connaître exactement les modifications faites par le gouvernement et de discuter le projet sans avoir le texte de l'arrêté ministériel du 16 octobre 1925, auquel il est souvent référé⁴ et donnant effet au rapport de la commission. L'arrêté ministériel n'est pas devant la Chambre.

L'honorable M. Nicol (Compton): Des copies de l'arrêté seront distribuées dans quelques instants. En attendant, on continue l'étude des résolutions. Le bill donnera tous les détails.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: 2. Que le sous-ministre du Travail reçoive un traitement de cinq mille dollars pour la première année qui suivra sa nomination, avec une augmentation annuelle de cinq cents dollars jusqu'à ce que son traitement ait atteint le chiffre maximum de six mille dollars, au lieu du traitement qui lui est attribué par le troisième alinéa de l'article 9 de la loi du service civil (statuts refondus, 1925, chapitre 10).

En d'autres termes, nous mettons ce service sur le même pied que les autres, tous les sous-ministres recevant le même traitement. Une clause concerne le sous-ministre du Travail. Le sous-ministre du Travail actuel est M. Louis Guyon, qui a 30 ans de service au moins. L'ancienne loi lui accordait \$2,500 au début, avec une augmentation graduelle jusqu'à \$4,000. Le sous-ministre du Travail, M. Louis Guyon, se verra accorder un salaire de \$5,000 par année pour commencer, avec une augmentation annuelle de \$500, jusqu'à ce que son traitement ait atteint \$6,000 par année. M. Guyon reçoit donc \$2,000 de plus.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) veut que M. Guyon, sous-ministre du Travail, touche tout de suite le traitement de \$6,000, comme les autres sous-ministres. Il veut savoir si le trésorier avait une idée du nombre d'années de service de ce gentilhomme pour le gouvernement.

L'honorable M. Nicol (Compton): M. Guyon a 30 ans de service à son actif et il me semble qu'il devrait se retrouver dès maintenant dans la base annuelle de \$6,000.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Chambre approuve la proposition selon laquelle le sous-ministre du Travail, M. Louis Guyon, devrait faire partie de la même base de traitement que les autres sous-ministres, ce qui veut dire que son salaire sera augmenté progressivement de \$500 par année, jusqu'au maximum de \$6,000.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le département apprécie les services du sous-ministre, mais il est aussi d'avis que le projet envisagé dans l'arrêté ministériel est adéquat et fera l'affaire. M. Guyon est sur le même pied que les autres sous-ministres et il est satisfait de son traitement.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
3. Que les classification et rémunération prévues par l'arrêté en conseil no 1739 du 16 octobre 1925 soient les classification et rémunération qui s'appliqueront aux membres du service civil y mentionnés, et que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse modifier cet arrêté en conseil, soit en y ajoutant dans les divisions actuelles des fonctions qui existent déjà et auxquelles il n'a pas été pourvu, soit en y ajoutant de nouvelles divisions pour couvrir les cas qui pourront se présenter par suite de la création de nouveaux emplois ou de fonctions nouvelles.

Nous proposons tout simplement que cette Chambre adopte la classification qui fut acceptée l'automne dernier par arrêté en conseil. L'arrêté ministériel établit une classification des fonctionnaires avec des rémunérations diverses. Il y a six classes: fonctionnaires de l'intérieur, de l'extérieur, ayant une compétence technique, une compétence légale, fonctionnaires spéciaux, etc. Le lieutenant-gouverneur en conseil a décidé que le salaire serait attribué à la fonction et non à la personne qui la remplit.

On voit aussi par le texte que l'on vient de lire que tous les employés civils, même les temporaires, seront nommés, à l'avenir, par le lieutenant-gouverneur en conseil. Autrefois, le sous-ministre ou le chef de service avait le droit de faire ces nominations.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) souligne que le texte de l'arrêté ministériel ne vient pas encore.

L'honorable M. Nicol (Compton) ne répond pas à cette affirmation. Diverses classes ont été créées sous diverses lettres de l'alphabet, chacune de ces classes incluant un certain type de fonction et établissant les échelles de salaires correspondantes. Une classe couvre les employés ayant une connaissance générale du travail de bureau; d'autres étaient regroupés dans une autre division, leurs connaissances techniques étant inscrites dans une différente classification. La classe "G", par exemple, comprend les employés de l'extérieur ainsi que les employés ayant une classification spéciale.

M. Smart (Westmount): La classe "G" à laquelle réfère le ministre est limitée particulièrement aux employés civils de Montréal, ce qui élimine pratiquement leur chance d'obtenir des augmentations. Ils ont été groupés dans cette classe et subissent ainsi une discrimination.

L'honorable M. Nicol (Compton): Cette classe "G" n'était pas pour les employés de Montréal, mais pour toutes les personnes spécialement employées. Il est tout naturel que certains d'entre eux soient insatisfaits.

M. Smart (Westmount): Si la classe "G" correspond exactement à ce que le gouvernement prétend, chacune de ses sous-classes devrait être étudiée de manière individuelle. Même si cela était fait, le gouvernement s'écarterait quand même du rapport et des recommandations de la commission chargée d'étudier la question, et privilégierait une fois de plus le système de gouvernement du lieutenant-gouverneur en conseil. Je considère qu'une injustice flagrante est en train d'être faite aux employés de Montréal, plusieurs d'entre eux étant de vieux employés, qui se sont retrouvés dans la classe "G" sans raison apparente. Il est évident que la classe "G" a été créée pour traiter les employés de Montréal, et le résultat de cela est que l'on prive les employés d'augmentations qu'ils auraient obtenues avant la reclassification. Quoi qu'il en soit, ils ne sont pas en meilleure posture qu'avant.

M. Saint-Jacques (Argenteuil) se dit satisfait de l'augmentation que le coroner recevra, mais il veut savoir pourquoi le coroner, l'assistant-coroner et les greffiers n'ont pas eu vent déjà de la nouvelle de ces augmentations dont parle le ministre. Il craint qu'ils ne soient pas encore au courant. Les employés des palais de justice de Québec et de Montréal ont-ils reçu une augmentation conforme à

leurs services et à leur compétence? Quelle est la proportion de l'augmentation qui a été accordée aux fonctionnaires du palais de justice de Montréal et de Québec, à ceux du plumitif, à ceux de la rédaction des jugements? Ces derniers doivent être des avocats et ils pourraient être dans une classe supérieure. Quelles provisions ont été faites pour ce qui est des augmentations des fonctionnaires des palais de justice de Montréal et de Québec, et, dans le cas où ces augmentations ont été accordées, quelle proportion de leur salaire a été ainsi représentée? Des divisions de catégories doivent être faites pour ces fonctions et les hommes impliqués doivent être classés en fonction de leurs spécialités et de leurs mérites individuels.

L'honorable M. Nicol (Compton): Ces fonctionnaires sont classés de diverses façons, selon leur compétence respective. Il y a des employés qui ont une compétence toute particulière dont on doit tenir compte dans la fixation des rémunérations. Pour répondre tout de suite à une telle question, il faudrait consulter une liste très longue.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): A-t-on songé que, dans certains services, il faut des avocats d'une certaine expérience, par exemple dans la rédaction des jugements?

L'honorable M. Nicol (Compton): Nous avons accordé les rémunérations selon les fonctions, et nous nous efforçons toujours de nommer des compétences.

M. Plante (Beauharnois) demande ce que l'on a accordé aux fonctionnaires de la Cour du coroner. Il fait valoir le cas de L.-A. Bédard, greffier de la Cour de circuit à Montréal, qui, insiste-t-il, occupe depuis plusieurs années une position très importante. Il espère que le gouvernement juge approprié de reconnaître cela.

L'honorable M. Nicol (Compton): Les salaires sont établis selon les positions plutôt que selon les personnes qui les occupent.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) cite le cas de John J. Lomax, sténographe en chef pour la cour criminelle de Montréal, qui reçoit maintenant \$2,100, alors que le maximum dans la classification des sténographes à Montréal est de \$2,400. Il veut savoir combien de temps cela prendra avant que M. Lomax reçoive le maximum de \$2,400. Pourquoi un employé du palais de justice de Montréal ayant

32 ans⁵ de service à son actif ne reçoit toujours pas le maximum? Selon la législation actuelle, il ne reçoit que \$100 par année de plus que le minimum. Au rythme où cela progresse, il lui faudrait 99 ans avant d'atteindre le maximum qui lui permettrait de vivre assez longtemps.

L'honorable M. Nicol (Compton): La reclassification ne prévoit pas que certains salaires vont à certaines personnes, mais que certains salaires doivent être attribués selon certaines classifications. Sous la nouvelle loi, les salaires seront plus importants et les augmentations plus promptes.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Étant donné l'excellent dossier qu'il a à son actif, M. Lomax doit accéder immédiatement au maximum. Il porte à l'attention de la Chambre le fait que les mêmes fonctionnaires en Ontario touchent \$3,000 par année.

L'honorable M. Nicol (Compton): Et l'Ontario a dépensé \$48,000,000 l'an dernier.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Mais tout ça n'est pas allé uniquement aux fonctionnaires.

L'honorable M. Nicol (Compton): La classification de M. Lomax requiert un salaire minimum de \$2,000 à \$2,400, et sa position, ainsi que d'autres, a été bonifiée.

M. Plante (Beauharnois): La loi consacre une injustice en ne tenant pas compte des états de service. M. L.-A. Bédard, greffier au palais de justice de Montréal⁶, est d'une compétence rare et d'une grande activité. C'est un homme très précieux. De l'avis unanime de tous les avocats, ce fonctionnaire compétent a attendu pendant des années une augmentation qui a pris du temps à venir. Après 38 ans de service, son salaire est maintenant de \$2,500. Cet employé a été appelé à siéger 360 jours ouvrables dans l'année, a remplacé à l'occasion un juge pour quelques cas et dans d'autres affaires, et tout cela pour le salaire ridicule de \$1,900 par année avant l'automne dernier. Il a reçu ensuite une augmentation de \$600, ce qui ne fait que \$2,500, selon la nouvelle loi. Mais, dans les faits, on pourrait trouver dans les fichiers du département du procureur général une recommandation du juge en chef suivant laquelle le salaire de M. Bédard doit être porté à \$4,000 par année. Ne devrait-on pas tenir compte davantage des états de service?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne nie nullement les mérites de M. Bédard. Je les reconnais. C'est un employé intelligent et consciencieux, ce qui lui vaut de bons amis. Mais le gouvernement ne peut aller trop loin, puisque cela entraînerait d'autres demandes. Le fait de lui accorder ce privilège ne ferait en effet que provoquer des querelles de la part d'employés venant d'ailleurs, qui alors exigeraient tous un traitement similaire à celui de leur confrère de Montréal. Mais nous avons de difficiles problèmes à résoudre. Nous avons jugé qu'il fallait à tout prix mettre tous les employés sur un pied de justice et c'est en fixant le salaire pour la position plutôt que pour l'individu que tous les fonctionnaires peuvent obtenir le salaire auquel ils ont droit. Cela met fin aux demandes d'augmentation de salaire qui sont devenues si nombreuses qu'elles rendent la position des ministres presque intenable. Il était difficile d'agir autrement.

Dorénavant, l'on saura exactement ce que telle ou telle fonction procurera graduellement à celui qui la remplira. Autrement, nous serions débordés de demandes à tel point que la vie deviendrait intolérable. Quant à M. Bédard, il reçoit \$600 de plus et nous ne disons pas qu'il ne mérite pas d'avoir plus. On ne peut dire qu'il est négligé. Il agit comme curateur dans certaines causes et reçoit pour cela une rémunération spéciale.

On sait maintenant que les employés auront à s'adresser au lieutenant-gouverneur en conseil. Quant à cette nouvelle échelle, nous avons été jusqu'où nous pouvions aller. Les augmentations accordées sont raisonnables. Il souhaite que rien ne sera affirmé en Chambre qui provoquera l'imagination des fonctionnaires. Sans doute, certains d'entre eux ne sont pas assez payés, mais il y a 3,000 employés à prendre en considération. C'est bien beau de parler d'augmentations, mais ce que la Chambre doit bien garder à l'esprit, c'est que les augmentations accordées, et qui doivent à présent être confirmées et mises en application par ce bill, représentent déjà pour la province \$360,000 de plus annuellement.

C'est déjà un bien joli chiffre, dont chacun doit recevoir sa part selon la fonction qu'il occupe et les services qu'il rend. Il est impossible de faire valoir des raisons personnelles de compétence spéciale, car, sur 3,000 fonctionnaires, nous ne finirions plus s'il nous fallait considérer le cas de chacun plutôt que la situation qu'il remplit. Nous avons donc suivi ce système qui est le seul praticable. C'est un gros sacrifice que le gouvernement a fait là pour le service civil et celui-ci peut considérer qu'il a obtenu pleine justice. Si des

fonctionnaires méritaient davantage que ce qu'ils ont reçu, ce n'est pas l'inverse dans d'autres cas. Qu'il y ait un certain nombre de mécontents, c'est inévitable, car il est rare que quelqu'un pense mériter moins de salaire qu'un autre. Bien que les listes aient été établies, la nouvelle loi est assez souple pour permettre au cabinet de traiter les cas spéciaux. Les affaires de la Cour du coroner à Montréal ont ensuite été abordées par le député d'Argenteuil (M. Saint-Jacques). Le coroner de Montréal occupe une position très importante, à un traitement qui est maintenant de \$2,400 par année, je crois. Il me semble qu'une provision sur une base annuelle de \$3,000 ou \$4,000 devrait être faite en reconnaissance de ses services. L'assistant-coroner, dont les charges sont elles aussi très lourdes, est également digne de considération. Je comprends qu'il reçoit un traitement très faible. Je porte aussi à l'attention du gouvernement les deux greffiers qui reçoivent la grasse somme de \$800 par année. Ici, nous avons deux officiers d'une importante cour qui gagnent \$66 par mois. J'espère que le gouvernement trouvera un moyen de corriger cela.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): L'importance de la position doit être la base de la rémunération. Le coroner de Montréal est-il payé raisonnablement? Le coroner lui-même ne touche actuellement que \$2,500. Le chef de police provinciale reçoit \$3,000. L'assistant-coroner reçoit \$1,900 et le greffier \$800, soit \$66.66 par mois. Est-ce suffisant pour vivre avec une famille? Il demande pour quelle raison les avocats employés au bureau du protonotaire à Montréal ne sont pas classés dans la classe C, laquelle classe requiert de ceux qui s'y retrouvent qu'ils aient des connaissances légales.

L'honorable M. Nicol (Compton): D'après la nouvelle classification, il recevra un traitement maximum de \$4,000 qui lui sera remis à raison de \$500 chaque année. Le sous-coroner aussi reçoit plus de traitement. Il aura \$3,000 au lieu de \$1,600. La classification pour ce type de travail était sous G, une nouvelle classification, dont le lieutenant-gouverneur en conseil fixait le taux des salaires. L'ordre en conseil prévoit pour le coroner un salaire de \$4,000 et une augmentation de \$500 chaque année.

M. Saint-Jacques (Argenteuil): Ce fonctionnaire (le coroner) a 30 ans' de service. Il ne faudrait pas le faire attendre 30 ans encore pour obtenir le maximum. Quant aux autres fonctionnaires, il faudrait aussi leur donner suffisamment pour vivre.

M. Tétreau (Montréal-Dorion) réclame une copie de l'arrêté ministériel⁸.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste contre ce procédé du gouvernement qu'il ne trouve pas loyal. Tous les députés ont droit de savoir exactement ce qu'est ce bill. On aurait dû le présenter plus tôt dans la session. En arrivant à la dernière heure, le gouvernement n'a-t-il pas une raison de plus pour fournir toute la documentation nécessaire, de façon à ce que toute la Chambre puisse suivre le débat? Le gouvernement aurait-il quelque chose à cacher? Comme nous n'avons pas eu le temps d'étudier l'ordre en conseil dont il est question dans la loi, je demanderais au premier ministre de remettre le débat à une autre séance. D'ailleurs, je me demande pourquoi le gouvernement remet les principales mesures à la dernière minute de la session. Seulement quelques députés ont des arrêtés ministériels.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Depuis le commencement de la session, le gouvernement a eu des ennuis considérables. Nous avons été débordés de travaux. La rédaction des lois a souffert surtout de l'absence de M. Charles Lancôt, retenu chez lui par la maladie, il n'a pu participer à la présentation d'aucune loi, et de mon secrétaire (M. R.-A. Benoit), aussi malade et en repos pour quelque temps. Le processus a donc été retardé. Malgré toute la diligence que nous y avons mise, il a été impossible de procéder plus rapidement. On admettra que ce projet était des plus difficiles et qu'il fallait y mettre du temps. Le gouvernement ne veut pas mériter le reproche de faire passer cette loi à la hâte, à la vapeur. Il donnera à l'opposition le temps de l'étudier. Il n'a aucune hâte et la Chambre peut siéger tant qu'elle voudra. Le chef de l'opposition a-t-il un autre but que de prolonger la session?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si le gouvernement a eu beaucoup de difficultés à préparer le projet de loi, ces difficultés sont encore plus grandes pour la Chambre qui n'a pas les informations et la documentation suffisantes. C'est le droit de tous les députés de savoir. L'opposition devrait être en mesure, comme les gens de la droite, de se renseigner.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) offre que l'on adopte celles des résolutions qui ne sont pas litigieuses et qui n'ont pas besoin de l'arrêté ministériel pour être comprises.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) préfère que l'on ajourne l'étude de cette mesure tant que le texte de l'arrêté ministériel n'aura pas été fourni à tous les députés. Il demande de remettre l'étude du bill à une autre séance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Accordé.

Il propose de rapporter progrès, et de reprendre l'étude du bill à une autre séance. Il est prêt à ajourner le débat, et dit qu'il s'oppose à ce que toute forme d'insinuation soit faite, dans la presse ou en Chambre, à l'effet qu'on ait tenté de faire adopter le projet de loi à toute vapeur.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et il demande la permission de siéger à nouveau.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 114 ratifiant certaines résolutions du conseil municipal et des commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency, et conventions entre les mêmes et la St. Anne Power & Paper Company Limited;

- bill 69 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company à la corporation municipale de Saint-Vincent-de-Paul;

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Conventions entre la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency, et la Ste Anne Power & Paper Company Limited

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 ratifiant certaines résolutions du conseil municipal et des commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency, et conventions entre les mêmes et la Ste Anne Power & Paper Company Limited.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Taxes à payer par la Montreal Island
Power Company à la corporation municipale
de Saint-Vincent-de-Paul**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 69 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company à la corporation municipale de Saint-Vincent-de-Paul.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte
de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Les amendements sont lus une première fois.

**Biens de succession
sujets à l'impôt**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que l'ordre de cette Chambre du lundi 15 février dernier, à l'effet qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre adopte leurs amendements au bill 7 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt, soit rescindé.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre adopte leurs amendements au bill 7, avec les amendements suivants:

1. Tous les mots après "amendé", dans la première ligne du premier amendement, sont remplacés par les suivants: "en y insérant, avant le mot "déterminera", dans la seizième ligne, les mots "la transmet au percepteur des droits sur les successions qui";

2. Le second amendement est retranché.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Questions et réponses:

**Coupe de bois sur les rangs 1 et 2
du canton Awantjish**

M. Langlais (Témiscouata): 1. Le ministère des Terres a-t-il retiré des argents pour la coupe du bois sur les rangs 1 et 2 du canton Awantjish depuis l'année 1922?

2. Dans l'affirmative, quel est le montant retiré?

3. Quelle quantité de bois a été déclarée pour chacun des lots desdits rangs: *a)* en 1922; *b)* en 1923; *c)* en 1924; *d)* en 1925?

4. Lesdits lots ont-ils été depuis remis au ministère de la Colonisation?

5. Si oui, ont-ils été vendus à des colons?

6. Si aucune vente n'a été faite, le ministère sait-il pourquoi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Non.

2. Voir réponse 1.

3. Impossible de donner la quantité de bois coupé en 1922, 1923, 1924 et 1925, sur chacun des lots des rangs I et II du canton d'Awantjish, le rapport d'opérations du licencié ne faisant état que du chiffre global des coupes.

4. Tous les lots des rangs 1 et 2 sont ou patentés ou sous billet de location, à l'exception des lots 1 à 9 du rang 1 ainsi que 1 à 9 et 12, 16 et 35 du rang 2 qui sont transportés au département de la Colonisation.

5. Non.

6. Parce que l'abbé J.-E. Sirois, curé de Sainte-Jeanne-d'Arc, a représenté au département que les lots 1 à 9 de ces deux rangs, ne faisant partie d'aucune paroisse, feront tout naturellement partie, un jour, de Sainte-Jeanne-d'Arc et qu'il était de l'intérêt de sa paroisse de les garder en réserve jusqu'au jour où les cadres actuels de Sainte-Jeanne-d'Arc seraient remplis. Comme ces lots n'ont pas un sol de qualité supérieure, qu'ils sont éloignés, qu'il eût été dispendieux de construire des chemins pour s'y rendre et que des lots étaient disponibles dans Sainte-Jeanne-d'Arc, le département de la Colonisation a accédé à la demande de M. le curé Sirois.

**Marc-Aurèle Ouellet,
département de la Justice**

M. Langlais (Témiscouata): 1. M. Marc-Aurèle Ouellet, de Sainte-Angèle-de-Rimouski, est-il encore juge de paix pour le district de Rimouski?

2. Si oui, a-t-il fourni des preuves de sa qualification?

3. Quelles sont ses qualifications fournies?
4. Le procureur général a-t-il reçu des plaintes au sujet de ce M. Ouellet, dénonçant son défaut de qualification?

5. Y a-t-il eu enquête à cet effet et, si oui, quel en est le résultat?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. M. Marc-Aurèle Ouellet, de Sainte-Angèle-de-Rimouski, a été adjoint à la commission de la paix du district de Rimouski, le 12 mars 1921, et son nom apparaît encore sur cette commission.

2 et 3. Le greffier de la paix pour le district de Rimouski a fait rapport que M. Ouellet avait déposé, au greffier de la paix, les serments requis.

4. Oui.

5. Des renseignements pris au bureau du greffier de la paix du district de Rimouski ont établi que M. Ouellet n'agissait pas comme juge de paix.

Inspection des écoles rurales

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé) dont elle a été saisie le jeudi 25 février dernier:

Qu'il est désirable que le système d'inspection des écoles rurales de cette province soit modifié de manière à en obtenir un résultat plus efficace pour les élèves, plus avantageux pour les corporations scolaires, plus équitable pour les officiers préposés à l'inspection, et aussi en vue de suppléer autant que possible au manque d'instituteurs dans nos campagnes ainsi qu'au manque d'expérience, dans certain cas;

Que l'inspecteur ou principal devrait avoir, sous sa juridiction, moins d'écoles, afin qu'il puisse leur accorder le temps et l'attention que requièrent les institutrices et les élèves.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cette motion constitue une demande au Conseil de l'instruction publique de modifier presque radicalement le système actuel. Nos grandes écoles dans les centres urbains sont dirigées par des directeurs mieux placés que les inspecteurs pour suivre les élèves. Donc, là il

n'y a pas nécessité de faire des changements. Je me demande si les modifications demandées par le chef de l'opposition ne sont pas intempestives. Il est vrai que la direction d'un grand nombre d'écoles sous un seul inspecteur est difficile. Alors que le principal d'une institution urbaine n'a que quelques classes à diriger, l'inspecteur est obligé de surveiller plusieurs centres scolaires sur un territoire très étendu. Là est la difficulté. Quant aux petites écoles rurales, elles se sont améliorées considérablement en ce dernier quart de siècle. Le système éducatif a connu des progrès considérables dans les 15 dernières années, plus particulièrement en ce qui regarde l'inspection des écoles. Par ailleurs, il est constant, comme l'a dit le chef de l'opposition, que les instituteurs et institutrices, pour la plupart, ne font de l'enseignement qu'une occupation temporaire et non pas une carrière permanente. De telles conditions nuisent à l'enseignement. Il faut cependant assurer la permanence des instituteurs et des institutrices. D'un côté, bien des municipalités scolaires n'accordent pas un salaire suffisant aux instituteurs; de l'autre, certains corps enseignants font aux instituteurs laïques une concurrence qu'il est impossible de soutenir avantageusement.

Nous pouvons espérer une solution de ces problèmes. Pour y arriver, il faudra augmenter les salaires afin que ces personnes se fassent une carrière de l'enseignement. Il est à espérer que les municipalités pourront augmenter ces salaires et que le gouvernement pourra encourager davantage ces municipalités qui donnent de bons salaires. Dans 10 ou 15 ans, les personnes qui enseignent recevront probablement un traitement suffisant pour être permanentes dans leur carrière. Le gouvernement a amélioré leur situation déjà. Il ne s'arrêtera pas en si bon chemin.

Puisque aucun changement véritable à l'actuel système d'inspection n'a été demandé par les autorités appropriées, il ne pourra voter en faveur de la motion. Il approuve entièrement tout ce qui viendra améliorer l'efficacité de l'éducation, mais n'est pas convaincu de la nécessité d'une action de la Chambre, les demandes de réforme ne provenant d'aucune autorité éducationnelle, mais seulement d'un simple politicien. Il propose donc un amendement qui, tout en admettant la possibilité d'améliorer le système d'inspection des écoles, reconnaît au nom de la Chambre tout ce qu'a fait le gouvernement en ce sens jusqu'à maintenant, et assure de son entière et bienveillante disposition eu égard à toute recommandation susceptible de provenir des autorités dûment constituées.

Bien que les considérations contenues dans la motion soient en partie justifiables, serait-il opportun

d'accorder les réformes demandées? On sait que l'instruction publique, en cette province, n'est pas sous le contrôle du gouvernement, mais sous la direction du Conseil de l'instruction publique. C'est à lui qu'il appartient de tracer son programme et de demander les changements désirés à la Législature. Or, il n'a rien demandé. Je crois qu'il est nécessaire de lui exprimer notre confiance. C'est au Conseil de l'instruction publique de faire des recommandations pour obtenir des modifications et non à la Chambre de faire ces modifications. Mais nous avons un système dont toute la province de Québec est fière et nous ne voulons pas changer. Le gouvernement, en ces années, a amélioré le sort des inspecteurs. Aussi suis-je d'avis que la motion doit être amendée comme suit:

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Hamel), que la motion en discussion (de l'honorable chef de l'opposition) soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les mots suivants:

Tout en admettant que l'inspection des écoles est susceptible d'amélioration, cette Chambre reconnaît que, depuis une quinzaine d'années, le gouvernement a beaucoup fait pour améliorer l'inspection des écoles en créant 11 nouveaux districts scolaires et en délimitant un grand nombre d'autres pour faciliter la visite des classes; qu'il a aussi élevé notablement les traitements des inspecteurs et accordé, pour chacune des visites réglementaires, une indemnité de frais de voyage, et que le gouvernement est toujours disposé à améliorer le service de l'inspection chaque fois que, sur la recommandation du surintendant et des comités du Conseil de l'instruction publique, il lui sera fait des suggestions motivées.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je remercie le député de Saint-Hyacinthe d'avoir avoué que les demandes contenues dans ma motion étaient justes. Je constate cependant que son attitude vis-à-vis du Conseil de l'instruction publique a changé depuis quelques années. Mais est-il vrai, comme il le prétend, que cette Chambre ne peut exprimer une opinion sans le consentement de ce Conseil? La Chambre a le droit d'exprimer, et il s'étonne de l'opportunisme qui, de l'autre côté de la Chambre, va jusqu'à nier à celle-ci ce droit. Il trouve étrange que le gouvernement, par l'amendement Bouchard, cherche à poser la question de confiance. Sa motion ne comportait aucun blâme envers le gouvernement ou le Conseil de l'instruction publique. Mais le gouvernement ne veut pas admettre que l'opposition puisse faire des suggestions utiles. L'amendement du

député de Saint-Hyacinthe ne constitue pas un vœu mais un simple éloge de la politique du gouvernement.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Bouchard, Bullock, Caron, Charbonneau, Côté, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Galipeault, Grant, Hamel, Lafond, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Moreau, Nicol, Oliver, Perrault, Phaneuf, Pilon, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thurber, Tourville, 43.

Contre: MM. Bastien, Beaudoin, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Saint-Jacques, Sauvé, Smart, 16.

Ainsi, l'amendement est adopté.

La motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 23 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 11 modifiant la loi des agents généraux;
- bill 23 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

- bill 27 relatif à la construction d'un pont entre Montréal et Longueuil;
- bill 133 modifiant la loi de la voirie;
- bill 149 relatif à certaines rétributions scolaires;
- bill 155 pourvoyant à la création d'un fonds éducationnel à même les ressources naturelles de la province.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 70 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company aux commissaires d'écoles des Écores;
- bill 116 ratifiant certaines résolutions des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Édouard de Fraserville et les syndics de la corporation scolaire dissidente de Fraserville, et conventions entre les mêmes et The Warren Company Limited;
- bill 17 révisant et refondant la loi des accidents du travail;
- bill 105 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant pour lequel il lui demande son concours:

- bill C du Conseil législatif modifiant le Code de procédure civile relativement aux appels des jugements interlocutoires.

Taxes à payer par la Montreal Island Power Company aux commissaires d'écoles des Écores

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 70 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company aux commissaires d'écoles des Écores.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Conventions entre des corporations scolaires de Fraserville et The Warren Company Limited

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 116 ratifiant certaines résolutions des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Édouard de Fraserville et les syndics de la

corporation scolaire dissidente de Fraserville, et conventions entre les mêmes et The Warren Company Limited.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi des accidents du travail

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 17 révisant et refondant la loi des accidents du travail.

Les amendements sont lus une première fois.

Charte de Saint-Lambert

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 105 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Les amendements sont lus une première fois.

Appels des jugements interlocutoires

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Hamel), que le bill C du Conseil législatif modifiant le Code de procédure civile relativement aux appels des jugements interlocutoires soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Nicol (Compton) transmet à M. l'Orateur les deux messages suivants de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur: Messages de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, signés de sa main. Il lit lesdits messages comme suit:

N. Pérodeau, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, recommande à l'Assemblée législative de modifier les articles 104 et 107 du budget des dépenses qu'il lui a transmis le 27 janvier 1926, de façon que les articles se lisent comme suit:

104. Pépinière de Berthierville: entretien, \$25,000;

107. Chemin de colonisation et aide à la colonisation: \$800,000.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 23 mars 1926

N. Pérodeau, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1926, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1-A)

Hôtel du gouvernement,
Québec, 23 mars 1926

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, relatif au budget, soit renvoyé au comité des subsides.

Adopté.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable M. Madden), que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur soit envoyé au comité des subsides avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

L'honorable M. Nicol (Compton): J'ai l'honneur de proposer, secondé par l'honorable M. Madden, que la Chambre se forme en comité des subsides, d'ici à la fin de la session, pour prendre en considération les subsides à voter à Sa Majesté.

Adopté.

Questions et réponses:

Sociétés coopératives agricoles

M. Lortie (Soulanges): 1. Combien de sociétés coopératives agricoles ont été fondées en 1925, dans la province?

2. Combien en existe-t-il actuellement?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
1. 20.

2. 211 sociétés en opération.

Loi des cités et villes, article 427

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill D du Conseil législatif modifiant l'article 427 de la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Marchand (Jacques-Cartier): Le but de ce bill est à l'effet qu'il y a deux ans la Législature provinciale a passé un bill à l'effet qu'il n'y ait plus d'injonctions de prises contre les industries de pulpe et papier afin d'empêcher temporairement l'exploitation de ces grandes industries. Ce que nous demandons dans ce bill est l'application de la même loi pour toutes autres industries qui existent depuis au moins cinq ans. C'est-à-dire que le recours ne sera seulement que par action en dommage d'après la loi ordinaire et pour empêcher par là des dommages quelques fois qui peuvent être très considérables et inutiles en fermant ces établissements temporairement par injonction. Il n'est pas bon, fait-il remarquer, que les recours par voie d'injonction soient autorisés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subvention à la National Transcontinental Railway Branch Lines Company

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 136 concernant une subvention à The Rouyn Mines Railway Company.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à la Rouyn Mines Railway Company, constituée en corporation par la loi 15 George V, chapitre 110, une subvention de deux cent cinquante mille dollars, pour aider à la construction et à l'exploitation de la ligne de chemin de fer décrite au sous-paragraphe *a*) de la résolution 3, et que cette subvention soit payable en argent, en la manière, aux époques et aux conditions ci-après énumérées.

Adopté.

2. Que cette subvention de deux cent cinquante mille dollars soit payable à la Canadian National Railway Company, aux droits de la Rouyn Mines Railway Company, comme opérant ladite ligne de chemin de fer pour le compte de cette dernière, tel que prévu dans le sous-paragraphe *c*) de la résolution 3, en cinq versements annuels de cinquante mille dollars chacun, au cours des cinq premières années de la mise en opération de ce chemin de fer, le premier versement à être fait le ou avant le 1^{er} février 1927, si ladite mise en opération est alors commencée.

Adopté

3. Que le paiement de ladite subvention soit sujet aux conditions et dispositions suivantes:

a) La Rouyn Mines Railway Company devra construire, dans la province de Québec, une ligne de chemin de fer depuis un point, à ou près de O'Brien, dans le canton de Privat, jusqu'à un point dans le canton de Rouyn, sur une distance d'environ 45 milles;

b) Ladite ligne de chemin de fer pourra être louée à Sa Majesté le roi, aux droits de la puissance du Canada;

c) L'administration et l'exploitation de ladite ligne de chemin de fer pourront être confiées à la Canadian National Railway Company;

d) Les travaux de construction de ladite ligne de chemin de fer devront avoir été commencés le ou avant la date de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et ils devront être complétés le ou avant le 31 décembre 1926;

e) Après le parachèvement des travaux de construction, ladite ligne de chemin de fer devra être maintenue en bon ordre et en bonnes conditions et elle devra être exploitée sans interruption suivant les moyens du trafic et du public voyageur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce que le gouvernement entend faire dans le cadre de la prolongation de la ligne d'Angliers jusqu'à Rouyn, projetée par la compagnie du Canadian Pacific Railway, a été réclamé par une forte délégation du Témiscamingue. Les colons du Témiscamingue se sont plaints. Le gouvernement a reçu de nombreuses requêtes du Témiscamingue à ce sujet. Le gouvernement n'a-t-il pas dit récemment à une délégation de colons du Témiscamingue qu'il ne pouvait rien dépenser pour les chemins de fer? Pourquoi le gouvernement n'a pas donné droit aux requêtes des colons du Témiscamingue? Ces colons voulaient que le tronçon qui va actuellement de Mattawa à Angliers, terminus du chemin de fer du Témiscamingue, soit prolongé jusqu'à Rouyn, soit une distance de 40 milles. Pourquoi le gouvernement a refusé des subsides à la compagnie du C. P. R. pour terminer le prolongement du chemin de fer de Angliers à Rouyn? On aurait aussi rendu justice aux colons, tout en ne nuisant pas au développement de la ville de Rouyn. Ce réseau desservirait alors non seulement la région minière de Rouyn, mais aussi une région de colonisation des plus intéressantes. On aurait aidé la région du Témiscamingue.

De Rouyn à O'Brien, la voie traverse un pays boisé, où l'on ne trouve aucune habitation et où l'on ne peut penser pour le moment à établir des colons. D'Angliers à Rouyn, c'est le contraire; le colon a déjà pénétré dans cette région, mais il souffre du manque de transport. Le service jusqu'à Angliers est insuffisant, trois trains par semaine seulement. Les colons du Témiscamingue n'ont pas de marchés pour les produits de leurs terres. Ce chemin de fer n'aidera nullement aux colons du Témiscamingue. Leur situation n'est guère meilleure qu'il y a 40 ans, lors de l'arrivée des pionniers. Depuis 40 ans, les colons du Témiscamingue font entendre leur plainte. Le gouvernement demande maintenant à la Chambre de subventionner le chemin de fer de la Rouyn Mines. Les colons du Témiscamingue attendent toujours qu'on leur rende justice. Le gouvernement ne rend pas justice aux colons. Il se dit très fâché que le gouvernement subventionne une ligne entre Rouyn et O'Brien uniquement, insiste-t-il, pour faire plaisir à certaines compagnies minières. Il accuse le premier ministre d'induire la Chambre en erreur en jouant sur

les mots. Il est évident que l'on a voulu surtout aider l'industrie minière de préférence à la colonisation. Pourquoi on accorderait maintenant un autre traitement parce qu'il s'agit de compagnies minières? D'ailleurs, on prétend, en certains milieux ministériels, que ces mines de Rouyn ne sont pas aussi riches qu'on le dit. Il est vrai que, d'un autre côté, on assure qu'elles constituent un Klondike.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

J'aime autant nos mines que la mine pas toujours rassurante du chef de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

S'il y a un gouvernement qui a bien traité et qui a fait beaucoup pour les colons du Témiscamingue, c'est celui-ci. Ils ont eu un chemin de fer qui a coûté très cher.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas ce que les colons prétendent. Il est surpris d'entendre le premier ministre quand il dit que le Témiscamingue n'a pas à se plaindre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

C'est ce qu'ils disent et c'est la vérité. Le Témiscamingue a été bien traité: de très généreux subsides ont été déployés afin d'amener le C. P. R. à construire une ligne qui puisse le desservir. Maintenant, la ligne jusqu'à Rouyn ne pouvait être construite autrement et à aussi bon marché, du point de vue du gouvernement, qu'en passant par O'Brien, qui s'avérera un excellent auxiliaire du C. N. R. Quand il s'est agi de donner au Témiscamingue un chemin de fer, pour la construction de la ligne de Ville-Marie à Angliers, soit une longueur de 77 milles de voie ferrée, le Pacifique Canadien a reçu \$6,400 du mille et un octroi de 4,000 acres de terre par mille. C'est le plus fort subside ferroviaire que la province ait jamais accordé, près de \$600,000, sans compter une tranche considérable du domaine forestier.

Le gouvernement a pris toute la responsabilité de cette construction sans même l'aide du gouvernement fédéral. C'était à un moment où les limites à bois valaient moins qu'aujourd'hui, et où la construction était plus onéreuse. Si on calculait le bois à dix mille dollars de l'acre, nous aurions payé \$45,000 du mille pour 80 milles de chemins de fer jusqu'à Angliers, soit quatre cent mille dollars pour le Témiscamingue. Il reste encore beaucoup à faire pour les colons du Témiscamingue, mais là n'est pas la question pour le moment.

Dans le cas de la Rouyn Mines, les résolutions ont pour objet tout autre chose. La construction de la ligne du C. P. R. pour Angliers a été une affaire coûteuse pour la province, et ce, tant en argent qu'en octrois de terres. Nous nous sommes entendus avec le C. N. R. Il n'en a coûté à la province que \$250,000 en tout; \$50,000 par année pendant cinq ans pour ouvrir une région minière qui promet de donner les plus beaux résultats. En passant par le Témiscamingue, il en aurait coûté beaucoup plus cher pour obtenir l'équivalent. Il s'agit de la construction d'un autre chemin de fer qui mettra nos mines de Rouyn en contact avec la civilisation. Le chemin de fer dont il est question de Rouyn à O'Brien a pour objet de conserver à la province de Québec tout le bénéfice du développement minier. Sans ce chemin de fer, tout le trafic serait allé vers l'Ontario et notre population aurait perdu des sommes considérables. Le C. N. R. y trouvera aussi des avantages. Ce que nous voulons par la présente loi, c'est d'assurer un débouché à la région des mines, et cela à bien meilleur compte que nous n'avons ouvert le Témiscamingue. Notre subside en argent ne sera cette fois-ci que de \$3,200 par mille. Nous ne donnerons pas d'octrois en terres parce que celles-ci ont pris une valeur qu'elles n'avaient pas auparavant. Sans le chemin de fer, les mines ne pourraient être exploitées. La province a bien fait de s'entendre avec les chemins de fer nationaux. Ceux-ci ont obtenu également la contribution des entreprises minières. La construction est commencée déjà et près de 2,000 hommes y ont travaillé cet hiver.

Les travaux avancent rapidement et il est prévu que le tronçon sera en opération dès décembre, me dit-on. Si la construction de cette voie ferrée ne nous coûte que \$250,000, je crois que nous nous en tirerons à bon marché. À l'extrémité de ce chemin de fer sera construit le plus grand "smelter" de la province de Québec, et le développement immense de cette région rejaillira sur les centres qui l'auront alimenté. Le C. N. R. s'est entendu avec nous à ce sujet. C'est ce qui assurera le développement de cette région minière. En somme, c'est une bonne transaction pour la province. Sans la construction d'une pareille ligne, il serait difficile de s'attendre à un tel progrès.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que les colons n'ont pas envoyé au gouvernement, au premier ministre une requête signée par 958 colons du Témiscamingue qui se plaignent de l'insuffisance des services ferroviaires?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non. Pas à cette session-ci, mais à la précédente. Nous en avons reçu une l'an dernier, je crois. Les colons du Témiscamingue ont demandé de continuer la construction du chemin de fer d'Angliers à Rouyn aux conditions qu'avait exigées le C. P. R., c'est-à-dire \$4,000 en argent et 4,000 acres de terre par mille. Aux mêmes conditions qu'autrefois, la province contribuerait dans une proportion de \$45,000 du mille, à cause des concessions de territoire que l'on demande. Nous avons répondu que ces conditions étaient trop onéreuses et de revenir avec de meilleures conditions.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La requête a été présentée le 23 décembre 1925, en vue de la session qui devait s'ouvrir, c'est-à-dire de la présente session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'avons rien reçu cette année.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais l'honorable premier ministre a-t-il donc oublié la délégation de colons qui est venue à Québec au commencement de la session, au mois de janvier? À quoi sert de venir lui demander des faveurs pour le Témiscamingue? Il nous dit qu'il a oublié la délégation. Si le premier ministre ne se le rappelle pas, c'est qu'il a la mémoire courte.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition n'a pas le droit de me faire dire ce que je n'ai pas dit. Il m'a demandé si nous avions reçu une requête par écrit. Je lui ai dit que nous en avions reçu une l'an dernier. Une délégation est venue nous faire des demandes. Il n'y a jamais de mal à demander.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Des gens sont venus, c'est-à-dire des gens pas riches, qui avaient dû faire 500 milles pour se rendre à Québec. Ces colons du Témiscamingue ont droit, autant que n'importe qui, de profiter du nouveau centre industriel qui sera créé à Rouyn. Le gouvernement ne chercherait-il pas à aider quelque industrie minière?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Une industrie minière mérite d'être encouragée autant que n'importe quelle autre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Aucun des autres ministres n'indique le même énervement, ni le

secrétaire provincial (l'honorable M. David), ni le ministre de la Colonisation et des Mines (l'honorable M. Perrault). Le seul qui paraisse bien mal à l'aise, c'est le premier ministre. Il sait, lui, que le ministre du Travail (l'honorable M. Galipeault) ne pourra se présenter devant le peuple.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Quand je me présenterai devant le peuple, peut-être le chef de l'opposition n'occupera-t-il plus le même fauteuil.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si le gouvernement revenait au pouvoir, après des élections, c'est qu'il aurait caché maintes vérités au peuple; qu'en tout cas le premier ministre a bien plus raison de trembler que lui.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Le chef de l'opposition fait le brave, quand certains de ses collègues de l'opposition sont absents.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a donné assez de subsides au C. P. R. pour qu'il prolonge le chemin de fer jusqu'à Rouyn. Je ne suis pas contre Rouyn et le développement minier, mais je crois que l'on devrait aider la colonisation. Le gouvernement a négligé les colons du Témiscamingue et il ne répond pas à leurs demandes, ne s'occupe pas de leurs besoins. Il faut des moyens de communication. Ils ne cessent de les demander, mais le gouvernement les leur refuse.

M. Smart (Westmount): Le chemin de fer de Rouyn est nécessaire, il n'y a aucun doute. Le réseau du Rouyn Mines Railway n'est pas le plus propice. Le T. N. O. avait un projet tout prêt bien avant qu'il fût question du Rouyn Mines. Le prolongement de la voie du Pacifique, qui se rend actuellement jusqu'à Angliers, serait aussi plus pratique parce que tout en desservant les mines, ce réseau rendrait service aux colons du Témiscamingue. Le chemin de fer de la Rouyn Mines ne servira que des intérêts privés. Puisque la province veut accorder des subsides ferroviaires, elle devrait bien penser au chemin de fer de Mont-Laurier, l'Abitibi Southern, qui traverserait une région riche en forêt et éminemment propre à la colonisation.

Il seconde son chef en ce qui concerne la prolongation du C. P. R. d'Angliers jusqu'à Rouyn, vu la richesse du pays à traverser, tant du point de vue de la colonisation que des mines, et que la

section du C. N. R. ne toucherait en aucune manière cette région. Il fait référence au bill de la session passée concernant la compagnie de l'Abitibi Southern Railway et regrette que le premier ministre n'ait pas considéré alors une motion qu'il avait déposée le 27 janvier, à l'ordre du jour, à propos de cette question. Puisqu'il n'a pu obtenir l'information qu'il voulait par le biais de sources officielles, il s'y est pris autrement et ses informations l'ont amené à conclure que le subside réclamé pour l'Abitibi Southern Railway était tout à fait raisonnable. Le territoire que cette compagnie désire ouvrir est un pays vaste et nouveau.

Le premier ministre a mentionné, plus tôt dans la session, le désaccord de la Chambre de commerce concernant le projet de l'Abitibi Southern Railway. Mais il s'est donné la peine d'y regarder de plus près et s'est rendu compte que l'affaire n'était pas aussi claire que le premier ministre avait voulu le faire entendre, malgré que la Chambre de commerce n'ait pas donné son accord au projet. La construction de l'Abitibi Southern Railway signifierait beaucoup pour Montréal et pour l'ouest de la province. La distance de Québec à Rouyn via O'Brien est de 506 milles. Celle entre Montréal et Rouyn via O'Brien et Hervey Jonction est de 543 milles. De Toronto à Rouyn, par l'intermédiaire de Cochrane et O'Brien, il y a 637 milles. Si la Nipissing Central était autorisée à faire construire une route à travers Swastika, la distance serait de 451 milles, tandis que, si l'on permettait à l'Abitibi Southern Railway de la construire, la distance entre Rouyn et Montréal serait de 370 milles et de 295 milles à partir de Hull. Conséquemment, la construction de l'Abitibi Southern Railway représenterait beaucoup pour toute la région, Toronto serait coupé du nord de Québec et, en outre, cela voudrait dire que le commerce du nord de l'Ontario reviendrait en grande partie à Montréal.

On a pu déclarer prématurée la construction de cette route, mais, au temps où il était premier ministre, Sir Lomer Gouin avait octroyé le privilège et 5,000 acres de terre par mille pour une route appelée la Montreal and Northern Colonization Company, assez similaire à celle projetée par la compagnie Abitibi Southern Railway, et Sir Lomer avait alors déclaré avec enthousiasme qu'une telle route valait la peine d'être subventionnée. Aujourd'hui, avec les régions minières nouvellement découvertes, il en vaut assurément plus la peine qu'il y a 15 ans, alors qu'il n'était aucunement question de mines. Le nord de l'Ontario produit 74½ millions en métaux, et cela signifie énormément de dépenses à Toronto.

L'Abitibi Southern est très raisonnable dans ses demandes de subsides, et non seulement servirait-elle la région minière, mais elle ouvrirait également un précieux territoire agricole, sans parler des limites boisées, actuellement improductives. Considérant que le millage du Rouyn Mines Railway n'est pas suffisamment court pour compétitionner avec le Nipissing Central, si Ontario gagne son point au Conseil privé, le Nipissing Central prolongera sa voie jusqu'à Rouyn et alors notre chemin de fer perdra beaucoup de son trafic. Non seulement l'Abitibi Southern, avec son court millage, bloquerait complètement Toronto, mais elle irait jusqu'à enlever du commerce au nord Ontario. Si Ontario gagne son point au Conseil privé, le Nipissing Central prolongera sa voie jusqu'à Rouyn et alors notre chemin de fer perdra beaucoup de son trafic. Chose étrange, c'est le C. N. R. qui a suggéré au gouvernement d'Ontario de prolonger sa voie jusqu'à Rouyn. Subséquentement, le C. N. R. a conseillé au gouvernement de Québec de construire lui aussi un chemin de fer qui sera inutile si les deux sont bâtis. Je crois que le gouvernement ne retirera rien de ce subside de \$250,000. La province n'en bénéficiera aucunement. Le gouvernement aurait dû encourager la construction de l'Abitibi Southern, qui était prête à bâtir un chemin de fer pour le plus petit subside que l'on n'ait jamais donné. Le chemin de fer de Rouyn ne servira que des intérêts privés.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

Une grande partie de ce commerce, à présent, s'est retrouvée à Montréal.

M. Smart (Westmount) reconnaît que c'est effectivement le cas, particulièrement en ce qui concerne la machinerie lourde, et fait remarquer que l'on pourrait s'attendre à plus si l'Abitibi Southern Railway était autorisée à construire cette route, vu que le volume d'activité commerciale dans le Nouvel Ontario est plus grand que le total du commerce extérieur du Canada. À quoi peut-on s'attendre au Nouveau Québec? Quant aux subsides réclamés pour l'Abitibi Southern Railway, son information est à l'effet que la compagnie n'a pas demandé 3,000 acres par mille, mais un bail de 3,000 acres par mille, les terres devant être retournées à la couronne au bout de 33 ans. Cela n'aurait-il pas été mieux que d'octroyer \$250,000 en argent comptant pour la section partant de O'Brien par la ligne Transcontinentale? Il se souvient que, par les années passées, les subsides pour les terres étaient librement votés pour des chemins de fer qui, au moment même, n'avaient pas

encore obtenu les privilèges. La construction de l'Abitibi Southern Railway aurait été une grande chose pour Montréal et l'ouest de la province, et les retombées bénéfiques non seulement pour le développement minier, mais pour le bien-être général de la province. Il aurait été préférable que le gouvernement accorde une mesure raisonnable d'encouragement à l'Abitibi Southern Railway. On aurait ainsi évité énormément d'ennuis, y compris avec l'Ontario. Le gouvernement a fait une erreur en ne permettant pas la construction de l'Abitibi Southern.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Canadian National Railways construit à partir de O'Brien. Le gouvernement d'Ontario souhaite construire, et maintenant il y a une demande de l'Abitibi Southern Railway? Pendant que nous parlons d'un chemin de fer de O'Brien à Rouyn, le député de Westmount nous demande de construire Abitibi Southern, pour lequel nous serions obligés de donner 600,000 acres de terres, ce qui veut dire que le chemin de fer nous eût coûté \$6,000,000. Je calcule l'acre à \$10. Bien que la route que souhaite construire cette compagnie aurait son utilité, pour le moment tout ça est néanmoins prématuré, et je ne pense pas que le gouvernement devrait accorder les subsides réclamés pour les 600,000 acres de terres boisées, étant donné que cela signifierait des octrois pour environ \$6,000,000. Le gouvernement n'est pas justifié d'octroyer les subsides demandés. En ce moment où le Canada souffre d'un trop grand nombre de chemins de fer, nous devons construire un nouveau chemin de fer, pour dépenser au-delà de \$6,000,000 de fonds de la province? Alors que la forêt se fait de plus en plus rare, faut-il la donner ou la vendre? Nous approuvons le principe de la construction de ce chemin de fer de l'Abitibi Southern, mais plus tard, quand le fardeau des dettes ferroviaires qui pèse sur le Canada sera un peu allégé, et sans que la province sacrifie aucune de ses limites à bois. Je n'ai aucune hésitation à dire que l'Abitibi Southern devra être construit. Le projet est trop prématuré pour le moment.

Nous avons le C. N. R., au nord de cette région; nous avons le Témiscamingue au sud et nous aurions le Rouyn Mines Railway pour la région spéciale des mines. À chaque jour suffit sa peine. L'honorable député de Westmount a une affection particulière pour Ontario. Cela perce dans tous ses discours. Il croit que nous devrions laisser le T. N. O. entrer dans la province de Québec, dans la région de Rouyn. Nous ne permettrons pas qu'il entre dans notre province de la façon dont le député de

Westmount le désire. Nous ferons tout pour empêcher cette invasion conçue au détriment de nos meilleurs intérêts commerciaux. Pourquoi favoriserions-nous la province d'Ontario contre nos propres centres de commerce et d'industries?

Même si le Conseil privé décidait que T. N. O. peut passer sur les terres de la couronne sans le consentement de la province de Québec, j'ai confiance que le gouvernement fédéral n'accordera pas son consentement - qui doit d'ailleurs être obtenu. Le gouvernement fédéral ne consentirait pas à ce que la route ontarienne fasse ainsi son entrée. Et la permission du gouverneur général en conseil dans cette affaire est requise. Si chose pareille est possible, n'importe quelle propriété fédérale peut alors être employée de la même façon. À supposer les pires choses, le gouvernement de la province prendra tous les moyens légaux pour empêcher la compagnie ontarienne de construire sa voie. Notre ligne de Québec a au moins un an d'avance et la Nipissing Central ne pourra entrer dans Rouyn avant elle. J'espère qu'Ottawa ne permettra pas la construction de ce chemin de fer car nous voulons garder nos richesses pour nous, nous voulons que Montréal et Québec soient les centres distributeurs de la région de Rouyn, de tout ce qui sera nécessaire à notre développement. Pour ce qui concerne le gouvernement, nous demandons à ce que Montréal et Québec soient les premiers à bénéficier du commerce de cette région d'avenir que nous ouvrons pour elle. Le T. N. O. ne ferait que drainer nos ressources au bénéfice de l'Ontario.

Le chemin de fer de Rouyn sera rendu à Rouyn avant qu'on ait posé un seul dormant du T. N. O. dans notre province. D'ailleurs, Québec a gagné un peu de temps et nous serons un an avant l'Ontario dans Rouyn. Le reproche que lui adresse le député de Westmount (M. Smart) concernant sa motion de documents n'est pas justifié. Si le député de Westmount (M. Smart), plus tôt dans la session, avait fait demande pour que sa motion soit présentée, il aurait consenti. Quant à l'Abitibi Southern, je répète que cette ligne devra être construite, mais je trouve la chose prématurée pour le moment. Je ne veux pas que l'on dise que nous avons bâti trop de chemins de fer dans la province de Québec. (Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes) n'est pas d'accord avec le premier ministre lorsque celui-ci affirme avoir toujours été prêt à débattre les motions au moment où les membres de l'opposition le souhaitaient.

M. Authier (Abitibi): Autrefois, il a demandé la construction de l'Abitibi Southern, mais,

puisque le gouvernement a décidé d'accorder un subside à la compagnie Rouyn Mines, il a bien fait. L'Abitibi n'a aucune animosité contre le Témiscamingue, mais, pour atteindre les mines de Rouyn, toute cette région minière, il fallait un chemin de fer allant du nord au sud et non du sud au nord. Le gouvernement a bien fait. L'Abitibi apprendra avec plaisir la déclaration de l'honorable premier ministre qui nous promet la construction d'un chemin de fer dont nous avons besoin. J'approuve entièrement le projet d'octroi au chemin de fer de Rouyn, qui aidera le développement minier. L'Abitibi appelle de tous ses vœux un chemin de fer qui reliera l'Abitibi au Témiscamingue et un autre chemin de fer, à l'est, communiquant avec le nord de Montréal. Il rappelle des discours qu'il a déjà faits au sujet des chemins de fer dans le nord de la province et remercie le gouvernement de contribuer à la construction du chemin de fer de Rouyn.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Souriant)
Quelle est la meilleure mine dans la région?

M. Authier (Abitibi): Il n'est pas question de cela en ce moment. Nous parlons de chemins de fer pour l'Abitibi et Rouyn.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les colons du Témiscamingue considèrent que l'Abitibi leur nuit.

M. Authier (Abitibi): Ils ont tort. L'Abitibi contribue au progrès général de la province. Notre région continuera à se développer et elle a confiance que le gouvernement continuera à l'aider.

M. Smart (Westmount): L'honorable premier ministre a l'air de croire que j'aime mieux Ontario que Québec. J'ai déjà dit que je pouvais aller chercher des exemples dans Ontario sans pour cela me détacher de la province de Québec où je suis heureux de vivre. Il se lève pour affirmer qu'il a déjà prouvé sa bonne foi envers Québec lorsqu'il a prévenu le gouvernement, il y a trois ans de cela, contre la Nipissing Central. Et, s'il recommande qu'on supporte l'Abitibi Southern, c'est essentiellement parce que cette ligne est la plus susceptible de tenir le trafic de Rouyn pour cette province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), M. Sauvé (Deux-Montagnes) et M. Smart (Westmount) prononcent encore quelques discours.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division et adoptées sur division.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 136 concernant une subvention à la National Transcontinental Railway Branch Lines Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Adopté sur division.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier): J'ai l'honneur de proposer en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), la motion suivante: que tous les mots après "Que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre est prête à donner son concours au gouvernement en vue de répondre le mieux possible aux besoins de la province, mais elle est d'opinion qu'avant de recourir à l'imposition de nouvelles taxes sur le peuple il est de son devoir d'épuiser tous les moyens d'économie et de retranchement à sa disposition, par exemple en diminuant les dépenses annuelles de Spencer Wood, qui étaient autrefois de \$8,515.40 et qui s'élèvent, au dernier exercice, 1924-1925, à \$64,206.63, et aussi les dépenses du Conseil législatif, qui étaient autrefois de \$34,347.52 et qui sont, au dernier exercice, 1924-1925, de \$86,700.

Au cours de cette session, le gouvernement s'est signalé une fois de plus par sa manie de rechercher de nouvelles sources de revenus et d'imposer de nouvelles taxes. Cependant, il prétend qu'il y a des surplus. Cependant, il avait promis que de nouvelles taxes ne seraient pas imposées. Sans doute, il faut trouver l'argent nécessaire pour administrer

les affaires de la province, mais pourquoi ne pas pratiquer l'économie? Le Parti libéral a dénoncé jadis les dépenses de Spencer Wood ainsi que les dépenses du Conseil législatif; il a même réclamé l'abolition et de Spencer Wood et du Conseil législatif.

J'ai sous les yeux un article du *Soleil* qui disait, en parlant des conservateurs:

"Ils ont au sein du Conseil législatif des créatures plus dangereuses encore, puisqu'elles y sont nommées à vie, et qu'elles ne craignent pas le juste ressentiment des électeurs. Nous n'en voulons plus de cette organisation dispendieuse et surannée, non pas qu'elle manque de prestige par la respectabilité et le talent d'un bon nombre de ses membres, mais parce qu'elle est dans sa forme actuelle irresponsable au peuple et qu'elle peut devenir à un moment donné, par suite de tendances abusives, un danger imminent pour nos libertés populaires."

Dans une motion qu'il proposait en 1896-1897 pour réclamer l'abolition de Spencer Wood, M. Dechêne énumérait comme suit, en les trouvant exagérées, les dépenses annuelles de Spencer Wood:

1867-1868 .....	.....
1868-1869 .....	.....
1869-1870	\$ 672.88
1870-1871	3,184.30
1871-1872	2,428.88
1872-1873	6,492.30
1873-1874	28,394.50
1874-1875	8,476.75
1875-1876	7,853.00
1876-1877	7,753.11
1877-1878	8,721.74
1878-1879	7,349.74
1879-1880	12,311.89
1880-1881	13,245.87
1881-1882	23,824.74
1882-1883	23,780.24
1883-1884	15,950.00
1884-1885	10,129.07
1885-1886	8,109.96
1886-1887	6,737.32
1887-1888	7,758.67
1888-1889	6,114.22
1889-1890	9,010.92
1890-1891	8,204.35
1891-1892	8,203.37
1892-1893	8,851.31
1893-1894	13,919.66
1894-1895	9,416.00
1895-1896	7,919.16
	\$275,318.93

Aujourd'hui, Spencer Wood coûte plus de \$64,000 en une seule année à la province. En 1924-1925, l'on y a dépensé \$2,103.05 pour une haie; \$5,884.20 pour le chauffage; \$498.42 pour le téléphone; \$1,753.19 pour l'éclairage; \$2,854.53 pour les meubles; \$8,361.10 pour la vaisselle et l'argenterie, sans parler des \$23,000 dépensés en 1923-1924 pour vaisselle, argenterie et ameublement.

M. Renaud (Laval) veut proposer un amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Laissez-nous au moins voter un subside, \$1,000 pour l'Association de tir de la province de Québec.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Sauvé, Smart, Tétreau, 16.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bouchard, Bouthillier, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, David, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Grant, Guillemette, Hamel, Laferté, Lafond, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Madden, Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Perrault, Phaneuf, Pilon, Reed, Roy, Saurette, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thurber, Tourville, 51.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Barreau de la province de Québec, aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Renaud (Laval)⁹: (Souriant) J'ai autant d'applaudissements ici que dans mon comté. (Rires) Je me lève pour parler de la voirie. Depuis quelques années, le gouvernement nous a bâti de bons chemins.

Voix à droite: Très bien, très bien.

M. Renaud (Laval): Ces routes ne devaient coûter que 2 % d'intérêt et devaient apporter la prospérité aux cultivateurs. Est-ce bien ce qui est arrivé? Je ne le crois pas car une foule de municipalités ont été poursuivies. Si le gouvernement continue, il sera obligé de s'emparer du commerce de la bière comme il a fait pour les alcools. Le Dr Choquette a d'ailleurs attaché le grelot à ce sujet. M. le Président, j'ai donc l'honneur de proposer, secondé par le représentant de Labelle (M. Lortie), la motion suivante: que tous les mots après "Que", dans la motion principale, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, constate qu'il est nécessaire de prendre des moyens extraordinaires pour encourager les cultivateurs et leurs fils à rester sur leurs fermes, ainsi que le rapatriement;

Que les députés des deux partis dans cette Chambre ont exprimé l'opinion que le gouvernement devrait en conséquence faire davantage pour aider les cultivateurs;

Que le gouvernement prélève des sommes considérables sur la vente de la gazoline, ainsi que sur la vente des liqueurs, bières, vins, etc., dans les municipalités rurales;

Que les routes macadamisées ou gravelées, conduisant à des centres, sont détériorées par des véhicules-moteurs et non par les voitures à traction animale des habitants de nos municipalités rurales;

Et elle demande:

a) Que le gouvernement prenne à sa charge le coût de la construction, de la réfection et de l'entretien de ces routes;

b) Que les travaux d'entretien pour les chemins gravelés soient exécutés par les conseils municipaux, mais suivant les règlements du département de la Voirie, et que cette politique soit appliquée sans injustice pour les municipalités qui n'auraient que des chemins de terre.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Sauvé, Smart, Tétreau, 16.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bouchard, Bouthillier, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, David, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Grant, Guillemette, Hamel, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Madden, Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Perrault, Phaneuf, Pilon, Reed, Roy, Saurette, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thurber, 47.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Je veux parler des méthodes de commerce de la Commission des liqueurs et de l'ingérence de la politique dans l'application de la loi des liqueurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous devrez attendre le retour du député de Saint-Henri pour parler de cela.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Si l'honorable premier ministre a des comptes à régler avec le député de Saint-Henri, qu'il les règle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oh! Pas moi!¹⁰!

M. Duranleau (Montréal-Laurier): La Commission des liqueurs a fait une grande campagne d'annonces dans les journaux sous prétexte de faire l'éducation du peuple. Dans ces annonces, on a donné des parties de l'enquête seulement.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Faucher), que tous les mots après "Que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Attendu que le premier ministre de cette province, lors de l'adoption de la loi des liqueurs alcooliques, pour rassurer le public sur la justice et l'impartialité de son application, a promis que la Commission des liqueurs serait composée d'hommes d'une compétence indiscutable et dont la conduite serait au-dessus de toute préoccupation politique et à l'abri de l'influence des politiciens;

Cette Chambre regrette que cette loi ait été appliquée en maintes circonstances contrairement aux recommandations des autorités religieuses et municipales dans l'octroi des licences et permis;

Que des licences et permis aient été refusés à des personnes fortement recommandées et accordés à des gens non qualifiés pour la tenue d'un hôtel ou d'une taverne, ayant été dénoncés ou condamnés pour infraction à la loi;

Que des personnes, condamnées à la prison pour infraction à la loi des liqueurs, soient restées en liberté et aient été graciées, tandis que d'autres moins coupables et moins influentes ont dû subir leur châtiment;

Que la Commission des liqueurs, sous le prétexte de faire l'éducation du peuple, fait de la propagande politique en faveur du gouvernement, en publiant à grands frais, dans tous les journaux et publications du pays, des extraits incomplets et trompeurs de témoignages rendus devant le comité des comptes publics de la session de 1925;

Que le gouvernement de cette province, pour le compte duquel la Commission opère, n'ait pas pris les moyens d'empêcher les abus sans nombre de la Commission, ses dépenses injustifiables et ses opérations commerciales selon des méthodes inadmissibles et condamnables.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

C'est de la bonne annonce pour la Commission des liqueurs, ça.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Sauvé, Smart, 15.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bernard, Bouchard, Bouthillier, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, David, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Grant, Guillemette, Hamel, Laferté, Lafrenière, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Madden, Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Perrault, Phaneuf, Pilon, Reed, Roy, Saurette, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thurber, 48.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:**L'honorable M. Nicol (Compton) propose:**

1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics (administration de la justice), pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Que la résolution de jeudi 11 mars courant, qui se lit comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthierville, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927", soit révoquée et remplacée par la suivante:

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthierville, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Que la résolution de mercredi 17 mars courant, qui se lit comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927", soit révoquée et remplacée par la suivante:

3. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de

colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 23 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 50.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Il est ordonné que le greffier se rende à l'Assemblée législative et informe cette Chambre que le Conseil législatif a agréé les amendements de l'Assemblée législative à ses amendements au bill 7 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 147 modifiant l'article 1092 du Code de procédure civile;
- bill 157 modifiant le Code municipal relativement à l'époque de la tenue des élections.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 162 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales;
- bill 9 modifiant la loi des compagnies de Québec;

- bill 22 modifiant la loi de la Commission des services publics;

- bill 82 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec;

- bill 93 autorisant le conseil municipal de la cité de Québec à accorder une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills Limited pendant une certaine période d'années;

- bill 120 autorisant le conseil municipal de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge à accorder une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la St. Regis Paper Company of Canada Limited, pendant une période d'années;

- bill 154 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable;

- bill 84 ratifiant le règlement no 22 de la municipalité de West Templeton;

- bill 85 ratifiant la convention entre le conseil et les commissaires d'écoles de la ville de Chicoutimi et The Quebec Pulp & Paper Mills Limited;

- bill 109 constituant en corporation la ville de Château-d'Eau;

- bill 119 ratifiant certaines résolutions de la corporation et des commissaires d'écoles de la ville de Drummondville, et les contrats qu'ils ont passés avec Canadian Celanese Limited;

- bill 135 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

Exemptions de taxes municipales

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 162 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi des compagnies

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 9 modifiant la loi des compagnies de Québec.

M. Renaud (Laval) s'oppose.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Commission des services publics

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 22 modifiant la loi de la Commission des services publics.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Association des optométristes et opticiens

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 82 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Taxes à payer par la Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills Limited à la cité de Québec

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 93 autorisant le conseil municipal de la cité de Québec à accorder une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills Limited pendant une certaine période d'années.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Taxes à payer par la St. Regis Paper Company of Canada Limited à la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 autorisant le conseil municipal de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge à accorder une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la St. Regis Paper Company of Canada Limited, pendant une période d'années.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Examen préalable

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 154 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Municipalité de West Templeton, règlement no 22

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 84 ratifiant le règlement no 22 de la municipalité de West Templeton.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Convention entre les commissaires d'écoles de Chicoutimi et The Quebec Pulp & Paper Mills Limited

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 85 ratifiant la convention entre le conseil et les commissaires d'écoles de la ville de Chicoutimi et The Quebec Pulp & Paper Mills Limited.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ville de Château-d'Eau

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 109 constituant en corporation la ville de Château-d'Eau.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Contrats entre la ville de Drummondville et la Canadian Celanese Limited

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 ratifiant certaines résolutions de la corporation et des commissaires d'écoles de la ville de Drummondville, et les contrats qu'ils ont passés avec Canadian Celanese Limited.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Écoles protestantes de Montréal

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 135 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Three Rivers and Central Railway Company

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité général, du bill 121 constituant en corporation Three Rivers and Central Railway Company.

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Tourville), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté.

M. Mercier (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Tourville), que, vu que le bill 121 constituant en corporation Three Rivers and Central Railway Company a été retiré pour des raisons de délai, les droits ordinaires et additionnels, que les promoteurs du bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Demandes de documents:

Garantie ou sauvegarde d'individus lors de transactions financières

M. Fortier (Beauce) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou l'honorable procureur général et toute personne:

1. Concernant la garantie ou sauvegarde des créanciers ou des débiteurs, selon le cas, dans tout remboursement fait par les débiteurs;

2. Concernant la garantie ou sauvegarde de ceux dont les biens sont administrés, gérés ou en dépôt;

3. Concernant la garantie ou sauvegarde du public dans l'achat ou obtention d'obligations (débentures) ou autres valeurs.

Adopté.

Il appuie sa motion de quelques mots.

Charte de Saint-Lambert

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés

au bill 105 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) fait l'historique de l'imbroglio entre la ville de Saint-Lambert et la Compagnie métropolitaine des logements. La ville de Saint-Lambert et les autres parties n'ont plus d'intérêts, dès qu'il y a des causes pendantes, et c'est à la cour de décider. Aussi, la Législature, avant de décider quoi que ce soit, devrait attendre plus de renseignements sur ce sujet, ou que les tribunaux se soient prononcés. La Législature, dans les circonstances, ne peut rien décider.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et **M. Thurber (Chambly)** disent qu'il n'y a pas de causes pendantes entre Saint-Lambert et la Compagnie, mais qu'il y en a entre la Compagnie et les entrepreneurs des logements en cause.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) suggère que l'on permette aux créanciers de reprendre les logements, à condition de rembourser à Saint-Lambert le montant dû par le prêt.

M. Thurber (Chambly): La ville de Saint-Lambert a cru devoir s'emparer de ces logements parce que les obligations n'ont pas été remplies.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Cette loi des habitations salubres et des logements ouvriers est désastreuse partout et les avances ont été mal faites; il y en a eu trop. La loi fédérale sur le logement a été un désastre chaque fois qu'elle a servi à exprimer le souhait que l'expérience suggère prudence à Ottawa dans son intention d'adopter le même système d'avances relativement aux pensions de vieillesse et au crédit rural. Parlant en son propre nom, il est d'avis que Québec ne devait pas être mêlé à tout cela. Il commente dans quelles circonstances cette entreprise des habitations salubres a été faite sous l'inspiration du gouvernement fédéral, déléguant ses pouvoirs au gouvernement provincial, celui-ci aux autorités municipales, et celles-ci à des sociétés de constructions immobilières, aux particuliers ou aux compagnies qui, au bout de la chaîne, sont demeurées sans revenus pour les édifices non loués et improductifs.

La chaîne la plus forte n'a que la force de son plus faible anneau et, dès qu'on s'est aperçu que ces constructions érigées en temps anormal ne paieraient pas l'intérêt sur le capital investi, on s'est tourné vers ceux qui vraisemblablement pourraient assumer les

dettes ou la plus forte partie des dettes. En somme, nous ne sommes guère renseignés sur les obligations de chacun; nous n'avons pas entendu les particuliers. Le conseil a cru devoir adopter le bill en question, mais nous devons avouer que nous n'avons pas assez de particularités. Si, d'ici demain, nous découvrons que la Compagnie n'a pas rempli ses obligations et que la ville était justifiable de s'emparer des logements et qu'elle est embêtée, nous verrons. On nous dit que le gouvernement fédéral projette une loi de pensions et une loi de crédit rural sur le même principe. Mais je tiens à dire que la province en a assez de l'expérience qu'elle vient de faire avec la loi des habitations salubres.

En définitive, on se tourne vers le gouvernement provincial, on lui demande de faire porter sur telle ou telle municipalité la plus grande part des responsabilités de cette entreprise malheureuse. On peut prévoir que le jour n'est pas loin où on demandera au gouvernement de prendre à son compte toutes ces dettes, et de sauver les actionnaires, en respectant les droits des obligations. Le gouvernement connaît l'étendue du désastre de cette entreprise, mais il n'est pas prêt à assumer une plus grande responsabilité qu'il ne faut. Il faudra que chacun subisse sa part de responsabilité, selon la nature et l'étendue de ses moyens, ou selon la façon dont il a contracté ces engagements. Ceci est dit dans le sens le plus large du mot et s'adresse également aux hommes et aux municipalités. Cependant, le gouvernement aidera de ses lumières et donnera le soutien le plus généreux à qui méritera de la recevoir.

(Applaudissements)

M. Tétreau (Montréal-Dorion) parle des mesures.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement est prêt à s'occuper de telles mesures; mais pas en recevant des argents du gouvernement fédéral pour les administrer et recevoir tout l'odieux de ces lois.

M. Fortier (Beauce), M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis), M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et M. Thurber (Chambly) participent à la discussion.

M. Thurber (Chambly) propose que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 21 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 28 relatif à l'exportation de la force hydroélectrique;
- bill 44 modifiant la loi des liqueurs alcooliques;
- bill 156 relatif à certaines écoles techniques ou professionnelles de la province.

Charte de Montréal

La Chambre procède à la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Les amendements sont lus une deuxième fois.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau), que cette Chambre adopte lesdits amendements, avec les amendements suivants qu'il prie le Conseil d'agréer:

1. Dans le troisième alinéa de la page 4, dans les lignes 1, 2, 3 et 4, les mots: "en y retranchant dans la ligne 1 les mots suivants: "est autorisé à" et en les remplaçant par le mot "devra"; et est "amendé" soient retranchés¹¹.

2. Le sixième alinéa de la page 4 est retranché¹².

3. Le septième alinéa de la page 4 est retranché¹³.

4. Les deuxième et troisième alinéas de la page 8 (commençant par les mots "L'article 7" et "Quartier Saint-Georges", aussi que les deux premiers alinéas de la page 9 sont retranchés.

5. Les trois derniers alinéas de la page 11 (commençant par "L'article 310") sont retranchés¹⁴.

La discussion porte sur le premier amendement du député de Montréal-Laurier qui concerne l'article 25 qui se lit comme suit:

"25. La cité devra contribuer à la construction, à l'administration et à l'entretien d'un pont entre Montréal et Longueuil, et la résolution adoptée à ce sujet par le conseil de ladite cité, le 16 mars 1925, est déclarée valide et légale à toutes fins que de droit."

"La contribution de la cité de Montréal sera cependant sujette à l'obligation par les commissaires du havre de construire une descente pour les véhicules du côté ouest du pont projeté à proximité des rues Craig et Notre-Dame, la cité devant fournir le droit de passage à cette fin. Les plans et devis dudit pont ainsi que l'emplacement où il devra être érigé dans la cité de Montréal devront être approuvés par ladite cité de Montréal."

"Toutefois la contribution annuelle de la cité ne devra pas, en aucun cas, excéder cent cinquante mille dollars, pendant quarante ans, cette somme annuelle réductible toutefois proportionnellement aux revenus provenant dudit pont."

M. Duranleau (Montréal-Laurier) et M. Sauvé (Deux-Montagnes) expriment l'opinion qu'il est dans l'intérêt de Montréal de contribuer à ce pont et qu'il n'y a pas lieu de lui imposer la chose.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): La Législature sacrifie encore une fois l'autonomie de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La chose est nécessaire spécialement pour permettre de disposer des obligations. Montréal a intérêt à ce que le pont se construise; il ne faut pas prendre le risque qu'un nouveau conseil refuse d'assumer les engagements pris par le conseil actuel.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'est guère probable que les échevins de Montréal, quels qu'ils soient, refusent de contribuer à la construction du pont. Le danger pourrait plutôt venir du gouvernement provincial et pourtant, dans le cas de la province, le bill est moins impératif.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Le Conseil législatif, plutôt que d'approuver la clause permettant à la ville de Montréal de payer le tiers du coût du pont de la rive sud de Montréal, a fait en sorte qu'elle fasse autorité. Cela n'est pas conforme aux principes d'autonomie de la métropole tant

vantés par le porte-parole du gouvernement au Conseil législatif, qui aimait tellement les faire valoir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) supporte le député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) dans cette position.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) rappelle le chef de l'opposition à l'ordre. Il soulève un point d'ordre à l'effet qu'un membre de la Chambre basse ne doit pas critiquer un membre de la Chambre haute.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je discutais simplement des amendements de la Chambre haute, non pas de ses membres. Montréal est engagée dans le projet de construction du pont et il ne sert à rien de faire de sa contribution une obligation, peu importe qui pourra être élu conseiller municipal ou maire aux élections à venir.

Du consentement unanime de la Chambre, il est ordonné que la question soit posée successivement sur chaque amendement à la motion.

Le premier amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Sauvé, Smart, Tétreau, 15.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bernard, Bertrand, Bissonnet, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Grant, Guillemette, Hamel, Lafond, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapière, Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Morin, Nicol, Perrault, Phaneuf, Pilon, Roy, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thurber, 48.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La discussion porte sur le deuxième amendement du député de Montréal-Laurier qui concerne le paragraphe *h* de l'article 21 qui se lit comme suit:

"Toute matière qui est de la juridiction du conseil, sauf les cas où il est autrement prescrit, doit

être soumise au comité exécutif pour rapport au conseil et [si la résolution soumettant telle matière a été adoptée par la majorité de tous les membres du conseil, ce rapport doit être fait dans les soixante jours de la date de l'assemblée du conseil à laquelle cette matière a été soumise au comité, à défaut de quoi le conseil peut agir sur telle matière.]"

M. Duranleau (Montréal-Laurier): propose de rétablir la clause dans le bill, considérant qu'il n'est que raisonnable que le comité exécutif soit obligé de faire rapport au conseil dans un certain délai, du moins sur les questions d'une certaine nature. Le conseiller municipal a justifié leur cas devant le comité de l'Assemblée, soutient-il, et il n'est pas approprié qu'on laisse le comité tourner le conseil en ridicule. Pour cette raison, il fait motion pour que l'amendement du Conseil législatif ne soit pas reçu.

Le deuxième amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Bercovitch, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Lafleur, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Sauvé, Smart, Tétreau, 15.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bertrand, Bissonnet, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Grant, Guillemette, Hamel, Lafond, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Morin, Nicol, Perrault, Phaneuf, Pilon, Roy, Savoie, Sylvestre, Taschereau, Thurber, 47.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La discussion porte sur le troisième amendement du député de Montréal-Laurier qui concerne les paragraphes suivants de l'article 21:

"5. Le comité exécutif doit soumettre au conseil tous les projets de contrats autorisant une dépense excédant cinq mille piastres et, quand ils ont été approuvés par le conseil, ces contrats sont signés par le président du comité exécutif et par le greffier, au nom de la cité."

"6. Le comité exécutif octroie les contrats qui entraînent une dépense qui n'excède pas cinq mille piastres, sans l'approbation du conseil, et ces contrats sont signés par le président du comité exécutif et par le greffier au nom de la cité."

Et sur l'article 21h:

"21h. Le conseil peut, sauf dans les cas où il est autrement prescrit, à la majorité des membres présents, modifier, rejeter ou adopter un rapport du comité exécutif."

M. Duranleau (Montréal-Laurier) s'oppose à l'amendement du conseil retranchant du bill la clause permettant au conseil d'amender un rapport du comité exécutif au sujet de l'octroi de contrats.

M. Tétreau (Montréal-Dorion) joint sa voix au député de Montréal-Laurier (M. Duranleau).

M. Tétreau (Montréal-Dorion) et **M. Duranleau (Montréal-Laurier)** parlent en faveur du maintien de cet amendement.

Le troisième amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Bercovitch, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Sauvé, Smart, Tétreau, 16.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bertrand, Bissonnet, Bouchard, Bouthillier, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Grant, Guillemette, Hamel, Lafond, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, Marchand, McDonald, Mercier (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Morin, Perrault, Phaneuf, Pilon, Roy, Sylvestre, Taschereau, Thurber, 43.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La discussion porte sur le quatrième amendement du député de Montréal-Laurier qui concerne l'article 1 qui se lit comme suit:

1. L'article 7 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié par les lois 3 Édouard VII, chapitre 62, section 2; 7 Édouard VII, chapitre 63, section 3; 8 Édouard VII, chapitre 85, section 2; 9 Édouard VII, chapitre 81, section 2; 1 George V (1910), chapitre 48, section 4; 2 George V, chapitre 56, section 2; 6 George V, chapitre 44, section 1; 11 George V, chapitre 112, cédule B, section 1; 12 George V, chapitre 105, section 1; et 15 George V, chapitre 92, section 3, est de nouveau modifié en remplaçant les bornes des quartiers Saint-Georges et Ville-Marie par les suivantes:

Quartier Saint-Georges.

Partant de l'intersection du centre des rues Saint-Antoine et de la Montagne; de là, suivant le centre de la rue de la Montagne jusqu'au centre de l'avenir des Pins; de là, suivant le centre de l'avenue des Pins jusqu'au centre de la rue Durocher; de là, suivant le centre de la rue Durocher jusqu'au centre de la rue Sherbrooke; de là, suivant le centre de la rue Sherbrooke jusqu'au centre de la rue City Councillors; de là, suivant le centre de la rue City Councillors jusqu'au centre de la rue Sainte-Catherine; de là suivant le centre de la rue Sainte-Catherine jusqu'au centre de la rue Saint-Alexandre; de là, suivant le centre de la rue Saint-Alexandre jusqu'au centre de la rue Craig; de là, suivant le centre de la rue Craig jusqu'au centre de la rue Saint-François-Xavier; de là, suivant le centre de la rue Saint-François-Xavier et de la rue Callières jusqu'au fleuve Saint-Laurent; de là, suivant la rive du fleuve Saint-Laurent jusqu'au prolongement du centre de la rue McGill; de là, suivant le centre du prolongement de la rue McGill jusqu'au centre de la rue Craig; de là, suivant le centre des rues Craig et Saint-Antoine, jusqu'au point de départ.

Quartier Ville-Marie.

Partant de l'intersection du centre des rues Saint-Denis et Dorchester; de là, suivant le centre de la rue Dorchester jusqu'au centre de la rue Visitation; de là, suivant le centre de la rue Visitation jusqu'au centre de la rue Notre-Dame; de là, suivant le centre de la rue Notre-Dame jusqu'au centre de la rue Panet; de là, suivant le centre de la rue Panet, jusqu'au fleuve Saint-Laurent; de là, suivant la rive du fleuve Saint-Laurent jusqu'au prolongement du centre de la rue Callières; de là, suivant le centre des rues Callières et Saint-François-Xavier jusqu'au centre de la rue Craig; de là, suivant le centre de la rue Craig jusqu'au centre de la rue Saint-Denis; de là, suivant le centre de la rue Saint-Denis jusqu'au point de départ. L'île Saint-Hélène, l'île Ronde et l'île Verte feront partie du quartier Ville-Marie.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): On n'a pas soufflé mot de la chose à la Chambre basse et la cédule B, que le peuple de Montréal a approuvée, fixe les limites du quartier telles qu'elles existent aujourd'hui.

M. Tétreau (Montréal-Dorion) objecte que l'amendement n'est pas couvert par les avis donnés au sujet du bill de Montréal.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) s'en prend à la clause introduite au Conseil législatif qui vient augmenter les limites du quartier Ville-Marie vers l'ouest jusqu'à la rue Saint-François-Xavier. Cette question n'a pas même été référée à l'Assemblée par le président du comité exécutif de Montréal, J. A. A. Brodeur, lequel, ignorant complètement cette Chambre, a porté en Chambre haute sa requête d'agrandissement pour son quartier. De plus, en votant pour la cédule B, les gens de Montréal ont voté selon les limites du quartier telles qu'elles se trouvaient avant. Il est évident que le conseiller Brodeur a des amis parmi les puissants de Québec. Il explique à la Chambre, qui comprend bien la situation, que le président de l'exécutif de la ville n'a pas le droit de soulager sa crainte d'être défait aux prochaines élections municipales au comité du Conseil législatif, qui a jugé bon d'ajouter un nombre considérable de votants à son quartier, aux dépens du quartier St. James. La période des élections n'est pas un temps pour ce genre de choses.

M. Tétreau (Montréal-Dorion): La modification des limites du quartier n'est pas couverte par les notices du bill de Montréal.

Le quatrième amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Bercovitch, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Sauvé, Smart, Tétreau, 17.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bertrand, Bissonnet, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Grant, Guillemette, Hamel, Lafond, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapière, Lemieux (Wolfe), Létourneau, Lortie (Labelle), Madden, Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Morin, Nicol, Perrault, Phaneuf, Pilon, Roy, Sylvestre, Taschereau, Thurber, 45.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La discussion porte sur le cinquième amendement du député de Montréal-Laurier qui porte sur l'article 39 qui se lit comme suit:

"39. L'article 78 de la loi 15 George V, chapitre 92, est abrogé, et, nonobstant toute loi à ce contraire, la cité est autorisée, après un référendum, à passer un règlement déterminant de quelle manière et à

quelles conditions le coût de construction des pavages des rues de la cité de Montréal sera payé et réparti."

M. Duranleau (Montréal-Laurier) propose le rejet de cet article. Il demande ensuite que l'on rejette la clause qui prévoit un référendum des propriétaires en fonction de la valeur et du nombre, pour ce qui est de la taxe sur le pavage.

Le cinquième amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Dufresne, Duranleau, Faucher, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Sauvé, Smart, Tétreau, 15.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bertrand, Bissonnet, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Daniel, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Gault, Grant, Guillemette, Hamel, Lafond, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Madden, Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Morin, Nicol, Perrault, Phaneuf, Pilon, Roy, Sylvestre, Taschereau, Thurber, 45.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. l'Orateur met aux voix la motion principale: "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements apportés par le Conseil législatif au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal".

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) propose en amendement, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortier), que cette Chambre adopte lesdits amendements du Conseil législatif avec l'amendement suivant qu'elle prie le Conseil législatif d'agréer:

Le deuxième alinéa de la page 7 (relatif à l'article 42 du bill) est retranché.

L'article se lit comme suit:

"42. L'article 43 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que modifié par les lois 3 Édouard VII, chapitre 62, section 7, et 7 Édouard VII, chapitre 63, section 7, est remplacé par le suivant:

"43. Les personnes suivantes âgées de 21 ans révolus, sujets britanniques et qui ne sont frappées d'aucune incapacité légale, ni autrement privées de leur droit de vote en vertu de cette charte, sont inscrites sur les listes des électeurs, qui sont dressées conformément aux dispositions ci-après, savoir:

"1. Toute personne du sexe masculin et toute veuve ou fille majeure ou femme séparée de corps et de biens, inscrite sur le rôle d'évaluation et de contribution foncière en vigueur, comme propriétaire ou occupant de bonne foi de biens-fonds, dans la cité, d'une valeur de \$300.00 ou au-dessus, ou d'une valeur annuelle de \$30.00 ou au-dessus, telle que portée audit rôle d'évaluation; dans le cas où ces biens-fonds sont possédés à titre d'usufruit, le nom de l'usufruitier seulement est inscrit sur la liste électorale.

"2. Toute femme sous le régime de la séparation de biens, qui est en possession, à titre de propriétaire ou d'usufruitière, ou grevée, de biens-fonds dont la valeur est portée au rôle d'évaluation et de contribution foncière en vigueur, pour un montant de \$300.00 ou au-dessus, ou qui tient un commerce ou établissement d'affaires qui la rend sujette au paiement de taxes et qui est inscrite comme telle au rôle de perception des taxes pour une valeur annuelle d'au moins \$30.00; [dans le cas où ces biens-fonds sont possédés à titre d'usufruit, le nom de l'usufruitière seulement est inscrit sur la liste électorale.]

"2a. Le droit de vote, accordé comme ci-dessus à la femme séparée de corps et de biens, lui sera aussi accordé dans le cas où elle est inscrite comme locataire sur le rôle de perception des taxes alors en vigueur.

"3. Toute personne du sexe masculin et toute veuve ou fille majeure, tenant feu et lieu dans la cité en vertu d'un bail, dont le nom est inscrit sur le rôle de perception des taxes en vigueur comme locataire de maison d'habitation ou de partie de maison d'habitation dans le quartier pour lequel la liste est faite, de la valeur de \$300.00 ou au-dessus, ou de la valeur annuelle de \$30.00 ou au-dessus, d'après ledit rôle.

"4. Toute personne du sexe masculin, ainsi que toute veuve, fille majeure [ou femme séparée de biens] n'étant pas propriétaire et ne tenant pas feu et lieu, mais étant seule ou conjointement associée avec toute autre personne, et inscrite sur le rôle d'évaluation et de contribution foncière ou sur le rôle de perception des taxes en vigueur, comme locataire en vertu d'un bail de quelque magasin, comptoir, boutique, bureau ou autre place d'affaires, dans la cité, pourvu que tel magasin, comptoir, boutique, bureau ou autre place d'affaires, s'il est occupé par cette personne seule, soit estimé à une valeur de pas moins de trois cents dollars, ou, s'il est occupé par elle comme coassocié, que sa proportion ou part ne soit pas inférieure en valeur aux montants précités, respectivement, selon leur valeur portée au rôle d'évaluation ou de perception.

"Néanmoins, le cens électoral accordé au coassocié ou au locataire par le paragraphe précédent ne s'étend pas aux membres d'associations de personnes se servant de ces propriétés pour des fins sociales, d'éducation, de philanthropie ou autre de même nature, ni aux employés ou agents d'autres personnes dont le cens électoral est basé sur ces mêmes propriétés."

M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne) veut faire rétablir dans le bill de Montréal la clause donnant le droit de vote aux femmes mariées sous le régime de la séparation de biens et propriétaires. Ce privilège existe à Québec, dit-il. Puisque les noms des femmes propriétaires figurent au rôle de cotisation, ils devraient aussi figurer sur la liste des électeurs¹⁵. Il dresse un bref tableau de la situation des femmes qui réclament le droit de vote.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Accorder le droit de vote aux femmes séparées de biens, ce serait une injustice envers les femmes mariées sous le régime de la communauté de biens. S'il faut accorder le droit de vote aux femmes, accordons-le à toutes. Il s'oppose au projet parce qu'il a pour objet de mettre sur un pied d'infériorité les femmes sous le régime de la communauté de biens.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je tiens à expliquer mon vote. La Chambre basse, par son comité des bills privés, a fait preuve de galanterie en accordant ce droit aux femmes de voter, quand elles sont venues demander ce privilège. Pour une question tellement incidente, dit-il, il ne serait pas sage de tuer le bill de Montréal en rejetant l'amendement du Conseil législatif. Il est opposé à l'amendement. Il ne s'oppose pas au principe de l'amendement, qui est de toute évidence très populaire, même dans des quartiers où on ne s'y serait pas attendu. C'est uniquement le péril devant lequel l'entière responsabilité du bill de Montréal se serait probablement retrouvée qui a empêché le vote d'être encore plus serré qu'il ne l'est actuellement. Nos collègues du Conseil législatif qui ont voté contre le vote des femmes ne veulent pas revenir sur leur décision. Les membres du Conseil législatif sont bien déterminés à ne pas adopter l'amendement. Maintenant que les femmes ont convaincu la Chambre, qu'elles fassent des démarches auprès du Conseil. Les femmes ont déjà obtenu beaucoup de succès devant la Législature et probablement qu'une autre année elles réussiront plus complètement. Il les félicite, elles et leurs partisans, d'avoir porté la question à l'attention de la Législature, ce qui en soi constitue pour eux un début de victoire.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bercovitch, Bissonnet, Bouthillier, Bullock, David, Dillon, Fortier, Gault, Hamel, Lafleur, Lahaie, L'Archevêque, Morin, Renaud, Smart, Tétreau, Thurber, 17.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Beaudoin, Bernard, Bouchard, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, Delisle, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufresne, Duranleau, Galipeault, Grant, Guillemette, Houde, Lafond, Langlais, Laperrière, Lapiere, Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Lortie (Soulanges), Madden, Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Nicol, Perrault, Phaneuf, Pilon, Roy, Sauvé, Sylvestre, Taschereau, 39.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 117 constituant en corporation la cité d'Arvida.

Ville d'Arvida

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 117 constituant en corporation la cité d'Arvida.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division et adoptés sur division. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Officiers et employés du gouvernement¹⁶

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 26 concernant les officiers et employés du gouvernement de la province.

Adopté.

En comité¹⁷:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un employé du service civil puisse être nommé secrétaire particulier du chef d'un département et recevoir, pendant qu'il remplit cette charge, en sus de son traitement régulier, telle somme que peut fixer le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que le sous-ministre du Travail reçoive un traitement de cinq mille dollars pour la première année qui suivra sa nomination, avec une augmentation annuelle de cinq cents dollars jusqu'à ce que son traitement ait atteint le chiffre maximum de six mille dollars, au lieu du traitement qui lui est attribué par le troisième alinéa de l'article 9 de la loi du service civil (statuts refondus, 1925, chapitre 10).

3. Que les classification et rémunération prévues pour l'arrêté en conseil no 1739 du 16 octobre 1925 soient les classification et rémunération qui s'appliqueront aux membres du service civil y mentionnés, et que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse modifier cet arrêté en conseil, soit en y ajoutant dans les divisions actuelles des fonctions qui existent déjà et auxquelles il n'a pas été pourvu, soit en y ajoutant de nouvelles divisions pour couvrir les cas qui pourront se présenter par suite de la création de nouveaux emplois ou de fonctions nouvelles.

4. Que tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil nommant une personne à une charge permanente ou temporaire, ou à titre de surnuméraire dans le service intérieur, doive indiquer si elle est permanente, temporaire ou surnuméraire, et assigner à cette personne une des divisions de classes fixées par l'arrêté en conseil mentionné dans la résolution 3, et que le traitement de cette personne, dans la division de la classe qui lui sera assignée, soit déterminé conformément et soit sujet aux dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

5. Que le traitement attribué à un employé lors de sa nomination soit le minimum du traitement accordé à la division de la classe dans laquelle sera versé le nouveau titulaire de la charge ou de l'emploi par l'arrêté en conseil le nommant; que, néanmoins, si les qualités nécessaires à l'accomplissement des fonctions d'une charge ou d'un emploi sont d'une nature exceptionnelle, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse ajouter à ce minimum telle somme supplémentaire qu'il jugera raisonnable, sur la proposition du ministre basée sur le rapport écrit du sous-ministre du département attestant la nature exceptionnelle de ces fonctions et la capacité à les

remplir de la personne qu'il sera question de nommer, mais que ce traitement ne doive pas atteindre celui déterminé pour la période d'années immédiatement supérieure.

M. Duranleau (Montréal-Laurier)¹⁸ pose des objections à quatre ou cinq des premières résolutions. Il réclame notamment un traitement équitable pour le coroner de Montréal et les employés de son tribunal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) s'engage à rendre justice à ces gens.

L'honorable M. Nicol (Compton) demande que la Chambre ne s'arrête pas à examiner des cas individuels mais qu'elle considère plutôt la classification générale.

Les résolutions sont adoptées.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

6. Que les augmentations de traitement, prescrites par l'arrêté en conseil mentionné dans la résolution 3, aient lieu automatiquement pour chaque employé dès qu'il aura atteint les périodes de temps qui y sont déterminées, mais que, cependant, sur le rapport du ministre ou du sous-ministre d'un département, adressé à l'auditeur de la province relativement à un employé quelconque, cet employé n'ait pas droit à l'augmentation que prescrit ledit arrêté en conseil.

Adopté.

7. Que, lorsqu'une personne sera nommée à plus d'une fonction ou d'un emploi, l'arrêté en conseil puisse fixer au chiffre estimé raisonnable la rémunération qui sera attachée à chaque fonction ou emploi excédant un seul emploi ou une seule fonction, et que de même, lorsque plusieurs personnes seront nommées conjointement à une même charge, l'arrêté en conseil puisse fixer au chiffre estimé raisonnable de la rémunération attribuée à chacun des titulaires, pourvu que la rémunération attribuée à chacun des titulaires n'excède pas les deux tiers du traitement attaché à la charge dont il s'agira.

Adopté.

8. Que les ouvriers, gardiens, préposés aux ascenseurs, journaliers et femmes de peine, employés au siège du gouvernement, soient nommés par un écrit du ministre des Travaux publics et du Travail, et qu'ils reçoivent le salaire qui leur sera attribué par ledit ministre.

Adopté.

9. Que le paiement des officiers et employés publics permanents du service intérieur de la province soit fait à même le fonds consolidé du revenu, et celui des employés temporaires ou surnuméraires soit fait à même les deniers votés chaque année à cette fin par la Législature.

Adopté.

10. Que les classification et rémunération attribuées aux officiers et employés publics du service extérieur de la province par l'arrêté en conseil no 1739 du 16 octobre 1925 soient les classification et rémunération qui s'appliqueront auxdits officiers et employés publics, mais que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse modifier cet arrêté en conseil soit en y ajoutant, dans les divisions actuelles, des fonctions qui existent déjà et auxquelles il n'aura pas été pourvu, soit en y ajoutant de nouvelles divisions pour couvrir les cas qui pourront se présenter par suite de la création de nouveaux emplois ou de fonctions nouvelles.

Adopté.

11. Que tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil nommant une personne à une charge permanente, et tout écrit d'un ministre nommant une personne à titre d'employé temporaire ou surnuméraire dans le service extérieur, doive assigner à cette personne une des divisions des classes fixées par l'arrêté en conseil mentionné dans la résolution 10, et que le traitement de cette personne, dans la division de la classe qui lui sera assignée, soit déterminé conformément et soit sujet aux dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

12. Que le traitement attribué lors de la nomination soit le minimum du traitement accordé à la division de la classe dans laquelle sera versé le nouveau titulaire de la charge ou de l'emploi par l'arrêté en conseil ou l'écrit qui le nommera, suivant qu'il s'agira d'un employé permanent ou d'un employé temporaire ou surnuméraire; que, néanmoins, si les qualités nécessaires à l'accomplissement des fonctions d'une charge ou d'un emploi sont de nature exceptionnelle, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la proposition du ministre basée sur le rapport écrit du sous-ministre du département, attestant la nature exceptionnelle de ces fonctions et la capacité à les remplir de la personne qu'il est question de nommer, ou le ministre lui-même, sur semblable rapport, puisse ajouter à ce minimum telle somme supplémentaire qu'il jugera raisonnable, mais que ce traitement ne doive pas

atteindre celui déterminé pour la période d'années immédiatement supérieure.

Adopté.

13. Que les augmentations de traitement prescrites par l'arrêté en conseil mentionné dans la résolution 10 aient lieu automatiquement pour chaque officier ou employé dès qu'il aura atteint les périodes de temps qui y sont déterminées, mais que, cependant, sur le rapport du ministre ou du sous-ministre d'un département, adressé à l'auditeur de la province relativement à un employé quelconque, cet employé n'ait pas droit à l'augmentation que prescrit ledit arrêté en conseil.

Adopté.

14. Que, lorsqu'une personne sera nommée à plus d'une fonction ou d'un emploi, l'arrêté en conseil ou l'écrit du ministre, suivant le cas, puisse fixer au chiffre estimé raisonnable la rémunération qui sera attachée à chaque fonction ou emploi excédant un seul emploi ou une seule fonction, et que de même, lorsque plusieurs personnes seront nommées conjointement à une même charge, l'arrêté en conseil ou l'écrit du ministre, suivant le cas, puisse fixer au chiffre estimé raisonnable la rémunération de chacun des titulaires, pourvu que la rémunération attribuée à chacun des titulaires n'excède pas les deux tiers du traitement attaché à la charge dont il s'agira.

Adopté.

15. Qu'il ne doive être payé à aucun employé dans le service extérieur aucune rémunération en sus du traitement régulier attaché à ses fonctions, si ce n'est par un arrêté en conseil, dans le cas d'un employé permanent, ou par un écrit du ministre, dans le cas d'un employé temporaire ou surnuméraire, mentionnant le nom de la personne devant recevoir la rémunération, ainsi que le service pour lequel cette rémunération sera accordée.

Adopté.

16. Que le paiement du traitement des officiers et des employés publics du service extérieur soit fait suivant les dispositions des statuts refondus, 1925, qui y pourvoient, ou à même les deniers votés chaque année par la Législature pour ces fins.

Adopté.

17. Que la classification et la rémunération des officiers et des employés publics du service intérieur et du service extérieur du gouvernement de la province, assignées par et en vertu de l'arrêté en conseil no 1739 du 16 octobre 1925, à compter du premier juillet 1925, auxdits officiers et employés en fonction à cette date, soient confirmées et ratifiées.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill 26 concernant les officiers et employés du gouvernement de la province.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 concernant les officiers et employés du gouvernement de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁹:

M. le Président (M. Delisle, Chicoutimi) lit quelques articles. Il énumère ensuite les articles: 14, adopté, carried; 15, adopté, carried; 16, adopté, carried; 17, adopté, carried; 18, adopté, carried; 19, adopté, carried; 20, adopté, carried.

M. Duranleau (Montréal-Laurier) fait quelques observations.

L'article 21 est ajouté et se lit comme suit:

"21. Les articles 32, 33, 34 et 35 de la loi des pensions, (statuts refondus, 1925, chapitre 11), ne s'appliquent pas aux sous-ministres actuellement en fonction, mais les dispositions des articles 16, 18 et 19 de ladite loi s'appliquent à leur cas."

M. le président (M. Delisle, Chicoutimi) continue d'énumérer les articles jusqu'à l'article 68.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. L'Archevêque (Montréal-Mercier) demande que le bill soit adopté sur division.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à minuit²⁰.

NOTES

1. Dans *L'Événement*, on rapporte que, cette journée-là, le sénateur et conseiller législatif Thomas Chapais célébrait son anniversaire de naissance.

2. Dans *Le Devoir* du 24 mars 1926, on dit que c'est M. Delisle qui a lu les premiers articles du bill.

3. Dans *Le Soleil*, on précise que cet article ne soulève aucune objection de la part de l'opposition.

4. Dans *Le Devoir* du 23 mars 1926, on dit que le texte de l'arrêté n'avait pas été distribué le matin et c'est pourquoi l'étude du bill a été remise à plus tard. Dans *The Montreal Daily Star*, on dit qu'il n'y a que deux copies de l'arrêté qui sont en circulation.

5. Dans *The Montreal Daily Star*, on écrit 33 ans.

6. Dans *Le Devoir* du 23 mars 1926, on dit greffier de la Cour de pratique.

7. Dans *La Presse*, on parle de 38 ans de service.

8. Dans *Le Devoir* du 23 mars 1926, page 3, on note que quelques copies de l'arrêté ministériel sont arrivées depuis une minute. Le premier ministre envoie sa copie par un page à M. Tétreau. Toute l'opposition en réclame une en même temps.

9. Dans *L'Événement*, on dit que toute la Chambre applaudit lorsqu'il se lève.

10. Selon *L'Événement*, le premier ministre fait référence à l'absence de M. Allan Bray, parti il y a quelques jours, en froid avec l'opposition, dit une rumeur, et que l'on n'a pas revu depuis.

11. Dans *La Patrie*, on dit que le premier amendement proposé par M. Duranleau avait trait à la contribution du pont de Longueuil. La Chambre a

autorisé la ville à contribuer, mais le Conseil a amendé la clause en rendant la chose obligatoire.

12. Dans *La Patrie*, on dit que le deuxième amendement a trait à l'obligation pour le comité exécutif de faire rapport au conseil sur toute question qui lui est soumise dans les soixante jours, à défaut de quoi le conseil pourrait agir.

13. Dans *La Patrie*, on dit que M. Duranleau s'oppose à l'amendement du Conseil retranchant du bill la clause permettant au conseil d'amender un rapport du comité exécutif au sujet de l'octroi de contrats.

14. Dans *La Patrie*, on dit que l'amendement porte sur un référendum par rapport aux propriétaires en nombre et en valeur pour la taxe sur les pavages. L'amendement de M. Duranleau propose également de retrancher l'article 310 qui se lit comme suit:

310. Le conseil peut, en tout temps, soumettre, par règlement ou résolution, aux électeurs dont les noms se trouvent sur les listes électorales en vigueur ou aux propriétaires fonciers seulement, inscrits sur lesdites listes, toute affaire ou question affectant les intérêts de la cité et sur laquelle le conseil juge à propos de connaître l'opinion des électeurs en général ou des propriétaires fonciers, selon le cas; mais le conseil ne peut adopter aucun règlement ou résolution basé sur l'opinion ainsi exprimée des électeurs en général ou des propriétaires fonciers en particulier sans se conformer, à tous égards, aux dispositions de cette charte.

Lorsqu'un règlement ou une résolution doit être soumis aux électeurs ou aux propriétaires fonciers en vertu de cet article, les procédures pour cet objet sont celles indiquées dans la section XIII de la charte, mutatis mutandis, quant aux électeurs, et sont celles de la section 13 de la loi 13 George V, chapitre 91, mutatis mutandis, quant aux propriétaires.

15. Dans *La Patrie*, on place cette discussion après la prise de vote.

16. Dans *Le Devoir* du 24 mars 1926, on rapporte que la Chambre était peuplée de seulement quelques députés. La loi a été votée en trente minutes.

17. Dans *Le Devoir* du 24 mars 1926, on dit que M. Delisle était le président du comité.

18. Dans *Le Devoir* du 24 mars 1926, on dit que M. Duranleau est épuisé.

19. Dans *Le Devoir* du 24 mars 1926, on dit que M. Saint-Jacques est absent parce qu'il est très malade. Il a quitté la Chambre dans l'après-midi. C'est M. Duranleau qui l'a remplacé, lui aussi pris d'une grippe maligne. Il faisait 102 de fièvre. Il a tenu jusqu'à la fin comme MM. Houde (Sainte-Marie), Dufresne (Joliette) et Langlais (Témiscouata). D'autres députés de l'opposition sont apparus: M. L'Archevêque (Montréal-Mercier), le Dr Beaudouin (Montréal-Saint-Jacques) et M. Sauvé (Deux-Montagnes).

20. Dans *Le Devoir* du 24 mars 1926, on dit que, avant l'ajournement de la séance, il fut question de concourir aux amendements que le Conseil législatif avait apportés à la loi des accidents du travail. Il avait paru que le premier ministre remettait à demain cette affaire sérieuse. Après la séance, le ministre des Travaux publics a dit que la Chambre s'était prononcée.

Première séance du mercredi 24 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

**Loi
des accidents du travail**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 17 révisant et refondant la loi des accidents du travail.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que les amendements soient maintenant lus une seconde fois.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je propose que la Chambre refuse de concourir dans ces amendements faits par le Conseil législatif qui ont rendu la loi à peu près ce qu'elle était.

Voix à droite: Vote.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Les modifications faites à la loi par la Chambre haute signifient tout simplement le retour à l'ancienne loi, et le gouvernement semble n'avoir qu'un but: protéger les compagnies d'assurances. C'est l'opinion des ouvriers. Il réclame le vote.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, David, Delisle, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Galipeault, Grant, Guillemette, Hamel, Lafond, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Marchand, McDonald, Mercier (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljourns, Moreau, Nicol, Oliver, Paquet, Perrault, Phaneuf, Pilon, Reed, Saurette, Sylvestre, Taschereau, Thurber, Tourville, 44.

Contre: MM. Bastien, Beaudoin, Bercovitch, Bertrand, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Sauvé, Tétreau, 17.

Ainsi, la proposition est adoptée.

Les amendements sont adoptés sur division.
Le bill est retourné au Conseil législatif.

Demandes de documents:

**Chemins de
Saint-Moïse-Station**

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, rapports, demandes ou documents quelconques entre le gouvernement de cette province ou le sous-ministre des Affaires municipales et toute personne au sujet des chemins du village de Saint-Moïse-Station.

Adopté.

**Droits de coupe
dans le canton Jetté**

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, rapports, contrats entre le gouvernement de cette province et ses départements et la St. Lawrence Lumber Co., et autres intéressés avec ladite compagnie, concernant les droits de coupe de bois retenus par ladite compagnie ou le gouvernement sur les bois coupés dans le canton Jetté, sur les lots affermés en limites et en terres de colonisation.

Adopté.

**La Fraser Companies Limited
et lots dans Témiscouata**

M. Langlais (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, requêtes, demandes, etc., entre le gouvernement et toute personne, au sujet de l'abandon par Fraser Companies Limited au gouvernement de cette province de certains lots incorporés dans leurs limites, situés dans ou près des paroisses de Saint-Épiphanie, Saint-Modeste, Saint-Antonin, comté de Témiscouata, et ce, depuis que lesdits lots ont déjà été exploités entièrement pour la coupe du bois ou ont été dévastés par les feux de forêt.

Adopté.

Vente de terrain par Octave Dionne

M. Bergeron (Matane) propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Moreault), que, vu que le bill 71 autorisant Octave Dionne à vendre de gré à gré un terrain substitué sous certaines conditions a été retiré, les droits ordinaires, que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Langlais (Témiscouata) propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Tétreau), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette de constater que, suivant une réponse du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) consignée aux *Journaux* de cette Chambre du 3 février 1926, le gouvernement avait alors dépensé \$1,464,611.96 pour le nouvel édifice de la rue Sainte-Julie, à Québec;

Que le gouvernement a ainsi dépensé \$1,464,611.96 pour cet édifice bien que la Législature ne l'eût autorisé à dépenser que \$900,000, soit: \$100,000² par la loi 12 George V, chapitre 1, cédule A, \$300,000 par la loi 13 George V, chapitre 1, cédules A et B, et \$400,000 par la loi 14 George V, chapitre 1, cédules A et B, et \$100,000 par la loi 15 George V, chapitre 1, cédule B;

Qu'une somme de \$564,611.96 a donc été ainsi dépensée et payée sans autorisation, sans droit, contrairement à la loi, en violation des principes les plus élémentaires et les plus sacrés de la constitution qui nous régit;

Et que, de plus, une réponse du ministre des Travaux publics et du Travail consignée aux *Journaux* de cette Chambre du 15 mars 1926, le gouvernement avait alors dépensé \$725,163.22 pour l'aile du palais de justice de Québec;

Que le gouvernement a ainsi dépensé \$725,163.22 pour cette aile, bien que la Législature ne l'eût autorisé à dépenser que \$500,000, savoir

\$300,000 par la loi 12 George V, chapitre 3, et \$200,000 additionnels par la loi 13 George V, chapitre 6;

Qu'une somme de \$225,163.32 a donc été ainsi dépensée et payée sans autorisation, sans droit, contrairement à la loi et en violation des principes les plus élémentaires et les plus sacrés de la constitution qui nous régit;

Et cette Chambre censure, en conséquence, le gouvernement.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Sauvé, Tétreau, 15.

Contre: MM. Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Bouchard, Bouthillier, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Grant, Guillemette, Hamel, Laferté, Lafond, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapiere, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Nicol, Oliver, Paquet, Perrault, Pilon, Reed, Saurette, Savoie, Sylvestre, Taschereau, 46.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil législatif, traitement de l'Orateur, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Dufresne (Joliette) propose en amendement, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Plante), que tous les mots après "que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que le gouvernement du jour croie devoir, d'année en année, aliéner des portions considérables et extraordinaires de notre domaine public pour faire face aux dépenses courantes de l'administration et diminuer ses déficits réels; et elle désire que le gouvernement s'applique, à l'avenir, à administrer les affaires de cette province sans entamer notre capital, sans disposer avec autant de prodigalité de notre avoir et de notre domaine national, mais en favorisant l'exploitation rationnelle de nos forêts déjà concédées, particulièrement nos forêts de bois brûlé, et en obligeant que ce bois soit manufacturé dans notre province, en vue d'augmenter la main-d'œuvre industrielle, de protéger nos ouvriers, de favoriser le rapatriement, de procurer aux colons et aux cultivateurs de nouveaux marchés domestiques.

Il reproche au gouvernement de céder chaque année une tranche de notre domaine forestier, diminuant ainsi l'actif de la province, pour faire face à son administration et pour diminuer ses déficits. Le gouvernement prétend faussement que la forêt est une récolte et un revenu.

Depuis 15 ans, le gouvernement, en sacrifiant le domaine forestier, s'est fait les revenus suivants: en 1911, \$1,229,929; en 1912, \$1,658,457; en 1913, \$1,760,466; en 1914, \$1,777,330; en 1915, \$1,840,347; en 1926, \$1,807,259; en 1917, \$1,753,624; en 1918, \$1,610,110; en 1919, \$2,510,141; en 1920, \$3,033,587; en 1921, \$3,567,188; en 1922, \$4,004,432; en 1923, \$3,643,408; en 1924, \$4,277,004; en 1925, \$4,853,231. C'est donc \$39,324,403 en 15 ans.

Il faut que le gouvernement fasse un inventaire national. À quoi sert de crier qu'il faut conserver nos richesses nationales et naturelles après en avoir gaspillé une grande partie, si nous ne commençons pas par les connaître?

Il demande au gouvernement s'il est exact qu'il y a un déficit de \$51,445,487,76 de l'actif sur le passif de notre province.

L'honorable M. Nicol (Compton): Les *Comptes publics* sont incomplets, puisqu'ils ne contiennent pas à l'actif les terres de la couronne, les forces hydrauliques, les pots, les mines, les ressources naturelles et autres richesses.

M. Dufresne (Joliette): Aucun inventaire national n'a encore été fait et les richesses forestières de la province sont en train d'être gaspillées. Pourquoi un inventaire national n'a-t-il pas été fait? Parce que ce serait démontrer que le gouvernement a diminué l'actif de la province de façon scandaleuse, afin de se faire des surplus, d'augmenter les dépenses et de gorger de faveurs tous les favoris du régime.

Le gouvernement entame chaque année notre capital. Il demande quelles sont les balances nettes de la dette consolidée et non consolidée de 1905 à 1925³. Le gouvernement n'a pas osé répondre, contrairement à ce qu'il avait fait en 1904.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Sauvé, Tétreau, 15.

Contre: MM. Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Côté, Daniel, David, Desmarais, Dillon, Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Grant, Guillemette, Hamel, Laferté, Lafond, Lafrenière, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Nicol, Paquet, Perrault, Pilon, Reed, Saurette, Sylvestre, Taschereau, Thurber, 45.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille huit cent trente et une piastres et soixante-quatorze centins soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration, (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille cinq cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., Conseil législatif, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'élève contre l'augmentation des dépenses du Conseil législatif qui n'est aucunement justifiée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'augmentation est due comme partout ailleurs à ce que tout coûte plus cher.

Adopté.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille neuf cent soixante-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., Bibliothèque de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des élections, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Plante (Beauharnois) suggère que les listes électorales soient faites tous les ans dans les municipalités afin de ne priver aucun électeur de son droit de vote.

Adopté.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

8. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier de la couronne en chancellerie et un commis, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. L'Archevêque), que tous les mots après "que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette de constater:

Que, pendant les derniers exercices, le gouvernement de la province a payé des sommes considérables à des compagnies qui comptaient alors quelques membres de ce gouvernement au nombre de leurs directeurs, soit pour des fournitures ou des matériaux, soit pour des services rendus, soit pour des contrats d'assurance ou pour diverses autres raisons;

Que particulièrement:

a) Le gouvernement, alors qu'un de ses membres était directeur de la Canada Cement Company, a acheté des produits de cette compagnie;

b) Le gouvernement, alors qu'un de ses membres était directeur de la Metropolitan Life Insurance Company, a payé à cette compagnie des primes d'assurance collective sur la vie d'employés du gouvernement;

c) Le gouvernement, alors que deux de ses membres étaient directeurs de la Sun Trust Company, s'est engagé à payer à cette compagnie des sommes considérables comme garantie de paiement de certaines obligations;

d) Le gouvernement, alors qu'un de ses membres était directeur de la Montreal Tramway Company, a payé des sommes pour le transport des prisonniers entre la prison et le palais de justice de Montréal;

Que cette pratique est contraire aux plus saines traditions du gouvernement et à l'usage qui prévaut généralement dans les pays de droit constitutionnel, et tend à rabaisser le prestige dont ont besoin les gouvernements;

Et cette Chambre censure, en conséquence, le gouvernement de cette province.

Le gouvernement s'est fait une habitude de contracter avec des compagnies avec lesquelles des ministres étaient en relation et prend pour exemple le geste de sacrifice posé par l'honorable M. Lyons, ministre des Terres de l'Ontario, qui démissionna parce qu'une compagnie dans laquelle il avait des intérêts se trouvait en affaire avec le gouvernement.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Sauvé, Tétreau, 15.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Caron, Charbonneau, Côté, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Grant, Hamel, Laferté, Lafond, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Nicol, Perrault, Pilon, Reed, Taschereau, Thurber, Tourville, 41.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'hésite pas à dire, après l'avoir visitée, que la région du Témiscamingue est l'une des plus belles parties de la province. Ses terres grise, noire et jaune constituent

une variété de sol très productive. J'ai aussi remarqué le caractère sage et sympathique de sa population. Cette population d'environ 15,000 âmes est animée du meilleur esprit. Elle reste attachée à son sol malgré ses peines, les difficultés, les sacrifices et les injustices que le gouvernement sème sur sa route. Celui qui est bien au fait de la situation se demande pourquoi le gouvernement semble s'être acharné à maltraiter cette population et à l'exploiter politiquement. On dirait que le gouvernement persiste à vouloir la décourager. Il est vrai qu'à la veille des élections, après des années de prières, le gouvernement a accordé une juridiction à Ville-Marie.

En 1907, 1908, 1909, *l'Action sociale, la Patrie, la Presse* publiaient des correspondances de Témiscamingue qui faisaient constater l'état d'abandon où se trouvait le Témiscamingue québécois et les injustices du gouvernement de Québec, et demandaient l'annexion de ce territoire à l'Ontario, dont les financiers de tout genre possédaient et possèdent encore toutes les richesses tant forestières qu'hydrauliques et minières, même pratiquement les exploitations de la Riordon Pulp, et ce, à cause du refus du gouvernement de Québec de traiter avec justice la brave population de cette région pourtant bien québécoise.

Depuis 1910, il ne s'est pas ouvert une seule paroisse de colonisation, quoique d'excellents cantons absolument ruinés de bois de commerce, par les compagnies, avoisinent les paroisses actuelles. Le surplus de notre population, ou plutôt une partie de notre population passe dans le Nouvel Ontario ou dans la quarantaine de centres qui s'échelonnent le long de la ligne de chemin de fer de North Bay à Hearst.

Allez à Cobalt, à Haileybury, à Timmins, à la Chute-aux-Iroquois, etc., et vous verrez des centaines de familles originaires du Témiscamingue.

Au centre de la région du Témiscamingue québécois coule la rivière Ottawa dite aussi rivière des Quinze, qui constitue un pouvoir hydraulique pouvant développer de 300 à 400,000 chevaux-vapeur. Ces pouvoirs sont virtuellement la chose des financiers d'Ontario, quoiqu'une partie de la chute des Îles soit, disons-le pour la forme, encore la propriété du gouvernement de Québec. Il y a trois ans, le gouvernement de Québec donnait, disons louait, à Quinze Power Company Ltd., c'est-à-dire à M. Fasken & Co., de Toronto, l'une des chutes des Quinze pour environ \$80,000, plus de 50 centins par cheval-vapeur, payable au 1^{er} mai de chaque année, plus un dollar par cheval-vapeur sur la force exportée

hors de la province. Cette concession comprend les forces hydrauliques de la rivière des Quinze, canton de Baby, avec le droit d'inonder les îles, rochers et battures compris dans les limites décrites au bail; le gouvernement se vantait d'avoir fait une transaction heureuse. Cependant, je suis informé que l'exploitation de ce pouvoir est au bénéfice de la population ontarienne de Timmins, Porcupine, etc., où elle fait gagner à des ouvriers d'Ontario, et voilà pourquoi l'ouvrier du Témiscamingue québécois est obligé d'aller gagner sa vie en Ontario. Voilà pourquoi, aussi, le gouvernement reçoit des témoignages flatteurs de certains politiciens et des journaux d'Ontario.

Le gouvernement n'a rien fait au point de vue voies de communication pour la région du Témiscamingue. Cette région a souffert énormément de ce côté. À venir jusqu'à trois ans, elle n'avait pratiquement pas de chemins de fer. Depuis trois ans, il y a la ligne de Témiscamingue à Angliers, traversant Fabre, Béarn, Ville-Marie, Lorrainville, Laverlochère, Angliers, jusqu'au lac des Quinze. Cette ligne origine à Mattawa, Ontario, part de ville Kipawa, domaine intangible des marchands de bois, un petit royaume charté par le gouvernement de Québec, elle se dirige à travers les limites à bois, touchant peu aux terres de colonisation, si on compare cette partie à l'étendue du territoire intéressé.

Il n'y a pratiquement pas de colons d'établissements au lac des Quinze ni au lac Trépaue. Une compagnie de navigation fait des affaires d'or avec des subventions du gouvernement et les surcharges qu'elle impose aux colons. Un train du C. P. R. quitte Mattawa pour Angliers trois fois par semaine, soit 115 milles, et Angliers pour Mattawa aussi trois fois par semaine. Les colons pourraient aller vendre leurs produits à Kipawa, Riordon Pulp Mills. La paroisse la plus proche de la ville de Kipawa est Fabre, soit 42 milles de distance. Aucun chemin de voitures ne relie Fabre. Un train passe à Fabre trois fois la semaine à 3 h 40 du matin, allant à Kipawa pour revenir le lendemain à 3 h 30 de l'après-midi, soit un jour et demi. Cela coûte très cher pour aller au marché et ce marché est achalandé par les cultivateurs de Mattawa et autres lieux voisins de l'Ontario.

Les colons de Témiscamingue demandent le prolongement de la ligne du Pacifique d'Angliers à Rouyn, soit environ 55 milles. Cette ligne traverserait un territoire de colonisation et compléterait la ligne actuelle et améliorerait le service que demandent les habitants de Témiscamingue. La partie de Saint-Bruno-de-Guigues ne devrait pas être traitée non plus avec autant d'injustice.

Quant au chemin carrossable entre Angliers et Rouyn, il est d'environ 52 milles de longueur, traverse environ 45 milles de limites forestières, où pas un colon n'a le droit de s'établir, vu que ce sont les propriétés de Riordon, Booth et autres. Le chemin coûte \$2,500 le mille; tel qu'il est fait, il ne devrait pas coûter plus de \$800.

Voilà la méthode qui a servi à dépenser les \$100,000 dont parle le député d'Abitibi (M. Authier), méthode avantageuse pour les amis, mais injuste pour les colons.

Voilà comment il faut envisager les intérêts de la colonisation et des pionniers du sol. Nos vieilles régions ont été sacrifiées avec injustice. Le gouvernement aurait dû compléter leur organisation, de manière à protéger le colon et à l'assister efficacement. Une délégation du comté de Témiscamingue s'attendait à un geste du gouvernement, au début de la session, et s'est plainte que le comté n'était pas suffisamment assisté, que les moyens de transport étaient inadéquats et, conséquemment, que les marchés n'étaient pas disponibles. Il regrette que le gouvernement ne fasse rien pour soulager la situation des gens de la région. Il a traité injustement les colons de Témiscamingue, en particulier, et la Chambre doit désapprouver sa conduite.

C'est pourquoi je ferai la motion suivante⁴, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault): que tous les mots après "que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

De l'avis d'un ancien missionnaire colonisateur, l'abbé Ivanhoé Caron, la région du Témiscamingue est une contrée excessivement fertile et l'une des plus belles parties de la province de Québec;

Que cette région est ouverte à la colonisation depuis 1883, soit 43 ans;

Qu'il appert que, dans une requête adressée à l'honorable premier ministre, le 23 décembre 1925, et signée par au-delà de 900 citoyens, prêtres, maires, professionnels, commerçants et colons de Ville-Marie, Lorrainville, Saint-Édouard de Fabre, Guérin, Nord Témiscamingue, Saint-Édouard Guigues, Saint-Placide, Saint-Isidore, Guigues, Nedelec, Mont-Carmel et Latulippe, laquelle requête expose que "le comté de Témiscamingue, à cause de son éloignement des grands centres, a besoin de communication par voie ferrée avec Rouyn, qui se trouve dans les limites de son territoire, afin d'y trouver un débouché pour ses nombreux produits agricoles;

Que cette requête expose aussi que, "par suite de l'éloignement des marchés et de l'insuffisance des voies de communication, la plupart de ces produits ont dû être vendus à très bas prix;

Que cette requête expose de plus "que le comté de Témiscamingue ne s'est pas développé normalement, par suite de l'isolement dans lequel il a été laissé;

Que cette requête expose aussi "que le comté de Témiscamingue fait partie du district judiciaire de Pontiac, dont le chef-lieu, Bryson, est à environ 400 milles du centre de Témiscamingue, et que pour atteindre ledit chef-lieu, les requérants sont obligés de se rendre d'abord jusqu'à Ottawa, pour revenir ensuite jusqu'à Campbell's Bay, par chemin de fer, et de là en voiture jusqu'à Bryson, ce trajet prenant environ 30 heures et nécessitant plusieurs changements de trains et des arrêts assez prolongés à chaque point de raccordement;

Que le gouvernement a jusqu'à aujourd'hui refusé ou négligé de modifier cet état de choses coûteux, injuste et qu'une simple juridiction concurrente est une modification insuffisante;

Que pour remédier aux principaux maux dont souffre leur région, les requérants ont demandé la continuation de la ligne Pacifique Canadien jusqu'à Rouyn au lieu d'un chemin de fer de Rouyn à O'Brien, ainsi que le parachèvement de la route carrossable allant à Rouyn, déjà ouverte comme chemin d'hiver, et que, de plus, le comté de Témiscamingue soit détaché du district de Pontiac et forme un district judiciaire par lui-même;

Que le gouvernement, ni par ses lois annoncées ni par ses déclarations en Chambre, ne paraît vouloir, au cours de cette session, prendre des mesures pour rendre cette justice au comté de Témiscamingue et à ses requérants;

Que cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas accordé aux habitants du comté de Témiscamingue l'aide nécessaire à leur progrès et au développement normal de cette région.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je tiens à rétablir les faits. Les avancés du chef de l'opposition sont non seulement exagérés, mais sans fondement aucun. Il veut simplement exploiter, dans un but exclusif politique, une prétendue crise qui sévirait dans le Témiscamingue. Il ne nous représente pas la situation telle qu'elle est. Si cette région n'avait qu'à compter sur lui pour défendre ses intérêts, elle ne progresserait guère. Le gouvernement a donné justice à cette région et, si mon honorable ami veut visiter cette région...

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche au gouvernement d'avoir ignoré les demandes des colons de cette région et il invite le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) à aller le rencontrer dans le Témiscamingue. Le ministre parlerait-il ainsi devant la population de l'endroit? Que l'honorable ministre vienne avec moi.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La région du Témiscamingue n'a pas été négligée par le gouvernement, qui s'est appliqué au contraire à répondre dans toute la mesure de ses ressources à ses besoins les plus urgents. Il a été dépensé dans cette région plus que nulle part ailleurs. Le gouvernement a subventionné à un prix très élevé la construction du chemin de fer de Kipawa à Angliers. Il a aussi construit une magnifique route carrossable de 60 milles de Angliers à Rouyn, route qui, une fois entièrement terminée, rendra des services inestimables aux colons, et une autre route est actuellement en construction de Kipawa à Fabre. Cette route aura une étendue de 40 milles. Les départements de la Colonisation et de la Voirie ont aussi fait beaucoup pour aider les colons. Il rappelle la part active que le gouvernement prit, dans le passé, à la construction de chemins de fer dans le Témiscamingue. (Applaudissements)

J'accepte le défi de l'honorable chef de l'opposition. Je suis prêt à aller le rencontrer dans n'importe quelle paroisse du comté de Témiscamingue quand il voudra et nous verrons alors qui des deux a raison. Je discuterai avec lui, devant les colons, des œuvres que le gouvernement a accomplies dans cette région. (Applaudissements)

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Dufresne, Duranleau, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, L'Archevêque, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Sauvé, 14.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bergeron, Bernard, Bouthillier, Caron, Charbonneau, Côté, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Fortier, Galipeault, Grant, Guillemette, Hamel, Lafond, Lahaie, Laperrière, Lapiere, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Marchand, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Nicol, Perrault, Pilon, Reed, Saurette, Sylvestre, Taschereau, Thurber, Tourville, 41.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie Régina Drolet, par rés. de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.
Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 158 modifiant la loi des terres et forêts relativement au transfert des lots, à l'exportation du bois et à certains travaux de voirie, et modifiant la loi du régime des eaux courantes;
- bill 161 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux taxes scolaires.

**Travaux de voirie dans les
concessions forestières**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 158 modifiant la loi des terres et forêts relativement au transfert des lots, à l'exportation du bois et à certains travaux de voirie, et modifiant la loi du régime des eaux courantes.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Taxes scolaires

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 161 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux taxes scolaires.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 2 h 30 cet après-midi.
Adopté.

La séance est levée à 1 h 10.

Deuxième séance du 24 mars 1926**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 2 h 40⁵.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

**Acquisition de terres par le gouvernement,
Nicolet, Lotbinière, Arthabaska,
Richmond et Wolfe**

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Quels sont les numéros de lots, terres, terrains que le gouvernement a acquis par échange ou autrement, dans les comtés de Nicolet, Lotbinière, Arthabaska, Richmond et Wolfe, en vertu du statut 7 George V, chapitre 22, depuis sa sanction à date?

2. Quelles parties de terrains, cantons, parties de cantons, blocs ont été données en échange?

3. Quelles sont la situation et les dimensions de ces terrains, cantons, parties de cantons, blocs?

4. Sur quelle base les terrains ont-ils été échangés dans chaque cas?

5. À la requête de qui chacun de ces échanges a-t-il été fait?

6. Au nom de qui est sorti l'ordre en conseil en chaque cas?

7. Au nom de qui les lettres patentes ont-elles été émises en chaque cas?

8. Quels sont les noms des ingénieurs ou autres techniciens qui ont fait les rapports sur la valeur colonisable de lots reçus en échange par le gouvernement?

9. Y a-t-il eu des rapports contradictoires?

10. Dans l'affirmative, pour quels échanges?

11. Le ministre actuel des Terres a-t-il recommandé des échanges qui avaient été refusés par l'honorable juge Allard antérieurement?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Arthabaska, canton de Blandford: Rang A: $\frac{1}{2}$ s.-e. 24, lots 26, 27, 28, 29; Rang 1: lots 25, 26, 27, 28, 29; Rang 2: partie s.-e. 21, lots 22 à 29 inclusivement; Rang 3: partie s.-e. 22, lots 23 à 28 inclusivement; Rang 4: lots 23, 24, 25, $\frac{1}{2}$ n.-e. 28; Rang 10: lots 7, 8, 9, 10.

2. et 3. Bloc "B" du canton de Franquelin (Saguenay), 2,450 acres. Bloc "A" du canton de Godbout (Saguenay), 16,500 acres.

4. 3 pour 1.

5. Révérends J.-A. Bernier et J.-C. Guillemette, curés à Saint-Louis et Sainte-Marie, et autorités municipales.

6 et 7. Albert Lainesse.

8. G.-C. Piché, M.F.

9, 10 et 11. Non.

1. Nicolet, canton de Blandford: Rang A: lots 17, 18, 19, 20, 21 et 22; Rang 1: partie n.-o. de 9; Rang 2: lot 8, partie n.-o. 9; Rang 3: partie s.-e. de 7, lot 8, lot 9, partie $\frac{1}{2}$ n.-e. de partie n.-o. de 10; Arthabaska: Rang A: partie n.-o. 24 et lot 23; Rang 3: partie n.-o. 22 et lot 29a; Rang 4: partie s.-e. 22; Rang 10: partie du lot 11.

2. Partie des cantons de Bourmont et de Beaudin (Abitibi).

3. ...

4. 2 $\frac{1}{2}$ pour 1.

5. Révérends J.-A. Bernier et J.-C. Guillemette, curés à Saint-Louis et Sainte-Marie, et autorités municipales.

6. Albert Lainesse.

7. Beaulieu Lumber Agency.

8. G.-C. Piché, M.F.

9, 10 et 11. Non.

1. Lotbinière, seigneurie de Lotbinière, lots 1 à 28 inclusivement des rangs 1, 2, 3, 4, 5.

2 et 3. Bloc "A", canton de Pascal (Abitibi), 15,000 acres; Bloc "A", canton de Morency (Saguenay), 1,030 acres; Bloc "B", canton de Godbout (Saguenay), 13,970 acres.

4. 3 pour 1.

5. J.-N. Francoeur, M.A.L., à la demande de colons.

6. Le propriétaire de la seigneurie.

7. Bloc "A", de Pascal à la succ. Edmund-Gustave Joly de Lotbinière; Bloc "A", de Morency à The Franquelin Lumber & Pulp Wood Co. Ltd., Bloc "B", de Godbout, à The Franquelin Lumber & Pulp Wood Co. Ltd.

8. L. Garneau, i.f.

9, 10 et 11. Non.

1. Lotbinière, seigneurie de Lotbinière, partie de 388 du cadastre de la paroisse de Saint-Édouard-de-Lotbinière, 2,725 acres; (non subdivisés en lots).

2 et 3. Lettres patentes non émises.

4. 3 pour 1.

5. J.-N. Francoeur, M.A.L., à la demande de colons.

6. Le propriétaire de la seigneurie.

7. Réponse par 2 et 3.

8. R. Valin, I.F.

9, 10 et 11. Non.

Comté de Lotbinière, seigneurie de Saint-Jean-Deschaillons, lots 723-85 à 723-199 inclusivement.

Comté de Nicolet: Canton de Blandford, rang 8, lots 25, 26, 27, 28 et 29; Rang 9: lots 16 à 29 inclusivement.

2 et 3. Canton de McSweeney (Abitibi), partie du bloc 52; Canton de Mathieu (Abitibi), partie du bloc 73 et 74; Canton de Ventadour (Lac-Saint-Jean), partie du bloc 80; Canton de Pfister (Champlain et Lac-Saint-Jean), partie du bloc 81; Canton de Magnan (Champlain), partie du bloc 48; Canton de Magnan (Champlain), partie du bloc 50; Canton de Marmette (Abitibi), partie du bloc 53; Canton de Dubois (Champlain et Lac-Saint-Jean), partie du bloc 78; Canton de Huard (Lac-Saint-Jean), partie du canton.

4. Environ 2 pour 1.

5. Requêtes de M. l'abbé Blanchette, curé de Fortierville, du conseil municipal de la même paroisse et de la Société de colonisation de Notre-Dame-du-Chemin.

6. et 7. The Lotbinière Lumber Company.

7. Edmond Sicard, I.F.

9, 10 et 11. Non.

1. Comté d'Arthabaska, canton de Blandford: Rang 1: lot 24; Rang 5: $\frac{1}{2}$ s.-e. de 23, 1-3 n.-o. de 24, 1-3 s.-e. de 25, 1-3 s.o. de 25, 1-3 n.-o. de 26, 1-3 s.e. de 27, lots 28, 29.

Comté de Nicolet: Rang 6: lots 13, 14, 15, 16, 1-3 n.-o. 22, 1-3 n.-o. 24, 1-3 s.-e. 26, 1-3 n.-o. 27, 1-3 central 27, 1-3 n.-o. 28, 1-3 central 28.

Comté d'Arthabaska: Rang 10: lots 16-3, 16-4, 16-5, 16-6, 16-7, 16-8, 16-9, 16-10, 16-11, 16-12, 16-13, 16-14, 16-15, 16-16, 16-17, 16-19.

Comté de Nicolet: Rang 10: lots 20-1, 20-2, 20-3, 20-4, 20-5, 20-6, 20-7, 20-8, 20-9, 20-10, 20-11, 20-12, 20-13, 20-14, 20-15, 20-16, 20-17, 20-18, 20-19, 20-20, 20-21, 20-22, 20-23, 20-24, 20-25, 20-26.

Comté d'Arthabaska: Rang XI : lots 20-1, 20-2, 20-3, 20-4, 20-5, 20-6, 20-7, 20-8, 20-9, 20-10, 20-11, 20-12, 20-13, 20-14, 20-15, 20-16, 20-17, 20-18, 20-19, 20-20, 20-21, 20-22, 20-23, 20-24, 20-25, 20-26.

Comté d'Arthabaska, canton de Stanfold: Rang 1: lot 21; Rang 2: ½ ouest de 22.

Comté de Nicolet: seigneurie de Lévrard, rang 6: lot 595, 1-3 n.-e. de 594; Rang 7: lot 699, ½ s.-o. de 700, lots 717 et 718; Rang 8: lot 720, ½ n.-e. 729, 1-3 s.-o. 736, 1-3 n.-e. 736, lots 739, 740 et 754; Rang 9: lots 815, 819, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 833a, 833b, 924 et 925; Rang 10: lots 834a, 834b, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 883a, 884a, 885, 886, 887, 888, 889, 890.

2. ¼ n.-o. du bloc 56 du canton projeté de Toussain (Champlain) 8,000 acres;

3. ¼ n.-e. du bloc 58 du canton projeté de Toussain (Champlain), 8,000 acres; ½ s.-e. du ¼ s.-e. du bloc 71 du canton projeté de Perrier (Champlain), 4,000 acres; ½ sud du bloc 72 du canton projeté du Perrier, 16,000 acres.

4. 3 pour 1.

5. Brown Corporation et plusieurs demandes de colons désirant s'établir près de Manseau.

6 et 7. The Brown Corporation.

8. L. Garneau, I.F.

9. 10 et 11. Non.

1. Arthabaska, canton de Bulstrode, rang 7: lots 15, 16, 17 et 18.

2 et 3. Bloc "A" du canton de Baillargeon (Gaspé), 800 acres.

4. 1 pour 1.

5. L.-J.-E. Giroux, sur requête de colons.

6. Monsieur L.-J.-E. Giroux.

7. À Louis-Jules-Évariste Giroux.

8. Edmond Sicard, I.F.

9. 10 et 11. Non.

1. Arthabaska, canton de Simpson, rang 12: lots 20 et 22.

2. et 3. Partie du bloc "A" du canton de Franquelin (Saguenay).

4. 3 pour 1.

5. Sur recommandation de M. l'abbé Pierre Allard, curé de Sainte-Séraphine.

6 et 7. H.-E. Trudeau.

8. L. Garneau, I.F.

9, 10 et 11. Non.

1. Lotbinière, paroisse de Sainte-Agathe: lots 34, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44 et 45.

2 et 3. Partie du bloc 37, canton de Lindsay (Champlain); Partie du bloc 36, canton de Déziel, (Champlain); Partie du bloc 35, canton de Faguy (Champlain), Partie du bloc 38, canton de Berlinguet (Champlain et Lac-Saint-Jean).

4. 2 pour 1.

5. Hon. J.-N. Francoeur, M.A.L., M. l'abbé Houde, curé de Sainte-Anasthasie, et requête de colons.

6. et 7. Brown Corporation.

8. Pas de rapport de technicien mais rapports favorables des autorités municipales et religieuses.

9. 10 et 11. Non.

1. Richmond, canton de Brompton: Rang 8: lots 28, 29, 32, 33, 35a, 35b; Rang 9: lots 28, 29, 30, 31, 32a; Rang 10: lot 28.

2 et 3. Partie des blocs A et B canton de La Bruère et A canton de Meilleur (Lac-Saint-Jean).

4. 2 pour 1.

5. M. l'abbé Saint-Laurent et colons.

6. et 7. The Fletcher Pulp & Lumber Company.

8. L. Garneau, I.F.

9. 10 et 11. Non.

1. Arthabaska, canton de Warwick: Rang 9, lot 29; Rang 10: lots 24, 25, et 26; Canton de Simpson, rang 8, lot 12; Rang XI: lots 24, 26, 27 et partie de 28; Rang 10: lot 19b; Rang 12: ½ s.-e. de 19, lots 23, 25 et 26.

2 et 3. Blocs C et D canton de Faucher (Champlain et Saint-Maurice), 6,308 acres dans le canton de New-Richmond (Bonaventure).

4. Depuis les deux dernières années 3 pour 1.

5. Napoléon Rousseau appuyé par des requêtes de colons et M. l'abbé Pierre Allard, curé de Sainte-Séraphine.

6. et 7. Napoléon Rousseau.

8. L. Garneau, I.F.

9. 10 et 11. Non.

1. Nicolet, seigneurie de Lévrard: Rang 7: lots 698, ½ n.-e. 700; Rang 8: ½ s.-o. 722, lot 723, ½

s.-e. 724, 1-3 n.-e. 730, lots 731 et 737; Rang 9: lots 811, 813, 814, 816, 817, 818 et 820; Rang 10: lots 841 à 854 inclusivement, partie de 860 et 861; seigneurie de Gentilly; Rang 5: lots 769 à 784, inc., 792-1, 793-3, 792-4, 792-5, 792-6, 792-7, 792-8, 792-9, 792-10, 792-11, 792-12, 792-13, 792-14, 821; Canton de Blandford: Rang 1: 1-3 s.-e. 7, 2-3 n.-e. 8, 2-3 s.-e. 11; Rang 2: partie n.-e. 14, partie s.-e. 13, 1-3, centre 7, partie n.-o. 11; Rang 5: 2-3 n.-o. 17, 1-3, n.-o. 18; Rang 6: 1-3 centre 25, 2-3 n.-o. 26, 1-3. s.-e. 27, 1-3, s.-e. 28, lot 29; Rang 7: 2-3 n.-e. 29; Rang 10: lot 23, $\frac{1}{2}$ s.-o. 25; Canton de Maddington: Rang 17: lots 21, 24, 25, 26, 31, 32, 33, 34, 35 et 36; Arthabaska, canton de Blandford: Rang 1: partie s.-e. de 22 et lot 23; Rang 3: $\frac{1}{2}$ s.-o. 19, 1-3 s.-e. 20, lot 21, $\frac{1}{2}$ n.-e. des 4/5 n.-o. 22, $\frac{1}{2}$ s.-o. des 2-3 n.-o. 22; Rang 4, lot 19, 1-3 s.-e. 20, lot 21, 2-3 n.-o. 22; Rang 5: 2-3 s.-e. de $\frac{1}{2}$ n.-o. 23. 1-3 centre 24, 25, 26; Rang 10: partie de 16; Rang XI: partie de 20: 2-3 n.-e. de 22; Canton de Stanfold: Rang 2: $\frac{1}{2}$ o. 13, lot 14, partie E, 24a, partie O. 24b, lots 25b, 26; Rang 4: partie de 7; Rang 5: partie ouest de 5.

2 et 3. Lettres patentes non émises.

4. 3 pour 1.

5. M. l'abbé Jules Richard, ptre, Manseau et colons.

6. J.-Alfred Savoie.

7. Réponse par 2 et 3.

8. Edmond Sicard, I.F., Henry Roy, I.F., L. Garneau, I.F.

9. 10. et 11. Non.

Charte de Saint-Lambert

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Chambly (M. Thurber) dont elle a été saisie le mardi 23 mars courant, proposant que les amendements apportés par le Conseil législatif au bill 105 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert soient lus une deuxième fois.

Adopté.

M. Thurber (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Bernard), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant Leurs Honneurs que cette Chambre adopte leurs amendements au bill 105, avec l'amendement suivant:

Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de la page 4 sont remplacés par les suivants:

"10. La cité devra, si demande lui en est faite dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur de

la présente loi, par la Compagnie métropolitaine d'habitations ltée, ou aucun de ses ayants droit accepté par la cité, et pourra, après cette époque, à la demande de toute personne ou compagnie, transporter à telle Compagnie métropolitaine d'habitations ltée, ou ayant droit ou personne ou compagnie, suivant le cas, tous ses droits dans les immeubles qui deviennent, en vertu du présent article, la propriété de la cité, aux conditions suivantes:

"a) L'acquéreur devra rembourser à la cité les fonds d'amortissement dus ou à devenir dus, les intérêts dus ou à devenir dus sur le plein montant du capital mentionné dans les trois actes de prêt des 20 juin 1923, 7 novembre 1923 et 5 juin 1924, les taxes municipales tant générales que spéciales et les taxes scolaires dues ou à devenir dues sur les immeubles en question, les montants payés par la cité aux créanciers privilégiés et les accessoires ainsi que tous les intérêts payés ou dus par la cité sur aucun de ces items;

"b) L'acquéreur devra assumer pour l'avenir toutes les obligations consenties par la Compagnie métropolitaine d'habitations ltée, envers la cité, en vertu des trois actes de prêt susmentionnés du 20 juin 1923, 7 novembre 1923 et 5 juin 1924;

"c) Tel transport des droits de la cité se fera au moyen d'un contrat à intervenir entre les parties, lequel contrat devra être approuvé conformément à la loi régissant les contrats originaires."

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au premier ministre ce que contient en quelques mots cet amendement.

La motion est adoptée. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Demandes de documents:

Plan d'aide aux familles nombreuses par L.-A. Jasmin

M. Tétreau (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Langlais), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, lettres, etc., entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toutes personnes, relativement à un plan d'aide aux familles nombreuses émis par le révérend chanoine L.-A. Jasmin.

Il désire, par cette motion, soumettre à la considération du secrétaire de la province et du gouvernement l'opportunité de faire quelque chose pour encourager les familles nombreuses. Il insiste sur la nécessité de rétablir la mesure qui existait autrefois et qui assurait aux familles de 12 enfants une gratification. Il espère qu'à une session prochaine le gouvernement s'occupera sérieusement de cette question. À Montréal, il existe déjà un organisme pour s'occuper de telle œuvre, la Saint-Vincent-de-Paul. La loi de charité publique pourvoit aux malades, aux pauvres, aux orphelins et aux personnes âgées, mais ne fait rien pour encourager les familles nombreuses. Il insiste pour que quelque chose soit fait en ligne avec le vieux bill Mercier qui accordait un montant aux parents de douze enfants.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Badinant) Est-ce pour aider le député de Montréal-Saint-Henri (M. Bray) qui a une grosse famille?

M. Tétreau (Montréal-Dorion): (Badinant) Il y a peut-être des ministres qui sont dans le même cas.

L'honorable M. David (Terrebonne): J'admets que le député de Dorion est très désintéressé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je comprends que le gouvernement va prendre la question en sérieuse considération. Il suggère que l'on revienne à l'ancienne loi Mercier, pour aider les familles nombreuses.

La motion est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 136 concernant une subvention à la National Transcontinental Railway Branch Lines Company⁶.

Subvention à la National Transcontinental Railway Branch Lines Company

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): La Chambre procède à la prise en considération des

amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 136 concernant une subvention à The Rouyn Mines Railway Company.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi des dentistes

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), que le bill 152 modifiant la loi des dentistes de Québec soit inscrit sur le feuillet pour étude en comité général.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Lortie (Soulanges) fait quelques remarques au cours desquelles il critique l'incompétence des ingénieurs du département de la Voirie, auxquels il attribue le coût exagéré de certains chemins construits dans la province.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que tous les mots après "que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre est d'avis qu'il ne devrait y avoir aucune considération politique dans l'emploi des deniers qui ont été votés par le Parlement ou qui proviennent des contribuables à quelque parti qu'ils appartiennent et elle regrette que, par suite d'un manque de direction et de surveillance efficace ou par faveur politique, le gouvernement ait payé inutilement et fait payer injustement des municipalités des sommes considérables pour la confection, la réfection ou l'entretien des chemins ou de routes.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaudoin, Dufresne, Faucher, Gault, Houde, Lafleur, Langlais, Lortie (Soulanges), Plante, Renaud, Sauvé, Tétreau, 13.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Caron, Charbonneau, Côté, David, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matapédia), Galipeault, Grant, Guillemette, Laferté, Lafond, Lahaie, Laperrière, Lapière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Marchand,

McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Mercier (Trois-Rivières), Miljours, Moreau, Nicol, Perrault, Pilon, Saurette, Sylvestre, Taschereau, Thurber, 37.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions six cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) cite les noms de M. Laurendeau, ancien député de Maisonneuve, et Marchesseault, l'ancien chef de police de Maisonneuve, comme exemples d'amis politiques employés par le gouvernement à la construction des chemins. Voudrait-on prétendre que ces deux hommes sont des experts en construction de chemins? Dans la construction de la route Montréal-Hull, il cite des cas de municipalités du comté d'Argenteuil qui ont été odieusement exploitées. Une municipalité, en particulier, aurait payé \$10,000 de plus qu'elle n'aurait dû pour du gravelage qui n'était pas conforme aux spécifications. Un M. Bourgoin, ancien employé du ministère de la Voirie, a porté une accusation à ce sujet.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska)⁷:

Qu'il y ait une ou deux erreurs commises dans un ministère comme celui de la Voirie qui peut employer l'été jusqu'à 10,000 hommes, ça n'est pas étonnant. Ce serait le contraire qui le serait. Ce ne sont là cependant que des cas absolument exceptionnels. Ceux qu'indique le chef de l'opposition ne sont pas du nombre. Par exemple, l'accusation portée par M. Bourgoin n'est nullement fondée. Le ministère a un dossier complet sur cette affaire. Il est donc plus en mesure que l'opposition de dire si les choses se sont passées correctement.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Plante (Beauharnois) propose en amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), que tous les mots après "que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté. Néanmoins:

Attendu que des plaintes nombreuses ont été exprimées contre l'inefficacité de la police provinciale;

Attendu que le premier ministre et procureur général a exprimé lui-même, il y a quelques années, son intention de réorganiser la police provinciale afin de la rendre plus efficace;

Attendu que, depuis ce temps, de nombreux crimes sont restés impunis et que certains de leurs auteurs ont bénéficié de l'incapacité notoire de la police provinciale, comme dans le cas de Rougemont;

Attendu que le gouvernement favorise la circulation des étrangers dans toutes les parties de notre province et que certains de ces étrangers ont été trouvés coupables de meurtre, de vols à mains armées, etc.;

Cette Chambre considère que la négligence du gouvernement de mettre fin à la faiblesse, à l'inefficacité et à l'incompétence de sa force policière mérite censure.

M. Sauvé (Deux-Montagnes), M. Plante (Beauharnois), M. Duranleau (Montréal-Laurier) et M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) reprochent au procureur général l'inefficacité de la police provinciale dans la recherche des criminels. Ils ont noté les crimes dont on n'a pas encore trouvé les auteurs. Ils se sont appesantis surtout sur l'affaire Malherbe et sur celle de Rougemont.

M. Plante (Beauharnois) fait quelques observations au sujet de l'inefficacité du service de la police et il cite les meurtres de Rougemont, de Westmount et de Saint-Michel-des-Saints. Le procureur général a-t-il classé le meurtre de Rougemont, l'affaire Dupuis? A-t-on oublié le meurtre de Tyhurst?

Que fait donc la police provinciale? Ce sont autant de questions que le public se pose et non sans une certaine anxiété. Il jette sur le gouvernement le discrédit des défaillances du département provincial à arrêter les criminels. L'incompétence du département est notoire, dit-il.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)⁸:

Quand le député de Beauharnois lira sa motion demain dans les journaux, il sera le premier à la regretter et il rougira de l'avoir présentée. Il accuse en bloc tout un corps de police. Au nom des membres de la police provinciale, composée de braves gens, je proteste contre cette motion à laquelle le député de Beauharnois (M. Plante) n'aurait jamais dû attacher son nom. Je proteste contre l'accusation qu'ils ne font pas leur devoir. Je regrette que l'honorable député de Beauharnois vienne à cette heure avancée de la session reprocher à la police provinciale de ne pas arrêter les criminels. Nos hommes font tout ce qui est possible pour retrouver les criminels. Comme partout ailleurs, quand il est humainement impossible de trouver l'auteur d'un crime, à cause des moyens de locomotion dont disposent les meurtriers, il est injuste d'en imputer la faute au procureur général et au corps de police. Les hommes de la police provinciale et les détectives ont toujours fait leur devoir et ils ont prouvé maintes fois leur compétence. On ne peut en avoir de meilleure preuve que dans le grand nombre d'exécutions qui ont eu lieu en ces derniers temps à la prison de Bordeaux.

Dans les circonstances, on se contente de citer des cas de crimes restés impunis, mais on se garde bien de faire connaître à la Chambre toutes les causes réussies par notre police, tous les crimes punis de la prison ou de l'échafaud. Je regrette que l'on s'égare de façon aussi inconsidérée dans une motion. Ça arrive partout que des coupables ne soient pas retrouvés. Mais, à la suite du meurtre de Tyhurst, n'y a-t-il pas eu deux arrestations d'opérées? Deux hommes sont actuellement détenus et attendent leur procès.

Le député de Beauharnois veut-il préjuger le jury? La police provinciale, tout récemment encore, est allée chercher un prisonnier en Colombie-Britannique et un autre en Californie. Encore une fois, je proteste de toutes mes forces contre cette motion.

M. Plante (Beauharnois): Le premier ministre n'a-t-il pas admis lui-même l'inefficacité de la police provinciale quand il annonçait qu'il irait chercher un chef de police à Paris?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'homme politique qui a le plus démontré l'inefficacité de la police provinciale est le premier ministre lui-même qui a déclaré qu'il irait jusqu'à Paris pour trouver un chef de police compétent.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Dufresne, Duranleau, Gault, Houde, Langlais, L'Archevêque, Plante, Renaud, Sauvé, 10.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Caron, Charbonneau, Côté, David, Desmarais, Dillon, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Grant, Hamel, Laferté, Lafond, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie (Labelle), Madden, McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Miljours, Moreau, Nicol, Perrault, Saurette, Sylvestre, Taschereau, Thurber, Tourville, 36.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En comité:**L'honorable M. Nicol (Compton) propose:**

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande si l'on va diminuer la dépense de Spencer Wood. En 1897, les libéraux reprochaient aux conservateurs une dépense annuelle de \$9,000. Spencer Wood, administré par des libéraux, a coûté l'an dernier \$64,000. On vient d'acheter de l'argenterie. Va-t-elle rester là à demeure ou bien les touristes américains vont-ils en apporter les différentes pièces comme souvenir?

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande s'il n'en coûte pas trop cher pour loger Son Excellence. À ce prix, on pourrait loger non seulement le lieutenant-gouverneur, mais le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

La dépense de Spencer Wood n'est pas trop élevée. Cette maison est une attraction touristique.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) parle des négligences de la justice, des meurtres impunis, des causes entachées de politique. Le département du procureur général ne recherche pas les criminels, mais il fait beaucoup de zèle contre les honnêtes citoyens. Il veut savoir si cette augmentation servira, entre autres choses, à mieux rémunérer le détective Rioux qui s'est tant distingué dans l'affaire Lockwell, un organisateur conservateur, et qui a si bien renseigné la presse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) proteste contre cette insinuation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le détective Rioux a déployé une activité intempestive. Lui et l'assistant-procureur général ont tenu une conduite indigne. Toute cette affaire a été machinée dans le département du procureur général, qui devrait plutôt s'occuper d'arrêter les criminels. Il critique aussi les détectives. Dans le cas de Rougemont, par exemple, ils sont allés sur les lieux avec bien plus d'empressement pour faire prendre leur portrait par les journaux que pour rechercher les auteurs du crime. Rioux n'est pas capable de justifier sa conduite, et le procureur général non plus, dans l'affaire Lockwell, montée à la veille des élections fédérales. Le détective Rioux a été l'instrument de M. Charles Lanctôt qui faisait là un acte de partisanerie politique scandaleux. Le juge Lachance a exonéré M. Lockwell. Au lieu de faire des causes politiques, la police provinciale ferait mieux de s'occuper des voleurs et des meurtriers, qui courent librement les grands chemins. Quand il se produit un meurtre, les détectives provinciaux commencent par se faire photographier pour les grands journaux, puis ils se rendent sur les lieux et ne trouvent rien. Huit jours plus tard, ils découvrent la hache du crime. Personne n'y avait touché; elle était restée là. C'est une nouvelle occasion pour que les grands journaux recommencent la publication des portraits. Il y a de braves gens dans la police provinciale, mais ils sont malheureusement payés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En fait d'imagination, le chef de l'opposition est hors concours. S'il y avait aujourd'hui un prix d'imagination à gagner, c'est assurément le chef de l'opposition qui l'emporterait. Nous pouvons toujours le battre devant le peuple et aux élections, mais non pas le battre dans un concours d'imagination. Il n'est pas battable. Il a prétendu que le procès Lockwell était une machine politique et là

il a perdu totalement le contrôle de ses nerfs, lui qui devrait donner l'exemple du calme. Selon lui, la cause Lockwell était faite par le gouvernement. Les machinations qu'il invente dans l'affaire Lockwell sont simplement fantastiques. Les faits sont autres: Lockwell a été arrêté sur la plainte de l'Association des assurances d'automobiles de Montréal avec un nom. Le département du procureur général n'y est pour rien. On lui a même demandé de signer un acte pour que M. Lockwell comparût devant le jury, mais il refusa. Il est injuste de vouloir faire porter au département la responsabilité de cette cause.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le plaignant était introuvable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pardon, la plainte a été assermentée par un M. Smith. La cause a été conduite par l'Association et à ses frais. Ce n'est pas un beau spectacle que donne aujourd'hui le chef de l'opposition.

Pour en revenir au sujet, le juge Lachance, dans l'affaire Lockwell, a trouvé matière à procès et a condamné l'accusé à subir son procès aux assises. En réalité, les poursuites intentées contre M. Lockwell l'ont été par une compagnie d'assurances contre les vols d'autos, parce que M. Lockwell a été trouvé en possession d'un véhicule volé et vendu lors d'une vente fictive. Peut-on s'étonner qu'on l'ait accusé? Le service du procureur général ne se prête pas aux petits moyens qu'on lui prête chez nos adversaires. Par la suite, cependant, il a prouvé à la satisfaction d'un tribunal que cette auto était venue en sa possession de façon très légale. Il a été acquitté et je m'en réjouis. J'en suis heureux pour lui et sa famille. C'est un bon citoyen et un très honnête homme. Il est très injuste de vouloir faire porter au gouvernement la responsabilité de ce qui s'est fait contre M. Lockwell. Mais il n'y a pas que M. Lockwell à qui pareille aventure est arrivée. On sait que le vol des autos devient un grand problème dans notre province comme ailleurs. Souvent, de bons citoyens se trouvent en possession d'autos volées. Quant à la police provinciale, le gouvernement l'a réorganisée de son mieux.

Les agents sont bien payés et ils bénéficient d'un fonds de pension. D'une façon générale, ils font leur devoir de leur mieux et tous sont compétents. Quant à la répression des crimes, je puis assurer la Chambre que nous continuerons à administrer la justice au meilleur de notre connaissance. Mon honorable ami déplore que des meurtriers soient introuvables. Il y en a partout, dans tous les pays, des

criminels introuvables. On n'a qu'à consulter des statistiques étrangères pour s'en rendre compte. Le chef de l'opposition dit que notre police a fait de mauvaises causes parce que des personnes arrêtées ont été acquittées. Or, on peut être acquitté sans être innocent. Je suis surpris et je ne comprends pas pourquoi mon honorable ami, vu sa distinction naturelle et son standing impeccable, se perd dans de si étranges considérations et qu'il vienne nous dire que nous ne recherchons pas les criminels...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le standing du premier ministre n'est pas meilleur que celui du chef de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami s'empare trop facilement cet après-midi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) sourit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il me semble que le chef de l'opposition n'est pas aujourd'hui dans de bonnes dispositions pour apprécier ces choses.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Je crois qu'il va falloir appeler la police provinciale.

M. le président (M. Laferté, Drummond) crie à l'ordre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) termine ses déclarations.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) interroge le premier ministre. Il dit qu'il a posé plusieurs questions au cours de la session, et le gouvernement a refusé d'y répondre. Le gouvernement provincial n'a-t-il pas plus d'agents pour faire des causes en vertu de la loi des liqueurs que pour trouver les voleurs et les meurtriers? La police provinciale s'est-elle occupée de faire des recherches après une entrevue donnée à *la Presse* par le Dr Laviolette? Celui-ci notait la similitude de certains crimes qui n'ont jamais été éclaircis, le meurtre de Mlle Malherbe, le meurtre de Rougemont. Le Dr Laviolette disait qu'il avait de forts soupçons contre un individu qu'il a eu sous ses soins à plusieurs reprises, comme aliéniste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

On va bientôt aménager la prison de Bordeaux de façon à garder là les fous criminels. La police provinciale a fait toutes les recherches possibles dans le cas de Mlle Malherbe et dans le cas de Rougemont. Cependant, il faut bien remarquer que les grandes villes comme Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières font elles-mêmes leur police. La province de Québec a beaucoup moins de crimes impunis que d'autres pays. La criminalité dans notre province est moindre qu'en Angleterre et aux États-Unis. Il cite à ce sujet un bloc-note du *Devoir*:

En Grande-Bretagne, il se commet moins de 350 meurtres par an, chez une population de plus de 42 millions. Aux États-Unis, pour une population de 110 millions, il y a en moyenne 10,000 meurtres chaque année. La proportion est autrement plus forte que dans le Royaume-Uni. C'est, entre autres choses, parce qu'en Grande-Bretagne il est rare que la police ne retrouve pas le coupable et ne le traduise pas devant les tribunaux, où la justice est expéditive et rigoureuse. Un meurtrier anglais a presque dix chances sur dix de ne pas rester impuni. Aux États-Unis, un assassin a d'abord neuf chances sur dix d'échapper à la police, et puis, s'il est appréhendé, il en a neuf et demi sur dix de ne pas être condamné à la peine capitale. Dans la plupart des cas, il se trouve un jury trop impressionnable ou trop ignorant pour rendre un verdict catégorique; ou, si le jury est intelligent et juste, le coupable a sans moyens, pourvu qu'il ait de l'argent, de faire traîner l'affaire en longueur et finalement d'échapper à un châtement mérité. Comme le note un journal américain, la Grande-Bretagne n'a aucun égard pour les meurtriers et les États-Unis n'en ont aucun pour leurs victimes. C'est en partie la cause de criminalité de plus en plus grande aux États-Unis.

À Montréal, la situation s'est améliorée devant tous les tribunaux. Il n'y a plus de retards devant la Cour supérieure.

M. Duranleau (Montréal-Laurier): Nous devons cette amélioration aux juges de la Cour supérieure et au juge en chef suppléant, l'honorable M. Martin, qui a travaillé jour et nuit pour mettre les rôles en bon ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne veux pas enlever le mérite des juges de la Cour supérieure, mais, en l'exemptant de la Cour de révision, en créant notre Cour de magistrat, nous avons amélioré la situation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) intervient.

M. Plante (Beauharnois): Il n'a fait, dit-il, que son devoir en présentant la motion donnée ci-haut au sujet de la police provinciale.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille neuf cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les juges de la Cour des sessions de la paix, Québec et Montréal, constables et messagers à Québec et à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et des taxes sur les corporations, etc., statuts refondus, 1925, chapitres 26, 29 et 37, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les timbres, licences, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les registrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent de la province à Ottawa: traitement, comprenant toutes dépenses de voyage et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'officier spécial, côte nord du Saint-Laurent: traitement et dépenses de voyage, (arrêté ministériel no 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un octroi

en aide d'un service maritime sur la côte nord et des Îles-de-la-Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le service entre les Îles-de-la-Madeleine et Pictou, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un octroi à The Clark Steamship Co. Ltd., *re*: service hebdomadaire entre Montréal et la côte de Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le paiement de l'intérêt pour un an au 17 juin 1927, 3 % par année sur \$25,000, prix d'achat d'une cour à charbon, à Québec, acquise pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille sept cent soixante-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'impression et la reliure pour les deux Chambres de la Législature, statuts refondus, 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas mille quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les traitements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille trois cent soixante-cinq piastres soit ouvert à Sa

Majesté pour dépenses contingentes (gouvernement civil); pour le bureau du lieutenant-gouverneur, \$4,500; département du Conseil exécutif, service d'inspection et de vérification, \$500; département du secrétaire de la province, \$2,000; département du Trésor, bureau du trésorier, \$500; département du Trésor, bureau des assureurs, \$5,365; département du Trésor, bureau de l'auditeur, \$500; département des Terres et Forêts, \$4,000; département de l'Instruction publique, \$1,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts, livres de récompense, reliure, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la construction d'écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 5, 10, 20 ans d'enseignement provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires (\$250,000), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour archives de la province de Québec, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des

prisons aux asiles, et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, 12 George V, chapitre 29, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des édifices de la Législature et des départements: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des hôtels et des maisons de pension, articles 3866a à 3866f, 4 George V, chapitre 41 et 12 George V, chapitre 72, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ingénieurs stationnaires, articles 3866g à 3866m, statuts refondus, 1909, 4 George V, chapitre 42, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante mille deux cent soixante-treize piastres et vingt-deux centins soit ouvert à Sa Majesté pour édifices de la Législature et des départements, parachèvement du nouvel édifice de la rue Sainte-Julie, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices de la Législature et des départements, pour compléter la clôture de pierre autour du terrain et des trottoirs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices publics et loi des établissements industriels de Québec, statuts refondus, 1909, articles 3749 à 3789*ff*, tels que modifiés par les lois 8 George V, chapitre 51, 10 George V, chapitre 54, 11 George V, chapitre 75, et 13 George V, chapitre 58, 3829-3866, tels que modifiés par les lois 1 George V (1ère session), chapitre 27, 2 George V, chapitre 36, 3 George V, chapitre 37, 9 George V, chapitre 50 et 12 George V, chapitre 29, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux de placement des ouvriers, statuts refondus, 2520*d*, 1 George V (1ère session), chapitre 19, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés d'agriculture (en sus du montant autorisé en vertu des statuts refondus, 1909, article 1851, 5 George V, chapitre 29, section 1), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour médecine vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, 5 George V, chapitre 31, 11 George V, chapitre 37 et 13 George V, chapitre 33, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour apiculture et industrie du sucre d'érable, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante-quatre mille cent une piastres et quarante-six centins soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante-sept mille cent vingt-trois piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le service d'hydroplanes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la semaine de la protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la pêche et la chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les comptes en suspens (Colonisation, Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les registrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la *Gazette officielle de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent général de la province dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour dépenses du bureau, en sus du montant autorisé en vertu des statuts refondus, 1909, article 712, tel que modifié par la loi 10 George V, chapitre 19, section 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent général de la province en Belgique, pour dépenses de bureau, en sus du montant autorisé en vertu de 5 George V, chapitre 18, statuts refondus, 1909, article 712c, pour l'exercice finissant le 30 juin 1926.

Adopté¹⁰.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Voies et moyens

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1926, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$1,692,632.68.

Adopté.

2. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1927, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$12,988,964.94.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Subsides¹¹

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 16 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1926 et le 30 juin 1927, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a accepté les amendements de l'Assemblée législative à ses amendements au bill 105 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill 26 concernant les officiers et employés du gouvernement de la province.

**Évaluation des immeubles
des compagnies industrielles**

M. Plante (Beauharnois)¹² propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Bastien):

Attendu que l'industrie se développe rapidement dans cette province;

Attendu que l'évaluation des immeubles des compagnies industrielles n'est pas faite, en général, d'une manière satisfaisante, ce qui donne lieu à toutes sortes de difficultés, voire même à des procès longs et coûteux entre les municipalités et ces compagnies au point de vue des taxes municipales et scolaires;

Que cette Chambre émette le vœu qu'une commission d'experts composée d'un ingénieur, d'un architecte, d'un entrepreneur ou d'autres personnes à ce connaissant soit nommée par le gouvernement pour évaluer par toute la province les immeubles des compagnies industrielles, ou que l'évaluation des immeubles de ces compagnies soit faite par la Commission des utilités publiques, afin de mettre fin aux procès en cours et aux difficultés sans cesse renaissantes entre les municipalités et ces compagnies au sujet de l'imposition des taxes, municipales et scolaires, et de les mettre toutes sur un pied d'égalité à l'avenir.

La Chambre comprendra l'importance de cette motion en se rappelant les nombreuses demandes de commutations de taxes que nous avons reçues cette année. Je crois donc que le gouvernement fera l'enquête que je demande par ma motion. Il faut mettre fin à ces commutations de taxes. Cette motion est un corollaire de la motion que j'ai eu l'honneur de soumettre à cette Chambre, et dont le principe a été adopté après discussion dans le cours de cette session. Personne n'ignore le développement de nos pouvoirs d'eau par le harnachement de nos chutes d'eau, et

l'augmentation, la croissance, l'extension de l'industrie de la fabrication de la pulpe et du papier. Des villes entières ont surgi de toutes pièces en pleine forêt, d'autres villes plus anciennes voient leur vie économique intimement mêlée au statut des grandes compagnies industrielles. Le progrès de notre province est considérable. Dans la pratique, que se passe-t-il? L'évaluation de ces compagnies est une source constante de difficultés. En effet, en certains endroits on taxe la machinerie. En d'autres, elle est exempte de taxes. Et puis, dans nos villes et villages, on n'a pas des experts sous la main pour faire une évaluation adéquate des immeubles des compagnies industrielles. Comment estimer à sa juste valeur la valeur intrinsèque des immeubles de ces compagnies, leur "goodwill", la valeur potentielle des pouvoirs d'eau qui les alimentent, la valeur des bâtisses et des terrains? C'est un problème fort complexe. À tout moment, l'évaluation donne lieu à des procès coûteux et ennuyeux entre les municipalités et ces compagnies industrielles. Le gouvernement pourrait trouver la solution en se chargeant de faire évaluer par des experts la propriété industrielle. C'est pourquoi je présente cette motion sur ma responsabilité personnelle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le mal que l'honorable député de Beauharnois signale existe réellement. On éprouve quelques difficultés à régler ce fâcheux problème. Il reconnaît le bien-fondé de la motion de député de Beauharnois (M. Plante). Les remèdes qu'il propose sont-ils efficaces? Il est permis d'en douter. Ce serait un travail de plusieurs années pour une commission que d'évaluer les immeubles des quelque 1,200 compagnies industrielles de la province. D'un côté, la Commission des services publics donnerait à un tel travail d'évaluation au moins cinq années entières, de l'autre, il y aurait danger de violer l'autonomie des municipalités, d'empiéter sur leurs droits. Je suggère de modifier la motion en y ajoutant que la Chambre émet le vœu que, d'ici à la prochaine session, le gouvernement étudie l'opportunité de former une telle commission afin de faire faire une réévaluation des biens des compagnies industrielles. La situation actuelle demande à être améliorée.

Il soumet un amendement ayant pour effet d'accorder au gouvernement les pouvoirs discrétionnaires afin d'étudier le problème.

M. Plante (Beauharnois): Je suis enchanté d'avoir soulevé cette question. Je voulais attirer l'attention du gouvernement. C'est avec plaisir et je

suis heureux de me rallier à cet amendement de l'honorable premier ministre, et je retire ma motion. Du moment que le gouvernement admet les faits, je considère que le but de ma motion est atteint.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Tout en remerciant mon honorable ami d'avoir attiré notre attention là-dessus, je lui demanderais d'accepter cet amendement à sa motion: que le paragraphe 3 de la motion soit amendé en ajoutant, après les mots "émet le vœu", les mots "que le gouvernement étudie l'opportunité".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre l'adopte.

La motion principale, telle qu'amendée, étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

**Élections
à date fixe**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Duranleau), que les élections générales n'aient jamais lieu qu'à une date fixée par la loi, ainsi que cela se pratique déjà pour les élections municipales et scolaires, sauf les prérogatives de la couronne, dans les cas de renvoi;

Que toute élection partielle se fasse dans un délai déterminé par la loi, après qu'une vacance s'est produite.

Je regrette, dit-il, que cette motion n'ait pas été discutée plus tôt et d'une façon plus convenable. Comme les discours sont superflus en fin de session, il ne veut pas en faire un. Il tient à dire cependant qu'il eût préféré que cette motion fût appelée plus tôt. Quoi qu'en dise la Constitution, et avec le système actuel, nous ne savons jamais quand nous aurons des élections générales. Le pouvoir joue avec la date et les députés aussi bien que le public sont dans l'expectative à ce sujet.

Les deux partis devraient être sur un pied d'égalité sur ce sujet. Les ministres peuvent voyager quand ils le veulent, mais les membres de l'opposition sont obligés d'être toujours au poste au cas où il plairait au premier ministre ou au gouvernement d'en appeler au peuple. Les élections à date fixe sont un article du programme de l'opposition. Puisque le gouvernement appelle ma motion si tard, je serais heureux si l'honorable premier ministre me disait: "J'ai attendu à la fin de la session pour discuter cette motion car je veux l'adopter à l'unanimité."

M. Plante (Beauharnois): L'honorable premier ministre, avec son bon sens et sa plausibilité ordinaire, admettra que nous devrions avoir des élections à date fixe. Au point de vue affaires, cette réforme s'impose. Il appuie la motion et parle en sa faveur. Il énumère tous les avantages d'élections à date fixe. Il rappelle les dangers auxquels s'exposent les candidats lorsque les élections ont lieu durant des saisons impropres. Il cite la mort de M. Denault, de Richmond, et celle de son père, ancien député de Beauharnois, morts tous deux de maladies contractées au cours de campagnes électorales durant l'hiver.

M. Thurber (Chambly): Y a-t-il d'autres provinces qui ont des élections à date fixe?

L'honorable M. David (Terrebonne):

L'honorable chef de l'opposition a raison de dire que les discours sont superflus à cette heure de la session. Il a tort de nous offrir comme dernière critique ce qu'il a dit. Le chef de l'opposition aurait pu demander que sa motion fût appelée plus tôt. Un député peut toujours faire appeler sa motion quand il le veut. Un député qui fait une motion est maître du jour et de l'heure où elle est appelée. Il n'est pas temps de parler d'élections à date fixe. Je veux faire suivre ce reproche courtois d'un compliment. Pendant la session, nous nous portons des coups, mais, au moment de regagner nos foyers, je crois que pas un des députés de la droite ne refusera de reconnaître que l'honorable chef de l'opposition s'impose une lourde besogne, un énorme travail, et il accomplit sa tâche ardue, difficile et intense avec vigueur. Il (l'honorable M. David) reconnaît l'indubitable compétence du chef de l'opposition, suggère que l'on devrait oublier les petites querelles de la session et fait une comparaison éloquentes à cet effet entre les pratiques française et anglaise.

Nous savons, dit-il, qu'il est d'un désintéressement personnel et complet, et malgré les opinions qui nous divisent, nous nous inclinons devant ce splendide travailleur qu'est le chef de la loyale opposition de Sa Majesté. La seule chose qui lui manque, c'est de ne pas ouvrir les yeux en face du merveilleux développement de l'industrie dans certaines régions comme le Lac-Saint-Jean et l'Abitibi, surtout la région des mines. Ce n'est pas sa faute s'il n'a pas compris les progrès que notre gouvernement prépare aux générations qui nous suivent, mais je dois admettre que, dans sa fonction, le chef de l'opposition a montré beaucoup de courage et de droiture.

Seulement, il n'est pas sérieux quand il nous demande de faire des élections à date fixe et le député de Beauharnois n'est pas beaucoup plus sérieux que lui. Est-ce que c'est une chose désirable et est-il bien opportun de demander une loi établissant des élections à date fixe? Nulle part dans l'Empire britannique les élections à date fixe n'existent. Des élections à date fixe sont possibles pour des pays comme les États-Unis, mais la France n'a pas à s'en vanter, et, s'il y a un système électif stupide, c'est bien celui qui force un peuple intelligent de quarante millions d'habitants les plus éclairés du monde à subir le joug de ses propres lois. Il faut des élections à certaines époques. Ainsi, qui niera qu'actuellement il n'y a peut-être pas de meilleur moyen de sauver la France que des élections? Y a-t-il un député de la Législature québécoise qui voudrait que la même situation existât ici qu'en France? Il ne croit pas que nous voudrions dans la province de la situation qui existe là-bas.

Nous voyons actuellement le pays dans le besoin d'un appel au peuple, mais le Président ne le veut pas et on voit les cabinets se succéder sans aucun mieux pour la France. Au point de vue constitutionnel, je doute de l'opportunité de cette mesure. Ne vaut-il pas mieux que nous nous inspirions encore de la bonne sagesse constitutionnelle? La suggestion du chef de l'opposition est intéressante et peut-être, un jour, quand l'expérience aura été faite en pays britannique, pourrions-nous nous y arrêter et nous verrons si elle peut être appliquée.

La motion est rejetée sur division.

Demandes de documents:

Construction d'une voie carrossable sur le pont de Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Verchères (M. Richard) dont elle a été saisie le mercredi 10 mars courant: Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre copie de toutes correspondances et de tous documents échangés entre le gouvernement ou un de ses membres et le gouvernement du Canada, les autorités des chemins de fer de l'État, la cité de Québec ou toutes autres personnes relativement à

l'établissement d'un chemin de voitures sur le pont de Québec pour relier les routes Québec-Montréal, Lévis-Saint-Lambert et autres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je remercie le député de Verchères, au nom de la députation de Québec, d'avoir soulevé en Chambre la question de la construction d'un chemin de voitures sur le pont de Québec, ainsi que tous les membres de cette assemblée, qui ont bien voulu appuyer le projet. Déjà ce gouvernement a tenté de résoudre le problème. Nous avons un projet il y a quelques années. Les gouvernements fédéral et provincial ainsi que la ville de Québec ont refusé de s'engager pour son tiers. À ce moment, nous étions prêts à collaborer. Mais la cité de Québec et le gouvernement d'Ottawa n'ont pas montré beaucoup d'empressement. Les finances du gouvernement fédéral ne lui permettaient pas de s'engager davantage. Il ne reste plus à savoir que ceci: est-ce que chacun est disposé à faire sa part? Maintenant, je crois que le temps est venu d'accomplir cette œuvre très importante, qui stimulerait le tourisme et favoriserait tous les comtés du sud, dont celui du président de cette Chambre, qui est sans doute de cœur avec nous. Je suis certain, M. le Président, que vous seriez enchanté de le voir réalisé¹³.

M. l'Orateur fait signe que oui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce chemin nous mettrait en contact direct avec nos charmants électeurs de Lotbinière et j'espère qu'il sera construit. La route sur le pont de Québec est devenue une nécessité parce qu'elle est un chaînon du réseau de la voirie provinciale. Les plans sont prêts. Le gouvernement de la province est prêt à contribuer pour un tiers dans le coût de l'établissement d'une passerelle pour les voitures sur le pont de Québec, à condition que la ville de Québec et le gouvernement fédéral contribuent chacun un tiers.

Ces travaux coûteraient environ \$400,000. Le gouvernement de Québec s'efforcera d'obtenir cette coopération du gouvernement fédéral et de la cité de Québec. Une compagnie serait constituée pour mener à bonne fin cette entreprise, avec l'aide financière des trois pouvoirs publics. Elle serait chargée de faire les travaux et de retirer les péages traversiers. Le gouvernement fédéral, la province de Québec et la cité de Québec s'engageraient alors à garantir le fonds d'amortissement et les intérêts de l'emprunt qui serait fait pour payer le coût de ces travaux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je comprends que ce n'est qu'un projet et qu'il n'y a aucune démarche de faite. S'agit-il de quelque chose de définitif ou si le premier ministre parle simplement sans s'être informé des intentions des deux autres parties intéressées?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a eu des démarches de faites. J'ai discuté la question, à Montréal, avec des représentants des autorités fédérales et la ville de Québec, mais ils ne veulent pas assurer un tiers du coût. Pour le moment, celles-ci ne semblent pas disposées à donner suite au projet; la ville de Québec, non plus, ne s'est pas prononcée.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 6 h 30¹⁴.

Troisième séance du 24 mars 1926

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 30¹⁵.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 16 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1926 et le 30 juin 1927, et pour d'autres fins du service public.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, requérant la présence des députés de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill B du Conseil législatif concernant l'assurance réciproque et modifiant la loi de la taxe sur les corporations;
- bill D du Conseil législatif modifiant l'article 427 de la loi des cités et villes;
- bill 7 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt;
- bill 9 modifiant la loi des compagnies de Québec;
- bill 11 modifiant la loi des agents généraux;
- bill 12 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 15 modifiant la loi de l'instruction publique relativement au fonds des écoles élémentaires;
- bill 17 révisant et refondant la loi des accidents du travail;
- bill 21 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 22 modifiant la loi de la Commission des services publics;
- bill 23 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 26 concernant les officiers et employés du gouvernement de la province;
- bill 27 relatif à la construction d'un pont entre Montréal et Longueuil;
- bill 28 relatif à l'exportation de la force hydroélectrique;
- bill 29 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement aux enquêtes municipales;
- bill 32 modifiant la loi des cités et villes relativement aux contestations d'élections;
- bill 35 modifiant la loi de l'instruction publique;
- bill 37 concernant les affaires municipales;
- bill 38 autorisant les municipalités à contribuer à la construction de certains chemins en dehors de leurs limites;
- bill 39 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de Québec, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des faibles d'esprit et des idiots, l'acte de fiducie et un certain acte de transport entre lesdites sœurs de la Charité et The Sun Trust Company Limited;
- bill 42 modifiant la loi des véhicules automobiles;

- bill 43 concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles;
- bill 44 modifiant la loi des liqueurs alcooliques;
- bill 46 ratifiant un acte de transport et un acte de fiducie entre l'Institut des petites sœurs franciscaines de Marie et The Sun Trust Company Limited, auxquels le gouvernement de la province est partie intervenante;
- bill 47 ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec les sœurs de la Charité de Québec, relativement à la garde, aux soins et à l'entretien des enfants dans leur école d'industrie;
- bill 49 modifiant le Code de procédure civile relativement aux usurpations de charges publiques;
- bill 51 constituant en corporation Congregation Chebra Mishnais Beth Jehuda;
- bill 52 constituant en corporation Congregation Shaare Tefilah;
- bill 54 constituant en corporation les Sons of Israel;
- bill 56 constituant en corporation The Ogilvie Benefit Fund Inc.;
- bill 57 constituant en corporation New Beth Jehuda Synagogue;
- bill 68 constituant en corporation Shaare Zion Congregation;
- bill 69 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company à la corporation municipale de Saint-Vincent-de-Paul;
- bill 70 établissant un montant fixe des taxes à payer par la Montreal Island Power Company aux commissaires d'écoles des Écores;
- bill 75 modifiant la charte de la cité d'Outremont;
- bill 76 constituant en corporation la ville de Barkmere;
- bill 82 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec;
- bill 84 ratifiant le règlement no 22 de la municipalité de West Templeton;
- bill 85 ratifiant la convention entre le conseil et les commissaires d'écoles de la ville de Chicoutimi et The Quebec Pulp & Paper Mills Limited;
- bill 89 modifiant la charte de la Corporation de garantie de titres et de fiducie du Canada;
- bill 91 ratifiant certaines résolutions adoptées par le conseil de la cité des Trois-Rivières et par les commissaires d'écoles de ladite cité;
- bill 93 autorisant le conseil municipal de la cité de Québec à accorder une évaluation fixe, pour

fins de taxes, à la Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills Limited pendant une certaine période d'années;

- bill 95 constituant en corporation Stanley Presbyterian Church;

- bill 96 modifiant la loi concernant la succession Tourville;

- bill 98 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est;

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal;

- bill 104 concernant les biens de la succession de feu Christopher McEvoy et ceux que possède dame Anne Ephime Thompson, veuve de Christopher McEvoy, actuellement interdite pour aliénation;

- bill 105 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert;

- bill 107 modifiant la charte de la Commission métropolitaine de Montréal;

- bill 108 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 109 constituant en corporation la ville de Château-d'Eau;

- bill 111 constituant en corporation les Moniales Dominicaines contemplatives de Berthierville;

- bill 113 ratifiant certains emprunts et certaines résolutions de la fabrique de Saint-Jérôme de Terrebonne;

- bill 114 ratifiant certaines résolutions du conseil municipal et des commissaires d'écoles de la paroisse du Saint-Joachim, comté de Montmorency, et conventions entre les mêmes et la St. Anne Power & Paper Company Limited;

- bill 116 ratifiant certaines résolutions des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Saint-Édouard de Fraserville, et conventions entre les mêmes et The Warren Company Limited;

- bill 117 constituant en corporation la cité d'Arvida;

- bill 118 constituant en corporation le Refuge Notre-Dame-de-la-Merci;

- bill 119 ratifiant certaines résolutions de la corporation et des commissaires d'écoles de la ville de Drummondville, et les contrats qu'ils ont passés avec Canadian Celanese Limited;

- bill 120 autorisant le conseil municipal de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge à accorder une évaluation fixe, pour fins de taxes, à la St. Regis Paper Company of Canada Limited, pendant une période d'années;

- bill 122 ratifiant l'adoption de Terence Francis Moore et changeant son nom en celui de Terence Francis Moore Mitchell;

- bill 129 constituant en corporation la Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal;

- bill 130 concernant l'Église-Unie du Canada;
- bill 133 modifiant la loi de la voirie;
- bill 135 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs;
- bill 136 concernant une subvention à la National Transcontinental Railway Branch Lines Company;
- bill 138 modifiant la loi de la chasse;
- bill 141 modifiant la loi des cités et villes relativement aux échevins;
- bill 147 modifiant l'article 1092 du Code de procédure civile;
- bill 149 relatif à certaines rétributions scolaires;
- bill 150 modifiant les statuts refondus, 1925, relativement au Barreau de la province de Québec;
- bill 154 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'examen préalable;
- bill 155 pourvoyant à la création d'un fonds éducationnel à même les ressources naturelles de la province;
- bill 156 relatif à certaines écoles techniques ou professionnelles de la province;
- bill 157 modifiant le Code municipal relativement à l'époque de la tenue des élections;
- bill 158 modifiant la loi des terres et forêts relativement au transfert des lots, à l'exportation du bois et certains travaux de voirie, et modifiant la loi du régime des eaux courantes;
- bill 161 modifiant la loi de l'instruction publique relativement aux taxes scolaires;
- bill 162 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales.

Le Greffier du Conseil législatif prononce la sanction royale sur ces bills comme suit: Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction: bill 16 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1926 et le 30 juin 1927, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de clore la troisième session de la seizième législature de la province de Québec par le discours suivant:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous vous êtes appliqués avec zèle, durant toute cette session, à résoudre les problèmes nombreux et complexes que suscite le rapide développement de notre province.

Notre législation ouvrière a été révisée et modifiée en vue d'en faire un instrument de plus en plus efficace de bonne entente et d'assistance mutuelle entre patrons et ouvriers.

Répondant à des besoins urgents et à des appels pressants, vous avez su créer, pour l'instruction publique et pour l'hospitalisation de nos malades, de nouvelles sources de revenus dont le contribuable ne sentira nullement le fardeau.

Vous vous êtes employés à améliorer les lois qui régissent l'administration de la justice et l'administration de nos municipalités.

Vous avez pourvu au parachèvement de nos grandes routes nationales, dont s'enorgueillit notre province et qui nous amènent, chaque année, des milliers de touristes.

Il m'est agréable de sanctionner ces lois au nom de Sa Majesté, ainsi que les autres lois que vous avez adoptées pour servir l'intérêt général et les fins de la justice.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie des crédits généreux que vous avez bien voulu voter pour que chacun de nos départements puisse remplir efficacement son rôle.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vos travaux parlementaires continueront de mériter à notre province la belle réputation qu'elle s'est faite au point de vue législatif.

En votre nom et au mien, je prie la divine Providence de ne cesser de répandre sur notre population ses abondantes bénédictions.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée; et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à 9 h 30¹⁶.

NOTES

1. Dans *L'Événement*, on dit que les deux chefs portent une redingote pour la prorogation.

2. Dans le procès-verbal, il est écrit \$100.00, mais il semble que ce soit en fait \$100,000.

3. Dans *Le Devoir* du 24 mars 1926, on dit que le gouvernement n'a pas répondu, contrairement à ce qu'il avait fait en 1904.

4. Dans *Le Devoir*, on dit que le discours de M. Sauvé a duré une demi-heure.

5. Dans *La Patrie*, on dit qu'il était 2 h 30.

6. Le libellé du projet de loi 136 apparaît à toutes les étapes de la procédure tel que mentionné aux *Journaux de l'Assemblée législative*. Ce n'est seulement qu'à la sanction du projet de loi que le libellé est modifié, tel qu'il apparaît dans les *Statuts refondus du Québec*. Même si on ne retrouve aucune mention d'amendement au titre, il semble que ce changement provienne des amendements du Conseil législatif.

7. Dans *Le Devoir*, on dit que M. Perrault répond au nom du ministre de la Voirie, M. Perron, qui, conseiller législatif de la division de Montarville, ne peut paraître au milieu des élus du peuple.

8. Dans *Le Devoir*, on dit que, après que M. Plante eût parlé des meurtres restés impunis dans la province, le premier ministre se serait fâché.

9. Dans *Le Soleil*, on rapporte que M. Sauvé devient de plus en plus bruyant.

10. Dans *Le Soleil*, on dit que, pendant que l'on vote les subsides, on assiste à un bombardement de boulets de papier entre divers députés.

11. Dans *L'Événement*, on dit qu'il est 6 heures lorsque M. Nicol se lève et propose l'adoption d'un projet de loi accordant à Sa Majesté les subsides votés par la Chambre.

12. Dans *The Chronicle Telegraph*, on dit qu'il était 6 heures lorsque M. Plante proposa sa motion.

13. Dans *Le Canada*, on dit que rien qu'à l'idée de pouvoir circuler un jour en automobile sur le pont de Québec, les députés de la région ont fait à l'honorable premier ministre le même chaleureux accueil qu'ils lui avaient donné l'autre jour au sujet du pont de Longueuil.

14. Dans *Le Soleil*, on dit 6 heures et dans *La Patrie*, on dit que la séance s'ajourne à 8 h 30.

15. Dans *La Presse* du 25 mars 1926, on dit qu'il était 8 heures, et dans *La Patrie* et *Le Soleil*, on dit 9 heures.

16. Dans *La Patrie*, on dit que la prorogation a eu lieu à 9 heures.

